

DU ROLE DE LA POSSESSION

EN

MATIÈRE MOBILIÈRE

Thèse pour le Doctorat

*présentée et soutenue le 30 juin 1943, à 14 heures,
à la faculté de Droit de l'Université de Paris,*

PAR

Abdel-Fattah ABDEL-BAKI

Président : M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, professeur.

*Suffragants : { M. ESMEIN, professeur.
 { M. PETOT, professeur.*

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1943

**DU ROLE DE LA POSSESSION
EN MATIÈRE MOBILIÈRE**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DU ROLE DE LA POSSESSION

EN

MATIÈRE MOBILIÈRE

Thèse pour le Doctorat

*présentée et soutenue le 30 juin 1943, à 14 heures,
à la faculté de Droit de l'Université de Paris,*

PAR

Abdel-Fattah ABDEL-BAKI

Président : M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, professeur.

*Suffragants : { M. ESMEIN, professeur.
 { M. PÉTOT, professeur.*

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1943



INTRODUCTION

- I. — La distinction dans les législations modernes entre la propriété et la possession, cette distinction ne fut pas connue dans les législations de l'antiquité.
 - II. — Il faut se garder cependant d'exagérer la distance qui sépare à l'heure actuelle les deux notions ; la possession n'en joue pas moins un rôle important influant sur la propriété.
 - III. — Ce rôle est particulièrement actif en matière mobilière ; considérations qui lui permettent cette activité.
 - IV. — Objet et limites de notre étude.
 - V. — Motifs qui nous ont déterminé à choisir notre sujet.
 - VI. — Difficulté de notre tâche.
 - VII. — Méthode de notre travail.
 - VIII. — Plan de notre ouvrage.
-

I. — La possession (1), c'est le pouvoir de fait, la maîtrise qu'on exerce sur une chose avec l'intention de se comporter en maître.

Le droit, c'est le pouvoir juridique sur cette chose, « acquis et conservé en conformité de la loi, c'est-à-dire de la conscience collective » (2).

Telle est la conception moderne sur le droit et la possession. On voit qu'ils sont des notions toutes différentes.

(1) Le terme latin *possidere* qui est le synonyme de posséder « est composé de *sedere* et du préfixe de renforcement *pos* ; de sorte que *sedere* signifiant s'asseoir ou être assis, *possidere* signifiera s'établir ou être établi.

« Dans les langues germaniques, le mot qui signifie posséder a exactement la même étymologie : en allemand *besitzen* et en néerlandais *bezitten* dérivent également de *sitzen* et *zitten*, s'asseoir ou être assis, précédés du préfixe de renforcement *be* ». (Cornil, *Traité de la possession en droit romain*.)

(2) Jossierand, *Cours de droit civil positif français*, t. I, 3^e éd. 1938, n° 1387.

On conçoit aisément une personne pourvue de l'une sans l'autre. On peut, en effet, posséder une chose sans avoir un droit sur elle, et, inversement, on peut avoir un droit sur une chose sans en avoir la possession. Le voleur, par exemple, possède intensément, bien qu'il ne soit point propriétaire, et le volé demeure propriétaire alors qu'il n'a plus la possession.

Cette idée, aujourd'hui si simple et si compréhensible, n'a pu être dégagée ni comprise par les peuples de l'Antiquité, peuples d'un raffinement et d'une instruction juridiques très peu développés. Dans les communautés primitives le droit se confondait avec le fait ou pour mieux s'exprimer il n'y avait pas de droits. L'appropriation des biens supposait nécessairement la prise de la possession. On était maître de toutes les choses sur lesquelles on avait une maîtrise effective et on cessait de l'être dès que cette maîtrise venait à disparaître.

Au fur et à mesure que la société s'organisa, au fur et à mesure que les pouvoirs publics s'établirent, enfin au fur et à mesure que les esprits se raffinèrent, la notion du droit s'infiltra dans l'appropriation des biens et se dégagea de pures voies de fait.

Tel est l'état actuel de nos législations modernes : le droit est devenu une notion abstraite, il est protégé pour lui-même, le propriétaire d'une chose a un droit sur elle qu'il garde quelles que soient les circonstances et qu'il peut faire respecter dans tous les cas ; peu lui importe que la maîtrise effective sur cette chose lui appartienne ou appartienne à un autre ; dans tous les cas il est le seul et unique maître de sa chose et dans tous les cas la chose lui reste attachée jusqu'à une libre abdication de sa part.

Ainsi se dénoncent les frontières, jadis inconnues, qui séparent le fait du droit ou, d'une façon concrète, la possession de la propriété.

II. — Seulement il faut bien se garder d'exagérer la portée de ces frontières. Si, en théorie, la possession et la propriété sont deux notions distinctes et différentes en elles-mêmes, elles tendent à se confondre en pratique. En

effet, la possession n'est, en dernière analyse, que l'image, le reflet, le signe, l'extériorisation du droit. C'est ainsi que le législateur moderne ne pouvait s'en désintéresser et devait lui assigner un rôle qui, bien qu'infiniment moins important que celui qu'elle avait dans les législations antiques, reste toujours capital. Il est à remarquer seulement la différence essentielle entre le rôle que jouait la possession dans le passé et celui qu'elle joue actuellement. Alors que dans les siècles reculés de l'histoire, la possession était tout, alors que l'appropriation des biens revêtait une seule et unique forme : la prise de la possession, alors qu'on était l'unique maître de la chose dès qu'on acquérait sur elle la maîtrise de fait et qu'on cessait de l'être dès qu'on venait de perdre cette maîtrise, la possession n'est plus aujourd'hui protégée pour elle-même ; elle n'est protégée que parce qu'elle est le signe du droit, parce qu'elle dénote la propriété, parce qu'elle nous fait supposer que son titulaire est le propriétaire. « La possession n'est protégée, ou peu s'en faut, que dans l'intérêt de la propriété : les hommages rendus à la possession le sont, en définitive, à la propriété ; derrière le fait, c'est le droit qu'on aperçoit et que l'on protège » (1). Ce point de vue a été admirablement décrit par Ihering. Selon ses expressions : dans la conception classique, la possession est « la visibilité de la propriété », le législateur la protège « en tant que position avancée de la propriété ».

III. — La possession joue un rôle particulièrement actif en matière mobilière en raison de deux considérations de la plus haute importance :

Tout d'abord, c'est qu'en fait de meubles il n'y a aucune publicité organisée semblable à celle qui existe par rapport aux immeubles. Si la possession immobilière constitue le signe de la propriété, il y a toujours un moyen de s'enquérir de la vérité et de vérifier si la possession s'accorde avec le droit ou si elle n'est qu'un signe dupeur,

(1) Jossierand, *loc. cit.*, n° 1388.

une apparence trompeuse. La nature même des immeubles permet cette vérification dans une grande mesure. Les lois elles-mêmes, afin d'éviter toute erreur, établissent des systèmes minutieusement organisés qui révèlent les droits immobiliers d'une manière indubitable et qui permettent à quiconque de s'enquérir du droit de la personne avec laquelle il entend traiter.

Il n'en va pas de même pour les meubles. Leur nature, l'impossibilité de les identifier, l'extrême rapidité et l'extrême fréquence avec lesquelles ils se déplacent, ne permettent aucune vérification du droit de celui qui les détient. Un système de publicité qui suppose une intervention administrative ou judiciaire est inconcevable à leur égard, du moins pour l'immense majorité d'entre eux. C'est ainsi que la possession constitue, en matière mobilière, le seul signe de la propriété, le seul moyen de publicité. C'est une publicité à l'état brut et inorganique qui ne suppose aucune organisation officielle ni intervention d'aucune sorte et qui aboutit par conséquent à des erreurs et présente des inconvénients, mais quel est le moyen de faire autrement ?

La deuxième considération, c'est qu'en fait de meubles, nous ne nous trouvons pas seulement en face d'un droit de propriété qu'il s'agit de protéger en toutes circonstances, mais aussi en face d'un intérêt plus éminent encore, c'est l'intérêt du crédit et la sécurité du commerce. Ici il y a deux intérêts qui sont en conflit : l'intérêt du propriétaire qui exige que la chose lui reste attachée et qu'elle ne lui échappe sans son libre consentement, et l'intérêt du commerce qui nécessite que celui qui a traité avec une personne qu'il croyait propriétaire et sur le droit de laquelle il n'avait aucun moyen de s'enquérir, doit être protégé dans toutes les circonstances, même s'il apparaît par la suite qu'il était dupe de l'apparence.

Il va sans dire que devant le deuxième intérêt, le premier devait céder car celui-ci concerne un seul individu, alors que l'intérêt du commerce concerne l'ordre public et la société tout entière.

Telles sont les considérations qui ont fait accorder sur

le terrain possessoire aux meubles un traitement spécial différent de celui accordé aux immeubles. De ce fait que la possession mobilière constitue le seul signe, la seule preuve de la propriété, on a été amené à en faire découler une présomption de propriété au profit de son titulaire ; le possesseur est présumé propriétaire jusqu'à preuve contraire.

Dans l'intérêt du commerce, on permet à celui qui veut acquérir un meuble de se fier à la possession, on l'excuse s'il prend le possesseur comme propriétaire ; on l'assure contre les suites d'une mauvaise surprise ; on le déclare propriétaire dans tous les cas, même s'il apparaît qu'il a traité, à son insu, avec une personne qui n'avait pas le droit de disposer de la chose et qu'à cet égard il était victime d'une erreur à laquelle il ne pouvait échapper.

Voilà, en quelques lignes, le rôle que joue la possession en matière mobilière, on voit comment il est important et comment il est actif. On voit comment à propos des meubles la propriété et la possession qui sont deux notions distinctes en théorie, tendent à se confondre en pratique. En effet, dans la plupart des cas, la possession aboutit à faire attribuer la propriété au possesseur : c'est ainsi qu'on peut dire qu'en fait de meubles, on assiste aujourd'hui à un retour fort notable à la confusion qui caractérisait les législations de l'Antiquité entre l'idée de la propriété et celle de la possession, à l'identification, en d'autres termes, du droit avec le fait. Mais le résultat auquel aboutissent les anciennes coutumes, faute d'une éducation juridique suffisamment développée, est au contraire voulu et recherché par le législateur moderne pour favoriser l'activité des transactions et pour assurer le développement du commerce.

IV. — C'est au rôle de la possession mobilière que nous entendons consacrer notre étude.

Comme le titre même de notre ouvrage l'indique, nous ne traiterons pas du rôle que joue la possession en matière d'immeubles, tout au moins nous n'en traiterons qu'incidemment et dans le seul but de comparer les immeubles

aux meubles afin de dégager les différences qui les séparent et les distinguent.

Il convient de faire remarquer que nous n'avons pas l'intention d'étudier tous les effets que produit la possession en matière de meubles, comme on pourrait être tenté de le croire à lire le titre que nous avons choisi pour notre ouvrage. En effet, notre étude se limite, même à l'égard des meubles, à trois points de vue :

Tout d'abord, nous n'étudions que les effets que produit la possession à elle seule et sans l'aide d'aucun autre élément. Ainsi sort des limites que nous nous traçons l'étude de la prescription qui s'applique aux meubles tout aussi bien qu'aux immeubles. En effet, la prescription n'est en fin de compte qu'une possession qui dure pendant un délai déterminé, c'est-à-dire une possession à laquelle s'ajoute un élément nouveau, un élément de temps.

D'autre part, même les effets que produit la possession à elle seule et sans l'aide d'autres éléments ne rentrent pas tous dans les limites de notre étude. Nous n'entendons traiter que des effets que produit la possession mobilière en dehors des principes généraux en matière possessoire, c'est-à-dire des effets qui sont propres aux meubles à l'exclusion de ceux que produit la possession en matière mobilière tout aussi bien qu'en matière immobilière.

Enfin, même parmi les effets qui sont propres aux meubles, il y en a un qui sera exclu de notre étude. C'est l'occupation. En effet, l'occupation n'est que l'acquisition de la propriété d'une chose mobilière sans maître, d'une *res nullius* par la prise de la possession. L'occupation suppose des faits exceptionnels et porte sur des objets relativement rares ; c'est pour cette raison qu'elle sera éloignée de notre étude qui sera consacrée aux meubles du droit commun, c'est-à-dire aux meubles tels qu'ils se présentent dans notre vie courante.

Cette triple élimination effectuée, l'objet de notre étude devient clair ; il consiste à préciser et à développer les fonctions spéciales que remplit la possession mobilière à elle seule, sans nous préoccuper cependant du rôle qu'elle joue à l'égard des choses non appropriées.

V. — Nous avons hésité pendant très longtemps à entreprendre cette étude. Une thèse de doctorat doit présenter une certaine utilité à ceux qui s'intéressent à la loi, elle doit contribuer à servir la science juridique, contribution qui est, par la force des choses, très modeste et fort limitée, étant donné que celui qui prépare une thèse ne fait que débiter dans un monde infiniment vaste et épineux.

Telle est la première considération qui doit préoccuper le candidat au doctorat.

Nous nous demandions, tout au commencement, si, en traitant du rôle de la possession en matière mobilière, nous aurons la possibilité d'atteindre ce but. Au premier abord la réponse nous semblait négative. Le sujet nous paraissait classique et débattu par des maîtres des plus éminents et des plus qualifiés. Nous nous posions la question de savoir s'il y avait quelque chose de neuf à dire, si on n'était pas obligé de résumer et de répéter ce qui a été déjà dit, si on n'était pas forcé de se livrer ainsi à une œuvre forcément impersonnelle et dépourvue de toute espèce d'intérêt.

Une étude longue et réfléchie nous a fait changer d'avis. Nous nous sommes rendu compte que si une partie de notre sujet est classique et a été l'objet de longs commentaires, l'autre partie est, pour ainsi dire, neuve encore. Les études que nous avons entreprises nous ont permis de dégager deux rôles que la possession joue en matière mobilière : un rôle acquisitif du droit et un rôle simplement probatoire. C'est le premier des deux qui a été l'objet de longues discussions, au détriment de l'autre qui a été négligé, à part quelques études sommaires qui nous semblent insuffisantes, vu l'importance que ce rôle présente en pratique.

Même pour le rôle acquisitif du droit, une étude approfondie peut ne pas être dépourvue d'intérêt. A la base de toute la propriété mobilière, le législateur français de 1804 nous édicte un principe rédigé sous forme des brocards coutumiers, un principe trop concis et par conséquent trop vague. Devant l'extrême concision du texte, il était inévi-

table qu'on arrivât à des controverses et à des discussions. En effet, partis sans guide sûr ni lumière, les auteurs et les praticiens ne pouvaient arriver tous aux mêmes résultats. Qu'entend-on par la règle : « En fait de meubles, possession vaut titre » ? Quel en est l'effet, le fondement et la portée ? Quelles en sont les conditions d'application ? Tous ces points et bien d'autres encore ont donné lieu à tant de discussions et de controverses, qui n'ont pu être dissipées en dépit d'un effort d'environ un siècle et demi, effort conjugué de la doctrine et de la jurisprudence.

Ce qui nous a particulièrement impressionné lors de nos recherches, c'est la confusion trop souvent commise entre les deux rôles que joue la possession en matière mobilière : le rôle acquisitif et le rôle probatoire. L'éminent *Pr* Saleilles, dans son remarquable ouvrage *De la possession des meubles, études de droit allemand et de droit français*, nous a tracé le chemin pour établir la distinction entre ces deux rôles. C'est donc à lui que revient le mérite de jeter de la lumière sur un sujet sombre, équivoque et confus. Seulement, comme M. Saleilles était obligé de consacrer la plus grande partie de son ouvrage à l'étude du droit allemand et de ne traiter du droit français qu'incidemment et à titre comparatif, il nous a semblé utile de tâcher de continuer modestement l'œuvre qu'il a commencée. Il nous a paru utile de mettre en relief les différents rôles que remplit en droit français la possession en fait de meubles, de tracer les limites de chacun et d'indiquer sa nature, son étendue et ses conditions d'application. Dans des hypothèses différentes et variées, la possession prodigue sa protection à son titulaire. Mais cette protection change avec les circonstances. Il est de la première importance de préciser les divers aspects de cette protection, d'indiquer la nature, la portée et les conditions de chacun.

Tel est l'intérêt théorique de notre étude. On voit comment il est immense.

L'intérêt pratique n'en est pas moins important. Dans des cas innombrables, la possession est appelée à remplir

un rôle plus ou moins important. Il suffit pour en avoir la conviction de feuilleter les recueils de jurisprudence.

Notre sujet présente un intérêt pratique particulièrement intense dans une de ses parties, c'est la partie consacrée au rôle probatoire de la possession. Dans des hypothèses sans nombre, le possesseur d'un meuble peut se trouver obligé de prouver son droit, alors que les principes généraux en matière de preuve le mettent pratiquement dans l'impossibilité de la fournir. C'est surtout le cas de celui entre les mains duquel on trouve des objets qui ont appartenu à une personne actuellement décédée lorsqu'il invoque sur ces objets un droit de propriété en vertu d'un contrat quelconque, un don manuel par exemple. Du droit commun il devrait prouver le titre qu'il invoque par écrit en principe. Or en matière mobilière on n'a pas l'habitude de rédiger un écrit. En outre, le donateur n'est plus là pour témoigner de la justesse des prétentions du défendeur. C'est dans ces circonstances qu'on peut se demander si ce défendeur peut se retourner vers sa possession et lui demander aide et protection, et dans quelle mesure et sous quelles conditions la possession répond à cet appel. En pratique, il est assez rare que le problème de la protection possessoire sur le terrain de la preuve ne se pose pas après une succession d'une certaine importance pour résoudre des litiges qui sont devenus vulgaires par leur fréquence.

Tels sont les motifs qui nous ont déterminé, après une longue réflexion, à traiter du rôle de la possession en matière mobilière. Ils nous montrent comment une étude dans cette matière peut être intéressante, et comment le travail que nous entreprenons nous offre l'occasion de faire quelque chose d'une certaine utilité à la science juridique et à ceux qui consacrent leur vie au service de la loi. Nous n'avons cependant pas la prétention de pouvoir réaliser ce noble désir.

VI. — Nous ne nous faisons aucune illusion sur la difficulté de notre tâche. Nous aurons en effet à affronter des problèmes épineux que nous devrons résoudre sans que

nous puissions trouver dans les textes de loi, qui sont, du reste, très peu nombreux et souvent obscurs et vagues, le guide qui nous indique le vrai chemin et la force qui nous inspire les justes solutions. Pour bien montrer comment notre tâche est délicate, nous ne saurions mieux faire que de citer ce qu'a dit à ce propos une autorité des plus compétentes en la matière (1) : « Le laconisme de la loi, la concision extrême des observations présentées dans les travaux préparatoires, les controverses de l'ancien droit ont fait, au reste, de ce sujet l'un des plus ardents peut-être du code civil, et sur bien des points, il est vrai de dire encore aujourd'hui : *Prudentes certant et adhuc sub judice lis est.* »

VII. — Dans une matière comme la nôtre où l'on remarque la concision excessive des textes, le flottement des travaux préparatoires, la plus saine méthode de dégager les principes juridiques est celle qui s'inspire des motifs qui les ont édictés. Ici plus qu'ailleurs les motifs qui ont imposé les règles juridiques jouent un rôle capital. C'est ainsi que nous allons essayer, à propos de chaque principe, de dégager les motifs qui l'ont fait édicter, la fonction sociale qu'il a été appelé à remplir, et nous en ferons notre meilleur guide là où le laconisme de la loi nous laissera tâtonner dans une grande obscurité. Comme l'a très bien dit un maître : « Les motifs de la loi en sont l'âme ; ils sont toute la loi. »

Notre étude sera consacrée principalement au droit français. Nous tâcherons de dégager les principes qui régissent dans cette législation la protection qu'offre la possession mobilière à son titulaire. Nous indiquerons également les solutions que donne en notre matière le droit comparé, l'étude de la législation comparée étant la meilleure manière d'approfondir les grandes questions que présente la science du droit. Seulement l'étude des législations étrangères ne se fera que brièvement et dans le

(1) De Folleville, *Traité de la possession des meubles et des titres au porteur*, Paris, 1875, 2^e éd., p. 7.

seul but de comparer les solutions qu'elles donnent à celles que consacre le droit français. Parmi ces législations étrangères, nous nous intéresserons plus particulièrement au droit allemand et au droit anglais.

Nous tenons à exprimer ici nos plus vifs regrets de ne pouvoir réaliser notre désir de faire une étude approfondie du rôle de la possession mobilière en notre droit égyptien. En effet, les documents concernant ce droit nous manquent presque complètement. En raison des circonstances actuelles de la guerre, tous les efforts que nous avons déployés afin de nous les procurer sont restés infructueux..

Nous nous garderons bien de négliger l'étude de la jurisprudence. Nous tâcherons de dégager les principes qu'elle applique, les solutions qu'elle donne et de la critiquer s'il y a lieu. Nous estimons avec le distingué professeur Capitant qu'il faut avant tout « prendre garde de faire une œuvre purement rationnelle et éviter d'encourir le reproche d'ignorer le vrai droit, le droit vivant tel que l'appliquent les tribunaux » (1).

VIII. — Notre ouvrage sera divisé en deux parties. La première sera consacrée à l'étude du rôle de la possession mobilière dans l'ancien droit, la seconde à ce rôle dans le droit moderne.

La première partie sera infiniment moins importante que la seconde. Elle aura pour seul but de nous aider à dégager et à comprendre les principes qui régissent notre matière dans la législation actuelle.

(1) Capitant, *Introduction à l'étude du droit*.

PREMIÈRE PARTIE

**DU ROLE DE LA POSSESSION
MOBILIÈRE DANS L'ANCIEN DROIT**

Dispositions préliminaires.

1. — Utilité d'une étude historique pour chaque institution juridique.
 2. — Nécessité de cette étude en matière de possession mobilière.
 3. — Nous traiterons du rôle de la possession mobilière dans le droit romain et dans l'ancien droit français.
 4. — Plan.
-

1. — Pour mieux comprendre une institution juridique quelconque, il est utile de lui consacrer une étude historique. En effet, comme l'a justement écrit un maître (1), sans la connaissance du développement historique, le droit n'est qu'une sorte de scolastique. Une loi n'est pas le fait du jour où elle prend naissance. Elle représente le terme d'une évolution historique plus ou moins longue. « Les lois, disent MM. Colin et Capitant (2), sont le produit de l'histoire. » Ainsi pour mieux les comprendre et les interpréter, faut-il connaître les causes qui en ont déterminé l'apparition et les circonstances dans lesquelles elles se sont manifestées tout d'abord.

2. — En matière de possession mobilière, une étude historique est plus qu'utile. Elle est indispensable. On ne saurait en aucune façon se faire une juste idée sur le rôle que joue cette possession sans connaître les précédents historiques.

Pour préciser les effets de la possession mobilière, les rédacteurs du Code Napoléon ont recouru à la forme des adages coutumiers en formulant dans l'article 2.279

(1) Préface de M. E. Lavissee dans les documents sur les relations de la royauté avec les villes, cité par Thévenin : *Texte relatif aux institutions mérovingiennes et carlovingiennes*, Paris, 1887.

(2) Colin et Capitant : *Cours élémentaire du droit civil français*, t. I, éd. 1942, p. 36.

qu'« en fait de meubles possession vaut titre ». Cette formule, sous la forme par trop concise et vague qu'elle a prise, nous laisse presque complètement dans l'obscurité et l'équivoque. Si les autres textes qui traitent de la matière, et qui sont, du reste, très peu nombreux (ils sont au nombre de deux : l'un est énoncé dans le deuxième alinéa de l'art. 2279 et l'autre dans l'art. 1141), nous jettent un petit rayon de lumière, ils ne sont pas susceptibles de nous éclairer et de nous guider pour résoudre les problèmes souvent épineux que suscite la possession des meubles. Les travaux préparatoires qui ont accompagné l'élaboration des textes ne nous avancent pas beaucoup, du moins directement. Car ils nous renvoient manifestement aux précédents historiques, en nous montrant nettement que les rédacteurs du Code n'ont fait que *maintenir* en notre matière les règles qui étaient déjà admises d'une façon générale (1).

Ainsi, sur bien des points, le rôle de la possession en matière mobilière ne peut être compris ni précisé qu'à la lueur de la tradition. Devant la concision extrême des textes, nous nous trouvons obligé, afin de leur faire livrer leur secret, de suivre les principes qu'ils édictent jusqu'à leur origine pour nous rendre compte des circonstances qui les ont fait imposer et du but social qu'ils étaient appelés à remplir.

Tout le monde est d'accord sur ce fait que le principe édicté par la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » a été emprunté à la Tradition, les divergences règnent lorsqu'on cherche à déterminer l'époque où le principe a vu le jour. Quelques auteurs le font remonter au XVIII^e siècle. D'autres le font remonter à une époque bien plus reculée, à l'époque franque où les coutumes germaniques étaient applicables.

3. — Ainsi pour que notre étude historique soit complète faut-il qu'elle porte sur le droit français depuis l'inva-

(1) Voir l'exposé des motifs de Bigot de Préameneu sur l'art. 2279 dans Fennet, *Recueil complet des travaux préparatoires du code civil*, Paris, 1827-1828, t. XV, p. 660 ; — Merlin, *Question de droit*.

sion barbare au v^e siècle jusqu'à la rédaction du code civil.

En outre, il ne nous a pas paru sans utilité de consacrer une étude sommaire au rôle de la possession mobilière en droit romain. En premier lieu parce que le droit romain est le type de presque toutes les législations antiques qui admettent en notre matière une solution opposée à celle que les traditions germaniques ont fait admettre dans les régions coutumières de la France. D'autre part, parce qu'outre son application dans les régions méridionales de ce pays jusqu'à l'unification des lois, il est venu plus d'une fois avec des chances variantes d'échec et de succès, livrer combat aux coutumes nationales dans les régions septentrionales.

4. — Aussi la première partie de notre ouvrage, qui traite du rôle de la possession mobilière dans l'ancien droit, doit être subdivisée en deux titres : le premier sera consacré à l'étude du droit romain, le second à l'ancien droit français.

TITRE PREMIER

DU ROLE DE LA POSSESSION MOBILIÈRE EN DROIT ROMAIN

Le rôle de la possession mobilière en droit romain.

5. — Le droit romain n'attribue pas à la possession un effet attributif de la propriété.
 6. — La revendication mobilière est permise dans tous les cas.
 7. — Seule l'usucapion peut y mettre fin.
 8. — Définition de l'usucapion.
 9. — Fonction de l'usucapion.
 10. — A quels biens elle s'applique.
 11. — Evolution de l'usucapion.
 12. — Conditions de l'usucapion. Leur énumération.
 13. — 1° Une prise de possession.
 14. — 2° La bonne foi et le juste titre.
 15. — Le juste titre.
 16. — Le titre putatif.
 17. — La bonne foi.
 18. — A quel moment la bonne foi est-elle requise ?
 19. — La preuve du juste titre et de la bonne foi.
 20. — 3° Il faut que la chose possédée soit susceptible d'usucapion.
C'est en principe le cas de tous les biens corporels.
 21. — Exceptions édictées par les principes généraux.
 22. — Exceptions édictées par des textes spéciaux :
 23. — Exceptions résultant de la qualité de la personne contre qui on usucap.
 24. — Exception résultant d'un vice qui entache la chose. La prohibition d'usucaper les choses volées ou enlevées par violence.
 25. — 4° Il faut une possession prolongée pendant un certain temps.
 26. — Conclusion.
-

5. — A Rome, on n'attribuait pas au seul fait de la possession, quoiqu'il fût de bonne foi et avec juste titre, l'effet que nous lui attribuons aujourd'hui et qui est consacré par la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ». Le peuple romain, peuple naissant, était très attaché à la propriété qu'il avait conquise par la force des armes et pour l'acquisition de laquelle il avait versé son sang.

Les anciens Romains portaient de cette idée que la victoire exproprie le vaincu. Cicéron n'hésite pas dans un ouvrage philosophique, à placer la conquête au nombre des modes d'acquisition. Gaius va plus loin encore, et affirme qu'aux yeux des anciens Romains la conquête était le mode d'acquérir par excellence. Aussi, désireux de préserver leurs conquêtes après avoir peu scrupuleusement dépouillé leurs voisins, ils organisèrent la propriété avec une rigueur sans égale.

C'est ainsi que nous les voyons l'entourer de tant de garanties pour la protéger et édicter ces modes de transfert si compliqués et si formalistes que sont la *mancipation* et l'*in jure cassio*.

Il est donc compréhensible que les Romains n'aient pas songé à accorder au seul fait de la possession un effet translatif de la propriété. Cela ne signifie pas qu'ils ont négligé la notion de la possession, bien au contraire, cette notion a été minutieusement précisée par eux. Ils l'ont distinguée assez nettement des notions voisines, la détention et la propriété, et ils l'ont protégée par les interdits possessoirs *uti possidetis* pour les immeubles et *urubi* pour les meubles.

Mais leur attachement à la propriété était dominant et il leur paraissait inadmissible que le propriétaire d'une chose pût être dépouillé de la propriété par ce fait, par exemple, qu'un tiers l'aurait achetée de bonne foi à une personne autre que lui et sans son consentement. Tant que ce propriétaire n'abdiquait pas son meuble, il conservait la faculté de le poursuivre et de le recouvrer entre les mains de quiconque. La possession à elle seule ne pouvait nullement dresser un obstacle quelconque devant lui.

Dans toutes les circonstances, il avait le pouvoir de revendiquer son meuble.

6. — Ainsi voyons-nous que la revendication des meubles est autorisée en droit romain. La loi 1, § 1, Dig., *de rei vind.*, VI, 1, en pose formellement le principe. La revendication était, du reste, autorisée sans exception ni réserve. Tout propriétaire avait la faculté de revendiquer sa chose, et cela contre qui que ce soit : détenteur détenant pour autrui ou possesseur possédant pour soi-même, même si ce dernier possédait de bonne foi et avec juste titre.

Aussi le propriétaire d'un meuble qui en avait perdu la possession, pouvait donc le revendiquer quelles que fussent les circonstances de sa dépossession. Il pouvait le revendiquer dans le cas où il s'en était dépossédé de son plein gré en le confiant à autrui, tout aussi bien que dans le cas où la dépossession avait eu lieu contre sa volonté, comme en cas de perte ou de vol.

En résumé, le droit romain donne au propriétaire du meuble un droit de suite lui permettant de le reprendre n'importe où il le trouve.

On a souvent comparé le lien existant entre le propriétaire et sa chose à une chaîne dont l'une des extrémités lie la chose, tandis que l'autre bout est tenu par le propriétaire. Ce lien immédiat qui les unit et les rassemble, aucune aliénation émanant d'un tiers ne saurait le briser, et l'*accipiens* trouvera en face de lui un rival réclamant la chose et l'arrachant de ses mains sans que sa bonne foi, sans que son juste titre puisse être une arme suffisante pour le protéger.

7. — Il faut remarquer qu'en disant qu'en droit romain la revendication des meubles était permise d'une façon absolue, sans réserves ni restrictions, nous n'envisageons que le seul fait de la possession. Nous voulions dire seulement que le seul fait de la possession ne pouvait nullement et en aucune circonstance dresser un obstacle quelconque devant cette revendication. Il nous importe maintenant de préciser que si la possession à elle seule

né pouvait en aucune façon paralyser la revendication; elle pouvait produire cet effet lorsqu'un autre élément, un élément de temps, venait s'y ajouter. C'est l'effet de l'*usucapio*.

8. — L'*usucapio* est un mode d'acquérir la propriété par une possession prolongée et accompagnée de certaines conditions. C'est ainsi que la définit Modestin : *Usucapio est adjectio domini per continuationem possessionis temporis lege definiti*. La loi des XII Tables emploie la même expression.

Cicéron, pour exprimer la même idée, emploie l'expression *usus auctoritas*, *usus* désignant la possession et *auctoritas* le caractère dont la loi la recouvre en la transformant en propriété. En d'autres termes, l'usage de la chose pendant une certaine durée assure par elle-même au possesseur une propriété légitime.

9. — Nous ne savons pas d'une façon précise à quelle date l'*usucapio* fut introduite dans le droit romain. Mais la loi des XII Tables, un des plus anciens monuments de législation romaine, en atteste déjà l'existence. En effet, cette institution trouva sa raison d'être dès les premiers temps. La propriété, aux yeux des Romains, tire sa légitimité de l'affectation de la chose aux besoins réels de la famille. Si le propriétaire ne cultive pas son fonds, pour quoi priver un autre du droit d'acquérir ce fonds et de le cultiver ? Pourquoi conserver quand même au propriétaire un droit qui lui est sans utilité ? Si pendant un certain temps ce propriétaire peut suffire aux besoins de sa famille sans avoir recours aux produits de ce fonds, son droit ne mérite plus la garantie de la loi. La faculté d'usucaper est donc une prime accordée à celui qui cultive le champ délaissé par le propriétaire (1).

Tel est, d'après nous, l'origine et l'utilité première de l'*usucapio*. Nous voyons qu'elle avait, tout au commencement, un but exclusivement politique et social : permettre

(1) Huvelin, *Cours élémentaire du droit romain*, 1927, p. 503.

aux citoyens qui sont dans le besoin d'acquérir les fonds que leurs propriétaires originaires ne cultivent pas.

Mais si l'*usucapio* commença par avoir une fonction politique et sociale, elle ne tarda pas à changer de caractère et à ne comporter que des fonctions purement juridiques (1).

En effet, dans le droit classique l'*usucapio* a la fonction double que voici :

1^o Il sert à faciliter la preuve de la propriété. Cette preuve est toujours difficile à faire ; avec l'*usucapio*, rien de plus simple : au lieu de prouver qu'on a acquis régulièrement la chose, on n'a plus qu'à établir le fait de la possession pendant un certain délai.

2^o L'*usucapio* sert aussi à consolider l'acquisition de la propriété entachée d'un vice.

Les vices qui peuvent entacher l'acquisition sont de deux sortes : vices de forme et vices de fond.

a) L'acquisition de la propriété est entachée d'un vice de forme lorsque le mode employé pour le transfert n'a pas été le mode requis par le droit civil. Par exemple, on a voulu aliéner une *res mancipi* ; mais au lieu de recourir à la mancipation ou à l'*in jure cessio*, on s'est contenté de la tradition. Ou l'on a recouru à un de ces

(1) Nous ne parlons ici que de l'*usucapio* proprement dite ; il subsiste, en effet, jusque dans le droit classique des vestiges de l'état ancien des choses, de cette conception primitive de l'*usucapio* ; il existe deux formes qui jouent encore un rôle social, de plus ou moins important.

1^o L'*usucapio de herede* qui a pour but d'engager l'héritier à faire addition de la succession le plus vite possible. S'il néglige d'entrer en possession des biens successoraux et si un autre s'empare de ces biens, se porte héritier et par suite assume toutes les charges inhérentes à cette qualité, ce dernier devient propriétaire par l'*usucapio*.

2^o L'*usucapio fiducia* : la *fiducie* est un pacte par lequel celui qui reçoit la propriété d'une chose s'oblige à rendre cette chose, à s'en dessaisir dans des conditions déterminées ; elle a servi primitivement à réaliser un gage, un prêt à usage, etc... A l'origine, un pareil pacte n'était pas légalement reconnu, le premier propriétaire n'avait pas d'action pour redemander la chose quand les conditions étaient réalisées. Seulement si le premier propriétaire de la chose pouvait en reprendre la possession d'une manière quelconque, il en recouvrait la propriété par *usucapio*.

premiers modes, mais une des conditions exigées a fait défaut. Dans ces deux cas, la propriété n'est pas transférée ; l'aliénateur conserve son droit et l'acquéreur est loin de voir son but d'acquérir réalisé. Seulement quelques avantages de fait connus sous le nom de *in bonis* lui sont transmis. L'usucapion permet de purger l'acquisition de ce vice et de transmettre à l'acquéreur une propriété quiritaire. C'est ce que l'on exprime parfois en disant que l'usucapion transforme la propriété bonitaire en propriété quiritaire.

b) L'acquisition est entachée d'un vice de fond si l'aliénateur n'était pas propriétaire ou, d'une façon générale, n'avait pas qualité pour aliéner valablement. Celui qui acquiert une chose *a non domino* ou d'une personne qui n'a pas la qualité juridique d'aliéner, peut, sous certaines conditions, acquérir par l'usucapion la propriété de cette chose. On dit alors que l'usucapion convertit la simple possession de bonne foi en propriété quiritaire.

10. — L'usucapion s'applique aux meubles tout aussi bien qu'aux immeubles (1).

11. — Selon la loi des XII Tables le champ d'application de l'usucapion était limité à un double point de vue :

1° Si les meubles étaient susceptibles d'être usucapés en quelque lieu qu'ils fussent situés, il n'en était pas de même pour les immeubles. Seuls les fonds italiques à l'exclusion des fonds provinciaux, étaient l'objet d'usucapion. Ces derniers y étaient soustraits parce qu'ils n'é-

(1) Il convient de souligner à ce propos que la division des biens en meubles et immeubles n'avait pas à Rome la même ampleur qu'elle a de nos jours. Elle ne portait que sur les choses corporelles ; quant aux choses incorporelles, elles n'étaient ni des meubles ni des immeubles, mais simplement des droits *jura*.

L'usucapion ne portait que sur les choses matérielles, à l'exclusion de tous les droits. La raison en est que les Romains n'admettaient pas que l'on pût posséder les choses incorporelles. *Possideri autem possent quae sunt corporalia*. Et puisque la possession de ces choses était impossible, leur *usucapio* n'était pas concevable, étant donné que l'usucapion n'est que le résultat d'une possession prolongée et accompagnée de certaines conditions.

taient pas susceptibles d'être acquis par des particuliers (1) ;

2° Seuls les Romains pouvaient usucaper. Les pérégrins ne le pouvaient pas, car ils ne jouissaient pas des droits fondés sur le *jus civile*, et l'usucapion est un mode civil d'acquérir ; le Romain conservait donc toujours sa propriété vis-à-vis d'un pérégrin ; il pouvait revendiquer indéfiniment contre lui ; c'est cette idée qu'exprime l'adage célèbre : *adversus hostes aeterna auctoritas esto* (2).

Ainsi l'usucapion de la loi des XII Tables présentait-elle une double lacune : elle ne s'appliquait ni aux étrangers ni aux fonds provinciaux.

Pour combler cette lacune, il se forma sous l'Empire une institution parallèle, la *longi temporis praescriptio* (elle prend encore le nom de *longi temporis possessio* et *longae possessionis praescriptio*). La date où cette institution fut introduite n'est pas connue d'une manière précise ; nous n'en avons pas une preuve directe avant les dernières années du II^e siècle de l'ère chrétienne. Son origine est également obscure ; elle fut établie soit au profit des pérégrins par le prêteur pérégrin, soit plus probablement pour les fonds provinciaux, par le gouverneur de province ou par l'autorité impériale elle-même (3).

L'effet de la *praescriptio longi temporis* est radicalement différent de celui de l'usucapion. Tandis que cette dernière institution faisait acquérir la propriété au possesseur, la *praescriptio longi temporis* ne fut au commencement, comme son nom l'indique d'ailleurs, qu'un moyen de défense donné au possesseur contre les actions réelles des tiers, et plus particulièrement contre l'action en revendication du propriétaire.

Le possesseur n'a qu'une fin de non recevoir qu'il oppose au *dominus* s'il lui réclame la chose. Ce dernier reste le seul propriétaire et continue de pouvoir revendiquer avec succès contre tous les tiers, à l'exception du possesseur et de ses ayants cause ; mais si le possesseur vient à être déposé-

(1) Van Wetter, *Pandectes concernant l'histoire du droit romain et la législation de Justinien*, Paris, 1902, p. 33.

(2) *Idem.*

(3) Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, p. 313.

sédé il ne pourra pas revendiquer la chose, car l'action en revendication appartient exclusivement au propriétaire. C'est ainsi que le possesseur est armé contre toute autre personne tant qu'il est en possession de la chose ; une fois la possession perdue, il n'a aucune action réelle ; mais cet effet lui est donné par la suite dans des circonstances qui ne sont pas très claires, mais qui semblent dater de la fin de la période classique. En vertu de cette réforme, la *praescriptio longi temporis* devient un mode d'acquérir la propriété et désormais le possesseur est armé d'une action en revendication utile.

La *praescriptio longi temporis* avait un avantage sur l'*usucapio*, en ce qu'elle faisait acquérir la propriété (lorsqu'elle avait cet effet) déchargée de toutes les charges réelles qui avaient grevé la chose tandis que l'*usucapio* faisait acquérir la propriété de la chose grevée des droits réels, usufruit, hypothèques, etc... que le propriétaire avait pu établir sur cette chose. Cet avantage faisait étendre largement le domaine de la prescription ; alors qu'elle commença à ne s'appliquer qu'aux pérégrins et aux fonds provinciaux pour lesquels elle fut instituée, elle finit par s'appliquer aux Romains et aux fonds italiques et même aux meubles. Enfin en l'an 551, Justinien fusionna l'*usucapio* et la *longi temporis praescriptio* déjà fort rapprochées par la disparition des distinctions faites anciennement entre la propriété civile et la propriété prétorienne, entre la propriété des pérégrins et celle des citoyens, entre la propriété des fonds provinciaux et la propriété des fonds italiques (1). Il en fit une institution uniforme applicable aux Romains et aux étrangers, aux meubles et aux immeubles, aux fonds italiques et aux fonds provinciaux.

12. — A part la durée, les conditions exigées pour usucaper étaient les mêmes en ce qui concerne les meubles et les immeubles. Mais le rôle que jouait cette institution différait en pratique grandement suivant qu'il s'agissait des uns ou des autres, et cela est dû, comme nous le verrons,

(1) Girard, *loc. cit.*, p. 316.

à ce que les *rei furtivae* n'étaient pas susceptibles d'usucapion, ce qui rétrécissait considérablement le domaine de l'usucapion en matière mobilière.

Sous le droit classique, pour que l'*usucapio* puisse commencer valablement au profit d'une personne et pour qu'elle ait l'effet acquisitif de la propriété à son avantage, il faut que cette personne prenne possession d'une chose susceptible d'être usucapée, que la possession soit de bonne foi et avec juste titre et qu'elle dure pendant le délai voulu (1).

13. — 1^o Il faut d'abord une prise de possession, qui peut avoir lieu soit par la personne même qui usucape, soit par un intermédiaire, mais qui est indispensable, qui ne pourrait notamment être remplacée par l'intervention d'un des modes d'acquérir qui transfère la propriété sans déplacement de la possession (2).

14. — 2^o Il faut que la possession soit de bonne foi et avec juste titre.

15. — Le juste titre, la *justa causa*, est l'événement distinct du fait matériel de la remise de la chose qui fait considérer la prise de possession en vue de la propriété comme justifiée (3). C'est un mode légal d'acquisition de

(1) Ces conditions ne sont pas toutes également anciennes ; il suffisait tout d'abord qu'il ne s'agisse pas d'une chose volée ; la loi des XII Tables elle-même n'exigeait ni la bonne foi ni le juste titre ; mais à la fin de la République, toutes ces conditions étaient requises. Cependant cette idée n'est pas admise par un certain nombre d'auteurs qui affirment que la bonne foi et le juste titre étaient exigés même dans l'état très ancien du droit romain. La première thèse nous paraît plus logique et s'accorde très bien avec la fonction exclusivement sociale qu'assurait l'usucapion dans le premier état de droit romain : permettre aux citoyens qui sont dans le besoin d'acquérir les fonds que leurs propriétaires originaires ne cultivaient pas. Puisque l'usucapion n'avait au commencement que ce but-là, il nous paraît très vraisemblable que ces deux conditions n'ont été exigées que par la suite, lorsqu'elle commença à assurer une fonction juridique, comme nous l'avons montré un peu plus haut.

(2) Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, loc. cit.

(3) *Ibidem*, p. 319.

la propriété qui, par suite d'un vice, n'a pas produit son effet naturel. Tout mode d'acquérir la propriété peut donc constituer une *justa causa usucapionis*. C'est ainsi qu'on usucapait *pro emptore, pro donato, pro transactione, pro soluto, pro legato, pro herede, pro derelicto*, suivant qu'il s'agit respectivement d'une vente, d'une donation, d'une transaction, d'un paiement, d'un legs, d'une succession *ab intestat*, ou d'une chose abandonnée.

16. — Lorsqu'il n'existait réellement pas de *justa causa*, qu'il n'en existait que l'apparence, l'usucapion était-elle tout de même permise? En d'autres termes, le titre putatif suffisait-il pour usucaper? La réponse devrait être négative, la *justa causa* étant une condition essentielle de l'usucapion. Néanmoins les Romains ont fini par voir une *justa causa usucapionis* dans le titre putatif; mais cela n'était que sous certaines conditions; il fallait d'abord que l'erreur du possesseur au sujet de l'existence du titre fût excusable, plausible; dans tous les cas où les circonstances étaient telles que même un homme raisonnable et attentif aurait été trompé, le titre putatif était admis et pouvait soutenir l'*usucapio*; il était aussi nécessaire que l'erreur soit une erreur de fait; l'erreur de droit ne pouvait pas servir de base à l'*usucapio*; par conséquent si un impubère vend la chose d'autrui, alors qu'il passe pour pubère, et que l'acheteur le croit tel, il y aura lieu à *usucapio*; si, au contraire, l'acheteur sait que son vendeur est impubère, mais croit que l'impubère peut vendre valablement, il y aura là une erreur de droit, et l'*accipiens* ne pourra pas usucaper.

17. — La bonne foi (*bona fides*) nécessaire à l'usucapion est la conviction du possesseur qu'il a droit à la propriété de la chose possédée (1). C'est la croyance erronée de l'usucapant que l'aliénateur était propriétaire ou était qualifié pour aliéner. La bonne foi est donc une erreur dans laquelle est tombé le possesseur; mais ce n'est pas

(1) Van Wetter, *loc. cit.*, p. 48.

une erreur quelconque, il faut que ce soit une erreur de fait ; on n'admet pas l'erreur de droit (1).

18. — A quel moment la bonne foi est-elle requise ? En principe, elle est exigée au moment de la prise de possession de la chose, *initium possessionis*, et là seulement. Si à ce moment le possesseur est de bonne foi, s'il croit que le *tradens* est propriétaire, ou a qualité pour aliéner, il pourra usucaper, même s'il s'aperçoit par la suite qu'il a commis une erreur et qu'il a acquis *a non domino*. La mauvaise foi ultérieure n'empêche pas l'usucapion (*mala fides superveniens non nocet*). Par contre, si à ce moment le possesseur est de mauvaise foi et que plus tard il devient de bonne foi, les doutes qu'il avait d'abord sur la propriété de son auteur s'étant dissipés, l'usucapion n'en restera pas moins impossible à cause de la mauvaise foi initiale.

Tel est le principe général : la bonne foi est exigée au moment de la prise de possession, mais pas avant ni après.

Mais il y a cependant quelques exceptions à cette règle :

a) Pour des raisons très discutées, probablement pour des raisons historiques, la bonne foi est requise non seulement au moment de la tradition, au moment de l'*initium possessionis*, mais encore au moment de la *justa causa*, dans un cas très important, celui de la vente.

b) Celui qui usucape *pro donato* doit être de bonne foi non seulement à l'*initium possessionis*, mais encore pendant tout le délai de l'usucapion.

C'est à cela que Justinien fait allusion lorsque, voulant supprimer toute différence entre le titre *pro donato* et les autres *justae causae*, il dit au sujet de la nouvelle usucapion qu'il établit *non interrumpatur ex posteriore alienae rei scientiâ, licet ex titulo lucrativo ea coepta est*. Nous avons aussi un texte d'Ulpien qui admet le système d'après lequel l'usucapio *pro donato* se trouve interrompue dès que le possesseur cesse d'être de bonne foi. Cette

(1) Girard, *loc. cit.*, p. 319.

exception s'explique fort bien : au fond, la règle d'après laquelle on n'exige la bonne foi qu'à la prise de la possession, n'est pas rationnelle. Il est quelque peu choquant d'admettre que l'acquéreur, qui, le lendemain même du jour où il a acquis, apprend son erreur, puisse usucaper ; logiquement, on ne devrait pas le lui permettre. Toutefois cela se justifie à merveille au point de vue pratique ; si on admettait que la mauvaise foi ultérieure interrompt l'usucapion et que l'*accipiens* doit rendre la chose, celui-ci serait dans une situation trop dure. Il n'aurait qu'un recours contre son vendeur, un recours qui serait le plus souvent illusoire. Les exigences du commerce ont imposé cette mesure. Cependant il n'en reste pas moins vrai que cela constitue un avantage pour l'*accipiens*, et si cet avantage se justifie en cas d'acquisition à titre onéreux, il n'a plus de raison d'être lorsqu'il s'agit d'une acquisition à titre gratuit.

c) Enfin quand la prise de possession a lieu par un intermédiaire et que le représentant a pris possession de la chose à l'insu de celui pour le compte de qui il a agi. Ce qui compte, c'est, bien entendu, la bonne foi du représenté ; mais quoique ce dernier soit possesseur au moment même de la prise de possession par son représentant, il ne peut usucaper qu'ultérieurement, après avoir eu connaissance de l'appréhension, car c'est à ce moment seulement qu'on peut parler de sa bonne ou de sa mauvaise foi. La bonne foi est donc exigée forcément à un moment postérieur à la prise de possession, au moment où le représenté est tenu au courant de cet état de choses.

19. — Comment se prouvent le juste titre et la bonne foi chez l'usucapant ? Le juste titre est un fait, un élément positif, et comme tel, il est nécessaire que celui qui l'invoque fasse la preuve de son existence. Au contraire, la bonne foi est une opinion, un élément psychologique, et comme tel se présume (1). C'est à l'adversaire du posses-

(1) Girard, *loc. cit.*, p. 319-320 ; — Huvelin, *loc. cit.*, p. 315.

seur qu'incombe le fardeau de prouver le défaut de la bonne foi chez celui-ci.

20. — 3^o Il faut que la chose possédée soit susceptible d'usucapion. C'est en principe le cas de toutes les choses corporelles. Mais ce principe comporte plusieurs exceptions résultant, les unes des principes généraux, les autres de dispositions spéciales de droit positif.

21. — D'après les principes généraux, l'usucapion n'est pas admise pour les choses qui ne rentrent pas dans le patrimoine, qui ne sont pas susceptibles de propriété privée. C'est ainsi qu'elle est impossible sur les hommes libres, sur les *res sacrae*, sur les *res religiosae* (1). En outre, on ne peut usucaper les choses inaliénables, l'usucapion étant une aliénation indirecte. Tels sont les immeubles dotaux italiques (la loi Julia de *fundo dotali*), tels sont encore les biens des personnes en tutelle ou en curatelle (l'*oratio Severi* et les dispositions postérieures).

22. — Les exceptions spéciales sont de deux sortes : les unes résultent de la personne même du propriétaire, que la loi regarde d'un œil particulièrement favorable, qu'elle préfère au possesseur ; les autres de la nature de la chose, ou plutôt d'un vice qui l'entache.

23. — La première catégorie comprend des cas qui sont presque tous du droit nouveau. Elle comprend les biens de fisc, ceux de l'empereur, ceux des églises et des fondations pieuses et enfin ceux des pupilles (2).

24. — La deuxième catégorie, de beaucoup la plus importante, remonte à une époque plus ancienne. Elle concerne les choses soustraites à leurs propriétaires par un acte délictueux. C'est la prohibition d'usucaper les choses volées, portée par la loi des XII Tables, *furtivae rei aeterna auctoritas esto*, et répétée par la loi Atinia, et la prohibi-

(1) Girard, *loc. cit.*, p. 320.

(2) *Ibid.*, 321 ; — Huvelin, 515.

tion de l'usucapion des choses possédées par violence, portée plus tard par la loi *Plantia*.

La prohibition d'usucaper les choses volées ou enlevées par violence ne concerne pas le voleur ou le ravisseur (1). Pour ces derniers, on n'a pas besoin d'introduire une disposition spéciale pour les empêcher d'usucaper. Le défaut de la bonne foi et du juste titre réalise ce but. Par contre, la prohibition affecte la chose elle-même. La chose volée ou enlevée par violence est entachée d'un vice qui la suit partout et qui la rend insusceptible d'être usucapée par qui que ce soit ; et son propriétaire pourra la reprendre entre les mains de n'importe qui, même entre les mains d'un acquéreur de bonne foi.

Mais ce qui accroît l'importance de cette prohibition, ce qui étend considérablement le domaine de cette exception, c'est le sens que les Romains donnent au *furtum*. Il y a *furtum* non seulement à soustraire la chose d'autrui, comme dans notre droit moderne, mais d'une manière générale à faire un acte d'appropriation frauduleuse sur la chose d'autrui (2). C'est ainsi que les cas que nous rangeons actuellement sous les délits d'escroquerie et d'abus de confiance, rentrent dans le domaine du *furtum* du droit romain.

Cependant la prohibition d'usucaper des choses volées n'est pas absolue ni définitive. L'usucapion en devient possible si le vice du vol est effacé, ce qui arrive si la chose retourne aux mains de son propriétaire, le volé. Ce retour purge le vice de vol et la chose cesse dès lors d'être une *res furtiva* et peut être usucapée.

On assimile à ce retour le fait pour le propriétaire d'être dans la possibilité de réclamer sa chose ; du moment que le propriétaire peut la réclamer, même s'il ne le fait pas, l'usucapion est possible. Cela résulte des dispositions formelles de la loi *Atinia* (3).

La prohibition d'usucaper les *rei furtivae* semble tout

(1) Sous le droit classique tout au moins.

(2) Girard, *loc. cit.*, p. 322.

(3) Huvelin, *loc. cit.*, p. 514.

d'abord rendre l'usucapion des meubles impossible. Car, dira-t-on, ou bien c'est le propriétaire lui-même qui fait la tradition, et alors il y a un transfert immédiat de propriété ; ou bien c'est un tiers qui s'empare de la chose sans son consentement, et alors il y a détournement de la chose d'autrui, et par conséquent *furtum*. Mais ce ne sont là que des apparences. L'usucapion reste, en effet, applicable dans le droit classique, lorsqu'il s'agit d'un meuble *mancipi* simplement livré par le propriétaire et, même dans le droit de Justinien, elle s'applique si le *tradens* croyait avoir la propriété alors qu'il ne l'avait pas en fait ; car la tradition de la chose d'autrui ne constitue un *furtum* que lorsqu'elle est faite de mauvaise foi, ce qui n'arrive pas toujours. Un exemple le montrera : j'ai prêté des meubles à un ami ou je les ai déposés chez lui ; il meurt. Son héritier croit que ces meubles appartenaient au *de cuius* ; il les vend. Ces objets mobiliers sont sortis honnêtement du patrimoine du vrai propriétaire : le tiers pourra valablement les usucaper. Ainsi l'usucapion des meubles est possible bien qu'elle soit très rare.

25. — 4^o Il faut enfin que la possession se prolonge sans interruption pendant un certain délai. Ce délai était, d'après la loi des XII Tables, d'un an pour les meubles et de deux ans pour les immeubles. Justinien a porté ce délai à trois ans pour les meubles et à dix ou vingt ans pour les immeubles, selon qu'il s'agit d'une usucapion entre présents ou absents ; c'est-à-dire selon que le propriétaire et le possesseur sont domiciliés dans la même province ou dans deux provinces différentes.

CONCLUSION.

26. — De l'étude du droit romain il ressort que la revendication des meubles y est permise. Le propriétaire dépossédé peut réclamer et reprendre sa chose entre les mains de qui que ce soit, même entre les mains d'un acquéreur de bonne foi et avec juste titre. Le seul fait de la

possession ne peut en aucun cas paralyser la revendication. Seule l'usucapion met fin au droit de propriété de l'ancien maître de la chose et dresse ainsi sur le chemin de sa revendication un obstacle insurmontable. Cependant les conditions rigoureuses de l'usucapion et plus particulièrement la prohibition d'usucaper les *rei furtivae* avec ce sens très large que les Romains donnent au *furtum* rendent très rares les cas d'application de cette institution.

Nous voyons ainsi comment les Romains protégeaient la propriété à laquelle ils étaient très attachés ; nous voyons avec quelle rigueur ils appliquaient le principe *Nemo plus juris transferre potest quam ipse habet*, c'est-à-dire nul ne peut transférer à autrui plus de droits qu'il n'en possède lui-même ; nous voyons enfin comment ils sacrifiaient l'acquéreur au propriétaire, la sécurité du commerce et la tranquillité de transactions à ce droit sacré de propriété.

Toutefois les Romains ne se plaignaient pas beaucoup de cet état de choses en raison de la communauté limitée dans laquelle ils vivaient et du commerce peu développé auquel ils s'adonnaient.

Mais la sécurité des transactions sera-t-elle toujours sacrifiée ? le droit de propriété préféré ? Ce principe *nemo plus juris transferre potest quam ipse habet* pourra-t-il à l'infini résister victorieusement contre cet élément de plus en plus fort : le commerce ? C'est ce que nous allons voir en étudiant l'ancien droit français et ensuite le droit moderne.

TITRE II

DU ROLE DE LA POSSESSION MOBILIÈRE DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Généralités.

- 27. — Introduction en Gaule de la loi romaine. Sa survie à la chute de l'empire romain dans les régions méridionales.
 - 28. — Réglementation de la possession mobilière par les règles du droit romain dans ces régions.
 - 29. — La chute de l'empire romain entraîne l'élimination de la loi romaine dans les régions septentrionales.
 - 30. — Exclusion de notre ouvrage de l'étude du rôle de la possession mobilière dans les pays du droit écrit. Nous traiterons de ce rôle dans les pays des coutumes seulement.
 - 31. — Détermination de la question à traiter.
 - 32. — Division de l'étude de l'ancien droit français en quatre périodes. Plan.
-

26. — Les Romains, comme tous les peuples conquérants, introduisirent leurs coutumes, leurs usages, en un mot leur civilisation dans les pays conquis. Nous ne voulons pas étudier ici comment ils ont imposé leur loi aux peuples vaincus, comment cette loi s'est substituée aux usages, aux coutumes en vigueur dans les provinces et dans quelle mesure elle les a laissés subsister. C'est là, du reste, il faut le reconnaître, un problème difficile à résoudre ; il n'est guère aisé aujourd'hui de préciser jusqu'à quel point, en s'éloignant du foyer, la civilisation romaine gardait sa force et conservait son intensité. Un point seulement est hors de doute, c'est que, partout où les Romains ont pénétré, leurs lois sont venues, dans une mesure qui diffère selon les cas, s'imposer aux peuples soumis.

En Gaule surtout la civilisation romaine s'acclimata vite. La loi des Romains de même que les autres domaines de leur civilisation, y fut introduite. Pendant quelque cinq siècles, depuis la conquête de César en 58 avant J.-C. jusqu'à l'invasion des barbares au ^{ve} siècle de l'ère chrétienne, elle s'y implanta si énergiquement qu'elle absorba presque totalement les coutumes et les usages gaulois, et que la défaite des Romains à la suite de la conquête des Germains n'entraîna pas sa ruine dans toutes les régions. En effet, dans les régions méridionales elle eut assez de force pour vivre à côté des lois barbares, pour faire sanctionner son existence par les conquérants, et elle réussit enfin à soumettre à son empire les vainqueurs eux-mêmes.

C'est ainsi que dans tous les pays du Midi, les pays du droit écrit, la législation romaine demeura en vigueur et continua à être universellement appliquée, par les Cours et Parlements, sans subir de modifications notables.

28. — Dans les pays du droit écrit, la possession des meubles, comme toutes les autres matières de droit, fut soumise aux règles que nous avons exposées en traitant de la revendication mobilière en droit romain. Nous ne nous attardons donc pas sur le rôle de la possession mobilière dans ces pays. Sinon nous serons forcément entraîné à répéter ce que nous avons déjà dit. Il nous suffit de rappeler que la revendication des meubles par leur propriétaire était toujours permise même contre l'acquéreur de bonne foi et avec juste titre, et que seule l'usucapion avec ses conditions romaines en empêchait l'effet:

Il est à remarquer seulement que les principes romains ont reçu quelques dérogations dans les derniers temps de l'ancien régime tout d'abord sous l'influence du droit coutumier et ensuite sous la pression de nécessités pratiques, spécialement de ce nouvel élément qui se faisait de plus en plus sentir : la sécurité du commerce.

C'est ainsi que dans la plupart des provinces méridionales on exigea la durée de trente ans pour l'usucapion

des meubles, et ce délai fut suffisant même pour prescrire les choses volées ou perdues (1).

Serres nous affirme aussi que le demandeur devait rembourser au défendeur le prix que celui-ci avait payé si le meuble avait été acheté dans une foire ou dans un marché public. Il nous dit également que les interdits possessoirs n'étaient plus admis pour les meubles (2).

29. — A la différence de ce qui se passait dans les régions méridionales, l'autorité des lois romaines ne survécut pas à la chute de l'empire dans les régions septentrionales.

Les barbares, lors de leur invasion, importèrent dans ces régions leurs coutumes nationales, dont la rigueur ne tarda pas à s'atténuer au contact des coutumes locales avec lesquelles elles ne tardèrent pas à fusionner.

C'est là qu'il faut voir le noyau du droit coutumier sous l'ancien régime.

30. — Nous n'avons pas l'intention d'étudier ici le rôle de la possession mobilière dans les pays du droit écrit. Dans ces pays, cette possession fut soumise, comme nous l'avons dit, aux principes romains, sauf quelques modifications qui leur furent apportées. C'est pourquoi une telle étude ne présenterait aucun intérêt, étant donné que nous connaissons déjà les principes romains.

L'étude du droit coutumier nous présente, par contre, un très grand intérêt et mérite toute notre attention. En premier lieu, parce qu'elle nous permettra d'étudier tout d'abord les principes francs et germaniques, ensuite les effets de la lutte qui s'engagea entre ces principes et les principes romains lors de la renaissance de ces derniers au moyen âge, et enfin l'influence sur ces principes des nécessités du commerce dans la dernière phase de l'ancien régime. D'autre part, parce que certains auteurs voient

(1) Guy Pape, *Jurisprudence Lyon*, 1692, p. 333 ; — Claude de Serres, *Institution du droit français*, 1.^{er} II, p. 6.

(2) Claude Serres, *Commentaire « de interdictis »*.

dans les règles les plus anciennes du droit coutumier l'origine lointaine de notre règle fondamentale d'aujourd'hui, « En fait de meubles possession vaut titre ». Ainsi n'étudierons-nous que le rôle de la possession mobilière dans les pays des coutumes en lui consacrant le deuxième titre de la partie historique de notre ouvrage.

Cette étude commence à l'invasion des Germains et des Francs au ^v^e siècle et finit avec l'ancien régime au ^{xviii}^e siècle, c'est-à-dire lors de la rédaction du Code Napoléon. Elle porte ainsi sur treize siècles.

31. — Pendant ces longs siècles, comment la propriété mobilière était-elle réglementée, comment était-elle protégée ? Le propriétaire dépouillé de son meuble, sans son libre consentement, avait-il en son pouvoir le moyen de le suivre et de le recouvrer ? Avait-il ce que nous appelons aujourd'hui le droit de suite, lui permettant de revendiquer sa chose là où il la trouve ? Voilà la question que nous nous posons au seuil de cette étude, et dont la réponse fera l'objet de cette partie de notre thèse.

32. — Pour la commodité de notre travail, nous pensons devoir diviser l'étude de l'ancien droit français en quatre périodes : chacune de ces périodes est caractérisée par un élément dominant qui la fait distinguer des autres. Chacune sera étudiée dans un chapitre, d'où ce titre sera divisé en quatre chapitres : dans le premier nous étudierons l'époque mérovingienne et carolingienne, de l'invasion barbare au ^v^e siècle jusqu'à la chute de l'empire carolingien à la fin du ^x^e siècle. Cette époque est caractérisée par la prédominance des coutumes franques et germaniques. Dans le 2^e chapitre, nous étudierons la partie du Moyen Age allant du ^{xi}^e siècle jusqu'à la fin du ^{xiii}^e siècle. Dans cette période, les coutumes franques et germaniques restent encore en honneur. Cependant nous y signalons une certaine atténuation à la rudesse de ces anciennes coutumes et nous y remarquons également quelques innovations introduites sous la pression des nécessités du commerce. Nous ne saurions du reste méconnaître

à la fin de cette période l'influence du droit romain déjà grandissante et qui fait facilement prévoir le triomphe total de ses principes. Le troisième chapitre sera consacré à l'époque commençant au ^{xiv}^e siècle et finissant avec le ^{xvi}^e siècle. Avec le ^{xiv}^e siècle commence une nouvelle époque. Jusque-là soigneusement conservées, les vieilles traditions germaniques s'effacent de plus en plus et nous assistons au triomphe du droit romain et au couronnement du mouvement d'idées qui s'est fait jour à la fin de la période précédente et qui revendiquait l'application des principes romains en notre matière. Enfin, dans un dernier chapitre, nous étudierons les deux derniers siècles de l'ancien régime ; cette dernière période se caractérise par la rédaction des coutumes et dénote une civilisation plus avancée. Nous assistons alors à l'avènement d'une jurisprudence et d'une doctrine basées sur l'équité et inspirées par la multiplicité des transactions mobilières et le développement du commerce, pour lequel la nécessité d'une sécurité et d'une protection efficaces s'affirmait déjà nettement.

Cependant il est nécessaire de remarquer que la division en quatre périodes que nous nous sommes proposée, bien qu'elle n'ait rien d'arbitraire et corresponde en général à l'évolution des idées juridiques en notre matière, ne présente rien d'absolu, étant donné l'étendue de chacune d'elles et aussi la diversité des pratiques et des coutumes à toutes les époques avant la rédaction du code et l'unification de la loi. Il est évident que dans la même période, suivant les temps ou les lieux, chacune des questions que nous aurons à examiner peut recevoir une solution différente ou même opposée. La loi romaine d'une part, les coutumes germaniques et les pratiques coutumières de l'autre, ces deux sources du droit français moderne, se mêlent, se combinent et se combattent à toutes les époques. Cette lutte et cette confusion sont telles, qu'on a pu soutenir, non sans raison d'ailleurs de part et d'autre, deux thèses absolument contraires, en ce qui concerne la principale des questions qui se posent à l'égard de la propriété des meubles : l'exis-

tence de la revendication mobilière. La première thèse défend cette idée que, même à l'époque franque, ainsi que dans les anciens coutumiers du moyen âge, l'action en revendication n'avait pas complètement disparu ; l'autre thèse soutient que dans aucune période de l'ancien droit la revendication n'a été universellement admise.

Chacune de ces deux thèses nous semble fondée. Seulement nous attirons l'attention sur ce fait, que notre tâche ne consiste pas à décrire toutes les coutumes et les usages applicables dans toutes les localités. Nous n'avons pas à examiner les coutumes une par une pour en dégager la solution que chacune donna en notre matière. Nous avons seulement à examiner les coutumes et les traditions dans leur ensemble pour en dégager les principes généraux qui ont réglementé les problèmes concernant notre sujet, abstraction faite de l'existence de quelques usages ou traditions contraires observés çà et là.

Cette remarque faite, nous trouvons qu'en ce qui concerne la protection de la propriété mobilière, un revirement général marque chacune des périodes que nous distinguons. Dans la première et la deuxième période, le propriétaire dépossédé n'avait aucune action lui permettant de recouvrer son meuble. Cet état de choses se trouve définitivement consacré dans l'adage : *Mobilia non habent sequelam*, « Meubles n'ont pas de suite ». Puis la revendication mobilière du droit romain apparaît dans les coutumes et y triomphe. Enfin, sous la pression de besoins nouveaux, la jurisprudence, poussée par la doctrine, crée à cette revendication des obstacles, des fins de non recevoir devant lesquelles elle échoue le plus souvent. Cette nouvelle phase où l'existence de la revendication mobilière se trouve dépourvue peu à peu de presque tous ses avantages pratiques, est finalement caractérisée par l'apparition de la maxime : « En fait de meubles possession vaut titre. »

CHAPITRE PREMIER

Epoque mérovingienne et carolingienne du v^e jusqu'à la fin du x^e siècle.

- 33. — Introduction dans les pays des coutumes des traditions germaniques.
 - 34. — A quelle époque la propriété individuelle des meubles fut-elle connue des Germains ?
 - 35. — La matérialisation de la propriété mobilière par des marques et des signes.
 - 36. — La revendication des meubles fut-elle permise chez les Germains ?
 - 37. — Nécessité de distinguer les cas de dépossession volontaire de ceux de dépossession involontaire.
 - 38. — La subdivision du chapitre en deux sections.
-

33. — Nous avons dit plus haut que pendant le v^e siècle, les Germains et les Francs (1) se jetèrent sur la Gaule pour conquérir un empire que les Gaulois n'avaient jusque-là cédé qu'à la fortune de César. Ces barbares ont apporté avec eux des lois rudes et grossières qui ne tardèrent pas à s'adoucir en se mêlant à des usages de peuples plus policés. Ces lois une fois adoucies et leur rigueur atténuée, devinrent les lois de la Gaule, et avec quelques modifications imposées par les exigences de la vie qui se civilisa de plus en plus, régnèrent dans les pays des coutumes pendant toute la période mérovin-

(1) Parmi les Francs qui s'installèrent en Gaule, on distingue particulièrement la tribu des Saliens et celle des Ripuaires. La première vint s'établir entre la Meuse et la Loire, et la seconde entre la Meuse et le Rhin. Chacune de ces tribus nous a laissé sa loi et nous aurons à nous y référer assez souvent ; — Peyré, *Lois des Francs contenant la loi salique et la loi ripuaire*.

gienne et carolingienne et aussi pendant plusieurs siècles du moyen âge.

Ce sont donc les coutumes germaniques qui dominaient à l'époque mérovingienne et carolingienne.

Mais comment la propriété mobilière était-elle réglementée chez les Germains ? Le propriétaire dépouillé de son meuble pouvait-il le poursuivre, le recouvrer ?

Avant de répondre à cette question, il faut savoir tout d'abord si la propriété individuelle des meubles était connue des Germains.

34. — A cette dernière question tous les auteurs répondent affirmativement. Cependant ils ne nous disent pas à quel moment elle fut connue. Les recherches que nous avons effectuées ne nous permettent pas de résoudre catégoriquement ce problème. Le texte le plus ancien que nous ayons trouvé est de César, il traite principalement de la propriété des terres. Cependant nous croyons devoir le citer car il contient une phrase qu'on peut prétendre concerner la propriété des meubles : « La nation des Suèves, dit César, est la plus forte et la plus belliqueuse des Germains ; on dit qu'ils ont cent cantons ; de chacun de ceux-ci sortent chaque année mille hommes armés pour guerroyer hors du pays. Ceux qui restent cultivent la terre pour se nourrir et pour que les autres trouvent des vivres à leur retour. L'année suivante, c'est au tour de ceux qui étaient restés à prendre les armes et les premiers restent au pays. De cette façon, ils n'interrompent ni la culture du sol ni la pratique de la guerre. Mais aussi il n'y a chez eux ni *propriétés privées* ni champs limités. » César nous révèle que chez les Suèves, un des peuples germaniques les plus importants, il n'y avait ni propriétés privées ni champs limités. Qu'est-ce que cela veut dire ? Peut-on conclure de ce texte que la propriété mobilière privée fut comme la propriété immobilière ignorée des Germains ? Nous ne le croyons pas. En effet, César ne fait aucune allusion aux meubles ; il parle seulement de la terre et nous montre comment elle fut cultivée une année par la moitié des hommes, l'année suivante par

l'autre moitié. La phrase «... il n'y a chez eux ni propriétés privées ni champs limités » doit se référer exclusivement à la propriété de la terre. Mais si on ne peut tirer de ce texte la preuve que la propriété mobilière fut ignorée des Germains, on ne peut pas non plus s'appuyer dessus pour dire que les meubles furent l'objet d'une appropriation individuelle au temps de César.

Quelque cent cinquante ans plus tard, Tacite, dans son ouvrage *Mœurs des Germains*, nous donne une preuve plus éloquente de la propriété privée des meubles. Il nous dit que les récompenses aux guerriers consistaient en un cheval, une lance..., etc., que les cités continuaient de donner à leurs chefs une certaine quantité de grains et de bétail... Tantôt ce sont des particuliers et tantôt ce sont les peuples qui leur envoient de belles armes, des colliers, des chevaux de prix, de magnifiques harnais. Il nous informe également que la dot n'étant pas connue, c'était au mari, au contraire, d'offrir des présents à la femme. Il nous semble même qu'il fait de l'acceptation de ces présents une condition pour la conclusion du mariage. Ces présents consistaient dans des bœufs, un cheval équipé, une lance, une épée, etc... (1).

Du texte de Tacite nous pouvons tirer les deux faits suivants :

Tout d'abord que la propriété mobilière, à la différence de la propriété immobilière, fut parfaitement connue des Germains, tout au moins au temps de Tacite, et ensuite qu'il n'y a rien chez eux qui reflète une idée de dédain pour les meubles ; bien loin de là, les meubles étaient estimés et appréciés par eux. N'en avons-nous pas la preuve en ce qu'ils constituaient les cadeaux aux chefs, les récompenses aux guerriers, les présents à la femme ?

35. — La propriété mobilière est en quelque sorte matérialisée chez les Germains. Comme les peuples primitifs

(1) Virgile, « De la propriété mobilière en droit barbare, franc, féodal, coutumier, intermédiaire et en droit français actuel », *Thèse Paris*, 1896.

aient avant tout ce qui frappe les sens et qu'ils saisissent mal les idées abstraites, nous ne nous étonnerons pas de voir, chez ceux-là, des preuves matérielles, visibles, de cette propriété : des marques de familles, des signes personnels (1).

Nous aurons l'occasion d'examiner si la notion de propriété mobilière, bien connue des Germains, était parfaitement nette, si elle était dégagée métaphysiquement ou bien au contraire si elle se confondait avec quelques autres notions voisines.

36. — Après ces considérations préliminaires nous avons à affronter notre principal problème : comment la propriété mobilière fut-elle réglementée chez les Germains ? Comment fut-elle protégée ? Le propriétaire dépouillé de son meuble avait-il toujours et dans tous les cas la possibilité de le poursuivre et de le recouvrer ? Si la réponse est affirmative, quels en étaient les moyens ?

La majorité écrasante des auteurs soutient la thèse suivant laquelle la revendication mobilière n'était pas admise dans les coutumes germaniques, et que le propriétaire privé de sa chose ne pouvait agir pour la réclamer entre les mains d'un tiers.

(1) Il semble, du reste, que ces marques et ces signes étaient dans une certaine mesure envisagés comme une condition nécessaire pour l'appropriation individuelle. Dans la loi salique, t. XXXIII, le serf est considéré comme domestique, seulement s'il est marqué d'un signe, et la Gragas permet à chacun de s'emparer librement des bœufs ou des moutons qui, à une certaine époque de l'année, n'ont pas encore subi l'opération d'apposer les signes (Jobbé Duval, *Etude historique sur la revendication des meubles en droit français*, Paris, 1881, p. 15).

Cet usage s'est maintenu pendant une grande période du moyen âge, et nous trouvons dans la Coutume de Bergerac, rédigée au commencement du xiv^e siècle, un texte selon lequel, quand une bête était vendue, l'acheteur entrait en possession dès qu'il avait substitué son signe particulier à celui du vendeur. *Possessio vero adeptae dictae rei venditae dicitur quando mercator pecuniam exsolvit seu partem ejusdem aut marcam suam ibidem interposuit, aut possessionem actualem acceperit* ; — *Idem*, note 2, Poincaré, « De la possession des meubles en droit romain et de la revendication des meubles en droit français », *Thèse Paris*, 1883, p. 81.

37. — Cependant cela ne veut pas dire que, dans tous les cas, le propriétaire dépossédé devait rester les bras croisés et perdait toute chance de reprendre son meuble. Les Germains, peuple naissant attaché toujours à la notion d'équité et de justice, ne pouvaient admettre une pareille solution.

C'est pourquoi nous les voyons dès le premier temps distinguer entre deux cas : entre la dépossession volontaire, cas où le propriétaire confie son meuble à un tiers, et la dépossession involontaire, cas de perte ou de vol.

38. — Nous sommes amené ainsi à subdiviser ce chapitre en deux sections : la première sera consacrée aux cas de la dépossession volontaire, la seconde à ceux de la dépossession involontaire.

SECTION I. — CAS DE LA DÉPOSSESSION VOLONTAIRE.

39. — Généralités.

40. — Le propriétaire n'a contre le détenteur précaire à qui il a confié le meuble qu'une action personnelle. La revendication ne lui est pas permise.

41. — *Quid* si le détenteur précaire a aliéné le meuble à un tiers ? Le propriétaire pourrait-il le revendiquer entre les mains de ce dernier ?

42. — La thèse qui soutient l'affirmative.

43. — La doctrine exacte est celle d'après laquelle le propriétaire n'a pas d'action contre le tiers acquéreur.

44. — Arguments de cette doctrine.

45. — Quelle est la cause de l'absence de la revendication ?

46. — Théorie de M. Jobbé Duval qui rattache cette absence aux règles de la procédure.

47. — Cette théorie nous semble insuffisante.

48. — Comment l'absence de la revendication s'explique-t-elle d'après nous ?

49. — Notre thèse n'est pas incompatible avec celle de M. Jobbé Duval. Elles se complètent l'une l'autre.

50. — Réfutation d'autres explications de l'absence de la revendication.

39. — Il est de l'essence même de la propriété, dès qu'elle est reconnue par un peuple, qu'elle soit protégée en toutes circonstances, que son titulaire, tant qu'il ne l'a pas cédée, puisse s'en prévaloir et revendiquer l'objet sur lequel elle porte entre les mains de quiconque. C'est ainsi que nous trouvons le principe d'une revendication mobilière non seulement dans les monuments les plus anciens du droit romain, mais dans la vieille loi Manou (1) rédigée treize cents ans avant notre ère, dans le droit biblique, dans le code annamite, dans le droit grec, selon l'opinion prépondérante, et enfin dans le droit musulman (2). Cependant le droit germanique consacre une opinion tout opposée et ne reconnaît au propriétaire d'un meuble aucun droit à la revendication s'il s'en est dessaisi par son propre fait et en en confiant la garde à une tierce personne.

Après avoir établi la synthèse, passons maintenant à l'analyse. Supposons que le propriétaire d'un meuble l'a déposé chez un autre, le lui a emprunté ou le lui a donné en gage, le déposant, le commodant, ou le débiteur a-t-il une action en revendication contre le dépositaire, le commodataire ou le créancier gagiste ? Au surplus, si le meuble est aliéné par un de ces derniers, le propriétaire

(1) Manou reconnaît pour les meubles une prescription de dix ans. Or si la propriété peut s'acquérir par la possession prolongée, cela signifie que la revendication doit être accordée au propriétaire à l'encontre duquel on prescrit tant que la prescription n'est pas accomplie. Il aura donc un droit de suite, et en règle générale, son action sera perpétuelle, sauf le contre-coup de la prescription acquisitive. Cependant, la loi Manou, après avoir établi indirectement le principe de la revendication, l'exclut si la vente est faite dans un marché public : « Celui qui en plein marché devant un grand nombre de personnes achète un bien quelconque, en acquiert à juste titre la propriété en payant le prix de ce bien, même si le vendeur n'était pas propriétaire. » Loi Manou. Traduction Loiseleur-DeLongchamp, liv. VII, sl. 201, et le sl. 202 ajoute : « Mais si le vendeur qui n'était pas propriétaire ne peut pas être produit, l'acheteur qui prouve que le marché a été conclu publiquement est renvoyé sans dépens par le roi, et l'ancien possesseur qui avait perdu le bien le reprend, en payant à l'acheteur la moitié de sa valeur. »

(2) Voir pour ces anciennes lois, Poincaré, *loc. cit.*, p. 73, et Jobbé-Duval, *loc. cit.*, p. 79.

aura-t-il le droit de le reprendre entre les mains du tiers acquéreur ?

40. — Nous croyons, avec la majorité des auteurs, que le propriétaire n'avait pas une action en revendication à proprement parler contre le dépositaire, le commodataire, le gagiste, ou, d'une façon générale, le détenteur précaire qui refuse de restituer le meuble.

Cela ne veut pas dire que le détenteur précaire était à l'abri de toute poursuite. Une pareille idée dénoterait la négation même de la propriété mobilière, or nous avons vu qu'elle était bien connue chez les Germains. En effet, le propriétaire avait à sa disposition deux procédures civiles contre le détenteur : l'action *ex fide factâ*, si le contrat était accompagné d'un acte solennel, et l'action *ex re praestitâ*, s'il n'y avait que la remise matérielle de la chose. Ces deux procédures étaient purement personnelles et ne pouvaient être dirigées que contre le débiteur seul.

41. — *Quid* si le détenteur précaire a aliéné le meuble ? Le propriétaire pourrait-il le poursuivre et le reprendre entre les mains du tiers acquéreur ?

La thèse classique qui reste toujours dominante affirme que la revendication mobilière n'est pas admise chez les Germains et les Francs. Mais cette thèse, bien qu'elle soit approuvée par la grande majorité (1) des auteurs, est loin d'être unanimement acceptée.

Certains auteurs (2) croient, en effet, que la revendication mobilière a toujours existé dans l'ancien droit fran-

(1) Parmi les auteurs qui soutiennent cette thèse, nous remarquons particulièrement MM. Jobbé Duval (*Etude historique sur la revendication des meubles en droit français* ; — Orthieb, « La possession des meubles », *Thèse Nancy*, 1871 ; — Poincaré, « De la revendication des meubles », *Thèse Paris*, 1883 ; — Renaud, « L'article 2279 du Code Napoléon interprété par ses origines germaniques » (en allemand), traduction et analyse par M. Chauffour : *Revue de la législation*, 1845, t. I, p. 372.

(2) Voir plus particulièrement : Eicheron, *Deutsche Rechtsgeschichte* ; — Raynaud, « De la règle : En fait de meuble la possession vaut titre », *Thèse Paris*, 1873 ; — Van Bemmelen : *De la propriété mobilière*.

çais, même à l'époque mérovingienne et carolingienne, et que les Germains et les Francs comme les autres peuples de l'antiquité ont reconnu au propriétaire cette arme efficace d'une revendication mobilière semblable à la revendication romaine, dans tous les cas, y compris le cas d'abus de confiance (1).

42. — Les partisans de la revendication mobilière à notre époque appuient leur thèse sur quelques textes empruntés aux lois des Wisigoths, des Burgondes et des Ripuaires.

Le premier texte qu'ils citent est le suivant : *Quoties de vendita vel donata re contentio commovetur, id est si alienam fortasse rem vendere vel donare quemcumque constituerit, nullum emptori praejudicium fieri poterit; sed ille qui alienam fortasse rem vendere aut donare presumpserit, duplum rei domino cogatur exsolvere. Emptori tamen pretium quod accepit redditurus et poenam quam scriptura continet impleturus: et quicquid in profectu comparatae rei emptor vel qui donatum accepit studio suae utilitatis acceperat a locorum iudicibus aestimetur: atque ei qui laborasse cognoscitur a venditore vel donatore juris alieni satisfactio justa reddatur. Similis scilicet et de mancipiis et de omnibus rebus atque brutis animalibus ordo servetur.* (Les Wisigoths, L. V, tit. IV, § 8.)

La phrase *Emptori tamen pretium quod accepit redditurus et poenam quam scriptura continet impleturus* signifie que dans le cas d'une vente de la chose d'autrui, l'acheteur est privé de la chose, il y a donc éviction, revendication.

Quelques auteurs ont voulu tirer de ce texte un argu-

(1) Gebler (*Système de Deutschen Privatrecht*, § 102, note 3, p. 277) enseigne que la revendication n'était refusée au propriétaire qu'en matière de prêt; elle était admise au profit du déposant, du bailleur, du propriétaire qui a confié un meuble à un artisan ou à un domestique. Cette thèse est restée isolée et n'a reçu l'approbation d'aucun auteur, à notre connaissance tout au moins. Elle nous semble très arbitraire et s'accorde mal avec ce que nous pensons être la cause de l'absence de la revendication mobilière chez les Germains, comme nous allons le voir par la suite.

ment en faveur de la thèse que nous soutenons et qui nie la revendication. Ils s'appuient sur cette phrase : *Nullum praejudicium emptori fieri poterit*, qui signifie que l'acheteur ne doit pas éprouver de préjudice, et partant de cette idée ils arrivent à conclure que l'acheteur conserve la chose. Cette doctrine nous paraît mal fondée car les mots *Nullum praejudicium emptori...* se trouvent dans le texte par opposition formelle à la seconde partie de la phrase et signifient simplement que l'acheteur ne pourra pas être poursuivi criminellement en raison de l'abus de confiance commis par le vendeur.

Il semble donc que la revendication existait chez les Wisigoths en cas d'abus de confiance. La loi des Burgondes est conçue d'une façon générale et ne paraît pas distinguer les deux hypothèses : vol et abus de confiance : *Quicumque res aut mancipium aut quodlibet suum agnoscit*.

Quant à la loi des Ripuaires, elle va même, dit-on, jusqu'à les assimiler expressément (1).

43. — Pour nous, nous n'hésitons pas à nous ranger à l'avis qui domine aujourd'hui parmi les historiens du droit et croyons avec eux que les Germains n'admettaient pas la revendication en matière mobilière.

Les textes que nous avons cités plus haut et sur lesquels s'appuient les partisans de la thèse que nous combattons sont, en effet, d'une clarté douteuse. D'ailleurs ils sont d'une rédaction relativement récente et il est certain qu'ils ont subi l'influence du droit romain (2).

En tout cas, si sous l'influence du droit romain la vieille tradition germanique a été effacée chez les Wisigoths, chez les Burgondes et chez les Ripuaires, au moment où leurs lois furent rédigées, il n'en était pas de même chez les Francs Saliens dont la loi reflète le mieux les pures idées germaniques. Les coutumes lombardes et

(1) *Lex Ripuaria*, V, LXXII, 1.

(2) L'influence du droit romain apparaît plus particulièrement dans la loi des Wisigoths qui assimile même au point de vue criminel l'abus de confiance au vol.

anglo-saxonnes paraissent également concorder sur ce point avec la loi salique.

44. — Pour la démonstration de cette doctrine, M. Jobbé-Duval (1) signale qu'en présence de la multiplicité des textes qui se rapportent à l'action de vol, et qui permettent au propriétaire de reprendre la chose volée, le silence de la loi salique à l'égard de la revendication en cas d'abus de confiance ne s'expliquerait guère, si cette revendication existait réellement. Tant de détail d'une part, tant d'indifférence de l'autre, voilà qui ne serait pas vraisemblable. En effet, dans les législations barbares la forme était prédominante et toutes les actions qui existaient étaient minutieusement réglementées. Or, nous ne trouvons dans la loi salique aucune trace d'une action permettant au propriétaire de poursuivre son meuble entre les mains d'un tiers ; cette absence n'est-elle pas significative ?

Enfin, M. Jobbé-Duval, estimant que la maxime « Les meubles n'ont pas de suite » était appliquée en France pendant les ^x^e, ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, se demande quelle origine on pourrait lui donner, sinon une origine germanique (2).

Remarquons seulement que bien que ces arguments nous semblent concluants, nous ne connaissons aucun texte qui formule le principe de l'absence de la revendication mobilière d'une façon positive (3).

45. — Etant maintenant fixé sur l'absence de la revendication chez les Germains, il nous importe de dégager la raison d'être de cette singularité. Il nous importe d'indiquer pour quels motifs les Germains, malgré leur estime pour les meubles, ne permettaient pas, à la différence des

(1) Jobbé-Duval, *loc. cit.*, n. 81.

(2) *Idem*, p. 82.

(3) Notons toutefois que la loi d'Haël le Bon, qui peut être rattachée à l'époque que nous étudions, quoiqu'elle soit rédigée à une période postérieure et qui s'inspire des coutumes précédentes, nous dit nettement qu'il y a trois cas dans lesquels la revendication est possible (vol, perte par cas fortuit, enlèvement par violence) et trois cas dans lesquels elle est interdite (dépôt, prêt et louage).

Romains et de la plupart des autres peuples anciens, au propriétaire de poursuivre et de recouvrer son objet entre les mains d'un tiers qui l'avait acquis d'un détenteur précaire en dehors de son consentement.

C'est là un problème fort délicat sur la solution duquel les auteurs sont loin d'être d'accord ; aussi trouvons-nous à cet égard plusieurs opinions différentes (1).

46. — M. Jobbé-Duval rattache cette singularité aux règles de la procédure dans les lois barbares. Cela n'est pas étonnant de la part du grand savant puisque nous le voyons mettre en lumière et accentuer la prédominance de la forme dans ces lois et donner pour épigraphe à son ouvrage cette phrase de Summer-Maine : « Il ne serait pas inexact d'affirmer qu'à un certain moment du développement des sociétés, les droits et les obligations dépendent de la procédure. La procédure n'est pas simplement une sanction des droits et des obligations. »

M. Jobbé-Duval nous dit «... à l'origine la question de forme était prédominante. Les rédacteurs de vieilles coutumes ne conçoivent pas le droit et l'obligation d'une façon abstraite ; ils se bornent à organiser quelques procédures fort simples en vue de protéger les particuliers contre les atteintes les plus graves qui pourraient être portées à leur fortune et à leur vie. Aussi ne trouvons-nous dans la loi salique, indépendamment des actions *ex delicto*, que deux procédures ayant un caractère civil : la procédure *ex fide factâ* et la procédure *ex re praestitâ*. Toutes deux ont le caractère de saisie ; dans le premier cas, l'action a pour base un acte solennel, dans le second, le fait matériel de la remise de l'objet. Le demandeur exige du défendeur une certaine prestation, non pas en vertu d'un droit abstrait de créance, mais parce que la *festuca* a été jetée conformément aux rites traditionnels,

(1) Nous ne pouvons pas dans la partie historique de notre thèse, partie qui doit être, par la force des choses, très limitée et très brève, entreprendre l'étude de toutes ces doctrines. Nous nous contentons d'en indiquer les principales, renvoyant, pour tout détail, au remarquable ouvrage de M. Jobbé-Duval, *loc. cit.*, p. 82-89.

ou parce que la possession d'un meuble a été transférée sans qu'il y eût aliénation de la propriété. La revendication mobilière ne pouvait évidemment trouver place dans une pareille procédure ; en poursuivant le tiers acquéreur, le revendiquant n'aurait pu s'appuyer ni sur un acte solennel ni sur un fait matériel quelconque ; il aurait dû se prévaloir de son droit abstrait de propriété, droit réel applicable à tous ; or, c'est là une conception qui ne pouvait entrer dans l'esprit des rédacteurs de la loi salique. »

M. Jobbé-Duval nous explique donc l'absence de la revendication mobilière chez les Germains par le fait qu'il n'existait pas de règles de procédure la permettant. Le propriétaire d'un objet mobilier ne pouvait pas le revendiquer entre les mains d'un tiers parce que la loi ne lui donnait aucun droit à ce sujet. Dans la loi salique, le nombre des actions est très restreint. On n'y trouve, à côté de l'action *ex delicto*, que la procédure *ex fide factâ* et la procédure *ex re praestitâ*. Or, le propriétaire dépossédé ne peut se prévaloir d'aucune de ces trois procédures, car il n'y a dans notre hypothèse ni délit, ni acte solennel, ni remise matérielle de la chose.

47. — Nous sommes parfaitement d'accord avec l'éminent professeur sur toute sa doctrine qui concorde d'ailleurs avec toutes les données de l'histoire et de la science juridique. Cependant, cette doctrine ne nous satisfait guère. Nous estimons que M. Jobbé-Duval, après tout, ne nous donne pas la solution que nous attendons de notre problème. Il se contente de dire qu'il n'y avait pas de revendication parce qu'il n'y avait pas d'action. C'est parfait. Mais ne pouvons-nous pas dire à notre tour que s'il n'y avait pas d'action, c'était parce que la revendication n'était pas permise. Et nous voilà dans un cercle vicieux. Ne trouve-t-on pas dans la réponse de M. Jobbé-Duval une sorte de pétition de principe ? Il nous semble que notre auteur après avoir établi si savamment l'absence d'une action permettant la revendication, devait aller un pas plus en avant et se demander pourquoi cette action n'existait pas.

48. — Nous croyons trouver la solution de notre problème dans la nature du contrat conclu entre le propriétaire d'une part et le dépositaire, le commodataire ou le gagiste de l'autre. Les Germains, qui ont connu la propriété des meubles depuis des siècles très reculés, n'ont pas su en dégager une idée nette. Ils n'en avaient pas la notion abstraite que nous en avons de nos jours. C'est ainsi qu'ils ne pouvaient concevoir que la propriété et la possession pouvaient chacune constituer l'objet d'un contrat différent. Ils ne pouvaient s'imaginer que des droits séparés, distincts, fussent attachés, à la fois, les uns à la propriété abstraite, les autres à la possession. Ils n'ont pas pu penser enfin qu'une seule chose pût avoir deux maîtres à la fois, l'un comme propriétaire, l'autre comme possesseur. Nous ne voulons pas dire par là que les Germains confondaient la propriété avec la détention. Cette confusion qui existait chez les peuples les plus antiques signifie la négation de la propriété. Ce que nous voulons affirmer, c'est que les Germains confondaient la propriété avec la possession, lorsque celle-ci était confiée à un tiers. Le propriétaire qui confiait sa chose à quelqu'un, soit en prêt, soit en dépôt, soit en gage, perdait tous les droits résultant de la propriété et de la possession. Ces droits se fixaient désormais sur la tête du commodataire, du dépositaire ou du gagiste. Le propriétaire gardait uniquement une action personnelle, effet de son contrat, mais voilà tout.

En un mot, le propriétaire, en remettant l'objet à un détenteur précaire, se démettait de ses droits sur la chose en faveur de son cocontractant. Ce dessaisissement volontaire le dépouillait de la propriété en même temps que de la possession. Il se passait, en d'autres termes, quelque chose d'analogue à ce que présentait anciennement le *pignus* des Romains. Comme dans le *pignus* le créancier devenait plein propriétaire de l'objet qui lui était remis en gage en s'engageant seulement par un contrat de fiducie à restituer la propriété au débiteur lors du paiement ; le dépositaire, l'emprunteur ou le gagiste dans l'ancien droit germanique devenait le plein propriétaire de l'objet à

charge de le restituer lui-même ou son équivalent à la fin de son contrat. C'est pourquoi nous voyons les Germains donner au propriétaire à l'égard de son cocontractant non pas une action en revendication, mais seulement une action *ex contracto*. Si le déposant, le prêteur ou le constituant de gage était resté propriétaire, il aurait été nécessaire de lui accorder cette revendication.

D'ailleurs, comment pourrait-on expliquer ce fait que c'est seulement au dépositaire par exemple, à l'exclusion du propriétaire, qu'appartenait l'action de vol si la chose venait à être volée ou perdue, sinon par notre thèse d'après laquelle une fois la chose livrée au cocontractant la propriété cessait d'appartenir à l'ancien maître pour se fixer désormais et jusqu'à la restitution sur la tête du premier.

On a essayé, certes, de justifier les textes qui donnent au cocontractant et non pas au propriétaire l'action de vol par ce fait que le vol ayant été commis chez le premier, celui-ci avait vu son domicile violé, son honneur insulté. Mais si le dépositaire par exemple avait vu son domicile violé, le déposant à supposer resté propriétaire, n'avait-il pas vu sa propriété bafouée ? Ne devait-on pas donner le droit de poursuivre le voleur à tous les deux, chacun ayant un de ses droits atteint ?

C'est aussi avec notre thèse que s'expliquent les multiples textes qui condamnent le dépositaire, l'emprunteur, le gagiste, à des amendes sévères s'ils ne rendent pas l'objet déposé, prêté, ou mis en gage, car les amendes nous paraissent être la contre-partie de la propriété.

A la lumière de ce que nous avons dit de la nature du contrat conclu entre le propriétaire d'un côté, le dépositaire, l'emprunteur ou le gagiste de l'autre, passons au problème qui nous occupe principalement : l'explication de l'absence chez les Germains d'une revendication mobilière.

Le dépositaire, l'emprunteur, le gagiste, devenus propriétaires de l'objet, avaient tous les avantages, tous les droits de la propriété. Ils avaient pleinement le droit d'aliéner. Dès lors, s'ils aliénaient la chose, de quoi l'ancien maître se plaindrait-il ? En vertu de quel droit pourrait-il

demander de la reprendre entre les mains de l'acquéreur ? En vendant la chose, le dépositaire par exemple s'est servi d'un droit qui lui appartenait ; en achetant, le tiers faisait affaire avec un *dominus* et c'est pourquoi le déposant ne pouvait rien lui réclamer.

Au contraire, en cas de vol ou de perte, la propriété restait au propriétaire ; il conservait tous ses droits sur la chose, car il ne les avait aliénés en faveur de personne. Il était alors naturel de lui donner le moyen de suivre son meuble et de le reprendre entre les mains de celui qui le détenait.

49. — Voilà, d'après nous, l'origine et la cause de la singularité de l'absence d'une action en revendication chez les Germains.

Ici, mais ici seulement, la théorie de M. Jobbé-Duval vient jouer son rôle capital. Après avoir montré pourquoi il n'y avait pas d'action permettant la revendication, nous pouvons dire avec le grand savant que les Francs à l'époque mérovingienne et carolingienne, n'ayant pas hérité de leurs ancêtres une telle procédure et étant eux-mêmes trop attachés à la forme, qui restait prédominante, ont persisté dans leur antique législation. Ils n'ont pas osé introduire une action qui n'existait pas auparavant. C'est la vieille superstition de la forme, c'est la difficulté même qu'aurait eue ce peuple à rompre brusquement avec une procédure consacrée.

Ainsi voyons-nous que notre théorie est loin d'être incompatible avec celle de M. Jobbé-Duval. Bien au contraire, elles se concilient très bien, mieux, elles se complètent l'une l'autre.

50. — Quant aux autres explications de la singularité dont nous cherchons la cause et l'origine, nous ne croyons pas qu'elles puissent trouver créance dans le débat. On a déjà fait souvent justice de cette doctrine qui fonde notre règle sur la faible importance des meubles en droit germanique (1). Nous avons montré la fausseté de cette doc-

(1) Renaud, *Revue historique*, 1845, loc. cit.

trine ; les meubles, loin d'être négligés chez les Germains, étaient l'objet de leur estime. La dépréciation des choses mobilières a été l'effet de l'époque féodale basée sur la richesse des terres et où avait seulement de la valeur la propriété qui présentait une sécurité ; mais on ne peut pas supposer que cette dépréciation ait commencé chez un peuple qui connaissait avant tout et surtout la propriété des meubles. D'autre part, rattacher la question à la théorie de la saisine, c'est l'obscurcir plutôt que l'éclaircir (1). Enfin, la théorie de M. Ortlieb qui rattache le problème à la confusion de la propriété et de la possession est, telle quelle, insuffisante. Si nous nous contentions de signaler cette confusion, nous ne pourrions pas expliquer pourquoi le tiers de bonne foi qui achète à un voleur se trouvera dans l'obligation de restituer la chose bien qu'il en ait, à n'en point douter, la possession.

SECTION II. — CAS DE LA DÉPOSSESSION INVOLONTAIRE.

- 51. — La revendication des meubles est permise en cas de vol ou de perte.
 - 52. — Qu'entend-on par vol chez les Germains ?
 - 53. — Assimilation au point de vue qui nous occupe des cas de perte à ceux de vol.
 - 54. — Nature de l'action appartenant à la victime de vol ou de perte : c'est une action réelle.
 - 55. — Est-elle une action civile ou criminelle ?
-

51. — Nous avons vu qu'en cas de dépossession volontaire, le propriétaire d'une chose ne pouvait la poursuivre et la recouvrer entre les mains de tiers. La chose était, pour ainsi dire, perdue définitivement pour lui. Il ne pouvait que se retourner contre celui à qui il l'avait confiée, avec l'action *ex fide factâ* ou l'action *ex re praestitâ*, suivant les cas, comme nous l'avons indiqué. Mais ces deux actions étaient, nous le répétons, purement personnelles,

(1) Poincaré, *loc. cit.*, p. 89.

et ne pouvaient être dirigées que contre le débiteur lui-même.

Il en était tout autrement si le propriétaire de la chose était dépossédé malgré lui, c'est-à-dire en cas de vol ou de perte. Dans ce cas, le propriétaire pouvait poursuivre sa chose et la reprendre entre les mains de tout détenteur.

53. — Qu'entendait-on par vol chez les Germains ? Avait-il un sens aussi large que celui qu'avait le *furtum* romain ? Comprenait-il ce que nous en distinguons aujourd'hui et ce dont nous faisons un délit propre sous le nom d'abus de confiance ?

Nous retrouvons ici à peu près les mêmes contradictions que nous avons relevées à propos de la question de savoir si le propriétaire d'un meuble en cas de dépossession volontaire avait le droit de le revendiquer. En effet, les deux questions se rapprochent. Distinguer l'abus de confiance d'avec le vol, c'était amoindrir grandement le domaine de la revendication. Chez les peuples qui assimilaient le vol et l'abus de confiance on peut dire que la revendication mobilière existait dans presque tous les cas.

Nous croyons avec MM. Jobbé-Duval, Poincaré et Ortlieb que, selon la loi salique, loi qui reflète le mieux les pures idées germaniques, le vol consistait seulement dans l'enlèvement clandestin d'un meuble (1). L'abus de confiance n'était pas puni.

D'ailleurs, il résulte de l'idée que nous avons exposée tout à l'heure, à propos de la nature du contrat de gage,

(1) La loi des Wisigoths, des Ripuaires, et le Miroir de Saxe paraissent assimiler l'abus de confiance au vol. Mais il est très vraisemblable que ces lois ont subi l'influence du droit romain.

La loi Manou entend par vol tout ce que les Romains comprenaient sous le nom de *furtum* ; l'abus de confiance, quoique parfois moins sévèrement réprimé, produit dans notre matière les mêmes effets que le vol proprement dit. Manou s'explique formellement (Loi Manou, traduction Loiseleur, Delongchamp, livre II, sloca 197), et Vrihaspati, qui passait pour le régent de la planète de Jupiter, déclare que « celui qui vend clandestinement un dépôt ouvert, une chose prêtée pour être rendue, un dépôt cacheté, un gage, une chose confiée à un ouvrier, commet un vol ».

de dépôt et de prêt, que l'abus de confiance n'était et ne pouvait pas être puni selon les pures idées germaniques. Il ne pouvait être que l'inexécution d'un contrat, la négligence d'une obligation. Nous avons vu que le dépositaire, l'emprunteur et le gagiste devenaient propriétaires de la chose et avaient de ce fait tous les droits sur elle ; ils étaient simplement liés par une promesse de restitution vis-à-vis de l'ancien maître ; or, étant devenus propriétaires du meuble, ils avaient pleinement le droit d'en disposer.

53. — Mais si les Germains n'assimilaient pas l'abus de confiance au vol et de là n'accordaient aucune action à la victime de ce premier délit, il en était tout autrement pour le cas de perte. Le meuble perdu pouvait être revendiqué comme le meuble volé (1).

54. — L'action qui appartient au propriétaire dépossédé par le vol ou par la perte n'est pas, — s'il nous est permis d'employer une expression moderne, — personnelle, mais réelle. Elle peut être dirigée contre le détenteur de l'objet quel qu'il soit. Le seul fait de détenir l'objet permet au propriétaire d'attaquer le détenteur. Ainsi l'action peut être intentée contre une personne autre que le voleur.

55. — Les auteurs discutent vivement la question de savoir si cette action avait un caractère civil ou criminel.

M. Jobbé-Duval lui donne un caractère exclusivement criminel. Il nous dit que le propriétaire intentant l'action de vol se présente en s'appuyant sur le préjudice qui lui a été causé par le vol et non pas en vertu de son droit de propriété.

Nous ne pouvons admettre cette doctrine. Nous ne voulons pas enlever à l'action de vol tout élément criminel. Nous n'oserions pas aller jusque-là ; à coup sûr cette action, comme toutes les actions de la loi barbare, présente un élément criminel important. Cependant, on ne

(1) Le détenteur du meuble perdu était traité comme un voleur lorsqu'il n'avait pas accompli certaines formalités qui varièrent avec les époques.

peut pas soutenir qu'elle ne se fondait en aucune manière sur l'idée que les Germains se faisaient de la propriété. A notre avis, l'élément civil n'est pas moins important que l'élément criminel, s'il ne l'est pas davantage. Si la procédure nous révèle le caractère pénal il ne faut pas oublier que c'est le droit de propriété, enlevé indûment, qui est suivi ; c'est ce droit qu'on veut protéger. C'est pour cela que nous voyons le propriétaire dépossédé armé non seulement contre le voleur mais aussi contre tout détenteur de l'objet. Il a le droit de revendiquer la chose entre les mains de toute personne, même si cette dernière est de bonne foi. Si l'action était exclusivement criminelle, nous ne pourrions pas expliquer pourquoi le propriétaire était autorisé à attaquer le tiers qui a acheté l'objet de bonne foi. Ne trouvons-nous pas ici une sorte de droit de suite ?

Ainsi voyons-nous qu'à l'époque mérovingienne et carolingienne le propriétaire d'un meuble ne pouvait le reprendre entre les mains d'un tiers que s'il en était dépossédé malgré sa volonté, c'est-à-dire en cas de vol ou de perte. En cas de dépossession volontaire, s'il confiait le meuble à un dépositaire, à un gagiste ou à un commodataire qui, de son côté, l'aliénait à une tierce personne, le propriétaire ne pouvait le revendiquer.

CHAPITRE II

Le Moyen Age : XI^e, XII^e et XIII^e siècle. Généralités.

56. — Les coutumes germaniques restent en honneur.
57. — Cependant cette période est caractérisée par deux facteurs :
58. — Le principe de l'interdiction de la revendication mobilière est positivement formulé. L'apparition de la maxime : *Mobilia non habent sequelam*.
59. — L'influence de plus en plus grandissante du droit romain.
60. — Division de ce chapitre en deux sections. Plan.
-

56. — Au Moyen Age, les coutumes germaniques restent en honneur ; la règle générale demeure la même ; la revendication mobilière n'est pas admise.

57. — Cependant, nous signalons, dans cette période, deux facteurs qui la distinguent de la précédente.

58. — A l'époque mérovingienne et carolingienne, nous nous sommes rallié à la doctrine qui professe l'absence de la revendication en nous appuyant sur des arguments qui nous ont paru concluants, alors que nous n'avons trouvé aucun texte qui formule notre principe d'une manière positive. Au Moyen Age, les choses n'en vont pas de même. Nous trouvons plusieurs textes qui expriment d'une façon positive ce que la loi salique et les autres lois barbares ont exprimé d'une façon négative, et dans beaucoup de monuments de l'époque nous trouvons nettement formulée cette maxime significative : « Meubles n'ont pas de suite », *Mobilia non habent sequelam*.

59. — Nous remarquons également dans cette période

l'influence de plus en plus grandissante du droit romain et plus particulièrement à la fin du ^{xiii}^e siècle. Cette influence a imposé plusieurs dérogations à notre principe, ce qui fait de cette époque une époque transitoire entre la période précédente où furent appliquées les pures doctrines germaniques et la période suivante, celle du triomphe total du droit romain.

60. — Comme nous l'avons fait pour la période précédente, nous divisons l'étude du Moyen Age en deux sections, dans la première nous étudions le principe « Meubles n'ont pas de suite » et dans la seconde, nous disons un mot sur la revendication des meubles en cas de perte ou de vol.

SECTION I. — CAS DE DÉPOSSESSION VOLONTAIRE : MEUBLES N'ONT PAS DE SUITE.

61. — La revendication des meubles demeure interdite.

62. — Ce principe est positivement formulé dans les vieux coutumiers.

63. — La cause du maintien au Moyen Age de ce principe.

64. — Dérogations apportées à ce principe à la fin de cette époque sous l'influence du droit romain.

61. — Au Moyen Age se conserve, comme nous l'avons déjà dit, la tradition germanique. La revendication des meubles demeure interdite comme dans la période précédente. Le propriétaire d'un meuble, déposé, prêté ou mis en gage ne pourrait le poursuivre et le reprendre s'il venait à être vendu, donné ou plus généralement aliéné par le dépositaire, l'emprunteur ou le gagiste. Le propriétaire a seulement la faculté de contraindre son cocontractant, ou à lui restituer son bien, ou, au moins, à lui payer sa valeur. Mais cette action est purement personnelle ; elle ne peut être intentée que contre le débiteur lui-même ou ses héritiers. Le possesseur actuel du meuble, quel qu'il soit, est

à l'abri de toute poursuite ; il a acquis la propriété, il la garde définitivement.

62. — Malgré l'affirmation de certains auteurs nous croyons aisé de fournir la preuve de cette assertion. Le principe du refus de la revendication mobilière se trouve, en effet, énoncé dans plusieurs sources. Nous trouvons également, dans un très grand nombre de vieux coutumiers, cette maxime très significative que nous n'avons pas vue jusqu'à maintenant positivement formulée : « Meubles n'ont pas de suite ».

La très ancienne coutume de Bourges énumérant les actions mobilières cite les actions de prêt, de dépôt, de dépouille et de larcin, et elle ajoute expressément que l'action romaine en revendication n'est pas en usage dans les *Cours laïes* (1) : « Celui qui requiert la chose, disent les Assises de la Haute Cour, doit monstrier si, comme il deit, que il a perdu cette chose, et doit prouver par deus beauz garens de la loi de Rome, qui jurent sur saints qui ils le virent de cela chose que il requiert saisi et tenant comme dou sien. Et il doit après jurer que il ne l'a vendue, ni donnée, ni prestée, ni engagée, ni aliénée, en aucune manière, par quei il ne la puisse et deive recouvrer par l'assise. »

Le « Livre de Jostice et de Plet » n'est pas moins décisif : « Et se aucuns engage choses que l'on li ait prestées, li gages vaut. Et s'il engage choses que il a toloistes et ce soit seu, li gages ne vaut riens. A totes les fois que chose est emblée ou toloiste et elle est engagée, li gage ne vaut riens. A totes les fois que chose est baillée en gages qui est donnée ou prestée ou acetée et la baille en gages (1) li gages tient. »

Ainsi le propriétaire, dépouillé malgré lui, jouit, mais exceptionnellement, d'un droit de suite. Quant à celui qui s'est volontairement dessaisi du meuble, soit en le prêtant, soit en le déposant, soit en l'engageant, il n'a pas de revendication, et s'il arrive que l'emprunteur, le dépositaire ou

(1) Jobbé-Duval, *loc. cit.*, p. 166.

le gagiste donne à son tour la chose en gage, alors « li gages tient ». C'est-à-dire que le propriétaire ne peut réclamer la chose entre les mains du gagiste.

Les Assises de la Cour des Bourgeois du royaume de Jérusalem ne permettent pas au propriétaire de revendiquer le bien prêté, lorsque celui-ci a été saisi chez l'emprunteur.

Ces textes que nous venons de citer à titre d'exemples, nous montrent nettement que la revendication des meubles n'est pas admise au Moyen Age, et s'il restait le moindre doute, il suffirait, pour l'écarter, de remarquer que le Moyen Age ignore l'usucapion des meubles. Et la raison que donnent de cette lacune les auteurs est bien en harmonie avec notre doctrine. L'usucapion, disent-ils, n'était pas nécessaire, en l'absence de la revendication (1).

63. — Etant fixé maintenant sur l'absence de la revendication mobilière au Moyen Age, nous devons nous demander pour quels motifs cet usage s'y est maintenu. Nous avons expliqué pourquoi les pures doctrines germaniques ignorèrent la revendication des meubles et pourquoi cette tradition s'est conservée dans la période mérovingienne et carolingienne. Comme dans la période précédente, c'est la force de la tradition qui a fait conserver notre principe au Moyen Age. Restant toujours attaché à la forme, on ne voulait pas rompre avec le passé. D'ailleurs, le besoin d'innover ne se faisait pas encore sentir d'une façon urgente. Le propriétaire de la chose restait efficacement protégé contre le dépositaire, l'emprunteur ou le gagiste qui refusait de restituer ou qui tardait à s'acquitter de son obligation. Il était autorisé à recourir à la saisie et cette saisie c'était lui-même qui l'opérait à la seule condition de remettre la chose entre les mains de la justice. A cela s'ajoute la dépréciation de la valeur des meubles qui se faisait alors sentir dans une époque troublée où n'avaient de la valeur que les biens qui présentaient quelque sécurité.

(1) Poincaré, *loc. cit.*, p. 110.

64. — Cependant nous remarquons à la fin de notre période quelques brèches faites au système primitif sous l'influence du droit romain. Ce droit a influé sur la pratique française de deux manières : dans quelques coutumes nous trouvons la tradition germanique totalement abandonnée, dans d'autres simplement atténuée.

Nous signalons tout d'abord les Fors du Béarn qui semblent avoir été rédigés sous l'influence des idées romaines et dont les solutions sont en parfaite harmonie avec celles des jurisconsultes du Digeste ; le For de Morlaas, prévoyant l'hypothèse où l'emprunteur a aliéné le meuble prêté permet au propriétaire de contraindre l'acquéreur à lui restituer l'objet vendu sans droit ; le For général permet l'action en revendication dans le cas où le créancier a saisi des objets n'appartenant pas à son débiteur (1).

La coutume de Beauvoisis nous dit que le possesseur du meuble opposera avec succès une fin de non recevoir à l'action en revendication du propriétaire s'il est de bonne foi et si la vente a lieu publiquement sur le marché du lieu, « en plein marcié commun, à vue et à seue de bone gent ». D'où nous pouvons affirmer que, d'après cette coutume, la revendication des meubles est en principe permise.

Ayant ainsi cité quelques textes qui repoussent d'une façon complète la tradition germanique, nous allons indiquer maintenant quelques atténuations qu'avait subie la règle à la fin de notre époque.

A la fin du XII^e siècle, les assises de la cour des Bourgeois du royaume de Jérusalem (2) prévoyant l'hypothèse où un artisan vend l'objet mobilier qui lui a été remis pour le réparer, permettent au propriétaire de le revendiquer entre les mains du détenteur, à la seule condition de payer à ce dernier le salaire de l'artisan ; et un peu plus tard le livre Roisin (3), la seconde coutume d'Amiens (art. 102) et

(1) Jobbé-Duval, *loc. cit.*, p. 173.

(2) Ch. xc.

(3) Edition Brun-Lavaine, p. 90, n^{os} 3 et 4.

la Charte municipale de Roye (art. 47) consacrent identiquement la même solution. M. Jobbé-Duval rattache cette dérogation aux besoins du commerce et à la division du travail qui ont exigé une telle protection en faveur du propriétaire des matières premières (1).

À côté de cette exception, nous en citons une autre édictée aussi par les Assises de la Cour du Royaume de Jérusalem : « Se un home liue sa chevauchure à aucun home et celui qui aura la beste lieue la vent à autre, ou l'engage, ou li est prise pour dete, la raison commande que le sire de la beste doit la recouvrer par tout où il la trouvera » (2). Le propriétaire de la chose louée pourra donc la revendiquer, si le locataire la vend, la donne en gage ou la donne en paiement d'une dette. C'est ainsi que le bailleur jouit d'une garantie spéciale. Il est utile de savoir pour quels motifs les intérêts du bailleur sont sauvegardés plus efficacement que ceux du prêteur par exemple. C'est que le contrat de louage correspond à des besoins relativement modernes, et que l'influence romaine n'est pas étrangère à son introduction dans la pratique française. En raison de son antiquité même, le contrat de prêt avait pour conséquence de donner au prêteur le droit d'exécuter promptement le débiteur récalcitrant ; rien de semblable n'existait relativement au louage, et dès lors il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les praticiens ont reconnu comme admise la revendication du meuble loué.

Pour terminer l'étude des exceptions apportées à la maxime « Meubles n'ont pas de suite », il ne nous reste plus désormais qu'à signaler l'art. 100 de la seconde coutume d'Amiens. Prévoyant l'hypothèse où un contrat de prêt a été conclu, ce document permet au propriétaire de réclamer sa chose entre les mains d'un tiers, à la condition d'indemniser ce dernier.

Mais ces textes que nous venons de citer n'édicte que des modifications partielles, locales, éparses dans les coutumes, et la règle générale reste la même : la revendication

(1) Jobbé-Duval, *loc. cit.*, p. 176.

(2) Ch. cii.

des meubles est interdite. C'est ainsi que le Moyen Age jusqu'au ^{xiii}^e siècle conserve la tradition germanique avec quelques changements imposés par les nouveaux besoins de la société et sous l'influence de plus en plus grandissante du droit romain.

SECTION II. — CAS OÙ LE POSSESSEUR DU MEUBLE A ÉTÉ DÉPOSSEDÉ MALGRÉ SA VOLONTÉ.

- 65. — La revendication est possible contre tout détenteur.
 - 66. — Quelles sont les actions qui appartiennent à la victime de perte ou de vol ?
 - 67. — A qui appartient l'action contre le détenteur du meuble perdu ou volé ?
 - 68. — Le délai pendant lequel l'action doit être intentée.
 - 69. — Conclusion.
-

65. — A la différence des cas de dépossession volontaire, et exactement comme à l'époque précédente, le propriétaire qui avait été dépossédé malgré sa volonté conservait une action. Il s'agit ici encore de l'hypothèse de vol et de perte. Dessaisi par un vol ou par une perte, le propriétaire pouvait poursuivre son meuble et le recouvrer entre les mains de tout détenteur.

Peu importe le genre du vol. Que ce soit un vol simple ou qualifié, un vol clandestin ou une roberie, le propriétaire a le droit de réclamer son bien (1).

(1) A propos des choses perdues, nous constatons une innovation remarquable. A l'époque précédente l'inventeur rentrait provisoirement en possession de l'objet trouvé après avoir accompli, bien entendu, certaines formalités tendant à rendre publique la trouvaille et à la porter à la connaissance du propriétaire. Il en est autrement au Moyen Age. Les objets trouvés doivent être portés dans un certain délai à la Cour du seigneur dans le fief duquel l'objet a été trouvé. Mais quels étaient les droits du seigneur sur ces objets ? Il faut distinguer entre les épaves terrestres et les épaves maritimes : pour les premières il n'avait qu'une possession intermédiaire ; le propriétaire avait le droit de reprendre sa chose dans un délai d'un an et un jour ; ce délai passé, l'objet devenait la propriété du seigneur ; s'agissait-il

66. — La victime du vol avait, à côté de l'ancienne action de vol, une action nouvelle dite action de la chose emblée (1). L'action de la chose emblée est, comme l'action de vol proprement dite, une action criminelle; cependant elles diffèrent l'une de l'autre quant aux cas d'application et quant aux résultats. L'action de la chose emblée, à la différence de l'action de vol, ne peut être intentée que contre le tiers ayant cause du voleur. Elle ne peut être intentée contre le voleur lui-même. Quant aux résultats, l'action de vol aboutit en cas d'échec du plaignant, à l'application de la loi du talion; le plaignant subira les peines réservées aux voleurs, peine qui est dorénavant corporelle. Si le demandeur à l'action de la chose emblée succombe, il sera seulement condamné à payer une amende à la Justice (2).

A côté de l'action de vol et de l'action de la chose emblée, la pratique française du Moyen Age connaissait l'action de la chose adirée. Adirée semble bien être synonyme de perdue. A l'origine, nous l'avons vu, le propriétaire du meuble perdu devait recourir à l'action de vol et, plus tard, il pouvait se servir de l'action de la chose emblée; mais en raison de ce fait, que d'après la législation féodale les objets trouvés étaient remis au seigneur et gardés par lui jusqu'à l'expiration du délai d'un an et un jour, une innovation s'imposa. Lorsque le propriétaire se présentait avant l'écoulement du délai, il ne pouvait pas se plaindre d'une injustice et dès lors il ne pouvait pas recourir à la procédure criminelle. C'est pourquoi on finit par lui reconnaître une action civile : l'action de la chose adirée.

Cette action appartenant à l'origine au propriétaire de

des épaves maritimes, il se les appropriait immédiatement en vertu d'un droit spécial connu sous le nom de droit de lagan; normalement on explique la différence entre ces deux sortes d'épaves par la haine des étrangers; les naufragés étant en général étrangers, étaient considérés comme ennemis (Poincaré, *loc. cit.*, p. 116; — Jobbé-Duval, *loc. cit.*, p. 98).

(1) Le mot emblée signifie ravi, volé; il n'est autre chose que le mot actuel enlevé; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 121.

(2) Jobbé Duval, *loc. cit.*, Cours de M. Lefebvre.

la chose perdue, et à lui seul, ne tarda pas à pouvoir être employée par la victime du vol. C'est un progrès remarquable, notons-le ; le propriétaire de la chose volée ne formulait aucune accusation du vol ni directement ni indirectement et le débat portait uniquement sur le point de savoir à qui appartenait la chose volée. Le propriétaire se bornait à demander la restitution de l'objet volé, sauf au seigneur de mettre en mouvement l'action criminelle, et c'est ainsi que le propriétaire était déchargé de toute peine⁽¹⁾, même de l'amende s'il était débouté. Remarquons seulement que l'usage de donner l'action de la chose adirée à la victime du vol n'est pas générale et le droit commun au XIII^e siècle n'offrait à la victime du vol que l'action du vol proprement dite et l'action de la chose emblée (2).

67. Il nous reste à savoir à qui appartient l'action contre le détenteur du meuble et dans quel délai il faut agir. Nous avons affirmé jusqu'à maintenant que c'était le propriétaire qui intentait l'action contre le détenteur du meuble, mais cela n'est pas strictement correct. Comme dans le passé et toujours sous l'inspiration de la tradition germanique, le dépositaire, le gagiste et l'emprunteur pouvaient, à l'exclusion du propriétaire, poursuivre le détenteur du meuble si celui-ci était déposé, mis en gage ou prêté lors du vol ou de la perte. Si telle est, du reste, la solution qui prévaut dans les documents de notre période, nous constatons cependant quelques dissidences. A la fin du XIII^e siècle, Beaumanoir donne au prêteur la faculté de poursuivre le voleur à condition de décharger l'emprunteur de toute responsabilité. Le livre de Jostice et de Plet et la Coutume de Bordeaux vont encore plus loin en fixant le droit à l'action sur la tête du prêteur seul.

(1) Jobbé-Duval, *loc. cit.*, p. 13 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 130.

(2) Jobbé-Duval, *loc. cit.*, 95.

Remarquons également qu'il n'y avait pas dans l'action de la chose adirée une revendication comme nous l'entendons maintenant, car on ne pouvait y recourir que lorsqu'on avait perdu la possession malgré sa volonté.

68. — Soit dans le cas de vol, soit dans le cas de perte, l'action doit être intentée dans le délai d'un an et un jour.

CONCLUSION.

69. — Nous voyons ainsi qu'au Moyen Age, la tradition germanique reste applicable dans ses grandes lignes ; jusqu'au ^{xiii}^e siècle, la revendication des meubles reste non admise. Seulement, nous constatons à la fin de notre époque quelques modifications qui sont d'ailleurs locales et éparses dans les textes, mais qui constituent tout de même des brèches dans l'ancien système et un prélude au système de la période suivante.

CHAPITRE III

Troisième période : XIV^e, XV^e et XVI^e siècle. Triomphe du droit romain.

- 70. — Triomphe, sous l'influence de droit romain, du principe de la revendication mobilière.
 - 71. — Une action en revendication proprement dite est permise au propriétaire dans tous les cas.
 - 72. — Le changement entre l'ancien et le nouvel état des choses n'est pas brusque.
 - 73. — Le principe de la revendication, quoiqu'il constitue le droit commun, n'est pas admis par toutes les coutumes.
 - 74. — Caractères de l'action en revendication : c'est une action civile et réelle.
 - 75. — Le propriétaire conserve, à côté de l'action civile en revendication, la faculté de recourir à l'ancienne action criminelle de vol.
 - 76. — Avec la revendication s'introduit en France l'institution romaine de l'*usucapio*.
 - 77. — Le triomphe des principes romains n'est pas total : la revendication mobilière n'est pas admise au profit du créancier hypothécaire contre le tiers acquéreur du meuble hypothéqué. « Meubles n'ont pas de suite par hypothèque. »
 - 78. — Les actions possessoires mobilières ne sont pas introduites en France.
 - 79. — Conclusion.
-

En analysant les sources coutumières des XI^e, XII^e et XIII^e siècles, nous avons eu l'occasion de signaler un mouvement d'idées qui tend à introduire dans la pratique française le principe de la revendication en matière de meubles. Ce mouvement d'idées qui ne pouvait avoir dans cette période que quelques effets limités et dispersés dans les coutumes, effets qui ne constituaient d'ailleurs qu'une exception à la règle générale, va trouver son plein succès dans

la période dont nous abordons maintenant l'étude, et l'exception de la veille devient la règle d'aujourd'hui.

On n'a pas grand-peine, si on étudie les textes et les commentaires de cette époque, à se rendre bien compte que cette transformation est due à l'influence du droit romain, déjà grandissante dès la fin du ^{xiii}^e siècle. Dans cette période, période de la renaissance du droit romain, les principes romains sont si respectés et si honorés que leur étude a entraîné la déconsidération même des coutumes nationales. On est arrivé à préférer aux habitudes indigènes les théories classiques et l'on va même jusqu'à traiter de « droit haineux » la tradition coutumière quand elle est en désaccord avec la législation romaine (1).

71. — Aussi allons-nous voir qu'une action en revendication proprement dite va peu à peu s'acclimater en France et prendre dans la pratique française une place que les traditions germaniques ne lui avaient pas jusqu'alors permis d'occuper. Une revendication est désormais permise dans tous les cas ; et le droit de suite vient caractériser la propriété des meubles comme la propriété des immeubles. Dorénavant le juge ne recherche plus si oui ou non un délit a été commis, si oui ou non la possession du meuble a été enlevée au demandeur à tort et contre son gré ; c'est l'existence même du droit de propriété qui fait l'objet du débat. C'est le droit de propriété lui-même qui est protégé. Peu importe les circonstances dans lesquelles la possession a été enlevée.

A la fin du ^{xiv}^e siècle, le grand Coutumier et la Somme rurale de Bouteiller ne laissent, nous semble-t-il, aucune espèce de doute sur l'admission de la revendication en matière de meubles. « Tout veu, lit-on dans ce dernier ouvrage, il fut dit que le droit de revendication sortiroit et tendroit lieu nonobstant coustume du contraire laquelle en ceste partie n'estoit pas tollérable contre le droit escripte ».

72. — Gardons-nous bien de croire qu'il y avait là un

(1) Poincaré, *loc. cit.*, p. 132.

changement brusque entre l'époque où, pour les meubles, il n'y avait que des actions personnelles, délictuelle ou contractuelle, et celle où une action réelle en revendication s'établit en France d'une façon complète. Pour arriver à cet état de choses, il fallait une certaine évolution dont nous avons signalé le début à la fin du ^{xiii}^e siècle.

73. — Gardons-nous également de croire que le principe de la revendication était admis en tous les lieux et édicté dans toutes les coutumes. Quoique le droit commun dans la période qui nous occupe établisse cette règle d'une façon nette et claire, nous trouvons plusieurs coutumes qui n'ont pas rompu avec la tradition germanique. C'est ainsi que la très ancienne coutume de Bourges établit formellement qu'à la fin du ^{xv}^e siècle, les principes traditionnels étaient encore respectés dans certaines parties de la France où la revendication mobilière n'était pas en usage. Quelques années plus tard, Sébastien Boyer apporte son témoignage dans le même sens, et si on rapproche le commentaire du professeur de Bourges des livres de Guillaume Terrien, de Bessian de Pressac, d'Antoine Favre et de Voet, aucun doute ne pourra subsister.

74. — Il nous faut mettre en lumière ce caractère civil qui se dégage de plus en plus de l'action en revendication. Tandis que pendant la période précédente, le propriétaire, dans les cas limités où il pouvait réclamer sa chose, n'avait à sa disposition que des actions qui sont essentiellement criminelles, telles que l'action de vol et la demande de la chose emblée, et que l'action de la chose adirée, action civile, figurait seulement dans quelques coutumes restreintes, l'action qui appartient au propriétaire dans cette époque est purement civile. La pratique générale de la France autorise la victime du vol à réclamer seulement la restitution de l'objet volé, en concentrant le débat sur la question de propriété, sauf au procureur du roi à entamer d'office la poursuite criminelle. Comme d'autre part la notion de vol s'était élargie encore

sous l'influence du droit romain, pour comprendre les cas d'abus de confiance on arriva à mettre dans tous les cas une action civile à la disposition du propriétaire dépossédé. C'est une action en revendication dans le sens moderne du mot, c'est une action basée seulement sur la propriété, c'est, pour résumer, une action réelle. Ces deux caractères, civil d'une part et réel de l'autre, deux exemples cités par Bouteiller nous les montrent : Un bourgeois de Paris donne un sac de toile à blanchir. Le blanchisseur le remet en gage à un juif, qui est, du reste, de bonne foi et croit que ce sac appartient à son débiteur. Le propriétaire intente l'action en revendication contre le juif et à sa requête la chose est mise sous la main de la Justice. Devant le tribunal, le demandeur expose ses titres et apporte la preuve de sa propriété. Le défendeur réplique que le bourgeois n'ayant pas eu recours à la voie criminelle doit être débouté, et que, subsidiairement, il doit l'indemniser et lui rembourser la somme par lui prêtée. Le demandeur répond qu'il réclame la chose comme sienne, que comme telle, elle doit lui être rendue et qu'il ne doit rien à personne ; il a gain de cause.

Le deuxième exemple n'est pas moins caractéristique : un bourgeois de Tournai perd sa cotte de mailles, il la retrouve chez un fripier ; il intente contre celui-ci non pas l'action de la chose adirée, la seule possible autrefois, mais l'action en revendication. Même moyen d'attaque du demandeur, même moyen de défense du défendeur, et le jugement fut ici encore favorable au propriétaire (1).

75. — A côté de l'action en revendication, action purement civile, le propriétaire conservait la faculté de recourir à l'action criminelle de vol.

(1) Cependant l'action en revendication, essentiellement civile, nous le répétons, ne fut pas totalement pure de tout alliage criminel. (Jobbé-Duval, *loc. cit.*, p. 195 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 136.) C'est ainsi que le tribunal compétent pour statuer sur la question de propriété fut celui dans la juridiction duquel l'objet a été découvert. C'est aussi que le possesseur actuel fut regardé dans une certaine mesure comme suspect et que par conséquent quelques précautions furent prises contre sa mauvaise foi.

Le domaine de cette dernière action s'est d'ailleurs largement étendu avec l'extension de la notion du vol, et la victime de l'abus de confiance pouvait désormais se servir de cette action. Mais la victime du vol pouvait y recourir elle-même sans s'exposer à subir en cas d'échec la peine du talion. Au lieu de se porter directement accusatrice, comme elle en conservait, du reste, la faculté, il lui était loisible de se borner à une simple dénonciation. Dans ce cas, si elle ne prouvait pas la vérité de son dire, elle était condamnée seulement à une amende. Même, elle pouvait éviter cette amende en se désistant, pourvu qu'elle consentit à affirmer sa bonne foi par serment (1).

76. — En même temps que la revendication des meubles triomphait, s'introduisaient dans la pratique française, comme correctif naturel et comme conséquence forcée, les principes romains de l'usucapion. Du moment, en effet, que le propriétaire pouvait revendiquer son meuble entre les mains du tiers, il était naturel de donner à celui-ci, s'il réunissait certaines conditions, juste titre et bonne foi, un moyen de défense, et les légistes de notre époque de tardèrent pas à le trouver dans l'institution romaine de l'usucapion. Désormais la possession prolongée fait acquérir la propriété mobilière comme la propriété immobilière.

Notons seulement que l'usucapion fut transportée en France avec une singulière altération. La plupart des coutumes gardaient le silence sur sa durée, et comme celles qui s'étaient expressément prononcées variaient à l'infini pour sa fixation, la question se posait pour savoir quel serait le délai admis dans les coutumes muettes. L'opinion à laquelle paraissait s'être ralliée la majorité des auteurs, exigeait le délai de trente ans.

Par contre, les principes romains étaient scrupuleusement respectés en ce qui concerne la théorie des choses furtives (2). Comme dans le droit romain, les choses fur-

(1) Jean Bouteiller, influencé par le droit romain, donne à cette action le nom « d'action de furtive ».

(2) « Et si tolue avoit été à faire, ne ne devroit tenir, ne ue vaudroit tenure de l'usucapion ».

tives sont imprescriptibles. N'oublions pas que le vol a pris toute l'extension romaine, comprenant par conséquent le vol proprement dit et l'abus de confiance. C'est pourquoi le domaine de l'usucapion était, comme dans le droit romain, excessivement restreint et ne fonctionnait que dans des cas très rares.

77. — Si la revendication mobilière du droit romain fut introduite dans la pratique française, elle n'y avait pas la même ampleur qu'elle avait à Rome. Son domaine y était moins absolu, son champ d'application moins vaste. Seul le propriétaire et non pas le créancier hypothécaire pouvait réclamer la chose entre les mains d'un tiers acquéreur.

L'hypothèque fut introduite en France au ^{xiv}^e siècle ; mais tandis que pour la créer, un simple pacte suffisait à Rome, il faut au ^{xiv}^e siècle un acte authentique ; en revanche, tout acte authentique entraîne de plein droit, même sans convention spéciale, une hypothèque générale sur tous les biens du débiteur, sur ses meubles comme sur ses immeubles. Mais tandis que le créancier pouvait, grâce à l'hypothèque, suivre l'immeuble et le saisir entre les mains du tiers acquéreur, il n'en était pas de même pour les meubles. L'hypothèque ne confère au créancier sur les meubles du débiteur que le droit de préférence ; elle ne lui donne pas le droit de suite. « Si sachez, dit Bouteiller, que l'obligation sur les biens meubles ne contraint et ne lie l'obligé que s'il demeure en la possession de ses biens (1). »

Pourquoi en introduisant l'hypothèque romaine, supprimait-on, en matière de meubles, un de ses effets : le droit de suite ? Pourquoi surtout supprimait-on le droit de suite au moment même où l'on commençait d'autre part à admettre le principe de la revendication des meubles ? Ne fallait-il pas suivre la logique des choses et admettre le droit de suite en matière d'hypothèque mobilière ?

(1) L. I, t. X, XXV, p. 136.

Cette apparente anomalie s'explique par des considérations d'intérêt public. Permettre aux créanciers hypothécaires d'inquiéter les tiers acquéreurs des meubles de leurs débiteurs, c'eût été évidemment rendre ces derniers indisponibles dans la main de leur propriétaire, et dès le ^{xiv}^e siècle le commerce était déjà assez actif pour qu'il fût impossible de l'entraver de cette façon. Ce fut donc pour répondre aux besoins d'une société en progrès que l'on conserva dans une hypothèse spéciale la vieille règle germanique « Meubles n'ont pas de suite » ; voilà, à notre avis, l'origine de cette règle capitale de notre droit moderne formulée par l'article 2119. On ne sera pas alors étonné de voir citer dans les ouvrages du ^{xiv}^e siècle notre vieil adage ; mais il a désormais un sens restreint : « Meubles n'ont pas de suite par hypothèque », comme le disent les Coutumes notoires de Paris et comme le feront deux cents ans plus tard les rédacteurs de toutes les coutumes.

L'hypothèque mobilière ne donnant pas le droit de suite, les tiers acquéreurs sont à l'abri des poursuites des créanciers sans qu'il y ait lieu d'examiner s'ils sont ou non de bonne foi. Toutefois le Parlement de Paris exigeait, pour que le tiers ne fût pas inquiété, qu'il fût de bonne foi. S'il est de mauvaise foi, si en traitant avec le débiteur il s'est consciemment associé à un acte frauduleux, les créanciers seront autorisés à saisir les objets vendus, comme s'ils étaient encore entre les mains de leur débiteur ; mais cette opinion n'a pas prévalu.

Quelques auteurs ont vu dans cette jurisprudence du parlement de Paris l'origine de la règle célèbre : « En fait de meubles possession vaut titre. » Les acquéreurs de bonne foi sont à l'abri de toute poursuite, à l'exception des acquéreurs de mauvaise foi. Or telle est l'âme de l'article 2279. Mais cette idée n'est pas juste. Cette jurisprudence est une application de l'action paulienne, du droit qu'a tout créancier, hypothécaire ou non, de faire annuler un contrat passé par son débiteur en fraude de ses droits (1).

(1) L'hypothèque mobilière ainsi réduite au droit de préférence

78. — Le système romain de la propriété mobilière en s'implantant en France s'est modifié à un autre point de vue. Dans l'ancien droit français la possession des meubles n'est pas protégée pour elle-même en tant que possession, droit distinct de la propriété, comme elle l'était chez les Romains par les interdits. Une action possessoire semblable à « l'interdit utrubi » de Rome est inconnue. Il y avait, pour ne pas accepter en cela la restauration romaine, de bonnes et de nombreuses raisons. On conçoit assez bien que, tant que le propriétaire dépouillé n'avait à l'encontre du possesseur qu'une action criminelle, tant que la justice gardait pendant l'instance le meuble litigieux, les actions possessoires n'eussent guère de raison d'être. Le refus des voies possessoires est donc la conséquence de la procédure. Cependant ce refus subsiste même après la disparition de cette procédure. En effet, ce système était trop en harmonie avec les idées nouvelles de la féodalité qui n'attachaient aux meubles qu'une importance minime pour que les principes romains pussent triompher de la force des traditions (1).

CONCLUSION.

79. — Ainsi, les principes romains triomphent aux ^{xiv^e}, ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles sur les traditions germaniques jusqu'alors consacrées. Ce triomphe, nous avons pu le prévoir en étudiant la période précédente, en raison de quelques signes qui se présentaient déjà. Désormais

disparut bientôt complètement. Et il faut avouer qu'une hypothèque sans droit de suite est vraiment une garantie trop illusoire pour que l'on ait songé à la maintenir en matière mobilière, d'autant plus que le créancier pouvait exiger de son débiteur la mise en gage de certains meubles, sûreté réelle, à coup sûr, plus efficace que le droit hypothécaire dont le bénéfice pouvait être réduit à néant par une aliénation.

(1) Pourtant Beaumanoir faisant application de la règle *Spoliatus ante omnia restituendus* admet à cette époque une sorte de réintégration, et il accorde même au voleur auquel le propriétaire a enlevé de force la chose volée, le moyen possessoire, une « nouvelle dessaisine ». Mais ce ne fut là qu'une idée personnelle qui restait d'ailleurs isolée.

la revendication des meubles est permise dans tous les cas et non pas seulement dans les cas du vol et de la perte. Seul l'usucapion peut en empêcher l'effet. Mais en transportant en France le principe romain de l'imprescriptibilité des choses furtives, avec le sens très large qu'avait à Rome le *furtum*, l'usucapion avait un champ d'application si restreint qu'on peut dire que la revendication mobilière existait à notre époque dans presque tous les cas et sans limite.

Cependant le triomphe des principes romains ne fut pas total. La revendication est réservée au propriétaire à l'exclusion du créancier hypothécaire. La tradition germanique reste applicable dans un certain domaine. Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque.

Il nous importe maintenant d'examiner si ce triomphe est définitif. Les principes romains qui ont pu s'acclimater en France pourront-ils s'assurer la persistance ? C'est ce que nous allons voir dans le chapitre suivant.

CHAPITRE IV

La réaction coutumière pendant les XVII^e et XVIII^e siècles.

80. — Le principe de la revendication mobilière est à l'apogée de son triomphe au début du XVII^e siècle.
81. — Mais son triomphe n'est que de courte durée. Les facteurs qui ont déterminé son échec.
82. — Les inconvénients que présente le principe de la revendication mobilière au XVII^e siècle.
83. — Remèdes proposés au cours de ce siècle pour parer à ces inconvénients.
84. — Au XVIII^e siècle le mouvement d'idées réformateur s'accroît.
85. — Les systèmes proposés pendant le XVIII^e siècle sont divers.
86. — Système de Pothier.

Système de Bourjon et de la jurisprudence du Chatelet.

87. — Insuffisance du système de Pothier pour assurer la protection du commerce.
88. — Bourjon accorde à la possession mobilière un rôle attributif de la propriété. La maxime : « En fait de meubles possession vaut titre. »
89. — Comment on est arrivé à établir cette maxime.
90. — Les conditions auxquelles Bourjon subordonne son application.
91. — La portée de la maxime. Bourjon lui attribue deux sens : un sens acquisitif de la propriété et un sens simplement probatoire.
92. — Les exceptions que l'auteur lui apporte.
93. — Conclusion.
-

80. — A la fin XVI^e siècle et au commencement du XVII^e, les principes romains en notre matière sont à l'apogée de leur triomphe. La revendication, action civile et réelle, est admise dans tous les cas et dans presque toutes les coutumes, les discordances qui subsistaient encore dans la période précédente étant devenues très

rare dans le concert d'éloges que la doctrine et la pratique adressaient au droit romain ravivé.

81. — Cependant ce triomphe ne fut que de courte durée. Arrivée à son apogée, l'influence du droit romain commença à voir immédiatement son déclin. En effet, le système romain de revendication qui avait réussi à prendre pied dans la pratique française ne pouvait en aucune manière y avoir une longue vie. Dès sa naissance, il renfermait quelques défauts qui, du reste, lui étaient étrangers, mais dont la gravité allait s'accroître avec le temps et en prenant contact avec des éléments nouveaux incompatibles avec lui jusqu'à un point où sa persistance devint impossible et sa fin inévitable.

Nous avons vu qu'à la revendication du propriétaire du meuble, le tiers possesseur ne pouvait opposer que l'usucapion, le seul moyen de défense en son pouvoir. Nous avons signalé aussi le très grand désordre qui existait à propos de la durée nécessaire pour que la propriété pût être acquise par la possession prolongée. La plupart des coutumes restaient muettes et celles qui se prononçaient donnaient des solutions infiniment différentes (1). Dans les coutumes muettes, selon l'idée qui l'emporte aujourd'hui, on exigeait une possession prolongée pendant trente ans.

C'est ainsi que l'action en revendication restait loisible pendant cette longue période. Pendant 30 ans le tiers acquéreur *a non domino* restait menacé de se voir enlever la chose.

Cet inconvénient déjà très lourd, s'aggravait encore de

(1) Pour donner une idée du désordre, du chaos qui existaient au sujet de la durée nécessaire pour une usucapion utile, nous signalons que quelques coutumes admettent une usucapion de cinq ans (Valenciennes, 94 ; — Bretagne ancienne, 274) ; d'autres demandent que le meuble ait été possédé pendant dix ans (Bretagne nouvelle, 284) ou pendant 20 ans (Boulenois, 120) ; quelques-unes s'en réfèrent au droit romain et exigent une possession de trois ans (Coutumes de Melun, du Maine art. 434, d'Anjou art. 419, d'Amiens et dans les coutumes du droit écrit). Enfin d'autres coutumes préfèrent la prescription trentenaire (Berry, XII.10).

ce fait que les choses volées étaient imprescriptibles. Le principe *rei furtivae aeterna auctoritas esto* prédominait encore à notre époque dans les coutumes françaises. Et la notion de vol, nous le savons déjà, a pris l'extension qu'elle avait à Rome, bien qu'en fait les cours fussent plus indulgentes pour l'abus de confiance que pour le vol au sens moderne du mot, et bien qu'un arrêt du parlement de Paris en 1636 eût essayé de séparer et d'apprécier différemment les deux délits.

Ainsi, dans presque tous les cas la revendication fonctionnait sans limite et sans freins, ni d'espèce ni de temps, et il était à craindre que le défendeur ne devînt la victime d'un adversaire de mauvaise foi.

En outre, et c'est le comble, en conséquence des ordonnances de Moulins de 1556 et de 1667 (1), les actes d'une valeur dépassant 100 livres devaient être prouvés par écrit. Par suite, dans tous les cas où il y avait vente ou donation de meubles d'une valeur supérieure à cette somme, le possesseur devait rapporter la preuve par écrit de l'acte en vertu duquel il possédait. C'était là une nécessité contraire à tous les usages, la célérité des transactions mobilières ne s'accordant nullement avec la rédaction d'un écrit.

82. — On comprend maintenant que le système des meubles présentait pendant le xvii^e siècle des inconvénients très sérieux. Il était très difficile à un possesseur actuel de repousser l'action en revendication d'un ancien

(1) L'ordonnance de 1556 dit : « Ordonnons que de toutes choses excédant la somme ou valeur de 100 livres, pour une fois payer, seront passés contrats », mais on en avait restreint l'application aux conventions. Cette interprétation restrictive ne fut plus possible avec l'ordonnance de 1667 et désormais la preuve de tout acte juridique dépassant 100 livres dut être faite par écrit : « Seront passé, dit l'ordonnance de 1667, acte devant notaire ou sous signature privée de toutes les choses excédant la valeur de 100 livres et ne sera reçue aucune preuve par témoins contre et outre le contenu des actes, encore qu'il s'agit d'une somme moindre de 100 livres. » Van Bemmelen, *Le système de la propriété mobilière*, Paris, 1887, p. 386 ; — Tournesac, « Application pratique de la maxime : En fait de meubles possession vaut titre. » *Thèse Paris*, 1913, p. 12.

propriétaire ; s'il parvenait à prouver l'existence de son titre d'acquisition, il lui était à peu près impossible de prouver les titres de ses auteurs, et la plupart du temps un ancien propriétaire qui s'était dépouillé volontairement de la chose pouvait rentrer en possession de celle-ci contrairement à toute justice. Aussi, arrivait-il très fréquemment qu'une personne, après avoir vendu son meuble, le réclamait et réussissait à le reprendre entre les mains des héritiers de l'acheteur, ou qu'après l'avoir donné, elle arrivait à le recouvrer entre les mains des héritiers du donataire, ce qui portait atteinte au principe de l'irrévocabilité des donations, faute pour les héritiers de l'un ou de l'autre de pouvoir présenter un écrit, prouvant soit la vente, soit le don.

Tel était l'état des choses pendant le ^{xvii}e et au commencement du ^{xviii}e siècle : état défectueux, plein d'inconvénients. Il était très facile de prévoir qu'il ne pourrait durer et qu'un nouveau régime viendrait tôt ou tard livrer combat au système romain abâtardé et se substituerait totalement à lui.

83. — En effet, les inconvénients d'un pareil système ne tardèrent pas à frapper les anciens auteurs, et ils devinrent d'autant plus sensibles que le commerce se développait. Ceux-ci, désireux de donner satisfaction aux besoins du commerce, de plus en plus florissant, durent fatalement réagir, et il nous importe maintenant d'étudier cette réaction.

Le premier remède qu'on a pensé devoir porter à notre système fut normalement d'abrégier le délai nécessaire à l'usucapion. Dès l'année 1628, un avocat au parlement de Normandie, Jacques Godefroy, nous dit qu'avec la prescription de trente ans, « il est facile à un vendeur de mauvaise foi de répéter les meubles vendus des héritiers de l'acheteur en prouvant qu'ils lui ont appartenu et devant la vente d'iceux... » (1), et il demande qu'on limite à 3 ans

(1) Godefroy, *Commentaire de la Coutume de Normandie*, Rouen, 1776.

ou même à un an, la revendication des meubles en vue de l'équité et de la sûreté du commerce.

L'opinion de Godefroy, bien qu'elle n'ait pas prévalu parmi ses confrères du barreau normand, ne resta pas isolée, et quelques années après, les avocats et les conseillers au Parlement de Paris réunis sous la présidence de Lamoignon émettent le vœu significatif que la propriété des meubles soit acquise à celui qui les possède de bonne foi depuis un an.

Le Parlement de Paris, lui, chercha le remède dans une autre direction. Son arrêt de 1636, quoiqu'il ne fît pas jurisprudence et quoique la solution qu'il consacrait n'eût pas triomphé, nous montre une tentative très intéressante pour donner une certaine satisfaction à l'acquéreur de bonne foi, et pour séparer l'abus de confiance du vol proprement dit.

Une personne charge une revenderesse publique d'aliéner deux pendants d'oreilles. Celle-ci, au lieu de les vendre, les engage, et le gagiste de son côté les remet en gage à une autre personne comme garantie d'une dette de 2000 livres. Le propriétaire ayant connaissance de ce qui s'est passé revendique les pendants d'oreille entre les mains du second gagiste. Une sentence intervient aux termes de laquelle le possesseur actuel est condamné à restituer l'objet mais contre remboursement de 2.000 livres. Le propriétaire, auquel le jugement semble illégal, interjette appel devant le Parlement de Paris et insiste sur la jurisprudence constante jusqu'alors suivie. Le défendeur invoque sa bonne foi. Le parlement confirme le jugement de première instance (1).

Ainsi que le fait remarquer M. Jobbé-Duval, « le Parlement de Paris consacre la doctrine d'après laquelle l'acquéreur de bonne foi est autorisé à se faire indemniser par le revendiquant. Si le meuble n'a pas été volé, dans le sens moderne du mot, mais a été aliéné sans droit par le dépositaire, le déposant n'est pas assimilé à la victime

(1) Bardet, *Recueil d'arrêts*, livre VI, ch. VII, tome II, p. 378.

du vol et subit les conséquences de la faute qu'il a commise en plaçant mal sa confiance ».

Mais cet arrêt ne fit pas jurisprudence et dans l'intervalle d'une année, le 5 mars 1637, le Parlement de Paris lui-même rend un arrêt qui consacre une solution opposée : « Une revenderesse publique ne peut engager ce qui lui est donné pour vendre et le maître de la chose peut la revendiquer sans restitution du prix pour lequel elle est en gage ».

Voilà les quelques modifications suggérées durant le ^{xvii}e siècle pour remédier aux inconvénients qui résultaient des principes romains sur la propriété de meubles. Ces propositions, quels qu'aient été leurs mérites, n'ont pas pu pénétrer dans la pratique. Or, les inconvénients signalés plus haut, loin de diminuer, n'avaient fait que s'accroître avec le temps et une solution définitive s'imposait de plus en plus pour mettre finalement un terme aux injustices que nous avons précédemment exposées. C'est là l'œuvre de la doctrine et de la jurisprudence du ^{xviii}e siècle.

84. — Au ^{xviii}e siècle le mouvement d'idées qui s'était dessiné au siècle précédent s'accrut et se généralisa. « La multiplicité des transactions commerciales rendit décidément intolérables les lois qui avaient suffi aux hommes des générations précédentes et, cette fois encore, la transformation du commerce aboutit à d'importants changements (1). »

Mais les magistrats et les auteurs de ce siècle, à la différence de leurs prédécesseurs, ne proposaient plus des solutions visant à atténuer la rigueur du système de la revendication ; ils s'attaquaient à la source même du problème. Puisque le possesseur succombait la plupart du temps faute de pouvoir apporter la preuve de l'acte juridique qu'il invoquait, pour justifier son droit de propriété, ils ont supposé cette preuve faite ; ils ont décidé que le seul fait de la possession suffirait pour faire présumer son titre et encore mieux que la possession constituerait

(1) Jobbé-Duval, *loc. cit.*, p. 221.

un titre de propriété, et c'est ainsi qu'on est arrivé à la fameuse règle : « En fait de meubles possession vaut titre (1). »

85. — Pour arriver à un seul but : protéger l'acquéreur de bonne foi, les réformateurs employèrent des méthodes différentes et les idées à cet égard furent diverses ; nous nous contentons d'exposer les deux systèmes les plus importants entre lesquels les rédacteurs du code eurent la faculté de choisir, c'est-à-dire le système de Pothier et celui de Bourjon.

86. — *Système de Pothier*. Il est assez difficile de dégager l'opinion exacte de Pothier en notre matière. Les quelques passages que nous trouvons dans ses ouvrages concernant la revendication des meubles, sont quelquefois obscurs et édictent parfois même des solutions contradictoires.

L'auteur n'est pas arrivé tout d'un coup à sa théorie définitive, mais graduellement. Il traite de la revendication des meubles dans trois ouvrages successifs et on constate que chaque fois il donne une solution différente.

Tout d'abord, s'inspirant des idées romaines, le grand jurisconsulte part de cette idée que la revendication des meubles est permise, mais qu'elle pourra échouer contre le droit que le défendeur tirera de la possession prolongée, de la prescription.

(1) Nous trouvons cependant au XVIII^e siècle quelques auteurs qui ont persévéré dans la voie tracée par la doctrine du siècle précédent, mais ce ne furent que des exceptions. C'est ainsi que M. de Parence, dans son commentaire manuscrit sur la coutume de Maine, s'inspirant de l'arrêt rendu en 1636 par le Parlement de Paris, proposa que le propriétaire victime de la mauvaise foi du détenteur précaire soit tenu de payer au tiers acquéreur de bonne foi le prix d'achat. « Si le meuble, dit-il, avait été prêté, il y a de l'équité que le maître du meuble rende l'argent à l'acheteur, parce qu'il doit s'imputer la faute d'avoir prêté à un infidèle. » Ferrière, de Rousseau, de Lacombe et d'autres cherchent à réduire le délai de la prescription (Jobbé-Duval, p. 228). Pothier, dans son traité de la possession et de la prescription, préconise la distinction entre la possession revêtue de la bonne foi et du juste titre et celle à laquelle manquent ces deux éléments. Dans le premier cas il se contente d'une possession de trois ans, dans le second il exige la possession trentenaire.

Mais de quelle prescription s'agit-il ? Nous avons signalé le désordre inimaginable qui existait à l'égard du délai nécessaire pour l'usucapion et que selon l'opinion qui l'emporte aujourd'hui le droit commun exigeait une possession de trente ans. Pothier résout ce problème de la manière que voici : A-t-il manqué au défendeur l'une ou l'autre de ces conditions : le juste titre et la bonne foi ? il ne pourrait se couvrir alors que d'une prescription trentenaire, et encore devrait-il, pour l'invoquer, se trouver dans les conditions exigées pour la prescription des immeubles, c'est-à-dire n'avoir pas une possession entachée de précarité. Le défendeur a-t-il, au contraire, possédé le meuble revendiqué avec juste titre et bonne foi ? L'usucapion triennale serait admise. Elle le serait, dit Pothier, alors même que ce meuble serait un objet volé (1).

Pour repousser la revendication du propriétaire, le défendeur doit donc établir qu'il a possédé le meuble pendant trois ans, et que sa possession procède d'un juste titre. Seule la bonne foi sera alors présumée.

Ainsi Pothier nous parle ici de l'usucapion et de ses conditions. Il indique les conditions nécessaires pour que l'usucapion constitue une fin de non recevoir contre la revendication. En cela il n'est nullement novateur ; il ne fait que répéter les principes romains sous Justinien.

Mais comment prouver le juste titre et la bonne foi ? Là, notre auteur nous présente une théorie nouvelle, intéressante, dans laquelle il s'écarte des principes jusqu'alors suivis, c'est-à-dire des principes de l'ordonnance de Moulins en 1536 et de celle de 1667. Après avoir dit que pour la prescription des meubles, il faut une possession avec juste titre et bonne foi, il continue : « Mais comme il n'est pas d'usage de passer des actes par écrit

(1) Pothier, *Traité de la Prescription*, II^e partie, art. 3, n^o 204 et suiv. Mais Pothier se contredit lui-même en ce qui concerne les objets volés quand, dans son introduction au titre XIV de la coutume d'Orléans il dit : « Cette prescription de trois ans qui aux termes du droit n'a pas lieu pour les choses furtives. » Cf. Poincaré, *loc. cit.*, p. 149, note 2.

de l'acquisition qu'on fait des choses meubles, il suffit au possesseur, pour justifier du juste titre d'où procède sa possession de la chose pour laquelle il oppose la prescription, qu'il fasse reconnaître cette chose soit par les personnes de qui il l'a achetée ou acquise, à quelque autre juste titre, soit par d'autres personnes qui aient connaissance de l'acquisition qu'il en a faite. A l'égard de la bonne foi qui est requise chez le possesseur, le juste titre la fait assez présumer tant que celui à qui la prescription est opposée ne justifie pas le contraire. »

Ainsi Pothier permet au défendeur de prouver, toujours en vue de se servir de la prescription, le juste titre par témoin. Celui-ci n'aura pas besoin de se conformer aux règles de l'ordonnance de 1667. La preuve testimoniale est permise dans tous les cas. Quant à la bonne foi elle se présume jusqu'à la preuve contraire.

Mais Pothier ne s'en tient pas là, et revenant sur le même sujet dans son *Traité des donations entre mari et femme*, il déclare que la simple affirmation de défendeur suffira : « A l'égard des meubles, comme il est d'usage que les ventes, les donations et les autres genres d'aliénations de meubles s'exécutent et se consomment par la tradition qui s'en fait de la main à la main, sans en dresser acte par écrit, le possesseur, pour cette prescription, *doit être cru de ce qu'il allègue du titre* auquel il dît avoir la chose, pourvu que ce qu'il allègue soit vraisemblable. »

Pothier s'est aperçu que les transactions mobilières et surtout les donations se faisant parfois sans aucune publicité, l'acquéreur se trouvait encore soumis au bon plaisir de l'aliénateur et à chaque instant menacé de perdre le meuble. Il a donc voulu faciliter la preuve du juste titre nécessaire à l'usucapion (1). Pour cela « le possesseur doit être cru de ce qu'il allègue ». Le jurisconsulte se contente de l'affirmation du défendeur : « pourvu que cela soit vraisemblable ».

Il faut remarquer que Pothier ne cherche jusqu'à main-

(1) Poincaré, *loc. cit.*, 151.

tenant qu'à faciliter la preuve des conditions nécessaires à l'usucapion. Il ne s'agit ici que de prouver le juste titre d'où dérivera la prescription triennale. Il le dit expressément «... le possesseur *pour cette prescription* doit être cru de ce qu'il allègue du titre auquel il dit avoir la chose ». Ici encore la preuve du juste titre ou l'affirmation que le défendeur est rentré en possession en vertu d'un juste titre ne suffit guère pour repousser la revendication. Il faut apporter la preuve qu'on possède le meuble depuis *trois ans*. Pour avoir gain de cause, le défendeur doit dire au revendiquant : « Je possède depuis trois ans. J'affirme que cette possession est fondée sur un juste titre. Ma bonne foi est présumée jusqu'à preuve contraire. Je suis en mesure d'opposer la prescription. » Voilà ce que doit dire le défendeur. Mais il échouera s'il se contente de dire : « Je possède et j'affirme que ma possession procède d'un juste titre » sans prouver que sa possession a duré trois ans.

Pothier va encore plus loin dans son Introduction au titre XIV de la Coutume d'Orléans. Il attribue à la possession un rôle nouveau. Jusqu'à maintenant elle ne servait, d'après lui, qu'à faciliter la preuve du juste titre et conséquemment celle de la bonne foi, dans le but de permettre au possesseur d'opposer la prescription à la revendication du demandeur. Désormais elle a une nouvelle fonction : *elle fait présumer la propriété*.

En effet, Pothier nous dit : « Notre coutume ne s'est pas expliquée sur la prescription à l'effet d'acquérir les choses mobilières ; elle n'est pas bien décidée si la prescription de 3 ans avec titre et bonne foi qui avait lieu par le droit civil, a lieu dans le droit français. Imbert et Bugnion, anciens praticiens, pensent qu'elle n'y est pas admise ; d'autres auteurs prétendent qu'elle y est admise. *Il est rare qu'il y ait lieu à la question, le possesseur d'un meuble étant présumé le propriétaire, sans qu'il soit besoin d'avoir recours à la prescription*, à moins que celui qui le réclame et s'en prétend le propriétaire ne justifie qu'il en a perdu la possession par quelque accident comme par un vol qui lui aurait été fait, auquel cas il ne pourrait y

avoir lieu à cette prescription de trois ans, qui aux termes du droit n'a pas lieu pour les choses furtives (1). »

Il est difficile, il faut l'avouer, de dégager le sens exact de ce texte et les auteurs ne sont pas d'accord sur la portée qu'on doit lui attribuer.

Mais à lire le texte on peut vite se rendre compte que Pothier ne parle pas ici d'une présomption que le défendeur invoque au commencement du débat, de manière à rejeter sur son adversaire la charge de la première preuve. S'il en avait été ainsi, l'auteur n'aurait fait qu'assimiler les meubles aux immeubles, car pour ces derniers la possession fait présumer également la propriété, en ce sens que c'est au revendeur d'établir le bien-fondé de sa demande. Et cela n'est certainement pas l'intention du jurisconsulte qui, vu la nature spéciale des transactions mobilières, s'appliquait à favoriser le possesseur du meuble.

Quel est donc le sens exact et précis du texte ?

Quelques auteurs n'y voient que la preuve du juste titre. La possession, disent-ils, fera présumer l'existence du juste titre (2). Il n'y aurait, selon cette opinion, aucun progrès sur les textes précédents, car quelle différence y a-t-il en pratique lorsqu'on dit que la possession fait présumer le titre et que le possesseur est cru de ce qu'il allègue de juste titre ? Remarquons aussi que le juste titre même accompagné de la bonne foi ne suffit pas pour justifier de la propriété, car il faut prouver en outre que la personne de qui émane le juste titre était, elle aussi, propriétaire. Objectera-t-on peut-être que l'auteur est présumé, lui aussi, à cause de sa possession, posséder en vertu d'un juste titre, mais cela ne fait que reculer le problème et on sera obligé de prouver outre le juste titre et la bonne foi une possession continue pendant trois ans, c'est-à-dire la prescription. Or, Pothier nous dit que le possesseur d'un meuble en est présumé proprié-

(1) Pothier, *Coutume d'Orléans*. Introduction au titre de la prescription, art. préliminaire, sect. 1, n° 4, t. I, p. 331.

(2) Ledieu, « De la règle : En fait de meubles possession vaut titre », *Thèse Paris*, p. 28.

taire sans qu'il soit besoin d'avoir reconrs à la prescription.

D'autres croient que, d'après Pothier, la possession constitue une présomption de propriété inéluctable, à moins qu'il n'y ait vol ou abus de confiance, c'est-à-dire à moins que la chose soit furtive, dans le sens large du terme (1). Mais cette théorie nous paraît, elle aussi, inadmissible. En effet, ou bien le meuble est volé et, dans ce cas, nonseulement la présomption tombera mais la prescription triennale ne sera pas possible, ou bien la chose n'est pas furtive et dans ce cas le possesseur sera irréfutablement présumé propriétaire. Donc, selon cette opinion il n'y aurait jamais lieu à prescription triennale. Or, Pothier nous dit que la question de la prescription triennale, bien que rare, se pose quelquefois.

Entre ces deux interprétations extrêmes et erronées, il nous semble falloir en placer une troisième. Nous croyons que selon Pothier la possession fait présumer non pas le juste titre mais la propriété elle-même : «... le possesseur d'un meuble en est *préssumé propriétaire* », nous dit-il. Le possesseur est réputé avoir acquis le meuble en vertu d'un juste titre d'une personne qui était propriétaire. En un mot, il est présumé propriétaire et il n'aura aucune preuve à fournir. Mais, et voilà ce qui nous sépare du deuxième système, cette présomption n'est pas *juris et de jure* mais *juris tantum*. Le propriétaire peut prouver que le possesseur ne possédait pas en vertu d'un titre translatif de propriété, mais en vertu d'une location, d'un dépôt ou d'un gage, ou que, quoiqu'il possède en vertu d'un juste titre, son auteur n'était pas propriétaire du meuble, et ainsi n'avait pas le droit de le lui transférer.

Le revendeur peut faire tomber la présomption de la propriété, telle que nous l'avons expliquée, non seulement en cas de vol et d'abus de confiance (car Pothier ne les distingue pas), mais dans tous les cas, même dans le cas où il n'y pas *furtum* au sens romain du mot. En effet, Pothier nous dit que le possesseur est présumé proprié-

(1) Poincaré, *loc. cit.*, 155.

taire du meuble à moins qu'il ait perdu la possession par quelque accident *comme* le vol. Le jurisconsulte n'exige pas la preuve d'un vol pour détruire la présomption. Il le cite comme exemple ; il n'exclut pas les autres accidents.

A la lumière de notre façon de voir on peut comprendre Pothier lorsqu'il nous dit que la question de la prescription triennale, quoique rare, se pose quelquefois, phrase qui est, comme nous l'avons montré, inconciliable avec le système précédent. En effet, dans de rares hypothèses, le possesseur voyant la présomption de propriété écartée peut invoquer cette prescription, mais il faut pour cela, bien entendu, que la chose ne soit pas furtive. Et cela peut arriver, quoique très rarement, par exemple si la personne qui détient précairement la chose l'aliène de bonne foi, s'en croyant propriétaire.

Pour conclure, la théorie de Pothier, sous sa forme dernière, enseigne que la possession des meubles en fait présumer la propriété. Mais ce n'est qu'une présomption « simple », *juris tantum*, qui peut être détruite par toute preuve contraire et non pas seulement par la preuve du vol au sens large du terme. Ainsi le revendiquant rentrera en possession s'il prouve ou bien que le possesseur ne détient la chose qu'à titre précaire ou bien que la personne de qui il prétend la tenir n'était pas elle-même propriétaire et n'avait pu par conséquent la lui transférer (1).

Du système de Potier on peut rapprocher les idées de

(1) De même, le vendeur non payé pourra obliger le sous-acquéreur de bonne foi à lui restituer le meuble, si la première vente a été consentie sans terme. En effet, conformément aux principes romains conservés en cette matière, la tradition ne transfère pas la propriété en cette hypothèse. Mais, dans ce cas, les auteurs ont cherché à limiter les droits du premier vendeur en l'obligeant d'agir dans un délai très bref, sinon il sera considéré comme ayant accordé tacitement un terme. Jobbé-Duval, *loc. cit.*, p. 232 ; Tournesac, *loc. cit.*, p. 21, note 1. Tournesac reproduit un arrêt du tribunal d'appel de Poitiers du 15 floréal an XI au terme duquel « sous l'empire de la coutume de Paris, le vendeur sans terme peut suivre sa chose en quelque lieu qu'elle ait été transportée ». Tournesac, p. 21, note 1.

Houard (1), de Dessards (2), de Denisart (3), de Cotte-
reau (4) et de certains autres auteurs.

*Système de Bourjon et la jurisprudence
du Châtelet de Paris.*

87. — Quoiqu'il fût un pas appréciable vers la protection du commerce et la sécurité des transactions mobilières, le système de Pothier n'était pas entièrement satisfaisant. La possession des meubles n'est, selon cet auteur, qu'un moyen de preuve, moyen de preuve par excellence, il est vrai, mais rien qu'un moyen de preuve. Le possesseur est présumé propriétaire et nous avons vu que cette présomption n'est qu'une présomption simple, et le propriétaire pourrait revendiquer et reprendre sa chose s'il prouvait que le possesseur détient la chose à titre précaire, ou que, malgré son titre translatif de propriété, son auteur n'est pas propriétaire. Au surplus, Pothier ne distingue pas l'abus de confiance du vol proprement dit ; il admet la notion du *furtum* telle qu'elle existait à Rome. C'est ainsi que le tiers acquéreur n'est protégé que contre la revendication frauduleuse de son auteur ; mais il n'est nullement protégé contre la revendication du vrai propriétaire s'il a acheté à son insu à un non-propriétaire. Dans ce cas, le possesseur, malgré sa bonne foi et bien qu'il ait tout droit de compter sur ce qu'il a acheté, se voit enlever la chose. D'où l'entrave du commerce, le trouble dans les aliénations des meubles.

88. — Pour remédier à cet état de choses, pour enle-

(1) Houard, dans le *Dictionnaire du droit normand* publié en 1781, sous le mot Meuble, nous dit : « Les meubles s'acquièrent par la seule tradition, le possesseur n'a point à justifier sa propriété, la possession la fait présumer du droit, il faut un titre formel pour la lui enlever. »

(2) Dans le *Répertoire universel et raisonné de Jurisprudence* de Guyot, 1785, t. XI, p. 500, sous le mot Meuble, Dessard nous dit : « Celui qui possède des meubles en est *présumé* le propriétaire ; il n'a pas besoin d'autre titre que sa possession. »

(3) Denisart, *Collection de Jurisprudence*.

(4) *Le droit général de la France et le droit particulier de la Touraine*, Tours, 1781, t. II, n° 7279.

ver les entraves qui empêchent le développement du commerce, pour faciliter la circulation des meubles, Bourjon, sous l'inspiration de la Jurisprudence du Châtelet, accorde à la possession une fonction toute neuve, lui attribue une portée qu'elle n'a jamais eue. En fait de meubles, la possession ne fait pas seulement présumer la propriété, mais encore elle *la fait acquérir*. Elle sert non seulement de moyen de preuve, mais encore de moyen d'acquisition. Désormais, la possession a deux rôles : un rôle attributif de propriété et un rôle simplement probatoire.

D'après les systèmes précédents, le possesseur d'un meuble en était présumé propriétaire, mais le vrai propriétaire réussissait à le reprendre chaque fois qu'il apportait la preuve que son adversaire avait traité avec un détenteur précaire. D'après le système de Bourjon, le possesseur conserve, en principe, la chose même s'il est établi qu'il a traité avec une personne qui n'était pas propriétaire. La possession constitue, à elle seule, un titre parfait, autrement dit : « En fait de meubles la possession vaut titre. » La sûreté du commerce l'exige ainsi (1).

Bourjon expose sa doctrine de la manière très nette que voici : « La prescription n'est d'aucune considération, elle ne peut être d'aucun usage quant aux meubles, puisque par rapport à de tels biens, *la simple possession produit tout l'effet d'un titre parfait*, principe qui aplanit toutes les difficultés que le silence que la coutume a gardé sur ces questions, faisait naître ; en effet, quelques-uns prétendaient que, pour acquérir cette prescription, il fallait une possession de trente ans ; mais cela n'était pas raisonnable, vu que pour les immeubles, lorsqu'il y a titre et bonne foi, elle ne requiert entre présents qu'une possession de dix ans, inconvenient qui avait conduit d'autres à dire que, conformément à la disposition des Instituts, il fallait, pour prescrire les meubles, une possession de trois ans. Ces contradictions cessent par le principe adopté et qu'on vient de poser, principe auquel il faut se tenir comme

(1) Bourjon, *Le droit commun de la France*, liv. II, t. I, chapitre VI, section I, p. 145.

étant salulaire ; il est étrange qu'on ait tenté de s'en écarter... — Suivant la jurisprudence du Châtelet, *la possession d'un meuble ne fût-elle que d'un jour vaut titre de propriété*, sauf l'exception ci-après : mais hors ce cas, *la possession quant à ce, vaut toujours titre de propriété...* Duplessis estime qu'avec bonne foi il faut trois ans pour prescrire la propriété d'un meuble et trente ans lorsqu'il n'y a pas bonne foi. Brodeau est du même sentiment. *J'ai toujours vu cette opinion rejetée au Châtelet* où l'on tient pour maxime qu'en fait de meubles *la possession vaut titre*, à moins que le meuble ne soit furtif. La jurisprudence contraire serait préjudiciable au bien public puisque personne, par rapport au meuble, n'exige un titre qui soit tout ensemble justificatif et translatif de propriété, et sur ce chacun se confie et se contente de la possession ; elle est donc suffisante. Ainsi je m'en tiens à cette jurisprudence comme étant salulaire et conforme à l'ordre public et à la sûreté de commerce (1). »

Ainsi la revendication des meubles est en principe interdite. Le droit de suite est supprimé, sauf dans des cas exceptionnels ; il est même supprimé plus complètement qu'il ne l'était à l'époque franque et au Moyen Age, car Bourjon n'autorise pas la revendication du meuble perdu.

Mais, ne nous y trompons pas : jusqu'au XIII^e siècle, la revendication était interdite, le droit de suite impraticable : Pourquoi ? parce que la notion de la propriété n'était pas nettement dégagée, parce que la théorie des droits réels était très confuse, parce qu'un droit de suite était inconcevable, enfin parce que le cadre étroit de la procédure, le fort attachement à la forme, empêchaient toute innovation et faisaient maintenir l'ancienne pratique. Aujourd'hui, c'est tout autre chose. C'est, Bourjon le dit expressément, le commerce qui est en jeu. Ce sont les transactions mobilières qu'on tend à protéger. Auparavant, le droit de propriété était limité faute d'action, aujourd'hui c'est le tiers acquéreur qu'on veut protéger dans l'intérêt de l'ordre public.

(1) Bourjon, *Le droit commun de la France*, liv. III, titre XVII, ch. v, n° 1.

Après avoir formulé le principe qu'« En fait de meubles la possession vaut titre », Bourjon en fait lui-même quelques applications.

En matière du dépôt il dit : « Si le dépositaire avait vendu le meuble, le propriétaire d'icelui ne peut le réclamer des mains de l'acheteur parce qu'en matière de meubles la possession valant titre, la sûreté du commerce ne permet pas qu'on écoute une telle revendication ; il faut donc en ce cas la rejeter ; l'ordre et l'avantage publics l'exigent ainsi » (1). « Il en est de même si le meuble avait été confié à un tiers pour être vendu et que ce tiers eût gardé le prix de la vente ; le propriétaire ne peut inquiéter l'acheteur ; c'est à lui de s'imputer la confiance dont un autre ne peut être la victime. C'est une seconde conséquence qui naît du même principe qu'on vient de poser, qu'en matière de meuble la possession vaut titre de propriété (2). »

89. — Quelle est l'origine de la doctrine de Bourjon ?

Elle nous semble bien provenir d'une généralisation de l'ancienne maxime : « Meubles n'ont pas de suite par hypothèque. »

Voyant que le principe « Meubles n'ont pas de suite par hypothèque » a été maintenu pour protéger le commerce, Bourjon utilise le même moyen pour arriver au même but. N'était-ce pas le motif qui avait été invoqué pour refuser le droit de suite au créancier hypothécaire : « Si les meubles avaient suite par hypothèque, ... le commerce serait grandement incommodé, même aboli presque entièrement, parce qu'on ne pourrait disposer d'une épingle, d'un grain de blé sans que l'acheteur en pût être évincé par les créanciers du vendeur (3). »

Partant de cette idée, Bourjon refuse le droit de suite non seulement au créancier hypothécaire, mais au véritable propriétaire. Ainsi, en partant d'un vieux principe,

(1) Bourjon, liv. VI, t. VIII, ch. III, Section IV, n° XVIII, p. 693.

(2) *Ibid.*

(3) Loyseau : *Des offices*, liv. III, ch. v, n° 23.

« Meubles n'ont pas de suite par hypothèque », on arrive à notre règle fondamentale du droit moderne : « En fait de meubles, possession vaut titre ».

Voilà le moyen dont se sont servis les conseillers du Châtelet et Bourjon pour développer leur doctrine. Mais il fallait un texte dans la Coutume pour lui servir de base. Ce texte, les conseillers du Châtelet l'ont trouvé dans l'article, 182 de la Coutume de Paris. Aux termes de cet article, « la contribution n'a pas lieu si le dépôt se retrouve en nature », en ce cas le déposant a le droit de reprendre sa chose sans subir le concours des autres créanciers ; il n'en sera plus de même si l'objet déposé a été vendu par le dépositaire ; le déposant viendra dans ce cas en concours avec les autres créanciers, car il n'aura pas le droit de reprendre la chose en nature, affirme la jurisprudence du Châtelet. Dès lors, la revendication des meubles contre le tiers acquéreur est interdite, a-t-elle conclu.

En réalité, cette disposition n'avait pas trait aux rapports du déposant avec le tiers acquéreur, elle ne réglait que les rapports du déposant avec les autres créanciers du dépositaire ; mais il fallait un texte pour servir de base aux décisions du Châtelet et il était facile de se servir de l'art. 182, en le détournant de son sens primitif (1).

90. — A quelles conditions Bourjon subordonne-t-il l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ? Le jurisconsulte ne s'explique pas sur ce point. Cependant il ne serait pas inexact, nous semble-t-il, d'affirmer qu'il exige le *juste titre* et la *bonne foi* : Cela ressort tout d'abord du but que l'auteur cherche à atteindre : la protection du commerce. « La sûreté du commerce et l'ordre public exigent qu'en fait de meuble la

(1) Bourjon, après avoir affirmé que le déposant ne peut pas revendiquer le meuble vendu par son dépositaire, explique l'origine de cette règle : « Telle est, dit-il, la jurisprudence du Châtelet, qui se fonde sur l'article 182 qui veut que le dépôt soit en nature, ce qui cesse, lorsqu'il y a vente d'icelui. Ainsi, cette jurisprudence a sa racine dans le texte de la coutume. » Bourjon, *loc. cit.*, liv. VI, t. VIII, ch. III, section IV, p. 695.

possession vaille titre de propriété. » Donc l'auteur semble vouloir ne sacrifier le droit de propriété que dans la mesure où la protection du commerce et l'intérêt de l'ordre public l'exigent.

En second lieu, le grand jurisconsulte paraît substituer la règle « En fait de meubles possession vaut titre » à la prescription de trois ans. Cela ressort du nom qu'il donne au chapitre v, titre XXII, livre III : *La prescription relative aux meubles*. Au seuil de ce chapitre il nous dit : « La prescription n'est d'aucune considération, elle ne peut être d'aucun usage quant aux meubles, puisque, par rapport à de tels biens, la possession produit l'effet d'un titre parfait. »

Enfin, Valin, qui ne fait que développer le système de Bourjon à cet égard, semble exiger le juste titre et la bonne foi (1).

Outre le juste titre et la bonne foi, Bourjon exige que le meuble soit corporel. La règle « En fait de meubles la possession vaut titre » ne s'applique pas aux meubles incorporels. L'auteur, pour justifier cette restriction, nous dit : « pour les meubles et effets mobiliers qu'on appelle en droit commun « créance » il y a titre » (2).

91. — Quelle est la portée du système de Bourjon ? La possession constitue, d'après Bourjon, un titre translatif de propriété. La possession, dit-il, produit tout l'effet d'un titre parfait. Le déposant ne peut pas réclamer le bien aliéné par son dépositaire : Pourquoi ? parce que le tiers en est devenu propriétaire. Mais si ce dernier est devenu propriétaire, ce n'est pas en vertu d'un contrat, une vente, par exemple, car le contrat est absolument incapable de lui transmettre la propriété, cela ne peut

(1) « Le dépositaire qui abuse du dépôt et qui en dispose fait naturellement un vol à celui qui lui a confié ce dépôt ; cependant, ce dernier n'a pas droit de suivre la chose, dès qu'elle est hors de la possession du dépositaire ; la raison en est qu'il a entièrement suivi la foi de ce dépositaire et que cette confiance ne peut pas nuire à un *acheteur de bonne foi*. » (Valin, *Commentaire de la Coutume de la Rochelle*, note sur l'art. 60, p. 240.)

(2) Bourjon, liv. VI, tit. VIII, ch. III, « De la revendication des meubles et effets mobiliers ».

être qu'en vertu de sa possession. Donc la possession, à elle seule, aboutit à faire acquérir la propriété au possesseur et de supprimer par conséquent le droit de suite de l'ancien propriétaire.

Gardons-nous cependant de croire que cela était la seule fonction de la possession dans le dernier état du droit français. Gardons-nous de croire que Bourjon a rompu tout à fait avec les systèmes précédents. En effet, notre auteur, suivant toujours en cela la jurisprudence du Châtelet, ne fait qu'accorder un effet nouveau à la possession, mais il consacre les effets qu'on lui a déjà donnés.

Bourjon lui aussi se sert de la maxime « En fait de meubles la possession vaut titre » *comme règle de preuve*. La possession fait présumer la propriété, il admet en cela la doctrine de Pothier.

Ainsi au titre II, *Des immeubles en général*, nous lisons : « Leur possession publique à titre de maître, et non par une voie de fait, en fait présumer la légitime propriété ; c'est un effet, mais limité, que leur possession a de commun avec celle des meubles, *nec vi, nec clam, nec precario*, mais leur possession ne produit qu'une présomption et non une *preuve de propriété* pour l'établissement de laquelle il faut titre (1). »

Au titre intitulé *De l'achat des meubles*, le jurisconsulte s'explique plus nettement encore. « L'effet de l'achat des meubles est d'en faire passer la propriété dans la personne de l'acheteur. C'est son effet naturel... pour la preuve de cet achat, il n'est pas nécessaire de rapporter un titre, *il suffit de posséder le meuble*, parce qu'en matière de meubles, la possession vaut titre ; *il suffit donc de la possession, pour la preuve de la translation de propriété*, l'ordre public l'a exigé ainsi indépendamment du laps de temps (2). »

Ainsi d'après Bourjon, la maxime « En fait de meubles la possession vaut titre » a deux aspects. Elle constitue premièrement une règle de preuve, une présomption de propriété dans les rapports entre le possesseur et celui de

(1) Bourjon, liv. II, t. II, ch. I, n° 92.

(2) *Idem*, livre III, tit. II, ch. I, n° 1 et 2.

qui il tient le meuble et protège ainsi l'acquéreur contre les revendications frauduleuses de son auteur. Secondement, elle constitue un mode d'acquisition du droit de propriété dans les rapports entre le véritable propriétaire et le tiers acquéreur qui a acheté *a non domino*, protégeant ainsi le possesseur qui tient son droit d'un détenteur précaire contre la revendication du propriétaire dépossédé.

Cette coexistence des deux aspects de la maxime « En fait de meubles la possession vaut titre » explique les contradictions qui semblent ressortir des différents passages de Bourjon. En effet, comme nous l'avons déjà fait remarquer, notre auteur parle dans quelques passages, de la maxime comme d'une simple règle de preuve, alors que dans d'autres il lui attribue un rôle attributif de la propriété. Ces contradictions inexplicables pour quelques auteurs deviennent toutes naturelles si l'on se souvient que notre maxime est appliquée dans la pratique dans deux sens différents : entre le possesseur et celui de qui il tient la chose, elle constitue une présomption de propriété susceptible d'être détruite par la preuve contraire ; entre le propriétaire et un tiers, elle constitue un mode d'acquisition de la propriété, véritable fin de non recevoir opposable à la revendication du propriétaire dépossédé (1).

92. — Bourjon ne voit pas dans la maxime « En fait de meubles la possession vaut titre » une règle absolue. Il y apporte quelques exceptions. En principe la revendication des meubles contre le tiers acquéreur est interdite, sauf dans des cas exceptionnels. Quelles sont ces exceptions ? L'auteur en cite quatre.

I. La revendication du meuble furtif ou volé est admise. « La chose furtive peut être revendiquée partout où on la trouve (2). » Après avoir indiqué que dans la thèse générale les meubles ne sont pas sujets à suite, l'auteur

(1) Tournesac, *loc. cit.*, p. 29, note 2.

(2) Bourjon n'admet aucune prescription pour les choses furtives. Cf. liv. III, t. XXXI, ch. v, n° 2.

dit : « Cependant l'effet mobilier furtif peut être revendiqué même des mains de l'acquéreur de bonne foi, pourvu que le furt soit constaté ; c'est juste exception à ce que dessus (1). » Un peu plus loin nous lisons : « ce qui dessus (le principe « En fait de meubles la possession vaut titre ») reçoit une exception : dans le cas du vol, la chose volée peut se revendiquer même entre les mains de celui qui l'aurait *achetée de bonne foi*, c'est une autre exception à la règle que meuble n'a suite qu'on a déjà observée ci-dessus et que l'ordre oblige de reprendre » (2).

Pour expliquer la revendication des choses volées, Bourjon dit : « On a vu que le meuble furtif peut être revendiqué, parce que *le furt est un vice* qui suit la chose dans les mains de tel possesseur qu'elle passe, et qui fonde la revendication (3). » En effet, « le vice de furt suit la chose partout et l'assujettit à ce droit de suite : autrement la poursuite et la preuve du vol deviendraient souvent inutiles. Il faut donc tenir pour constant que le meuble volé peut être revendiqué dans telles mains qu'on le trouve, pourvu que le vol soit prouvé » (4).

Bourjon prend le mot vol dans le sens étroit du terme. Il ne s'agit pas ici du *furtum* dans le sens romain du mot. On n'entend par vol que la soustraction frauduleuse. Il ne comprend pas l'abus de confiance. A l'exception du vol proprement dit, le jurisconsulte n'admet pas la revendication en cas d'abus de confiance (5).

Mais la revendication des meubles volés est-elle permise dans tous les cas ? Non, dans deux cas le droit de suite est refusé à la victime du vol et ici on apporte une

(1) Bourjon, tome I, livre II, ch. VI, section première, n° II.

(2) *Idem*, liv. I, t. VIII, ch. III, section IV, n° XIV.

(3) *Idem*, liv. II, t. I, ch. VI, section première, n° VII.

(4) *Idem*, liv. VI, t. VII, ch. III, sect. 1^{re}, n° XIV.

(5) « Si le dépositaire avait vendu le meuble déposé, ... si le meuble avait été confié à un tiers pour être vendu, et que ce tiers eût gardé le prix de la vente, le propriétaire ne peut inquiéter l'acheteur. C'est à lui de *s'imputer la confiance* dont un autre ne peut être la victime. » Bourjon, *loc. cit.*, l. VI, t. VIII, ch. III, sect. IV, n° XVIII et XIX. Il y a là une pure reproduction de l'ancien adage germanique : « Wo man seinen Glauben gelassen hat, da muss man ihn wieder suchen. »

exception à l'exception et on rentre par conséquent dans le domaine de la règle que la revendication n'a pas lieu. Ainsi « le droit de revendication cesserait si la chose avait été adjudgée par l'autorité de la justice. Telle voie de propriété écarte tout droit » (1). De même la revendication du meuble n'aurait pas lieu s'il avait été acheté d'un marchand ayant qualité pour le vendre (2).

Ce n'est pas tout. Il existe une autre sorte d'exception ; mais il ne s'agit pas là de refuser le droit de suite à la victime du vol, on le lui accorde mais sous une condition. Pour pouvoir reprendre son meuble volé, le propriétaire doit payer à l'acquéreur le prix qu'il lui a coûté. Le remboursement du prix est exigé dans deux cas :

1^o Lorsque l'acheteur, ayant reconnu que la chose était volée et que le voleur l'offrait à vil prix affirme qu'il ne l'a achetée que pour le compte du maître, qui, sans cela, l'aurait perdue ;

2^o Lorsque la chose dérobée a été achetée en foire ou en marché public (3).

II. La deuxième exception est ainsi présentée : « Celui qui a vendu un meuble sans jour et sans terme, espérant en être payé comptant, peut suivre et revendiquer la chose, même des mains de l'acheteur de bonne foi (4). » Cette exception s'explique très mal et nous montre que le Châtelet de Paris et Bourjon n'avaient pas un système bien net et bien clair de la maxime qu'ils venaient d'introduire dans la pratique. En effet, comme nous l'avons vu, se-

(1) Bourjon, liv. VI, t. VIII, ch. III, section IV, n^o XV.

(2) « L'exception en reçoit une elle-même ; en effet, nonobstant cette preuve du vol, le droit de revendiquer des mains d'un légitime acheteur le meuble volé n'aurait pas lieu, s'il avait été acheté d'un marchand ayant qualité pour le vendre ; la *sûreté* publique le veut ainsi. C'est l'exception à l'exception même que l'ordre public fonde et que l'usage confirme » ; — Bourjon, liv. III, tit. II, ch. I, n^o IV.

(3) Bourjon, liv. III, tit. II, ch. I, n^o 6. La distinction entre le cas où l'on achète le meuble d'un marchand ayant qualité pour le vendre et celui où on l'achète dans une foire où dans un marché public, pour refuser totalement la revendication dans le premier et la soumettre au remboursement du prix dans le second, ne nous semble pas s'expliquer très bien.

(4) *Idem*, tome I, liv. II, titre I, ch. VI, sect. II, n^o IV.

lon les principes du droit romain, consacré par le droit coutumier, la tradition d'un meuble vendu sans terme n'en transfère pas la propriété tant que le prix n'en est pas payé. Dès lors, le vendeur non payé reste propriétaire, et Bourjon, suivant toujours le Châtelet de Paris, lui permet exceptionnellement de revendiquer la chose si l'acheteur venait à la revendre (1).

III. « Tout meuble déjà saisi et exécuté et mis sous la main de la justice peut être suivi et revendiqué (2). »

IV. « Le propriétaire a le droit de suite et de revendication sur les meubles de son locataire qui ont garni la maison encore qu'ils ne fussent pas saisis ni gagés à sa requête... Mais pour la validité de cette revendication, il faut qu'elle se fasse dans un terme bref, autrement elle n'est pas admissible (3). »

CONCLUSION.

93. — Telle est la doctrine de Bourjon pour la formation de laquelle il s'inspire toujours de la jurisprudence du Châtelet de Paris (4).

(1) Pour expliquer cette disposition, Bourjon nous dit que, dans ce cas, le vendeur n'a confié la chose que dans l'espérance d'un paiement qui devait se faire incontinent, sans suivre la foi ni la solvabilité du prétendu acheteur (liv. VI, t. VIII, ch. III, sect. IV, n° XXI). Mais cette explication n'a rien de juridique et n'enlève pas la confusion que Bourjon lui-même a de la maxime qu'il vient de poser.

(2) Bourjon, tome I, livre II, titre I, ch. VI, sect. II, n° XIII.

(3) *Idem*, sect. II, n° IX.

(4) On a soutenu néanmoins que Bourjon pour constituer son système a dénaturé la jurisprudence du Châtelet. On cite comme témoignage de cette idée le passage suivant de Denizart, procureur auprès de ce tribunal : « La coutume de Paris n'a point réglé, et je n'en connais point qui fixe le temps pendant lequel il faut posséder un meuble pour en acquérir la propriété. Nous tenons au Châtelet pour maxime certaine que celui qui est en possession de meubles, bijoux et argent comptant, en est *réputé propriétaire*, s'il n'y a titre au contraire (Denizart : *Collection de Jurisprudence*, v° Prescription, n° 40).

S'il n'y a titre, au contraire, cette réserve prouve bien, dit-on, que Denizart ne donne pas à la possession la même extension que Bourjon.

Il est facile de réfuter cette assertion. En effet, si on compare ce passage avec un autre du même auteur on se rendra vite compte qu'il faut se garder de mettre trop vite les deux jurisconsultes en contra-

Selon cette doctrine, à part quelques hypothèses exceptionnelles la possession, outre qu'elle fait présumer la propriété des meubles et sert ainsi de moyen de preuve, en fait acquérir la propriété et constitue de cette façon un mode propre d'acquisition de propriété. En d'autres termes, « En fait de meubles possession vaut titre » avec les deux aspects que présente cette maxime, comme nous l'avons vu.

La doctrine de Bourjon ne resta pas isolée. Valin, dans son *Commentaire de la coutume de la Rochelle* l'adopte et l'expose brièvement, il est vrai, mais avec une netteté et une précision remarquables. « L'abus du dépôt, nous dit-il, ne donne pas droit de suite. Le dépositaire qui abuse du dépôt ou qui en dispose commet naturellement un vol à l'encontre de celui qui lui a confié le dépôt ; cependant, ce dernier n'a pas le droit de suivre la chose dès qu'elle est hors de la possession du dépositaire ; la raison est qu'il a entièrement suivi la foi du dépositaire et que cette confiance ne peut nuire à un acheteur de bonne foi (1). »

diction. « Lorsqu'il s'agit, dit Denizart, de la vente d'une chose mobilière d'autrui, celui qui l'aurait achetée de bonne foi pourrait la garder, sauf le recours de propriétaire contre le vendeur, à moins qu'elle n'eût été dérobée ».

Si donc on estime que Denizart contredit Bourjon, il faut dire qu'il se contredit aussi lui-même. D'ailleurs, cette prétendue contradiction nous l'avons trouvée même chez Bourjon. En réalité, cette prétendue contradiction s'explique chez l'un comme chez l'autre, par la coexistence de deux aspects de la maxime « En fait de meubles la possession vaut titre ».

Comme nous l'avons déjà dit, cette maxime a deux effets : suivant les cas, elle fait présumer la propriété ou la fait acquérir. Ainsi la doctrine de Denizart et celle de Bourjon, loin de se contredire, sont en parfaite harmonie.

(1) Valin, *Commentaire de la Coutume de la Rochelle*. Note sur l'art. 60, p. 240.

APPENDICE

L'origine de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

94. — Le rejet de la revendication mobilière n'est pas propre au XVIII^e siècle ; il remonte aux lois barbares.
95. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne trouve cependant pas son origine dans ces lois.
96. — L'adage « Meubles n'ont pas de suite » et la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne sont pas synonymes.
97. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne remonte pas au delà du XVIII^e siècle.
98. — C'est chez Bourjon qu'elle a été puisée.
99. — Le système de cet auteur n'est cependant pas passé tel quel dans le code civil français.
-

94. Nous avons exposé le système traditionnel sur le rôle qu'a joué la possession mobilière dans l'Ancien Droit français. Depuis les lois barbares jusqu'à la fin de l'ancien régime, la revendication était en principe interdite, sauf à l'époque de la renaissance du droit romain où elle a été possible.

Cependant, cette théorie n'est pas universellement admise. Contre elle s'est élevée une théorie soutenue par M. Van Bemmelen dans son remarquable ouvrage : *Le système de la propriété mobilière*. L'éminent auteur a, par une étude approfondie des textes de l'ancien droit, cherché à démontrer que la revendication mobilière existait chez les Germains et que l'atteinte portée à la propriété des meubles ne date que du XVIII^e siècle. Il invoque à l'appui de sa thèse, certains textes des lois des Wisigoths, des Burgondes et des Ripuaires (1).

(1) Loi Wisigoths, livre V, titre IV, § 8 ; — Loi Burgondes, livre XXII, t. I ; — Loi Ripuaires, XXII, 1.

Nous avons déjà réfuté cette doctrine en montrant que ces textes sont d'une clarté douteuse et d'une rédaction relativement récente et que l'influence du droit romain n'y est pas étrangère.

Le rejet de la revendication n'est donc pas propre au xviii^e siècle. Il existait dans les lois barbares dès le v^e siècle ; l'adage « Meubles n'ont pas de suite » y était consacré sinon dans ces termes du moins dans son esprit.

95. — Mais peut-on conclure que la règle consacrée par l'article 2279 du C. C. français trouve son origine dans les lois barbares, dans les coutumes franques et germaniques ?

L'affirmation a été soutenue par un très grand nombre d'auteurs (1). Ceux-ci ont été tellement frappés par l'analogie entre la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » et l'adage « Meubles n'ont pas de suite » qu'ils ont déduit sans hésitation que l'origine de l'article 2279 remonte aux coutumes germaniques. En effet, le résultat est le même dans les deux principes : le propriétaire dépossédé ne peut pas revendiquer la chose entre les mains du tiers acquéreur.

Cependant cette doctrine ne nous semble pas bien fondée. Après une étude approfondie de la matière, on s'aperçoit que, malgré la similitude du résultat, l'adage *Mobilia non habent sequelam* et la règle « En fait de meubles possession vaut titre » n'émanent pas des mêmes principes. Alors que, dans les lois barbares, le rejet de la revendication mobilière résultait de la confusion qui existait entre la propriété et la possession, de l'absence d'une conception abstraite de la propriété existant en dehors de la détention matérielle et, enfin, des principes

(1) De Folleville, *Traité de la possession des meubles*, ch. I, n^o 14, p. 16 ; — Ortlieb, *loc. cit.*, p. 114 ; — Renaud, « L'article 2279 du Code civil français interprété par ses origines germaniques. Traduction et analyse par M. Chauffour », *Revue de législation et de jurisprudence*, 1845, I, p. 371 ; — Saleilles, *De la possession des meubles, étude de droit allemand et de droit français* ; — Josserand, *Cours de droit civil positif français*, 3^e éd., t. I, p. 896, semble admettre également la même doctrine.

formalistes de l'ancienne procédure à une époque où l'organisation des actions limitait le nombre et la nature des droits à exercer, ou en d'autres termes, il n'y avait de droits que ceux qui résultaient des quelques procédures spéciales, au xviii^e siècle le rejet de la revendication résulte d'une fin de non recevoir constituée par la possession. Celle-ci fait acquérir la propriété au possesseur et lui donne ainsi une arme devant laquelle la revendication échouerait.

En outre, les deux adages répondent à des nécessités différentes. L'un a pour résultat de limiter le droit du propriétaire faute d'action, l'autre a pour but de protéger le commerce et de donner la sécurité aux transactions mobilières.

Enfin, il apparaît nettement de l'exposé des motifs de Bigot de Préameneu ainsi conçu : « Dans le droit français on n'a point admis à l'égard des meubles une action possessoire distincte de celle sur la propriété », que l'action en revendication est en principe admise en matière mobilière ; il reste donc dans le droit français une action en revendication basée sur la propriété. Mais si le propriétaire ne réussit pas dans cette action, cela tient à ce que le possesseur tire de sa possession une fin de non recevoir, cela tient à ce que le possesseur devient propriétaire par le seul fait de sa possession et fait perdre ainsi à son adversaire le fondement de sa demande. Au contraire, la revendication est essentiellement interdite dans les lois barbares.

96. — Il ressort clairement de ce que nous venons de dire que la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » et l'adage « Meubles n'ont pas de suite » sont loin d'être synonymes ; bien au contraire, ils posent des principes opposés. « Meubles n'ont pas de suite », cela signifie que les meubles ne peuvent pas être suivis, autrement dit qu'ils ne peuvent pas être revendiqués. L'action en revendication est donc interdite dans les lois barbares. La maxime « En fait de meubles possession vaut titre » signifie que la possession en matière de meubles constitue, à elle seule, un mode d'acquisition de la propriété. La

maxime ne supprime pas directement la revendication. Celle-ci existe, et, comme pure conception juridique, elle est inattaquable. Seulement, son champ d'action se trouve très restreint. La possession constitue contre elle une fin de non recevoir qui la fait échouer le plus souvent.

Ainsi les deux maximes, quoiqu'elles partent de deux points opposés, arrivent à peu près au même résultat : en fait de meubles, la revendication n'a pas lieu ou, en employant l'expression de M. Jobbé-Duval, « partis des deux extrémités opposées de l'horizon les praticiens du Moyen Age et les magistrats des temps modernes finirent par se rencontrer ».

Cependant une différence essentielle subsiste toujours entre les deux adages : l'un arrive à rejeter la revendication directement, tandis que l'autre n'y arrive qu'indirectement et par voie de conséquence.

97. — La maxime « En fait de meubles possession vaut titre » ne trouve pas son origine dans les lois barbares, ni dans celles du Moyen Age. Ce n'est pas une autre forme de l'adage « Meubles n'ont pas de suite ». Les conseillers du Châtelet de Paris auxquels notre maxime doit sa naissance ignoraient absolument les traditions nationales sur notre sujet, et ils se déterminèrent pour des motifs qui n'auraient pas été compris par les rédacteurs des Assises de Jérusalem ou des vieilles coutumes de Bordeaux (1). Cette maxime ne remonte pas au delà du XVIII^e siècle (2).

98. — Etant fixé sur ce fait que l'origine de l'art. 2279 ne remonte pas au delà du XVIII^e siècle, il nous importe maintenant de chercher dans quel auteur cet article a été puisé.

Il est très facile de se rendre compte que la règle : « En fait de meubles possession vaut titre » ne pouvait être em-

(1) Jobbé-Duval, *loc. cit.*, p. 222.

(2) Voir, dans ce sens, Jobbé-Duval, *loc. cit.*, p. 222 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *De la prescription*, n^o 836 ; — Virgile, *loc. cit.*, p. 182 et suiv.

pruntée qu'à Bourjon. Pothier ne fournissait pas cette règle. Bourjon seul avait traité de la matière avec quelques développements dans un livre fort goûté des praticiens de l'époque et qu'assurément ils devaient connaître.

A lire le passage de Bigot de Préameneu, le seul important dans tous les travaux préparatoires, on se persuade vite de l'exactitude de notre assertion. Dans l'exposé des motifs, il dit : « Le droit romain accordait sous le nom de *interdictum utrubi* une action possessoire à ceux qui étaient troublés dans la possession d'une chose mobilière. Mais dans le droit français on n'a point admis à l'égard des meubles une action possessoire distincte de celle sur la propriété. On y a même regardé le seul fait de la possession comme un titre ; on n'en a pas ordinairement d'autres pour les choses mobilières. Il est d'ailleurs le plus souvent impossible d'en constater l'identité, et de les suivre dans leur circulation de main en main. Il faut éviter des procédures qui seraient sans nombre, et qui le plus souvent excéderaient la valeur des objets de la contestation. Ces motifs ont dû faire *maintenir* la règle générale suivant laquelle « En fait de meubles la possession vaut titre » (1).

Ce passage nous montre d'une façon nette que les rédacteurs du code n'ont pas inventé la règle qu'« En fait de meubles la possession vaut titre ». Ils n'ont fait que consacrer officiellement une règle qui s'appliquait déjà d'une manière générale. « Ces motifs ont dû faire *maintenir la règle générale*, dit Bigot de Préameneu, suivant laquelle en fait de meubles la possession vaut titre. »

Or, si cette règle nous est venue de l'ancien droit, c'est certainement chez Bourjon et chez les auteurs qui s'en inspirent qu'elle a été puisée, car le passage de Bigot de Préameneu nous paraît comprendre dans ses grandes lignes la théorie de ce grand jurisconsulte. En effet, Bigot de Préameneu semble admettre le principe de la revendication. « Il n'y a pas, dit-il, à l'égard des meubles une action possessoire distincte de celle de la propriété. » Donc, d'a-

(1) Bigot de Préameneu, *Exposé des motifs dans Fenet*, tome XV, p. 600.

près lui, il y a, en fait de meubles, une action en revendication qu'il appelle « action sur la propriété ». Et, après avoir admis ce principe, il fait de la possession une fin de non recevoir qui la fait échouer la plupart du temps. « On y a (c'est-à-dire dans l'action en revendication) regardé le seul fait de la possession comme un titre. » Or, c'est bien là la théorie de Bourjon. La revendication n'est pas, d'après ce dernier, complètement supprimée en matière mobilière. Cet auteur a simplement donné à la possession la force de faire acquérir la propriété. Cette règle, sans porter atteinte au principe même de la revendication, arrive à la supprimer par voie de conséquence, chaque fois qu'elle trouve réunies ses conditions d'application. En un mot, selon Bourjon, la revendication n'est ni limitée ni abrogée, en principe, mais pratiquement la possession la fait échouer dans la plupart des hypothèses. Les idées de Bourjon nous semblent bien indiquées dans le passage des travaux préparatoires que nous avons indiqué.

On peut se demander pour quel motif les rédacteurs du code se sont écartés, en notre matière, de leur guide habituel, Pothier. La raison en est que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » était universellement admise. Elle était appliquée d'une façon tellement générale qu'elle est passée dans le code sans discussion et c'est à peine si Bigot de Préameneu éprouve le besoin de la justifier dans l'exposé des motifs. Ainsi Merlin, dans son ouvrage *Questions de droits*, nous apporte-t-il son témoignage de contemporain et certifie-t-il que la règle : « En fait de meubles possession vaut titre » est bien passée telle qu'elle était et sans aucune modification de l'ancien droit dans le Code civil (1).

(1) Merlin, *Questions de droit*, Bruxelles, 1829. « Toute circonstance à part et en thèse générale, il faut se déterminer par le principe qu'en fait de meubles la possession vaut titre. »

Ce principe était universellement reconnu, même avant que l'article 2279 C. C. l'eût consacré. Aussi ai-je vu rendre au Châtelet en 1777 une sentence contradictoire par laquelle le duc de la R... fut déclaré non recevable à revendiquer sur un tiers des tableaux que celui-ci tenait d'une actrice qui prétendait les avoir reçus du duc de la R... à titre de donation.

99. — Cependant nous n'oserions prétendre que la théorie de Bourjon soit passée tout entière et telle quelle dans le Code civil français. Les rédacteurs ne l'ont pas servilement reproduite, et nous verrons que, sur bien des points, ils ont modifié les règles posées par cet auteur. Nous voulons dire, seulement, que dans son principe et sa portée générale le système de Bourjon a été adopté par eux. C'est cette idée qui nous servira de guide dans l'exposé du rôle de la possession mobilière dans le droit moderne auquel nous arrivons maintenant (1).

(1) Il faut toutefois se garder d'attribuer à Bourjon la paternité de la maxime reproduite dans l'art. 2279. L'auteur est loin de regarder la maxime comme sienne ; il n'emploie pas le langage d'un créateur, d'un homme qui cherche à faire entrer une maxime nouvelle dans la pratique judiciaire de son temps ; il donne au contraire cette formule comme reçue, il nous dit lui-même que la maxime « En fait de meubles la possession vaut titre » doit son existence à la jurisprudence du Châtelet. Dès lors si c'est à Bourjon que revient le mérite de nous avoir exposé une théorie assez nette et bien développée, dans son ensemble, sur la maxime « En fait de meubles possession vaut titre », c'est au Châtelet de Paris que revient le mérite de l'avoir inventée, d'en avoir eu la première idée. (Voir dans ce sens Planiol et Ripert, *Traité élémentaire de droit civil*, avec le concours de Jean Boulanger, t. I^{er}, Paris, 1942, p. 1101, note 1 ; — Jossierand, *loc. cit.*, t. I, p. 896).

DEUXIÈME PARTIE

DU RÔLE DE LA POSSESSION
MOBILIÈRE
DANS LE DROIT MODERNE

DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

DU ROLE DE LA POSSESSION MOBILIERE EN GÉNÉRAL

1. — Sens de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ».
2. — Système de Toullier.
3. — Système de la prescription instantanée.
4. — Système de la présomption de propriété.
5. — Système de l'acquisition légale.
6. — Portée de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ».
7. — Les auteurs la déclarent inapplicable dans les rapports entre le possesseur et son auteur.
8. — Etude de la jurisprudence à cet égard.
9. — Les auteurs qui écartent l'application de la maxime dans les rapports entre le possesseur et son auteur ont été déterminés par des motifs d'utilité pratique.
10. — Comment ces auteurs justifient juridiquement la non-application de la maxime dans ce domaine.
11. — Comment ce principe s'explique d'après nous.
12. — Les précédents historiques sont en conformité avec le principe qui exclut l'application de la règle de l'art. 2279 dans les rapports entre possesseurs successifs.
13. — A qui incombe la preuve de la succession des possessions ? En quoi consiste-t-elle ?
14. — Domaine précis de l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».
15. — La possession accorde-t-elle une protection spéciale au possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble ?
16. — La doctrine qui soutient la négative.
17. — Systèmes proposés pour secourir le possesseur dans ses rapports avec son auteur sans dépasser les limites de droit commun.
18. — Réfutation du Système de Planiol qui entend protéger ce possesseur avec l'idée de la présomption générale de propriété attachée à toute possession.
19. — Réfutation du système qui cherche à protéger le possesseur par l'idée de délit.
20. — Réfutation du système qui cherche à le protéger par l'idée de bonne foi.

21. — Réfutation du système qui cherche à le protéger par l'idée de précarité.
22. — Incapacité des principes de droit commun d'accorder une protection efficace au possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble.
23. — Dans ce domaine, la possession accorde à son titulaire une faveur spéciale : elle établit à son profit une présomption de titre.
24. — Cette doctrine est en pleine conformité avec les précédents historiques.
25. — Quel est le siège législatif de cette présomption de titre.
26. — Du rôle de la possession mobilière en droit français.
27. — Confusion commise dans la doctrine et la jurisprudence.
28. — La possession remplit en matière de meubles les mêmes rôles que remplit la prescription en matière d'immeubles.
29. — Du rôle de la possession mobilière en droit égyptien.
30. — Du rôle de la possession mobilière dans les législations allemande et suisse.
31. — Plan de la deuxième partie.

1. — A la base de l'organisation de la propriété mobilière, le législateur français de 1804 a énoncé dans l'article 2279, l'un des plus importants du Code civil, qu'« En fait de meubles la possession vaut titre ».

Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'a-t-il voulu dire par cette formule ? Qu'entend-on par « la possession vaut titre » ?

« En fait de meubles possession vaut titre ». A prendre en soi cette formule, on n'en aperçoit pas d'une manière très nette la signification. Cette disposition, sous la forme par trop concise et vague qu'elle a prise, ne facilite pas la tâche de l'interprète. Elle a provoqué de nombreuses divergences que très peu d'autres textes ont suscitées. Ce manque de précision et de netteté dans la rédaction du texte a donné lieu à de multiples équivoques qui n'ont pu être dissipées par l'effort de près d'un siècle et demi, effort conjugué de la doctrine et de la jurisprudence.

Une difficulté très sérieuse, à laquelle se heurte l'interprète, consiste à savoir le sens du mot « titre ». Qu'entend-on par ce mot ? En effet, ce terme peut avoir, dans la terminologie juridique, trois significations différentes : il peut désigner, tout d'abord, l'acte, l'*instrumentum*, le signe

matériel constatant la convention ; il peut désigner ensuite ce qu'on appelle en droit le juste titre, c'est-à-dire l'acte juridique qui a pour objet de transférer la propriété, mais qui ne produit pas son effet en raison d'une cause qui lui est étrangère ; il peut désigner enfin le mode d'acquérir, la cause légale de transmission de la propriété.

Lequel de ces trois sens le législateur a-t-il voulu donner au mot « titre » dans l'article 2279 ? La question est primordiale, car la signification de cet article change totalement selon le sens qu'on attribue à ce mot.

A-t-on employé le mot titre dans le premier sens, le sens de l'*instrumentum*, la règle « En fait de meubles possession vaut titre » signifierait que la possession servirait de preuve de la propriété, elle prouverait l'acte juridique en vertu duquel la propriété est transférée au possesseur, elle tiendrait lieu d'écrit constatant la cause juridique translatrice de la propriété. En d'autres termes, la possession constituerait une présomption de propriété. Mais cela ne pourrait être qu'une présomption simple. On pourrait la détruire en établissant que l'acte juridique dont la possession servirait de preuve serait incapable de transférer la propriété, en démontrant, par exemple, qu'il serait nul ou qu'il émanerait d'une personne qui n'aurait pas qualité pour le faire.

Le législateur a-t-il voulu se servir du mot « titre » dans le sens de juste titre, la règle « En fait de meubles possession vaut titre » signifierait alors que le possesseur d'un meuble serait dispensé de prouver son juste titre quand il invoquerait la prescription abrégée. Mais cela serait tout, il lui resterait, pour acquérir la propriété, à prouver sa bonne foi et la durée exigée.

Le législateur a-t-il enfin entendu le mot « titre » dans le sens de mode d'acquisition, de cause de translation de la propriété ? La règle « En fait de meubles possession vaut titre » signifierait en ce cas que la possession des meubles fait acquérir la propriété, qu'elle constitue à elle seule un mode attributif de la propriété.

Ainsi, voyons-nous que la règle de l'art. 2279 peut avoir des interprétations différentes, selon le sens qu'on

attribue au mot « titre ». Pour en dégager la véritable signification, il importe donc de résoudre le problème du sens voulu de ce terme. Or, la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne peut nous être d'aucun secours à cet égard.

Mais si cette règle avec sa teneur si concise et si vague ne nous offre aucun guide qui puisse nous permettre d'en dégager la signification, l'art. 2279 qui la contient ne nous laisse pas totalement dans l'embarras. Après avoir dit dans le premier alinéa qu'« en fait de meubles possession vaut titre », le législateur nous dit dans le deuxième, « Néanmoins, celui qui a perdu ou auquel a été volé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la trouve, sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient ».

Le deuxième alinéa admet donc, exceptionnellement, de la part du vrai propriétaire, l'action en revendication contre le possesseur. Dans deux hypothèses exceptionnelles, de perte ou de vol, le propriétaire peut poursuivre et revendiquer le meuble entre les mains de tout possesseur. Or, si l'exception consiste à admettre la revendication, on peut en conclure que la règle avait pour but de l'écarter (1).

Nous arrivons ainsi à ce résultat qu'en fait de meubles la revendication du propriétaire n'est pas admise contre le possesseur, sauf dans certains cas exceptionnels, dans le cas de perte ou de vol.

Voilà toute l'explication que peut nous donner le texte de l'art. 2279. Mais cela ne nous avance pas beaucoup. Nous ne donnerions pas la signification exacte de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » si nous nous contentions d'affirmer qu'en matière mobilière la revendication de propriété est, en principe, impossible. Ce n'est pas du tout le sens de la règle. Ce n'est que le résultat auquel aboutit son application. Il ne faut pas confondre le moyen

(1) De Folleville, *Traité de la possession des meubles et des titres au porteur*, Paris, 1875, n° 6 ; — Josserand, *Cours de droit civil positif français*, 3^e éd., n° 894.

que constitue notre maxime avec le résultat auquel elle mène. Dire que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » laisse entendre qu'on ne revendique pas les meubles, équivaut à dire que la vente signifie le transfert de la propriété, or la première aboutit au second, mais les deux ne sont nullement synonymes. Gardons-nous donc de donner à la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » ce sens qu'en matière mobilière la revendication n'a pas lieu.

D'ailleurs ce dernier principe n'est pas, à notre avis, strictement correct ; il ne serait pas totalement juste d'affirmer, comme le font plusieurs auteurs, que la revendication des meubles n'est pas admise. Certes, le droit de suite est de l'essence même du droit de la propriété. On ne peut concevoir la propriété sans son corollaire indispensable : la revendication. La revendication est, comme principe juridique, intacte et inébranlée. Dire sans précision qu'on ne revendique pas les meubles serait la négation même de la propriété mobilière. Seulement, la possession aboutit, comme nous le verrons, à faire repousser la revendication le plus souvent en pratique. La possession dans la plupart des cas produit un effet qui la détruit. C'est là le seul point de liaison.

Le possesseur d'un meuble est armé contre l'action du propriétaire exactement comme l'acheteur est armé contre l'action du vendeur. Mais il s'agit de savoir comment et par quel mécanisme, la possession protège son titulaire ; comment et par quel mécanisme, elle met fin à l'action en revendication du propriétaire. Et c'est là, à notre avis, le véritable sens de notre fameuse règle « En fait de meuble possession vaut titre ».

Or, la concision excessive du texte, le vague, le flottement des travaux préparatoires, l'équivoque et le désaccord dans les anciens auteurs ont fait de cette question l'une des plus controversées de notre droit moderne. En somme, les auteurs, aussi bien que les tribunaux, partis sans guide ni lumière, ne pouvaient arriver à la même solution. Les uns et les autres envisageaient la question sous un angle différent, d'où de multiples systèmes.

2. — Un premier système, celui de M. Toullier, doit être énergiquement repoussé car il ne présente pas l'apparence même de justesse. Cet auteur ne reconnaît à la possession mobilière qu'un effet très limité. Elle ne fait que dispenser le possesseur de prouver le juste titre quand il voudra invoquer la prescription triennale. Le possesseur des meubles ne sera à l'abri de l'action en revendication du vrai propriétaire qu'au bout de trois ans.

Est-il besoin de dire que cette opinion est rejetée formellement par le texte de l'art. 2279 qui entend mettre le possesseur à l'abri de l'action du propriétaire dès qu'il est mis en possession et sans attendre l'écoulement d'aucun laps de temps ?

Est-il besoin aussi de dire qu'elle est en flagrant désaccord avec la théorie de Bourjon suivant laquelle le possesseur devient propriétaire immédiatement ?

3. — Cette opinion réfutée, on a voulu recourir à l'idée de la prescription instantanée. On reconnaît que l'art. 2279 met immédiatement le possesseur à l'abri de la revendication du propriétaire. Mais c'est toujours la notion de prescription qu'on invoque. Ainsi les meubles seraient soumis à la prescription comme les immeubles. Seulement, pour les premiers, il y aurait cette particularité que la prescription s'accomplirait instantanément, sans aucun délai, par la possession d'un seul instant.

Ce système a été soutenu par des auteurs éminents. Il suffit, pour s'en rendre compte, de mentionner les noms de Marcadé (1), de Demolombe (2) et de Murlon (3). Il n'a pas manqué d'avoir quelques répercussions, bien que timides, dans la jurisprudence, où il a reçu l'approbation de certains arrêts (5).

(1) Marcadé, *Explication théorique et pratique du Code civil*, t. II, p. 349 et s.

(2) *Cours de droit civil*, t. IX, n° 622, p. 561 et 562.

(3) Murlon, *Répétitions écrites sur le Code civil*, 12^e éd., Paris, 1892, n° 1985 et 1986.

(4) Rivière, *Revue de législation et de jurisprudence*, 1859, t. III, p. 310.

(5) Voir notamment l'arrêt de la Cour de Grenoble du 4 août 1838,

On a invoqué à l'appui de ce système plusieurs arguments :

Tout d'abord la place qu'occupe l'art. 2279 dans le Code est, dit-on, significative. Il est placé au *titre de la prescription* dans un chapitre intitulé *Du temps requis pour prescrire* et dans une section qui porte pour rubrique *De quelques prescriptions particulières*. On a prétendu qu'il est venu compléter logiquement la nomenclature des diverses prescriptions acquisitives (prescription de 30 ans, prescription de 10 ou 20 ans, prescription instantanée). On ajoute qu'il n'y a aucune raison pour que la prescription ne s'applique pas aux meubles aussi bien qu'aux immeubles. Seulement, pour les meubles, et au fur et à mesure que le commerce s'est développé et que ses exigences sont devenues plus impérieuses on a senti le besoin d'abrégier de plus en plus le délai de la prescription pour arriver enfin à le supprimer complètement.

On dit enfin que les art. 2236 et 2239 supposent bien que les meubles sont susceptibles de prescription. Le premier nous dit «... le fermier, le *dépositaire*, l'usufruitier et tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire, ne peuvent la prescrire». Le second est ainsi conçu : « Ceux à qui les fermiers, *dépositaires* et autres détenteurs précaires ont transmis la chose par un titre translatif de propriété peuvent la prescrire. » Donc celui qui reçoit la chose d'un dépositaire peut la prescrire. Or, le dépôt ne porte que sur les choses mobilières. Il est difficile d'admettre, comme on l'a prétendu, qu'on ait parlé des dépositaires en faisant allusion à la prescription mobilière de 30 ans puisqu'en général celui qui tient le meuble du dépositaire en vertu d'un titre translatif de propriété, peut se prévaloir de l'art. 2279.

Cette théorie n'a pu triompher ni dans la doctrine ni dans la jurisprudence malgré la haute compétence de ceux qui la soutiennent, et malgré les arguments ingénieux qu'ils ont invoqués à son appui. Elle se heurte, en effet, à

D. 1839.II.69 et celui de la cour de Chambéry du 19 novembre 1924, D. H. 1925, p. 13.

un obstacle infranchissable. Il y a en quelque sorte contradiction à dire que l'art. 2279 constitue une prescription et que cette prescription est instantanée. L'usucapion, par sa nature même, suppose nécessairement l'écoulement d'un certain laps de temps ; c'est l'accomplissement du délai exigé pour la prescription qui fait supposer l'acquisition du droit ; l'existence du délai est de l'essence même de l'usucapion ; elle ne peut exister sans lui ; la prescription est l'œuvre du temps. C'est une possession prolongée pendant un délai déterminé. Il est ainsi manifestement absurde de parler de prescription instantanée. « C'est aussi absurde qu'il serait de dire : contrat sans volonté, terme immédiat, mariage sans époux, etc... (1). »

C'est d'ailleurs ce que le législateur lui-même entend de la conception de la prescription qu'il définit ainsi dans l'art. 2219 : « La prescription est un moyen d'acquérir... par un certain laps de temps ». Donc le laps de temps est un élément indispensable en l'absence duquel on ne peut parler de prescription.

Les partisans de la prescription instantanée ont essayé d'échapper à cette objection irréfutable par une fiction ingénieuse. On a dit que l'idée d'une prescription instantanée n'est nullement en contradiction avec la définition donnée par l'art. 2219. Celui-ci exige un laps de temps, or, un instant est bien un laps de temps, et il faut une possession au moins d'un instant pour pouvoir invoquer la prescription instantanée. Il est inutile de souligner que cette idée est contraire à l'esprit du texte. Si le législateur exige un laps de temps, ce n'est pas un mot vide, c'est un élément essentiel qui doit se réaliser en fait et non seulement en théorie.

C'est d'ailleurs ce qu'on pensait depuis toujours de la prescription. A Rome cette notion supposait nécessairement un délai effectif. C'est aussi ce que les anciens auteurs français ont bien compris. Bourjon, lorsqu'il

(1) Colin et Capitant avec le concours de M. Julliot de la Morandière, *Cours élémentaire de droit civil français*, 10^e éd., Paris, 1942, t. I, n° 1129.

voulait abandonner l'usucapion romaine pour reconnaître à la possession l'effet d'attribuer la propriété immédiatement, pour adopter la règle « En fait de meubles la possession vaut titre », n'a pas dit que l'usucapion s'accomplirait désormais sans aucun laps de temps, mais qu'elle « n'était d'aucune considération quant aux meubles ».

A l'argument tiré des art. 2236 et 2239, on répond normalement que ces deux articles veulent parler du séquestre d'une chose immobilière. L'application au séquestre du mot dépôt bien que rare et quoiqu'elle fasse supposer une advertance des rédacteurs du code, peut s'expliquer cependant par le fait que la loi elle-même présente le séquestre comme une espèce de dépôt (art. 1956) (1).

Enfin, l'argument tiré de la place qu'occupe l'art. 2279 dans le Code n'a pas, à notre sens, la valeur qu'on lui attribue. En effet, on peut expliquer le fait d'avoir placé l'art. 2279 à la fin du titre qui traite de la prescription. N'est-ce pas une règle de prescription de dire que pour les meubles possédés de bonne foi il n'en existe pas ? D'ailleurs, nous remarquons que l'art. 2279, quoiqu'il ne s'analyse pas en une règle de prescription, constitue bien une institution qui s'en rapproche. La règle de l'art. 2279, aussi bien que la prescription, se base sur la possession. La seule différence qui les sépare, c'est que pour la prescription il faut une possession prolongée alors que l'art. 2279 se contente d'une possession instantanée. Dès lors, on peut bien comprendre qu'après avoir parlé de la prescription, le législateur place la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

La théorie de la prescription n'ayant pu triompher, les auteurs et les arrêts se sont presque tous partagés entre deux autres théories qui se livrent jusqu'à aujourd'hui combat. Selon la première, soutenue essentiellement par la jurisprudence, la règle de l'art. 2279 constitue une présomption légale de propriété, tandis que la seconde soutenue par la doctrine voit dans cette règle une acquisition légale de la propriété.

(1) De Folleville, *loc. cit.*, n° 22.

4. — D'après la première théorie, la règle « En fait de meubles possession vaut titre » fait présumer la propriété. Le possesseur est présumé propriétaire.

Mais quelle est la force de cette présomption ? Devant cette question les partisans de cette théorie commencent à se partager. La jurisprudence affirme que cette présomption n'est qu'une présomption simple, capable d'être détruite par la preuve contraire ; le possesseur d'un meuble est présumé propriétaire jusqu'à ce que le revendiquant établisse le mal fondé de cette présomption.

Cette théorie est vivement combattue par les auteurs. On lui reproche d'être insuffisante et inutile. Si la possession mobilière n'avait que le simple effet de faire présumer la propriété au profit du possesseur jusqu'à preuve contraire, quelle différence y aurait-il entre la possession des meubles et celle des immeubles ? La possession, tant en matière mobilière qu'immobilière, fait présumer la propriété au profit du possesseur en ce sens que la première preuve est à la charge de son adversaire. Dans la procédure de l'action en revendication, le possesseur n'a aucune preuve à établir, il n'a qu'à rester sur ses positions jusqu'à ce que son adversaire prouve sa propriété. En conséquence, on prétend que selon la théorie de la jurisprudence, il n'y aurait aucune différence entre les meubles et les immeubles. D'où la règle de l'art. 2279 serait superflue.

Ce reproche est injuste. Il n'est que le résultat d'une étude superficielle et irréfléchie de la jurisprudence en la matière. Si on l'approfondit un peu plus, on n'aura pas beaucoup de peine à se rendre compte que les tribunaux vont plus loin que cela. Ils attribuent à la possession en fait de meubles un effet plus étendu qu'elle ne l'a ailleurs. En effet, en matière d'immeubles, le possesseur est présumé propriétaire. Mais cette présomption n'est qu'une présomption simple qui tombe dès que le demandeur fournit la preuve de sa propriété. Une fois la propriété du demandeur établie, le possesseur sera débouté s'il ne prouve pas que cette propriété quoiqu'elle ait appartenue à son adversaire lui a été transférée par la suite. En fait de meuble, grâce à l'art. 2279, toujours suivant l'opinion de

la jurisprudence, la possession a un rôle plus actif. Elle fait présumer la propriété, et la présomption est ici également simple ; mais elle est d'une nature différente. Il ne suffit pas pour la détruire et rejeter le fardeau de la preuve à la charge du possesseur que le demandeur établisse qu'à un moment donné il était propriétaire. Même après l'administration de cette preuve, la règle « En fait de meubles possession vaut titre » continue à protéger le possesseur. Pour qu'elle cesse de le protéger, il faut que le demandeur prouve outre sa propriété qu'une des conditions d'application de la règle de l'art. 2279 fait défaut. Il faut qu'il prouve, par exemple, que le possesseur ne possède pas à titre de propriétaire, qu'il est de mauvaise foi, que sa possession est équivoque, etc...

Par contre, on peut avec juste raison reprocher à cette théorie le manque de netteté, la confusion qu'on y remarque. Après avoir dit que la règle de l'art. 2279 établit une présomption simple, capable d'être détruite par la preuve contraire, la jurisprudence affirme que cette preuve contraire consiste à prouver ou bien la précarité, ou bien la mauvaise foi, ou bien l'équivoque, ou bien la clandestinité. Autrement dit, pour combattre la présomption de l'art. 2279, il faut établir le défaut d'une des conditions généralement exigées pour son application. Or, en prouvant qu'une de ces conditions fait défaut, on écarte l'application de la règle, on prouve qu'on est en dehors de son domaine d'application, mais on ne prouve pas le contraire d'une présomption qu'elle édicte.

C'est pour cette raison que les auteurs qui soutiennent la théorie de la présomption légale en font une présomption irréfragable, *juris et de jure*. La possession revêtue de certaines conditions constitue en faveur du possesseur une présomption absolue en vertu de laquelle toute action en revendication est invinciblement déniée au vrai propriétaire.

Remarquons que la distance qui sépare la jurisprudence et les auteurs partisans du système de la présomption légale est bien moins grande qu'elle ne le paraîtrait au premier abord. En effet, pratiquement les deux opinions

aboutissent au même résultat. Jamais il n'a été dans la pensée de la jurisprudence d'autoriser le demandeur en revendication à prouver que le possesseur encore que réunissant toutes les conditions requises par l'art. 2279 n'est cependant point propriétaire. Seulement, elle commet l'erreur de faire de la preuve de l'absence d'une de ces conditions la preuve contraire de la présomption. Le désaccord entre la doctrine et la jurisprudence ne touche donc pas au fond du droit. Il ne dépasse pas la façon de présenter les choses.

Cependant, cette théorie, même sous sa dernière forme, ne peut nous satisfaire. Son caractère artificiel et arbitraire est visible. La loi nous dit clairement qu'« En fait de meubles la possession vaut titre » ; elle ne nous dit pas qu'en fait de meubles la possession fait présumer le titre. Au surplus, la présomption n'entre en jeu que pour élucider un point douteux et suppléer à l'absence des preuves certaines. Elle n'a pour but que de dissiper un doute, de donner une solution à une situation incertaine. Or, en notre matière, il n'y a aucun point douteux. Tout est clair. Le possesseur qui a acheté *a non domino* n'a pas pu acquérir la propriété du chef du contrat. Il est certain qu'il n'est pas propriétaire. Le faire présumer propriétaire, ce serait aller contre l'évidence et il n'y a pas de présomption contre l'évidence.

5. — La seconde théorie à laquelle nous n'hésitons pas à nous rallier voit dans la règle de l'art. 2279 une sorte d'acquisition légale. La maxime « En fait de meubles possession vaut titre » signifie que la possession accompagnée de certaines conditions fait acquérir la propriété au possesseur. La loi donne à la possession mobilière un effet attributif de la propriété. Elle est susceptible d'emporter par elle-même droit de propriété.

Il n'est pas difficile de donner la preuve de la justesse de ce point de vue. En effet, il suffit d'analyser la situation du possesseur pour en avoir la conviction. Le possesseur qui tient la chose d'une personne qui n'en était pas propriétaire n'a pu, du fait de son contrat, obtenir aucun

droit sur elle, puisque son auteur n'en avait aucun lui-même. Cependant, la loi refuse à son avantage l'action en revendication du véritable propriétaire. Et on peut expliquer l'échec de l'action du propriétaire seulement par ce fait que le possesseur est devenu lui-même propriétaire. Or, la propriété du possesseur ne peut ici résulter que de la possession et de la possession à elle seule.

Au surplus, les précédents historiques viennent corroborer notre thèse. Bourjon, à qui, nous l'avons vu, les rédacteurs du Code ont emprunté la maxime, après avoir écrit qu'en fait de meubles la possession vaut titre de propriété, nous dit d'une manière formelle que « la possession produit tout l'effet d'un titre parfait ». Et quel est l'effet du titre parfait, si ce n'est pas le transfert de la propriété ?

Si nous voulons fournir une preuve plus directe encore, nous n'avons qu'à invoquer l'art. 1141. Cet article dispose que « Si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à deux personnes successivement, est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi ». Donc si le propriétaire d'un meuble le vend successivement à deux personnes différentes, la propriété en est acquise à celle d'entre elles qui a été mise la première en possession, alors même que son titre serait postérieur en date. Mais si le deuxième acheteur devient propriétaire, ce ne peut être en vertu du contrat de vente, puisque le vendeur avait déjà cessé d'être propriétaire au profit du premier acheteur. Cela ne peut être que du chef de la possession.

La règle « En fait de meubles possession vaut titre » signifie donc qu'en matière mobilière la possession, revêtue de certaines conditions que nous aurons l'occasion de préciser par la suite, fait acquérir la propriété. Elle a un rôle attributif du droit. Voilà, à notre avis, le véritable sens de la maxime. Nous partageons en cela l'opinion de la majorité des auteurs actuels (1).

(1) Cf. Laurent, *Principes du droit civil français*, Bruxelles, 1878.

6. — Il ne faut pas croire que, lorsque nous donnons à la règle « En fait de meubles possession vaut titre » un sens déterminé, nous coupons court à toutes les difficultés que soulève son extrême concision. Nous avons dit, en effet, que la possession revêtue de certaines conditions fait acquérir la propriété. Il nous importe d'indiquer maintenant dans quel cas et au profit de quelles personnes, elle produit cet effet.

Logiquement, lorsqu'on affirme que la possession sous certaines conditions fait acquérir la propriété au possesseur, on doit en conclure qu'elle réalise cet effet toutes les fois que ces conditions se trouvent réunies. Dans toutes les hypothèses où le possesseur se trouve accumuler ces conditions, dans toutes les hypothèses où il possède à titre de propriétaire, de bonne foi et d'une manière non équivoque ni clandestine, on doit affirmer qu'il devient propriétaire par le seul effet de sa possession.

7. — Cependant tous les auteurs ajoutent, d'une façon plus ou moins formelle, une nouvelle condition à la règle de l'article 2279, pour la déclarer inapplicable dans les rapports entre auteur et ayant cause. On déclare la règle « En fait de meuble possession vaut titre », inapplicable, tout au moins comme règle acquisitive de la propriété, dans les rapports entre le possesseur et son auteur. Dès que le revendiquant prouve que c'est de lui que le possesseur tient la possession, celui-ci ne peut invoquer cette règle comme un mode d'acquérir la propriété (1).

t. XXXII, n° 542 et 543 ; — Demante et Colmet de Santerre, *Cours analytique de Code civil*, Paris, 1884, n° 387 bis ; — Van Bemmelen, *Le système de la propriété mobilière*, Paris, 1887, p. 407 ; — Bufnoir, *Propriété et Contrat*, Paris, 1900, p. 359 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *De la prescription*, n° 832 ; — Saleilles, *Mélanges de droit comparé*, t. II, *De la possession des meubles, études de droit allemand et de droit français*, Paris, 1907 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1129 ; — Planiol et Ripert avec le concours de Jean Boulanegr, *Traité élémentaire de droit civil*, édition de 1942, t. I, n° 3409.

(1) Planiol, *Traité de droit civil*, t. III, 1905, p. 565 ; et sa notesous Aix, 3 févr. 1902 ; D. P. 1904.II.289 ; — Saleilles, *loc. cit.*, p. 72 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 837, p. 648 ; — Bufnoir, *loc. cit.*, p. 373 ; — Hubert, note au Sirey, 1931.I.362 ; —

8. — La jurisprudence, elle, n'est pas et ne peut pas être claire à ce sujet. Nous avons vu qu'elle n'accepte pas la théorie de l'acquisition *lege*. D'après elle, la possession ne fait jamais acquérir la propriété. Elle ne fait que la faire présumer. Même en dehors des rapports entre auteur et ayant cause, la possession n'a point un rôle attributif de la propriété. C'est donc inutile d'y chercher le domaine d'application de la fonction acquisitive de l'article 2279 afin de savoir si elle s'applique dans les rapports entre auteur et ayant cause. Cependant, nous avons trouvé quelques arrêts qui, limitant l'application de l'article 2279 aux rapports entre le possesseur et un tiers, écartent même l'idée de présomption de propriété, au profit du possesseur dans ses relations avec son auteur. La Cour d'Alger (1), après avoir affirmé que la présomption résultant du principe « En fait de meubles possession vaut titre » est une présomption simple qui admet toujours la preuve contraire par toutes les voies de droit, décide que cette présomption ne protège le possesseur du meuble que contre la revendication du tiers, mais non contre l'action de celui qui a été lui-même partie à l'acte sur lequel se fonde la possession ou allègue y avoir été partie. » Un autre arrêt (2) déclare que « l'article 2279, ne peut être invoqué par le possesseur que contre les tiers et non contre celui de qui il prétend tenir son droit ou contre ses représentants » (3).

En outre, la jurisprudence déclare l'article 2279, alinéa 1, inapplicable toutes les fois que le possesseur est obligé de restituer le meuble. Toutes les fois que le possesseur

Planiol, Ripert et Naste, *Les régimes matrimoniaux*, n° 535, p. 601 ; — Planiol, Ripert et Boulanger, *loc. cit.*, n° 3402, p. 1111 ; — Beudant, *Les Biens*, t. IV.

(1) 23 décembre 1895, D. P. 97.II.453.

(2) Amiens, 28 juillet 1879.

(3) Voir également : Nancy, 20 nov. 1869, D. P. 70.II.142 ; — Cassation, Req. 5 août 1878, D. P. 79.I.253 ; — Trib. Saint-Malo, 9 janvier 1886 ; — *Gaz. Pal.*, 86.I.270, Paris, 19 juillet 1896 ; — *Gaz. Pal.*, 90.II.995 ; — Nancy, 30 décembre 1891, D. 92.II.441 (dans ses motifs seulement) ; — Lyon, 23 juillet 1897, D. P. 1897.II.343.

se trouve obligé de restituer par un contrat ou par un délit, il ne peut invoquer la règle « En fait de meubles, possession vaut titre » ; car dans le premier cas il est détenteur précaire et dans le deuxième il est de mauvaise foi, or la précarité et la mauvaise foi empêchent l'une et l'autre la règle de s'appliquer. Ainsi la jurisprudence s'accorde avec la doctrine pour écarter l'application de l'article 2279 dans plusieurs hypothèses. Mais il s'en faut bien cependant que sa thèse ait la même ampleur que celle des auteurs. Ceux-ci vont beaucoup plus loin et permettent d'écarter l'application de l'art. 2279 même dans des cas où la mauvaise foi et la précarité seraient hors de cause. De pareilles hypothèses peuvent se produire ; par exemple lorsque le conflit s'élève entre l'héritier de l'ancien propriétaire et le possesseur actuel, mais que l'héritier, incapable de savoir par quel procédé et à quel titre les objets ayant appartenu au défunt se trouvent entre les mains du possesseur, n'invoque pas la mauvaise foi de ce dernier ; qu'il n'invoque pas davantage la précarité, car il est possible que le possesseur les ait eus en sa possession *animo domini*, à titre de propriétaire, s'il s'est, par exemple, mépris sur l'intention de la personne de qui il tient ces objets, qu'il ait cru les recevoir à titre de don, alors qu'en réalité il s'agissait d'un dépôt. On peut encore aller plus loin et supposer que le possesseur soit mort et que les objets litigieux aient passé aux mains de son héritier. Le conflit s'élèvera entre l'héritier de l'ancien propriétaire et l'héritier du possesseur immédiat. Chacun d'eux peut très bien ignorer par quel procédé les meubles ont été transmis de l'un à l'autre, dans quel but et à quel titre. On ne saurait parler ici de précarité ou de mauvaise foi. C'est même le point problématique qu'il s'agit de découvrir. Or, la formule employée par les auteurs qui consiste à dire que l'article 2279 est inapplicable dans les rapports entre auteur et ayant cause englobe cette hypothèse.

9. — Les auteurs qui écartent l'application de l'article 2279 comme principe attributif dans les rapports

entre le possesseur et son auteur ont été déterminés par des raisons pratiques impérieuses.

En effet, que se passerait-il si la possession faisait acquérir la propriété dans ce domaine ?

Avant de répondre à cette question, il convient de mettre en relief dès maintenant que ces auteurs exigent seulement, pour que la possession fasse acquérir la propriété, une possession à titre de propriétaire, non équivoque ni clandestine et de bonne foi. Ils n'exigent pas le juste titre. Le possesseur devient propriétaire dès qu'il est mis en possession réelle et efficace à condition qu'il soit de bonne foi. Il devient propriétaire en ce cas, même s'il n'a qu'un titre nul ou inexistant.

Ceci dit, revenons à notre question. Que se passerait-il si on admettait l'application de l'article 2279, comme règle attributive de la propriété dans les rapports entre auteur et ayant cause ? Supposons pour y répondre que Primus vende ou donne son meuble à Secundus et que la vente ou la donation soit nulle d'une nullité absolue, ou d'une nullité relative déclarée, quelle serait la situation de Secundus ? Incontestablement il n'acquerrait pas la propriété du chef de son contrat. Son contrat est nul et de ce fait ne peut avoir aucun effet. Mais pourrait-il invoquer l'article 2279 ? La propriété qui n'a pas pu lui être transmise par l'effet du contrat, pourrait-elle lui être transférée par l'effet de la possession ? Nous avons vu que pour invoquer l'article 2279 tout le monde se contente d'une possession à titre de propriétaire, non équivoque et de bonne foi. Or, Secundus possède le meuble à titre de propriétaire puisqu'il a, dès la conclusion du contrat, l'intention d'agir en maître. En outre, il est de bonne foi, car dans notre hypothèse, il a cru devenir propriétaire et on ne peut lui reprocher aucune faute pour n'avoir pas pensé à la cause de la nullité. Il réunit donc toutes les conditions nécessaires pour l'application de l'article 2279. D'où il se verrait attribuer la propriété malgré la nullité ou même l'inexistence de son contrat. Voilà la conséquence excessivement fâcheuse à laquelle aboutirait l'application de l'article 2279 dans notre cas. Il en résulterait le renverse-

ment des principes fondamentaux du droit. Malgré la nullité du contrat, l'acquéreur deviendrait propriétaire ; l'aliénateur ne pourrait reprendre son meuble. Il ne pourrait le reprendre ni en vertu de l'action en revendication, ceci est évident, ni en vertu de l'action personnelle. Certes, plusieurs auteurs (1) ont voulu donner dans ce cas à l'aliénateur l'action personnelle. Ils prétendent que même si on admet l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » dans les rapports entre auteur et ayant cause, cette règle ne mettrait fin qu'à l'action en revendication. Elle laisserait intacte l'action personnelle. Le possesseur resterait obligé personnellement de restituer. Mais nous nous demandons de quelle obligation personnelle ces auteurs veulent parler. Ils ne peuvent pas parler d'une obligation personnelle émanant d'un contrat car celui-ci est nul. Nous croyons plutôt qu'ils veulent dire que le possesseur est obligé de restituer le meuble en vertu du principe de l'enrichissement sans cause. Or ce point de vue n'est point admissible. Si on déclarait la règle « En fait de meubles possession vaut titre » applicable dans les rapports entre auteur et ayant cause, celui-ci n'aurait-il pas une cause pour s'enrichir toutes les fois qu'il réunirait les conditions exigées, puisque la loi elle-même le déclare propriétaire ?

C'est pour éviter ces conséquences fâcheuses que presque tous les auteurs qui soutiennent l'idée de l'acquisition légale s'accordent pour déclarer l'article 2279 inapplicable dans les rapports entre auteur et ayant cause en tant que moyen acquisitif de propriété.

Toutefois il s'en faut bien qu'ils justifient légalement leur thèse. On lui a reproché de ne se baser sur aucun texte. En effet, il n'est écrit nulle part que l'article 2279 soit étranger aux rapports existants entre le possesseur et celui de qui il tient le meuble. La loi nous dit tout simplement qu'« En fait de meubles la possession vaut titre ». Si on voit ici un mode d'acquérir la propriété, ne devrait-on pas admettre que cette règle la fait acquérir toutes

(1) Voir surtout Colin et Capitant, *loc. cit.*, p. 930.

les fois que les conditions de son application se trouvent réunies ? Alors pour quelle raison et sur quelle base les auteurs admettent-ils son application dans certains cas et sa mise à l'écart dans d'autres ? La loi parle d'une manière générale et il ne faut pas restreindre là où elle généralise (1).

10. — Devant cette réplique, certains auteurs ont essayé de donner à cette thèse une explication juridique. Ils ont supposé que celui dont la possession succédait immédiatement à celle d'un autre était toujours tenu envers lui d'une obligation de restitution (2). D'après cette opinion, l'article 2279 est inapplicable dans les rapports entre auteur et ayant cause : Pourquoi ? Parce que le possesseur est tenu envers son auteur d'une obligation de restitution. Rien n'est plus faux. Sans doute, le détenteur précaire d'un meuble, personnellement débiteur de sa restitution, est bien l'ayant cause immédiat de la personne dont il le tient, et nous nous empressons d'admettre qu'il ne peut invoquer l'article 2279 à l'encontre de la réclamation qu'on lui en fait. Seulement, il s'en faut bien que tout ayant cause immédiat soit aussi tenu d'une obligation de restitution. Le donataire et l'acheteur par exemple ne le sont pas. Dans l'hypothèse de l'un et de l'autre, le demandeur a établi que la possession dont se prévaut son adversaire, c'est de lui seul qu'il peut la tenir, et ce dernier le reconnaît. Mais là s'arrête le point avoué et reconnu par les deux parties (3). Aucune obligation de restitution n'est établie.

D'ailleurs, l'idée qui se trouve à la base de cette opinion et qui veut dire que celui qui s'est engagé à restituer ne peut jamais invoquer l'art. 2279 n'est pas absolument correcte. Certes, l'obligation de restitution à la charge du possesseur l'empêche de l'invoquer dans la majeure partie des cas, mais cela est loin d'être une règle absolue. Cette obli-

(1) Bufnoir, *loc. cit.*, p. 375.

(2) Troplong, *De la prescription*, t. II, chap. v, n° 1643 ; — Ortlieb, *Des effets de la possession des meubles*.

(3) Saleilles, *loc. cit.*, p. 78.

gation fait du possesseur un détenteur précaire. Par elle il a reconnu la précarité de sa possession. Or la précarité est un des vices qui empêchent la règle « En fait de meubles possession vaut titre » de s'appliquer. Cependant le possesseur n'est pas condamné à ne jamais pouvoir invoquer cette règle. Il est vrai qu'il ne peut l'invoquer tant que dure la précarité, mais dès que cette dernière disparaît il pourra le faire. Et nous verrons que la précarité prend fin par l'interversion de titre.

Ainsi voyons-nous que l'idée de l'obligation personnelle ne saurait justifier la thèse qui enseigne l'exclusion de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » dans les rapports entre les possesseurs successifs.

11. — Conclura-t-on de cela que cette règle doit être appliquée même dans les rapports entre auteur et ayant cause ? Dira-t-on que la possession transfère la propriété même au profit du possesseur, dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble ?

L'affirmative a été soutenue. Toutefois, nous pensons avec la majorité des auteurs que cette règle ne s'applique pas comme procédé d'acquisition de droit dans ce domaine. Seulement, au lieu de dire que l'art. 2279 est inapplicable dans les rapports entre auteur et ayant cause, nous préférons formuler qu'il est inapplicable dans les rapports entre possesseurs successifs. Certes chaque ayant cause est le possesseur successif par rapport à son auteur. Mais le contraire n'est pas toujours juste. L'expression « possesseurs successifs » nous semble plus générale que celle de « l'auteur et ayant cause ». Pour avoir rapport d'auteur à ayant cause, il faut un lien juridique quelconque. Or dans certaines hypothèses quoique la possession d'une personne succède à celle d'une autre il n'y a aucun lien juridique entre elles. Prenons à titre d'exemple l'hypothèse suivante : A. donne mandat à B. pour qu'il lui achète un meuble appartenant à C. B., pour une raison ou pour une autre, n'exécute pas le mandat. A. se croyant devenu propriétaire s'empare du meuble. A. est bien le possesseur successif vis-à-vis de C., mais ne peut pas prétendre qu'il est son ayant

cause. En outre, l'expression « auteur et ayant cause » s'entend d'ordinaire d'une succession à la propriété, c'est-à-dire à tous les droits dont l'auteur pouvait se prévaloir. Elle ne s'entend pas d'une succession limitée à la jouissance (1). Or, nous entendons dire que la règle de l'art. 2279 ne s'applique pas lorsque le conflit surgit entre le possesseur et celui de qui il tient le meuble sans nous préoccuper de la nature du titre en vertu duquel la chose est passée aux mains du premier. Donc, dès qu'on fournit la preuve d'un rapport de succession des possessions ou, selon l'expression de M. Saleilles, un rapport de juxtaposition des possessions, la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » ne pourra s'appliquer en tant que procédé d'acquisition de la propriété.

Il importe maintenant de justifier cette exclusion dont ne parlent ni le code, ni les travaux préparatoires, ni l'ancien droit. Pour nous elle se justifie de la façon suivante :

Dans les cas de succession ou de juxtaposition des possessions, le possesseur ne peut se trouver que dans une des trois hypothèses suivantes :

A) Ou bien sa possession ne s'appuie sur aucun titre émanant du possesseur précédent et dans ce cas il ne peut, à notre avis, invoquer l'art. 2279. Nous saurons par la suite qu'à la différence de l'unanimité des auteurs et de la jurisprudence nous exigeons le juste titre pour l'application de l'art. 2279. Or, dans notre hypothèse, le juste titre fait défaut et pour cette raison le possesseur ne peut invoquer la règle.

En pratique, cette hypothèse peut se réaliser assez fréquemment. Il en est ainsi dans le cas où une personne donne mandat à une autre pour lui acheter un meuble. Le mandataire ne conclut pas la vente. Le mandant, de son côté, croyant l'achat réalisé et se prévalant de la qualité de propriétaire qu'il s'attribue, fait prendre livraison de la chose. Et il se trouve ainsi qu'il prend possession de bonne

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 238.

foi, mais sans l'apparence même d'un titre. L'art. 2279 est ici inapplicable. Il lui manque une des conditions exigées pour son application : le juste titre.

A l'absence initiale de titre, il faut assimiler le titre nul d'une nullité absolue ou d'une nullité relative déclarée ainsi que le titre résolu. Dans ces cas, nous arrivons en pratique au même résultat, le titre nul ou résolu étant considéré comme n'ayant jamais existé.

Par conséquent, si dans l'exemple du mandataire que nous venons de citer, celui-ci, au lieu de ne pas conclure la vente, achète le meuble, mais si, au moment de la vente, le vendeur se trouve, par hypothèse, pour une raison pathologique quelconque en pur état d'inconscience, le possesseur ne saurait se prévaloir de l'art. 2279. Pour se prévaloir de cet article, il faut, à notre avis, une possession basée sur un juste titre. Or le titre du possesseur étant ici nul ne peut avoir à cet égard aucun effet.

Nous nous résumons : dans la première hypothèse où peut se trouver le possesseur successif, celle où sa possession ne se base *ab initio* sur aucun titre ou ne se base que sur un titre nul, annulé, ou résolu, il ne saurait se prévaloir de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Il ne le saurait, car il lui manquerait une des conditions exigées : le juste titre.

B) La deuxième hypothèse où peut se trouver le possesseur successif est celle dans laquelle sa possession s'appuie sur un titre translatif de propriété émanant de l'ancien possesseur. Dans ce cas, pas plus que dans le précédent, l'art. 2279 ne pourrait recevoir aucune application en tant que règle attributive de la propriété. Dans l'hypothèse qui nous occupe, le possesseur actuel a conclu avec l'ancien possesseur un contrat translatif de propriété, une vente, une donation, un échange..., etc. Ce contrat a pu lui transférer la propriété. Il la lui a transférée au moment même de l'échange des consentements (art. 1138). Par conséquent, le possesseur actuel est devenu propriétaire dès la conclusion de son contrat et avant même sa mise en possession. Lorsqu'il a été mis en possession, il était déjà devenu propriétaire. Donc on ne peut parler ici d'une

fonction acquisitive de la règle de l'art. 2279. La possession ne peut transférer une propriété qui est déjà acquise au possesseur (1).

C) La troisième et dernière hypothèse de la succession des possessions est celle où le possesseur actuel tient le meuble en vertu d'un contrat qui transfère non pas la propriété comme dans l'hypothèse précédente, mais seulement la garde. Nous sommes en présence d'un possesseur dont la possession procède d'un des contrats qu'on peut dénommer contrats de garde : un dépôt, un mandat, un commodat, un gage, etc. Dans cette hypothèse, pas plus que dans les deux précédentes, l'art. 2279 ne peut s'appliquer. Pourquoi ? Parce que par le contrat, le possesseur actuel a reconnu qu'il possède pour son cocontractant, qu'il est possesseur précaire. Or la possession à titre de propriétaire est une condition universellement exigée pour l'application de l'art. 2279.

Nous disons que le possesseur dans notre hypothèse ne saurait se prévaloir de l'art. 2279 car il est détenteur précaire. Peut-on en conclure qu'il pourrait le faire si le titre de sa possession se trouvait interverti (l'art. 2238). Il faut distinguer entre les deux procédés d'intervention :

1) Si l'intervention s'accomplit par une contradiction que le possesseur oppose au droit du propriétaire, celui-là ne pourra invoquer l'art. 2279 bien qu'il possède désormais à titre de propriétaire. Normalement, il est de

(1) Cette explication tient même si l'ancien possesseur (l'aliénateur) n'était pas propriétaire du meuble qu'il a aliéné au possesseur actuel. Etant donné la relativité de la nullité de l'aliénation de la chose d'autrui, cette aliénation est valable à l'égard de l'aliénateur. Si le possesseur se considère comme propriétaire vis-à-vis de son auteur, cela ne pourra être qu'en vertu du contrat. En cas d'annulation du contrat, à sa demande, le possesseur ne pourra se dire propriétaire ni en vertu de son contrat, car celui-ci n'existe plus, ni en vertu de la règle de l'art. 2279 parce que la condition de juste titre fera alors défaut et nous retomberons ainsi dans la première hypothèse.

Nous parlons exclusivement des rapports du possesseur et de son auteur ; nous n'envisageons pas la question dans les rapports du possesseur et du véritable propriétaire. Dans ce domaine la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » reçoit sa pleine mais exclusive application comme procédé d'acquisition de droit.

mauvaise foi, car il connaît les irrégularités qu'il a commises à l'égard du propriétaire et dans ce cas la mauvaise foi l'empêche de se prévaloir de la règle. Cependant il n'est pas forcé qu'il en soit toujours ainsi. Certes, il peut être de bonne foi, par exemple s'il n'est pas celui qui a fait intervertir le titre de la possession, mais son héritier et s'il ignore tout. Dans ce cas, le possesseur possède à titre de propriétaire (car son auteur a déjà fait intervertir le titre) et de bonne foi, celle-ci étant un élément purement subjectif. En dépit de tout cela, il ne peut se prévaloir de la règle de l'art. 2279, car il lui manque le juste titre que nous exigeons pour l'application de cet article en tant que règle attributive de la propriété.

2) Au contraire, si l'interversion s'effectue par une cause venant d'un tiers, par exemple, si le possesseur achète le meuble à une tierce personne, il pourra se prévaloir de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » à condition, bien entendu, qu'il soit de bonne foi. Mais là nous ne sommes plus dans le cadre étroit que nous nous sommes tracé, celui des rapports entre possesseurs successifs.

Ainsi il nous apparaît que dans aucune hypothèse, le possesseur d'un meuble ne saurait se prévaloir de la règle de l'art. 2279, en tant que règle attributive de la propriété, dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble.

12. — Les précédents historiques sont nettement en conformité avec notre opinion. Nous avons vu dans notre étude de l'ancien droit français que Pothier enseignait déjà que la possession de meuble en faisait présumer la propriété jusqu'à preuve contraire. Avec la notion très étendue du *furtum* englobant l'abus de confiance et avec la preuve admise contre cette présomption qui consistait essentiellement à démontrer que le possesseur avait traité avec un non-propriétaire, le jurisconsulte n'arriva qu'à protéger le possesseur contre les revendications frauduleuses de son auteur. L'acquéreur *a non domino* n'était pas protégé (1). C'est dans le but de lui venir en aide que

(1) Voir *supra*, première partie, n° 86.

le Châtelet de Paris et Bourjon ont établi leur fameuse règle : « En fait de meubles la possession vaut titre. » Par conséquent, en attribuant à la possession des meubles un rôle translatif de propriété, ils ne devaient avoir en vue que le possesseur dans ses rapports avec le véritable propriétaire, c'est-à-dire dans ses rapports avec un tiers et non dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble. Dans ce dernier cas nous avons vu que Bourjon accepte les systèmes qui le précèdent et qui attribuent à la possession la force d'une présomption.

D'ailleurs, l'origine de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » est décisive à ce sujet. Nous avons vu que les conseillers du Châtelet sont arrivés à cette fameuse règle en généralisant une autre règle admise depuis longtemps et qui avait cependant un domaine tout différent. C'est la règle « Meubles n'ont pas de suite par hypothèque ». Or, cette règle avait pour fonction de paralyser le droit de suite qu'accorde l'hypothèque au créancier contre l'acquéreur qui a traité avec son débiteur. Le créancier n'avait pas le droit de suivre le meuble dès qu'il était entre les mains du tiers acquéreur. Les magistrats du Châtelet ont généralisé cette règle. Ils ont refusé le droit de suite non seulement au créancier, mais aussi au véritable propriétaire si le meuble avait été aliéné par son détenteur précaire.

Encore mieux. Nous avons vu que le Châtelet de Paris pour arriver à la règle « En fait de meubles possession vaut titre » s'est basé sur l'art. 182 de la Coutume de Paris. En effet, Bourjon nous dit : « Telle est la jurisprudence qui se fonde sur l'art. 182 qui veut que le dépôt soit en nature, ce qui cesse lorsqu'il y a vente d'icelui. Ainsi cette jurisprudence a sa racine dans le texte de la coutume (1). »

L'art. 182 dispose : « la contribution n'a pas lieu si le dépôt se retrouve en nature ». Donc, ont dit les conseillers du Châtelet, cette contribution aura lieu si le dépôt ne se retrouve pas en nature, c'est-à-dire si le dépositaire a déjà

(1) Bourjon, *loc. cit.*, l. VI, t. VIII, ch. II, sect. IV.

disposé de la chose. Mais pourquoi le déposant vient-il en ce cas en concours avec les autres créanciers ? Parce qu'il ne pourra revendiquer le meuble déposé entre les mains de l'acquéreur, celui-ci en ayant acquis la propriété par l'effet de la possession (1).

Par conséquent, la règle « En fait de meubles possession vaut titre » a été inventée pour empêcher le véritable propriétaire (le déposant) de revendiquer le meuble contre le possesseur qui a traité avec un *non dominus* (le dépositaire). Elle n'a pas été inventée pour régler les rapports du déposant avec son dépositaire ni les rapports entre celui-ci et son cocontractant (le possesseur actuel).

Au surplus, nous avons vu que Bourjon n'avait pas une idée nette et précise de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». La règle venait d'être formulée par les conseillers du Châtelet et l'auteur n'avait pas le temps suffisant pour la bien étudier et, pour ainsi dire, pour bien se l'assimiler. Ainsi, parfois nous voyons l'auteur employer là maxime dans les rapports entre possesseurs successifs. Mais dans ce cas, il lui donne un sens autre que le sens attributif de la propriété. Il lui donne le sens d'un moyen de preuve. C'est de cette façon que nous lisons au titre de l'achat des meubles : « L'effet de l'achat des meubles est d'en faire passer la propriété dans la personne de l'acheteur. C'est son effet naturel... *pour la preuve de cet achat, il n'est pas nécessaire de rapporter un titre, il suffit de posséder le meuble parce qu'en matière de meubles la possession vaut titre*; il suffit donc de la possession pour la preuve de la translation de propriété (2). »

L'auteur nous enseigne que dans les rapports de l'acheteur et du vendeur, la propriété est transférée au premier par l'effet de l'achat. La règle « En fait de meubles possession vaut titre... » n'a qu'un rôle probatoire. Par conséquent, elle n'a pas un rôle acquisitif de propriété.

De tout ce qui précède il ressort que la règle « En

(1) Voir *supra*, première partie, n° 89.

(2) Bourjon, livre III, t. II, ch. I, n° 1 et 8. Ce texte nous l'avons déjà cité, voir *supra*, 1^{re} partie, n° 91.

fait de meubles possession vaut titre » ne s'applique pas, en tant que procédé d'acquérir la propriété ou les autres droits réels, dans les rapports du possesseur et de celui de qui il tient le meuble.

Dès qu'on établit le rapport de succession ou de juxtaposition des possessions on établit par là qu'on est en dehors de l'application de cette règle comme procédé d'acquisition de droit.

13. — A qui incombe la preuve de la succession ou de la juxtaposition des possessions ? Les règles de droit commun en matière de preuve nous répondent à cette question : *onus probandi incumbit actori*. C'est à celui qui allègue une chose de la prouver. C'est donc au demandeur qu'incombe la charge de la preuve. Mais en quoi consiste cette preuve ? Suffira-t-il que le demandeur ait fait la preuve de la propriété pour que le possesseur soit supposé tenir la chose de lui ? Il est évident que non. Il ne suffit pas que le revendiquant prouve qu'il était à un moment donné propriétaire de la chose. Il est possible qu'il l'ait confiée à une tierce personne et que celle-ci l'ait aliénée au défendeur. Il faut, par conséquent, que le demandeur prouve le fait même de la succession des possessions. Et pour cela il doit se conformer au droit commun en matière de preuve. Ainsi s'il prétend avoir accordé la possession au défendeur en vertu d'un contrat de garde, un dépôt par exemple, ou un contrat translatif dans le but de le faire annuler par la suite, il faut fournir une preuve par écrit toutes les fois que la valeur de l'objet litigieux dépasse 500 francs, à moins qu'il n'y ait un commencement de preuve par écrit. Il nous apparaît donc que le revendiquant, pour mettre la règle de l'art. 2279 en dehors de son domaine acquisitif, doit fournir la preuve de la succession ou de la juxtaposition des possessions. Théoriquement, cette preuve est très difficile au moins dans la plupart des hypothèses, étant donné que le fait de rédiger un écrit pour constater les contrats portant sur les meubles n'est pas rentré dans l'usage. Mais en pratique les choses n'en vont pas de même. Très souvent

les circonstances facilitent la tâche du revendiquant. En effet, dans la plupart des cas le possesseur juge préférable, afin d'éloigner un soupçon de vol ou de détournement qui plane sur lui, de reconnaître cette succession des possessions en ajoutant qu'elle procède d'un titre translatif quelconque, un don manuel par exemple.

14. — En déclarant ainsi la règle « En fait de meubles possession vaut titre » inapplicable dans les rapports entre possesseurs successifs, nous précisons par là même son véritable domaine d'application en tant que procédé d'acquisition de la propriété ou d'une manière générale des droits réels. Elle a, à cet égard, un domaine bien précis ; elle s'applique dans des cas nettement déterminés. Elle ne s'applique au profit du possesseur que dans ses rapports avec un tiers. En d'autres termes, elle ne protège que l'acquéreur, qui, de bonne foi, traite avec celui qui n'est pas propriétaire de la chose. Elle le protège contre le *verus dominus* qui est un tiers à l'acte qui devait lui transférer la propriété.

Nous répétons que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne s'applique, comme mode d'acquérir le droit, que dans la situation bien définie que voici : une personne veut acquérir un meuble ; elle s'adresse à celui qu'elle croit propriétaire et contracte avec lui. Toutes les apparences justifient la croyance de l'acquéreur ou plutôt de celui qui veut acquérir. Néanmoins, il apparaît par la suite que l'aliénateur n'était pas propriétaire ; qu'il a aliéné, soit sciemment, soit à son insu le meuble d'autrui. Par conséquent, il n'a pu transférer la propriété à son cocontractant par le seul effet de son contrat. *Nemo plus juris ad alium transferre potest quam ipse habet*. Et l'acquéreur devrait rendre le meuble au *verus dominus*. D'où l'entrave du commerce et l'insécurité des transactions mobilières. C'est pour éviter ce résultat fâcheux que le législateur donne à la possession la force d'un titre attributif de la propriété. Le possesseur qui n'a pas pu devenir propriétaire par l'effet du contrat le devient par l'effet

de sa possession ; « l'ordre public et la sûreté du commerce l'exigent ainsi. »

Donc la possession ne fait acquérir la propriété que dans les rapports du possesseur avec le véritable propriétaire qui s'était dessaisi volontairement du meuble au profit de celui qui en a injustement disposé. Dans cette hypothèse, il est nettement établi que le possesseur a traité avec un non-propriétaire. Ce dernier n'a pu lui transférer la propriété ; il ne pouvait donner ce qu'il n'avait pas lui-même. La possession vient au secours du possesseur. Elle le déclare propriétaire sur son seul fondement.

Dans les rapports des possesseurs successifs les choses vont tout autrement. Ce n'est plus l'existence ou l'absence du droit chez l'ancien possesseur qui fait l'objet du débat. Il est établi que l'ancien possesseur était propriétaire ; ce qui fait ici l'objet du débat, ce ne peut être que l'existence ou la régularité d'un titre justifiant la transmission de la propriété au possesseur actuel. En conséquence, la règle de l'art. 2279 ne peut avoir aucun lieu de s'appliquer comme règle acquisitive de la propriété.

Remarquons bien la différence entre cette hypothèse et la précédente. Dans les rapports du possesseur avec un tiers, c'est le droit qui fait défaut chez l'aliénateur ; le possesseur n'est pas devenu propriétaire en vertu du contrat, car son auteur ne l'était pas lui-même. La possession vient couvrir ce défaut. Elle attribue la propriété de son chef et sur son fondement. Mais dans les rapports des possesseurs successifs l'existence du droit chez l'ancien possesseur n'est l'objet d'aucun doute. La possession n'a pas à intervenir pour couvrir un défaut qui n'existe pas. Le possesseur actuel déclare qu'il est devenu propriétaire en vertu d'un titre réunissant tous les éléments nécessaires pour transférer la propriété. Il n'a absolument pas besoin d'invoquer la règle de l'art. 2279 comme règle acquisitive de la propriété. Ce dont il a besoin ne peut être autre chose que de faciliter la preuve de titre qu'il allègue.

15. — Mais si la preuve de la succession immédiate des possessions suffit à empêcher l'application de la règle

« En fait de meubles possession vaut titre » en tant qu'il s'agit de l'attribution *ipso facto* de la propriété, peut-on en conclure que le possesseur se trouverait dans ce cas sans aucune protection spéciale ? Doit-on lui appliquer carrément les règles du droit commun ? La possession ne lui accorde-t-elle pas aucun bénéfice particulier ?

Certes, le droit commun offre au possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient la chose une certaine protection. Du droit commun sa possession crée déjà à son profit une présomption de propriété. C'est l'effet de toute possession, celle des meubles aussi bien que celle des immeubles. Le possesseur est présumé propriétaire en ce sens que c'est à son adversaire qu'incombe la première preuve ; c'est à ce dernier d'établir le bien-fondé de sa demande. Mais cette présomption est de peu de secours pour le possesseur des meubles. Elle ne lui profite que tant que le revendiquant n'a pas prouvé son droit. Une fois cette preuve faite, la situation se renverse et c'est au possesseur de prouver que le droit de propriété a changé de titulaire, c'est-à-dire c'est à lui de prouver son titre. Le droit commun est donc impuissant à assurer une protection utile au possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble.

Se contente-t-on de cette protection qui nous est fournie par le droit commun en matière de possession ? Déclare-t-on que la possession ne joue aucun rôle spécial en fait de meubles lorsqu'on établit la succession immédiate des possessions ? Applique-t-on absolument les principes généraux de droit qui obligent le possesseur à prouver son titre dès que son auteur a prouvé le sien ?

16. — Certains auteurs déclarent que l'art. 2279 ne s'applique pas dans les rapports entre possesseurs successifs au sens absolu et intégral du mot. La possession ne joue ici aucun rôle particulier. Dès que le réclamant a établi que c'est de lui seul que le possesseur a pu tenir la chose, il faudra appliquer les règles de droit commun qui imposent au défendeur la charge de la preuve (1).

(1) Planiol, note sous Aix, 3 février 1902, D. P. 1904.II.289.

Cette opinion avait certaines répercussions dans la jurisprudence. Quelques arrêts limitent exclusivement l'application de l'art. 2279 aux rapports du possesseur avec un tiers. Ils n'accordent à la possession aucun effet spécial là où la succession des possessions est établie. C'est ainsi que la Cour suprême a déclaré dans un arrêt (1) que la première disposition de l'art. 2279 a pour objet de protéger le possesseur d'un meuble contre la revendication intentée par un tiers et non contre l'action de celui qui, ayant été par lui-même ou par son auteur, partie à l'acte qui est la cause de la possession, attaque cet acte ou soutient que le possesseur est tenu de lui restituer le meuble en vertu d'une obligation personnelle. La cour d'Amiens (2) s'exprime plus formellement encore. « L'art. 2279 ne peut être, dit-elle, invoqué par le possesseur que contre les tiers et non contre celui de qui il prétend tenir son droit ou contre ses représentants (3). »

Ainsi, selon cette doctrine, dès que le revendiquant fournit la preuve de son droit, le possesseur doit prouver, à son tour, que sa possession procède d'un titre translatif. Dans notre hypothèse, la possession, vu la succession immédiate des possessions, n'est pas un titre d'acquisition. Il en faut un autre. S'il en est ainsi, c'est à celui qui en allègue un autre de l'établir. Par conséquent, c'est au possesseur actuel de prouver son titre de propriété. Et encore faut-il qu'il se conforme aux règles de preuve ; c'est-à-dire il faut qu'il présente un écrit toutes les fois que la valeur de l'objet litigieux dépasse 500 francs.

Cela revient à dire que, dans les rapports entre possesseurs successifs, si celui qui acquiert à titre de propriétaire ne se fait pas remettre une preuve écrite, il sera exposé très souvent à tous les risques d'une simple déné-

(1) Req. 3 août 1878, S. 1880.I.244.

(2) Amiens, 28 juillet 1879, S. 1880.II.207 précité.

(3) Voir également Nancy, 20 nov. 1860, D. 70.II.142 ; — Req. 5 août 1878, D. 79.I.253 ; — Trib. Saint-Malo, 9 janvier 1886, *Gaz. du Pal.* 1886.I.270 ; — Paris, 19 juillet 1890, *Gaz. du Pal.* 1890.II.295 ; — Nancy, 30 déc. 1891, D. P. 92.II.441 ; — Alger, 23 déc. 1905, D. P. 97.II.433 ; — Lyon, 23 juillet 1897, D. P. 97.II.243.

gation de la part de l'ancien propriétaire (1). Or, en matière de meubles la coutume veut qu'on ne dresse pas de titres écrits. La multiplicité et la rapidité des transactions mobilières s'y opposent. D'où un très grand risque, voire un très grand danger qui menacerait le possesseur. Il serait à la merci de son auteur dont une simple dénégation suffirait pour le priver de son droit. En effet, l'ancien possesseur pourrait victorieusement reprendre son meuble après l'avoir vendu ou donné par une simple prétention qu'il n'a fait qu'un prêt ou un dépôt.

Nous voyons les conséquences extrêmement fâcheuses auxquelles aboutirait l'application pure et simple du droit commun. Elle ne ferait que faciliter et consolider les revendications frauduleuses intentées par un ancien possesseur peu scrupuleux.

17. — C'est pour éviter ces fâcheuses conséquences que certains auteurs ont essayé de secourir le possesseur et de lui offrir une aide plus efficace que celle que lui donne la présomption de propriété attachée à toute possession. Ils ont essayé de lui accorder une aide plus prompte sans dépasser cependant les limites du droit commun. Ils n'attribuent à la possession aucun rôle spécial dans les rapports entre possesseurs successifs. Ils veulent être logiques avec eux-mêmes et ne donner à la règle de l'art. 2279 aucune fonction dans ce domaine. Ils estiment qu'on peut secourir le possesseur actuel contre les éventuels agissements frauduleux de son auteur sans être toutefois dans la nécessité de s'en remettre à l'art. 2279 ou à un autre principe exceptionnel. Plusieurs systèmes ont été proposés pour atteindre cette fin.

18. — Tout d'abord, M. Planiol (2) semble vouloir protéger le possesseur du meuble par la présomption générale attachée au fait de la possession. Il déclare que l'ar-

(1) Saleilles, p. 81 et 247.

(2) Note sous Aix, 3 février 1902, précitée ; — Planiol, Ripert et Picard, t. III, n° 244 et s. ; — Planiol, Ripert et Trasbot, t. I, n° 392.

ticle 2279 n'est nullement applicable dans les rapports des possesseurs successifs. Le possesseur n'est protégé ici que par la présomption générale, attribuée à toute possession. « En réalité, nous dit le grand maître, ce que la jurisprudence applique, ce dont elle détermine la valeur et l'effet, c'est la présomption générale de propriété attachée au fait de la possession. » Mais se rendant compte de l'inefficacité de cette présomption qui se borne à donner au possesseur le rôle du défendeur, il ajoute : « en revanche elle lui fait jouer dans cette hypothèse un rôle particulièrement actif : elle en fait sortir la preuve d'un contrat d'aliénation d'un genre déterminé, d'une donation. »

Ainsi l'éminent professeur protège le possesseur contre son auteur par la présomption générale en attribuant à celle-ci un rôle particulièrement actif. Son rôle ne se limite pas à donner au possesseur les prérogatives du défendeur ; il fait présumer le contrat d'aliénation. Or, cela dépasse de beaucoup les limites de cette modeste présomption. Nous avons vu que de l'avis de tout le monde, la présomption attachée au fait de la possession n'a qu'un effet très restreint. Dire qu'elle fait présumer le titre, c'est lui donner une portée qu'elle n'a point ; c'est dépasser ses limites étroites. Elle est impuissante à faire présumer le titre du possesseur. Si le possesseur du meuble n'avait, pour sa protection contre son auteur, que cette présomption, il se trouverait sans recours dès que son adversaire aurait établi son droit.

19. — On pourrait présenter une idée plus ingénieuse tendant à protéger le possesseur dans ses rapports avec son auteur sans dépasser le cadre du droit commun. On pourrait prétendre, en effet, que l'ancien propriétaire, en réclamant l'objet qui se trouve actuellement entre les mains du possesseur, accuse celui-ci, d'une façon plus ou moins directe, d'avoir commis un délit à son égard. Revendiquer le meuble indique la prétention du demandeur que son adversaire n'est pas propriétaire. Or, le meuble se trouve dans la possession du défendeur qui affirme en être devenu propriétaire. Par conséquent s'il n'est pas

devenu propriétaire par l'effet d'un titre translatif, ce qui est allégué par le demandeur, il s'est emparé de la chose d'une façon frauduleuse ; il s'en est emparé ou bien par une soustraction, le fait qui constitue un vol proprement dit, ou bien par un contrat de garde, un dépôt, par exemple, qu'il nie maintenant, ce qui constitue un détournement. Or, le délit ne se présume pas. C'est à celui qui l'allègue qu'incombe la charge de la preuve. Ce serait donc à l'ancien possesseur de prouver l'inexistence du titre translatif de droit chez le défendeur. Ainsi, on arriverait à protéger le possesseur actuel sans être obligé de recourir à un principe exceptionnel quelconque.

Cette idée nous a été formulée par un ancien jugement de Florac (1), qui supposant que le demandeur a déjà prouvé son droit de propriété sur le meuble, déclare que : « là où la possession ne peut être que le résultat d'un don ou d'un vol, le possesseur a le droit de répondre à celui qui lui conteste son titre : le crime ne se présume pas ». Un arrêt de la Cour de Caen (2) s'exprime dans les mêmes termes.

En dépit de son ingéniosité, cette idée ne saurait nous convaincre. Certes, si l'ancien possesseur accuse ouvertement le possesseur actuel d'avoir commis un vol ou un détournement, ce sera à lui qu'incombera la charge de la preuve. Mais les choses, en pratique, n'en vont pas de même. Le revendiquant n'accuse pas son adversaire d'avoir commis un délit quelconque, il se contente de prouver son droit. Encore mieux, les choses se passent le plus souvent entre l'héritier de l'ancien possesseur et le possesseur actuel. Or, l'héritier peut tout ignorer. Il ne sait pas par quel procédé et à quel titre le meuble est venu aux mains du possesseur. Compliquons les choses davantage et supposons que le possesseur soit mort, lui aussi, et que le conflit s'élève entre l'héritier de l'un et l'héritier de l'autre. Tous les deux ignorent tout, sauf le fait de la juxtaposition des possessions. Comment prétendre que le demandeur

(1) Florac, 29 juin 1849, S. 49.II.430.

(2) Caen, 4 novembre 1902, *La Loi* du 10 décembre 1902.

accuse le possesseur d'un délit qui n'existe pas puisque ce dernier est absolument de bonne foi ?

Au surplus, la chose peut passer de l'ancien possesseur au possesseur actuel sans qu'il y ait ni contrat translatif ni délit. Supposons que le premier ait remis la chose au second en pensant à un dépôt, tandis que l'autre l'a reçue en pensant à un don. Il n'y a pas de contrat, mais il n'y a pas davantage de délit. Si le possesseur s'oppose à la revendication, c'est qu'il croit être devenu propriétaire.

Ainsi l'idée du délit, quoique ingénieuse en elle-même, ne peut nous permettre d'interpréter les principes du droit commun dans un sens offrant au possesseur une protection efficace.

20. — Quelques auteurs ont pensé pouvoir accorder au possesseur une protection suffisante en faisant appel aux principes généraux de droit en matière de bonne foi (1). En revendiquant le meuble, l'ancien possesseur affirme par là que son adversaire garde la chose sans y avoir droit ; il est donc de mauvaise foi. Or du moment qu'il s'agit d'une question de bonne foi, les principes généraux mettent la preuve contraire à la charge du demandeur.

Il n'est pas difficile de réfuter cette idée. En réalité, il ne s'agit pas ici de la question de la bonne ou de la mauvaise foi. Il s'agit exclusivement de savoir s'il y a un titre translatif de propriété. La possession dans notre hypothèse ne peut constituer le titre de propriété au profit du possesseur. Il lui en faut un autre et les principes généraux en mettent le fardeau de la preuve à sa charge. En outre, le revendiquant même en contestant le titre du possesseur peut ne pas s'attaquer à sa bonne foi. Certes ce dernier peut être d'une parfaite bonne foi, sans avoir cependant un titre acquisitif de propriété. C'est précisément le cas où il croit à l'existence d'un titre qui n'existe pas en réalité, qui n'est qu'un titre putatif. Comme s'il s'était mépris sur la nature du contrat, il a pensé à un

(1) Cf. Saleilles, p. 81.

don tandis qu'il ne s'agissait que d'un dépôt. De cette façon, nous voyons que l'idée de la bonne foi, pas plus que celle du délit, ne saurait nous permettre de protéger le possesseur contre les dénégations frauduleuses de son auteur.

21. — Une dernière thèse entend offrir au possesseur actuel une protection suffisante à l'égard de son auteur en se référant aux principes du droit commun sur la précarité (1). Les partisans de cette thèse affirment que l'ancien possesseur en réclamant la chose du possesseur actuel, affirme par là même que ce dernier ne possède pas à titre de propriétaire, que sa possession est précaire. Or, la précarité ne se présume pas et l'article 2330 en met le fardeau de la preuve à la charge du demandeur.

Mais ici comme dans les deux thèses précédentes, le rappel aux principes généraux serait tout à fait hors de cause. Car il ne s'agit point d'une question d'*animus possidendi*, la seule que tranche l'art. 2230, mais d'une question de titre d'acquisition, question absolument réservée dans l'espèce.

« L'art. 2230 signifie que jusqu'à preuve contraire, le rapport de maîtrise de l'homme à la chose doit s'entendre d'une possession véritable que l'on exerce pour soi, avec la volonté de l'avoir pour soi, sans qu'elle ait à se reconnaître dépendante d'autrui. Mais ce point peut être, dans bien des cas, indépendant de la question même du titre d'acquisition. On sait que le voleur a une possession à titre de propriétaire, et cependant il n'a pas de titre d'acquisition. Or, précisément, le possesseur que nous supposons affirme sa volonté de posséder pour soi, puisqu'il prétend avoir acheté. Il a donc une possession à titre de propriétaire. Cela ne signifie pas que la vente qu'il allègue ait eu lieu, pas plus que la possession *animo domini* du voleur ne prouve qu'il n'y a pas eu vol » (2).

(1) Cf. Saleilles, p. 79.

(2) *Idem*.

22. — Il nous apparaît donc que les principes généraux du droit commun sont absolument incapables d'accorder au possesseur une protection efficace contre les revendications frauduleuses qu'un ancien possesseur malhonnête peut intenter contre lui. Nous avons vu que dans cette hypothèse la possession ne suffit pas à fonder un titre constitutif du droit, car il s'agit ici d'une hypothèse où il a été établi un rapport de succession ou de juxtaposition des possessions, une hypothèse, par conséquent, où l'article 2279 est déclaré inapplicable comme mode d'acquisition de droit. La possession n'est donc plus un titre d'acquisition ; il en faut un autre. S'il en est ainsi, c'est à celui qui en allègue un autre de l'établir.

Ainsi l'application pure et simple des règles du droit commun mettrait le possesseur dans une situation fort délicate. Il devrait prouver son titre, et pour le prouver, se conformer aux règles de preuve qui exigent un écrit si la valeur de l'objet litigieux dépasse 500 francs, c'est-à-dire qu'il devrait présenter un écrit dans la plupart des hypothèses. Or, l'usage suivi, et qui doit l'être de plus en plus n'exige pas un écrit pour constater les transactions mobilières.

23. — C'est pour cette raison que tous les auteurs actuels ainsi que tous les arrêts lui viennent en aide. La doctrine et la jurisprudence sont unanimes pour offrir au possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble une protection efficace. Elles déclarent que là où la possession ne fonde pas un titre constitutif du droit, elle fonde jusqu'à preuve contraire une présomption de titre. Le possesseur ne se trouve pas sans protection par la preuve de la succession ou de la juxtaposition des possessions ; il est présumé avoir acquis la chose en vertu d'un titre parfait. C'est au demandeur, s'il le veut, de prouver l'absence du titre. Il ne lui suffit pas de prouver son droit, il faut qu'il établisse, en outre, que le défendeur n'est pas devenu propriétaire.

Mais ce n'est pas l'application du droit commun qui nous fournit cette présomption de titre. Nous avons vu

qu'il était impuissant à cet égard. Il y a là une règle spéciale, exorbitante aux principes généraux. C'est une *faveur* accordée à la possession des meubles, vu la nature spéciale des transactions mobilières.

En fait de meubles, la possession a donc un rôle nouveau. Elle fait présumer le titre au profit du possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient l'objet. Il a suffi ici de la preuve de la succession des possessions pour que le droit ne fût pas acquis du chef de la possession. Pour l'acquérir, il fallait un autre titre. Les principes généraux du droit obligeraient le possesseur à en administrer la preuve. Ce fait constituerait à sa charge une tâche très difficile et souvent impossible. D'où la possibilité pour lui d'être victime de la rigueur de la loi qui faciliterait, voire consoliderait les revendications frauduleuses de la part de son auteur. C'est pour cette raison que depuis très longtemps la doctrine et la jurisprudence lui viennent en aide en admettant à son avantage une présomption de titre. Désormais il n'a rien à prouver ; il n'a qu'à rester sur ses positions. Pour lui enlever le meuble, il faudra que le demandeur établisse non seulement son propre droit mais en outre l'absence du sien.

24. — D'ailleurs cette doctrine est en pleine conformité avec l'ancien droit. Nous avons vu, dans notre partie historique (1), que Pothier affirmait que la possession faisait présumer la propriété jusqu'à preuve contraire. Nous avons vu également que ce système n'arrivait qu'à protéger le possesseur actuel contre son auteur. Celui-là était présumé propriétaire jusqu'à ce que le demandeur fournît la preuve qu'il n'avait pu le devenir. C'était même la seule fonction que l'auteur attribuait à la possession.

L'idée de Houard est plus formelle encore. Cet auteur s'exprime ainsi : « Les meubles s'acquièrent par la seule tradition ; le possesseur n'a point à justifier sa propriété.

(1) Voir *supra*, 1^{re} partie, n° 87.

La possession la fait présumer du droit ; il faut un titre formel pour la lui enlever (1). » Ainsi les systèmes antérieurs à celui de Bourjon admettaient déjà une présomption de titre du chef de la possession. D'ailleurs c'était la seule fonction qu'ils lui attachaient.

Nous avons vu également que Bourjon, à qui les rédacteurs du code ont emprunté les principes qui règlent la possession des meubles, n'a pas rompu avec ces systèmes. Il n'a fait qu'attribuer à la possession un rôle nouveau, un rôle constitutif de droit. Certes Bourjon, après avoir affirmé à maintes reprises que la possession fait acquérir la propriété à celui qui traite de bonne foi avec un *non dominus*, nous enseigne au titre intitulé de *l'achat de meubles* que « pour la preuve de cet achat, il n'est pas nécessaire de rapporter un titre, il suffit de posséder le meuble, parce qu'en matière de meuble la possession vaut titre ; il suffit donc de la possession pour la preuve de la translation de propriété ; l'ordre public l'a exigé ainsi indépendamment du laps de temps » (2).

En un mot, les précédents historiques confirment pleinement la thèse soutenue aujourd'hui quasi unanimement par la doctrine et la jurisprudence, et selon laquelle la possession qui n'a aucun effet attributif du droit, là où il y a un rapport de succession des possessions, a un rôle probatoire ; là où elle ne constitue pas un titre, elle le fait présumer jusqu'à preuve contraire.

25. — Quel est le siège législatif de cette présomption de titre ? A quel texte ou à quel principe peut-on la rattacher ?

Tout le monde, aussi bien dans la doctrine que dans la jurisprudence, la rattache à l'art. 2279, faute d'en trouver un autre. D'après les auteurs et les tribunaux, la règle

(1) Dictionnaire du droit normand publié en 1781 sous le mot Meuble. Voir aussi les passages que nous avons cités de Dessards et de Denizard.

(2) Bourjon, livre III, titre II, ch. 1, n° 1 et 2, voir aussi notre historique n° 92.

« En fait de meubles possession vaut titre » revêt une double signification : dans les rapports du possesseur avec un tiers, elle signifie tout d'abord que la possession est susceptible d'emporter, par elle-même, droit de propriété ; dans les rapports du possesseur avec celui de qui il tient immédiatement le meuble, elle signifie que la possession fait présumer le titre à son profit.

Certes, la formule trop concise et trop vague de l'article 2279 paraît se prêter à cette extension. En outre Bourjon lui-même emploie parfois la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » dans le sens d'une présomption de titre. Après avoir dit que l'effet naturel de l'achat des meubles est d'en faire passer la propriété dans la personne de l'acheteur, ce jurisconsulte nous enseigne que « pour la preuve de cet achat, il n'est pas nécessaire de rapporter un titre, il suffit de posséder le meuble, parce qu'en matière de meubles la possession vaut titre » (1).

Pour notre part, nous ne saurions trop facilement adopter cette thèse. Nous nous assimilons mal l'idée qui se prête à donner au même texte de l'art. 2279 deux sens différents. Suivant les cas et les hypothèses, on lui donne un sens attributif de droit ou un sens simplement probatoire. Ce serait contraire à toute saine méthode d'interprétation. Une seule phrase ne doit signifier qu'une seule chose. D'autre part, nous avons vu que dans l'ancien droit la fonction probatoire a été attribuée à la possession avant la fonction acquisitive. Pothier disait déjà que le possesseur d'un meuble en était présumé propriétaire. Par conséquent, avant même que le Châtelet de Paris formule la maxime « En fait de meubles la possession vaut titre », on accordait à la possession son rôle de preuve.

En outre, nous avons vu que cette formule a été inventée par les conseillers du Châtelet pour protéger celui qui achète de bonne foi *a non domino* (2).

(1) Bourjon, livre II, t. II, ch. I, passage précité.

(2) Voir *supra*, 1^{re} partie, n° 89.

Nous préférierions attacher le rôle de preuve attribué à la possession en fait de meubles à la Tradition. Certes ce principe a été imaginé par les auteurs dans la dernière étape de l'ancien droit, et il n'a jamais cessé d'être confirmé par la doctrine et consacré par la jurisprudence. C'est une règle traditionnelle et jurisprudentielle plutôt qu'une règle législative.

Remarquons seulement que l'importance de cette discussion est minime, au point de vue pratique tout au moins. Tout le monde reconnaît maintenant à la possession des meubles, outre son rôle acquisitif, un rôle probatoire. C'est là le point capital. Peu importe que cette règle dérive de l'art. 2279 ou d'une autre source. Ce qu'il faut mettre en relief, c'est qu'elle est aujourd'hui incontestée, et les tribunaux l'appliquent de la manière la plus formelle et constante; elle fait, en conséquence, partie de l'édifice juridique français.

26. — Nous insistons sur ce fait capital qu'en droit français la possession mobilière joue deux rôles différents dans deux domaines également différents et répond, par conséquent, à deux nécessités différentes :

I. — Dans le domaine des relations entre le possesseur qui traite avec un *non dominus* et le véritable propriétaire, tiers à l'acte qui devait transférer la propriété au premier, la possession constitue le droit. Le possesseur devient propriétaire du seul chef de sa possession. Le contrat est impuissant à transférer le droit, l'aliénateur n'étant pas propriétaire et ne pouvant, par conséquent, transférer ce qu'il n'a pas. Ainsi, d'après les règles du droit commun, le possesseur devrait restituer le meuble au véritable propriétaire qui le revendique. Or, il a acheté le meuble de celui qui le détenait, de celui qu'il a cru être le propriétaire. Toutes les apparences justifient sa croyance. C'est pour cela que la loi lui vient en aide et le déclare propriétaire du chef de sa possession. La possession lui attribue le droit que le contrat n'a pu lui procurer.

II. — Dans le domaine des relations du possesseur avec

celui de qui il tient directement le meuble : cette hypothèse diffère totalement de la première. Ici le possesseur n'a pas eu affaire avec un non-propriétaire. La qualité de son adversaire n'était jamais l'objet d'un doute. Par contre, le doute entoure l'existence et la nature de son titre. On ne sait pas par quel procédé, à quel titre et dans quel but l'objet est venu aux mains du possesseur. Est-il venu à titre de propriété ou à titre de jouissance ? On n'en sait rien. Si on appliquait les principes généraux du droit commun, on devrait imposer au possesseur la charge de la preuve. Or, cette preuve serait toujours difficile, sinon impossible car en fait de meubles on ne dresse pas d'écrit. De cette façon on mettrait le possesseur dans une situation fort ennuyeuse. C'est pour cette raison que la jurisprudence ne le laisse pas dans cet embarras, elle élimine provisoirement tout doute entourant son titre, elle le déclare propriétaire jusqu'à ce que son adversaire administre la preuve contraire.

Gardons-nous seulement de croire qu'en disant que la possession mobilière attribue en premier lieu la propriété à celui qui achète *a non domino* et que, d'autre part, elle fait présumer le titre au profit du possesseur à l'égard de son auteur, nous énumérons limitativement tous les effets de cette possession. Certes de la première fonction, la fonction acquisitive, conjuguée avec les principes généraux en matière de preuve, nous pouvons en tirer une troisième.

Nous avons dit que la possession sous certaines conditions attribue la propriété. Nous verrons en étudiant en détail cet effet que ces conditions sont : une possession réelle exempte de vice, à titre de propriétaire, de bonne foi, et l'absence d'un rapport de succession directe des possessions. Ce sont là les conditions universellement exigées. Toutefois, elles ne nous semblent pas suffisantes et nous y ajoutons le juste titre. Or, nous verrons en examinant la question de preuve que toutes ces conditions, hormis la première (la possession réelle) se présument jusqu'à preuve contraire. Pour la précarité nous avons un texte formel (l'art. 2230). Chaque possesseur est présumé

posséder pour soi et à titre de propriétaire. Pour les autres conditions, les principes généraux du droit commun suffisent pour en mettre la charge de la preuve à l'encontre du demandeur.

En conséquence, dès que le défendeur prouve qu'il a la possession réelle d'un meuble, il sera présumé posséder sans vices, à titre de propriétaire, de bonne foi et enfin avec juste titre. Or ce sont là les seules conditions exigées pour que l'art. 2279 s'applique en tant que mode d'acquisition de droit. Donc, le possesseur sera présumé propriétaire. Il sera présumé avoir acquis le meuble en vertu de la règle : « En fait de meubles possession vaut titre. »

Mais il ne faut pas confondre cette présomption avec celle qui émane de toute possession. En réalité, nous avons précisé que toute possession, celle d'immeubles aussi bien que celle de meubles a l'effet de faire présumer la propriété, en ce sens qu'elle attribue au possesseur le rôle du défendeur dans l'action en revendication. Ce n'est pas de cette présomption que nous entendons parler. La nôtre est plus efficace. Pour la détruire, il ne suffit pas que le demandeur prouve son droit. Il lui faut prouver, en outre, que l'une des conditions d'application de l'art. 2279, en tant que principe attributif de la propriété, fait défaut.

Pour détruire cette présomption, il est nécessaire de prouver : ou bien le rapport de succession des possessions, et dans ce cas le demandeur prouve que le possesseur n'a pas pu devenir propriétaire du seul chef de sa possession ; pour acquérir la propriété, il lui fallait un autre titre ; mais cet autre titre on le présume jusqu'à preuve contraire ; ainsi nous retombons dans le domaine d'une autre fonction ; ou bien la précarité, la mauvaise foi ou l'absence du juste titre. Par cette preuve le revendiquant établit que le possesseur n'a pas pu devenir propriétaire en vertu de l'art. 2279. Cependant, le possesseur ne sera pas nécessairement obligé de restituer le meuble. Certes on vient de détruire la présomption de propriété qui le protégeait, mais il se peut qu'il ait acquis la pro-

priété à un autre titre. Il se peut que le possesseur actuel qui a acheté sciemment le meuble à un détenteur précaire, à un dépositaire, par exemple, ait traité, après coup, avec le déposant qui a ratifié la vente. Mais ici les principes généraux de droit commun reçoivent leur pleine application et c'est au possesseur de prouver le titre qu'il allègue.

Ainsi en fait de meubles la possession remplit-elle en droit français trois fonctions différentes :

I. — Sous certaines conditions, elle attribue le droit de propriété ou les autres droits réels au possesseur qui traite avec un non-propriétaire et lui permet de cette façon de repousser l'action en revendication intentée par le véritable propriétaire.

II. — En conséquence de ce principe conjugué avec les principes généraux de droit commun en matière de preuve, la possession fait présumer la propriété au profit du possesseur qui tient le meuble d'un tiers.

III. — Dans les rapports du possesseur avec celui de qui il tient immédiatement le meuble, la possession se trouve incapable de faire acquérir la propriété et, par conséquent, impuissante à la faire présumer, mais on lui accorde une fonction nouvelle, elle fait présumer le titre au profit du possesseur.

Nous remarquons qu'en pratique la deuxième et la troisième fonction se rapprochent beaucoup l'une de l'autre. Il ne faut cependant pas les confondre. Il y a entre elles plusieurs différences qui les distinguent :

1^o Chacune de ces présomptions a un domaine différent : l'une ne s'applique qu'au profit du possesseur dans ses rapports avec un tiers, tandis que l'autre ne s'applique qu'au profit du possesseur dans ses rapports avec son auteur.

2^o La preuve contraire admise contre la deuxième présomption consiste à prouver l'absence du titre chez le possesseur, tandis que celle admise contre la première con-

siste à établir le défaut de l'une des conditions exigées pour l'application de l'art. 2279.

3^o Enfin, les deux présomptions se différencient, tout au moins selon notre thèse, quant à leur source. Nous avons vu que la première présomption n'est que la conséquence de la fonction acquisitive conjugée avec les autres principes du droit commun en matière de preuve et qu'elle a ainsi sa source dans le texte même de l'art. 2279, tandis que nous avons jugé préférable de faire de la seconde une règle essentiellement traditionnelle et jurisprudentielle.

En résumé, la possession joue en droit français deux rôles différents, remplit deux fonctions diverses : tantôt elle constitue le droit ; elle le fait acquérir et joue alors comme règle de fond, tantôt elle fait présumer la propriété et ne joue dans ce cas que le rôle d'une simple règle de preuve.

27. — Cependant ce point de vue n'a pu être accepté par tout le monde. Certes, on remarque ici, fort malheureusement, une confusion énorme qui a faussé et fausse toujours l'interprétation de l'art. 2279. Ni les tribunaux ni les auteurs en général ne nous ont expliqué ces différents rôles avec tant de netteté.

De ces deux fonctions acquisitive et probatoire, il y en a une qui triomphe complètement à leurs yeux et ils ne voient qu'elle au détriment de l'autre qu'ils oublient entièrement. Ainsi plusieurs auteurs n'attribuent à la possession mobilière qu'une fonction acquisitive, tandis que la jurisprudence ne lui attribue qu'un rôle probatoire.

La doctrine soutient que dans tous les cas la règle « En fait de meubles possession vaut titre » fait acquérir la propriété. Elle a cet effet même dans les rapports du possesseur avec celui de qui vient le meuble. Mais pour empêcher que cette règle s'applique au profit du dépositaire, du mandataire et tout autre détenteur précaire, et aussi pour écarter son application au profit de celui qui n'a

qu'un titre nul ou résolu, on déclare qu'il y a ici une obligation personnelle (1).

Nous sommes parfaitement d'accord pour écarter l'application de l'art. 2279 dans ces cas. Mais notre conception est beaucoup plus générale. Selon nous, la possession n'attribue jamais la propriété dans les rapports des possesseurs successifs ; dans ce domaine, l'art. 2279 est inapplicable comme procédé d'acquisition du droit, il est inapplicable dans tous les cas et non seulement lorsqu'il y a obligation personnelle.

D'ailleurs nous avons vu que l'idée d'une obligation personnelle de restitution ne saurait nullement servir de base pour empêcher l'attribution de droit du chef de la possession (2).

Ainsi dans les rapports du possesseur et de son auteur la possession est incapable de faire acquérir la propriété. Pour l'acquérir il faut un autre titre et ce titre on le présume du chef de la possession, jusqu'à preuve contraire. Par conséquent, la possession joue forcément ici un rôle probatoire. Elle ne constitue pas le titre ; elle le fait présumer.

Même dans les rapports du possesseur avec un tiers, nous avons vu qu'on peut tirer de l'art. 2279 conjugué avec les autres principes généraux une fonction probatoire.

Il est injuste donc d'affirmer que la possession mobilière ne remplit qu'une fonction acquisitive.

La jurisprudence soutient le point de vue inverse. Elle ne voit dans la possession mobilière qu'une présomption de propriété. Elle lui fait produire cet effet même au profit du possesseur à l'égard du vrai propriétaire étranger à l'acte qui devait lui transférer la propriété. Il lui a semblé que c'était là la seule conception qui respectât les principes traditionnels en matière de propriété. « Il lui a semblé difficile d'avouer que, sous un prétexte quelconque, si favorable qu'il puisse être, on dépouille le propriétaire au

(1) Colin et Capitant, *loc. cit.*, t. I, n° 1135.

(2) Voir *supra*, n° 10.

profit d'un acquéreur que l'on suppose de bonne foi sans doute, mais qui, très certainement, n'a pas traité avec lui. Aussi, préfère-t-on s'en tirer par une fiction. On ne dit plus que l'on dépossède l'ancien propriétaire ; on déclare seulement que le possesseur de bonne foi est dispensé de fournir ses preuves. Sans doute, le demandeur pourrait établir que ce possesseur a traité avec un dépositaire ou un mandataire sans droit ; peu importe, on préfère supposer encore qu'il a eu un titre dont la preuve ne peut pas être rapportée. Qui sait, après tout, si le propriétaire n'a pas, après coup, ratifié la vente ? Qui sait, enfin, si le dépositaire n'était pas devenu lui-même propriétaire ? Et ce demandeur, d'autre part, sur quoi s'appuie-t-il pour fournir la preuve de sa propriété ? Lui demande-t-on ses titres ? Il n'en a pas d'autre que sa possession. Alors comment dire que sa preuve est faite ? Si sa preuve est faite uniquement sur le fondement de sa possession, il faut qu'une preuve analogue profite au défendeur. La possession prouve la propriété de l'un, elle prouvera la propriété de l'autre. D'un côté comme de l'autre elle ne fondera qu'une présomption. Seulement la propriété du demandeur n'étant elle-même que présumée, il devient impossible, et même injuste, de contester la présomption du défendeur, sauf dans des cas rares et limités qui rendront inadmissible la prétention du possesseur actuel, ou plutôt qui feront de la présomption du demandeur une présomption préférable à celle de son adversaire, et de son ancienne possession une possession préférable à celle du possesseur actuel. En matière de meubles, il n'y a que des présomptions ; seulement elles sont de qualités différentes. Il suffit de les comparer et de les apprécier l'une par rapport à l'autre. C'est un système qui existait déjà sous cette forme au moyen âge, qui avait également trouvé son application dans la publicienne du droit romain ; c'est encore une théorie du même genre qui se cache sous la conception jurisprudentielle d'une présomption de propriété (1). »

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 91 et s.

Cependant, toute cette explication n'est qu'un trompe-l'œil ; car l'idée de présomption parfaitement admissible dans tous les cas où la preuve contraire est reçue, devient une fiction insoutenable, là, précisément, où il est démontré que le possesseur avait traité, par exemple, avec un dépositaire infidèle, ayant commis lui-même un abus de confiance, et dont l'abus de confiance est parfaitement établi, au besoin même par un jugement rendu au pénal. Comment dire en pareil cas, qu'il y a encore place pour la possibilité d'un titre ultérieur par lequel le propriétaire aurait cédé son droit ? De titre de ce genre, le possesseur n'en allègue aucun. Il n'allègue que sa bonne foi et son titre vide. En réalité on lui fait acquérir le droit (1).

D'ailleurs, cette conception qui ne voit dans la possession mobilière qu'une présomption de propriété est démentie par le code lui-même. L'art. 1141 qui n'est qu'une application de l'art. 2279 dispose : « Si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à deux personnes successivement est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en *demeure* propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date... » Le législateur nous dit que l'acheteur mis en possession *demeure* propriétaire même si son titre est postérieur en date, mais il ne nous dit pas qu'il est présumé propriétaire.

Certes il serait inadmissible de parler ici d'une présomption quelconque ; la propriété est acquise au premier acheteur par le seul effet de la vente. En revendant le meuble au possesseur, le vendeur aliène ce qui ne lui appartient plus ; il vend la chose d'autrui. En conséquence, le possesseur n'a pu en devenir propriétaire du seul chef du contrat. S'il devient propriétaire, ce n'est que du chef de la possession. Il devient propriétaire parce qu'il a la possession et qu'il peut se réclamer de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ». Il est évident qu'il ne peut être question d'une simple présomption de propriété attachée à la possession, car cette présomp-

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 91 et s.

tion jouerait contre l'évidence. Une présomption suppose quelque chose de douteux ; elle a pour objet de trancher le doute. Or ici il n'y a aucun doute ; le contrat est impuissant à transférer la propriété au possesseur. Si ce dernier est déclaré cependant propriétaire, cela ne peut s'expliquer que par un seul moyen : c'est de dire que la possession de bonne foi lui attribue la propriété. Donc la possession joue manifestement dans cette hypothèse une fonction acquisitive.

Ainsi nous ne saurions accepter ni la thèse de certains auteurs, qui ne voient dans la possession mobilière qu'une fonction acquisitive, ni celle de la jurisprudence qui n'y voit, par contre, qu'une fonction probatoire, une simple présomption de propriété. Les deux thèses sont trop absolues. La vérité consiste à atténuer de l'absolutisme de chacune et à admettre que la possession comporte en fait de meubles, les deux fonctions. Selon les hypothèses, elle constitue le titre de propriété, ou ne fait que le faire présumer.

28. — Il convient de déduire de ce qui précède que la possession remplit, en fait de meubles, et à quelques nuances près, les mêmes rôles que remplit la prescription lorsqu'il s'agit d'immeubles. En réalité, la prescription joue avant tout le rôle d'une institution de preuve. Elle permet de faire la preuve de la propriété. Le possesseur d'un immeuble, pour prouver son droit, n'aura qu'à fournir la preuve que lui ou les personnes de qui il a tenu régulièrement l'immeuble ont possédé ensemble pendant trente ans. Mais elle comporte aussi un rôle acquisitif. Elle fait acquérir la propriété à celui qui, ayant acquis le bien *a non domino*, le possède pendant dix ou vingt ans. Il en est de même en matière mobilière ; la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » a une fonction probatoire permettant au possesseur de se prévaloir de la présomption de propriété. Elle a aussi une fonction acquisitive ; elle fait acquérir le meuble au possesseur qui a traité de bonne foi avec un non-propriétaire.

29. — Après avoir énuméré les rôles que joue la posses-

sion mobilière en droit français, pour les développer par la suite, il faut nous demander quel est, à cet égard, la solution de notre droit égyptien. Avant de répondre à cette question, nous nous empressons de faire remarquer que, fort malheureusement, les documents concernant le droit égyptien, et surtout les documents jurisprudentiels, nous manquent presque complètement. Etant donné les circonstances actuelles de la guerre, et par conséquent les difficultés quasi insurmontables qu'éprouvent les moyens de transport, nos efforts pour nous les procurer sont restés vains.

Cependant, nous croyons pouvoir affirmer, sans risquer de tomber dans l'erreur, qu'il faut appliquer en droit égyptien les mêmes solutions que celles que nous avons admises en droit français. Certes nos codes, le Code civil mixte promulgué en 1875 et le Code civil national promulgué en 1883, ont reproduit dans ses grandes lignes l'art. 2279 C. C. français, le premier dans l'art. 68 et le second dans l'art. 46. Ces deux articles disposent : « ... la propriété des meubles s'acquiert par la délivrance en vertu d'un juste titre, bien que celui qui les livre ne soit pas propriétaire, pourvu que celui qui reçoit soit de bonne foi et sauf le droit de revendication du véritable propriétaire en cas de perte ou de vol. »

Nous remarquons ici la netteté et la précision du texte. Notre législateur a profité des reproches amers adressés à la formule de l'art. 2279 C. C. français, formule trop concise et par conséquent trop vague. Il a dû laisser la forme de brocards coutumiers pour s'exprimer d'une façon précise.

Après avoir formulé, dans l'art. 67 C. C. mixte et l'art. 45 C. C. national, que la propriété soit mobilière, soit immobilière se transmet dès la conclusion du contrat translatif si le bien était la propriété de l'aliénateur, le législateur nous dit dans l'art. 68/46 : « Toutefois la propriété des meubles s'acquiert par la délivrance..., bien que celui qui les livre... ne soit pas propriétaire... » Il déclare donc d'une manière formelle que dans un cas particulier où le contrat est impuissant à transférer la pro-

priété, vu le défaut de droit chez le *tradens*, la propriété est acquise à l'*accipiens* par la délivrance. Ainsi, sous certaines conditions, le droit égyptien accorde formellement à la délivrance de meuble, autrement dit à la possession mobilière, une fonction acquisitive de la propriété.

Mais le législateur ne se contente pas d'attribuer à la possession une fonction acquisitive ; il lui accorde, d'une manière aussi formelle, un rôle de preuve, une fonction probatoire. En effet, l'art. 733 C. C. mixte et 607 C. C. national dispose : « En matière mobilière la preuve contre toute personne résulte de la possession de bonne foi et avec titre ».

Il nous semble que la présence de cet article n'est pas absolument indispensable et qu'on aurait pu s'en passer. On aurait pu arriver au but qu'il poursuit par l'application conjuguée des articles 68/46 et 734/608. Certes l'article 68/46 déclare que « La propriété des meubles s'acquiert par la délivrance en vertu d'un juste titre... pourvu que celui qui reçoit soit de bonne foi ». C'est-à-dire que la possession mobilière fait acquérir la propriété à celui qui possède de bonne foi et en vertu d'un juste titre. Or d'après l'art. 734/608 « La possession des meubles seule fait présumer le titre et la bonne foi sauf preuve contraire ». Par conséquent, dès qu'il fournit la preuve de sa possession, le possesseur est présumé posséder de bonne foi et avec juste titre. Autrement dit, dès qu'il établit sa possession il est présumé être dans les conditions exigées pour que la propriété soit acquise du chef de la possession ; en d'autres termes, il est présumé propriétaire.

Ainsi aurait-on pu arriver au résultat qui produit l'article 733/607 même s'il n'avait pas existé. Et les choses se seraient alors passées de la même façon qu'en droit français. Nous nous rappelons que de l'application de l'art. 2279 C. C. français, conjuguée avec l'application d'autres principes de preuve, nous avons tiré une fonction probatoire malgré le mutisme de ce texte à cet égard. Il en aurait été de même en droit égyptien.

Seulement, lors de la rédaction des codes égyptiens, mixte et national, les rôles de la possession mobilière

n'étaient pas nettement dégagés en France. Tandis que la jurisprudence n'y voyait qu'une présomption de propriété, la doctrine, ou tout au moins plusieurs auteurs y voyaient exclusivement une règle acquisitive de la propriété. C'est pour cela que le législateur égyptien a cru devoir préciser. Il n'a pas voulu suivre à la lettre ni la conception de la doctrine, ni celle de la jurisprudence, toutes les deux étant poussées trop à l'extrême. Il a vu une part de vérité dans l'une et dans l'autre. Pour lui la possession mobilière ne constitue pas exclusivement une règle de fond, elle ne constitue pas exclusivement une règle de forme ; elle joue les deux rôles ensemble. Ainsi a-t-il cru devoir attribuer formellement à la possession ces deux fonctions distinctes.

Toutefois, l'art. 733/607 paraît avoir au premier abord son utilité. En réalité, nous avons vu qu'en droit français l'art. 2279 est inapplicable dans les rapports entre possesseurs successifs. Il est inapplicable comme règle de fond, et par mesure de conséquence comme règle de forme. En droit français, pour que la possession fasse attribuer la propriété, nous exigeons, à la différence de l'unanimité des auteurs et de la jurisprudence, le juste titre. Or, comme nous l'avons montré, le juste titre ne peut exister dans les rapports entre possesseurs successifs, car ce qui caractérise le juste titre c'est qu'il émane d'un non-propriétaire. Et dans les rapports du possesseur et de celui de qui il tient le meuble, la question de la propriété chez le *tradens* n'est pas mise en doute. Il s'agit de savoir seulement si l'ancien possesseur a donné la chose à titre de propriété ou à titre de jouissance. S'il n'a donné la chose qu'à titre de jouissance ou s'il l'a donnée à titre de propriété, mais si ce titre vient à être annulé ou résolu, la possession est impuissante à transférer la propriété parce qu'une des conditions exigées pour l'application de l'art. 2279 (le juste titre) fait défaut. Ainsi l'art. 2279 ne peut s'appliquer dans les rapports des possesseurs successifs ni comme règle attributive de la propriété ni, et par voie de conséquence, comme règle de preuve. Et nous étions amené à rattacher le principe qui attribue à la pos-

session, dans les rapports des possesseurs successifs, l'effet de faire présumer le titre au profit du possesseur, à la tradition et à la jurisprudence.

Peut-être le législateur égyptien a-t-il voulu couper court à toutes ces difficultés en attribuant à la possession mobilière un rôle probatoire dans tous les cas, même dans celui des rapports du possesseur et de celui de qui il tient le meuble. En effet, ce désir se révèle assez clairement lorsqu'il affirme qu'en matière de meubles la preuve *contre toute personne* résulte de la possession. Le possesseur est présumé propriétaire contre toute personne, autrement dit il est présumé propriétaire même à l'égard de celui de qui il tient le meuble.

Notre législateur a donc voulu accorder au possesseur dans ses rapports avec son auteur une présomption de propriété. Mais a-t-il pu réaliser correctement son désir ? Malheureusement non. Car il exige, pour que la possession fasse la preuve de la propriété, la bonne foi et le juste titre. Or cette dernière condition ne peut se réaliser, nous l'avons montré à maintes reprises, dans les rapports des possesseurs successifs. De cette façon le législateur égyptien se trouve dans une certaine mesure en contradiction avec lui-même. Il commence à affirmer que la possession fait preuve de la propriété *contre toute personne*, mais il ajoute une condition qui l'empêche de jouer ce rôle à l'égard de l'auteur du possesseur actuel.

Ainsi l'art. 733/607 nous semble-t-il superflu. Il n'est qu'une reproduction pure et simple, mais sous une forme différente de l'art. 68/46. Ce que notre législateur a voulu mettre en relief c'est l'attribution à la possession mobilière de deux fonctions différentes : l'une acquisitive et l'autre simplement probatoire. C'est pour cette raison qu'il a formulé dans l'art. 68/46, inséré dans le chapitre intitulé *des modes d'acquérir la propriété et les droits réels*, que « la propriété des meubles s'acquiert par la délivrance... » et qu'au chapitre de *la preuve des droits réels* il nous dit qu'en matière mobilière « la preuve contre toute personne résulte de la possession ». Les conditions exigées pour l'application des deux textes sont les mêmes :

la bonne foi et le juste titre. Ainsi en pratique les deux articles arrivent au même résultat : accorder la propriété au possesseur qui contracte de bonne foi avec un non-propriétaire.

Seulement, il ne faut pas conclure de ce que nous avons dit qu'en droit égyptien la possession ne joue aucun rôle dans les rapports des possesseurs successifs. En effet, les mêmes motifs qui, en France, ont contraint les auteurs et la jurisprudence à permettre à la possession de jouer, dans cette hypothèse, le rôle d'une présomption de titre, nous obligent d'admettre la même solution en droit égyptien. Nous devons accorder, dans notre législation, à la possession un rôle probatoire dans les rapports entre possesseurs successifs. Certes, nous avons vu que le législateur a montré son désir de protéger le possesseur contre toute personne, c'est-à-dire même contre son auteur. Ce but, quoiqu'il n'ait pu le réaliser, ne nous montre pas moins une tendance digne d'être respectée.

D'ailleurs la jurisprudence est unanime (1) à faire profiter le possesseur d'une présomption de titre contre son auteur. Seulement, le code étant impuissant à ordonner cette règle, nous préférierions y voir, comme en droit français, une règle traditionnelle et jurisprudentielle.

En un mot, en fait de meubles la possession joue en droit égyptien les mêmes rôles qu'en droit français.

Dans l'un comme dans l'autre, la possession remplit deux fonctions bien différentes : l'une acquisitive de la propriété, l'autre simplement probatoire. Parfois elle attribue de son chef et sur son seul fondement la propriété et parfois elle ne fait que la faire présumer.

30. — Cette distinction entre les deux rôles que joue la possession en matière mobilière a été consacrée nettement par les codes récents et surtout par le Code civil allemand et le Code civil suisse.

(1) Voir surtout Cour d'appel mixte d'Alexandrie, 23 mars 1926, *Gazette des Tribunaux mixtes*, 17 ; Kamel Moursey Brey, article dans la revue d'*El Kanoune Wal Iktissad*, 1933, p. 893 et s.

Tout d'abord dans l'art. 932 le législateur allemand accorde, sous certaines conditions, à la possession, la force d'attribuer la propriété. Ensuite, il déclare dans l'art. 1006 que celui qui possède une chose mobilière en est présumé propriétaire.

De même le Code civil suisse attribue à la possession mobilière ces deux fonctions : la fonction acquisitive dans les articles 714 et 933 et la fonction probatoire dans l'art. 930.

31. — Après avoir exposé brièvement les rôles que joue la possession en matière de meubles, il nous faut les développer. Après la synthèse, c'est l'analyse qui s'impose.

Selon nous et comme nous l'avons montré, la possession mobilière remplit en droit français comme en droit égyptien trois fonctions. La première est tout à fait distincte des deux autres : c'est la fonction acquisitive. La deuxième et la troisième se rapprochent sensiblement l'une de l'autre, puisqu'elles constituent chacune une règle de preuve : une présomption.

C'est ainsi que nous jugeons préférable d'étudier les deux fonctions probatoires l'une à côté de l'autre. D'où nous étudierons le rôle de la possession mobilière dans deux titres : le premier sera consacré à la fonction acquisitive de la propriété, le second à la fonction probatoire. Ce dernier titre sera subdivisé en deux chapitres : dans le premier nous traiterons de la présomption de propriété que la possession édicte au profit du possesseur qui tient le meuble d'un tiers. Le second sera consacré à l'étude de la présomption de titre dans les rapports du possesseur avec celui de qui il tient le meuble.

TITRE PREMIER

LA FONCTION ACQUISITIVE DE LA POSSESSION MOBILIÈRE.

Dispositions préliminaires

- 32. — Domaine de la fonction acquisitive de propriété.
 - 33. — L'étude de cette fonction en droit comparé.
 - 34. — La solution en droit anglais.
 - 35. — Plan du premier titre.
-

32. — Nous avons montré que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » constitue, avant tout, une règle acquisitive de la propriété et qu'à cet égard elle a un domaine bien précis. Elle ne produit cet effet qu'au profit de celui qui traite, à son insu, avec un non-propriétaire, afin de paralyser l'action en revendication intentée éventuellement par le véritable propriétaire. Elle ne réalise l'acquisition que dans les rapports entre le possesseur et le véritable propriétaire, c'est-à-dire entre le possesseur et un tiers, car le propriétaire est, dans notre hypothèse, tiers à l'acte qui devait transmettre la propriété. La règle de l'art. 2279 est étrangère en tant que principe attributif de la propriété aux rapports entre le possesseur et son auteur.

En pratique, les choses se passent de la façon suivante : une personne entend acquérir un meuble, elle s'adresse à celui qu'elle croit propriétaire et contracte avec lui, toutes les apparences justifient sa croyance ; cependant, il apparaît après coup que le vendeur n'était pas le véritable propriétaire et qu'il n'était qu'un simple détenteur précaire,

un dépositaire par exemple ; le contrat est donc impuissant à transférer la propriété ; le vendeur ne pouvait transmettre ce qu'il n'avait pas lui-même ; et, partant, le possesseur devrait rendre le meuble sur la réclamation du véritable propriétaire ; mais le législateur vient ici en aide au possesseur, il le déclare propriétaire, il accorde à la possession un rôle particulièrement actif, un rôle attributif de la propriété. Sur le seul fondement et du seul chef de la possession, le possesseur se voit attribuer la propriété. La possession lui fait accorder ce que le contrat n'a pu réaliser.

33. — Cet effet attributif de la propriété sur le fondement de la possession édicté par l'art. 2279, 1141 C. civil français et l'art. 68/46 C. civils égyptiens se trouve consacré aussi dans la plupart des législations étrangères.

Nous avons déjà vu (1) la solution du Code civil allemand et celle du Code civil suisse. Tous les deux accordent à la possession mobilière la force de faire acquérir la propriété, le premier dans l'art. 932 et le second dans les articles 714 et 933.

Le Code civil italien (2), dans son art. 707, reproduit la règle de l'art. 2279 en des termes un peu différents : « A l'égard des biens meubles par leur nature et des titres au porteur, la possession produit en faveur des tiers de bonne foi l'effet même de titre. » Le Code civil hollandais consacre notre règle dans l'art. 2914. Il faut en dire autant du Code civil espagnol. Son art. 464 dispose : « La possession des meubles acquis de bonne foi équivaut à un titre. »

Mais d'autres législations ont, au contraire, refusé d'accorder à la possession la force d'attribuer la propriété. Elles restent fidèles au droit romain. L'acquéreur *a non domino* ne devient pas propriétaire du seul chef de la possession. Seulement ces législations admettent en général l'institution de la prescription acquisitive ou usucapion.

(1) Voir *supra*, n° 30.

(2) Code civil italien promulgué le 25 juin 1865, traduit et annoté par M. Henry Prudhomme.

Il en est ainsi dans le Code civil portugais. Celui-ci ne fait pas découler la propriété de la possession. Celui qui achète *a non domino* n'acquiert pas la propriété du seul chef de la possession ; il doit restituer le meuble. Il n'est protégé que par la prescription acquisitive de trois ans s'il a juste titre et bonne foi. L'existence de ces deux conditions est d'ailleurs présumée. Mais si l'une d'elles fait défaut, une possession prolongée pendant dix ans sera nécessaire (art. 532).

34. — Quant au droit anglais, il laisse de côté, ici comme dans beaucoup d'autres matières, les principes appliqués sur le continent pour édicter des règles originales qui lui sont propres. Il n'accorde pas à la possession le pouvoir de faire attribuer la propriété au possesseur, sans permettre cependant au véritable propriétaire d'intenter toujours l'action en revendication.

En principe, le droit anglais laisse les meubles soumis au système romain. Celui qui n'a pas le droit de disposer de la chose ne peut, en en disposant, transférer la propriété, tel est le principe posé par le *common law* : *Nemo plus juris transferre potest quam ipse habet*, ou autrement dit, *Nemo dat quod non habet* (1).

Cette règle se trouve énoncée dans l'art. 21 du *Sale of goods act* de 1893 : « Lorsque les meubles sont vendus par un individu qui n'en est pas propriétaire et qui les vend sans l'autorisation ou le consentement du propriétaire, l'acheteur n'acquiert pas sur les meubles un meilleur titre que celui de son vendeur (2). »

Voilà la règle générale en droit anglais ; celui qui achète à une personne qui n'est pas propriétaire et qui n'a pas qualité pour vendre n'acquiert pas la propriété.

Mais le *Sale of goods act* après avoir posé cette règle la fait suivre d'une série d'exceptions qui la détruisent presque complètement. Nous croyons utile de citer les

(1) Cf. Talembridge, *Sale of goods*, p. 46.

(2) Traduction du « *Sale of goods act* », par M. le professeur Lévy-Ulmann et M. Thomas Barclay, *Annuaire de législation étrangère*, 1894, p. 10 et s.

plus importantes parmi ces exceptions sans pouvoir cependant les développer d'une façon détaillée. Celles-ci sont :

1^o Cas dans lequel le meuble est acheté en plein marché, *market overt*. C'est l'hypothèse de l'art. 22 du *Sale of goods act*. « Lorsque les meubles sont vendus en plein marché, conformément à l'usage du marché, l'acheteur acquiert un juste titre sur ces meubles pourvu qu'en les achetant il soit de bonne foi et n'ait connaissance d'aucun vice ou défaut de titre chez le vendeur. » Ainsi l'acheteur acquiert la propriété malgré le défaut de droit chez l'aliénateur, s'il achète de bonne foi le meuble en plein marché.

2^o La deuxième exception, c'est le cas où le propriétaire sera empêché par sa façon d'agir de contester le titre de l'acquéreur. C'est ce qu'on appelle en droit anglais *estoppel*. L'art. 21 du *Sale of goods act* nous dit que l'acheteur n'acquiert pas sur les meubles un meilleur titre que celui du vendeur, « sauf si le propriétaire n'empêche, par sa conduite, toute dénégation portant sur le droit du vendeur à vendre. » Ainsi si le propriétaire agit d'une façon à revêtir un individu de la propriété apparente ou du pouvoir apparent de vendre comme s'il était son représentant, il sera empêché *estopped* de réclamer le meuble si cet individu venait à le vendre (1). En réalité l'acheteur a été induit en erreur par la conduite du propriétaire, donc celui-ci n'aura à s'en prendre des conséquences de cette erreur qu'à lui-même.

Pour bien éclairer cette question, nous citons les deux exemples suivants :

Supposons que Primus soit en possession d'une chose et que Secundus qui en est le propriétaire affirme à Tertius qu'il la lui a vendue. Si Tertius achète le meuble à Primus sans savoir que ce dernier n'en avait pas la propriété, Secundus ne pourra attaquer la vente.

Supposons encore qu'un propriétaire donne sa chose à titre de dépôt à un marchand qui vend des choses pareilles. Si ce dernier vend le meuble à un tiers qui ignore le défaut

(1) Halsbury, *The laws of England*, 1907, t. XIII, p. 424.

de propriété chez son vendeur, le propriétaire ne pourra pas contester la validité de la vente.

3^o La troisième exception à la règle générale édictée par l'art. 21 du *Sale of goods act* et selon laquelle on ne peut transférer plus de droits qu'on en possède soi-même, est indiquée dans l'art. 25, alinéa 1. C'est le cas où le vendeur, resté en possession, revend et remet la chose à une autre personne qui ignore la première vente. Il est évident que dans cette hypothèse il ne suffit pas que l'acheteur soit de bonne foi, c'est-à-dire qu'il ignore la première vente, mais il faut qu'il soit mis en possession. C'est exactement la solution de l'art. 1141 du Code civil français (1).

4^o La quatrième exception est le cas d'une personne qui n'ayant qu'un titre annulable vend la chose à une autre de bonne foi, c'est-à-dire qui n'a pas connaissance du vice qui entache le droit de son auteur. Cette exception est posée par l'art. 23 du *Sale of goods act*.

On voit que cette solution déroge à la fameuse maxime : *Resolutio jure dantis resolvitur jus accipientis*. Même après l'annulation du titre du vendeur, l'acheteur demeure propriétaire. Il a acquis, en effet, un meilleur titre que celui de son auteur.

5^o En dernier lieu, nous pouvons mentionner la solution admise quand il s'agit d'argent monnayé et de titres au porteur. L'argent monnayé et les titres au porteur ne peuvent être revendiqués contre un acquéreur à titre onéreux s'il est de bonne foi.

Telles sont les principales dérogations apportées au principe général du droit anglais consacré par l'art. 21 du *Sale of goods act* selon lequel l'acheteur n'acquiert pas sur les meubles un meilleur titre que celui de son vendeur...»

On remarque que ces exceptions englobent la majorité des hypothèses où une personne acquiert le meuble *a non domino* et réduisent de cette façon à presque rien le domaine du principe général.

Au surplus, on ne s'est pas contenté des exceptions

(1) Halsbury, *op. cit.*, t. XXV.

édictées par la loi. La jurisprudence est allée encore bien plus loin. Poussés par la nécessité de protéger et d'assurer la sécurité du commerce, les tribunaux anglais ont élaboré leur fameuse théorie, de *Bona fides purchases for value*. Selon cette théorie, celui qui acquiert un meuble à titre onéreux, *valuable consideration*, dans le cours ordinaire des affaires, et sans avoir connaissance d'aucun vice ni d'aucune circonstance pouvant éveiller ses soupçons, sera protégé contre la revendication du véritable propriétaire.

Ainsi toute personne qui achète à titre onéreux, de bonne foi et dans le cours ordinaire des affaires, devient propriétaire du meuble même si son vendeur n'était pas propriétaire ou n'avait pas qualité pour effectuer la vente.

Nous voyons donc que le domaine de la règle consacrée par l'art. 21 du *Sale of goods act* se trouve considérablement réduit par les exceptions posées d'un côté par la loi elle-même et d'un autre côté par la jurisprudence. On peut même affirmer qu'en droit anglais la règle est que celui qui achète de bonne foi à un non-propriétaire acquiert la propriété malgré le défaut du droit chez son auteur. On s'écarte ainsi de la règle romaine *Nemo plus...* pour se rapprocher de la règle de droit français : « En fait de meubles possession vaut titre. »

Cependant, il reste entre le droit anglais et le droit français deux différences capitales :

1^o En droit anglais, celui qui acquiert *a non domino* ne devient propriétaire que s'il a une *valuable consideration* c'est-à-dire s'il a un titre onéreux. S'il n'a qu'un titre gratuit, une donation, il n'acquerra pas la propriété. Tandis qu'en droit français tout possesseur de bonne foi, même s'il n'était qu'un donataire, peut opposer sa possession au véritable propriétaire.

2^o La deuxième différence est plus importante encore. Elle n'a cependant pas été mise en lumière par ceux qui ont traité de la possession mobilière en droit anglais. Au premier abord, on peut dire que pratiquement on arrive en droit anglais aux solutions auxquelles aboutit l'application de la règle française : « En fait de meubles posses-

sion vaut titre. » Certes nous avons vu que dans le droit d'outre-Manche, tout acheteur de bonne foi devient propriétaire même si son vendeur ne l'était pas. Or, c'est le principal effet de la règle française. Il n'en reste pas moins entre les deux législations une différence capitale. En droit français, la propriété est accordée à l'acheteur du chef de sa possession. Pour qu'il ait la propriété, il faut qu'il soit mis en possession. S'il ne l'est pas il ne deviendra pas propriétaire, même avec la meilleure bonne foi du monde. Le droit anglais, au contraire, ne fait acquérir la propriété du chef de la possession que dans un cas tout exceptionnel : celui du vendeur resté en possession qui revend le meuble à une autre personne. L'art. 25 du *Sale of goods act* semble exiger la mise en possession du deuxième acheteur. A part ce cas, le droit anglais n'exige pas la mise en possession. Il se contente de l'acquisition à titre onéreux et de bonne foi. Ainsi l'art. 22 de cet acte nous dit : « Lorsque, les meubles sont *vendus* à plein marché, l'acheteur acquiert un juste titre, pourvu qu'en les *achetant* il soit de bonne foi »... Sauf si le propriétaire n'empêche, par sa conduite, toute dénégation portant sur le droit du vendeur de vendre. » Aussi dans le cas où le titre du vendeur est annulable, l'art. 25 n'exige nullement la mise en possession de l'acheteur. De leur côté les tribunaux anglais n'exigent pas cette condition ; ils disent tout simplement *Bona fides purchaser for value*, ce qui signifie « l'acquéreur de bonne foi à titre onéreux ».

Gardons-nous donc de dire, comme l'ont prétendu quelques auteurs (1), qu'après tout c'est la règle française de l'art. 2279 qui domine la matière de la revendication mobilière en droit anglais. Nous avouons qu'en pratique nous arrivons souvent au même résultat dans les deux législations car normalement l'acquéreur d'un meuble en est immédiatement mis en possession. Cependant, il n'en est pas toujours de même. Il peut arriver que la tradition du meuble soit retardée. Dans ce cas l'acheteur devient

(1) El-Moghazy, « De la revendication des meubles en droit comparé », *Thèse Paris*, 1927, p. 62.

propriétaire en droit anglais et non pas en droit français. Ainsi en droit français la propriété est acquise du chef de la possession, tandis qu'en droit anglais elle est acquise du chef de l'acquisition de bonne foi et à titre onéreux, *Bona fides purchaser for value*.

35. — Telle est d'une façon générale la fonction acquiesitive de la possession en droit français et en droit comparé. Pour en faire une étude logique et complète, il nous faut indiquer les motifs pour lesquels elle a été établie dans les différentes législations, à quelles conditions elle est soumise, à quels objets elle s'applique, qui peut s'en prévaloir et enfin les dérogations qu'elle supporte. En outre, nous avons jugé utile de consacrer une étude assez brève aux plus importantes applications que cette fonction reçoit en pratique.

D'où le présent titre sera divisé en six chapitres :

Chapitre I^{er} : Motifs rationnels de la Fonction acquiesitive de la propriété.

Chapitre II : Ses conditions d'application.

Chapitre III : Objets auxquels elle s'applique.

Chapitre IV : Qui peut s'en prévaloir.

Chapitre V : Quelques applications pratiques de cette fonction.

Chapitre VI : Dérogations qui lui sont apportées.

CHAPITRE PREMIER

Motifs rationnels de la fonction acquisitive de la propriété.

- 36. — Importance de l'étude.
 - 37. — *Res mobilis res vilis.*
 - 38. — L'intérêt du commerce et la sécurité des transactions mobilières.
 - 39. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » peut être rattachée à la théorie de l'apparence.
 - 40. — Motif d'équité.
 - 41. — Le but que poursuit la règle « En fait de meubles possession vaut titre » intéresse l'ordre public.
 - 42. — Conclusion.
-

36. — Pour arriver à une saine interprétation d'une règle juridique quelconque, il faut que l'interprète ait présents dans l'esprit les motifs qui ont poussé le législateur à la formuler. La règle de droit n'est pas, en réalité, « autre chose que la volonté émanant d'un homme ou d'un groupe d'hommes et condensée en une formule » (1). Assurément en portant sa règle impérative, le législateur a dû avoir les yeux fixés sur une fonction sociale déterminée, que certains motifs l'ont amené à régler comme il l'a fait. Pour interpréter cette règle, c'est-à-dire pour dégager le contenu de la volonté législative, il est indispensable d'agir à la lumière de cette fonction sociale, qu'elle est appelée à remplir.

Cette nécessité de présenter les motifs de la règle de

(1) Geny, *Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif*, Paris, 1899, n° 98, p. 230.

droit pour en arriver à une saine interprétation, se fait sentir davantage lorsque nous sommes en présence d'une règle aussi obscure et vague que celle de l'art. 2279.

La formule par trop concise et vague de la maxime : « En fait de meubles possession vaut titre », a donné lieu à de multiples équivoques et par conséquent à d'innombrables divergences entre les auteurs en ce qui concerne son sens et sa portée. Ces auteurs partis sans indication précise ni guide sûr, ne pouvaient arriver aux mêmes solutions. Pour notre part, nous allons essayer de dégager le but que le législateur a voulu atteindre, la fonction sociale qu'il a voulu faire remplir en posant la règle « En fait de meubles possession vaut titre », et nous en ferons notre meilleur guide et notre seule référence lorsqu'une équivoque se présentera à nous ou lorsqu'une difficulté se dressera sur notre chemin. « Ce qui détermine exclusivement, en fait, l'application et les effets de la règle : « En fait de meubles possession vaut titre », ce sont les motifs bien connus, tant d'intérêt public que d'équité (basés sur la comparaison des intérêts en présence) qui la justifient rationnellement (1). »

Au premier abord, le principe qui attribue la propriété du seul chef de la possession paraît excessivement injuste et choquant pour l'équité. Il aboutit, à dépouiller le véritable propriétaire de son droit sans qu'il y consente. Or n'est-il pas de l'essence de la propriété qu'elle survive au fait, qu'elle demeure en tant que droit, perpétuellement intacte et inviolée, qu'elle n'échappe, en un mot, au titulaire qu'après une libre abdication. Sans doute le texte comporte des restrictions en cas de perte ou de vol, mais il arrive dans bien d'autres cas qu'un individu se trouve revêtu de la propriété d'une chose sans la volonté ni l'intervention de son propriétaire.

Au surplus, la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » déroge aux principes fondamentaux qui se trouvent à la base de toute législation civilisée. Il en résulte qu'un acquéreur de meubles en deviendra proprié-

(1) Gény, *loc. cit.*, n° 72, p. 144.

taire, alors que son auteur n'en avait pas la propriété, n'en ayant été lui-même qu'un détenteur précaire, un dépositaire par exemple (1). Ou bien encore, il arrivera que les droits du vendeur du meuble venant d'être résolus ou annulés, ceux de l'acquéreur subsisteront néanmoins, et ainsi le possesseur se verra acquérir, contre toute règle de bon sens, un meilleur titre que celui de son auteur.

On a critiqué amèrement l'institution de la prescription acquisitive pour ces mêmes raisons. Or si la prescription soulève quelques objections, le principe de l'art. 2279 en soulève bien davantage car il ne s'agit plus de faire jouer ici l'idée que le temps consolide toute chose, ou que celui qui s'est comporté comme propriétaire pendant un laps de temps si long, et qui de ce chef a rempli la fonction sociale de la propriété, doit être récompensé. L'art. 2279 va beaucoup plus loin ; la simple possession instantanée rend le possesseur propriétaire.

Tels sont les reproches qu'on peut adresser à la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Ils ont amené quelques auteurs à la critiquer amèrement. M. Van Bemmelen (2) prétend notamment qu'elle est sortie d'une malencontreuse évolution historique et qu'elle a besoin d'une révision radicale. « Il ne faut pas craindre, dit-il, de la remplacer au besoin par un tout autre système ni de revenir dans une forte mesure au droit romain. Le système de la propriété romaine est, en effet, celui d'une condition économique et d'un droit pécuniaire privé plus avancés que le système germanique et médiéval sur lequel les théoriciens hostiles à la propriété mobilière ont prétendu asseoir leurs conceptions nouvelles (3). »

Malgré toutes ces objections le législateur français de 1804 a posé cette règle, ainsi que la majorité des législations étrangères, certaines parmi les plus récentes, l'ont reproduite. Quelques législations, qui l'ont tout d'abord

(1) Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1126, p. 952.

(2) Van Bemmelen, *loc. cit.*, p. 432.

(3) Nous avons déjà montré, à son lieu, la fausseté de l'idée de M. Van Bemmelen qui attribue à la règle « En fait de meubles possession vaut titre » une origine germanique et médiévale.

repoussée, arrivent par des moyens indirects à consacrer ses principaux effets. Pour quelles raisons ces législateurs ont-ils établi dans leurs lois nationales cette singularité ? Le droit de propriété n'est-il pas, de son essence, un droit perpétuel ? Ne devrait-il pas rester attaché à son maître jusqu'à ce que celui-ci consente à l'abdiquer. Tel serait, en effet, le système rigoureusement logique : la propriété mobilière munie d'un droit de suite en toutes circonstances (1). Nous avons vu cependant qu'il a été rejeté par la plupart des législations. Il importe de faire connaître les raisons de cette apparente anomalie. Il importe de montrer pour quelles raisons ces différents législateurs ont dû accepter de sacrifier en établissant la règle « En fait de meubles possession vaut titre », ces deux règles romaines fondamentales et d'une logique géométrique : *Nemo plus juris transferre protest quam ipse habet* et *Resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis*.

37. — C'est devenu presque une habitude de citer la vieille maxime *Res mobilis res vilis* ou *Vilis mobilium possessio* pour justifier la règle « En fait de meubles possession vaut titre » (2).

Nous croyons qu'on exagère beaucoup l'étendue de l'influence, à l'égard de notre règle, de ce vieil adage. Nous ne voulons pas en nier tout vestige puisque Bigot de Préameneu, dans son exposé des motifs, semble s'y référer. « Il faut, dit-il, éviter des procédures sans nombre et qui le plus souvent excéderaient la valeur des objets de la contestation. » Mais nous voulons montrer que cet adage n'a jamais eu une influence décisive à l'égard de la revendication des meubles. Nous avons déjà vu que les Germains ont interdit la revendication des meubles quoique ceux-ci fussent les biens les plus estimés chez eux. Également, la règle « En fait de meubles possession vaut titre » a été inventée par le Châtelet de Paris au xviii^e siècle, époque

(1) Poincaré, *loc. cit.*, p. 71.

(2) Guillouard, *Traité de la prescription*, p. 217, n^o 796 ; de Follerville, *loc. cit.* ; — Tournesac, *loc. cit.*

où les meubles commençaient à avoir une importance de plus en plus grandissante. Remarquons d'ailleurs que Bourjon est bien loin de fonder sa doctrine sur le peu de valeur des meubles (1). Bien au contraire, il nous semble que c'est l'augmentation de la valeur des meubles et par conséquent le besoin de plus en plus pressant de protéger le commerce qui ont poussé le Châtelet à accepter de sacrifier au profit du possesseur le droit de propriétaire.

Du reste, le peu de valeur des meubles ne peut, par sa nature même, être la cause qui détermine un législateur à repousser la revendication. Devant nous il y a deux intérêts opposés : celui du possesseur et celui du véritable propriétaire. Si on déclare que le peu de valeur des meubles est de nature à nous amener à sacrifier le droit du propriétaire à celui de possesseur, ne peut-on pas dire, et à plus forte raison peut-être, que cette même considération est de nature à nous déterminer à sacrifier le droit du possesseur pour sauvegarder le droit du propriétaire ? Puisque le meuble n'a que peu de valeur, on pourrait sans grands inconvénients sacrifier le possesseur pour respecter le droit de propriété depuis toujours sacré.

Au surplus, il est bien certain que lors de la rédaction du Code civil français, les meubles avaient une importance considérable. Certes Treilhard, dans son exposé des motifs sur la loi relative à la distinction des biens, nous dit : « ...la fortune mobilière des citoyens s'est considérablement accrue, et cette évolution n'a pu être étrangère ni aux mœurs ni à la législation » (2). Malgré cela, la règle « En fait de meubles possession vaut titre » est passée dans le code sans discussion.

En tout cas, l'adage *Res mobilis, res vilis*, se trouve aujourd'hui privé de tout fondement. Personne ne saurait nier qu'avec le développement des titres au porteur auxquels s'applique, de l'avis de tout le monde, la règle de

(1) Barthou, « L'origine de l'adage *vilis mobilium possessio* et son influence sur le Code civil, » *Thèse Paris*, 1886.

(2) Fenet, *loc. cit.*, liv. II, t. I ; De la distinction des biens.

l'art. 2279, la fortune mobilière a acquis une importance bien supérieure à la fortune immobilière. Et malgré cela le besoin d'abroger l'art. 2279 ne s'est jamais fait sentir. Bien au contraire, les législations récentes ne cessent d'adopter une solution plus ou moins semblable.

Cependant, il n'en demeure pas moins vrai que la plupart des meubles pris isolément présentent une valeur pécuniaire relativement faible, et ceci est de nature à encourager le législateur à sacrifier le droit de propriété si un autre intérêt lui paraît plus éminent et plus digne de protection.

Saisissons donc la portée de l'influence de l'adage *Res mobilis, res vilis* sur l'invention et la conservation de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ». Il n'a jamais été la cause ni de l'une ni de l'autre. La règle de l'art. 2279 a été inventée et se conserve pour d'autres motifs devant lesquels on ne peut que céder. Seulement si ces motifs nous imposent la règle, le peu de valeur des meubles pris isolément atténue notre regret lorsque nous voyons qu'elle nous amène forcément à sacrifier le droit du propriétaire.

38. — C'est l'intérêt du commerce et la nécessité d'assurer la sécurité des transactions commerciales qui constituent la véritable cause de l'invention de notre règle et qui demeurent à l'apogée de toutes les considérations qui justifient, aujourd'hui plus que jamais, son maintien.

Bourjon nous dit : « En matière de meubles la possession vaut titre de propriété, la sûreté du commerce l'exige ainsi. » « La jurisprudence contraire serait préjudiciable au bien public puisque personne par rapport aux meubles n'exige un titre qui soit tout ensemble justificatif et translatif de propriété. »

Donc la règle « En fait de meubles possession vaut titre » a été imaginée dans le but de protéger le commerce et d'assurer la sécurité des transactions mobilières. La rigueur des principes généraux obligerait celui qui a acheté *a non domino* à rendre le meuble au véritable propriétaire. Or, l'acheteur était dans l'impossibilité de dé-

couvrir le défaut de droit chez l'aliénateur. Les meubles, par leur nature, n'ont pas d'assiette fixe. Ils circulent de mains en mains avec la plus grande fréquence et la plus grande rapidité (1). D'où on ne saurait établir pour eux un système de publicité analogue à celui organisé pour les immeubles (2).

En outre, l'acheteur ne peut s'assurer du droit de son vendeur en exigeant de celui-ci son titre. En matière de meubles, le fait de dresser un écrit n'est pas entré et doit entrer de moins en moins dans l'usage. D'ailleurs, la multiplicité des transactions qui portent sur les meubles et la grande rapidité avec laquelle elles doivent être conclues s'opposent à la rédaction d'un écrit. Dès lors, comment l'acheteur ou plutôt celui qui se propose d'acheter peut-il exiger un titre écrit constatant le droit de son vendeur ? Un titre de ce genre n'existe normalement pas. A supposer qu'il existe et que l'aliénateur le produise, la plupart du temps l'acquéreur est dans l'impossibilité de vérifier si la chose visée dans l'acte est celle-là même qu'il se propose d'acquérir (3).

Donc l'acquéreur se trouve dans une impossibilité presque absolue de vérifier le droit de son auteur. L'obliger à rendre le meuble au propriétaire, s'il apparaît que ce droit faisait défaut, jetterait le désarroi et l'insécurité dans le commerce et entraînerait des conséquences fâcheuses dans la vie de chaque jour.

Ainsi, admettre la revendication mobilière serait paralyser grandement le commerce. Avant d'acheter quoi que ce soit, on serait obligé de s'entourer de toutes les précautions afin d'éviter une surprise fâcheuse, de refuser d'acheter si le moindre doute se présentait. D'où la diminution considérable du nombre des affaires et la lenteur excessive avec laquelle elles seraient traitées. Or, le développement du commerce qui est devenu à l'heure actuelle une nécessité impérieuse dont dépend la prospérité de

(1) Colin et Capitant, *loc. cit.*, p. 952, n° 1126.

(2) Tournesac, *loc. cit.*, p. 39.

(3) Beudant, *Cours de droit civil français*, t. IV, 2^e éd., n° 733, p. 807.

notre vie quotidienne exige le plus grand nombre possible des affaires et leur conclusion avec le maximum de rapidité possible.

C'est donc dans l'intérêt du commerce que la loi déclare propriétaire le possesseur s'il a traité avec un non *dominus* (1). Dans l'intérêt du commerce la loi fait prédominer le fait apparent et public sur le droit resté occulte. Dans l'intérêt des tiers elle s'en tient à l'extériorité du droit, au lieu de sa réalité (2).

Ainsi notre règle a pour but de remplir en matière de meubles la même fonction protectrice du crédit que le système de l'immatriculation et des livres fonciers lorsqu'il s'agit d'immeubles. Et nous arrivons à une sorte de publicité, la seule d'ailleurs qui puisse se concevoir en matière de meubles. Les meubles seront présumés vis-à-vis des tiers la propriété de celui qui les possède, car ce n'est que par le fait de la détention que la propriété de ces biens peut se révéler aux tiers (3). Par conséquent, les tiers ont le droit de se fier à la possession. A leur égard le possesseur est présumé propriétaire. Et, partant, s'ils contractent avec lui, ils doivent être traités comme s'ils avaient contracté avec le véritable propriétaire. De cette façon, on arrive en matière mobilière à un résultat analogue à celui obtenu pour les immeubles avec le mécanisme du système allemand des livres fonciers. De même qu'on devient propriétaire de l'immeuble dès lors qu'on l'achète de la personne inscrite comme propriétaire sur le registre, on devient propriétaire du meuble lorsqu'on l'achète de celui que la possession indique comme proprié-

(1) La jurisprudence considère aussi que le motif principal qui justifie la règle « En fait de meubles possession vaut titre » est la sécurité du commerce. Sont nombreux les arrêts qui consacrent cette idée dont voici quelques-uns parmi les plus récents. Réc., janvier 1906, S. 1910.I.73 ; — Req. 16 juillet 1907, D. P. 1908.I.31. — Req. 30 juin 1908, S. 1908.I.444 ; — 16 juillet 1909, S. 1911.I.65 ; — Civ. 12 déc. 1931, D. 1922.I.28 ; — *Addé* pour le créancier gagiste, Cass. Req. 23 oct. 1906, S. 1906.I.40 ; — Cass. Civ. 11 mai 1898, S. 98.I.481 ; — Cass. Req. 25 mars 1901, S. 1901.I.303 ; — Req. 10 avril 1918, D. P. 1919.I.33.

(2) Tournesac, *loc. cit.*, p. 40.

(3) Saleilles, *loc. cit.*, p. 67.

taire. « Toute la différence avec la publicité résultant du livre foncier consiste en ce que pour les immeubles on s'est attaché à une publicité réglementée et organisée, alors que la possession est une publicité à l'état brut et inorganique, sous sa forme élémentaire et naturelle, telle que la vie nous la présente (1). »

39. — En outre, la règle « En fait de meubles possession vaut titre » est une conséquence de la théorie de l'apparence. Le possesseur d'un meuble a toutes les apparences de la propriété. Vis-à-vis des tiers la possession tend, en effet, à se confondre avec la propriété. La détention matérielle est une propriété apparente ; or l'apparence est une source de croyance et en fait de meubles, la croyance agit avec une force particulièrement énergique sur la vérité (2). Bourjon semble admettre cette idée : « La base de cette maxime (En fait de meubles la possession vaut titre), nous dit-il, est qu'on ne possède ordinairement que les meubles dont on est propriétaire ; ainsi la possession doit donc, quant à ce, décider. C'est le meilleur guide ; et quel autre pouvait-on prendre sans tomber dans la confusion (3) ? »

40. — A ces considérations, on peut en joindre une autre qui, pour n'être point décisive, mérite néanmoins d'être mentionnée. Dans la plupart des hypothèses la situation du possesseur du meuble est plus digne d'intérêt que celle du propriétaire. Le possesseur, lui, n'a rien à se reprocher, il tient le meuble d'un dépositaire, d'un emprunteur, d'un gagiste, etc..., avec lequel il a traité sans connaître sa qualité de détenteur précaire. Il n'a pu, d'ailleurs, se renseigner à ce sujet car on n'a pas l'habitude de rédiger un écrit pour constater les transactions mobilières, et il ne pouvait, par suite, exiger de son auteur la preuve qu'il possédait bien à titre de proprié-

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 67.

(2) Beudant, *loc. cit.*, n° 733, p. 897.

(3) Bourjon, *loc. cit.*, tome I, l. II, t. I, ch. vi, op. 145.

taire ; il a dû se fier à l'apparence extérieure de propriété résultant de la possession.

Si nous examinons maintenant la situation du propriétaire, nous constatons qu'elle est tout autre. Dans la majorité des hypothèses où la loi déclare applicable la règle de l'article 2279, il a quelque chose à se reprocher. S'il n'a pas commis une faute en confiant son meuble à une personne malhonnête, il a tout au moins à s'imputer une certaine négligence ; il ne s'est pas entouré des renseignements suffisants sur l'honnêteté ou sur l'honorabilité de cette personne.

Nous avons dit dans la majorité des hypothèses et non dans toutes, car il arrive quelquefois que le meuble soit vendu par le tiers détenteur sans qu'on puisse rien reprocher au propriétaire. Il en est ainsi dans l'hypothèse d'un propriétaire qui, dans le but de faire subir une réparation indispensable à un meuble, une montre par exemple, la remet à un horloger qui est un homme parfait et sur lequel on ne peut avoir le moindre soupçon. Cet horloger meurt et son héritier le croyant propriétaire dispose du meuble, le plus loyalement possible. On ne pourrait ici reprocher au propriétaire ni une faute ni une imprudence quelconques. Mais s'il n'a rien à se reprocher, il a, en confiant le meuble, consenti à courir le risque d'une dépossession définitive, et du moment qu'on a consenti à subir ce risque, on doit en supporter les conséquences. Le propriétaire a coopéré par sa propre dépossession apparente, à la méprise dont les tiers vont être victimes ; il n'a pas le droit, après coup, de leur reprocher leur erreur et de venir leur reprendre ce qu'il a, en quelque sorte, contribué à leur faire acquérir. C'est grâce à lui que les tiers se sont mépris sur le droit de leur auteur. La possession est, pour les meubles, le seul signe de la propriété. Elle en est l'apparence et l'affirmation extérieure. Or c'est le propriétaire lui-même qui a constitué au profit d'un autre cette apparence de droit : qu'il en subisse donc les conséquences. On peut dire qu'il a déjà mis le meuble en circulation ; dès lors il peut accepter les exigences de cette circulation, c'est-à-dire la reconnais-

sance d'un véritable droit de propriété au profit de tous les acquéreurs subséquents, pourvu qu'ils soient de bonne foi (1).

En pareil cas, si l'on met en balance les deux intérêts en conflit, il n'est pas douteux, au point de vue de la plus stricte équité, que celui que l'acquéreur de bonne foi, trompé par la possession de son auteur, doit l'emporter sur celui du propriétaire, dépouillé par son fait et par sa volonté de tout ce qui pouvait servir à constituer et à affirmer son droit à l'égard des tiers. D'un côté, il y a eu sinon une faute ou une imprudence commise, tout au moins un risque accepté; de l'autre, il n'y a ni faute à réparer, ni risque à subir.

Telle est d'ailleurs l'explication que la jurisprudence donne de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ». C'est ainsi que la Cour de Douai, dans son arrêt du 24 mai 1862, nous dit : « Attendu que le législateur a pu préférer à l'acquéreur de bonne foi, le propriétaire qui a été privé de la possession de sa chose par un fait indépendant de sa volonté; — qu'il n'en peut être de même lorsque la chose revendiquée a été détournée par un abus de confiance commis au préjudice du propriétaire; — que dans ce dernier cas, ce dernier doit s'imputer d'avoir remis volontairement sa chose à un tiers qui ne méritait pas sa confiance et qui en a abusé en détournant les objets qui lui avaient été confiés; — que le tiers acquéreur de bonne foi qui n'a aucune faute à se reprocher doit être préféré. » La Cour de cassation (2) nous dit également : « Attendu qu'au cas d'abus de confiance commis au préjudice du propriétaire par son dépositaire ou son mandataire, le propriétaire doit s'imputer la faute qu'il a com-

(1) Cette idée se rapproche de la théorie de droit anglais dite théorie d'*estoppel in pais*. Cette théorie consiste à dire que celui qui crée par son action ou sa conduite un état de choses doit supporter les conséquences qui en découlent. Si le propriétaire se dépossède au profit d'un autre, le revêt de la possession qui est le seul signe extérieur qui indique la propriété, il ne pourra reprocher à un tiers de s'être mépris sur la qualité du droit du possesseur.

(2) Civ., 22 juin 1858.

mise en plaçant mal sa confiance et en livrant la possession de la chose à un dépositaire ou à un mandataire infidèle... »

41. — Telles sont les considérations qui justifient la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». La plus importante est, comme nous l'avons dit, celle qui touche aux besoins du commerce. Car en tant qu'elle aboutit à semer la sécurité et la tranquillité dans le commerce, notre règle intéresse la société tout entière et, de ce fait, acquiert la qualité d'un principe d'ordre public, ainsi que l'a très justement montré un jugement du tribunal de commerce d'Arras du 17 juin 1912 : « La maxime : « En fait de meubles possession vaut titre », a ses racines dans l'ordre public, c'est-à-dire dans l'intérêt général, en ce sens qu'elle protège le commerce dont la prospérité se lie d'une manière étroite à l'intérêt social. »

CONCLUSION.

42. — De tout ce qui précède nous voyons que la règle de l'article 2279 ne doit pas son introduction dans la législation française à un culte irréfléchi pour les anciennes traditions. Nous avons constaté qu'elle se recommande par des considérations d'utilité pratique et d'équité, qu'elle s'impose pour des raisons d'ordre public, qu'elle repose enfin sur des motifs extrêmement sérieux et qu'elle présente des avantages incontestables.

CHAPITRE II

Conditions d'application de la fonction acquisitive de la propriété.

GÉNÉRALITÉS

- 43. — Imprécision des textes.
 - 44. — L'art. 2279 est-il applicable dans notre matière ?
 - 45. — Énumération des conditions requises.
 - 46. — Plan.
-

43. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre », en tant que mode d'acquisition de la propriété et des autres droits réels mobiliers, suppose, pour son application, la réunion de certaines conditions. Nous avons vu qu'elle a été créée pour certains motifs, qu'elle a été élaborée pour remplir une fonction sociale particulièrement digne d'intérêt, la protection du commerce. Dans l'intérêt éminent du crédit et de la sécurité des transactions mobilières, la loi accepte, non sans peine d'ailleurs, de sacrifier le droit du propriétaire au profit du possesseur. Il est évident qu'il fallait que le législateur regardât l'intérêt du commerce d'un œil particulièrement favorable pour accepter de se résigner à sacrifier la propriété malgré le respect et l'attachement qu'il a manifestés à maintes reprises à son égard. Ainsi était-il fatal qu'il soumit à certaines conditions l'application du principe qu'il venait de consacrer.

Mais, fort malheureusement, il n'a pas indiqué ces conditions d'une façon nette et il était inévitable que leur détermination précise soulevât des difficultés et des controverses nombreuses.

44. — On a discuté longuement la question de savoir si

les conditions exigées par l'art. 2229 du Code civil français sont exigées ici. Cet article dispose : « Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire. »

La source du problème vient du début de l'article : « Pour pouvoir prescrire. » On en a conclu qu'il ne concerne que la prescription, et partant les auteurs qui ne voient pas dans l'art. 2279 une prescription instantanée n'exigent pas ces conditions et déclarent que l'art. 2229 ne concerne que la possession d'immeubles et non pas celle des meubles. Ils ajoutent que l'art. 2229 parle de la continuité et de la non-interruption ; or, ces deux conditions ne se conçoivent que dans la possession immobilière, car en fait de meubles, la possession attribue la propriété immédiatement, sans l'écoulement d'aucun laps de temps (1).

Les partisans de l'idée d'une prescription instantanée sont conduits, par contre, à exiger les conditions édictées dans l'art. 2229. Puisque l'art. 2279, alinéa 1^{er}, se rattache à une idée de prescription, on doit lui appliquer toutes les règles de celle-ci, sauf les dérogations établies par la loi. Parmi les conditions requises par l'art. 2229, il y en a certaines qui se rattachent à l'idée de durée de la possession : la continuité et la non-interruption. Il est clair que ces deux conditions ne sont pas exigées chez le possesseur qui invoque la règle de l'art. 2279, puisqu'il s'agit d'une prescription instantanée. Mais toutes les autres conditions doivent se retrouver ici.

Si nous consultons la jurisprudence, nous trouvons de même que dans la doctrine un double courant. Mais tandis que la majorité des auteurs écartent l'art. 2229, la plupart des arrêts l'appliquent.

L'opinion dominante dans la jurisprudence, c'est que le possesseur d'un meuble n'en est réputé propriétaire que

(1) Cf. Guillouard, *loc. cit.*, t. II, p. 287 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 75 ; — Laurent : *loc. cit.*, t. XXXII, n° 564 ; — Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, Paris, 1902, t. XV.

si sa possession réunit, sauf en ce qui concerne la durée, les qualités précisées par l'art. 2229, qu'elle soit notamment non équivoque et à titre de propriétaire (1).

Mais cette opinion n'est pas suivie par tous les tribunaux. La Cour de Pau (2) infirmant un jugement rendu par les premiers juges a déclaré que l'art. 2229 est inapplicable lorsqu'il s'agit de la règle de l'art. 2279 : « Attendu, dit la Cour, que le Tribunal a ainsi étendu à la possession des meubles les conditions imposées par l'art 2229 à la possession des immeubles utile pour prescrire ; que si ces diverses conditions sont à bon droit exigibles lorsqu'il s'agit d'immeubles, il n'en saurait être de même en matière de meubles pour lesquels la simple possession suffit à créer un titre en dehors de toute idée de prescription. »

Pour notre part, sans aller jusqu'à admettre l'idée de prescription instantanée, nous croyons devoir exiger pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » les conditions édictées par l'art. 2229, à part, bien entendu, celles qui ont rapport à la durée, car il ne s'agit pas ici d'une possession prolongée, mais d'une possession faisant acquérir la propriété immédiatement. L'art. 2229, bien que placé au titre de la prescription, et bien qu'il débute par « Pour pouvoir prescrire » ne fait qu'énumérer les qualités nécessaires pour avoir une possession utile, une possession valable digne de la protection de la loi, une possession au sens technique du mot, une possession enfin, à laquelle la loi attache des conséquences juridiques. En outre, le principe de l'art. 2279 bien que ne constituant pas une sorte de prescription est, malgré tout ce qu'on peut dire, assez rapproché de cette institution. Tous les deux sont basés sur la même idée : ils font acquérir la propriété du chef de la possession. Il n'y a entre eux qu'une seule différence : c'est qu'en matière de pres-

(1) Voir notamment : Cass. 15 avril 1890, S. 91.I.343, D. P. 90. I. 388 ; — Req. 21 juin 1911, S. 1912. I. 8 ; — Nancy, 30 déc. 1891, D. P. 1892.II.441 ; — Req. 21 octobre 1902, S. 1904.I.31 ; — Amiens, 15 mars 1900 (sous [civil, 6 février 1905], D. P. 1905.I.481 ; — Alger, 12 avril 1906, D. P. 1906.II.246 ; — Cass. 21 juin 1911, S. 1912.I.8.

(2) Pau, 28 mars 1885, D. P. 1886.II.209.

cription la propriété est acquise du chef de la possession prolongée ; tandis qu'en matière de meubles, la propriété est acquise du chef de la possession instantanée. C'est la question de durée qui nous fait repousser l'idée qui voit du principe de l'art. 2279 une prescription instantanée ; en effet, on ne peut concevoir une prescription sans la durée qui est de son essence même. Dès lors il faut appliquer au principe de l'art. 2279 toutes les conditions requises pour la prescription, sauf celles qui concernent l'élément de temps. Autrement dit, il faut appliquer à la possession exigée par l'art. 2279 les conditions requises pour la possession des immeubles. D'ailleurs, de ce que l'art. 2279 est placé au titre des prescriptions, ne peut-on pas conclure que lorsqu'il exige la possession, il entend qu'il s'agisse de la possession telle qu'elle est définie et caractérisée par la loi en tête même du titre dont il fait partie (1).

En tout cas, les motifs qui ont fait édicter la règle de l'art. 2279 nécessitent que la possession soit paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire. Il n'est pas dans l'intérêt de la sécurité du commerce de faire dériver la propriété ou les autres droits réels d'une possession précaire, clandestine, équivoque ou prise par violence.

Et l'application des principes généraux de droit nous conduit à l'exigence de ces caractères même sans qu'il nous soit nécessaire de nous en remettre à la disposition de l'article 2229. Nous nous réservons la preuve de cette assertion pour le moment où nous étudierons séparément chacun de ces caractères.

45. — Pour pouvoir invoquer valablement la règle « En fait de meubles possession vaut titre », il faut la présence des conditions suivantes :

I. — Une possession au sens technique du mot. C'est-à-dire : une possession réelle et effective, et non une possession simplement symbolique, une possession à titre de

(1) Bufnoir, *loc. cit.*, p. 359.

propriétaire, et enfin une possession exempte de vices, et notamment une possession non équivoque ni clandestine.

II. — Il faut être de bonne foi.

III. — A ces deux conditions généralement admises nous ajoutons le juste titre.

46. — D'où le chapitre II, consacré à l'étude des conditions requises pour que la propriété d'un meuble soit acquise du chef de la possession sera divisé en trois sections :

Section I : La possession.

Section II : La bonne foi.

Section III : Le juste titre.

SECTION I. — LA POSSESSION.

47. — Enumération des qualités requises de la possession.

I. — *Une possession réelle.*

48. — Démonstration de la nécessité de cette qualité.

49. — L'étude de la réalité de la possession en droit comparé.

50. — Détermination des cas où cette qualité se trouve remplie.

51. — Il faut se placer en dehors de l'art. 1606 C. Civ.

52. — La tradition réelle.

53. — La remise des clefs.

54. — La remise des titres.

55. — La remise des factures, des connaissements ou des lettres de voiture suffit-elle pour constituer une possession réelle ?

56. — *Quid* pour les warrants agricoles ?

57. — L'apposition des marques.

58. — La tradition opérée *brevi manu*.

59. — Appréciation souveraine des juges.

II. — *Une possession à titre de propriétaire.*

60. — Exigence d'une possession *animo domini*.

61. — Justification de cette qualité.

62. — L'étude de la jurisprudence.

63. — Etude de la doctrine.

64. — Les possesseurs à titre des droits réels autres que la propriété.

65. — Confusion parfois commise entre la précarité et l'obligation personnelle de restituer.
66. — Réfutation de la thèse qui fait de l'absence d'une obligation personnelle de restitution à la charge du possesseur une condition propre pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».
67. — Quelles sont les actions qui appartiennent au propriétaire dépossédé à l'encontre d'un détenteur précaire ?
68. — Caractères de la précarité.
69. — Comment elle se prouve.

III. — Une possession exempte de vices.

70. — Énumération des vices de la possession.
71. — Une possession paisible.
72. — Une possession publique et non équivoque.
73. — Conclusion.

47. — Il faut avoir une possession réelle et effective, à titre de propriétaire et exempte de vices.

48. — Pour pouvoir invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre », il faut avoir la possession réelle de la chose. C'est une condition qui s'impose et qui n'a pas besoin de démonstration. Puisque c'est la possession à elle seule qui fait attribuer la propriété, puisqu'elle forme le titre sur lequel s'appuie le défendeur pour échapper à l'action en revendication intentée par le véritable propriétaire, puisqu'elle produit un effet opposable aux tiers, au moins faut-il qu'elle se manifeste par des signes extérieurs, que ce ne soit pas une possession fictive, une possession purement idéale.

C'est du reste ce qui résulte des termes de l'art. 1141. Cet article dispose : « Si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à deux personnes successivement est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi ». Ainsi l'art. 1141 exige, pour que la propriété soit transmise au deuxième acheteur, que celui-ci soit mis en possession réelle. Or il résulte des travaux préparatoires, notamment des décla-

rations du tribunal Favart et de M. Bigot de Préameneu, que cet article n'est autre chose que l'application de l'art. 2279 à une hypothèse particulière (1). Et comme il faut interpréter la règle à l'aide du texte qui en est une application, la possession de l'art. 2279 doit être de la même nature que celle de l'art. 1141, c'est-à-dire elle doit être réelle.

Au surplus, la réalité de la possession résulte de la nature même des choses. L'art. 2279 nous dit qu'« En fait de meubles la possession vaut titre ». Or la possession comprend forcément un élément matériel, le *corpus*, c'est-à-dire une détention matérielle.

Pour toutes ces raisons, tout le monde aussi bien dans la doctrine (2) que dans la jurisprudence (3) s'accorde pour exiger de celui qui veut se prévaloir de l'art. 2279 une possession réelle.

49. — La condition de réalité de la possession est formellement exigée par le Code civil allemand et le Code civil suisse. L'art. 932 du Code civil allemand après avoir disposé que l'aliénation d'un meuble faite légalement rend l'acquéreur propriétaire même si la chose n'appartient pas à l'aliénateur, ajoute : « Il n'en est ainsi toutefois que lorsque l'acquéreur tenait la possession de l'aliénateur. » Il en est de même dans l'art. 714 du Code civil suisse.

(1) Voir Fenet, *loc. cit.*, sous l'art. 1141.

(2) Guillouard, *loc. cit.*, p. 280, n° 861 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 181 ; — de Folleville, *loc. cit.*, p. 53, n° 37 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, p. 693, n° 849 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 71 ; — Van Bemmelen, *loc. cit.*, p. 606, note 1. Cet auteur prétend que l'expression « possession réelle » est inexacte et qu'il faudrait dire « possession matérielle ». Nous ne trouvons aucune raison pour ne pas nous servir de l'expression courante choisie par le législateur. Elle exprime très bien l'idée à laquelle on veut s'attacher ; — Laurent, *loc. cit.*, n° 555 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1131 ; — Jossierand, *loc. cit.*, n° 1629 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3411.

(3) Voir notamment : Lyon, 9 avril 1851, S. 53.II.1. P. 53.II.613, D. P. 55.II.6 ; — Civ. 11 déc. 1921, D. P. 198 : « Si la règle de l'art. 1599 C. C. d'après laquelle la vente de la chose d'autrui est nulle, peut être écartée en vertu de l'art. 2279 1^{er} alinéa du même code lorsqu'il s'agit de meubles acquis de bonne foi, c'est à la condition que l'acheteur en ait la possession ».

Le droit égyptien exige la réalité de la possession d'une façon assez explicite (art. 68 C. civil mixte et 46 C. civil national).

Par contre, le droit anglais n'exige la mise en possession qu'exceptionnellement dans le cas du vendeur resté en possession de la chose qui la revend à un deuxième acheteur. Il faut que le deuxième acheteur soit mis en possession pour pouvoir invoquer l'art. 25 alinéa 1^{er} du *Sale of goods act*. Dans les autres cas l'acheteur *a non domino* acquiert la propriété par le seul effet de son contrat et sans avoir besoin d'être mis en possession.

50. — Mais dans quels cas y aura-t-il une possession réelle et dans quels cas cette condition ne sera-t-elle pas remplie ? On ne peut pas poser *a priori* un critérium établissant les cas d'une possession réelle et ceux d'une possession simplement symbolique. Il y a là une question de fait à apprécier. C'est aux magistrats qu'il appartient de décider si le meuble est entré en la possession du défendeur d'une manière certaine, indubitable, réelle enfin (1).

51. — Il est cependant certain que les modes de délivrance prévus par l'art. 1606 du Code civil français qui suffisent pour constituer une prise de possession, ne suffisent pas forcément pour constituer une possession réelle. Il ne faut pas confondre la disposition de l'art. 1606 et celle des art. 2279 et 1141. Chacune a un objet bien déterminé et une sphère d'application bien précise.

De quoi traite, en somme, l'art. 1606 ? De la délivrance à laquelle le vendeur est tenu envers l'acheteur. Cet article s'exprime en effet ainsi : « La délivrance des effets mobiliers s'opère : ou par la tradition réelle ou par la remise des clefs des bâtiments qui les contiennent, ou même par le seul consentement des parties, si le transport ne peut s'en faire au moment de la vente, ou si l'acheteur les avait déjà en son pouvoir à un autre titre. » Le texte

(1) De Folleville, *loc. cit.*, n° 38 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 849 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 182.

décide que la délivrance pourra s'opérer de plusieurs manières, c'est-à-dire qu'il détermine les façons par lesquelles le vendeur s'acquittera de son obligation de délivrance et, par voie de conséquence, les façons dont l'acheteur sera réputé possesseur à l'égard de son cocontractant. En un mot, l'art. 1606 ne s'occupe que de la délivrance entre les parties contractantes.

Les art. 2279 et 1141 réglementent, au contraire, les effets de la possession à l'égard des tiers ; or, lorsqu'un meuble est acheté *a non domino*, le contrat est, pour le véritable propriétaire, une *res inter alios acta*. Ce n'est point la vente qui pourra arrêter son action en revendication ; c'est la possession. Peu lui importe, par conséquent, la consommation ou l'inaccomplissement des obligations personnelles entre le vendeur ou l'acheteur. Un seul événement peut l'affecter et paralyser son droit, à savoir : l'acquisition de la possession réelle par l'acquéreur.

Nous devons donc nous placer en dehors de l'art. 1606 pour déterminer dans quels cas la possession sera réelle et effective et dans quels cas elle n'aura pas cette qualité (1).

52. — Si nous examinons les différentes hypothèses de l'art. 1606, il nous apparaît tout d'abord que la tradition réelle constitue, à n'en point douter, une possession réelle au sens que nous exigeons pour l'application de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ».

53. — La remise des clefs a soulevé, par contre, quelques difficultés. Pour nous, nous croyons qu'elle ne suffit pas normalement pour invoquer l'art. 2279. Nous entendons par possession réelle celle qui se révèle manifestement aux tiers et qui confère à celui qui l'exerce un pouvoir exclusif sur la chose. Or la remise des clefs ne produit ni l'un ni l'autre de ces effets.

54. — On peut en dire autant de la remise des titres (2).

(1) Poincaré, *loc. cit.*, p. 182 ; — De Folleville, *loc. cit.*, n° 39.

(2) Contra Troplong, *La vente*, t. I, n° 282 ; — *Prescription*, t. XIX,

car nous n'y voyons aucune révélation sérieuse et notoire de la mutation de la propriété. La remise du titre ne peut servir qu'à établir l'existence de la convention entre les parties ; la possession n'est pas constituée d'une manière éclatante et certaine aux yeux des tiers ainsi que l'exige la loi (1).

55. — Mais une difficulté fort sérieuse se présente ici. L'opinion que nous venons d'admettre à l'égard de l'effet de la remise des titres ne doit-elle pas, au moins, recevoir une exception en matière commerciale ? Le droit commercial déclare, en effet, que les marchandises peuvent se transmettre au moyen d'une facture, d'une lettre de voiture, d'un connaissement (art. 102 C. Com.). Ces différents titres n'ont pas seulement pour objet de constater l'obligation, ils sont la représentation même de la marchandise et ils en tiennent la place, de sorte que la remise qui en est faite équivaut à la tradition de la marchandise elle-même. Dès lors une question épineuse peut naître : Supposons que je sois porteur légitime d'une lettre de voiture par exemple. Je vends la marchandise à Paul et lui transmets la lettre de voiture contenant la mention « Livrez à Paul ». Puis une fois la marchandise arrivée, je réussis à me la faire livrer (cela est possible si par exemple l'expéditeur, par méprise, délivre deux exemplaires au destinataire). Je la revends à Jacques et je la lui remets. Lequel des deux acheteurs sera préféré ? Lequel a acquis la propriété : Paul ou Jacques ? La question n'est pas sans difficulté. Paul, détenteur de la lettre de voiture, peut, certes, tenir ce langage : « L'art. 1141 doit être écarté, car le débat ne s'élève pas, comme cet article le suppose, entre le premier acquéreur qui n'a que son titre et un deuxième qui a été mis en possession réelle de la chose. Moi, je dois être considéré comme ayant la possession réelle. Je suis détenteur de la lettre de voiture. Or la détention de ce

n° 1062 *in fine*. Cet auteur estime que la remise des titres remplacera même à l'égard des tiers, la tradition de l'objet.

(1) De Folleville, *loc. cit.*, n° 42 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 184 ; — Jossierand, *loc. cit.*, n° 1629.

titre équivaut à la détention de la chose elle-même. Que la livraison n'ait pas encore été matériellement réalisée, peu m'importe ; elle est réputée faite par la loi. En matière commerciale, la lettre de voiture, le connaissement, la facture, remplacent la marchandise et se déplacent pour elle. » Voilà le langage que peut tenir le détenteur de la lettre de voiture. D'ailleurs l'art. 576 du Code de commerce semble pouvoir être invoqué pour corroborer ses allégations. Cet article, après avoir déclaré que le vendeur peut revendiquer les marchandises expédiées au failli et non payées tant qu'elles ne sont point entrées dans les magasins de celui-ci, ajoute : « Néanmoins la revendication ne sera pas recevable si, avant leur arrivée, les marchandises ont été vendues sans fraude, sur factures et connaissements ou lettres de voiture signées par l'expéditeur. » C'est donc bien la remise ou l'endossement de ces titres qui opère tradition.

Ce raisonnement est spécieux sans doute ; mais il n'est pas concluant. Les lettres de voiture, les connaissements, les factures ne représentent la marchandise qu'entre les parties. Le vendeur pourra s'acquitter à l'égard de son cocontractant de l'obligation de délivrance en remettant le titre. Mais vis-à-vis des tiers, ces titres ne constituent qu'une possession tout à fait fictive. La possession réelle exigée par les art. 2279 et 1141 est celle qui confère au titulaire une maîtrise exclusive sur la chose. Or le titulaire d'un titre n'a pas cette maîtrise tant qu'il n'a pas reçu la marchandise. La possession, pour être réelle au sens de l'art. 2279, doit se manifester par des faits concrets qui la révèlent aux tiers, par la détention matérielle de la chose. Or ce n'est pas le cas en l'espèce.

Quant à l'art. 576 C. Com., il ne concerne que les rapports entre celui qui vend à un failli et les ayants cause de celui-ci. La loi autorise le vendeur à revendiquer les marchandises vendues ou plus correctement à faire prononcer la résolution de la vente de ces marchandises tant qu'elles ne sont pas arrivées dans les magasins du failli. Seulement, elle ne permet pas cette résolution à l'encontre des tiers acquéreurs de bonne foi. C'est le domaine uni-

que de l'art. 576 C. Com. L'application de l'art. 2279 ne se pose pas ici. On n'est pas en présence d'un tiers possesseur de bonne foi qui a acheté *a non domino*. Celui qui a acquis du failli a parfaitement acquis la propriété du chef de son contrat car le failli en lui vendant la marchandise a disposé d'un bien qui lui appartenait (1).

56. — La question de savoir si les warrants agricoles constitués en vertu de la loi du 30 avril 1906 confèrent au porteur une situation équivalente à la possession réelle, a soulevé, elle aussi, plusieurs discussions.

Supposons qu'un cultivateur vende un produit de son exploitation sans le délivrer et qu'il le warrante après coup à un tiers qui est par hypothèse de bonne foi. Le porteur du warrant pourra-t-il prétendre qu'il a l'équivalent de la possession réelle et qu'il a par conséquent le droit d'invoquer l'art. 1141 qui, entre deux acheteurs donne la préférence à celui qui a été mis en possession réelle, et qui s'applique, de l'avis de tout le monde, au profit du gagiste?

Il faut distinguer entre deux genres de warrants. Selon l'art. 9 de la loi, « L'emprunteur peut, soit conserver la garde des objets warrantés dans les bâtiments ou sur les terres de son exploitation, soit en confier le dépôt aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent, ou à des tiers désignés d'accord avec le prêteur. » Ainsi l'objet du warrant est, ou bien laissé entre les mains du débiteur, ou bien confié à une tierce personne.

Si la garde des objets warrantés a été confiée à un tiers, le créancier porteur du warrant a incontestablement la possession effective de la chose puisque le tiers dépositaire tient la chose pour son compte. Les droits du créancier sont ici les mêmes que s'il avait en fait la détention matérielle (art. 2076 Code civil) (2).

La solution est au contraire douteuse dans le cas où l'agriculteur conserve entre ses mains les objets qu'il a

(1) De Folleville, *loc. cit.*, n° 47 ; — Poincaré, *loc. cit.*, 184 ; — Josserand, *Les Transports*, 2^e édition, nos 402 et 493.

(2) Capitant, note sous Civ. 23 avril 1918, D. P., 1919. I. 33.

warrantés. Dans ce cas la dépossession matérielle du débiteur, nécessaire pour prévenir les tiers et porter à leur connaissance la constitution du gage, n'existe pas. Mais si le porteur du warrant ne possède pas en personne, pourra-t-on soutenir que la création du warrant lui procure une prise de possession opérée pour son compte par l'intermédiaire de l'emprunteur ?

La négative a été soutenue par quelques arrêts (1) et particulièrement par MM. Valéry (2) et de Loynes (3)

Mais cette idée a été repoussée par la Cour suprême dans un arrêt rendu le 23 avril 1918 (4).

« Attendu, dit la Cour, qu'il résulte de ces textes que le warrant agricole rendu public par la transcription sur le registre de la Justice de paix est la représentation légale de la chose warrantée et confère au porteur une possession équivalente à la possession réelle (Loi du 30 avril 1906, art. 1^{er} et 3). Qu'en conséquence, le porteur de bonne foi est, en vertu de l'art. 2279 § 1^{er} C. civil, fondé à opposer son titre à l'acquéreur qui ne peut exciper d'une mise en possession antérieure. »

Ainsi la Cour de cassation déclare que le warrant agricole rendu public par la transcription, est la représentation légale de la chose warrantée et confère au porteur une possession équivalente à la possession réelle. M. Capitant, dans sa remarquable note sous cet arrêt, en a démontré la justesse. On exige pour l'application de l'art. 2279 une possession réelle car elle est la seule possession qui se révèle aux tiers. Or la création du warrant est rendue publique par la transcription. Cette publicité est destinée à prévenir les intéressés et remplace ainsi la dépossession effective du débiteur.

57. — Une difficulté peut se présenter en ce qui concerne les marques apposées par le possesseur sur l'objet

(1) Voir notamment Trib. de Tarascon, 22 juin 1906 sous Aix, 11 juin 1908, D. P. 1918.II.305.

(2) Note au D. P. 1910.II.305.

(3) Note au D. P. 1913.II.257.

(4) Civ. 23 avril 1918, D. P. 1919.I.33 et la note de M. Capitant.

dans la possession duquel il entend se faire maintenir. Nous ne croyons pas que ce fait puisse constituer une possession réelle suffisante pour pouvoir invoquer l'art. 2279 car, malgré la marque, la chose reste entre les mains d'une autre personne qui en a la maîtrise absolue (1).

58. — Enfin la tradition opérée *brevi manu*, c'est-à-dire par le seul consentement des parties et sans déplacement de la chose, constitue-t-elle une possession réelle opposable aux tiers ?

Il faut distinguer deux cas :

1^o Celui où la chose se trouvait déjà au moment de la vente entre les mains de l'acheteur qui le détenait à un autre titre, à titre de dépositaire ou de locataire, par exemple : dans ce cas la tradition s'opère *brevi manu* ; cependant comme la possession de l'acheteur est ici effective, comme elle ne peut pas l'être davantage nous admettons, sans hésiter, qu'elle est réelle et suffisante à l'égard des tiers (2).

2^o Celui où le vendeur se réserve la garde ou la jouissance de la chose à titre de locataire, d'usufruitier, etc. Ici, incontestablement, l'acheteur n'acquiert pas la possession réelle.

59. — Voilà quelques explications que nous fournissons dans le seul but d'éclaircir la notion de possession réelle. Il ne faut pas y voir un critérium absolu et établi *a priori*. Il n'y a là après tout qu'une question de fait laissée à l'appréciation souveraine des juges (3).

(1) *Contra* Cass. 31 déc. 1922, S. 1924.I.99 ; — Amiens, 24 oct. 1922. *Gaz. Pal.* 14 déc. 1922.

(2) *Contra* de Folleville, *op. cit.*, n^o 44.

(3) Remarquons seulement que la nécessité de la possession réelle nous amène à écarter l'application de l'art. 2279 lorsque le possesseur n'est en possession que d'une partie seulement des meubles. Il va de soi qu'il ne peut invoquer cet article que pour la partie qu'il possède. C'est ainsi qu'il a été jugé que l'acquéreur d'une coupe de bois qui en a commencé l'exploitation ne peut invoquer l'art. 2279 que pour les bois qu'il a déjà enlevés et non pour le reste de la coupe dont il n'a pas la possession réelle (Cass. civile, 1^{er} mai 1906, S. 1909.I.9 et la note de M. Naquet, Toulouse, 15 mars 1911, S. 1911.II.143).

Il convient de faire remarquer aussi qu'il peut y avoir possession

60. — La deuxième qualité exigée dans une possession utile et susceptible de faire acquérir la propriété est l'*animus domini*. Il faut que le possesseur possède à titre de propriétaire ou tout au moins à titre de titulaire d'un droit réel, démembrement du droit de propriété.

Un détenteur précaire, un dépositaire, un locataire, un emprunteur, un mandataire..., etc., ne peut pas invoquer la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ». Il ne saurait se réclamer de cette maxime pour s'insurger contre le titre en vertu duquel il détient le meuble.

61. — La justification de cette qualité n'est pas difficile.

Nous avons vu que la première considération qui anime la règle de l'art. 2279 est l'intérêt du commerce. C'est pour venir en aide à un acquéreur qui a traité à son insu avec un non-propriétaire, que la loi édicte que la possession vaut titre. Il faut donc que le possesseur se soit cru propriétaire et il faut qu'il agisse comme tel. Par contre, l'intérêt du commerce ne justifie pas qu'un dépositaire, par exemple, puisse se prévaloir de la règle de l'art. 2279.

En outre, « en disant que la possession équivaut à un titre, la loi fait nécessairement allusion à une possession à titre de propriétaire, à une possession analogue à celle qui résulterait d'un titre de propriété » (1). Le possesseur d'un objet mobilier s'en prétend propriétaire et invoque à l'appui de sa prétention la possession. Il suit de là que cette possession doit être celle d'un propriétaire. Il doit donc posséder à titre de propriétaire (2).

Enfin, l'*animus domini* n'est pas seulement un caractère de la possession susceptible de conduire à la prescription. C'est un des éléments qui constituent la posses-

réelle effective alors même que la personne qui veut invoquer l'art. 2279 n'a la propriété ni de la maison ni même des meubles où sont renfermés les objets. C'est ce que les tribunaux, et en tête la Cour de Cassation, décident constamment, en permettant aux domestiques d'invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre » pour conserver les objets ou les valeurs mobilières trouvés dans des meubles affectés à leur usage personnel.

(1) Laurent, *loc. cit.*, t. XXXII, n° 544.

(2) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 852.

sion elle-même. On ne saurait donc parler d'une possession en l'absence d'un de ses éléments (1). En conséquence, le détenteur précaire n'est pas possesseur au sens technique du mot, ou, comme on la très bien dit M. Planiol : « La précarité n'est pas un simple vice de la possession ; elle est exclusive de toute possession (2).

62. — La jurisprudence est unanime pour exiger l'*animus domini* (3). Remarquons cependant que la plupart des arrêts n'arrivent à écarter l'application de l'art. 2279, lorsqu'il s'agit d'un détenteur précaire, que par un raisonnement différent du nôtre. Nous disons que l'*animus domini* est une qualité indispensable pour constituer une possession efficace capable de faire acquérir la propriété. Les tribunaux raisonnent autrement. Ils décident que l'art. 2279 édicte au profit du possesseur une présomption simple capable d'être détruite par la preuve contraire et que c'est fournir cette preuve que de démontrer la précarité de la détention de celui qui se prétend possesseur (4).

(1) En réalité, selon la théorie classique construite par les juriconsultes romains et que le Code civil a reproduite dans ses grandes lignes, la possession se compose de deux éléments : le *corpus* et l'*animus*. Le *corpus* c'est un élément matériel. C'est le fait d'avoir la chose en son pouvoir. L'*animus* c'est un élément psychologique ou intellectuel, qui est l'intention ou la volonté (justifiée ou non) d'exercer un droit sur une chose. La théorie de la possession subjective prévaut dans la législation française alors que celle de la possession objective domine dans plusieurs législations récentes et plus particulièrement dans le Code civil allemand et le Code civil suisse. En droit français, pour pouvoir parler d'une possession au sens technique et légal du mot, il faut que le possesseur ait l'*animus sibi habendi*, c'est-à-dire la volonté de se comporter comme propriétaire. Autrement dit, il faut que le possesseur possède à titre de propriétaire.

(2) Planiol, note sous Nancy, 30 décembre 1891. D. P. 92.II.441. — Voir aussi Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 852 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 79.

(3) Cass. 15 avril 1890, S. 91.I.342, D. P. 91.I.388 ; — 5 août 1890, S. 91.I.343, D. P. 91.I.21 ; — 16 janvier 1901, 1902.I.85 ; — Nancy, 20 nov. 1869, D. P. 70.II.142 ; — 30 décembre 1891 précité et la note de M. Planiol ; — 24 juillet 1912 D. P. 1914.I.368 ; — Req. 12 mars 1918, D. P. 1921.I.148 ; — Civ. 17 oct. 1933, S. 1934.I.121.

(4) V. Cass. 6 juillet 1841 précité ; — 15 avril 1863, S. 63.I.387, D. 63.I.396 ; — 27 mars 1889 précité, Bordeaux ; — 19 mars 1868, D. P. 68.I.222 ; — Nancy, 22 février 1873, D. P. II.26.

Le résultat pratique est, comme nous le voyons, le même. Mais tandis que la doctrine soutient que la précarité empêche la règle de l'art. 2279 de s'appliquer, la jurisprudence affirme que là où il y a précarité, on se trouve encore dans son domaine d'application, et que cette précarité constitue seulement la preuve contraire à la présomption qu'elle édicte.

63. — L'étude de la doctrine nous révèle que si l'exigence d'une possession à titre de propriétaire a emporté l'approbation de la majorité écrasante des auteurs (1), elle est loin cependant d'avoir obtenu leur unanimité. M. Poincaré (2) a, en effet, affirmé que la précarité n'empêche pas l'application de l'art. 2279. Le dépositaire, l'emprunteur, le locataire et d'une manière générale tout détenteur précaire peuvent se prévaloir de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » afin de paralyser l'action en revendication du véritable propriétaire. L'auteur s'appuie sur la généralité du texte. Le législateur dit que la possession vaut titre, il parle de la possession en général ; il n'édicte pas une possession d'un genre déterminé comme il le fait à propos de la prescription acquisitive dans l'art. 2229. Puisque cet article ne concerne, comme il le dit formellement, que la prescription et puisque l'article 2279 ne constitue nullement une prescription, il serait téméraire, prétend M. Poincaré, d'exiger la non-précarité pour pouvoir invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

Nous avons déjà réfuté cette opinion en démontrant que l'*animus domini* est un élément essentiel de la possession et non pas seulement une qualité nécessaire pour pouvoir prescrire.

(1) Laurent, *loc. cit.*, t. XXXII, nos 544-546 ; — Demolombe, *Cours de Code civil*, t. XX, n° 79 ; — Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 5^e éd., t. II, § 183 ; — De Folleville, *loc. cit.*, n° 32 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 852 ; — Bufnoir, *loc. cit.*, p. 358 et s. ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 863 ; — Colin et Capitant, t. I, *loc. cit.*, n° 1131 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, t. I, n° 3411 ; — Josserand, t. I, *loc. cit.*, n° 1629.

(2) Poincaré, *loc. cit.*, p. 199.

Le détenteur précaire ne peut donc pas invoquer la règle de l'art. 2279 en tant que règle attributive de la propriété. Il ne devient pas propriétaire tant que dure la précarité de sa possession.

64. — En disant que le possesseur doit posséder à titre de propriétaire, nous voulons dire qu'il doit posséder comme tel ou tout au moins comme titulaire d'un droit réel (démembrement de la propriété). Il suffit qu'il possède à titre de gage ou à titre d'usufruitier.

Remarquons que ces deux derniers se trouvent dans une situation assez délicate. Certes, ils sont à la fois possesseurs et détenteurs précaires. Ils sont détenteurs précaires quant à la propriété ou à la nue propriété. En effet, ils n'ont pas l'intention de se comporter comme propriétaires de la chose sur laquelle ils exercent leurs droits. Ils détiennent cette chose pour le compte du propriétaire. Il en résulte qu'ils ne peuvent se prétendre propriétaires du chef de la possession. Par contre ils sont possesseurs à titre de maître quant aux droits réels qu'ils exercent. A l'égard de ces droits ils peuvent valablement invoquer la règle de l'art. 2279 (1).

65. — Quelques auteurs confondent la précarité avec l'obligation personnelle de restituer. Ils affirment que le détenteur précaire ne peut invoquer la règle de l'art. 2279 car à sa charge il y a une obligation personnelle de restituer (2). Cette assertion n'est pas absolument correcte. Certes, dans la majorité des hypothèses les détenteurs précaires sont des débiteurs personnels. Mais il n'en est pas toujours ainsi. Un dépositaire, par exemple, n'est plus obligé, après la prescription extinctive de l'action du déposant, de restituer le meuble. Cependant il n'en demeure pas moins détenteur précaire, car il a commencé à posséder pour le compte d'un autre, c'est-à-dire il a commencé par être détenteur précaire, il le restera tant que son titre

(1) Colin et Capitant, *loc. cit.*, 1084 *in fine* et n° 1131 *in fine*; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3411, note 3; — de Folleville, *loc. cit.*, n° 43.

(2) Aubry et Rau, *loc. cit.*, p. 155.

n'aura pas été interverti, selon l'art. 2238. A l'inverse, une personne peut être personnellement obligée de restituer sans être détenteur précaire. Ainsi celui qui achète, par exemple, un meuble d'un détenteur précaire sachant que ce dernier n'en est pas propriétaire, est obligé de restituer le meuble au véritable propriétaire, mais il est possesseur à titre de propriétaire puisqu'il a l'intention de se comporter comme maître. Aussi un dépositaire peut-il voir son titre s'intervertir. Une fois le titre interverti, il n'est plus détenteur précaire, pourtant l'obligation de restitution reste intacte à sa charge. Il ne faut donc pas confondre la précarité et l'obligation personnelle de restituer. Elles sont deux choses tout à fait distinctes quoiqu'elles aillent de pair, le plus souvent en pratique.

66. — D'autres auteurs ne voulant pas confondre la précarité et l'obligation de restituer font de l'absence de cette dernière une condition propre exigée pour l'application de la règle de l'art. 2279. D'après eux, outre l'absence de la précarité, l'absence d'une obligation personnelle de restitution est nécessaire (1). MM. Colin et Capitant (2) disent : « ... Il est évident que si l'on suppose faite la preuve des faits allégués par le réclamant (des faits qui constituent une obligation personnelle de restituer à la charge du détenteur), le détenteur ne pourra se retrancher derrière la règle de l'art. 2279 pour se refuser à la restitution. *Il y a à cela une bonne raison, c'est que le détenteur est tenu d'une obligation personnelle de restitution.* »

La jurisprudence semble exiger, elle aussi, mais à sa façon, l'absence d'une obligation personnelle de restitution à la charge du possesseur. En réalité les arrêts disent : Il s'agit dans l'art. 2279 d'une présomption légale qui n'exclut pas absolument la preuve contraire, et c'est fournir la preuve contraire que de prouver que le possesseur est obligé de restituer.

Pour notre part, nous ne saurions admettre cette condi-

(1) Cf. de Folleville, *loc. cit.*, n° 33 ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 869.

(2) *Loc. cit.*, n° 1135.

tion. Elle n'est indiquée nulle part, ni dans le texte, ni dans les travaux préparatoires, ni dans les ouvrages de nos anciens jurisconsultes. Nous avouons cependant que dans la majorité des cas celui qui est obligé personnellement de restituer ne saurait se prévaloir de la règle de l'art. 2279. Mais cela ne résulte pas de l'obligation personnelle qui est à sa charge, celle-ci n'ayant rien à faire avec l'acquisition de la propriété du chef de la possession. Cela vient de ce que normalement celui qui est obligé personnellement est un détenteur précaire ; s'il cesse de l'être par l'interversion de son titre, il sera de mauvaise foi, car il saura qu'il a agi irrégulièrement ; ou enfin s'il est de bonne foi, par exemple, s'il est l'héritier d'un détenteur précaire, qui, à son insu, avait déjà fait intervertir son titre, il lui manquera le juste titre. Ainsi dire que l'absence d'une obligation personnelle de restitution est nécessaire pour pouvoir se prévaloir de l'art. 2279, c'est constater ce qui se passe dans la plupart des hypothèses, mais ce n'est pas en soi juridiquement correct.

D'ailleurs, l'affirmation que l'absence d'obligation personnelle de restitution est nécessaire pour pouvoir invoquer la maxime « En fait de meubles possession vaut titre », est erronée dans son fondement même. Certes une personne, bien qu'obligée de restituer le meuble, peut, si certaines conditions se présentent, se prévaloir valablement de cette règle.

Supposons qu'A donne son meuble en dépôt à B. B est obligé, en vertu du dépôt, de restituer le meuble au déposant. A néglige de réclamer la chose pendant 20 ans, par exemple, et meurt sans s'en faire restituer. B, croyant que C est l'héritier de A, lui fait part du dépôt et lui achète le meuble déposé. D, le véritable héritier de A, se présente alors et réclame la chose à B. B pourra-t-il opposer au véritable propriétaire qui est dans notre hypothèse l'héritier du déposant A, la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ? Pourra-t-il répondre à l'action en revendication intentée par lui en invoquant l'art. 2279 et surtout pourra-t-il repousser l'action en restitution née de dépôt ? La question, nous l'avouons, est assez délicate.

Pour notre part nous n'hésitons pas à admettre que le dépositaire d'hier et l'acheteur *a non dominus* d'aujourd'hui peut invoquer la règle de l'article 2279 afin de se faire déclarer propriétaire du chef de la possession. En effet, toutes les conditions nécessaires pour l'application de la règle se trouvent réunies. Il est, depuis l'achat du meuble, possesseur à titre de propriétaire car il a légalement fait intervertir son titre selon l'art. 2238. Il est ensuite de bonne foi, car il croyait traiter avec le véritable propriétaire. Il a enfin un juste titre. Par conséquent on doit lui permettre d'invoquer la règle de l'art. 2279 et de repousser ainsi l'action en revendication qui n'a plus sa raison d'être puisque la propriété a déjà cessé d'appartenir au demandeur pour se fixer sur la tête du possesseur. Mais *quid* pour l'action en restitution ? Cette action subsistera-t-elle à l'encontre du possesseur qui était un simple dépositaire alors qu'il est devenu maintenant propriétaire ? Nous ne le croyons pas. Le dépôt est un contrat, ou selon le texte de l'art. 1915, un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui à la charge de la garder et de la restituer en nature. Donc il est de l'essence même du contrat de dépôt que la chose déposée soit, nous ne voulons pas dire forcément la propriété du déposant mais la propriété d'autrui, c'est-à-dire d'une personne autre que le dépositaire. Dès lors si l'objet déposé devient la propriété de ce dernier, le contrat de dépôt se trouve sans objet et par conséquent annulé. Il s'ensuit que le dépositaire, une fois devenu propriétaire, se trouve déchargé de toutes les obligations qui dérivent du dépôt et notamment l'obligation de restitution. D'ailleurs, nous avons un texte formel à cet égard. C'est l'art. 1946 qui est ainsi conçu : « Toutes les obligations du dépositaire cessent, s'il vient à découvrir et à prouver qu'il est lui-même propriétaire de la chose déposée. »

La chose est évidente si la propriété a été acquise au dépositaire en vertu d'un contrat, d'une vente par exemple, dans le cas où il a traité avec le déposant lui-même. Or, il ne doit pas en aller autrement si la propriété lui a été attribuée du chef de sa possession.

Tout ce que nous venons de dire à propos du dépôt doit s'appliquer aux autres contrats de même nature tels que le prêt, le gage, le louage, etc... En un mot, une personne qui est obligée personnellement de restituer peut, dans certains cas, se trouver dans une situation lui permettant de se prévaloir de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » non seulement pour écarter l'action en revendication de l'ancien possesseur, mais aussi pour repousser son action en restitution. Dès lors il n'est pas correct de soutenir que, pour pouvoir invoquer la règle de l'art. 2279, l'absence d'une obligation personnelle de restitution à la charge du possesseur, est nécessaire.

67. — Le détenteur précaire, ne pouvant se prévaloir de la règle « En fait de meubles possession vaut titre », reste soumis à l'action du propriétaire. Celui-ci pourra l'obliger à restituer le meuble. Tout le monde est d'accord sur ce point. Seulement la divergence règne entre les auteurs en ce qui concerne les procédés par lesquels le propriétaire peut arriver à cette restitution. Quelles sont les actions qui lui appartiennent à cette fin ? Peut-il réclamer le meuble seulement en se servant de l'action personnelle ou bien peut-il exercer aussi l'action en revendication ?

Au premier abord la question semblerait sans intérêt. Certes il arrive très rarement que le propriétaire poursuive le possesseur en arguant seulement de son droit réel. Il suffit de feuilleter les recueils de jurisprudence pour se convaincre que l'élément personnel est presque toujours mêlé à l'élément réel. D'autre part, la question ne présente aucun intérêt pratique quant à la compétence, puisque l'on reconnaît très communément que l'action réelle mobilière est portée devant le tribunal du domicile du défendeur (art. 59 du Code de procédure). Ainsi en pratique le tribunal sera saisi des deux questions : de l'obligation et de la propriété (1).

(1) Poincaré, *loc. cit.*, p. 200.

En réalité, la controverse peut présenter des intérêts de la première importance :

1^o Si nous admettons que le détenteur précaire n'est soumis qu'à l'action personnelle en restitution et que la revendication est impossible contre lui, la première action pourra se prescrire et au bout de trente ans le détenteur précaire sera à l'abri de toute poursuite. Au contraire, si nous considérons que la revendication est également possible contre lui, cette dernière pourra être intentée, alors même que l'action personnelle aura été éteinte par la prescription et le propriétaire pourra toujours réclamer la chose. Pour qu'il ne puisse le faire, il faudrait admettre ou bien la prescription extinctive de la revendication à son détriment, ou bien la prescription acquisitive à l'avantage de son adversaire. Or la revendication est imprescriptible, selon l'opinion dominante, tout au moins, et la prescription acquisitive ne peut se produire au bénéfice d'un détenteur précaire (art. 2236). Par conséquent le détenteur et ses héritiers demeureraient exposés éternellement à la revendication (1).

2^o En outre, la controverse présente un intérêt d'une importance pratique plus grande encore en cas d'insolvabilité du défendeur. Si on admet que le détenteur précaire peut être poursuivi et par l'action en restitution et par l'action en revendication, le demandeur n'aura pas à souffrir de son insolvabilité. Si on supprime, par contre, la revendication, le demandeur, étant réduit à l'action personnelle, subira la loi du concours. Nous supposons le cas où le possesseur est tenu d'une obligation de restitution ; celui qui agit contre lui est créancier de la restitution du meuble dont il réclame la possession. Si en outre il est resté propriétaire, c'est par l'action en revendication qu'il pourra en poursuivre la restitution, et dans ce cas il sera préféré à tous les créanciers du détenteur. En serait-il de même si celui-ci était protégé contre la revendication et si on n'avait plus contre

(1) Bufnoir, *loc. cit.*, p. 360 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 81 ; — Colin et Capitant, n^o 1135.

lui qu'une action personnelle ? Ou devrait-on dire, au contraire, que le demandeur subirait alors le concours des autres créanciers de ce détenteur ? Pour nous, la réponse affirmative à cette dernière question ne fait l'objet d'aucun doute. L'ancien propriétaire ayant perdu la propriété, il ne lui resterait que l'obligation. Il ne serait qu'un simple créancier, or tous les créanciers d'un même débiteur sont mis sur un même pied d'égalité, à moins qu'il n'y ait entre eux une cause légitime de préférence, ce qui n'existe pas dans notre hypothèse. Cependant la gravité des conséquences auxquelles conduit l'application d'une pareille doctrine a poussé certains auteurs, qui repoussent la revendication contre le détenteur précaire, à dire que le demandeur échappe en tout cas au concours entre les créanciers, même s'il n'a contre le détenteur qu'une simple action en restitution.

La discussion a visé plus particulièrement l'art. 608 du Code de procédure. Ce texte suppose que parmi les meubles saisis au domicile d'une personne, il s'en trouve un ou plusieurs qu'un tiers prétend être sa propriété, probablement parce qu'il était déposant ou pour toute autre cause analogue. D'après cet article, ce tiers pourra s'opposer à la vente des meubles saisis qu'il prétend lui appartenir. S'il arrive à démontrer les faits par lui allégués, il rentrera en possession de ces meubles et échappera, par conséquent, à la loi du concours. C'est ce qui se pratique si souvent et parfois si frauduleusement sous la forme de la demande en distraction. La majorité des auteurs voient dans l'art. 608 C. de Proc. un cas de revendication. Dans cette opinion le fait pour le propriétaire d'échapper à la loi du concours entre les créanciers se justifie très bien. Il réclame sa chose comme propriétaire et non comme créancier. Les auteurs qui ne voient ici qu'une action personnelle en restitution (1) cherchent à expliquer cette exception à la loi du concours en disant que les créanciers ne peuvent avoir plus de droits que leur débiteur et doivent, en conséquence, subir toutes les actions inten-

(1) Aubri et Rau et Poincaré.

tées contre lui. Mais ces auteurs oublient que, suivant leur opinion, le demandeur en distraction, le déposant par exemple, n'est qu'un créancier. Dès lors, il faudrait étendre cette idée à tous les créanciers et dire qu'ils doivent respecter tous les engagements pris par leur débiteur avant la constitution de leurs droits respectifs. Car quelle différence y aurait-il entre celui qui dépose un corps certain chez un individu et celui qui dépose, nous nous permettons de le dire, une somme d'argent ? En réalité, on créerait là une cause de préférence en faveur d'un créancier en dehors des cas prévus par la loi (1).

Pour permettre à l'ancien propriétaire d'échapper à la loi du concours entre les créanciers lorsqu'il poursuivra le possesseur par l'action personnelle en restitution, il faudrait se faire des actions personnelles et des actions réelles une conception différente de celle admise dans notre droit. L'éminent professeur Bufnoir (2) préconise une pareille réforme. Il lui a semblé, à juste raison d'ailleurs, que le législateur français a trop accentué la séparation entre les actions personnelles et les actions réelles. Ce qui était vrai en droit romain pour des raisons de procédure est, peut-être, un peu moins exact aujourd'hui. Il aurait fallu se faire de l'action personnelle, au moins lorsqu'elle porte sur un objet nettement déterminé, une conception qui la rapprochât de l'action réelle. Prenons l'exemple du dépôt, l'action du déposant vise une chose individuellement déterminée dans le patrimoine du dépositaire. Si cette action ne porte pas à proprement parler sur le meuble lui-même, comme en cas de revendication, elle a cependant pour objet une chose qui lui est affectée en quelque sorte dans le patrimoine du débiteur, et sur laquelle se spécialise par avance et au profit de celui à qui l'action appartient, le droit de gage général de l'art. 2092 : « Je dis qu'à l'égard de celui qui intente une action personnelle portant sur un objet déterminé, existant actuellement dans le patrimoine de son débiteur, il peut

(1) Cf. Bufnoir, *loc. cit.* ; — Tournesac, *loc. cit.*

(2) Bufnoir, *loc. cit.*, p. 367-370.

paraître, en effet, difficile de n'envisager dans ses rapports avec les autres créanciers, que la valeur pécuniaire de ce qui lui est dû, de façon à le restreindre, au cas de concours, à une part dans la masse. C'était parfait en droit romain. Son droit consiste aujourd'hui à obtenir telle chose qui est là, dans le patrimoine, et au sujet de laquelle personne ne peut opposer un droit similaire et également spécialisé. N'est-il pas juste que son action aille directement saisir la chose due ? et ne faut-il pas admettre que la loi du concours ne se produit que là où personne ne pouvait prétendre à tel objet plutôt qu'à tel autre, et où il faut bien, en effet, se contenter d'une valeur représentative et purement économique, le prix des biens liquidés et partagés entre tous les ayants droit au prorata de ce qui leur est dû ? D'ailleurs, qu'est-ce qu'il y aurait d'étonnant à voir l'art. 608 C. pr. faire prévaloir le droit purement personnel du créancier, dont la créance porte sur un corps certain, à l'encontre des créanciers saisissants, lorsqu'on voit l'art. 684 C. pr. imposer aux mêmes créanciers au cas de saisie le respect du bail. Cependant, le preneur n'est-il pas un créancier dont le droit est purement personnel comme le leur ? Mais il a pour objet la jouissance d'une chose déterminée existant actuellement dans le patrimoine ; c'est pour lui un droit exclusif. »

Telle est la façon dont le grand juriste développe l'idée d'une réforme législative tendant à rapprocher, dans certaines hypothèses, l'action personnelle de l'action réelle. Elle se résume en ceci que toutes les fois que l'obligation vise une chose individuellement déterminée dans le patrimoine du débiteur, il faudrait permettre au créancier de se faire restituer la chose dans toutes les circonstances et sans faire attention aux autres créanciers du même débiteur, à condition, bien entendu, que la chose se trouve encore dans le patrimoine de celui-ci. Ainsi, selon M. Bufnoir, à côté des actions réelles proprement dites, il faudrait placer certaines actions personnelles ayant un caractère de réalité plus ou moins accentué.

L'idée en elle-même est très juste et mérite la plus grande attention du législateur. Mais quel qu'en soit le

mérite, elle n'est qu'une proposition, elle ne dépasse pas le cadre des suggestions personnelles. La loi ne connaît pas ce genre d'action. Et partant, nous ne voyons aucun moyen nous permettant de soustraire l'ancien possesseur à la loi du concours si on le réduit à l'action personnelle en restitution, à l'exclusion de l'action en revendication.

Ainsi la question de savoir si le détenteur précaire peut être poursuivi exclusivement par l'action en restitution ou cumulativement par cette action et par l'action en revendication, présente au point de vue pratique des intérêts de la plus haute importance en cas de prescription extinctive de l'action personnelle et en cas d'insolvabilité du détenteur précaire.

MM. Colin et Capitant (1) croient trouver un autre intérêt à cette controverse. Ils affirment que, dans certains cas, le propriétaire ne peut se faire restituer le meuble qu'en vertu de l'action en revendication et que, si on ne lui attribuait que l'action personnelle en restitution, il se trouverait dans l'impossibilité de recouvrer le meuble. Les deux éminents maîtres citent le cas de celui qui donne son meuble en dépôt à un incapable et le cas du nu propriétaire à l'égard de l'usufruitier lorsque l'un et l'autre ont tenu leurs droits respectifs d'un testament.

Nous ne pouvons admettre cette opinion. Dans l'exemple du dépôt fait à un incapable, le déposant pourrait, si la revendication lui était interdite, réclamer le meuble du dépositaire par une action personnelle. En effet, si ce dernier ne peut avoir à sa charge aucune obligation découlant du contrat du dépôt étant donné son incapacité de s'obliger, il pourrait être obligé du fait de son enrichissement sans cause. Il serait donc obligé personnellement de restituer.

Quant au nu propriétaire, il a, à n'en pas douter, une action en restitution contre l'usufruitier. En lui léguant la nue propriété, le testateur lui a cédé par là même toutes les actions accessoires qui s'y rattachent et parmi lesquelles

(1) *Loc. cit.*, n° 1135, *in fine*.

celle ayant pour objet de contraindre l'usufruitier à rendre la chose à la fin de l'usufruit.

Après avoir montré l'intérêt pratique du problème, il nous importe maintenant de nous efforcer de le résoudre. Le détenteur précaire est-il à l'abri de l'action en revendication pour n'être soumis qu'à l'action personnelle en restitution ou se trouve-t-il soumis aux deux actions en même temps ? En d'autres termes, le propriétaire qui se trouve en face d'un détenteur précaire pourra-t-il intenter contre ce dernier la revendication ou devra-t-il se contenter de l'action personnelle en restitution ?

Certains auteurs (1) ont soutenu cette dernière thèse. D'après eux le propriétaire dépossédé n'a pour recouvrer son meuble que l'action personnelle. La majorité des auteurs soutient, par contre, le point de vue inverse et autorise le propriétaire à poursuivre la restitution de la chose et par l'action en restitution et par la revendication. Il est totalement libre de se servir de l'une ou de l'autre (2).

La jurisprudence semble consacrer, elle aussi, cette dernière opinion. Elle soutient que l'art. 2279 édicte une présomption de propriété qui n'exclut pas la preuve contraire, et cette preuve est fournie lorsqu'on prouve que le possesseur ne possède pas à titre de propriétaire. Donc le détenteur précaire n'est pas présumé propriétaire du chef de la possession et par conséquent il ne peut repousser la revendication du véritable propriétaire.

Nous n'hésitons pas un seul instant à nous rallier à cette thèse. Nous avons vu que le détenteur précaire ne peut nullement se prévaloir de la règle de l'art. 2279. Il ne peut acquérir la propriété du chef de la possession. La propriété reste fixée sur la tête de l'ancien possesseur dépossédé. Et puisqu'il reste propriétaire, il pourra tou-

(1) Aubry et Rau ; — Poincaré, comparer aussi Bufnoir, p. 360.

(2) Voir notamment : Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 855 ; — Laurent, *loc. cit.*, n° 546 ; — De Folleville, *loc. cit.*, n° 32 ; — Demente et Colmet-Santerre, *Cours analytique de code civil*, Paris, 1884, n° 387 bis ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, t. I, n° 1135 ; — Tour-nesac, *loc. cit.*, p. 80.

jours intenter la revendication qui est un corollaire inséparable de la propriété. D'ailleurs nous trouvons quelque chose d'incompréhensible et de contradictoire dans la thèse de nos adversaires. Ceux-ci admettent l'action personnelle, mais refusent la revendication. Il est évident que le refus de la revendication suppose que le détenteur précaire ait pu se prévaloir de la règle de l'art. 2279 et acquérir ainsi la propriété du chef de sa possession. Sinon la propriété restera acquise à l'ancien possesseur et il sera inadmissible alors de prétendre lui refuser la revendication.

Or, si le détenteur précaire est devenu propriétaire de la chose qu'il devait restituer, cette dernière obligation ne se trouvera-t-elle pas sans objet, et, partant nulle ?

Pour éclairer ce point, prenons un exemple : Je vous remets mon meuble en dépôt et puis je vous le vends. Mon action en revendication cesse contre vous et en même temps mon action en restitution, car vous êtes devenu propriétaire ; or il est de l'essence même du dépôt que l'objet ne soit pas la propriété du dépositaire. En outre et comme nous l'avons montré, toutes les obligations du dépositaire cessent s'il prouve qu'il est lui-même propriétaire de l'objet déposé (art. 1946). Il doit en aller de même si on permet au dépositaire de se prévaloir de la règle de l'art. 2279 et s'il refuse, par conséquent, la revendication de l'ancien propriétaire. On devra le mettre à l'abri de toute action, même de l'action en restitution. Nous ne comprenons pas qu'il devienne propriétaire de la chose et reste tout de même obligé de la restituer.

Au surplus nous avons certains textes qui rendent indiscutable l'existence de la revendication à l'égard de celui qui ne possède pas à titre de propriétaire. Tout d'abord l'art. 608 du Code de Pr. est éloquent à cet égard. Ce texte suppose le cas où une saisie ayant été faite, le créancier saisissant a compris dans sa saisie des meubles qui se trouvaient au domicile du saisi, mais qu'un tiers prétend être sa propriété. Il décide que ce dernier pourra s'opposer à la vente et rentrer en possession des meubles.

Il ne peut s'agir ici, bien que le législateur ne le dise

pas expressément, que de l'action en revendication. En effet, le demandeur en distraction est appelé propriétaire et non pas créancier ; en outre, le texte exige, pour la réussite de l'action, la présentation des titres de propriété et non pas des titres de créance.

L'art. 1926 Code Civ. n'est pas moins décisif. Il déclare que « Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a qu'une action en revendication de la chose déposée, tant qu'elle existe dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qui a tourné au profit de ce dernier ». Cet article autorise formellement la revendication contre le dépositaire tant que la chose est entre ses mains.

Ces deux articles ne laissent aucun doute sur l'existence, contre le détenteur précaire, d'une action en revendication outre l'action personnelle en restitution (1).

Ainsi la précarité constitue un vice de la possession, ou pour mieux s'exprimer, elle est exclusive de toute possession utile et capable de faire acquérir la propriété. Un détenteur précaire ne saurait se prétendre propriétaire du chef de la possession. Il reste soumis à l'action du propriétaire dépossédé qui peut le poursuivre indifféremment et par l'action personnelle et par l'action réelle.

68. — Il ne nous reste, pour en finir avec la deuxième qualité exigée pour que la possession soit capable de faire acquérir la propriété : l'*animus domini*, qu'à dire un mot sur les caractères de la précarité et la façon dont elle se prouve.

La précarité est tout d'abord un vice absolu. Elle peut être opposée par le propriétaire dans toutes les circonstances et à l'égard de tout le monde. Ainsi, s'il remet la chose à un dépositaire qui la vend à un tiers de mauvaise foi, et si ce dernier la met à son tour en dépôt chez

(1) En ce sens, Laurent, *loc. cit.*, n° 546 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 855 ; — Lyon, 15 nov. 1893, *Moniteur Judiciaire de Lyon* du 29 mai 1894.

une quatrième personne, cette dernière sera considérée comme détenteur précaire à l'égard du premier déposant tout aussi bien qu'à l'égard de son déposant immédiat.

Inutile de dire que, pour pouvoir invoquer la précarité, il faut rester propriétaire. Par conséquent, si dans notre exemple celui qui a acheté au premier dépositaire était de bonne foi, et devenait ainsi propriétaire au détriment du premier déposant, celui-ci n'étant plus propriétaire ne pourrait invoquer la précarité contre le second dépositaire.

La précarité est, en outre, un vice perpétuel. Les détenteurs précaires, comme ils ne peuvent jamais prescrire (art. 2236), ne peuvent jamais, tant que dure leur précarité, invoquer la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ». Mais si la précarité constitue un vice perpétuel, elle ne l'est pas elle-même. Elle peut cesser d'exister en cas d'interversion de titre. Remarquons seulement que si la précarité prend fin par les deux procédés énoncés dans l'art. 2238, c'est-à-dire par une cause venant d'un tiers, ou par une contradiction opposée au droit du propriétaire, le détenteur précaire ne saura se prévaloir de la règle de l'art. 2279 que s'il intervertit son titre par le premier procédé, et encore faudra-t-il qu'il soit de bonne foi. Le détenteur qui intervertit son titre par une contradiction faite au droit du propriétaire ne saurait l'invoquer bien qu'il possède désormais à titre de propriétaire; il lui manquera la bonne foi et le juste titre, ou tout au moins ce dernier.

69. — Comment se prouve la précarité ? — Elle ne se présume pas. Bien au contraire, le possesseur est présumé posséder pour soi et à titre de propriétaire (art. 2230). La preuve de la précarité incombe donc au demandeur (1).

(1) Cf. Bufnoir, *loc. cit.*, p. 363 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 853 ; — Laurent, *loc. cit.*, n° 547 ; — Guillaouard, *loc. cit.*, t. II, n° 864 ; — voir aussi Cass. Req. 14 fév. 1877, S. 1878.I.72, D. P. 1877.I.320 ; — 20 juin 1881, S. 83.I.447, D. P. 82.I.112 ; — Req. 15 nov. 1881, S. 1882.I.259, D. P. 1882.I.67 ; — 18 août 1884, S. 1885.I.374 ; — 5 août 1890, D. S. 1891.I.343, D. P. 1881.I.21 ; — Req. 21 oct. 1902, S. 1904.I.31 ; — Paris, 1^{er} août 1903, D. P. 1904.II.345.

Elle doit se faire d'ailleurs en observant les principes généraux en matière de preuve et plus particulièrement les articles 1341 et 1348. Ainsi, si le revendiquant allègue un dépôt, un bail, un prêt ou tout autre contrat qui fait de son adversaire un détenteur précaire, il lui faudra fournir une preuve écrite, toutes les fois que la valeur de l'objet litigieux dépasse 500 francs, sauf les cas prévus dans l'article 1348 et à moins qu'il n'y ait un commencement de preuve par écrit. Il pourra, au contraire, prouver par tous les moyens de preuve les actes de complaisance ou de familiarité qu'il alléguerait pour expliquer la présence des meubles entre les mains du détenteur (1).

70. — La troisième qualité exigée dans la possession pour qu'elle puisse faire acquérir de son chef la propriété et les autres droits réels mobiliers est l'absence de vices.

Nous avons dit, au début du présent chapitre, que l'article 2229 s'applique à la possession mobilière aussi bien qu'à la possession immobilière. Car, à part quelques conditions nécessaires pour pouvoir prescrire (la continuité et la non-interruption), cet article ne fait qu'énumérer les qualités nécessaires pour avoir une possession efficace capable de produire un effet juridique. Nous avons dit aussi que les principes généraux du droit commun sont suffisants pour justifier l'exigence, en notre matière, des caractères de la possession énoncés dans l'article 2229, c'est-à-dire une possession publique non équivoque et à titre de propriétaire, en dehors même de cet article. Nous avons remis la démonstration de cette assertion au moment de l'étude de ces différents caractères. Nous l'avons fait à propos de l'*animus domini*. Il nous importe maintenant de justifier l'exigence des autres qualités.

71. — Il faut que la possession soit paisible : Quelques auteurs (2) semblent justifier cette qualité en disant que

(1) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 853 ; — Bufnoir, *loc. cit.*, p. 363.

(2) Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3411.

si la possession est prise par violence, il y aura vol, or le cas de vol est exclu expressément par l'article 2279 alinéa 2. Cette idée ne nous semble pas correcte. Incontestablement, si le possesseur en prenant le meuble par violence a commis un vol, il ne pourra bénéficier de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ». Mais il s'en faut de beaucoup qu'il y ait vol toutes les fois que la possession est prise par violence. Supposons que je vous trouve en possession d'un meuble que je crois m'appartenir, et que devant votre refus de me le remettre, je vous le prenne par force. Ici je ne serais pas un voleur, car l'intention de soustraire le meuble d'autrui me manquerait, et pourtant je ne dois pas pouvoir invoquer l'article 2279.

On a voulu aussi justifier l'exigence d'une possession paisible par l'idée que la violence écarte la bonne foi (1). Cette idée nous semble également fausse. Il peut arriver, en effet, qu'on prenne possession d'une chose par violence en étant d'une parfaite bonne foi comme dans l'exemple que nous venons de citer.

Pour bien comprendre si la violence empêche le possesseur d'invoquer la règle de l'article 2279 ou non, il faut supposer une hypothèse où toutes les conditions exigées par cet article se trouvent réunies sauf le caractère paisible. Une pareille hypothèse peut se réaliser. Supposons qu'une personne achète de bonne foi un meuble d'un détenteur précaire, un dépositaire par exemple, et que la tradition ne se réalise pas sur-le-champ. L'acheteur demande par la suite au vendeur de lui délivrer le meuble, mais celui-ci, craignant la réaction du véritable propriétaire, refuse la délivrance sans lui donner de raisons. L'acheteur prend alors la chose par la violence. Pourrait-il invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre » à l'égard du véritable propriétaire ? Nous ne le pensons pas, la possession étant entachée d'un vice : la violence.

A notre avis l'exigence d'une possession paisible se justi-

(1) Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1134 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3411 ; — Beudant, *loc. cit.*, n° 727.

fié par les motifs qui ont donné naissance à la règle de l'article 2279. Cette règle a été élaborée pour répondre aux besoins du commerce et pour assurer la sécurité des transactions mobilières. Or la violence est absolument incompatible avec les besoins du commerce qui ne peut se développer que dans l'ordre et la paix.

72. — Il faut que la possession soit publique, c'est-à-dire non clandestine. Il faut aussi qu'elle soit non équivoque.

La jurisprudence a l'habitude de confondre ces deux caractères. C'est pour cette raison que nous préférons les étudier ensemble.

Ces deux qualités de la possession ne représentent au point de vue qui nous occupe maintenant, la fonction acquisitive de la propriété, qu'un intérêt relativement faible. Elles présentent, par contre, un intérêt immense dans les relations entre les possesseurs successifs, et la jurisprudence en a fait et fait constamment des applications innombrables et surtout à propos des dons manuels. Aussi nous semble-t-il préférable d'en différer l'étude détaillée au moment où nous étudierons le rôle de la possession dans les rapports entre possesseurs successifs. Nous nous contentons maintenant d'une étude sommaire.

Par la non-clandestinité de la possession, nous n'entendons pas exiger une publicité telle qu'on l'entend dans la possession immobilière en matière de prescription. Nous voulons dire seulement qu'il ne faut pas prendre des précautions extraordinaires en vue de cacher les meubles. Des mesures semblables font supposer un détournement ou tout au moins la mauvaise foi. En tout cas, le commerce dans l'intérêt duquel la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » a été établie ne saurait justifier de telles mesures.

La possession ne doit pas être équivoque. C'est-à-dire susceptible de plusieurs interprétations dont l'une ferait disparaître la qualité de propriétaire (1).

(1) Huc, *loc. cit.*, t. XIV, n° 510 ; — Leroux de Bretagne, *Nouveau*

La majorité des auteurs rattache l'absence d'équivoque à l'*animus domini* (1).

Remarquons en terminant que les grands jurisconsultes Planiol et Ripert (2) semblent exiger l'absence de clandestinité et d'équivoque dans les rapports entre possesseurs successifs et de ne pas l'exiger lorsqu'il s'agit de l'application de la règle de l'article 2279 comme règle de fond, comme règle attributive de la propriété. Nous ne pouvons approuver cette doctrine. Il nous semble falloir exiger l'absence de ces deux vices lorsqu'il s'agit d'une acquisition de la propriété aussi bien que lorsqu'il s'agit d'une possession jouant un rôle simplement probatoire.

Ainsi supposons qu'après la mort d'un détenteur précaire, un dépositaire par exemple, sa concubine, son domestique, ou toute autre personne qui cohabitait avec lui sans être héritier, prétend avoir acheté le meuble déposé de bonne foi, ignorant le fait du dépôt. Cette personne pourrait-elle se prévaloir de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » en vue de repousser l'action en revendication du déposant ? Nous ne le pensons pas, car la possession du prétendu acquéreur est entachée d'équivoque.

CONCLUSION.

73. — Ainsi voyons-nous que toute possession ne peut attribuer la propriété de son chef. Il faut, pour cela, une possession d'un genre déterminé, une possession revêtue de certaines qualités qui la rendent digne de l'effet particulièrement énergique que la loi lui accorde. Et ces qualités sont une possession réelle et effective, à titre de propriétaire et exempte de vice.

traité de la prescription en matière civile, n° 132 ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 868 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 858 ; — Saleilles, *loc. cit.*, p. 83-84 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 87 ; — Josserand, *loc. cit.*, n° 1629 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1134.

(1) Voir les auteurs cités dans la note précédente. Nous verrons par la suite que cette idée n'est juste que partiellement.

(2) Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3411.

SECTION II. — LA BONNE FOI.

- 74. — Exigence de la bonne foi en droit français.
 - 75. — Exigence de la bonne foi en droit comparé.
 - 76. — En quoi consiste la bonne foi ?
 - 77. — La question de bonne ou de mauvaise foi du possesseur ne se pose que si l'aliénateur n'était pas propriétaire.
 - 77 bis. — L'hypothèse de l'art. 1141 et la notion de bonne foi.
 - 78. — La mauvaise foi est-elle un défaut relatif ou absolu ?
 - 79. — A quel moment la bonne foi doit-elle exister ?
 - 80. — La preuve de la bonne foi.
-

74. — Pour que la propriété soit acquise du chef de la possession, il faut que le possesseur soit de bonne foi. Un possesseur de mauvaise foi ne peut se réclamer du principe qu'« En fait de meubles possession vaut titre ».

La jurisprudence est constante et la doctrine est unanime aujourd'hui pour exiger cette condition. Cependant, il n'en était pas toujours ainsi. L'opinion contraire a été soutenue à la fin du siècle dernier et au début du siècle actuel. Des auteurs éminents ont prétendu que l'art. 2279 protège le possesseur du meuble en dehors de toute question de bonne foi (1).

La controverse ne présente aujourd'hui aucun intérêt pratique. L'opinion qui n'exige pas la bonne foi a perdu à l'heure actuelle tous ses partisans. Personne, ni dans la jurisprudence ni dans la doctrine, ne lui fait crédit. Il n'en est pas moins vrai cependant que l'étude de cette controverse nous présente un certain intérêt, au point de vue scientifique tout au moins. Aussi allons-nous exposer la théorie qui fait acquérir la propriété à tout possesseur en dehors de toute idée de bonne ou de mauvaise foi pour voir si elle s'appuie sur des bases solides.

Cette théorie consiste à dire que tout possesseur peut

(1) Cf. Aubri et Rau, *loc. cit.*, § 183 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 186 et s. ; — Ortlieb, *loc. cit.*, n° 83 ; — Van Bemmelen, *loc. cit.*, p. 418 ; — Huc, *loc. cit.*, n° 514 et s. ; — voir aussi Pau, 1^{er} avril 1890 et note de M. Planiol, sous Nancy, 30 décembre 1891 précitée.

se prévaloir de la règle de l'article 2279, même celui qui a su que son vendeur lui livrait un meuble dont il n'avait pas la propriété. Ce possesseur peut invoquer la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » contre le véritable propriétaire afin de repousser son action en revendication. Mais cette théorie ne met cependant pas le possesseur de mauvaise foi à l'abri de toute poursuite de la part de l'ancien propriétaire. S'il est devenu lui-même propriétaire du meuble possédé en vertu de l'article 2279 et peut ainsi repousser la revendication de l'ancien propriétaire, il n'en est pas moins obligé personnellement, sinon de restituer le meuble, au moins de payer des dommages-intérêts. En achetant sciemment la chose d'autrui, il a commis une faute qui a causé un dommage à autrui. Or, l'article 1382 oblige celui par la faute de qui un dommage est arrivé à le réparer.

Il faut bien saisir la différence entre cette théorie et celle qui domine aujourd'hui et qui exige la bonne foi. Tandis que cette dernière permet au propriétaire dépossédé de poursuivre le possesseur de mauvaise foi et par l'action réelle en revendication et par l'action personnelle en dommages-intérêts, la première ne lui offre que cette dernière action seulement.

Ce n'est pas une vaine chicane de mots. Nous avons déjà montré, en étudiant la précarité, l'importance du problème. Nous en avons saisi l'intérêt pratique en cas d'insolvabilité du possesseur et en cas de prescription de l'action personnelle (1).

(1) Remarquons seulement qu'à l'égard de la question qui nous occupe maintenant l'intérêt pratique dans ce dernier cas diminue considérablement s'il ne s'efface pas totalement. En étudiant la précarité, nous avons vu qu'en cas de prescription la question de savoir si le détenteur précaire peut être poursuivi par l'action en revendication en même temps que par l'action personnelle ou par cette action seulement présente un très grand intérêt. Certes, l'action personnelle se prescrit par un délai de 30 ans, mais l'action en revendication est imprescriptible. Ainsi au bout de 30 ans le détenteur précaire sera à l'abri de l'action personnelle, mais il restera exposé à l'action en revendication. Cette action ne peut s'éteindre directement, elle ne peut disparaître que par contre-coup, par le fait d'une prescription acquisitive.

Mais quels sont les arguments qu'invoquent les partisans de la théorie aujourd'hui combattue ?

Ils en invoquent deux : l'un tiré des précédents historiques, l'autre du texte de l'art. 2279 du Code civil.

Ils prétendent tout d'abord que Bourjon, auquel les rédacteurs du Code ont emprunté la maxime, « En fait de meubles possession vaut titre » n'a pas songé à subordonner l'application de cette maxime à la bonne foi. Ils citent à l'appui de leur assertion le texte suivant du grand jurisconsulte : « Duplessis estime qu'avec bonne foi il faut trois ans pour prescrire la propriété d'un meuble et trente ans lorsqu'il n'y a pas bonne foi. J'ai toujours vu cette opinion rejetée au Châtelet, où l'on tient pour maxime certaine qu'en matière de meubles la possession vaut titre de propriété. » « Qu'est-ce à dire ? Que Bourjon rejette absolument sans réserve l'opinion de Duplessis. Il repousse à la fois l'usucapion triennale et la prescription trentenaire, car le membre de phrase qui a trait à cette dernière est strictement voisin de ces mots : j'ai toujours vu, etc... Or, reconnaître la nécessité de la bonne foi pour que la maxime soit applicable, c'eût été en même temps décider que les meubles possédés de mauvaise foi sont ou imprescriptibles ou prescriptibles dans un délai déterminé. Bourjon n'admet pas qu'il en soit ainsi, puisqu'il déclare que, sauf un cas exceptionnel, la possession vaut titre, sans aucun délai. Et ce cas exceptionnel n'est que celui du meuble furtif (1). »

On ajoute que les rédacteurs du Code en reproduisant la formule « En fait de meubles possession vaut titre » sans exiger la bonne foi ont certainement entendu

Or, le détenteur précaire ne peut prescrire (art. 2236), à moins que son titre ne soit interverti. Il s'ensuit qu'au bout de trente ans, le détenteur précaire restera soumis à la revendication alors que l'action en restitution aura été éteinte. Ce n'est pas absolument la même chose dans le cas du possesseur de mauvaise foi, car celui-ci peut prescrire au bout de trente ans. Par conséquent à l'expiration de ce délai il sera à l'abri de l'action personnelle, car celle-ci sera éteinte, et il sera aussi à l'abri de l'action en revendication, car il aura acquis la propriété par la prescription. Ainsi l'intérêt du problème se trouve effacé.

(1) Poincaré, *loc. cit.*, p. 187.

se conformer à l'opinion de Bourjon. L'art. 2279 est muet à l'égard de la bonne foi. Or, il n'est pas possible d'ajouter au texte et d'exiger une condition dont il ne parle pas. On le peut d'autant moins qu'en droit français les effets de la possession sont en général indépendants de la bonne ou de la mauvaise foi du possesseur, et d'ailleurs lorsque le législateur entend les subordonner à la bonne foi, il prend soin de le dire, comme il le fait dans les articles 549, 1141, 2265.

Si l'on oppose aux partisans de cette théorie l'art. 1141 qui n'est qu'une application de l'art. 2279 et qui, au cas de vente d'un même meuble à deux personnes successives, donne la préférence à celle qui a été mise la première en possession pourvu qu'elle soit de bonne foi, ils répondent qu'il n'y a là rien qui diminue la valeur de leur opinion. Bien au contraire, ils trouvent dans cet article une confirmation à leur manière de voir. Ils répliquent que si l'on exige la bonne foi du deuxième acquéreur, c'est que s'il était de mauvaise foi, il serait obligé personnellement de dédommager le premier pour le préjudice qu'il lui a causé par sa faute, et le législateur considère que le meilleur dédommagement est la restitution de l'objet. La rédaction de l'art. 1141 nous semble pouvoir être invoquée à l'appui de cette thèse. Ce texte dispose, en effet, que le deuxième acquéreur de bonne foi est préféré et demeure propriétaire. Ce qui peut signifier *a contrario* que si cet acquéreur est de mauvaise foi, il ne demeure pas propriétaire ; il cesse de l'être. Ce qui implique qu'il l'était.

Ces arguments ne nous paraissent pas concluants. L'argument historique n'a aucune valeur. On fait dire à Bourjon ce qu'il ne voulait pas dire. Les mots « J'ai toujours vu cette opinion rejetée au Châtelet » se rapportent non pas à la condition de bonne foi, mais à l'ensemble de la phrase qui vise la prescription de 3 ans exigée par Dupleix pour les meubles. Cela est démontré par l'ensemble du texte où Bourjon s'efforce d'écarter l'idée de prescription en matière mobilière. Ce que le jurisconsulte veut mettre en relief, c'est qu'en fait de meubles la possession vaut titre, sans recourir à l'idée d'une prescrip-

tion. D'ailleurs, les motifs que Bourjon invoque à l'appui de la règle « En fait de meubles possession vaut titre », c'est-à-dire l'ordre public et l'intérêt du commerce, font supposer nécessairement l'exigence de la bonne foi (1). En outre, nous avons vu que Valin, qui ne fait que développer les idées de Bourjon, exige formellement la bonne foi (2).

L'argument tiré du texte n'est pas plus judicieux. En effet, le silence de l'art. 2279 quant à la bonne foi s'explique par sa concision extrême. Du reste, si le texte n'exige pas formellement cette condition, il la suppose nécessairement. Les motifs qui l'ont fait édicter ne laissent aucun doute à cet égard. Quant à l'idée qui consiste à dire que les effets de la possession sont indépendants de la bonne foi, elle n'est pas absolument juste. Certes, la possession produit certains effets indépendamment de toute question de bonne ou de mauvaise foi. Il en est ainsi pour les actions possessoires et pour la prescription trentenaire. Mais nous voyons, par contre, que chaque fois que le législateur lui accorde un traitement privilégié, il exige la bonne foi. Il en est ainsi pour l'acquisition des fruits (art. 449) et pour la prescription des immeubles par dix ou vingt ans (art. 2265). Si le législateur exige la bonne foi pour l'acquisition des fruits et pour la prescription de l'immeuble par dix ou vingt ans, serait-il logique d'affirmer qu'il ne l'exige pas pour l'acquisition instantanée du meuble ?

D'ailleurs, l'art. 1141 exige formellement la bonne foi. Or, cet article est, de l'aveu même des partisans de la théorie que nous combattons (3), une application du principe énoncé dans l'art. 2279. L'explication que ces auteurs donnent pour justifier l'exigence de la bonne foi dans l'art. 1141 et non pas dans l'art. 2272 en disant que le possesseur de mauvaise foi serait obligé personnellement de dédommager le premier acheteur, n'est que spécieuse. Elle est promptement réfutée par les travaux préparatoires.

(1) Voir *supra*, 1^{re} partie, n° 90.

(2) *Ibid.*, n° 93.

(3) Ortlieb, *loc. cit.* ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 188 ; — Van Bemmelen, *loc. cit.*, p. 420.

Nous nous contentons de citer le passage du tribun Favard : « Le principe est fondé, dit-il, sur ce que les meubles n'ont pas de suite et sont censés appartenir à celui qui les possède, s'il n'est pas prouvé que sa possession est fondée sur le dol, la fraude ou la mauvaise foi. » Favard nous dit que le meuble n'est censé appartenir au possesseur que si celui-ci est de bonne foi. Le possesseur de mauvaise foi n'est donc pas réputé propriétaire ou, dans notre langage, n'est pas déclaré propriétaire. Il serait donc inexact de prétendre que le possesseur de mauvaise foi est déclaré propriétaire mais qu'il est seulement obligé personnellement de restituer du fait de sa mauvaise foi et à titre de dédommagement.

Dire que le second acquéreur de bonne foi demeure propriétaire n'implique pas forcément que l'acquéreur de mauvaise foi l'était, mais cesse de l'être. Le texte veut dire, tout simplement, que l'acquéreur de bonne foi est devenu propriétaire dès sa mise en possession et qu'il le demeure pour toujours.

Enfin, celui qui achète sciemment le meuble d'un simple détenteur précaire tombe, à n'en pas douter, sous le coup de la loi pénale (art. 478 Code pénal) comme complice d'un abus de confiance. Comment dire alors qu'il devient propriétaire? Ce serait paradoxal (1).

Nous voyons donc que l'opinion qui déclare le possesseur propriétaire en dehors de toute question de bonne ou de mauvaise foi ne présente aucune base solide. Nous ne pouvons mieux faire que de la repousser catégoriquement. Seul le possesseur de bonne foi peut se réclamer de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » en tant que règle attributive de la propriété. Le possesseur de mauvaise foi ne devient jamais propriétaire du chef de sa seule possession. Il est soumis à l'action en revendication du véritable propriétaire, car il n'a pu acquérir la propriété. Il est soumis aussi à une action personnelle en dommages-intérêts, car sa mauvaise foi constitue une faute engageant sa responsabilité (art. 1382).

(1) Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3313, note 1.

Les auteurs sont aujourd'hui unanimes pour exiger la bonne foi (1). La jurisprudence ne l'est pas moins. Depuis la promulgation du Code civil les arrêts n'ont jamais cessé de réfuter toute protection au possesseur de mauvaise foi (2).

75. — Si nous consultons le droit comparé, nous trouverons que toutes les législations qui consacrent soit directement, soit indirectement, la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » exigent plus ou moins expressément la bonne foi.

Notre droit égyptien est formel. L'art. 68/46 dispose : « ... La propriété des meubles s'acquiert par la délivrance en vertu d'un juste titre, bien que celui qui les livre ne soit pas propriétaire, pourvu que celui qui reçoit soit de bonne foi ... »

Le Code civil allemand (art. 932, 933, 934) et le Code civil suisse (art. 714-933) sont aussi catégoriques. En droit anglais, ni la loi (art. 21, 22, 23, 25 du *Sale of goods act*) ni la jurisprudence ne protègent le possesseur, au mépris de la règle *Nemo plus juris...* qu'à la condition d'être de bonne foi.

76. — En quoi consiste la bonne foi ? Dans quels cas

(1) Guillouard, *loc. cit.*, n° 873 et s. ; — De Folleville, *loc. cit.*, n° 27 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 871 ; — Planiol, note sous Nancy, 30 décembre 1891, D. P. 92.II. 241 ; — Laurent, *loc. cit.*, t. XXXII, n° 549 ; — Leroux de Bretagne, *loc. cit.*, n° 1324 ; — Bufnoir, *loc. cit.*, p. 365 ; — Dementie et Colmet de Santerre, *loc. cit.*, n° 57 bis ; — Troplong, *loc. cit.*, n° 1061 ; — Saleilles, *loc. cit.*, p. 69 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 91 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1133 ; — Josserand, *loc. cit.*, n° 1629 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, 3412 ; — Bédant, *loc. cit.*, n° 728.

(2) Metz, 10 janvier 1867, D. P. 67.II.14 ; — Nancy, 31 déc. 1891, D. P. 92. II.441 ; — Req. 11 fév. 1893, D. P. 94.I.278 ; — S. 94.I.68 ; — 3 mars 1896, D. P. 97.I.495 ; — 7 juillet 1898, S. 1900.I.205 ; — Cass. 16 mai 1899, S. 1900.I.86 ; — 22 mai 1906, D. P. 1906.I.351 ; — Cr. 16 juillet 1909, D. P. 911.I.465 ; — Req. 16 juillet 1907, D. P. 1908.I. 31 ; — Req. 16 juillet 1907, D. P. 1908 ; — Civ. 12 déc. 1921, D. P. 22.I.28 ; — Paris, 12 janv. 1933 S. 33.II.134 ; — Req. 7 mai 1934, S. 34.I.372 ; — Req. 28 mars 1933, D. H. 1933, p. 249 ; — Paris, 19 janvier 1933 D. H., 1933, 185 ; — Req. 11 janv. 1937, S. 1937.I.94.

le possesseur sera-t-il de bonne foi ? et pourra-t-il ainsi se prévaloir de la règle de l'art. 2279 ? Dans quels cas sera-t-il, au contraire, de mauvaise foi et empêché, par conséquent, d'en profiter ?

Tout le monde, aussi bien dans la doctrine que dans la jurisprudence, envisage la bonne foi dans un sens fort étroit. « Elle vise uniquement le fait d'avoir cru à la qualité de propriétaire chez celui avec qui l'on traite, elle a donc trait uniquement au droit appartenant à l'aliénateur, ou, d'une façon générale, à la régularité ou à la légitimité de l'initiative qu'il prend d'aliéner. C'est l'attribution d'une qualité qui ne lui appartient pas » (1). On est donc de bonne foi si on a cru avoir traité avec le véritable propriétaire, si on a ignoré le défaut de droit chez le *tradens*.

Telle est l'idée qui domine aujourd'hui : la bonne foi ne touche qu'à la qualité de propriétaire chez l'aliénateur. Pour savoir si l'acquéreur est ou n'est pas de bonne foi, il faudra examiner exclusivement si, oui ou non, il croyait traiter avec le propriétaire du meuble ou tout au moins s'il croyait traiter avec une personne qualifiée pour en disposer. La bonne foi ne touche pas aux questions relatives à l'existence ou à la validité du procédé qui a servi de titre d'acquisition. Autrement dit, le fait par l'acquéreur de connaître les vices de son propre titre d'acquisition n'est pas exclusif de sa bonne foi. Si celui-ci a traité avec une personne qu'il a crue qualifiée pour aliéner, il sera de bonne foi même s'il a su qu'il n'a reçu le meuble qu'en vertu d'un titre entaché d'un vice ou même inexistant (2).

Cette théorie nous semble beaucoup trop étroite. Elle peut amener d'ailleurs à des conséquences très fâcheuses, surtout en droit français où l'opinion dominante se con-

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 69.

(2) De Folleville, *loc. cit.*, n° 27 ; — Baudry-Lacantinerie et Tisier, *loc. cit.*, n° 873 ; — Saleilles, *loc. cit.*, p. 69 ; — Tourrèsac, *loc. cit.*, p. 90-91 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1121 ; — Josserand, *loc. cit.*, n° 1764 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3167. Voir aussi Req. 16 mai 1899, D. P. 99.I.372 ; — Paris, 19 janvier 1933, S. 1933.II.134 ; Req. 7 mai 1934, S. 1934.I.372 ; Req. 11 janv. 1937, S. 37.I.94, D. H. 1937, p. 97.

tente, pour l'acquisition des meubles, d'une possession de bonne foi en dehors de toute question de juste titre.

L'application de cette conception nous conduit à déclarer de bonne foi le possesseur qui abuse sciemment d'une erreur dans laquelle était induit son cocontractant. On n'exige de lui que l'ignorance du défaut de droit chez l'aliénateur. Donc, à supposer qu'au moment de la vente il ignorait ce défaut, le possesseur doit être déclaré de bonne foi alors même qu'il savait que son vendeur ne consentait à lui vendre qu'en raison d'une erreur dans laquelle il était tombé, ou alors même que c'était ce possesseur qui, par des manœuvres frauduleuses, a induit le vendeur en cette erreur ou par ses menaces l'a contraint à vendre. Il en est de même en cas d'incapacité. Le fait par le possesseur d'avoir su qu'il a traité avec un incapable ne doit pas être pris en considération en ce qui concerne sa bonne foi.

Dans tous ces cas le possesseur doit être déclaré de bonne foi et par conséquent propriétaire en vertu de l'art. 2279. Ne semble-t-il pas choquant d'admettre une pareille conséquence ? Ne vaudrait-il pas mieux déclarer le possesseur indigne de la protection de la loi ? Nous avons vu que la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » est basée, avant tout, sur l'intérêt du commerce. La loi n'accepte de sacrifier le droit du propriétaire que dans la mesure où cet intérêt l'exige. Le possesseur qui achète *a non domino* n'acquiert aucun droit du chef de son contrat. Si la loi le déclare propriétaire, ce n'est que pour sauvegarder l'intérêt éminent du commerce. Or, cet intérêt n'est en cause que là où l'acquéreur a agi honnêtement, là où il a fait tout ce qu'il avait à faire pour devenir propriétaire, c'est-à-dire là où il a valablement traité avec celui qu'il croyait propriétaire, et lorsque l'obstacle vient d'un défaut de droit qu'il ne pouvait pas vérifier.

En somme, le possesseur qui connaît le vice de son propre titre ne se trouve pas à l'abri de toute poursuite. Cette connaissance constitue une faute de sa part engageant sa responsabilité, et le véritable propriétaire peut, par conséquent, l'obliger sinon de son chef du moins du chef de son

débiteur (l'aliénateur) à lui payer une indemnité (art. 1166). Mais l'action en dommages et intérêts qui est une action personnelle n'offre pas toujours au propriétaire dépossédé une protection efficace. Nous connaissons les cas où cette action serait inutile. Ce sont les cas d'insolvabilité du débiteur et celui où cette action serait prescrite. Ainsi n'est-il pas vain de permettre au véritable propriétaire de revendiquer la chose vendue par un détenteur précaire à un sous-acquéreur de bonne foi, en ce sens que ce dernier ignore le défaut de droit chez son auteur, mais de mauvaise foi à propos des vices qui entachent son propre titre d'acquisition.

Si nous acceptons à la rigueur et à contre-cœur de considérer comme de bonne foi le possesseur qui connaît les vices qui entachent son titre d'acquisition, nous ne pourrions jamais considérer de bonne foi celui qui connaît l'inexistence ou la nullité de son titre. On peut, certes, trouver un argument de nature à être invoqué au profit du possesseur qui a eu connaissance des vices entachant son titre. C'est que malgré ces vices le titre n'est pas nul mais simplement annulable. C'est-à-dire qu'il reste valable et capable de produire tous ses effets jusqu'à ce qu'il soit annulé. Donc, malgré la connaissance de ces vices, l'acquéreur croit qu'il est devenu propriétaire. Il sait qu'il risque d'être dépouillé d'une façon rétroactive de la propriété, mais il ne se croit pas moins propriétaire. Ainsi la conception de Pothier englobe son cas. Ce jurisconsulte définit la bonne foi : *Juxta opinio quae siti dominii*, c'est-à-dire la croyance légitime qu'on est devenu propriétaire.

Il n'en est pas de même de l'hypothèse du possesseur qui traite à son insu, il est vrai, avec un non-propriétaire, mais qui sait que le titre en vertu duquel l'aliénateur lui a transmis la chose est nul ou inexistant. Comment pouvoir dire que ce possesseur est de bonne foi ? Supposons que je trouve chez vous un objet qui me plaît et dont vous n'êtes, par hypothèse, que le dépositaire. Je vous demande de me le donner, mais vous ne me le remettrez qu'à titre de prêt. Puis-je me dire possesseur de bonne foi et invo-

quer par conséquent la règle « En fait de meubles possession vaut titre », bien que je n'aie pas ignoré l'erreur dans laquelle vous êtes tombé et qui détruit l'accord de volonté entre nous.

Au surplus, l'application purement logique de la théorie qui ne voit dans la bonne foi que l'ignorance du défaut de propriété chez l'aliénateur indépendamment de la nullité ou de l'inexistence d'un titre d'acquisition, nous conduirait à un résultat fort curieux. Nous serions amené à déclarer de bonne foi un voleur s'il croyait avoir dépouillé le véritable propriétaire, ce qui est l'hypothèse dans presque tous les cas. Ainsi, nous serions amenés à permettre au voleur de se prévaloir du principe de l'art. 2279 et à repousser la revendication du propriétaire une fois écoulée la période de trois ans (art. 2279, al. 2).

Ainsi la conception très étroite de la bonne foi nous amène-t-elle à des résultats fort fâcheux et incompatibles avec les principes universellement admis.

Remarquons que cette conception ne nous amène pas en matière immobilière à toutes les conséquences fâcheuses qu'elle est appelée à produire en matière mobilière. Certes, elle permet d'acquérir la propriété, par la prescription abrégée, à un possesseur qui a abusé sciemment d'une erreur, d'un dol, d'une violence, ou d'une incapacité chez son cocontractant. Mais le possesseur qui connaît l'inexistence ou la nullité de son titre ne peut pas invoquer la prescription abrégée. Car il lui manquera le juste titre qui est formellement exigé ici. Ainsi l'opinion dominante, à propos de la bonne foi, présente en matière d'immeubles des inconvénients qui, malgré leur gravité, n'égalent pas ceux que cette opinion présente en fait de meubles.

Il en est de même dans notre théorie qui exige pour l'application de l'art. 2279, outre la bonne foi, le juste titre. D'après nous il ne suffit pas, pour que la possession fasse attribuer la propriété mobilière, de posséder de bonne foi ; il faut, par surcroît, une possession en vertu d'un juste titre. Dès lors, même si on considère comme de bonne foi le possesseur qui reçoit sciemment le meuble

en vertu d'un titre nul ou inexistant, ce possesseur ne pourra se prévaloir de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

C'est surtout pour la théorie qui domine aujourd'hui en droit français et qui attribue à la bonne foi toute la valeur d'acquisition de la propriété mobilière du chef de la possession que la conception restrictive de la bonne foi présente les plus graves inconvénients. C'est pour cette théorie qu'il importe particulièrement d'envisager, afin de parer à ces inconvénients, la bonne foi sous un angle très vaste.

En tout cas, la règle « En fait de meubles possession vaut titre » a été édictée avant tout pour sauvegarder l'intérêt du commerce. Or, l'intérêt du commerce n'est en jeu que là où le possesseur a cru acquérir valablement. C'est dans ce cas seulement que le possesseur est digne de la protection de la loi.

Ainsi pour qu'il soit de bonne foi, il faut que le possesseur ait réellement et loyalement cru acquérir.

Il ne faut donc pas seulement qu'il ait cru traiter avec le vrai propriétaire, c'est là une conception de la bonne foi beaucoup trop étroite. Il faut qu'il ait cru avoir rempli, de son côté, toutes les conditions nécessaires à un mode d'acquisition régulier, donc qu'il ait cru avoir un titre et en avoir un valable. Être de mauvaise foi, ce n'est pas seulement savoir que l'on avait affaire à un faux propriétaire, qui trafiquait du droit d'autrui, c'est tout aussi bien avoir conscience de l'inexistence de tout procédé légitime d'acquisition, qui puisse permettre de se dire propriétaire à l'encontre de celui de qui on tient l'objet, ou encore, s'il a existé un titre de ce genre, c'est avoir conscience de son irrégularité, et vouloir, malgré tout, s'en prévaloir. Celui qui a cru acquérir du vrai propriétaire, mais qui a employé, pour se rendre propriétaire, des procédés irréguliers, ou qui a su n'avoir qu'un titre apparent ou nul, celui-là n'est pas trompé dans son attente, si on exige de lui qu'il restitue ce qu'il possède. Il doit savoir qu'il ne le possède pas légitimement. L'intérêt du

commerce n'est plus en cause ici ; et dès lors que l'intérêt commercial n'est pas intéressé, il n'y a pas lieu de sacrifier les droits du propriétaire aux prétentions d'un possesseur irrégulier.

Telle est la façon dont on doit entendre la bonne foi exigée comme condition d'application de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ». Elle s'impose par la nature même des choses, par les motifs qui ont donné la vie à ce fameux principe, et par la fonction sociale qu'il est appelé à remplir.

D'ailleurs, les textes de la loi, loin de nous empêcher d'entendre la bonne foi de cette façon, peuvent être invoqués à l'appui de notre manière de voir. En effet, le législateur n'a pas donné de définition de la bonne foi au titre des prescriptions. Il ne la définit que lorsqu'il traite de l'acquisition des fruits par le possesseur de bonne foi : Traitant de cette matière, il nous dit dans l'art. 550 : « Le possesseur est de bonne foi quand il possède comme propriétaire en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignore les vices. Il cesse d'être de bonne foi du moment où ces vices lui sont connus. » Le texte semble être très exigeant. Pour être de bonne foi, il faut, nous dit-il, posséder en vertu d'un titre translatif de propriété. Si l'opinion prépondérante n'exige pas ici l'existence d'un véritable titre translatif de propriété, elle exige, tout au moins, que le possesseur ait cru à l'existence d'un pareil titre, c'est ce qu'on appelle le titre putatif. Par conséquent, celui qui connaît l'inexistence ou la nullité du titre ne sera jamais de bonne foi. En outre, le texte exige que le possesseur ait ignoré *les vices* qui entachent son titre. Or, il parle des vices en général, il ne distingue pas entre le vice qui se rapporte au défaut de la propriété chez l'aliénateur et les autres vices qui peuvent entacher le titre d'acquisition lui-même, comme l'incapacité et les vices de consentement. Par conséquent, on doit déclarer de mauvaise foi non seulement le possesseur qui a su qu'il traitait avec un détenteur précaire, mais aussi celui qui, croyant contracter avec le véritable propriétaire, avait conscience de l'inexistence d'une cause légale d'acquisition, ou encore, s'il

a existé une cause de ce genre, avait conscience de son irrégularité.

En un mot, selon nous, la bonne foi n'est pas seulement la conviction que l'on a de traiter avec le véritable propriétaire, mais aussi la conviction d'être devenu honnêtement propriétaire.

Ainsi nous nous rapprochons de la définition donnée à la bonne foi par Pothier, sans aller cependant jusqu'à l'adopter. Pothier se contente de la croyance légitime d'être devenu propriétaire. Nous exigeons, en outre, l'ignorance des vices qui peuvent entacher le titre en vertu duquel on croit être devenu propriétaire.

En droit anglais, on arrive en matière de bonne foi à une conception sensiblement pareille à la nôtre. Les tribunaux anglais décident que, pour être de bonne foi, l'acquéreur doit avoir agi honnêtement et sans avoir connaissance (*notice*) effective ou présumée du défaut de droit de l'aliénateur. Et la question d'honnêteté étant laissée à l'appréciation des tribunaux, ceux-ci en font une idée large et déclarent le possesseur de mauvaise foi toutes les fois qu'il avait conscience de l'inexistence ou de l'irrégularité de son titre.

Le possesseur est de mauvaise foi non seulement lorsqu'il a connaissance du défaut de droit chez l'aliénateur, mais aussi lorsqu'il sait qu'il traite avec une personne qui n'a qu'un droit imparfait. En d'autres termes, l'acquéreur est de mauvaise foi s'il a connaissance des imperfections qui entachent le titre de son auteur.

Ainsi, supposons qu'un acheteur sous condition résolutoire revende la chose à un sous-acquéreur qui ait connaissance de la cause de révocabilité dont est menacé le droit qui lui est transmis ; la résolution se produit ; le précédent vendeur devient de plein droit rétroactivement propriétaire. Il revendique le meuble aux mains du possesseur qui lui oppose la maxime : « En fait de meubles possession vaut titre ». Ici le précédent vendeur qui se trouve investi de nouveau de la propriété peut légalement opposer au possesseur que celui-ci a connu l'imperfection du droit de son auteur, qu'il a su par conséquent quel

était le droit éventuel qui lui reviendrait à lui demandeur, donc qu'il a acquis sciemment à l'encontre de ses droits de propriétaire éventuel et qu'il a su qu'il traitait avec un propriétaire dont le droit pouvait être résolu d'une façon rétroactive. Cette éventualité réalisée, l'acquéreur ne peut plus se prévaloir de sa possession pour faire obstacle à la revendication et à l'application de la règle *Resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis* (1).

Quid juris dans le cas d'un acquéreur qui connaît le défaut de propriété chez l'aliénateur, mais croit celui-ci autorisé à vendre parce qu'il est, par exemple, le mandataire du vrai propriétaire ? Ici, l'erreur ne porte pas sur le défaut de droit, mais sur l'existence ou l'étendue du pouvoir dont se prévaut le vendeur. Le vendeur ne se prétendait pas propriétaire ou, ce qui revient au même, l'acquéreur a su qu'il ne l'était pas, mais l'acquéreur a cru qu'il avait affaire avec une personne autorisée à effectuer la vente. Peut-on le qualifier de bonne foi ?

Notre principe ne souffre là aucune exception. L'acquéreur est de bonne foi s'il a eu la croyance légitime de devenir honnêtement propriétaire. Par conséquent, s'il a cru, ou plutôt s'il a eu une raison légitime de croire que le vendeur était qualifié pour vendre, il serait de bonne foi.

Remarquons seulement que pour être de bonne foi il faut agir avec vigilance. Nous verrons bientôt que l'ignorance imputable à une faute grossière est assimilée à la mauvaise foi. Or, dès que l'acquéreur sait qu'il traite avec un non-propriétaire, il doit s'entourer de toutes les précautions que dicte la vigilance. Il doit s'enquérir des pouvoirs qu'on prétend avoir. C'est à lui d'exiger qu'on lui présente une procuration, ou, d'une façon générale, que le vendeur fasse la preuve du mandat ou du pouvoir de disposer qu'il invoque. Si cette preuve n'est pas faite, et si l'acheteur consent à passer outre, il accepte le risque d'un contrat susceptible d'être annulé pour défaut de pouvoir. Il commet une faute grossière qui est assimilée à la mauvaise foi.

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 119.

Par conséquent, si l'acquéreur, malgré toutes les précautions et les renseignements que peut prendre un homme vigilant et attentif, s'est trompé sur l'existence ou l'étendue du pouvoir du vendeur, il sera de bonne foi et pourra se prévaloir de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ». Donc si le vendeur avait le pouvoir de vendre un objet déterminé, mais si au lieu de vendre ce même objet il en vendait un autre, contenant les mêmes qualificatifs, et si en regardant ce pouvoir, l'acquéreur ne pouvait savoir de quel objet il s'agissait, on devrait le considérer comme de bonne foi. Il s'agit de savoir si on peut imputer l'ignorance de l'inexistence ou de l'étendue du pouvoir à une négligence de la part de l'acquéreur. Celui-ci doit être déclaré de mauvaise foi chaque fois qu'une pareille négligence peut lui être reprochée.

Par application de cette idée, nous devons déclarer de bonne foi l'acquéreur qui traite avec un commissionnaire, même si ce dernier dépasse les pouvoirs qui lui sont confiés par le commettant. Nous ne voulons pas parler ici des marchandises pour lesquelles le commissionnaire a reçu l'ordre de vendre. A l'égard de ces marchandises il agit en maître, en son propre nom. Vis-à-vis des tiers le commettant l'investit du droit d'agir comme s'il était lui-même propriétaire des marchandises. Ainsi, s'il les vend, l'acheteur en acquiert la propriété sans avoir besoin de recourir au principe de l'art. 2279. Les principes généraux lui suffisent. Nous entendons parler ici des marchandises que le commissionnaire a reçues en dépôt et non pas en consignment. Si ces marchandises sont vendues, c'est en vertu de la règle de l'art. 2279 que l'acquéreur devient propriétaire. S'agissant d'un commissionnaire, l'acheteur ne pouvait pas savoir quel était l'étendue des pouvoirs qui lui avaient été conférés et par conséquent il était excusable de supposer que celui avec lequel il traitait avait le pouvoir de vendre. Il est donc de bonne foi et peut ainsi se prévaloir de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre (1) ».

(1) Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial* ; — Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. II.

A la connaissance vraie qu'aurait eue l'acquéreur du défaut de droit chez l'aliénateur, ou plutôt à la connaissance vraie qu'il aurait eue de n'être pas devenu honnêtement propriétaire, il faut assimiler la faute grossière par suite de laquelle ce fait lui serait resté inconnu. L'ignorance imputable à une faute grossière équivaut à la mauvaise foi (1).

« Ainsi non seulement la bonne foi ne se limite pas à l'existence des droits que l'on a voulu acquérir, non seulement elle doit s'étendre à la valeur même du titre en vertu duquel on a cru acquérir, mais il ne faut pas davantage en borner rigoureusement la conception à la conscience d'une irrégularité commise. Il faut assimiler, au fait d'avoir su, celui d'avoir ignoré par suite d'une négligence grossière. Celui qui avait toutes les raisons du monde pour savoir que son vendeur n'était pas propriétaire ou, ce qui revient au même, pour savoir qu'il n'avait pas le droit de disposer de la chose, et qui n'a rien fait pour s'en rendre compte, a manqué à toutes les règles de diligence qui rentrent dans la notion de la loyauté commerciale. On ne peut pas dire qu'il soit de bonne foi. Il n'y a pas à tenir compte de son ignorance, ni des risques auxquels elle l'expose. Il ne mérite pas que l'on prenne ses intérêts en considération. Le crédit commercial n'est plus engagé, là du moins où la loyauté commerciale n'est plus intéressée (2). »

Il n'y a là, au fond, qu'une application particulière d'une théorie générale qui consiste à assimiler la faute grossière au dol.

En tout cas, l'idée qui assimile à la connaissance vraie du défaut de droit chez l'aliénateur l'ignorance due à une négligence grossière se justifie très bien et aboutit à une solution fort heureuse. Nous savons que la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » a été établie dans l'intérêt du commerce. Or, le commerce exige une certaine

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 129 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 873 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 91.

(2) Saleilles, *loc. cit.*, p. 270.

vigilance. Dans l'intérêt du commerce on excuse l'acquéreur s'il se fie au fait de la possession, s'il prend le possesseur comme propriétaire. On l'excuse car il n'a aucun moyen de savoir la vérité. Mais il n'en demeure pas moins vrai que cette force probante qu'offre la possession ne provient que d'un pur état de fait. Elle ne résulte d'aucune organisation légale et ne suppose ni contrôle administratif ou judiciaire, ni garantie d'aucune sorte. On pourrait peut-être excuser l'acquéreur qui s'abstient de toute enquête lorsqu'il s'agit d'immeubles pour lesquels une publicité est organisée sous le contrôle de l'administration. Une personne qui se repose totalement sur ce que le droit de son vendeur est transcrit sur le registre est pardonnable. Il n'en est pas de même en matière de meubles où l'attestation du droit ne vient d'aucune organisation administrative et résulte uniquement de l'extériorité des faits, c'est-à-dire d'une simple apparence que rien ne garantit et qui n'exclut pas le minimum de diligence imposé à quiconque entre en affaires et en relations juridiques (1).

Pour être de bonne foi, l'acquéreur doit agir avec une certaine vigilance et une certaine attention. Toute raison sérieuse de suspicion, toute apparence de caractère louche de la possession de l'aliénateur doivent obliger l'acquéreur à se regarder d'autant plus prêt et à ne pas se retrancher derrière une ignorance soit intéressée soit due simplement à une négligence (2).

Le fait de savoir si l'ignorance du défaut de droit chez l'aliénateur ou de l'irrégularité qui entache le titre de l'acquéreur est due à une faute grossière assimilable à la mauvaise foi, rentre dans le domaine exclusif de l'appréciation des juges. C'est un fait laissé à leur estimation souve-

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 131.

(2) L'art. 3 du Code civil suisse consacre légalement cette conception. Il dispose : « La bonne foi est présumée lorsque la loi en fait dépendre la naissance ou les effets d'un droit. Nul ne peut invoquer sa bonne foi si elle est incompatible avec l'attention que les circonstances permettent d'exiger de lui. »

Voir l'article de M. Charmont, *Revue trimestrielle*, 1907, p. 41 et s.

raïne. Fatalement le degré de vigilance exigée de l'acquéreur dépend des circonstances. Certaines circonstances imposent plus que d'autres de s'enquérir, de se renseigner, de s'entourer de précautions.

L'idée qui, à l'égard de la bonne foi, assimile à la vraie connaissance l'ignorance due à une négligence grossière est constamment appliquée par la jurisprudence.

C'est ainsi que le tribunal civil de la Seine (1) déclare : « Attendu que la règle posée par l'art. 2279 ne peut être invoquée que par le possesseur de bonne foi ; que par bonne foi il faut entendre la croyance où a été le possesseur que celui qui lui a remis la chose en était bien le seul et légitime propriétaire ; que si celui à qui la chose est ainsi remise a quelque raison d'en douter, il a le devoir d'exiger que celui qui la lui remet justifie de sa propriété ; qu'à défaut par lui de le faire il ne peut être considéré comme ayant agi de bonne foi et étant dans le cas de bénéficier de la disposition édictée par l'art. 2279 C. C... ».

Aussi la Cour suprême déclare-t-elle dans un arrêt de 1896 (2), « La règle de l'art. 2279 ne protège les acquéreurs d'objets mobiliers qu'autant qu'aucune circonstance n'a été de nature à éveiller leurs soupçons sur la légitimité de la possession de la personne qui leur livre lesdits objets. » Et dans un autre arrêt (3) : « La mauvaise foi du tiers détenteur est suffisamment établie lorsque, à sa connaissance, la personne de qui il a reçu l'objet en gage était en état de liquidation judiciaire, qu'elle avait abandonné tout son actif à ses créanciers, que son fonds avait été vendu et que sa déconfiture complète était connue du tiers détenteur, qui n'avait traité avec elle que par l'entremise d'un prête-nom pour dissimuler leurs relations : dans ces circonstances souverainement appréciées par les juges du fond, le tiers détenteur peut être légalement soumis à la revendication du propriétaire de l'objet. » Il a été jugé (4) également que « ne peut être considéré comme de bonne

(1) Seine, 6 juillet 1910, *Gazette des Tribunaux* du 20 octobre 1910.

(2) Req. 3 mars 1896, D. P. 97.I.405.

(3) Req. 16 mai, D. P. 1899, 99.I.372.

(4) Paris, 19 janvier 1933, D. H. 1933, p. 185.

foi, à l'occasion d'une demande en revendication, le commerçant en pierres précieuses qui, ne traitant pas avec un courtier professionnel, mais avec un inconnu venu chez lui pour lui proposer des bijoux, a procédé à leur achat, en dépit de circonstances dont le caractère anormal ne pouvait lui échapper et lui commander de s'abstenir ».

Il a été jugé, en outre, que doit être déclaré de mauvaise foi l'acquéreur qui, bien que ses soupçons au sujet de l'origine des titres eussent dû être éveillés par les avantages insolites qu'il retirait de l'opération, n'a cependant procédé à aucune vérification (1), que celui qui acquiert la chose d'un brocanteur pouvant être soupçonné de recel n'est pas de bonne foi, que les banques suisses doivent se renseigner sur les publications officielles relatives aux détournements commis (2), que celui qui achète des objets mobiliers d'un locataire (ustensiles de ménage, meubles meublant..., etc.) est tenu de s'informer si les loyers garantis par le privilège du bailleur ont été payés, que la connaissance de la solvabilité douteuse de l'aliénateur peut constituer une cause de nature à exclure la bonne foi (3).

Tel est le principe qu'applique constamment la jurisprudence : l'ignorance de l'absence de droit chez l'aliénateur due à une faute grossière est assimilée à la vraie connaissance et constitue, par conséquent, le défaut de mauvaise foi.

Il est à remarquer seulement que la Cour suprême dans un arrêt assez récent (4) semble ne pas admettre ce principe. Il s'agit dans l'espèce d'un propriétaire d'automobile qui l'a remise à la dame F... avec faculté de s'en servir jusqu'à une date déterminée moyennant une certaine somme d'argent. A la date fixée, ladite dame ne restitue pas l'automobile qu'elle a vendue à une tierce personne,

(1) Req. 11 janvier 1927, S. 1937.I.94.

(2) Jugement rendu par le Tribunal fédéral suisse, *Recueil des jugements du Tribunal fédéral*, 1925, p. 846.

(3) Tribunal fédéral suisse T. F. P. 367.

(4) Req. 7 mai 1934, S. 1934.I.372.

laquelle l'a revendue à une quatrième qui l'a elle-même cédée à une cinquième. Le propriétaire originaire, apprenant ces faits, forme contre la dame F... et les divers acquéreurs de la voiture une double action par laquelle, au principal, il revendique son automobile comme acquise de mauvaise foi, par chacun des vendeurs successifs, et subsidiairement il réclame contre tous une condamnation solidaire à des dommages-intérêts, en réparation du préjudice qu'ils lui auraient occasionné par leurs agissements.

La Cour suprême, approuvant en ceci l'arrêt attaqué, a repoussé l'action en revendication et accueilli l'action en dommages-intérêts : « C'est à bon droit, a-t-elle dit, que pour repousser la demande en revendication et pour accueillir la demande subsidiaire en dommages-intérêts, l'arrêt attaqué déclare que si les acquéreurs de la voiture ne peuvent être considérés comme possesseurs de mauvaise foi, au sens de l'art. 550 C. civ., c'est-à-dire comme ayant acquis la voiture du vendeur qu'ils savaient n'en être pas propriétaire, ils ont commis une négligence constituant une faute, en ne remplissant pas à la préfecture de police, alors que l'automobile leur était remise avec la carte grise du propriétaire, les formalités qui doivent suivre tout achat d'automobile, d'où il est résulté un préjudice au propriétaire, qui a été ainsi mis dans l'impossibilité de trouver la trace de sa voiture et de la revendiquer en temps utile ».

Ainsi la Cour refuse de considérer comme de mauvaise foi les différents acquéreurs de l'automobile et repousse ainsi l'action en revendication intentée contre eux ; elle se fonde, pour se prononcer ainsi, sur le fait que ces acquéreurs ne savaient pas, lors de leur mise en possession, qu'ils avaient affaire à un non-propriétaire. Seulement elle voit dans le fait, pour eux, de ne pas avoir accompli les formalités qui suivent ordinairement l'achat d'une automobile, une faute portant préjudice au propriétaire et engageant par conséquent leur responsabilité. Il nous semble que la Cour a commis ici une double erreur.

Tout d'abord, il ne suffit pas, pour que le possesseur

soit de bonne foi, que celui-ci ait ignoré le défaut de droit chez son auteur ; il faut, en outre, que cette ignorance ne soit pas due à une négligence grossière. Or les acquéreurs de l'automobile, dans notre espèce, avaient la possibilité de s'enquérir sur le véritable droit de leurs auteurs. Grâce à la carte grise qui porte le nom du vrai propriétaire, tout acquéreur aurait dû s'apercevoir que son vendeur n'était pas le vrai maître de la chose, ou tout au moins, ses soupçons auraient dû être éveillés à cet égard, ce qui l'aurait déterminé à exiger une preuve tangible de la propriété. Si, en dépit de tout cela, l'acquéreur n'a rien fait pour se renseigner sur le vrai droit de son vendeur, il s'est rendu coupable d'une négligence grossière assimilable au dol, qui le constitue de mauvaise foi.

D'autre part, il nous paraît inadmissible de dire, comme le fait l'arrêt, qu'en n'accomplissant pas les formalités qui doivent suivre l'achat d'une automobile, les divers acquéreurs ont commis une faute à l'égard du propriétaire qui a été ainsi mis dans l'impossibilité de trouver la trace de sa voiture. En effet, le propriétaire est un tiers par rapport à tous les acquéreurs successifs. Dès lors, comment peut-on imaginer que le fait de ne pas avoir accompli les formalités que nécessite le contrat de vente, constitue une faute à son égard ? On peut concevoir que ce fait constitue une faute à l'égard du vendeur ou à l'égard de l'administration qui impose ces formalités, mais une pareille faute est inconcevable à l'égard d'un tiers. On ne peut même pas parler d'une faute délictuelle commise à l'égard de ce dernier. Il est universellement admis que l'acquéreur *a non domino* n'est pas obligé de se faire connaître au vrai propriétaire. Cette solution est admise même quand il s'agit d'un possesseur qui est en train de prescrire et qui garde le silence afin de ne pas renseigner le propriétaire à l'encontre de qui il prescrit. Il a été jugé dans ce sens qu'il n'y avait rien à reprocher à l'acquéreur des titres au porteur perdus ou volés qui apprenant, une fois mis en possession, le fait de perte ou de vol, et voulant échapper à l'action en revendication de l'art. 2279 al. 2, garde le plus grand secret sur la possession de ces titres en s'abs-

tenant d'en toucher les coupons jusqu'à l'écoulement du délai de trois ans (1).

Ainsi le fait par un possesseur de ne pas renseigner le propriétaire à propos de l'endroit où se trouve la chose, ou même le fait d'avoir caché cet endroit, ne peut constituer une faute, même si le propriétaire a un intérêt à le connaître. Or, dans notre espèce, d'après l'arrêt, le propriétaire n'a même pas d'intérêt à savoir où se trouve l'automobile. La Cour se contredit elle-même en disant que du fait de l'inaccomplissement des formalités « il est résulté un préjudice au propriétaire qui a été ainsi mis dans l'impossibilité de trouver la trace de sa voiture et de la *revendiquer en temps utile* ». Nous avons vu qu'elle considère comme de bonne foi les acquéreurs successifs et de ce chef repousse l'action en revendication ; en d'autres termes, il résulte de l'arrêt que le premier acquéreur de l'automobile en a acquis la propriété dès sa mise en possession. Dès lors, comment la Cour de cassation vient-elle maintenant dire que le fait de l'inaccomplissement des formalités a empêché le propriétaire de la revendiquer en temps opportun puisque ce propriétaire en a perdu la propriété dès la mise en possession du premier acquéreur ou, comme elle dit elle-même, puisque cette revendication a été enlevée au propriétaire dès cet instant ? Comment dire que le propriétaire a été empêché d'exercer une revendication qu'il avait déjà perdue dès la mise en possession du premier acquéreur et avant de concevoir l'accomplissement d'une formalité quelconque ?

Ainsi l'arrêt de la Cour suprême nous semble défectueux. Pour notre part, nous croyons que la seule solution juridique de l'affaire doit consister à considérer comme de mauvaise foi tous les acquéreurs successifs de l'automobile, leur ignorance à l'égard du défaut de droit chez leurs vendeurs respectifs étant due à une négligence grossière. Et partant la Cour aurait dû permettre au propriétaire dépossédé l'action en revendication contre le possesseur actuel de l'action de *in rem verso* contre le détenteur pré-

(1) Civ. 5 déc. 1877, voir *infra*, n° 152.

caire infidèle et les autres anciens possesseurs, comme ayant vendu une chose qui ne leur appartenait pas et, par conséquent, comme s'étant enrichis sans cause au détriment d'autrui.

De tout ce qui précède, on peut conclure qu'il suffit pour déclarer le possesseur de mauvaise foi, qu'il ait eu conscience ou bien des irrégularités entachant le titre de l'aliénateur ou bien des irrégularités entachant son titre à lui possesseur. Il ne faut pas perdre de vue que l'ignorance de ces irrégularités due à une négligence grossière doit être assimilée à la vraie connaissance.

77. — Il est évident que la question de bonne ou de mauvaise foi du possesseur ne peut se poser que si ce dernier a traité avec une personne non-propriétaire. Cette question est hors de cause là où l'aliénateur est le vrai propriétaire du meuble. Ainsi si nous supposons que Primus, le dépositaire de la chose, la vende à Secundus qui est, par hypothèse, d'une parfaite bonne foi, et que Secundus la revende à son tour à Tertius qui connaît le fait de détournement commis par Primus, pourra-t-on déclarer Tertius de mauvaise foi et, partant, l'empêcher d'acquérir la propriété ? Evidemment non. Car Tertius a acheté le meuble de celui qui était déjà devenu propriétaire en vertu de la règle de l'art. 2279. Donc il n'a même pas besoin d'invoquer cet article. Il a acquis la propriété par le seul effet du contrat. Et par conséquent, le fait d'avoir eu connaissance du détournement ne peut rien changer.

77. bis. — Par application de la notion de bonne foi, l'art. 1141, qui, envisageant l'hypothèse d'un meuble vendu successivement à deux personnes, ne déclare propriétaire le second acquéreur mis en possession, que s'il a ignoré la première vente. S'il avait eu, en effet, connaissance de la première vente, il aurait su qu'il avait affaire à une personne qui avait cessé d'être propriétaire dès la conclusion de la vente (art. 1138). Il aurait donc été de mauvaise foi.

Remarquons que cette hypothèse ne peut se présenter

ni en droit allemand, ni en droit suisse. Dans ces deux législations, le contrat ne suffit pas à transférer la propriété de meubles. Il faut, en outre, la tradition (art. 929 Code civil allemand, art. 714 Code civil suisse). Donc tant que le vendeur n'a pas livré la chose il reste propriétaire et celui qui traite avec lui traite avec le vrai propriétaire. Ainsi le second acquéreur ne peut être de mauvaise foi s'il a connaissance de la première vente. Bien plus, il n'a pas besoin d'invoquer le principe qui attribue la propriété du chef de la possession de bonne foi (art. 932 C. Civ. all. et 714 et 933 C. Civ. suisse), les règles de droit commun lui étant suffisantes. On est en présence d'un acquéreur qui a traité avec une personne qui demeure propriétaire. Or on ne recourt au principe de l'acquisition du chef de la possession que dans l'hypothèse où on traite avec un non-propriétaire.

Ainsi le domaine d'application du principe de l'acquisition de la propriété du chef de la possession de bonne foi est plus réduit en droit allemand et en droit suisse qu'en droit français. Dans les deux premières législations, on doit écarter du domaine de ce principe le conflit entre les ayants cause du même auteur, c'est-à-dire le conflit indiqué dans l'art. 1141 du Code civil français, le conflit entre les ayants cause que nous appelons volontiers, avec M. Saleilles, les ayants cause parallèles par opposition aux ayants cause successifs, c'est-à-dire aux ayants cause qui tiennent leurs droits l'un de l'autre. Tandis qu'en droit français le principe de l'article 2279 s'applique aussi bien au profit de celui qui traite avec un détenteur qu'au profit de celui qui traite avec le propriétaire qui vient de vendre le meuble à un autre sans en effectuer la livraison, le principe de l'acquisition de la propriété du chef de la possession de bonne foi ne s'applique, en droit allemand et en droit suisse, que dans la première hypothèse seulement, la seule hypothèse dans laquelle on a vraiment affaire à un non-propriétaire.

La même remarque peut être faite en droit français pour les immeubles. Un deuxième acheteur d'un immeuble en acquiert la propriété même s'il a connaissance de

la première vente, à condition, bien entendu, qu'il soit le premier qui procède à la transcription (1) M. Saleilles a affirmé à ce propos que le parallélisme n'est pas parfait entre les meubles et les immeubles (2). Nous trouvons que ce défaut de parallélisme n'est qu'apparent, à moins qu'on ne veuille exprimer par là la différence qui existe entre les meubles et les immeubles à ce point de vue que le second acheteur d'un immeuble qui a transcrit son achat devient propriétaire même s'il connaissait la vente précédemment conclue, et non transcrite, alors que mis en possession d'un meuble il n'en acquiert la propriété que s'il ignorait la première vente. En ce sens l'idée de l'éminent professeur serait exacte. Mais si nous n'envisageons que la question de bonne foi, nous verrons que le parallélisme est parfait entre les meubles et les immeubles. La loi exige du second acquéreur du meuble l'ignorance de la première vente, pourquoi? Car s'il en avait connaissance, il saurait qu'il traite avec une personne qui a déjà cessé d'être propriétaire (art. 1138), qu'il achète *a non domino* il serait donc de mauvaise foi dans le sens que nous envisageons ici. Il n'en est pas de même pour les immeubles. La propriété des immeubles ne se transmet pas à l'égard des tiers par la convention, comme c'est le cas pour les meubles; elle ne se transmet que par la transcription. Par conséquent, l'acheteur qui achète à un vendeur sachant que celui-ci a précédemment vendu le même immeuble à un autre lequel n'a pas procédé à la transcription, traite avec le véritable propriétaire. La question de sa bonne ou de sa mauvaise foi ne peut donc se poser. On ne peut pas dire que le second acheteur acquiert la propriété de l'immeuble, même s'il est de mauvaise foi, alors qu'il n'acquiert la propriété du meuble que s'il est de bonne foi. Dans les deux cas il doit être de bonne foi, en ce sens qu'il doit penser traiter avec le *verus dominus*, condition qui est d'ailleurs remplie dans le cas de l'acquéreur d'immeuble même

(1) C. civ. 7 décembre 1925, D. P. 1926.I.185 et la note de M. René Savatier.

(2) Saleilles, *loc. cit.*, p. 103.

s'il a connaissance d'une vente précédemment conclue et non transcrite.

78. — On peut se demander si le possesseur qui connaît le défaut de propriété chez son auteur doit être considéré comme de mauvaise foi à l'égard de tout le monde, *erga omnes*, ou seulement à l'égard de la personne qui est directement intéressée, à l'égard de la personne dont il consent à violer le droit. En d'autres termes, la mauvaise foi est-elle un défaut relatif ou absolu ?

Pour bien saisir le problème, nous prenons les deux exemples suivants :

Imaginons que Paul vende successivement le même meuble à Pierre, à Jean et à Jacques. C'est l'hypothèse de l'article 1141, mais avec un acheteur en plus. Le meuble est livré à Jacques qui est de mauvaise foi, en ce sens qu'il sait que le meuble a été vendu à Jean. Mais il ignore qu'il a été précédemment à Pierre. Supposons qu'il ait consenti à acheter le meuble et à le recevoir dans l'espérance que Jean, qui est absent, mais qu'il connaît, voudrait bien le lui laisser. C'est Pierre qui arrive et qui revendique. Jacques, qui est de mauvaise foi à l'égard de Jean, doit-il être déclaré aussi de mauvaise foi à l'égard de Pierre ? Rappelons que Jacques ignorait totalement la vente conclue au profit de Pierre. Il ne connaissait que la vente faite à Jean, lequel est désormais désintéressé dans l'affaire puisqu'il n'est pas couvert par la possession et que, quant à lui, la revendication serait toujours efficace.

Un autre exemple : Paul dépose son meuble chez Pierre. Pierre vend ce meuble à Jean et à Jacques successivement. Il le livre à Jacques, qui, par hypothèse, a connu la première vente. Il a donc su, en achetant le meuble, que celui-ci n'appartenait pas à son vendeur, mais il a ignoré qu'il ne lui avait jamais appartenu, que Pierre était le dépositaire de Paul. Il s'agit de savoir ici si Jacques doit être considéré comme de mauvaise foi à l'égard de Paul. Incontestablement Jacques est de mauvaise foi vis-à-vis de Jean, mais cela nous importe peu ici, car ce der-

nier est désintéressé n'étant pas couvert par la possession.

Après ces deux exemples, revenons à notre question : le fait d'avoir eu connaissance d'une vente précédemment conclue, rend-il le possesseur de mauvaise foi à l'égard de tout le monde, ou seulement à l'égard de celui au mépris du droit duquel il a voulu acquérir ? La question présente une grande importance pratique comme nous l'ont montré les deux exemples que nous venons de citer.

M. Saleilles (1) attribue à la mauvaise foi un caractère relatif. Le possesseur n'est de mauvaise foi qu'à l'égard de celui dont il connaît le droit et non à l'égard de ceux dont les droits lui restent inconnus. Si nous appliquons cette idée à nos deux exemples, nous verrons que dans le premier, Jacques n'est de mauvaise foi qu'à l'égard de Jean. Il est de bonne foi à l'égard de Pierre. Et comme Jean se trouve désintéressé dans l'affaire, Jacques pourra invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Dans le deuxième exemple, Jacques n'est de mauvaise foi qu'à l'égard de Jean. Il est de bonne foi vis-à-vis de Paul et peut ainsi se prévaloir contre lui du principe de l'article 2279.

Nous ne saurions nous rallier à cette thèse. Celui qui achète *a non domino* n'est déclaré propriétaire que par un avantage particulier édicté dans l'intérêt du commerce et du crédit. Il est déclaré propriétaire car il ne pouvait pas découvrir le défaut de droit chez l'aliénateur. Dès lors les motifs de la règle tombent dès que l'acquéreur a conscience qu'il traite avec celui qui a déjà vendu le meuble et cessé, par conséquent, d'être propriétaire. Peu importe que ce soit une personne autre que celle au mépris des droits de laquelle il a voulu acquérir, qui bénéficie de la situation. Il ne s'agit pas ici de punir une faute commise par le possesseur à l'égard de l'individu dont il consent à mépriser les droits, en ce sens que le premier doit céder dans le cas où l'intérêt du second l'exige et doit pouvoir invoquer la règle de l'article 2279 dans le cas où ce dernier se trouve désintéressé. Il s'agit ici de savoir si le

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 117.

possesseur qui a acheté *a non domino* et qui, par conséquent, n'a pu rien acquérir du chef de son contrat, mérite la protection édictée par l'article 2279. Or il a traité sciemment avec un non-propriétaire ; il est donc malhonnête et ne mérite aucune faveur spéciale.

79. — Nous savons déjà que pour pouvoir invoquer la maxime « En fait de meubles possession vaut titre », il faut être de bonne foi. Nous savons également en quoi cette dernière conception consiste. Il nous importe maintenant d'indiquer à quel moment elle doit exister.

Il est tout d'abord un point qui ne fait aucun doute. La mauvaise foi qui survient après la mise en possession ne peut avoir aucun effet. Lors de la possession, le possesseur était de bonne foi, il a donc acquis la propriété à ce moment même. Une fois devenu propriétaire, aucun fait nouveau ne peut lui enlever le droit déjà acquis. Par contre, c'est une question très discutée de savoir si le possesseur doit être de bonne foi au moment de l'acquisition seulement, ou si sa bonne foi doit être persévérante et doit se rencontrer aussi à l'époque où s'effectue sa mise en possession. Certains auteurs soutiennent qu'il suffit que le possesseur soit de bonne foi lors du contrat. Ils invoquent à l'appui de leur thèse l'article 2269 aux termes duquel il suffit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition (1).

Cette doctrine nous semble s'accorder très bien avec les motifs qui ont fait édicter la règle « En fait de meubles possession vaut titre » et la fonction sociale qu'elle est appelée à remplir : la protection du commerce. En réalité, c'est l'acquisition elle-même qui devrait être respectée. En achetant le meuble, l'acheteur a cru traiter avec le véritable propriétaire. Il a droit de compter sur le meuble. Il devrait être maintenu dans sa propriété même s'il apprenait par la suite qu'il avait traité avec un *non dominus*.

(1) Cf. Colmet de Santerre, *loc. cit.*, t. VIII, n° 387 bis ; — Lacombière, sur l'art. 1141, n° 5 ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 875 ; — voir aussi Civ. 5 décembre 1876, S. 1877.I.201, D. P. 77.I.165 ; — Civ. 6 juillet 1886 précité.

Telle serait la solution qu'imposerait la logique des choses. Nous ne pouvons cependant dire qu'elle doive être celle du droit français devant les textes formels qui édictent une solution contraire.

D'après les articles 2279 et 1141, c'est la possession elle-même qui fait acquérir la propriété. Or, si c'est ainsi, c'est évidemment à la date où la possession a lieu, qu'il faut se placer pour apprécier l'existence ou la non-existence des conditions requises pour l'acquisition de la propriété qu'elle produit. En tout cas, l'art 1141 est décisif à cet égard. Il exige, pour que la propriété soit acquise au second acheteur mis en possession, que la possession de celui-ci soit de bonne foi.

C'est à cette dernière opinion que se rallient aujourd'hui la doctrine (1) et la jurisprudence (2).

80. — Il ne nous reste plus pour en finir avec l'étude de la bonne foi, qu'à dire un mot sur la façon de la prouver. La bonne foi se présume (3). C'est à celui qui prétend que le possesseur est de mauvaise foi, qu'incombe la charge d'en fournir la preuve. D'ailleurs il peut administrer cette preuve par tous les moyens.

Les juges du fait ont un pouvoir souverain pour apprécier la bonne ou la mauvaise foi du possesseur (4).

(1) De Folleville, *loc. cit.*, n° 27 et s. ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 274 ; — Laurent, *loc. cit.*, t. XXXII, n° 561 ; — Demolombe, *Obligations*, t. I, n° 475 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1133 ; — Josserand, *loc. cit.*, n° 1929 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3412 ; — Beudant, *loc. cit.*, n° 728.

(2) Req., 11 janvier 1937, précité ; — Paris, 19 janvier 1933, S. 1933.II.134 ; — Riq., 7 mai 1934, S. 1934.I.372.

(3) Cr. 16 juillet 1909, D. P. 1911.I.485.

(4) Req. 25 mars 1901, D. P. 1907.I.342, S. 1901.I.305 ; — Req. 21 nov. 1927, S. 1928.I.104 ; — Req. 21 janvier 1937 précité. D'après la Cour de cassation, « la circonstance que le possesseur poursuivi pour recel de meubles dont il lui est demandé restitution a bénéficié, faute de charges suffisantes, d'un arrêt de non-lieu, laisse néanmoins toute latitude aux juges du fond pour décider, dans leur pouvoir souverain d'appréciation et à l'aide de tous les moyens de preuve, si ce possesseur était ou non de bonne foi... ».

SECTION III. — LE JUSTE TITRE.

81. — La doctrine et la jurisprudence sont aujourd'hui unanimes pour exclure l'exigence du juste titre.
82. — L'opinion contraire a été cependant soutenue par certains auteurs. Le mal fondé des arguments qu'ils invoquent.
83. — Arguments de la théorie actuellement dominante qui n'exige pas le juste titre.
84. — Réfutation de ces arguments.
85. — L'exigence du juste titre en droit français.
86. — Comparaison à propos du juste titre du système de la possession mobilière avec celui de la possession immobilière.
87. — L'exigence du juste titre en droit comparé.
88. — Conclusion sur les conditions d'application de la fonction acquiescitive de droit.

81. — Aujourd'hui tous les auteurs et les arrêts sans exception se contentent, pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre », comme règle attributive de la propriété, d'une possession de bonne foi. Ils n'exigent pas le juste titre. Le possesseur n'a nullement besoin d'avoir un titre d'acquisition. Peu importe même l'irrégularité ou la nullité de ce titre. « Seule la possession entre en ligne de compte. A elle seule, et abstraction faite de l'acte d'acquisition, elle constitue le titre de propriété du possesseur contre le propriétaire dépossédé (1). » Ainsi la possession aurait un effet particulièrement énergique, non seulement elle couvrirait le défaut de propriété en la personne de l'aliénateur, mais elle serait aussi une cause de consolidation relativement au procédé de transmission (2).

(1) Planiol et Ripert, *loc. cit.*, p. 115.

(2) Saleilles, *loc. cit.*, p. 265.

En ce sens : Ortlieb, *Des effets de la possession des meubles*, n° 82 ; — Laurent, t. XXXII, *loc. cit.*, n° 553 ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 877 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 193 et s. ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 877 ; — De Folleville, *loc. cit.*, n° 33 ; Tournèsac, *loc. cit.*, p. 96 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1133 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3413 ; — Jossierand, *loc. cit.*, n° 1630.

82. — Cependant si la doctrine est à l'heure actuelle unanime pour exclure l'exigence du juste titre, il n'en était pas toujours ainsi. L'opinion contraire a été soutenue par des auteurs éminents et surtout par ceux qui voient dans la règle de l'article 2279 une prescription instantanée (1). Puisque la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » constitue une prescription sans laps de temps, il faut évidemment lui appliquer toutes les règles de la prescription acquisitive, sauf celles qui se rapportent à la question du délai. Par conséquent, il faut exiger une possession de bonne foi et basée sur un juste titre.

Mais en dehors même de toute question de prescription, ces auteurs ont cherché à justifier l'exigence de juste titre par des considérations se rapportant aux principes généraux.

C'est ainsi que M. Marcadé nous dit : « La seconde condition, c'est que celui qui invoque l'article 2279 se soit mis en possession en vertu d'une cause légale d'acquisition de propriété. C'est-à-dire d'achat, d'échange, de donation, de succession, de legs, de dation en paiement. Car s'il n'a pas ainsi acquis de fait, par l'un des modes légaux de transmission de propriété, il ne peut donc pas se croire propriétaire, il ne peut pas posséder de bonne foi *animo domini*, et dès lors la prescription de notre article ne lui est pas applicable. C'est bien évident ; car des deux hypothèses, l'une : ou bien cet individu n'a pas l'*animus domini* et dès lors la prescription de notre article ne lui est pas applicable, même par 30 ans, puisqu'il n'a même pas la possession, ou bien s'il possède à titre de maître, c'est donc de mauvaise foi, et dès lors il manque de la première condition (la bonne foi) et ne peut prescrire que par 30 ans. Comme on le voit, cette condition revient à dire que le possesseur doit avoir un juste titre, en sorte qu'on exige ici les deux mêmes conditions qui sont requises pour la prescription privilégiée des im-

(1) Demolombe, *loc. cit.*, t. IX, n° 622, et t. XXIV, n° 469 ; — Mourlon, *loc. cit.*, n° 1994 ; — Marcadé, *loc. cit.*, p. 249-250.

muebles par 20 à 30 ans : la bonne foi et le juste titre (1).

Ainsi M. Marcadé justifie l'exigence du juste titre par ce fait que dans l'absence de ce titre, le possesseur possède forcément ou bien sans *animus domini*, c'est-à-dire comme détenteur précaire, ou bien avec mauvaise foi.

Il nous semble que l'auteur commet une double erreur. Tout d'abord il part de ce principe faux que la règle de l'article 2279 constitue une sorte de prescription. Nous avons déjà montré (2) le mal fondé de cette thèse. Ensuite l'auteur confond trois conceptions qui sont toutes différentes : l'*animus domini*, la bonne foi et le juste titre. Il n'est pas exact d'affirmer que dans l'absence du juste titre, la possession sera forcément ou bien précaire ou bien de mauvaise foi.

Qu'est-ce, en effet, que le juste titre ? C'est une cause légale d'acquisition, c'est un acte juridique, achat, échange, donation, legs, dation en paiement, qui, de sa nature, est translatif de propriété ou d'autres droits réels et auquel il n'a manqué pour produire cet effet que d'émaner du véritable propriétaire ; c'est un titre valable en lui-même qui a tous les éléments d'un titre parfait sauf d'émaner d'une personne qualifiée.

Ainsi il se distingue de l'*animus domini*. Cette dernière conception consiste en ce que le possesseur se comporte en maître. Et cela n'a rien à voir avec le juste titre. On peut posséder à titre de propriétaire sans avoir la trace même d'un titre. Le voleur, pour ne parler que de lui, possède incontestablement à titre de propriétaire puisqu'il a eu dès le début l'intention de se comporter ainsi. Or il n'a aucun titre.

Le juste titre se distingue aussi de la bonne foi. Il n'est pas difficile de s'en rendre compte dans la thèse suivie aujourd'hui universellement par la doctrine et la jurisprudence à propos de la bonne foi et qui ne voit dans cette dernière que l'ignorance, chez le possesseur, du défaut de droit en la personne de l'aliénateur, indépen-

(1) Marcadé, *loc. cit.*, p. 249-250.

(2) *Supra*, n° 3.

damment des vices, de la nullité ou même de l'inexistence qui entachent le titre du premier. La distinction devient, par contre, moins aisée dans notre thèse d'après laquelle la bonne foi consiste dans la croyance légitime d'être devenu honnêtement propriétaire. Selon nous, pour être de bonne foi, le possesseur doit avoir la croyance qu'il est devenu propriétaire. Or pour devenir propriétaire il faut un titre. Par conséquent, pour être de bonne foi il faut croire qu'on possède en vertu d'un titre. D'où la confusion entre la bonne foi et le juste titre, confusion à laquelle les travaux préparatoires eux-mêmes n'ont pas pu échapper puisque M. Bigot de Préameneu dit à propos des articles 2262-2265 : « Nul ne peut croire de bonne foi qu'il possède comme propriétaire s'il n'a pas un juste titre, c'est-à-dire un titre qui soit de nature à transférer la propriété et qui soit d'ailleurs valable (1). » Et le tribun Goupil Preffen ajoute : « Le titre sera juste si l'acquéreur a été de bonne foi. »

Cependant cette confusion doit être dissipée. Nous disons que pour être de bonne foi il suffit d'avoir la croyance d'être devenu propriétaire ou, en d'autres termes, d'avoir cru à l'existence d'un titre, mais il n'est pas nécessaire que le titre existe en fait. Le titre qui n'existe que dans l'imagination du possesseur suffit pour le constituer de bonne foi. C'est ce qu'on appelle le titre putatif. Il est bien évident que ce dernier n'équivaut pas à un juste titre. Ainsi on peut être d'une parfaite bonne foi sans avoir un juste titre. Par exemple, un objet qui n'appartenait pas au défunt a été mis par erreur dans le lot d'un héritier. Celui-ci possède l'objet de bonne foi car il se croit propriétaire. Or il n'a pas de juste titre, le partage n'étant pas translatif mais déclaratif de la propriété. Supposons aussi que je donne à quelqu'un mandat de m'acheter une chose. Croyant l'achat effectué je m'empare de la chose. Je suis de bonne foi mais je n'ai pas de juste titre.

En un mot, le juste titre doit être distingué de l'*animus domini* et de la bonne foi. On peut parfaitement possé-

(1) Fenet, *loc. cit.*, t. XV, p. 593.

der à titre de propriétaire et de bonne foi, sans avoir un juste titre. Par conséquent la doctrine qui s'appuie, pour exiger le juste titre, sur l'idée contraire, doit être réfutée. Il faudra chercher une autre base, si on veut arriver à une telle exigence.

83. — Sur les débris de cette doctrine, s'en est établie une autre qui n'exige pas le juste titre. Pour pouvoir se réclamer de la règle « En fait de meubles possession vaut titre », on se contente d'une possession de bonne foi et à titre de propriétaire.

Telle est la doctrine à laquelle tout le monde fait aujourd'hui crédit. Il n'y a, à notre connaissance, aucun auteur qui la désapprouve.

Mais quels sont les arguments qu'on invoque à l'appui de cette doctrine ?

On invoque tout d'abord ce fait que le texte de l'art. 2279 est général et absolu. « La possession vaut titre », dit-il. Il ne distingue point, il n'exige pas le juste titre. Or il ne faut pas ajouter au texte. Il serait arbitraire, prétend-on, d'exiger une condition dont la loi ne parle pas.

En deuxième lieu, on prétend qu'une pareille exigence serait en contradiction avec les précédents historiques. Bourjon auquel la règle de l'art. 2279 a été empruntée, n'exigeait pas le juste titre (1).

On affirme aussi qu'il serait contradictoire d'exiger l'existence d'un juste titre alors que la loi dit que la possession vaut titre, qu'elle remplace le titre. Il serait incompréhensible, objecte-t-on, de dire que la possession ne tiendra lieu de titre qu'à la condition d'être appuyée sur un titre réel. Exiger un juste titre, ce serait aller à l'encontre du texte même de l'art. 2279 et rendre inutile la disposition qu'il renferme (2).

On ajoute, enfin, une considération d'ordre pratique. Exiger le juste titre signifierait forcément qu'on en met

(1) Poincaré, *loc. cit.*, p. 195.

(2) Tournesac, *loc. cit.*, p. 96-97 ; Guillouard, *loc. cit.*, n° 877.

la charge de la preuve à l'encontre du possesseur qui serait obligé de présenter une preuve par écrit, toutes les fois que la valeur de l'objet litigieux dépasserait 500 francs. Ainsi on irait à l'encontre des motifs qui ont imposé la règle « En fait de meubles possession vaut titre » et on déjouerait le but que le législateur envisageait en la consacrant. Cette règle a été établie pour venir en aide à celui qui traite, à son insu, avec un non-proprétaire. Or, en fait de meubles on n'a pas l'habitude de dresser un écrit pour constater les aliénations dont ils font l'objet. Il s'ensuit qu'obliger le possesseur à prouver son titre aboutirait, dans la plupart des hypothèses, à lui enlever la protection dont la loi a voulu l'entourer dans l'intérêt du commerce et de l'ordre public.

84. — Tels sont les arguments qu'invoquent les auteurs pour déclarer la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » applicable en dehors de toute question de juste titre.

Qu'elle qu'en soit la valeur, ils ne peuvent nous convaincre. Nous ne saurions déclarer propriétaire le possesseur qui, bien qu'il possède à titre de propriétaire et de bonne foi, ne s'appuie sur aucun titre. La doctrine contraire aboutirait au renversement des principes juridiques fondamentaux. Nous allons discuter ces arguments et nous verrons s'ils constituent un obstacle infranchissable sur le chemin conduisant à notre théorie.

Le texte de l'art. 2279 est, en effet, muet à l'égard du juste titre. Mais ce mutisme s'explique par sa concision extrême. Les rédacteurs du code ont eu le grand tort de recourir à la forme des brocards coutumiers et de formuler l'art. 2279 avec tant de concision, ce qui a faussé et qui fausse toujours son interprétation. La loi nous dit qu'« En fait de meubles possession vaut titre », c'est tout ce qu'elle nous dit. Elle n'expose que le résultat d'un mécanisme dont elle n'indique ni la forme ni les conditions de fonctionnement. Mais ce silence ne doit pas nous arrêter. Devant le silence du texte, la plus saine interprétation est celle qui s'inspire des motifs qui l'ont fait édicter, de la

fonction qu'il a été appelé à remplir. Or, en exposant les motifs de la règle de l'art. 2279, nous avons vu que celle-ci a été établie par le Châtelet de Paris et maintenue dans le Code civil dans le but de protéger le crédit et d'assurer la sécurité du commerce. Le législateur ne sacrifie le droit du véritable propriétaire que dans la mesure que l'exige la sécurité des transactions mobilières. La loi vient en aide au possesseur qui a traité avec un non-propriétaire, car elle estime qu'il ne pouvait découvrir le défaut de propriété chez son auteur. Il ne pouvait exiger de ce dernier son titre d'acquisition, car l'aliénateur n'a normalement pas de titre de ce genre. Aussi la loi lui permet-elle de se fier à la possession.

Il ne faut pas perdre de vue que c'est par un avantage particulier et exceptionnel que la loi déclare propriétaire l'acquéreur *a non domino*. C'est dans l'intérêt du crédit et pour la sécurité du commerce que le législateur accepte de sacrifier le droit du véritable propriétaire au profit du possesseur. Il s'agit là d'une question qui touche principalement sinon exclusivement aux intérêts du commerce. La maxime « En fait de meubles possession vaut titre » ne doit donc entrer en jeu que là où l'intérêt du commerce est en cause. Or cet intérêt n'est en cause que lorsque l'acquéreur a fait, de son côté, ce qu'il avait à faire pour devenir propriétaire, c'est-à-dire lorsqu'il a valablement traité avec celui qu'il croyait propriétaire et que l'obstacle ne vient que d'un défaut de droit qu'il ne pouvait nullement vérifier. Mais le commerce n'est plus intéressé lorsque c'est le contrat d'acquisition entre l'aliénateur et le possesseur qui fait défaut.

Dans l'intérêt du commerce la loi autorise ou plutôt excuse l'acquéreur s'il se fie à la possession, s'il croit propriétaire celui qui détient la chose. C'est le seul effet que nécessite l'intérêt du commerce en notre matière : le possesseur doit être excusé s'il traite, à son insu, avec un détenteur précaire ; il ne doit pas souffrir d'un fait qu'il ne pouvait pas vérifier. Il doit être traité comme si ce qu'il tenait comme vrai était la réalité même ; il doit être traité comme s'il avait eu affaire au véritable propriétaire. Or

dans le cas du véritable propriétaire, on n'acquiert la propriété qu'en vertu d'un titre valable d'acquisition.

Tel est le résultat logique auquel nous arrivons si nous n'envisageons que les motifs qui ont fait édicter la règle de l'art. 2279, si nous ne regardons que le but que poursuivait le législateur en la consacrant. Laissons de côté, pour le moment, ce point de vue, et envisageons la théorie qui n'exige pas le juste titre et voyons ce que va nous donner son application logique.

Les partisans de la première école qui exigeait le juste titre, objectaient que la doctrine adverse nous amène à permettre à l'héritier du dépositaire, du commodataire, du gagiste, bien plus à l'héritier d'un vendeur qui n'a pas encore livré, de se prévaloir de la règle de l'art. 2279 ; ils peuvent invoquer l'ignorance dans laquelle ils se sont trouvés de l'obligation contractée par leur auteur et arriver ainsi à jouir de l'immunité de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ».

Cette objection, telle qu'elle est, ne nous semble point fondée. Cependant nous ne la réfutons pas à la façon de certains auteurs qui refusent à l'héritier du détenteur précaire l'avantage du principe de l'art. 2279 en raison de sa qualité d'obligé personnel. En effet, l'héritier étant le continuateur de la personne de son auteur prédécédé doit supporter les conséquences des contrats passés par celui-ci. Il a les mêmes obligations que lui comme il a les mêmes droits (art. 724). Ainsi l'héritier du détenteur précaire reste soumis à l'obligation contractée par son auteur de restituer le meuble et ne peut invoquer son ignorance à cet égard. On a vu dans cette obligation un obstacle qui empêche cet héritier d'invoquer la règle de l'art. 2279 (1). Nous avons déjà repoussé cette idée ; nous avons vu que l'obligation personnelle ne peut avoir cet effet et que si l'obligé à titre personnel ne peut, le plus souvent, se déclarer propriétaire du chef de sa possession, ce n'est pas parce qu'il est obligé personnellement de restituer, mais c'est parce que les vraies conditions auxquelles est soumis le fonctionnement de la règle de l'ar-

(1) De Folleville, *loc. cit.*, n° 33.

ticle 2279 se trouvent dans la plupart des cas inexistantes, au moins l'une d'elles.

Pour nous, l'héritier d'un détenteur précaire ne peut se prévaloir de l'art. 2279 même dans la doctrine qui n'exige pas le juste titre, car il est considéré lui aussi comme détenteur précaire, abstraction faite de son intention personnelle. Certes il résulte des art. 2236 et 2237 que la précarité est un vice objectif qui s'attache à la possession elle-même. Après avoir dit dans l'art. 2236 que « ... le fermier, le dépositaire, l'usufruitier et tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire ne peuvent la prescrire », le législateur affirme dans l'art. 2237 que : « Les héritiers de ceux qui tenaient la chose à quelqu'un des titres désignés par l'article précédent ne peuvent non plus prescrire ». Il est évident que ces héritiers ne peuvent prescrire en raison de leur précarité. Cela résulte tout d'abord de la place qu'occupe l'art. 2237 ; il suit l'art. 2236 qui dispose que les détenteurs précaires ne prescrivent jamais. Cela résulte ensuite de la teneur même de l'art. 2237 ; après avoir dit dans l'article précédent que « Le fermier, le dépositaire, l'usufruitier et tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire ne peuvent pas la prescrire », le législateur nous dit dans l'art. 2237 : « Les héritiers de ceux qui tenaient la chose à quelqu'un des titres désignés par l'article précédent ne peuvent *non plus* prescrire ». Il est évident que les mots « non plus » se réfèrent aux détenteurs précaires dont les héritiers tiennent leurs droits. Par conséquent, ces derniers sont empêchés de prescrire pour la même raison qui en a empêché leurs auteurs : la précarité.

Remarquons seulement que l'art. 2237 est général. Il ne distingue pas entre l'héritier qui connaît la précarité de son auteur et qui continue à posséder au même titre et celui qui l'ignore et qui se croit ainsi propriétaire. Tous les héritiers d'un détenteur précaire sont considérés, eux aussi, comme possédant au même titre que leur auteur, même ceux qui ont eu dès l'appréhension de la chose l'intention d'agir en maître (1).

(1) Il convient de souligner la différence entre la précarité et la

En un mot, on n'a pas besoin d'exiger le juste titre pour empêcher l'héritier de bonne foi d'un détenteur précaire de se prévaloir de la règle de l'art. 2279. Mais ce n'est pas parce qu'il est obligé personnellement de restituer ; c'est parce qu'il est, lui aussi, un détenteur précaire.

Telle est l'hypothèse ordinaire. Mais il peut arriver, dans la doctrine qui n'exige pas le juste titre, que l'héritier d'un détenteur précaire, un dépositaire par exemple, puisse invoquer la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ». C'est le cas d'un dépositaire qui intervertit son titre par une contradiction qu'il oppose au droit du propriétaire et qui meurt laissant un héritier ignorant cette précarité originaire. L'héritier possède certainement à titre de propriétaire car son auteur a déjà interverti son titre. Il possède aussi de bonne foi, il peut donc se prévaloir de la règle de l'art. 2279 et se faire attribuer la propriété au chef de sa possession.

Voilà comment la doctrine qui n'exige pas le juste titre peut nous amener à une conséquence aussi fâcheuse. L'héritier d'un détenteur précaire qui a opposé malhonnêtement une contradiction au droit du propriétaire, pourra se voir attribuer la propriété en dehors de toute intervention de la part de ce dernier. Inutile de prétendre que l'héritier du dépositaire reste obligé personnellement de restituer le meuble et ne peut, de ce fait, invoquer la règle de l'art. 2279. Nous répétons qu'une pareille obligation ne peut jamais constituer un obstacle à l'application de cette règle si ses conditions se trouvent toutes réunies. D'ailleurs nous avons vu qu'une prétention semblable est formellement condamnée par l'art. 1946.

Cette conséquence n'est d'ailleurs pas la seule à la-

mauvaise foi. Tandis que la première constitue un vice objectif, qui entache la possession elle-même, et qui se transmet par conséquent aux héritiers, la mauvaise foi nous semble, au contraire, une chose tout à fait subjective ; elle ne relève que du for intérieur de la personne. En conséquence, elle doit être envisagée chez chaque personne prise isolément. Elle ne s'attache pas à la possession. Ainsi elle ne se transmet pas aux héritiers. L'héritier d'un possesseur de mauvaise foi peut parfaitement être de bonne foi et *vice versa*.

quelle aboutit la doctrine de nos adversaires. Elle n'est pas non plus la plus grave. Si nous laissons cette doctrine s'appliquer logiquement, nous arriverons encore à des résultats que personne ne peut accepter, à des résultats bizarres, inconcevables, et contraires aux principes les plus élémentaires du droit.

Il en est ainsi dans le cas d'un possesseur dont le titre d'acquisition fait défaut *ab initio*, ou lorsque celui-ci ayant existé se trouve nul, annulé ou résolu. C'est tout d'abord le cas d'un légataire qui se trouve en possession d'un objet qui lui a été légué, s'il apparaît, par la suite, que ce legs a été révoqué par le testateur. Incontestablement le légataire possède la chose à titre de propriétaire et de bonne foi. Il doit donc pouvoir se prévaloir de la règle de l'article 2279 si on veut être logique avec soi-même. Or il y a là une grave atteinte aux principes juridiques qui obligent le légataire dont le legs a été révoqué de restituer le meuble.

C'est aussi le cas où un mandataire chargé de conclure la vente ne la conclut pas. Le mandant, de son côté, croyant l'achat réalisé et se prévalant de la qualité de propriétaire qu'il s'attribue, fait prendre livraison de la chose. Et il se trouve ainsi qu'il prend possession de bonne foi, mais sans l'apparence même d'un titre. L'application pure et simple de la doctrine qui n'exige pas le juste titre aboutit obligatoirement à lui permettre de se prévaloir de la règle de l'art. 2279 et de devenir ainsi propriétaire.

Aux cas d'absence initiale de titre, il faut assimiler ceux où il y a un titre, mais où celui-ci se trouve pour une raison ou pour une autre nul, annulé ou résolu.

C'est par exemple une personne qui a chargé un de ses employés de porter son acceptation et de conclure ainsi une vente qui lui était proposée. Au moment de cet échange définitif des consentements, le vendeur était pour une raison pathologique quelconque, en pur état d'inconscience. Il donne une apparence de consentement et livre la chose. L'acquéreur qui n'était pas témoin des dernières négociations croit la vente absolument valable et se met ainsi en possession de la chose avec la plus

parfaite bonne foi. L'application de la théorie que nous combattons nous conduit à déclarer l'acquéreur propriétaire du chef de la possession malgré la nullité absolue de son titre d'acquisition.

Il en sera de même en cas d'annulation du titre. C'est le cas d'un acquéreur qui a acheté le meuble d'un incapable par exemple. Il se met en possession de la chose, ignorant, supposons-le, l'incapacité de son auteur. Ici également l'acheteur se trouve en possession de la chose avec bonne foi. Et partant on devrait lui permettre d'invoquer la règle de l'art. 2279.

On doit en dire autant en cas de révocation du titre d'acquisition. C'est un donataire d'un meuble qui voit la donation révoquée, soit pour inexécution des conditions sous lesquelles elle a été faite, soit pour cause d'ingratitude, soit enfin pour cause de survenance d'enfants (art. 953). Avant la révocation le donataire a été, par hypothèse, mis en possession. Et il possédait de bonne foi. Par conséquent, il doit pouvoir, d'après la doctrine de nos adversaires, se prévaloir de la règle de l'article 2279. L'application de cette doctrine aboutirait logiquement à maintenir le donataire en possession de la chose malgré la révocation de la donation. Ainsi le but du législateur qui veut qu'en cas de révocation la chose donnée revienne au donateur serait déjoué.

Telles sont quelques conséquences fâcheuses, citées à titre d'exemple, auxquelles aboutirait une application logique et sincère de la doctrine qui se contente, pour l'application de la règle de l'art. 2279, d'une possession de bonne foi et à titre de propriétaire sans considération d'un titre d'acquisition. Inutile d'attirer l'attention sur leur gravité. Il suffit de dire que cette doctrine aboutirait au renversement pur et simple des principes les plus élémentaires du droit. Le possesseur se verrait attribuer la propriété en dépit de l'inexistence, de la nullité ou de l'annulation de son titre.

Ainsi la règle « En fait de meubles possession vaut titre » serait détournée de la fonction en vue de laquelle elle a été créée d'une façon pour ainsi dire catastrophique. Au

lieu de protéger celui qui a fait tout ce qu'il devait faire pour devenir propriétaire, c'est-à-dire celui qui a contracté valablement avec la personne qu'il croyait propriétaire, cette règle constituerait un principe de consolidation et de régularisation de la situation du possesseur qui ne s'appuie sur aucun titre et qui n'a que la croyance d'être devenu propriétaire. Les principes de l'acquisition de la propriété mobilière se trouveraient, de cette façon, gravement atteints.

Certes, aucun des auteurs qui n'exigent pas le juste titre n'a jamais admis ces résultats extrêmement fâcheux. Mais ils ont cherché à les éviter en déclarant la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » inapplicable dans les rapports des possesseurs successifs. Ils affirment que cette maxime ne touche pas aux rapports personnels des contractants, qu'elle ne s'applique que dans les rapports d'un possesseur et d'un tiers.

C'est là le point le plus faible dans la doctrine de nos adversaires qui doit la condamner définitivement. Sur quoi s'appuient-ils pour déclarer la règle inapplicable dans les rapports des possesseurs successifs ? Il n'y a rien qui puisse nous permettre de restreindre ainsi son domaine d'application. Le législateur nous dit tout simplement que la possession vaut titre. Il ne précise pas. Or, il ne faut pas restreindre là où il généralise. Du moment qu'on se contente d'une possession de bonne foi, pour déclarer la règle applicable, on devrait la déclarer ainsi, toutes les fois que ces deux conditions se trouvent remplies, sans distinguer entre les rapports des possesseurs successifs et les rapports du possesseur avec un tiers. La loi ne parle pas d'une telle distinction. L'arbitraire et la témérité de ceux qui la soutiennent n'échappent à personne.

Et après tout, ces auteurs ne sont-ils pas illogiques avec eux-mêmes ? Ils nous opposent le mutisme du texte à l'égard du juste titre. Ils nous reprochent d'exiger une condition dont la loi ne parle pas. Mais l'arme avec laquelle ils ont voulu nous atteindre ne se retourne-t-elle pas contre eux ? Les résultats extrêmement fâcheux auxquels aboutit leur doctrine, les a amenés à exiger, dans

le but de les éviter, une condition dont la loi ne parle pas non plus. S'ils veulent qu'on respecte tant le texte, ne faudra-t-il pas qu'ils le respectent eux-mêmes? Nous reprocher d'exiger une condition dont la loi ne parle pas expressément, et venir eux-mêmes s'exposer au même reproche en restreignant l'étendue d'application de la règle là où la loi ne distingue pas, est un fait que nous ne comprenons pas très bien.

Nous avons dit, certes, que la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » est inapplicable comme règle attributive de la propriété dans les rapports entre possesseurs successifs. Mais nous nous sommes basé, pour arriver à ce résultat, sur l'exigence d'un juste titre. C'est cette conception qui nous a permis d'exclure l'application de cette règle dans les rapports du possesseur avec celui de qui il tient le meuble. Il nous semble que notre théorie diffère de celle de nos adversaires par sa logique. Devant la concision extrême du texte nous avons cherché le but que poursuivait le législateur en l'édicteant, la fonction qu'il voulait faire remplir en le consacrant. Une fois que cette recherche nous a amené à soumettre l'application de notre règle à quelques conditions, nous la déclarons applicable dans toutes les hypothèses où ces conditions se trouvent remplies sans déclarer arbitrairement qu'elle est applicable dans certains cas et inapplicable dans d'autres. La doctrine de nos adversaires, au contraire, n'est pas logique avec elle-même. Elle part tout d'abord de ce principe que la possession de bonne foi est suffisante pour l'application de notre règle, mais elle ne la déclare pas applicable dans toutes les hypothèses où ces deux conditions se trouvent remplies. Elle déclare témérement qu'elle ne reçoit application que dans certains cas et non pas dans d'autres, sans qu'aucun texte n'autorise cette différenciation.

D'ailleurs les auteurs, après avoir déclaré inapplicable la règle « En fait de meubles possession vaut titre », comme principe attributif de la propriété, dans les rapports entre possesseurs successifs, lui reconnaissent dans ce dernier domaine l'effet restreint de faire présumer le titre. Selon eux la règle de l'article 2279 a deux sens : dans les rapports

du possesseur avec un tiers, elle fait acquérir la propriété à ce premier, et dans les rapports du possesseur avec celui de qui il tient directement le meuble, elle ne fait que faire présumer le titre à son profit. Il s'ensuit que le titre d'acquisition qui n'est pas exigé dans les rapports entre le possesseur et un tiers l'est dans les rapports entre le possesseur et son auteur. Ainsi si je traite, à mon insu, avec un non-propriétaire, je deviendrai propriétaire dès que je me mets en possession de la chose, même si je n'ai pas de titres ou si je n'ai qu'un titre nul. Tandis que si je traite avec le véritable propriétaire je n'acquerrai le droit que si j'ai un titre valable. Et nous arrivons ainsi à une conséquence fort curieuse : On est plus exigeant à l'égard de celui qui traite avec le véritable propriétaire qu'à l'égard de celui qui traite avec un non-propriétaire, et ce serait un bonheur pour l'acquéreur s'il apparaît après coup qu'il a eu affaire à un voleur au sens large du mot.

La réalité est que les auteurs, en appliquant leur doctrine, ont été conduits à des conséquences inconcevables et contraires à tout principe juridique. Ils se sont alors efforcés de les éviter. Et c'est ainsi qu'ils déclarent avec autant de hardiesse que d'arbitraire que la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » est inapplicable dans les rapports des possesseurs successifs. Mais comme ils n'ont été frappés par ces conséquences que dans le domaine des rapports entre possesseurs successifs, ils n'ont songé à y remédier que dans ce domaine. Nous avouons que c'est ici seulement que ces conséquences se présentent le plus fréquemment, alors qu'elles ne se présentent dans la pratique que rarement dans les rapports de l'acquéreur *a non domino* avec le véritable propriétaire, cette hypothèse étant par sa nature même relativement rare. C'est peut-être pour cette raison que les auteurs n'ont pas pensé aux conséquences inconcevables auxquelles aboutit l'application de leur doctrine dans ce dernier domaine, et qu'ils n'ont pas pensé par conséquent à y remédier. Ainsi les auteurs s'arrêtent à moitié chemin. Ils évitent les conséquences fâcheuses de leur théorie dans un domaine, celui où ces conséquences présentent pratiquement les

plus graves inconvénients, et les laissent subsister dans un autre domaine où elles peuvent avoir, quoique rarement, les effets les plus contraires aux principes les plus élémentaires du droit.

Supposons maintenant que les effets les plus fâcheux auxquels aboutirait le fonctionnement logique de la doctrine qui n'exige pas le juste titre, soient évités dans les rapports entre possesseurs successifs, en dépit de l'illégalité du procédé auquel on a recouru pour arriver à cette fin. Nous voulons par là ne parler que des inconvénients fort graves que présente cette doctrine dans les rapports entre le possesseur et un tiers, dans les rapports entre le possesseur qui a traité *a non domino* et le véritable propriétaire, ces derniers rapports étant les seuls qui nous occupent maintenant d'une manière principale. Nous laissons de côté les inconvénients fort fâcheux auxquels aboutirait forcément une application strictement logique de cette doctrine dans les rapports du possesseur avec celui de qui il tient le meuble. Puisque ses partisans cherchent à les éviter en affirmant que la règle de l'art. 2279 ne s'applique pas dans ce domaine, nous supposons que leur procédé illégal soit parfaitement juridique, que ces inconvénients soient évités. Une fois cette supposition faite, examinons les conséquences de leur doctrine à l'égard du possesseur qui a traité *a non domino*, lorsque le conflit surgit entre lui et le véritable propriétaire.

Pour rester exclusivement dans ce domaine, nous supposons maintenant dans tous les exemples que nous avons cités plus haut, en parlant des rapports des possesseurs successifs, que la chose n'appartienne pas à l'aliénateur.

Ainsi dans le cas du legs révoqué nous supposons que la chose léguée n'appartienne pas au testateur. A dépose un meuble chez B qui le lègue à C puis annule ce legs dans un testament postérieur. Après la mort de B, C ignorant le second testament se met en possession du meuble légué. A revendique le meuble entre les mains de C. Ce dernier peut-il se prévaloir de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » ?

Supposons aussi que Paul donne mandat à Pierre de lui

acheter un objet qui se trouve entre les mains de Jean. Pierre ne conclut pas la vente. Paul croyant la vente conclue se met en possession de l'objet. Il apparaît, par la suite, que Jean n'était pas propriétaire comme le croyait Paul et qu'il n'était qu'un dépositaire de Jacques. Jacques apprenant les faits réclame son objet entre les mains de Paul. Paul peut-il lui opposer qu'il est devenu propriétaire du chef de sa possession de bonne foi ?

Primus charge un de ses employés de porter son acceptation et de conclure ainsi une vente qui lui était proposée par Secundus. Au moment de cet échange définitif des consentements, le vendeur se trouve en état d'inconscience. Il donne une apparence de consentement et livre la chose. Primus qui ignore cet état d'inconscience se met en possession de la chose. Il apparaît après coup que Secundus n'était pas le véritable propriétaire de la chose et qu'il n'était qu'un commodataire ou un dépositaire infidèle du meuble de Tertius. Ce dernier réclame sa chose à Primus.

Imaginons enfin qu'une personne achète une chose mobilière à une autre la croyant propriétaire. Il apparaît après coup que le vendeur n'était qu'un détenteur précaire, et qu'il était, en outre, victime d'un vice de consentement ou d'une incapacité. Le vendeur demande l'annulation de la vente et obtient gain de cause. Le véritable propriétaire pourra-t-il mettre à profit ce fait pour empêcher l'acheteur de se prévaloir de la règle de l'art. 2279 ?

Dans toutes ces hypothèses et leurs semblables, les partisans de la doctrine qui n'exige pas le juste titre n'hésitent pas un seul instant à permettre au possesseur de se prévaloir de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ». Certes, le possesseur est, nous l'avons supposé, d'une parfaite bonne foi. Il ignorait toutes les irrégularités qui entachent son titre. Or la possession de bonne foi suffit à faire acquérir, à leurs yeux, la propriété tant qu'il ne s'agit pas des rapports entre le possesseur et son auteur, mais des rapports entre le possesseur et le véritable propriétaire qui est un tiers à son égard. Peu importe, prétendent-ils, que ce possesseur n'ait pas de titre valable d'acquisition, qu'il n'ait qu'un titre inexistant ou nul, puisque

la loi attribue à la seule possession de bonne foi, l'effet attributif de la propriété en dehors de toute question de juste titre.

Rappelons que selon cette doctrine, si le possesseur avait traité avec le véritable propriétaire, il n'aurait pas acquis la propriété, puisqu'on s'accorde à déclarer inapplicable la maxime « En fait de meubles possession vaut titre », dans les rapports du possesseur et de son auteur. Dans ce domaine, la possession est incapable d'attribuer la propriété au possesseur, celui-ci ne peut se dire propriétaire du chef de sa possession. Pour être propriétaire il aurait fallu un titre parfait, or ce titre n'existe pas. Ainsi cette théorie arrive à une conséquence fort curieuse et logiquement inadmissible : le possesseur profiterait de ce fait qu'il a traité avec un détenteur précaire infidèle, un voleur au sens large du mot. C'est le fait d'avoir eu affaire à un non-propriétaire qui va le rendre propriétaire. S'il avait traité avec le véritable propriétaire il n'aurait pas acquis la propriété car il n'aurait pas eu de titre d'acquisition. Du fait qu'il a traité avec un non-propriétaire il acquiert la propriété car on ne lui demande aucun titre d'acquisition. Comme si ce fait était de nature à lui porter bonheur et à le combler de chance !...

Ainsi, même à prendre la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » dans son domaine d'application que lui tracent arbitrairement les partisans de la doctrine qui n'exige pas le juste titre, il faudra toujours admettre qu'un tiers qui traite avec un dépositaire, par exemple, en le croyant propriétaire pourra se retrancher derrière sa possession de bonne foi, alors qu'il n'a pour se couvrir qu'un titre inexistant ou nul. On l'accepterait à la rigueur s'il s'agissait seulement des cas de nullité relative, car le titre annulable est un titre valable productif de tous ses effets jusqu'à ce qu'il soit annulé, et la loi en réserve le droit d'annulation à celui au profit de qui la nullité a été établie, c'est-à-dire au dépositaire dans l'espèce. Si le déposant veut s'en prévaloir, ce ne sera jamais qu'à titre de créancier du dépositaire infidèle sur le terrain de l'art. 1166. Le point de vue est tout autre.

Mais dans la doctrine dominante, il faudrait aller beaucoup plus loin, et déclarer l'art. 2279 applicable même au cas de titre nul d'une nullité absolue, ou encore au cas de titre inexistant. Dans ces cas le propriétaire ne pourrait pas revendiquer son meuble en se basant sur la nullité ou l'inexistence initiale du titre. Or nous avons vu que, d'après l'opinion dominante, le propriétaire serait qualifié pour revendiquer si le meuble était passé directement de lui au possesseur, étant donné que la règle de l'art. 2279 est inapplicable dans les rapports entre le possesseur et son auteur et ne saurait par conséquent couvrir ni les vices ni l'absence du titre. S'il en est ainsi, comment comprendre qu'il en soit autrement, lorsque c'est à l'égard d'un détenteur intermédiaire que l'irrégularité se produit? Peut-on permettre au possesseur de bénéficier de cet accident qui n'est qu'un accident, du fait qu'il s'est mépris sur la qualité de son auteur? Non seulement il a cru acquérir la propriété en vertu d'un titre valable alors que ce titre n'existe pas, mais il a cru avoir affaire au véritable propriétaire, alors qu'il n'avait en face de lui qu'un dépositaire infidèle. Peut-on accepter que c'est cette erreur qui va le mettre à l'abri de la revendication? Peut-on admettre que c'est cette erreur qui va lui permettre de devenir propriétaire?

Il semble bien que la seule garantie que doit fournir la possession, soit de dispenser les tiers d'exiger la preuve de la propriété du meuble lorsqu'ils traitent avec celui qui en a la possession et de les excuser, par conséquent, s'ils se méprennent sur la véritable qualité de l'aliénateur. Ce ne devrait pas être de modifier les rapports contractuels dérivant de leur titre d'acquisition et encore moins de leur faire une situation plus favorable lorsqu'ils traitent avec un non-propriétaire, que celle qui leur serait faite s'ils avaient affaire au véritable ayant droit.

L'application des principes généraux exige que celui qui acquiert une chose d'une personne non qualifiée pour la vendre doive la rendre au véritable propriétaire. Car on ne peut avoir plus de droits que son auteur. Or, en matière de meubles, il est difficile de vérifier le droit de l'aliénateur et de savoir s'il est le véritable ayant droit. C'est

pour cette raison que la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » a été créée afin d'assurer la sécurité du commerce. Par conséquent le seul effet de cette maxime doit être d'excuser l'acquéreur de son ignorance, de lui épargner tout préjudice que lui causerait le fait qu'il ne pouvait vérifier, de le mettre dans la même situation que s'il avait traité avec quelqu'un ayant un droit plein et incommutable.

D'ailleurs, celui qui achète un meuble sait très bien qu'il reste exposé à tous les risques d'annulation qui peuvent menacer son titre d'acquisition. Il sait parfaitement qu'il ne peut compter sur la chose que s'il a un titre valable d'acquisition. Alors, comment comprendre qu'il soit à l'abri de tous les risques d'annulation, qu'il devienne propriétaire même en l'absence d'un titre valable, dès qu'il apparaît par la suite qu'il avait affaire à un non-propriétaire. Et aussi quelle injustice y aurait-il à permettre au véritable propriétaire dépouillé de sa chose, de se prévaloir des causes de nullité, comme pourrait le faire le vendeur lui-même ?

On peut objecter, il est vrai, que le véritable propriétaire ne doit pas se prévaloir des irrégularités qui entachent le contrat du possesseur, car ce contrat est une *res inter alios acta* à son égard. Mais cette objection n'est pas fondée. Le *verus dominus* ne s'attaque pas au contrat lui-même. D'ailleurs, il n'a aucun intérêt à s'y attaquer, étant donné que ce contrat est incapable de transférer la propriété pour la seule raison qu'il émane d'un non-propriétaire. Le propriétaire ne s'attaque qu'à la possession du défendeur. Tout ce qu'il veut, c'est démontrer que son adversaire ne réunit pas les conditions nécessaires pour pouvoir invoquer la règle de l'art. 2279, qu'il ne doit pas avoir une situation plus favorable que celle qui lui aurait été faite s'il avait eu affaire à lui, véritable propriétaire.

De tout ce qui précède il résulte que la non-exigence du juste titre aboutit à des conséquences extrêmement fâcheuses et fort choquantes au point de vue de la logique juridique. Celui qui traite, à son insu, avec un non-propriétaire se trouverait dans une situation plus favorable

que s'il avait traité avec le véritable ayant droit. Du fait qu'il a traité avec un non-propriétaire, de ce fait qui n'est, d'ailleurs, que le résultat du simple hasard, il va devenir propriétaire, même s'il n'a aucun titre d'acquisition ou s'il n'a qu'un titre nul, alors que s'il avait traité avec le véritable propriétaire il ne serait devenu propriétaire qu'à la condition d'avoir un titre parfaitement valable, un titre exempt de toute irrégularité. Ainsi le fait purement accidentel d'avoir eu affaire à un détenteur précaire infidèle va exempter le possesseur des exigences de la loi qui veulent que l'acquéreur ne devienne propriétaire que s'il a fait tout ce qu'il avait à faire pour le devenir, c'est-à-dire s'il a un titre valable capable en lui-même et intrinsèquement de transférer la propriété. Nous comprenons bien que, vu la nature spéciale des meubles, la rapidité avec laquelle ils se déplacent, la difficulté de les identifier les uns des autres, et la fréquence des aliénations dont ils font l'objet, la loi permette à l'acquéreur ou plutôt à celui qui veut acquérir de se fier à la possession, de prendre comme propriétaire celui qui les détient, et par conséquent qu'elle l'excuse s'il apparaît après coup que la possession n'était qu'un signe mensonger de la propriété. Nous comprenons bien que la loi mette celui qui achète *a non domino* dans la même situation que s'il avait traité avec le véritable propriétaire. Mais nous ne saurions nous assimiler l'idée de mettre cet acheteur dans une situation meilleure que celle qui lui aurait été faite s'il avait traité avec le *verus dominus* et de le déclarer dans le premier cas propriétaire en dehors même de toute question de titre d'acquisition, alors que dans le second il n'aurait pu devenir propriétaire que s'il avait eu un titre valable d'acquisition.

Devant les inconvénients fâcheux et les conséquences logiquement inadmissibles auxquels aboutit l'application de la doctrine qui n'exige pas le juste titre dans les rapports du possesseur et d'un tiers, certains auteurs ont cherché à les éviter ou tout au moins à les atténuer sans aller néanmoins jusqu'à admettre la conception du juste titre.

C'est ainsi qu'on a affirmé que si le véritable propriétaire ne peut opposer directement et de son chef au possesseur l'inexistence ou la nullité du titre qui unit ce dernier à son auteur, il pourra le faire du chef de son débiteur en vertu de l'art. 1166. Revenons, pour bien comprendre, à notre exemple typique : Voici une personne qui achète un meuble à un dépositaire le croyant propriétaire. Il apparaît, par la suite, que son titre est entaché d'une nullité ou même qu'il n'existe pas du tout. On dit que si le propriétaire ne peut, de son chef, opposer à l'acheteur cette nullité ou cette inexistence du titre, il pourra le faire du chef de son débiteur, le dépositaire.

Il est évident que ce remède, à supposer qu'il soit légalement valable, ne pourrait être que d'une efficacité limitée. Pour pouvoir exercer les droits de son débiteur en vertu de l'article 1166, le créancier doit établir l'insolvabilité de ce premier. Si, par conséquent, dans notre exemple, le dépositaire est d'une solvabilité notoire, le déposant ne pourra opposer du chef de son débiteur la nullité de titre du possesseur.

Ainsi la doctrine qui déclare applicable la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » présente inévitablement, dans la plupart des hypothèses tout au moins, des conséquences que nous ne pourrions admettre.

Pour éviter ces conséquences illogiques, il ne reste qu'à exiger le juste titre, et à ne donner à la possession que le seul effet de mettre l'acquéreur qui traite avec un non-propriétaire dans la même situation qui lui aurait été faite s'il avait eu affaire au *verus dominus*.

Qu'on ne nous dise pas qu'en exigeant le juste titre, nous interprétons le texte comme il devrait exister et non pas comme il existe en fait, qu'on ne nous reproche pas de faire de notre désir un principe du droit positif ; qu'on ne s'en prenne pas à nous d'imposer une condition dont la loi ne parle pas et d'ajouter ainsi au texte. En réalité il n'y a rien de tout cela. Reproduisant cette formule coutumière, par malheur trop concise, le législateur n'a pas cru nécessaire de se prononcer sur l'exigence ou sur la non-exigence du juste titre. S'il n'exige pas formellement

le juste titre, il ne l'exclut pas davantage. Le silence du texte ne doit donc pas avoir une importance décisive. Son mutisme s'explique par son extrême concision. Or, devant la concision extrême du texte nous devons l'interpréter en envisageant les motifs qui l'ont fait édicter et le but que le législateur a voulu atteindre en le consacrant. Et il apparaît incontestablement, comme nous l'avons montré à maintes reprises, que la règle de l'art. 2279 a été créée pour assurer la sécurité du commerce, pour répondre aux besoins du crédit. Or, tout ce qu'exige le commerce, c'est de n'imposer aux acquéreurs des meubles aucune recherche, aucune investigation relativement aux droits qu'ils veulent acquérir. Le commerce ne saurait jamais exiger que le possesseur qui traite avec un non-propriétaire soit privilégié par rapport au possesseur qui a affaire au *verus dominus*, qu'il devienne propriétaire en dehors de toute question de titre. Tout ce qu'il exige c'est que l'acquéreur *a non domino* soit mis dans la même situation que s'il avait eu affaire au véritable propriétaire et non pas dans une situation meilleure.

Et, après tout, ces auteurs qui nous opposent le mutisme de l'art. 2279 à l'égard du juste titre n'ont-ils pas exigé la bonne foi alors que cet article n'en dit rien non plus ? On pourra répondre, certes, qu'à l'égard de la bonne foi nous avons un texte formel. C'est celui de l'art. 1141. Mais cet article ne vise qu'une hypothèse bien précise ; c'est le cas d'une personne qui vend le meuble à deux personnes successivement. La loi nous dit que le second acquéreur mis en possession ne devient propriétaire qu'à la condition d'être de bonne foi. Donc, la bonne foi n'est exigée formellement que chez le second acquéreur du même meuble. Or, nous avons vu qu'à l'heure actuelle tous les auteurs et les arrêts s'accordent à exiger la bonne foi chez le possesseur dans tous les cas où il entend se prévaloir de la règle de l'art. 2279, et que, pour arriver à cette exigence, ils s'appuient surtout sur les motifs qui ont fait édicter cette règle.

Alors, du moment que les motifs qui ont fait édicter la règle de l'art. 2279 ont amené les auteurs à soumettre

son application à la condition de la bonne foi, nous nous demandons pourquoi nous ne pouvons pas nous servir du même moyen pour exiger le juste titre. Le texte de l'art. 2279 est totalement muet à l'égard des conditions d'application de la règle. Si l'on se rapporte aux motifs qui l'ont fait édicter, il faudra exiger toutes les conditions que ces motifs impliquent. Mais les laisser parler pour l'exigence de la bonne foi et les faire taire pour celle du juste titre, cela ne saurait être logique.

D'ailleurs, l'art. 1141 sur lequel on se base pour exiger la bonne foi, nous semble pouvoir être invoqué pour justifier l'exigence du juste titre. En effet, cet article dispose : « Si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à deux personnes successivement, est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi. » Le texte nous dit que le vendeur s'est obligé de donner ou de livrer la chose à deux personnes successivement. En d'autres termes, il s'est obligé à transférer la propriété à ces deux personnes ; il a conclu deux contrats translatifs de propriété, avec l'une et avec l'autre. Mais, alors que le contrat conclu avec la première constitue un titre parfait et efficace puisqu'il émane du véritable propriétaire, le contrat conclu avec la seconde constitue un titre qui, quoique intrinsèquement valable, ne peut transférer la propriété, étant donné qu'il émane d'une personne qui a cessé déjà d'être propriétaire, autrement dit, il ne constitue que le juste titre dans le sens que nous entendons ici. Par conséquent, le texte suppose l'existence du juste titre chez le second acquéreur mis en possession. D'ailleurs, il vient un peu plus loin accentuer cette idée en disant que ce possesseur est préféré et « demeure propriétaire, alors que son *titre* est postérieur en date ».

En outre, si nous laissons de côté les textes des articles 2279 et 1141, nous en trouverons d'autres qui ne peuvent s'expliquer que par l'exigence du juste titre.

C'est tout d'abord les articles 1235 et 1376 qui consacrent le principe ou la répétition de l'indû : « Celui qui

reçoit par erreur ou sciemment ce qui ne lui est pas dû, s'oblige à le restituer à celui de qui il l'a indûment reçu ». D'après ce texte, celui qui reçoit l'indû est obligé de le restituer même s'il est de bonne foi, même s'il l'a reçu par erreur. Or l'*accipiens* n'est-il pas dans cette dernière hypothèse possesseur de bonne foi ? Ne se trouve-t-il pas réunir toutes les conditions exigées par l'opinion dominante pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Obliger l'*accipiens* de bonne foi de restituer un meuble qu'il a reçu indûment signifie qu'il n'en est pas devenu propriétaire, qu'il ne peut, malgré sa possession de bonne foi, se prévaloir de la règle de l'article 2279. Ne peut-on pas en conclure que la possession de bonne foi n'est pas suffisante à elle seule de faire acquérir la propriété ? Si cette possession était suffisante, l'*accipiens* ne serait obligé de restituer le meuble que dans le cas où il l'aurait reçu de mauvaise foi, dans le cas où il aurait su qu'il recevait ce qui ne lui était pas dû. Or la loi déclare formellement qu'il est obligé de restituer même s'il a reçu la chose par erreur. Ainsi les articles 1235 et 1376 sont en contradiction formelle avec l'opinion qui se contente d'une possession de bonne foi pour déclarer applicable la règle de l'art. 2279.

On peut objecter qu'il s'agit ici des rapports entre celui qui livre et celui qui reçoit, c'est-à-dire des rapports entre le possesseur et celui de qui il tient directement le meuble, et l'article 2279 ne s'applique pas dans ce domaine tout au moins comme règle attributive de la propriété. En effet, nous avons admis cette proposition, mais nous nous sommes basé pour l'admettre sur l'exigence du juste titre. Partant de ce principe que le juste titre est exigible pour que la propriété soit acquise en vertu de l'article 2279, nous sommes arrivé à ce résultat que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » est inapplicable dans les rapports du possesseur et de son auteur, car dans ce cas le juste titre ne saurait exister. Mais la doctrine qui exclut l'application de cette règle dans cette hypothèse sans admettre la conception du juste titre, ne peut se soutenir. L'application logique de cette doctrine aboutirait à décla-

rer applicable la règle au profit de tout possesseur qui en réunit les conditions d'application, c'est-à-dire au profit de tout possesseur de bonne foi, sans distinguer entre le possesseur qui tient son droit du véritable propriétaire et celui qui le tient d'un tiers.

On peut être tenté d'expliquer la restitution de l'indû en cas de bonne foi de l'*accipiens* par cette thèse, à maintes reprises réfutée, que le possesseur est obligé personnellement de restituer (1). Nous avons démontré déjà qu'une pareille obligation ne saurait empêcher la règle de l'article 2279 de s'appliquer. D'ailleurs, d'après la thèse de nos adversaires, il n'y aurait dans notre cas aucune obligation qui obligerait le possesseur à restituer. Une pareille obligation ne pourrait en effet dériver que de l'idée d'enrichissement sans cause. Or si on se contentait d'une possession de bonne foi pour déclarer applicable l'article 2279, cet article constituerait bien une juste cause au profit du possesseur puisqu'il le déclare propriétaire. Ainsi les articles 1235 et 1376 ne peuvent s'expliquer dans la doctrine qui n'exige pas le juste titre. Par contre ils sont en parfaite harmonie avec la nôtre qui ne fait dériver la propriété de la possession qu'à la condition qu'il existe un juste titre. En effet, le paiement ne peut constituer un juste titre. Par conséquent celui qui reçoit l'indû ne saurait se prévaloir de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Il ne peut se déclarer propriétaire du chef de la possession. Et ne pouvant se prévaloir d'une autre cause juridique quelconque, il est obligé de restituer le meuble dans tous les cas, car nul ne peut s'enrichir sans cause au détriment d'autrui.

Il en est de même de la disposition de l'article 1238. Cet article est ainsi conçu : « Pour payer valablement, il faut être propriétaire de la chose donnée en paiement, et capable de l'aliéner. Néanmoins le paiement d'une somme en argent ou autre chose qui se consomme par l'usage ne peut être répété contre le créancier qui l'a consommée de bonne foi, quoique le paiement en ait été fait par celui

(1) Poincaré, *loc. cit.*, p. 196 *in fine*.

qui n'en était pas propriétaire ou qui n'était pas capable de l'aliéner. » Ainsi le créancier qui reçoit du débiteur une chose qui se consomme par l'usage doit la restituer si cette chose n'appartenait pas au premier, à condition qu'elle ne soit pas encore consommée. Voilà l'hypothèse d'une façon plus précise. Je vous dois mille francs, ou encore un sac de blé, ou une pièce de vin, en un mot, une chose qui se consomme par l'usage. J'ai chez moi un rouleau de mille francs, ou un sac de blé, ou une pièce de vin que Pierre m'a confié, à titre de dépôt. J'emploie l'objet à me libérer vis-à-vis de vous et vous le recevez de bonne foi à titre de paiement ; alors de deux choses l'une, dit l'article 1238, alinéa 2 : ou bien vous avez consommé de bonne foi la chose ; dans ce cas tout droit de répétition est éteint contre vous ; — ou bien vous avez encore intact entre vos mains le rouleau de mille francs, le sac de blé, la pièce de vin ; dans cette seconde hypothèse, j'aurai moi, débiteur, qui vous ai payé avec une chose dont je n'étais pas propriétaire, l'action en répétition contre vous.

Ainsi le créancier est obligé de restituer le meuble non encore consommé, dans tous les cas, alors même qu'il a cru que ce meuble appartenait au débiteur, c'est-à-dire alors même qu'il était de bonne foi. Or, le créancier ne possède-t-il pas de bonne foi ? L'obliger à restituer le meuble ne signifie-t-il pas que le législateur ne le déclare en aucune façon propriétaire ? Si la possession de bonne foi était suffisante pour l'application de l'article 2279, ne devrait-on pas le déclarer propriétaire ? Ne devrait-on pas permettre à la possession de lui attribuer la propriété que le paiement de la chose d'autrui ne pouvait transférer ? La disposition de l'article 1238 est donc incompatible avec la doctrine de nos adversaires. Elle est, par contre, en parfaite harmonie avec la nôtre. Le créancier qui n'a pas encore consommé la chose donnée en paiement doit la restituer, parce que la loi déclare ce paiement non valable et ensuite parce que le créancier ne peut se prévaloir de la règle « En fait de meubles possession vaut titre », étant donné qu'une des conditions nécessaires à son ap-

plication fait défaut : le juste titre. On a objecté qu'il n'est pas vrai que le créancier manque en l'espèce de juste titre, puisque si le débiteur avait été propriétaire, le paiement aurait été valable (1). Cette objection n'est que spécieuse. Il est vrai que le titre qui émane d'une personne non qualifiée constitue un juste titre. Mais il faut pour cela qu'il soit parfaitement valable en lui-même et intrinséquement. Or la loi déclare le paiement de la chose d'autrui nul à l'égard du *solvens* puisqu'elle lui donne le droit de répéter la chose. Pour des considérations particulières, afin de tirer le débiteur qui a donné en paiement la chose d'autrui, de la situation embarrassante où il s'est jeté, entre l'action du créancier en nullité de paiement et l'action du propriétaire en dommages-intérêts, pour le mettre hors d'affaire, on l'autorise à répéter, tant que le créancier n'a pas consommé de bonne foi (2). On autorise le débiteur à répéter, contrairement au principe que celui qui doit la garantie ne peut pas évincer. En tout cas, une fois que le débiteur a exercé son action en nullité de paiement, celui-ci est considéré comme n'ayant jamais existé et ne peut, en aucune façon, constituer un juste titre au profit du créancier. Mais le paiement n'est nul qu'à l'égard du débiteur, c'est à celui-ci seul qu'appartient le droit d'invoquer cette nullité. Tant qu'il n'a pas invoqué cette nullité, le paiement demeure parfaitement valable à l'égard du propriétaire de la chose donnée en paiement. Et le créancier peut invoquer à son égard la règle « En fait de meubles possession vaut titre », car il possède de bonne foi et en vertu de juste titre. C'est pour cette raison que l'article 1238 semble refuser au propriétaire le droit de revendiquer le meuble entre les mains du créancier. Seul le débiteur possède cette faculté. La loi nous dit, en effet, que la chose qui n'appartenait pas au débiteur peut être répétée. Il ne s'agit donc que d'une action en répétition. Or, ne peut répéter que celui qui a livré (3).

(1) Poincaré, *loc. cit.*, p. 197.

(2) De Folleville, *loc. cit.*, n° 33 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 198 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, t. II, n° 283.

(3) Poincaré, *loc. cit.*, p. 197.

Ainsi il nous apparaît que la disposition de l'article 1238, aussi bien que celle des articles 1235 et 1376, est incompatible avec la doctrine qui se contente pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » d'une possession de bonne foi en dehors de toute question de juste titre. Ces articles nous montrent que le législateur veut soumettre l'application de cette règle à la condition du juste titre. En effet, ce n'est que par l'exigence de cette condition que ces textes peuvent s'expliquer.

De tout ce qui précède nous voyons nettement que le mutisme de l'article 2279 ne doit pas être interprété comme écartant la condition du juste titre. Il ne doit pas constituer un obstacle insurmontable, une barrière infranchissable devant notre théorie.

L'exigence du juste titre nous semble donc inévitable. Devant le silence du texte on doit s'en remettre aux motifs qui l'ont fait édicter, à la fonction qu'il a été appelé à remplir. Or nous avons vu que dans ce domaine le juste titre s'impose. Il faut adopter une telle idée si on veut faire dominer la volonté du législateur et l'esprit du texte. Il faut en arriver là si on veut concilier le principe de l'article 2279 avec les autres principes du droit ; il faut en arriver là si on veut enfin écarter des conséquences très fâcheuses et fort choquantes au point de vue de la conscience juridique.

Nous pensons maintenant avoir suffisamment répondu au premier argument qu'invoquent les partisans de la doctrine qui n'exige pas le juste titre, argument tiré du silence du texte. Mieux que cela la discussion de cet argument nous a amené à consulter les motifs qui ont fait édicter le texte et la fonction sociale qu'il a été appelé à remplir. Et cette consultation ne nous laisse aucun doute sur l'exigence du juste titre. D'ailleurs il n'y a aucun texte qui puisse nous contredire, mais il y en a, par contre, quelques-uns qui ne peuvent se comprendre que par la théorie que nous soutenons.

Il importe maintenant d'examiner si les précédents historiques sont en contradiction avec notre théorie et

nous arrivons ainsi à la discussion de la deuxième objection que nous opposent nos adversaires.

On a prétendu que l'exigence d'un juste titre serait en contradiction avec les précédents historiques car Bourjon à qui la règle de l'article 2279 a été empruntée ne l'exigeait pas. Nous pensons que cette objection n'est pas fondée. Le silence de l'auteur à ce propos s'explique, en effet, par ce fait qu'il ne s'est pas expliqué à l'égard des conditions d'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». D'ailleurs bien que le grand jurisconsulte n'exige pas formellement le juste titre, pas plus que la bonne foi, il nous paraît incontestable que ces deux conditions se trouvent à la base de sa théorie. Cela ressort, tout d'abord, du but que l'auteur cherche à atteindre : la protection du commerce (1) ; en deuxième lieu, de ce fait que Bourjon semble substituer la règle « En fait de meubles possession vaut titre » à la prescription privilégiée. Du reste l'auteur n'a jamais eu l'intention de faire acquérir la propriété du meuble à un possesseur qui ne s'appuie sur aucun titre. Nous n'avons, pour en avoir la conviction, qu'à consulter les applications qu'il nous donne de la maxime. Nulle part il ne déclare propriétaire le possesseur qui n'a point de titre.

Ainsi les précédents historiques ne sont nullement en contradiction avec notre théorie. Ils viennent, au contraire, lui donner de la force.

Contre la théorie qui exige le juste titre, on fait valoir aussi qu'il y aurait une contradiction à admettre qu'« En fait de meubles possession vaut titre » et à dire que le possesseur doit tenir la chose en vertu d'un juste titre. Exiger un juste titre, ce serait aller à l'encontre du texte même de l'art. 2279 et rendre inutile la disposition qu'il renferme (2).

Au premier abord, on pourrait trouver étrange, en effet, et même absurde de demander l'existence réelle d'un juste titre dans un cas où la loi dit que la possession vaut titre,

(1) V. *supra* première partie, n° 90.

(2) Tournesac, *loc. cit.*, p. 96-97 ; — Josserand, *loc. cit.*, n° 1630.

qu'elle remplace le titre. N'est-il pas contradictoire, objecterait-on, de dire que la possession ne tiendra lieu de titre qu'à la condition d'être appuyée sur un titre réel ? « Est-il besoin de dire que cette objection ne repose que sur un jeu de mots, sur la différence des deux significations que présente ici le même terme (1) ? » Le titre qui manque et qu'il s'agit de remplacer par la possession, c'est le titre parfait et efficace et qui confère effectivement le droit de propriété. En disant que la possession vaut titre on entend dire que la possession constitue le titre de propriété, qu'elle fait attribuer la propriété. Au contraire, le titre qui doit exister pour que cet effet se produise, c'est le titre inefficace (parce qu'il a émané d'un non-propriétaire). C'est le titre qui n'a pu conférer la propriété, c'est, en d'autres termes, le juste titre,

Nos adversaires invoquent enfin une considération d'ordre pratique. Si on exigeait le juste titre, on serait forcé, prétendent-ils, d'en imposer la preuve au possesseur qui serait obligé de présenter une preuve par écrit toutes les fois que la valeur de l'objet litigieux dépasserait 500 francs. Or, il serait le plus souvent très difficile sinon impossible d'administrer cette preuve étant donné qu'en fait de meubles on ne dresse pas d'écrit et que ces biens sont, par leur nature, difficiles à vérifier. D'où ils concluent que le but du législateur qui consiste à venir en aide au possesseur qui traite avec un non-propriétaire serait déjoué.

Nous nous empressons à dire que nous ne demandons pas au possesseur la preuve de son titre. Ce serait, à n'en pas douter, contraire à la volonté du législateur qui veut, avant tout, favoriser le possesseur des meubles vu leur nature spéciale. Ce que nous voulons affirmer, c'est que la loi exige le juste titre sans aller jusqu'à en imposer la preuve au possesseur. Le possesseur qui entend se prévaloir de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » n'a rien à prouver d'autre que sa possession. Le juste titre, aussi bien que la bonne foi, se présume. Ce serait au revendiquant de prouver que le possesseur ne s'appuie pas sur un titre.

(1) Marcadé, *loc. cit.*, sous l'art. 2279.

Nous accuserait-on d'arbitraire ? Objecterait-on qu'il n'y a aucun texte qui nous autorise à donner cette solution et que les principes généraux en matière de preuve nous contredisent puisqu'ils disposent que c'est à celui qui prétend une chose qu'incombe la charge de la preuve ?

Il est vrai que les principes du droit commun obligeraient le possesseur de prouver son titre. C'est précisément le cas pour la possession immobilière. Mais remarquons que nous ne sommes plus ici dans le domaine des principes généraux, car il s'agit de meubles qui, vu leur nature spéciale, sont doués d'un traitement particulier.

Ayons toujours présent à l'esprit les motifs qui ont fait édicter la règle de l'art. 2279 et la fonction qu'elle a été appelée à remplir. En matière de meubles, on n'a pas l'habitude de dresser un écrit. Par conséquent obliger le possesseur de fournir la preuve de son titre, c'est pratiquement lui demander ce qu'il ne peut faire dans la majorité des cas. Mais ce fait ne doit pas nous amener à exclure le juste titre. Ce que le législateur veut, c'est venir en aide au possesseur lorsqu'il le mérite, lorsqu'il a fait tout ce qu'il avait à faire pour devenir propriétaire, c'est-à-dire lorsqu'il a un titre parfait en lui-même et qui n'a que le seul défaut d'émaner d'un non-propriétaire. La difficulté de la preuve du titre ne doit nullement nous amener à en écarter l'exigence. L'acquéreur *a non domino* mérite la protection de la loi, mais il ne doit être protégé que dans la mesure où il le mérite, et sans aller dans cette protection jusqu'à consacrer les conséquences excessivement fâcheuses et fort choquantes qui résulteraient forcément de la non-exigence du juste titre. Nous sommes ici en présence de deux choses qui sont toutes différentes : tout d'abord, voilà une personne qui veut acquérir un meuble ; il s'adresse à celui qui le détient et qu'il croit propriétaire. Toutes les apparences justifient sa croyance et il n'a aucun moyen de vérifier si le détenteur est ou non le véritable ayant droit. Aussi la loi lui vient-elle en aide ; elle le déclare propriétaire du chef de sa possession. Mais il faut pour cela qu'il soit digne d'intérêt. Il faut qu'il ait fait tout ce qu'il avait à faire. Il faut qu'il ait un titre valable en

lui-même et qui ait toutes les qualités nécessaires pour transférer la propriété sauf celle d'émaner d'une personne qualifiée. La possession ne doit avoir ici qu'un effet limité : couvrir le défaut de droit chez l'aliénateur. C'est le premier point. Le second, c'est la difficulté de prouver le juste titre. Cette difficulté ne doit pas nous amener à écarter cette condition, mais à chercher à la surmonter elle-même. C'est ce que nous faisons. Et nous ne le faisons pas arbitrairement, mais nous nous appuyons sur plusieurs arguments.

Tout d'abord la nature spéciale des meubles, et le fait de ne pas dresser un écrit pour constater les aliénations dont ils font l'objet nous conduisent à attribuer à la possession outre son rôle attributif du droit, un rôle probatoire, elle fait présumer le titre. Le possesseur doit être exempté de fournir la preuve de son titre toutes les fois que cette preuve lui serait nécessaire.

Nous avons vu que la possession remplit en matière mobilière deux fonctions distinctes : une fonction attributive de la propriété et une fonction simplement probatoire. Mais nous n'avons envisagé à l'égard de la seconde fonction que les rapports entre le possesseur et son auteur. Tout le monde est ici d'accord et déclare que la possession fait présumer le titre. Nous ne voyons aucune raison de limiter la portée de ce rôle. Puisqu'on admet que la possession fait présumer le titre à l'égard de celui dont on tient la chose, on doit admettre qu'elle le fait présumer au profit du possesseur toutes les fois qu'il a intérêt à prouver son titre même si le conflit surgit entre lui et un tiers. Les mêmes considérations qui nous ont conduit à attribuer à la possession le rôle de faire présumer le titre vis-à-vis de celui dont provient directement la chose, justifient cette présomption au profit du possesseur lorsqu'il est en litige avec le véritable propriétaire, pour prouver le titre qui émane d'un détenteur précaire. Ainsi voyons-nous que la possession joue, dans les rapports du possesseur qui traite à son insu avec un non-propriétaire, ses deux rôles : elle lui fait attribuer la propriété s'il a un juste titre, mais elle lui vient aussi en aide pour surmonter la difficulté de

prouver le juste titre ; elle le fait présumer à son profit.

D'ailleurs les précédents historiques sont éloquents pour faire présumer le juste titre au profit du possesseur. Nous savons que Bourjon, en établissant ou plutôt en reproduisant la maxime « En fait de meubles la possession vaut titre », n'a pas rompu avec les autres systèmes qui existaient avant lui. Or nous avons vu que les anciens auteurs et surtout Pothier commençaient par faciliter la preuve du juste titre envisagé alors comme condition de la prescription mobilière afin de remédier aux inconvénients résultant des ordonnances de Moulins de 1556 et de 1667. Pothier finit par déclarer que « le possesseur, pour la prescription, doit être cru de ce qu'il allègue de titre auquel il dit avoir la chose », autrement dit la possession fait présumer le titre.

Bourjon n'entend, à notre avis, qu'écarter la notion de prescription en fait de meubles. Ce qu'il veut mettre en relief, c'est que la possession instantanée fait attribuer la propriété. Mais il n'a jamais dit que le possesseur sera exempté pour acquérir la propriété des autres conditions de la prescription, c'est-à-dire la bonne foi et le juste titre. Or s'il entend soumettre l'application de la règle qu'il vient de reproduire à ces deux conditions, on peut dire qu'il les accepte telles qu'elles étaient comprises à l'époque, c'est-à-dire qu'il en présume l'existence au profit du possesseur.

Du reste, nous avons vu que Bourjon, outre la fonction acquisitive, attribue à la possession une fonction probatoire. Il affirme que la possession sert à prouver le titre. Au titre intitulé *De l'achat de meubles* il nous dit : «... pour la preuve de cet achat, il n'est pas nécessaire de rapporter un titre ; il suffit de posséder le meuble (1). » Donc le grand jurisconsulte reconnaît à la possession l'effet de prouver le titre. Or il ne distingue pas. Tout ce qu'il dit, c'est que l'achat se prouve par la possession. Donc le possesseur peut invoquer sa possession pour prouver son titre à l'égard de son auteur immédiat, aussi bien qu'à l'égard du

(1) Bourjon, livre II, ch. 1, n° 1 et 2.

vrai propriétaire lorsqu'il a traité avec un détenteur précaire.

85. — De cette longue dissertation nous tirons cette conclusion que pour l'application de la règle : « En fait de meubles possession vaut titre » en tant que règle attributive de droit, pour que le possesseur devienne propriétaire du chef de sa possession, il ne suffit pas qu'il possède de bonne foi mais il faut, en outre, que sa possession s'appuie sur un juste titre. Mais nous attirons l'attention sur ce fait que nous exigeons le juste titre comme condition distincte et non comme un élément de la bonne foi. Le possesseur ne devient propriétaire en vertu de la règle de l'art. 2279 que s'il a fait tout ce qu'il avait à faire pour devenir propriétaire et que le seul obstacle qui s'oppose à ce qu'il le soit provienne de ce qu'il a traité avec un non-propriétaire, fait qu'il ne pouvait d'ailleurs vérifier. Il faut donc qu'il ait un titre valable en lui-même et réunissant toutes les qualités nécessaires pour transférer la propriété, sauf celle d'émaner d'une personne qualifiée. Mais nous ne mettons pas le fardeau de la preuve à la charge du possesseur. Celui-ci est présumé posséder en vertu du juste titre. C'est au revendeur de prouver que le juste titre fait défaut *ab initio* ou qu'ayant existé il se trouve entaché d'une irrégularité qui le rend nul.

86. — Tel est notre point de vue sur le juste titre. Il est en harmonie avec le système de la propriété immobilière. En matière immobilière, celui qui traite avec un *non dominus* ne devient propriétaire par la prescription abrégée de 10 ou 20 ans que s'il possède de bonne foi et avec juste titre. Ces deux conditions se trouvent exigées dans notre théorie pour l'acquisition des meubles du chef de la possession. Il serait illogique, en effet, que le législateur exige le juste titre pour l'acquisition de la propriété immobilière du chef de la prescription privilégiée et non pas pour l'acquisition de la propriété mobilière du chef de la possession instantanée. La différence entre les meubles et les immeubles ne justifie nullement une pareille distinction. La

nature spéciale des meubles ne recommande que l'élimination de l'élément du temps et la possibilité de les acquérir immédiatement.

Cependant, il reste une différence importante entre les meubles et les immeubles. En matière immobilière c'est au possesseur de prouver qu'il possède en vertu du juste titre, tandis qu'en matière mobilière il est exempté de cette preuve, il est présumé posséder en vertu du juste titre. Et cette différence s'explique très bien étant donné qu'il est aisé de prouver les aliénations qui portent sur les immeubles et que ce n'est pas le cas lorsqu'il s'agit de meubles.

87. — Le législateur égyptien a consacré pleinement notre théorie. Les rédacteurs des Codes égyptiens, aussi bien ceux du Code civil mixte que ceux du Code civil national qui ne font, en notre matière, que reproduire dans ses grandes lignes les principes du droit français, paraissent avoir dégagé du Code Napoléon une idée analogue à la nôtre. C'est ainsi qu'ils exigent le juste titre en le présumant au profit du possesseur. Le possesseur n'a pas à fournir la preuve du juste titre, mais ce serait à son adversaire de prouver son absence. À cet égard, notre droit est formel et ne permet aucune équivoque. L'art. 68 C. civ. mixte et 46 C. civ. national disposent : «... la propriété des meubles s'acquiert par la délivrance *en vertu d'un juste titre*, bien que celui qui les livre ne soit pas propriétaire, pourvu que celui qui reçoit soit de bonne foi ». L'article 733/607 n'est pas moins éloquent : « En matière mobilière, la preuve contre toute personne résulte de la possession de bonne foi *et avec titre* ». Et en traitant enfin de la charge de la preuve, notre législateur s'exprime ainsi dans les art. 734/608 : « La seule possession des meubles fait présumer le titre et la bonne foi, sauf preuve contraire ».

En droit anglais, il n'est pas permis de déroger à la règle *Nemo plus juris..* règle consacrée par l'art. 21 du *Sale of goods act*, que si l'acquéreur a un juste titre. Bien plus, tout titre ne suffit pas, il faut qu'il soit onéreux (*valuable consideration*).

Le droit allemand exige aussi le juste titre pour l'ac-

quisition de la propriété mobilière du chef de l'art. 932 C. Civ. all. (1). Mais il est fort intéressant de remarquer que la conception du juste titre n'est pas la même en droit français et en droit allemand. Nous n'entendons pas dire par là que le juste titre soit différent en lui-même dans les deux législations. Dans l'une comme dans l'autre il est l'acte juridique valable en lui-même et capable de transférer la propriété et auquel il n'a manqué pour produire cet effet que d'émaner du véritable propriétaire. La divergence vient de ce que le système du transfert de la propriété mobilière n'est pas le même en droit français et en droit d'outre-Rhin. Tandis qu'en droit français la propriété mobilière se transmet par le simple accord de volonté, par le simple échange des consentements, elle ne se transmet en droit allemand que par la tradition. Dans cette législation, la vente, par exemple, est incapable, à elle seule, d'effectuer le transfert de propriété. Il faut, en outre, que le vendeur « fasse tradition de la chose à l'acquéreur et qu'il y ait de part et d'autre accord des volontés pour opérer ce transfert » (art. 929 C. Civ. all.). Il faut donc la tradition ou plus exactement le contrat réel de transfert. Ce contrat implique comme à Rome un double élément, l'un contractuel et l'autre réel. Le premier est l'accord des parties sur le fait du transfert et le second est l'élément réel, c'est-à-dire le fait de mettre l'acquéreur en possession.

Il faut remarquer qu'en droit allemand c'est le contrat réel et abstrait de transfert qui opère le transfert de la propriété. A cet égard il faut le distinguer de la cause juridique qui lui sert de base, la vente par exemple. Il en est tout à fait indépendant. C'est un contrat abstrait qu'il ne faut pas confondre avec le contrat obligatoire en exécution duquel le transfert se fait (2). En effet, il arrive souvent en pratique que les deux choses n'en font qu'une. C'est le cas, par exemple, de toutes les ventes courantes quand la chose est livrée au moment où le contrat se con-

(1) Il en est de même du Code civil suisse, art. 933.

(2) Saleilles, p. 98 et s.

clut. Ici le contrat qui crée l'obligation de transfert se confond avec le contrat réel destiné à réaliser ce transfert ; le vendeur, quand il s'oblige à transférer déclare en même temps vouloir transférer, les deux volontés se confondent et si l'une est déclarée nulle, l'autre l'est forcément. Mais il n'en va pas toujours de même. Il peut arriver, et il arrive souvent, que les deux actes se trouvent séparés par un laps de temps plus ou moins long, et que le contrat réel de transfert se consomme par un acte distinct, conclu à titre indépendant, et sans référence formelle à la cause juridique sur le fondement de laquelle il intervient. En soi, cet acte de transfert est valable indépendamment de sa cause. Il transfère la propriété dans tous les cas, à condition, bien entendu, qu'il soit valable ; il la transfère même dans le cas où le contrat antérieur est nul pour une raison ou pour une autre. La nullité de ce contrat n'influence en rien sur la propriété transmise à l'acquéreur, sauf la ressource des actions personnelles dérivant du défaut de cause. Il n'y aura là, d'ailleurs, que la mise en jeu des rapports purement personnels, sans révocation de plein droit et à plus forte raison sans résolution rétroactive de la propriété. L'acquéreur au profit duquel le transfert de propriété s'est effectué sans se baser sur une cause valable ne voit pas sa propriété résolue, même en ce qui le concerne. Il est simplement obligé par le jugement qui le condamne d'opérer un transfert en sens inverse, c'est-à-dire de faire tradition de la chose à celui qui la lui avait transmise, et de réaliser au profit de ce dernier le contrat réel de transfert destiné à remettre les choses dans l'état antérieur (1).

Cette parenthèse fermée, nous revenons à la notion du juste titre, en droit allemand. Etant l'acte qui devait transférer la propriété, il ne peut consister que dans ce contrat réel et abstrait de transfert, seul capable d'opérer le transfert de propriété. Le juste titre est présent toutes les fois que le possesseur est mis en possession en vertu de ce contrat réel sans qu'il y ait lieu de chercher si sa

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 99 et 100.

possession s'appuie sur un rapport obligatoire quelconque. Et nous arrivons ainsi à la différence qui existe entre le droit allemand et le droit français. En droit français, pour que la condition de juste titre se trouve remplie il faut un acte juridique valable et parfait en lui-même, auquel il ne manque que d'émaner du *verus dominus*. D'ailleurs, cet acte suffit sans qu'il y ait lieu de rechercher comment le possesseur a été mis en possession. En un mot, le juste titre en droit français c'est la cause juridique du transfert, c'est le rapport obligatoire qui doit l'opérer, alors qu'en droit allemand, c'est le contrat réel et abstrait de transfert.

De ce qui précède, il apparaît que la condition de juste titre peut se trouver remplie en droit allemand alors qu'elle fait défaut en droit français et *vice versa*. Pour plus de précision, nous citons les deux exemples suivants :

Supposons qu'un dépositaire lègue la chose mise en dépôt ; à sa mort son héritier la livre au légataire. Après coup, on découvre un testament ultérieur, révoquant le premier, ou bien on découvre une cause de nullité qui affecte le premier testament et qui le fait annuler. Dès lors, le vrai propriétaire apprenant les faits revendique la chose entre les mains du légataire. En droit allemand, le légataire a un juste titre et peut par conséquent se prévaloir du principe de l'acquisition de bonne foi de l'art. 932. Il a un juste titre car il a été mis en possession en vertu d'un contrat réel de transfert. Il n'en est pas de même en droit français. Dans cette législation, le légataire ne peut, suivant notre théorie, se prévaloir de la règle de l'art. 2279 car il lui manque le juste titre, étant donné que l'acte translatif de propriété, le testament, est révoqué.

Supposons aussi, en prenant toujours l'exemple du dépositaire qui lègue la chose mise en dépôt, que le testament soit définitif et qu'il soit parfaitement valable ; le légataire apprenant le fait du legs s'empare lui-même de la chose sans une intervention quelconque de la part des héritiers. Ici le droit français permet au légataire d'invoquer la règle de l'art. 2279, car il possède en vertu du

juste titre, alors qu'il est considéré comme possédant sans juste titre en droit allemand, le contrat réel de transfert faisant défaut.

CONCLUSION SUR LES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA FONCTION ACQUISITIVE DU DROIT.

88. — Par l'étude du juste titre s'achève celle des conditions nécessaires pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » comme règle attributive de la propriété et des autres droits réels mobiliers. Nous avons vu que pour que la propriété soit acquise du chef de cette règle, il faut une possession réelle de la chose, exempte de tout vice, à titre de propriétaire, prise de bonne foi et en vertu d'un juste titre. Toutes ces conditions, sauf la dernière, sont maintenant unanimement exigées par la doctrine et la jurisprudence. Les considérations que nous avons développées nous ont fait ajouter le juste titre, en dépit, nous l'avouons, de l'avis contraire soutenu par tous les auteurs.

Nous répétons que le possesseur n'a nullement besoin de prouver l'existence à son profit de toutes ces conditions. Il n'a à prouver que sa possession. Une fois établi qu'il est en possession réelle du meuble, il est présumé en avoir possession valable, efficace, à titre de propriétaire, de bonne foi et en vertu du juste titre. C'est à son adversaire, s'il veut l'empêcher de se prévaloir de la règle, de prouver ou bien que la possession est affectée d'un vice quelconque, qu'elle est équivoque, par exemple, ou qu'elle est précaire, ou bien que le possesseur est de mauvaise foi, ou enfin qu'il ne s'appuie pas sur un titre.

Mais avec ces conditions se termine la liste. Si elles sont toutes nécessaires, elles sont suffisantes. Toute autre condition serait superflue.

Nous avons déjà écarté la condition de l'absence d'une obligation personnelle de restitution. Celui qui est obligé personnellement de restituer peut parfaitement se prévaloir de la règle de l'art. 2279 si toutes les conditions que nous avons énumérées se trouvent réunies à son pro-

fit. Et si le débiteur de restitution ne peut, dans la plupart des hypothèses, se prévaloir de la règle, cela ne provient pas de l'obligation dont il est tenu, mais de ce fait qu'une des véritables conditions au moins fait défaut.

Il faut remarquer enfin, contrairement à ce qui a été parfois soutenu, que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » s'applique au profit du possesseur qui possède en vertu d'un contrat à titre gratuit aussi bien qu'au profit du possesseur qui possède en vertu d'un contrat à titre onéreux. La doctrine et la jurisprudence sont unanimes sur ce point. Ainsi le donataire dont l'auteur n'était qu'un simple détenteur précaire peut invoquer la règle de l'art. 2279 afin de repousser l'action en revendication intentée par le véritable propriétaire.

Nous ne cachons pas que ce résultat ne nous donne pas satisfaction. Certes rien, ni dans les textes, ni dans les travaux préparatoires, ni dans l'ancien droit, ne nous permet de dire autrement. Mais rien ne nous empêche de dire que cela n'est pas justifié par le but principal que le législateur cherchait à atteindre en établissant la règle, c'est-à-dire la sécurité du commerce. Si on veut rester strictement dans le domaine de l'intérêt du commerce, et ne sacrifier le droit de propriétaire que là où cet intérêt existe, nous devons dire que seul celui qui possède en vertu d'un contrat à titre onéreux, doit pouvoir invoquer la règle. Nous ne voulons pas dire que le donataire ne mérite aucune protection ; en effet, il a le droit de compter sur la chose, car lui aussi a cru traiter avec le véritable propriétaire. Mais devant lui il y a celui-ci qui se voit privé de son droit sans son consentement. Nous estimons que dans ce cas, le véritable propriétaire est plus digne de protection que le gratifié. Il l'est d'autant plus qu'il cherche à s'épargner une perte — *certat pro damno vitando* — alors que son adversaire cherche à conserver un don — *certat pro lucro captando* —. D'ailleurs il est généralement enseigné que les aliénations faites par l'héritier apparent ne sont maintenues au profit de l'acquéreur de bonne foi que si elles sont à titre onéreux. Les donations ne peuvent être opposées au véritable héritier.

Aussi serait-il souhaitable, pensons-nous, de n'admettre l'avantage de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » qu'au profit du possesseur qui possède en vertu d'un contrat à titre onéreux, et non au profit de celui qui n'a qu'un titre gratuit.

Pour arriver à empêcher l'acquéreur à titre gratuit de se prévaloir de la possession afin de se faire attribuer la propriété, le droit comparé nous présente deux théories qui, quoique différentes, arrivent en pratique à des résultats sensiblement pareils.

C'est tout d'abord la théorie du droit anglais. L'acquéreur *a non domino* ne peut opposer sa bonne foi au *verus dominus* que s'il a une *valuable consideration* ou, comme le disent les tribunaux anglais, s'il est *purchaser for value*, c'est-à-dire s'il est acquéreur à titre onéreux.

La deuxième théorie nous est présentée par le droit allemand. Celui-ci n'empêche pas carrément l'acquéreur à titre gratuit de se prévaloir de sa possession de bonne foi. L'article 932 parle, certes, de l'aliénation faite au profit de l'acquéreur par un aliénateur qui n'est pas propriétaire. Il ne distingue pas entre l'acquéreur à titre onéreux et l'acquéreur à titre gratuit. Mais le donataire ne va pas devenir propriétaire sans rien devoir. Il est obligé de dédommager le véritable propriétaire qui est armé contre lui d'une action personnelle. Cette action est puisée dans l'article 816 C. civ. all. qui est ainsi conçu : « Lorsqu'un non-ayant droit accomplit relativement à un objet, un acte de disposition produisant effet à l'encontre de l'ayant droit, il est obligé envers celui-ci à la restitution de tout ce qu'il a acquis au moyen de l'acte de disposition. Lorsque l'acte de disposition est à titre gratuit, la même obligation incombe à celui qui directement, en vertu de cet acte de disposition, acquiert un avantage juridique. »

CHAPITRE III

Objets auxquels s'applique la fonction acquisitive de la propriété.

- 89. — Généralités.
 - 90. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne s'applique qu'aux meubles.
 - 91. — En principe elle ne s'applique qu'aux meubles corporels.
 - 92. — Exclusion de meubles incorporels.
 - 93. — Exception des titres au porteur.
 - 94. — Application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » aux billets de banque.
 - 95. — Cette règle ne s'applique pas aux fonds de commerce.
 - 96. — Détermination des meubles corporels qui sont soustraits exceptionnellement du domaine de la règle :
 - 97. — Meubles faisant partie du domaine public.
 - 98. — Universalités juridiques de meubles.
 - 99. — Navires et aéronefs.
 - 100. — *Quid juris* pour les manuscrits.
 - 101. — Meubles acquis accessoirement à un immeuble.
 - 102. — Conclusion.
-

89. — Après avoir indiqué les conditions exigées du possesseur pour qu'il puisse se réclamer de la règle « En fait de meubles possession vaut titre », il nous importe de déterminer les objets auxquels cette règle peut s'appliquer. Certes pour que la possession puisse faire attribuer la propriété, il ne suffit pas d'être en face d'une personne qui possède de bonne foi et en vertu de juste titre ; mais il faut que sa possession porte sur un objet déterminé, car indiscutablement la règle ne saurait s'appliquer à tous les biens ou à toutes les choses. Ainsi après avoir précisé les conditions d'application de la règle de l'art. 2279,

c'est-à-dire son domaine subjectif, il faut, comme suite inévitable de cette étude, déterminer les biens auxquels elle peut s'appliquer, c'est-à-dire son domaine objectif.

90. — A consulter les textes, une seule vérité se dégage :

Notre règle ne s'applique qu'aux meubles. L'art. 2279 nous dit formellement : « En fait de *meubles* la possession vaut titre », et l'art. 1141 : « Si la chose... est *purement mobilière*... » Par conséquent tous les immeubles, même par destination, sont en dehors de la sphère de notre règle.

91. — Mais quelle sorte de meubles ? Notre règle s'applique-t-elle à tous les meubles ? Aux meubles corporels, tout aussi bien qu'aux meubles incorporels ?

La concision extrême de l'art. 2279 ne nous permet pas de résoudre cette question. L'art. 1141 n'est pas plus explicite. L'un comme l'autre se contentent de mentionner le mot « meuble ». Est-ce à dire qu'il faille prendre la définition de ce mot donnée dans l'art. 533 ainsi conçu : « Le mot *meuble* employé seul dans les dispositions de la loi ou de l'homme, sans autre addition ni désignation ne comprend pas l'argent comptant, les pierreries, les dettes actives, les livres, les médailles, les instruments des sciences, des arts et métiers, le linge de corps, les chevaux, équipages, armes, grains, vins, foin et autres denrées ; il ne comprend pas aussi ce qui fait l'objet d'un commerce ». Au premier abord, il paraît que oui, puisque l'article déclare que le mot meuble, dans la disposition de la loi, a le sens qu'elle lui donne. Cependant il serait absurde de le soutenir. Appliquer à notre matière la disposition de l'art. 533, ce serait évidemment soustraire à l'application de la règle de l'art. 2279, beaucoup de choses en vue desquelles elle a été précisément écrite. D'ailleurs ne serait-il pas ridicule de dire, par exemple, que l'acquéreur d'un cheval ne peut invoquer la règle alors que l'acquéreur d'un bœuf le peut. En outre, les jurisconsultes sont unanimes pour reconnaître que la loi n'a jamais entendu donner cette signification au mot meuble, dans aucune

de ses dispositions, par exemple dans les art. 452, 453, 805, 895, 2101, 2102, 2119 (1). Il faut donc laisser de côté l'art. 533 qui est absolument inutile, voir très dangereux.

Les textes ne pouvant pas nous venir en aide, pour déterminer les meubles auxquels s'applique la règle « En fait de meubles possession vaut titre », et devant la concision extrême de cette maxime, nous n'avons pour résoudre ce problème qu'à nous en remettre, comme d'habitude lorsque le guide nous manque, aux motifs qui l'ont fait édicter. Or nous rappelons que cette règle a été inventée par le Châtelet de Paris et consacrée par le Code civil pour assurer le crédit et protéger le commerce. En fait de meubles on ne dresse pas d'écrit pour constater les aliénations dont ils font l'objet. On ne peut, par conséquent, s'assurer du droit de l'aliénateur. Ainsi dans l'intérêt du commerce et de l'ordre public, la loi excuse l'acquéreur s'il se fie à la possession, il lui permet de prendre comme propriétaire celui qui a le meuble entre ses mains, car il n'a aucun autre moyen de s'enquérir.

A la lumière de ces considérations, la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne doit s'appliquer que là où l'acquéreur, ou plutôt celui qui veut acquérir, est dépourvu de tout moyen de s'assurer du droit de l'aliénateur. Ici et ici seulement, le commerce se trouve en jeu et, pour le protéger, la loi permet à l'acquéreur de se fier au fait car il ne peut vérifier le droit. Par contre, là où l'acquéreur peut vérifier le droit de l'aliénateur, là où il peut savoir quel est le véritable propriétaire du meuble, la règle de l'art. 2279 doit être mise hors de cause.

Partant de ces principes, nous sommes amené à décider que l'art. 2279 ne s'applique qu'aux meubles qui se transmettent rapidement de la main à la main sans aucune formalité capable d'en révéler le vrai maître. Ce principe se traduit par ce fait que les meubles corporels constituent le domaine exclusif de l'application de notre

(1) On dit aussi que dans ces articles, comme dans l'art. 2279, le mot meuble est opposé au mot immeuble, il n'est donc pas employé seul, « sans addition ou désignation ».

règle. En effet, ils sont les seuls qui se transmettent par la tradition manuelle et qui ne laissent pas de traces de leur passage, des mains d'une personne dans celles d'une autre. C'est à leur égard que l'acquéreur est dépourvu de tout moyen de se renseigner sur le droit de l'aliénateur. Donc, on peut formuler le principe général que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » s'applique à tous les meubles corporels et ne s'applique qu'à ceux-ci. Seulement, ce principe n'est pas absolu ; il supporte des dérogations fondées sur ce que pour certains meubles corporels il y a des formalités de transmission qui peuvent renseigner l'acquéreur sur la qualité de l'aliénateur, et que pour certains meubles incorporels il n'y a aucune formalité de transmission, et l'acquéreur n'a aucun moyen de s'enquérir du droit de l'aliénateur. Ces meubles incorporels sont soumis à l'application de la règle de l'art. 2279.

92. — Après avoir posé ce principe, nous allons essayer de délimiter le champ d'application de notre règle. Pour cela nous n'avons pas besoin d'énumérer tous les objets qui en font partie, mais bien ceux qui, par exception, en sont soustraits.

La règle « En fait de meubles possession vaut titre » est inapplicable aux meubles incorporels. Cela ne fait aujourd'hui l'objet d'aucun doute. C'est ce que professent tous les auteurs (1) et ce qu'admet l'unanimité de la jurisprudence (2). Seulement il s'en faut bien qu'il en ait tou-

(1) Marcadé, *loc. cit.*, sous les art. 2279 et 2280, n° 4 ; — Larombière, *loc. cit.*, t. I, art. 1141, n° 2 ; — Aubry et Rau, *loc. cit.*, t. II, § 183, texte et note 20 ; — Demolombe, *loc. cit.*, t. XXIV, n° 486 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 224 *in fine* ; — De Folleville, *loc. cit.*, n° 61 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 840 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 132 ; — Josserand, *loc. cit.*, n° 1626 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1132 ; — Planiol, Ripert et Picard, *Traité pratique de droit civil*, n° 370 ; — Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*, t. IV, n° 150.

(2) Paris, 19 déc. 1871 (S. 71.II.274, D. 73.II.131) ; — Douai, 3 janvier 1873, sous Cass. 17 déc. 1873 (S. 74.I.408, D. 74.I.1057 et la note de M. Labbé, D. 74.I.145). Il a été jugé notamment que l'art. 2279 ne s'applique pas à des rentes vendues par un non-propriétaire, Cass.

jours été ainsi. En effet, on a voulu soutenir que les meubles incorporels étaient, aussi bien que les meubles corporels, soumis à notre règle. Cela résulte, dit-on, de la combinaison de l'art. 529 avec l'art. 2279. Le premier de ces textes met au nombre des meubles tous les droits mobiliers, créances, rentes, etc., et quand le second vient déclarer sans aucune restriction qu'« En fait de meubles la possession vaut titre », il paraît bien évident qu'il comprend sous la qualification de meubles tout ce que la loi elle-même, dans l'art. 529, y a compris. On s'appuie, en outre, sur ce que la loi n'a pas établi, pour les meubles incorporels, de prescription abrégée comme pour les immeubles ; c'est donc que leur possession équivalait à un titre (1).

Nous repoussons énergiquement cette idée qui n'a pas trouvé, d'ailleurs, grande faveur. Il n'est pas difficile d'en démontrer le mal fondé.

Tout d'abord, nous remarquons que les meubles incorporels ne sont pas susceptibles d'une possession vérifiable, telle qu'elle est voulue par l'art. 2279. Ces meubles n'ont, pour ainsi dire, qu'une existence juridique. Et si cette existence est constatée par des titres, ces titres ne constituent pas le droit lui-même qui reste dans le domaine des abstractions. Ces titres ne constituent qu'un instrument de preuve.

Il y a mieux ; il entrerait si peu dans l'esprit des rédacteurs du code de comprendre les meubles incorporels dans le domaine de l'application de l'article 2279, qu'ils ont édicté des formalités particulières pour la transmission des créances. La disposition de l'article 1690 nous paraît

21 août 1840 (S. 1840.I.754), ni à une créance d'indemnité acquise du propriétaire apparent, Cass. 4 mai 1836 (S. 1836.I.353) ; — Cass. 11 mars 1839 (S. 1839.I.169) ni à des numéros de voitures acquis d'un entrepreneur qui les avait en location, Cass. 7 fév. 1849 (S. 1849.I.170, D. 1849.I.41) ni aux effets de commerce qui ne peuvent être transmis de la main à la main et dont la transmission ne peut être au contraire effectuée que par voie d'endossement, voir aussi Civ. 16 mars, D. H. 1930, 412.

(1) Rodière, *Revue de législation*, 1837, VI, p. 466 ; — Devilleneuve, note sous cass. 4 mai 1836, S. 1836.I. 363 ; — Paris, 14 juin 1834.

une réponse victorieuse au système que nous combattons. En effet, si la loi a pris soin de régler au moyen de quelles conditions la transmission des créances serait opposable aux tiers, c'est qu'assurément elle entendait les soustraire au droit commun et leur constituer un régime tout particulier. L'article 1690 exige, pour que la cession de la créance soit opposable aux tiers, la signification de cette cession au débiteur ou son acceptation dans un acte authentique. Si, par conséquent, il s'élève un conflit entre deux cessionnaires d'une même créance, celui-là sera préféré qui aura, le premier, rempli l'une ou l'autre formalité. Donc, il ne suffit pas de posséder la créance même avec la meilleure bonne foi du monde, pour pouvoir se dire propriétaire à l'encontre de celui qui a accompli, le premier, une des formalités exigées.

C'est en vain qu'on voudrait invoquer les articles 1282 et 1283 pour dire que la possession par le débiteur du titre de la créance lui fait acquérir cette dernière. La remise du titre ne fait que prouver, comme le disent formellement les deux textes, la libération du débiteur. C'est donc une règle de preuve et non une application de la règle de l'article 2279. D'ailleurs c'est une règle qui ne s'applique qu'au débiteur. La remise du titre de la créance par le créancier à un tiers ne signifie pas nécessairement que ce dernier en est devenu propriétaire. Il faut qu'il établisse la légitimité de sa détention, en produisant un acte régulier de transport, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux (1).

D'ailleurs les motifs qui ont fait établir la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne se rencontrent pas lorsqu'il s'agit des meubles incorporels. A la différence des meubles corporels, les créances sont ordinairement constatées par des titres; il est donc facile à celui qui veut acquérir une créance de vérifier si l'aliénateur en est bien le titulaire. En outre, l'acquéreur d'une créance a un moyen fort simple de s'enquérir du droit de son auteur; il n'a qu'à s'adresser au débiteur cédé. Il apparaît

1) De Folleville, *loc. cit.*, 61.

donc qu'il n'a nullement besoin du secours de l'article 2279 ; il a tous les moyens de vérifier le droit de son auteur. La moindre vigilance peut lui éviter toute mauvaise surprise. S'il ne se montre pas assez prudent et traite avec un non-propriétaire, on ne pourra dire qu'il est victime d'une erreur invincible.

Nous terminons la démonstration de la non-application de l'article 2279 aux meubles incorporels, par une citation qui est de nature à fortifier singulièrement les arguments que nous venons de présenter. Elle est, en effet, empruntée à Bourjon et on sait quel poids a l'opinion de cet auteur dans toutes les questions qui se rapportent à la possession des meubles. Or, voici dans quels termes s'exprime le grand jurisconsulte : « On acquiert les droits incorporels par la voie du transport qu'en fait le légitime propriétaire, parce que, par *rapport aux droits incorporels, la simple possession du titre ne suffit pas*, il faut droit et qualité pour pouvoir les céder et qu'il y ait véritable transport pour opérer la translation (1). »

93. — Tel est le principe : la règle « En fait de meubles possession vaut titre » est inapplicable aux meubles incorporels, tels que les créances, les titres nominatifs et les effets de commerce dont la transmission ne peut être effectuée de la main à la main, mais par voie de cession, de transfert ou d'endossement. Mais ce principe est, comme nous l'avons dit, loin d'être absolu. Il comporte une dérogation fort importante : c'est que la règle de l'article 2279 doit être appliquée aux titres au porteur.

On sait ce qu'est un titre au porteur. C'est un titre représentant une valeur mobilière. Il est vrai que le titre en lui-même n'a aucune valeur intrinsèque ; il n'est que le signe, l'instrument de preuve du droit. D'où on pourrait être tenté de l'écarter du domaine de l'application de la règle de l'article 2279. Mais il faut remarquer que le titre au porteur a une nature spéciale qui le distingue de toutes les autres créances. Il ne porte aucune indication du nom du

(1) Bourjon, *loc. cit.*, t. I, p. 46.

titulaire. C'est, pour ainsi dire, une valeur anonyme. En outre, la créance qui est ici, comme partout ailleurs, un droit immatériel, s'incorpore en quelque sorte dans l'écrit, le papier qui le constate et qui est destiné à circuler de main en main. Il y a ici une connexité si étroite entre la créance et le billet au porteur que le possesseur du billet est réputé propriétaire de la créance et que celle-ci se transmet par la simple tradition du billet.

D'ailleurs les motifs de la règle de l'article 2279 se retrouvent ici avec toute leur énergie. L'acquéreur d'un titre au porteur est absolument dans la même situation que l'acquéreur d'un meuble corporel. De même que pour un meuble corporel l'acquéreur n'a aucun moyen pour s'enquérir du droit de l'aliénateur, de même le titre au porteur ne porte aucun indice de nature à révéler son vrai maître et pour sa transmission il n'y a aucune formalité capable de renseigner à ce sujet. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'acquéreur doit pouvoir se fier à la possession de son auteur. Voilà la solution qui s'impose. Elle n'a jamais d'ailleurs été contestée. Elle est soutenue unanimement par la doctrine (1) et constamment adoptée par la jurisprudence (2).

Tous les titres au porteur, quelle qu'en soit la nature et le nom : connaissements, factures, rentes sur l'Etat, actions ou obligations industrielles, etc... sont soumis à

(1) De Folleville, *loc. cit.*, n° 61 bis ; — Raynaud, *loc. cit.*, n° 112 ; Poincaré, *loc. cit.*, p. 225 ; — Troplong, *loc. cit.*, n° 1065 ; — Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 183, note 21 ; — Marcadé, *loc. cit.*, p. 359 et s. ; — Laurent, *loc. cit.*, n° 568 et 569 ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 825 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 841 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 133 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1132 ; — Josserand, *loc. cit.*, n° 1628 ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, n° 370.

(2) Cass. 5 déc. 1876, S. 77.I.201, D. P. 77.I.166 ; — 4 juillet 1876, D. 77.I.33 ; — 20 juin 1881, S. 83.I.447, D. P. 82.I.111 ; — 28 mars 1888, S. 88.I.265, D. 88.I.253 ; — Req. 9 nov. 1893, D. 1894, I.399, Civ. 28 juillet 1897, D. P. 1898.I.134 ; — Paris, 27 juin 1904, 11 juillet 1904 et 22 nov. 1904, S. 1905.I.121 et la note de M. Wahl ; — Req. 16 juillet 1907, D. 1908.I.31 ; — Bourges, 1^{er} juin 1910, S. 1910, II.216 ; — Cass. 24 juillet 1912, S. 1914.I.235 ; — Lyon, 12 mai 1932, D. H. 1932 som., 23.

l'article 2279. Il a été jugé ainsi qu'un titre à ordre, endossé en blanc, tombe sous le coup de la règle.

Est-il nécessaire d'attirer l'attention sur l'importance pratique qu'a l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » aux titres au porteur ? Le mode si rapide des transmissions de ces titres leur a donné une telle extension et un si prodigieux développement qu'ils constituent la majorité des cas où notre règle est appelée à s'appliquer. La rapidité, la simplicité, la fréquence de leur transmission ont donné à la règle traditionnelle une importance considérable.

Remarquons cependant que les titres au porteur ne sont soumis à l'application de l'article 2279 que sous réserve d'une réglementation spéciale édictée par la loi de 1872 et dont nous aurons l'occasion de dire un mot.

94. — La règle de l'article 2279 est-elle applicable aux billets de banque ?

La réponse affirmative ne nous semble pas douteuse. En effet, le billet de banque est un titre au porteur d'une circulation extrêmement rapide et fréquente. Or, nous venons de voir que les titres au porteur tombent sous le coup de la règle de l'article 2279 (1).

Cette solution n'est cependant pas acceptée par tout le monde.

MM. Lyon-Caen et Renault prétendent que le possesseur des instruments monétaires n'a même pas besoin d'invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre » parce que la revendication n'en est pas possible. Le propriétaire dépossédé d'un billet de banque ne pourrait le revendiquer entre les mains d'un possesseur, car il lui serait impossible de prouver que le billet qui est entre les mains de ce possesseur est le même billet qu'il a perdu. Et du moment que la revendication des billets de

(1) Cf. Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 842 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 133 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1132 ; — Hamel, *Cours de doctorat*, enseigné à la faculté de droit de Paris en 1938-1939, p. 335 et suiv.

banque est impossible, la règle de l'article 2279 ne peut avoir lieu de s'appliquer à leur égard (1).

Cette idée part d'un principe qui n'est pas exact. Il n'est pas très juste de dire que la preuve de la propriété sur le billet de banque et les instruments monétaires en général est impossible et que, par conséquent, leur revendication n'est pas permise. La solution contraire aboutirait forcément à interdire toute revendication même contre le voleur et l'inventeur, puisque les difficultés de preuve sont exactement les mêmes (2). En effet, la preuve n'est pas ici impossible quoiqu'elle soit très difficile ; il est possible d'établir l'identité entre les billets réclamés et les billets détenus par le possesseur, par exemple si on en a pris les numéros. L'espèce s'est présentée déjà devant les tribunaux (3).

De cette façon, tout doit se ramener à une question de preuve, preuve qui est certes très difficile, preuve qui demandera des précisions et des recherches tout à fait délicates. Mais, s'il est possible, la revendication devra être inévitablement permise et dès lors le possesseur aura un grand intérêt à voir s'appliquer à son profit la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

Ainsi doit être repoussée l'opinion qui base l'inapplication de la règle de l'article 2279 aux billets de banque, sur ce que le possesseur de ces billets n'a pas intérêt à invoquer cette règle.

Une autre opinion rejette l'application de notre règle en se fondant sur un tout autre ordre d'idées. L'application de cette règle nous amène forcément à admettre les exceptions qu'elle comporte et à accepter la revendication en cas de perte ou de vol. Or, cette solution est incompatible avec la nature même du billet de banque qui exige que l'acquéreur doive être mis dans une situation toujours inexpugnable. En effet, le billet de banque a un cours forcé ; on n'a pas le droit de le refuser. Donc « comment

(1) Voir aussi Paris, 23 déc. 1858, D. 1859.II.101.

(2) Hamel, *loc. cit.*, p. 249.

(3) Amiens, 5 mars 1884 ; D. P. 1185.II.111.

serait-il possible de reprendre à quelqu'un une chose qu'il était de par la loi tenu d'accepter ? Une législation qui autoriserait la revendication d'une monnaie et qui lui donnerait cours forcé contiendrait deux dispositions contradictoires. Et c'est précisément parce que la coexistence de ces deux principes dans une même législation est impossible, parce qu'ils sont absolument incompatibles, que l'existence de l'un emporte la négation de l'autre » (1).

Le mal-fondé de cette opinion n'échappe à personne. On veut écarter l'application de la règle de l'article 2279 parce que son application aboutit à admettre la revendication en cas de perte ou de vol contre un acquéreur de bonne foi, or, on veut mettre cet acquéreur dans une situation absolument inexpugnable. Le but qu'on poursuit est parfaitement légitime. Mais on peut se demander comment, à quel titre et en vertu de quel principe nous pouvons assurer au possesseur d'un billet de banque une protection absolue en dehors de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Ici le possesseur a acquis une chose perdue ou volée, par conséquent il a acquis à un non-propriétaire ; de droit commun il devrait restituer pendant trente ans. Cette solution s'imposerait non seulement en cas de perte ou de vol, mais aussi, en dehors de ces cas, toutes les fois qu'on traite *a non domino*. La seule protection qui puisse jouer au profit de l'acquéreur *a non domino* d'un billet de banque ne peut dériver que de la règle de l'art. 2279. Ecarter cette règle, c'est soumettre cet acquéreur purement et simplement aux principes du droit commun et l'obliger, par conséquent, à restituer dans tous les cas et non pas seulement en cas de perte ou de vol. Ainsi voyons-nous que l'inapplication de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » à l'égard du possesseur d'un billet de banque aboutit forcément à empirer sa situation et non pas à l'améliorer.

En réalité, notre règle s'applique, comme nous l'avons dit, aux billets de banque. Il n'y a aucune raison pour qu'elle ne s'y applique pas.

(1) Godart, « De la revendication des billets de banque perdus ou volés », *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1870, t. 36.

Seulement il faut remarquer que son domaine d'application à cet égard est bien plus restreint qu'il ne le paraîtrait au premier abord. En effet, la règle ne s'applique que dans une hypothèse bien précise ; c'est l'hypothèse classique d'un tiers qui acquiert *a non domino*. Ainsi dans notre cas, il doit s'agir d'une personne qui acquiert des billets de banque de quelqu'un qui n'en est pas propriétaire. L'hypothèse se réalise rarement dans la pratique. Certes, le détenteur de ces billets, choses fongibles, en devient propriétaire, le plus souvent. L'usufruitier, l'emprunteur, le dépositaire irrégulier d'une chose fongible deviennent propriétaires à charge de restituer une chose semblable à la fin du contrat.

Dans tous les cas où une de ces personnes dispose de la chose au profit d'un tiers, la question de l'article 2279 ne saurait se poser. L'aliénateur dispose d'une chose qui lui appartient ; l'acquéreur a affaire avec une personne qui est véritablement propriétaire ; il acquiert, par conséquent, la propriété du chef de son contrat sans qu'il y ait lieu de faire intervenir à son profit la règle de l'article 2279 (1).

Que reste-t-il quand nous avons ainsi éliminé, du domaine de l'application de l'art. 2279, ces détenteurs qui sont devenus propriétaires des billets de banque ?

Il nous reste les billets de banque donnés à titre de dépôt régulier, c'est-à-dire avec obligation de garde et sans droit de disposer, il nous reste surtout les choses perdues ou volées (2).

Le dépositaire d'un rouleau de mille francs qui en dispose pour effectuer un paiement, le voleur ou l'inventeur de quelques billets de cent francs qui s'en sert pour payer un article qu'il achète, ne transfèrent rien à l'*accipiens*, qui a tout intérêt d'invoquer l'art. 2279.

Une difficulté se présente à propos des billets de banque perdus ou volés. Que l'acquéreur *a non domino* acquière la propriété de ces billets du chef de sa posses-

(1) Hamel, *loc. cit.*, p. 237.

(2) *Idem.*, p. 238.

sion, cela ne présente aucun inconvénient. Mais le problème, c'est que l'acquéreur de bonne foi d'un billet de banque perdu ou volé doit le restituer si on le lui réclame pendant trois ans à partir de la perte ou du vol.

Nous sommes obligé d'admettre ce principe. Le texte de l'article 2279 alinéa 2 est formel et il n'y a rien qui puisse nous permettre d'en écarter l'application ici.

Ce que nous venons de dire peut paraître tout d'abord excessivement fâcheux et pour ainsi dire catastrophique. En effet, les instruments monétaires, et les billets de banque en tête, sont devenus une nécessité de notre vie quotidienne et se transmettent avec la plus grande rapidité et la plus grande fréquence. Obliger le possesseur de bonne foi qui reçoit un billet de banque perdu ou volé à le restituer jetterait le désordre, le chaos dans nos affaires de chaque jour.

Il n'en est rien cependant. On peut dire, tout au moins, que la plus grande partie des inconvénients qui viennent inévitablement à l'esprit dès qu'on pense au principe de la revendication, ne se présentent pas en pratique.

Tout d'abord, il est excessivement difficile au propriétaire revendiquant d'établir l'identité entre les billets de banque qu'il réclame et ceux qui se trouvent entre les mains du défendeur, et, de ce fait, la revendication ne peut réussir que très rarement.

D'autre part, il importe de savoir si le possesseur d'un billet de banque perdu ou volé peut se prévaloir de la disposition de l'art. 2280. Nous verrons un peu plus tard que le législateur établit un correctif pour remédier à la dure situation du possesseur de bonne foi d'un objet perdu ou volé. C'est l'art. 2280 qui dispose : « Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté ».

L'acquéreur de bonne foi de billets de banque perdus ou volés peut-il opposer cette disposition au revendiquant ? Peut-il exiger de lui le remboursement de ce qu'il a payé ?

Pour répondre à cette question, il faut savoir si en les acquérant le défendeur s'est trouvé dans une des circonstances prévues : acquisition dans une foire ou dans un marché, dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles.

Notre éminent professeur M. Hamel (1) a résolu le problème en considérant le *solvens* qui paie ce qu'il doit comme marchand de choses pareilles. Il nous explique ainsi cette solution : « Lorsque la loi, art. 2280, nous parle de certaines hypothèses dans lesquelles le prix doit être remboursé, ce sont les hypothèses dans lesquelles il est normal qu'une personne ait acquis une certaine chose. Il est normal d'acquérir certaines choses en foire, sur un marché, chez un marchand de choses pareilles. C'est lorsque l'acquisition est normale que le correctif de l'art. 2280 est appliqué à la règle sévère de l'art. 2279 alinéa 2.

« C'est donc la normalité qui va caractériser le jeu de l'art. 2280. Or, celui qui reçoit un paiement en espèces reçoit un paiement qui est normal. Par conséquent, il doit bénéficier de l'art. 2280, exactement comme celui qui acquiert d'un marchand vendant des choses pareilles. Sa bonne foi est une bonne foi renforcée par le caractère normal de l'opération qu'il a faite. C'est justement cette bonne foi renforcée que protège l'art. 2280. Donc si l'art. 2280 doit jouer, il jouera toutes les fois que les espèces monnayées auront été acquises dans un paiement de sommes d'argent. »

Nous sommes parfaitement d'accord avec M. Hamel sur tous les points, sauf celui se rapportant à ce qu'il appelle « la bonne foi renforcée ». Nous verrons en étudiant la disposition de l'art. 2280 que cette disposition a pour but non pas de protéger la bonne foi de l'acquéreur mais d'assurer la sécurité du commerce dans des hypothèses où ce dernier est particulièrement intéressé. Or, permettre la revendication contre l'acquéreur de bonne foi des espèces monnayées porterait une grande atteinte à la sécurité du crédit et à la

(1) *Cours de doctorat*, loc. cit., p. 256.

sûreté du commerce. Le crédit et le commerce exigent, particulièrement que celui qui reçoit de bonne foi des instruments monétaires soit protégé. La solution contraire y porterait une atteinte exceptionnellement grave.

D'ailleurs, on peut dire que la loi fait de l'argent une sorte de marchandise dont toute personne est autorisée à disposer et que tout le monde est obligé d'accepter.

En tout cas, si l'on voit, qu'au sens strict du mot, celui qui paie une somme d'argent ne peut être considéré comme marchand de choses pareilles, il y a là tout de même une hypothèse extrêmement voisine.

A supposer qu'on puisse considérer le *solvens* comme marchand de choses pareilles, l'*accipiens* pourra-t-il se prévaloir de la disposition de l'art. 2280 ?

M. Hamel répond négativement. Il invoque à l'appui de sa thèse un argument de texte. L'art. 2280 dispose en effet : « Si le possesseur actuel de la chose perdue ou volée l'a *achetée*... » Le savant professeur en déduit, suivant en cela l'opinion presque unanime de la jurisprudence et de la doctrine, que l'art. 2280 ne peut jouer que s'il y a eu un achat, si c'est à la suite de cet achat que le possesseur est entré en possession de la chose. Or, en matière de monnaie, il ne peut y avoir jamais d'achat. « On ne peut pas dire que le possesseur de bonne foi de la monnaie l'ait acquise par un achat. Il y a eu sans doute un contrat de vente, mais un contrat de vente dans lequel il a été vendeur et pas un contrat de vente dans lequel il a été acheteur ; il n'a pas acheté la monnaie (1). »

Il nous semble qu'on attache trop d'importance à la lettre du texte. Ce qui doit prédominer chez l'interprète, ce n'est pas la lettre d'un texte, mais son esprit. Or il n'y aurait aucune raison d'appliquer l'art. 2280 en cas d'achat et de ne pas l'appliquer en cas d'autres contrats à titre onéreux. Nous reviendrons sur ce point en parlant du créancier gagiste. Nous verrons que celui-ci doit pouvoir se réclamer du correctif avec lequel le législateur atténue la rigueur de l'art. 2279/2. Or, si le créancier gagiste peut

(1) Hamel, *loc. cit.*, p. 260.

invoquer l'art. 2280, l'acquéreur des billets de banque doit le pouvoir à plus forte raison. En effet, si on ne peut qualifier cet acquéreur d'acheteur, l'achat supposant nécessairement le paiement d'une somme d'argent, il est dans une situation très voisine. L'acheteur donne de l'argent pour avoir la marchandise, alors que notre acquéreur donne la marchandise pour avoir de l'argent.

Ainsi croyons-nous que l'acquéreur à titre onéreux de billets de banque et de toutes espèces monnayées en général, peut invoquer la disposition de l'art. 2280, afin de se faire rembourser le prix du propriétaire victime de la perte ou du vol qui revendique contre lui.

Remarquons seulement que l'application de l'art. 2280 en cas d'instruments monétaires, aboutit pratiquement à la suppression de la revendication du *verus dominus*. En effet, que serait-ce de rembourser le prix quand il s'agit d'espèces monnayées ?

95. — Il est très intéressant de savoir si l'art. 2279 s'applique aux fonds de commerce. Voici l'intérêt de la question. Un fonds de commerce a été vendu puis le vendeur demande la résolution de la vente, pour défaut de paiement de prix. Mais au moment où la résolution est prononcée, le fonds de commerce se trouve entre les mains d'un sous-acquéreur. Celui-ci peut-il opposer à l'action du vendeur primitif la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ? La question n'aurait jamais dû être douteuse. Certes, le fonds de commerce comprend non seulement des objets matériels et des marchandises, mais aussi l'enseigne, la clientèle ou achalandage et un droit au bail dans un immeuble plus ou moins favorablement situé (1). Donc il est un meuble incorporel pour lequel une possession réelle est inconcevable, et par conséquent la règle de l'art. 2279 doit être écartée. Cependant, à un moment donné, désireux de protéger le sous-acquéreur de bonne foi qui n'avait aucune possibilité de vérifier le droit de son auteur, et qui risquait de se voir évincé, la juris-

(1) Paris, 23 mai 1901, S. 1905.I.121.

prudence lui permettait d'invoquer le bénéfice de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » (1). Mais cette solution manifestement contraire à la saine doctrine ne pouvait s'assurer le triomphe définitif et a été condamnée par la Cour de Cassation (2). Ajoutons que la loi du 17 mars 1909, relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, est venue écarter tout doute à cet égard. Cette loi dispose en effet (3) que la vente des fonds de commerce doit à l'égard des tiers être constituée par écrit et publiée. Ainsi les acquéreurs se trouvent protégés par cette publicité à l'aide de laquelle ils peuvent contrôler l'étendue du droit de l'aliénateur (4).

96. — De ce qui précède, il nous apparaît que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne s'applique aux meubles incorporels qu'exceptionnellement. Elle ne s'y applique que là où le meuble incorporel se trouve muni d'une nature spéciale qui le rend assimilable aux meubles corporels, que là où il se matérialise en s'incorporant avec le titre qui le constate, de telle façon qu'il se transmet avec lui par la tradition de la main à la main. L'art. 2279 est donc écrit pour s'appliquer essentiellement aux meubles corporels. Faudra-t-il en conclure que tous les meubles corporels se trouvent forcément assujettis à l'application de cet article ? Nous avons vu que non. Et le moment est venu d'indiquer les meubles corporels qui y sont exceptionnellement soustraits.

97. — C'est d'abord le cas des meubles qui font partie du domaine public. Ces meubles répugnent à une appropriation privée. Ils doivent rester attachés à l'usage de tous les individus. Ils sont inaliénables et imprescriptibles.

(1) Paris, 27 juin, 22 nov. 1904, S. 1905.II.121 et la note de M. Wahl.

(2) Civ. 26 janv. 1914, D. P. 1914.I.112, S. 1920.I.27. Voir aussi Paris, 23 mai 1901 précité.

(3) Art. 1 et 3.

(4) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 843 bis ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1132 ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, n° 370.

Et si leur propriété ne peut être transférée par un contrat parfait et efficace au profit d'un acquéreur, il serait irrationnel de permettre à ce dernier de se prévaloir de sa possession. Rappelons seulement que quelques auteurs nient que les meubles puissent faire partie du domaine public (1).

98. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » est inapplicable aux universalités juridiques de meubles, telles qu'une succession mobilière. Ainsi, si on me cède une succession mobilière ou une quote-part de celle-ci, je ne pourrai me prévaloir de la règle, si je m'aperçois par la suite que mon auteur n'était pas le vrai maître et qu'il n'était qu'un héritier apparent.

En effet, l'hérédité n'est pas susceptible d'une possession réelle telle qu'elle est exigée en notre matière.

Aussi les motifs rationnels de la règle traditionnelle ne se rencontrent-ils pas ici, du moins dans la plupart des hypothèses. Il existe normalement, quant à ces universalités juridiques, des faits de nature à éclairer celui qui veut acquérir. « Quelqu'un vous offre de vous vendre une succession mobilière qu'il soutient lui appartenir, mais qui, en réalité, appartient à un autre : vous avez un moyen fort simple d'être complètement édifié sur le mérite des allégations qui vous sont présentées : demandez communication des titres ; faites-vous exhiber le testament qui

(1) Cette question a été très discutée surtout après la suppression du domaine de la couronne et de la liste civile. Mais l'opinion prépondérante enseignait que les meubles peuvent, tout aussi bien que les immeubles, faire partie du domaine public. C'est ce qu'a décidé la Cour de Paris à la date du 30 janvier 1846 (D. P. 46.II.212) à propos de la revendication par la Bibliothèque nationale (à cette époque Bibliothèque royale) d'un autographe de Molière et qui pose en thèse générale que « les ouvrages, manuscrits, plans, autographes et autres objets précieux faisant partie de la Bibliothèque royale sont inaliénables et imprescriptibles *comme faisant partie du domaine public* ». V. aussi Paris, 18 août 1851, D. P. 52.II.96 ; — Dijon, 3 mars 1886, D. P. 87.II.253 ; — Lyon, 10 juillet 1894, S. 95.II.185, note de M. Saleilles ; — Trib. civ. de Lyon, 25 janv. 1897, D. P. 99.II.230, et les renvois, add. Cass. 17 juin 1896, D. P. 97.I.257 et note de M. Guénée, S. 96.I.408.

défère l'hérédité à votre vendeur ou mettez-le en demeure d'établir préalablement sa parenté avec le défunt. Si vous ne prenez pas ces précautions, vous vous rendez coupable de négligence, et vous aurez à en supporter toutes les conséquences sans pouvoir vous retrancher derrière la maxime qu'« En fait de meubles possession vaut titre » (1). D'ailleurs, l'intérêt du commerce pour la protection duquel la règle de l'art. 2279 a été établie ne se trouve pas en jeu en cas de cession d'une hérédité. Somme toute, il n'y a là qu'une opération exceptionnelle dont le bénéficiaire n'est en général qu'un spéculateur qui entend profiter de la situation plus ou moins difficile de l'héritier.

La solution que nous venons d'énoncer ne s'applique qu'aux universalités juridiques. Elle est inapplicable lorsqu'il s'agit simplement d'une *universitas facti*, dont la possession résulte de l'appréhension et de la détention de chaque objet qui en fait partie. Ainsi l'acquéreur *a non domino* d'une bibliothèque, d'un troupeau, d'une collection de meubles quelconques peut se retrancher derrière l'art. 2279.

99. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » est inapplicable à certains objets mobiliers pour la transmission desquels certaines formalités sont exigées.

Tel est le cas des navires de mer. Ces bâtiments sont obligatoirement soumis à l'immatriculation au registre des soumissions de francisation tenu par le receveur des douanes. La propriété ne peut en être transférée que par une mutation en douane. Il y a donc pour les navires une publicité semblable à celle des livres fonciers qui existe dans certains pays (2). L'acquéreur d'un navire n'a donc pas

(1) De Folleville, *loc. cit.*, n° 63.

(2) Ripert, *Droit maritime*, 2^e éd., t. I, n° 414 et suiv. ; — Danton, *Traité de droit maritime*, t. I, n° 122 ; — Wahl, *Précis de droit maritime*, n° 42 et suiv. ; — Bonnacasse, *Traité de droit maritime*, n° 473 ; — Goubier, « La mutation en douane de navires et l'immatriculation des bâtiments de rivière », *Thèse Bordeaux*, 1919 ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, t. III, n° 554.

besoin de la protection de l'art. 2279, ou plutôt il ne la mérite pas. Il a un moyen fort simple de s'enquérir du droit de l'aliénateur : c'est celui de consulter le registre des soumissions de francisation (1).

Depuis la loi du 5 juillet 1917, les bateaux de rivière, d'un tonnage égal ou supérieur à 20 tonnes, doivent suivre les mêmes règles que les bâtiments de mer. En effet, tout bateau doit être immatriculé sur un registre tenu au bureau de jaugeage et le propriétaire reçoit un certificat d'immatriculation qui constitue la preuve de l'inscription au registre. Par conséquent, l'acquéreur peut vérifier le droit de son auteur en se faisant exhiber le certificat d'inscription ou en consultant le registre. S'il ne le fait pas, il se rendra coupable d'une négligence grossière et la faveur de la règle de l'art. 2279 doit lui être refusée (2).

D'ailleurs, les navires de mer et les bateaux de rivière sont susceptibles d'hypothèque. Or, le droit de suite de créancier hypothécaire ne peut s'accommoder de l'application de la règle (3).

De même que les navires de mer et les bateaux de rivière, les aéronefs sont soustraits à l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre (4). »

100. — Que décider pour les manuscrits et les lettres missives ? La règle « En fait de meubles possession vaut titre » leur est-elle applicable ? Il faut distinguer : le manuscrit et la lettre missive en tant que biens, que meubles corporels, doivent être soumis à l'application de notre règle. Mais le droit moral de l'auteur, la propriété litté-

(1) Civ. 18 janv. 1870, D. P. 1870.I.197, S. 1870.I.145, note Labbé.

Il a été jugé que l'exception toute spéciale en vertu de laquelle les navires ne sont pas soumis à l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne saurait être étendue à un yacht de plaisance (Bordeaux, 12 janv. 1894, D. P. II.257 et la note de M. Levallain).

(2) Nancy, 5 fév. 1924, *Gaz. du Palais* 4-5 mai 1924 ; — Dunkerque, 15 déc. 1924, *Revue de droit maritime*, supp., t. III, p. 66.

(3) Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, t. III, n° 154.

(4) Loi du 31 mai 1924.

raire ou artistique que renferme le manuscrit ou la lettre doit nécessairement échapper à l'application de l'art. 2279. En effet, c'est un droit abstrait pour lequel une possession réelle est inconcevable. Ainsi l'acquéreur *a non domino* d'un manuscrit peut-il se réclamer de sa possession pour se faire attribuer la propriété de cet objet matériel, mais il n'acquerra pas le droit de le publier ou de le reproduire. La propriété littéraire d'un ouvrage est distincte de celle du manuscrit qui la contient et n'en forme pas un accessoire. Donc la possession du manuscrit n'emporte nullement le droit de le publier (1).

101. — L'art. 2279 ne saurait recevoir application s'il s'agit de meubles qui ont été acquis accessoirement à un immeuble. Voici l'hypothèse. Un individu achète une maison meublée et il se trouve que le vendeur n'est pas propriétaire. L'acheteur ne pourra pas devenir propriétaire de la maison avant d'avoir prescrit par dix ou vingt ans. Mais pourra-t-il dire avant l'expiration de ce délai : « Je suis devenu propriétaire des meubles que contenait la maison, car « en fait de meubles possession vaut titre » ? Non, parce que les meubles constituent ici un accessoire de l'immeuble et leur sort doit suivre le sien : *Accessorium sequitur principale*. D'ailleurs, les motifs de la règle de l'art. 2279 ne sont pas présents dans notre hypothèse. Le même titre qui prouve la propriété de l'immeuble établit en même temps celle des meubles qu'il renferme.

Il en est de même des meubles qui sont attachés à l'immeuble lors de sa transmission et qui ne s'en détacheront qu'ultérieurement. C'est le cas des fruits ou des produits. C'est en vain qu'on invoquerait l'art. 449 qui décide, comme on le sait, que le possesseur de bonne foi fait les fruits siens. Nous verrons par la suite en étudiant le rapport entre la règle de l'art. 2279 et celle de l'art. 549

(1) Paris, 8 juillet 1890, S. 1894.II.17 et la note de M. Appert, D. P. 95.II.421 ; — Paris, 8 mars 1911, S. 1911 ; — Civ. 1919, D. P. 1923.I.225. S. 1920.I.203.

que l'acquisition des fruits par le possesseur de bonne foi n'est nullement une conséquence de l'art. 2279. Pour des raisons spéciales, pour dégager le possesseur du devoir de restituer les fruits qu'il a probablement consommés, pour lui éviter une ruine presque certaine, qu'une restitution rétroactive lui causerait, la loi déroge ici au principe de bon sens comme de bon droit que l'accessoire doit suivre le principal. Telle est l'idée de l'art. 549, elle n'a aucun rapport avec celle de l'art. 2279.

La même solution doit être adoptée s'il s'agit d'immeubles par destination. Voici un exemple : Je vous vends une usine avec tout le mobilier et le matériel affectés à son exploitation. Il vous apparaît après coup que votre vendeur n'était pas le vrai propriétaire de l'usine. Le véritable maître revendique. Pourrez-vous opposer la règle de l'art. 2279 pour garder la propriété du matériel ? La question est claire si ce matériel n'est pas détaché de l'immeuble, s'il reste affecté aux mêmes services qu'auparavant. Dans ce cas le matériel demeure immeuble par destination et se trouve, en conséquence, soustrait à la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». « Si la règle en fait de meubles la possession vaut titre, déclare un arrêt de la Cour de Cassation (1), pouvait être invoquée par eux (les possesseurs) au cas où le mobilier litigieux aurait été détaché de l'usine, et possédé séparément, il n'en peut être ainsi, alors que, d'après les constatations des juges du fond, ils n'ont pas cessé de posséder ce mobilier, matériellement et sans aucun changement dans le mode d'exploitation de l'immeuble, dans l'état même qu'il avait été, avant la cession qui en a été faite. » Mais *quid* si le mobilier est détaché de l'usine et perd ainsi la nature immobilière ? L'arrêt que nous venons de citer semble permettre au possesseur de se réclamer de la règle de l'art. 2279. Telle est aussi l'opinion de plusieurs auteurs (2). Cependant, la solution inverse nous semble plus juste. Il ne suffit pas de posséder un meuble, mais il faut que vis-

(1) Cass. civ. 1^{er} mai 1906, S. 1906.I.9 et la note de M. Naquet.

(2) Voir notamment Naquet dans sa note sous cet arrêt et les renvois.

à-vis de ce meuble l'acquéreur n'ait eu aucun moyen de vérifier le droit du détenteur. Or, le meuble faisait ici partie d'un immeuble et il était facile d'en connaître le *verus dominus* en consultant les registres de la transcription. Si l'acquéreur ne le fait pas il se rend coupable d'une négligence grossière et ne peut par conséquent se dire de bonne foi au sens de l'art. 2279.

Mais que décider si le meuble, qui faisait partie de l'immeuble lors du contrat, est envisagé d'une façon principale ? Pour formuler cette idée d'une manière plus intelligible, nous nous demandons si l'acquéreur d'une maison à démolir, d'un bois à couper, d'une récolte à faire, pourra invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre » après l'appréhension de l'objet de la vente, c'est-à-dire après qu'il se sera mis, en possession des matériaux qu'il aura fait la récolte ou coupé le bois. La réponse négative nous semble devoir s'imposer. Lors de la vente, l'objet vendu faisait partie d'un immeuble dont il était facile de rechercher le véritable propriétaire. Par conséquent, il était aisé à l'acquéreur de s'enquérir du droit de l'aliénateur (1).

CONCLUSION.

102. — Pour conclure nous disons que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne s'applique qu'aux meubles qui se transmettent de la main à la main sans aucune formalité de nature à renseigner sur le droit de l'aliénateur. Il faut que le meuble soit envisagé individuellement et qu'il soit transféré d'une façon principale. Il faut en outre, que lors de sa transmission, il ait la nature mobilière.

(1) Voir *contra* Aubry et Rau, *loc. cit.*, t. II, § 183, n° 19 ; — Laurent, *loc. cit.*, t. XVII, n. 566.

CHAPITRE IV

Qui peut invoquer la fonction acquisitive de la propriété ?

103. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » peut être invoquée par tout possesseur d'un droit réel mobilier. L'usufruitier et le gagiste peuvent s'en prévaloir.
104. — Elle ne s'applique pas au profit du créancier saisissant.
105. — Elle ne s'applique pas de plein droit au profit du possesseur ; il faut que celui-ci révèle son intention de s'en prévaloir.
106. — L'aliénateur de la chose d'autrui ne peut opposer la règle « En fait de meubles possession vaut titre » en vue de repousser l'action en garantie intentée par l'acquéreur.
107. — Les créanciers du possesseur peuvent opposer la règle du chef de leur débiteur.
108. — Ils peuvent se servir de l'action paulienne pour attaquer sa renonciation frauduleuse de s'en prévaloir.
109. — Conclusion.
-

103. — L'examen que nous avons fait des conditions exigées pour que la possession fasse acquérir la propriété et les autres droits réels mobiliers, facilite singulièrement les observations que nous avons à présenter dans ce chapitre, et nous pouvons énoncer dès maintenant que tout possesseur qui satisfait à ces conditions peut invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

Tout possesseur peut opposer au véritable propriétaire la règle de l'art. 2279 en vue de s'attribuer non seulement le droit de propriété mais tout autre droit réel mobilier. Ainsi l'usufruitier qui a acquis son droit *a non domino*, le gagiste qui a reçu en gage le meuble d'autrui, peuvent se prévaloir de leur possession de bonne foi, dans la limite, bien entendu, de leurs droits respectifs. Ce

point de vue a été contesté par certains auteurs qui veulent réserver l'application de la règle de l'art. 2279 au possesseur qui s'attribue le droit de propriété. A l'heure actuelle, tout doute est éliminé à cet égard et tout le monde, aussi bien dans la doctrine que dans la jurisprudence, est d'accord pour en faire bénéficier l'usufruitier et le gagiste. Nous nous réservons l'étude détaillée de cette question, pour le moment où nous étudierons l'application de l'art. 2279 au gagiste.

104. — Le créancier saisissant peut-il invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ? La question est fort intéressante et peut avoir dans la pratique une grande importance. Elle s'est d'ailleurs plus d'une fois présentée devant les tribunaux. Il peut arriver et il arrive très fréquemment qu'un créancier exerce la saisie sur un meuble n'appartenant pas à son débiteur. C'est l'hypothèse du meuble qui ne se trouve entre les mains du débiteur qu'à titre de jouissance ou de garde. Supposons, pour jeter une plus vive lumière sur la question, qu'une personne vende un objet mobilier à une autre et que la vente ne soit pas suivie de tradition, soit parce qu'on a accordé au vendeur un délai pour opérer la délivrance, soit encore parce que l'acquéreur, par une clause de constitut possessoire, a laissé le vendeur en possession de la chose vendue. Dans l'intervalle entre la vente et la tradition, un créancier du vendeur pratique une saisie. L'acheteur, apprenant ce fait, intente l'action en distraction en vertu de l'art. 608 C. Proc. Civ. contre le saisi et le saisissant. Ce dernier pourra-t-il opposer la règle de l'art. 2279 ?

On peut être tenté de répondre affirmativement. Le saisissant peut, en effet, dire que la saisie lui a donné une certaine mainmise sur la chose. Or, entre deux acquéreurs d'un même meuble, c'est le possesseur actuel qui est préféré, alors même que son titre est postérieur en date (art. 1141). La même faveur doit être accordée au saisissant, que la saisie a constitué en état de possession réelle.

Cette argumentation est spécieuse. Cependant, elle ne doit pas prévaloir et n'a, en effet, jamais obtenu crédit auprès des auteurs ou des tribunaux (1).

La saisie ne constitue pas le créancier en état de possession réelle, comme on peut le croire au premier abord. Tout l'effet de la saisie c'est de mettre l'objet saisi sous la main de la justice en vue d'enlever au débiteur, au profit du saisissant, le droit d'en disposer ; mais le saisi ne cesse pas d'en être le vrai possesseur (2).

Le créancier est si peu nanti de la possession réelle, que l'action dirigée contre lui n'est pas appelée par la loi revendication. C'est une action en distraction (art. 608, C. Proc.) qui a pour but de limiter le nombre des objets compris dans la saisie et à en distraire ceux qui ne sont pas la propriété du débiteur saisi.

En outre, pour pouvoir invoquer la règle de l'art. 2279, il faut posséder à titre de propriétaire ou tout au moins à titre de titulaire d'un autre droit réel. Par conséquent il faut que le possesseur se base ou prétende se baser sur un titre attributif par sa nature d'un droit réel. Or la saisie ne confère au saisissant aucun droit réel sur la chose (3).

Remarquons, enfin, que l'art. 608 C. Proc. vient encore appuyer notre solution : « Celui qui se prétendra, dit ce texte, propriétaire des objets saisis, ou de partie d'iceux, pourra s'opposer à la vente. » Or, si nous permettions au saisissant de se prévaloir de la règle de l'art. 2279, nous arriverions fatalement à reconnaître par là que la saisie a pour effet d'anéantir et d'empêcher toute revendication. On ne pourrait revendiquer sur saisie, or l'art. 608 le permet. Il est vrai qu'on peut affirmer que même en permettant au créancier saisissant d'invoquer la règle de l'art. 2279, l'art. 608 C. Proc. ne sera pas lettre morte. Car il

(1) Aubry et Rau, *loc. cit.* t. II, § 183, n° 26 ; — Laurent, *loc. cit.*, t. XVIII, p. 554 ; — De Folleville, *loc. cit.*, n° 50 et suiv. — Cass. 24 juin 1845, S. 1846. I. 551 ; — Dijon, 27 juin 1864, S. 64.II.183 ; — Nîmes, 22 août 1842, S. 43. II. 75.

(2) Glasson, Tissier et René Morel, *Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire et de procédure civile*, éd. 1938, t. IV, n° 1026.

(3) *Idem.*

s'appliquera dans le cas où le saisissant est de mauvaise foi. Mais le texte est général, il permet la revendication toutes les fois que le meuble saisi n'appartient pas au débiteur, il ne distingue pas entre les cas de bonne ou de mauvaise foi du saisissant.

105. — Supposons maintenant qu'un possesseur se trouve dans les conditions requises pour invoquer la règle de l'art. 2279, est-il considéré de plein droit comme propriétaire sans qu'il l'invoque ou faut-il qu'il révèle son intention de s'en prévaloir ? En d'autres termes, dans le silence du possesseur, le juge peut-il suppléer d'office au moyen de défense donné au premier par l'art. 2279 ?

Nous ne le pensons pas. La règle « En fait de meubles possession vaut titre », quoiqu'elle ait été édictée dans l'intérêt de l'ordre public et afin de protéger le crédit et d'assurer la sécurité du commerce, est destinée à venir en aide au possesseur qui a traité à son insu *à non domino*. C'est après tout ce possesseur que la loi veut protéger. Aussi faut-il qu'il entende se prévaloir de cette protection. Tant qu'il ne le fait pas, l'ordre public ne se trouve pas intéressé.

N'oublions pas aussi qu'il y a, dans le fait de déclarer le possesseur propriétaire malgré la volonté et sans l'intervention du véritable propriétaire, quelque chose que la délicatesse et l'honnêteté du possesseur peuvent ne pas accepter (1).

Le possesseur ne peut devenir propriétaire du chef de son contrat ; la loi le juge, vu les circonstances dans lesquelles il a traité, digne de son aide, elle lui offre sa protection et il faut qu'il veuille s'en prévaloir ; il ne faut pas lui imposer une protection qui peut répugner à sa conscience et à son honorabilité.

A ces arguments nous pouvons en ajouter un autre basé sur le texte de l'art. 2223. Celui-ci est ainsi conçu : « Les juges ne peuvent pas suppléer d'office le moyen résultant

(1) De Folleville, *loc. cit.*, n° 47 ; — Raynaud, *loc. cit.*, n° 88 ; — Bufnoir, *loc. cit.*, p. 386.

de la prescription ». Ainsi le possesseur doit-il opposer la prescription. Et si la prescription qui n'est que l'acquisition de la propriété par la possession prolongée doit être invoquée, ne faudra-t-il pas en dire autant et à plus forte raison encore de la règle de l'art. 2279 qui est l'acquisition de la propriété, par l'effet de la possession instantanée? Nous avons vu que sans aller jusqu'à faire de cette dernière règle une sorte de prescription, nous remarquons le rapprochement qui existe, en fait, entre ces deux institutions qui ne se distinguent que par le laps du temps exigé pour la prescription.

106. — L'aliénateur qui a disposé de la chose d'autrui ne peut invoquer la règle de l'art. 2279 afin de repousser l'action en garantie intentée contre lui par le possesseur (1). Voilà l'hypothèse. Le possesseur apprenant que son auteur lui avait transmis la chose d'autrui, l'actionne en garantie. L'aliénateur ne peut répondre que le demandeur est devenu propriétaire en vertu de l'art. 2279 et par conséquent n'a pas intérêt à intenter l'action en garantie. En effet, le possesseur peut devenir propriétaire en vertu de cet article; mais il ne l'est pas encore. Pour qu'il le devienne il faut qu'il veuille s'en prévaloir, et il se peut qu'il ne le veuille pas.

107. — Mais il ne faut pas exagérer la portée de l'élément personnel de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Il ne faut pas aller jusqu'à prétendre que le droit consacré par l'art. 2279 soit une de ces prérogatives exclusivement attachées à la personne du possesseur et ne peut, par conséquent, être invoquée par ses créanciers en vertu de l'art. 1166. Il est universellement admis que les créanciers peuvent, du chef de leur débiteur, se prévaloir de cette maxime. Mais il faut, bien entendu, que les conditions d'application de cette règle soient réunies au profit du possesseur, car les créanciers ne font qu'exercer un

(1) M. De Folleville semble admettre l'opinion contraire (De Folleville, *Etude sur la vente de la chose d'autrui*, n° 149.

droit négligé par lui. Dès que le principe de l'art. 2279 lui est invoqué par un des créanciers du possesseur, le vrai propriétaire revendiquant voit aussitôt s'évanouir son droit (1).

108. — Quelle est la solution si le possesseur fait un pas de plus, si au lieu de prendre une attitude passive, au lieu de négliger d'invoquer un droit que la loi lui donne, il y renonce formellement ? Les créanciers qui ne peuvent plus se prévaloir de l'action oblique de l'art. 1166, étant soumis à toutes les exceptions qu'on pourrait opposer à leur débiteur, devront-ils s'incliner devant cette renonciation ? Evidemment non. La règle protectrice de l'art. 2279, quoiqu'elle suppose une intervention personnelle du possesseur, intervention qui touche au for intérieur de sa personne et qui fait appel à sa délicatesse et à son honnêteté individuelles, ne présente pas moins un intérêt pécuniaire dont une renonciation peut nuire aux créanciers. En tout cas la renonciation d'un débiteur insolvable peut avoir le plus souvent un caractère suspect. C'est l'intention de nuire aux créanciers plutôt que la conscience et l'honorabilité qui le poussent à agir ainsi.

Le créancier peut donc attaquer une renonciation faite par son débiteur de se prévaloir de l'art. 2279. Il puise ce droit tout d'abord dans l'art. 1167. On peut aussi appliquer à son avantage l'art. 2225 ainsi conçu : « Les créanciers ou toute autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise, peuvent l'opposer encore que le débiteur ou le propriétaire y renonce ». Il est évident que ce texte vise formellement la prescription. Cependant nous le croyons applicable à la règle de l'art. 2279. Les motifs qui l'ont fait édicter se trouvent, en effet, présents dans les deux cas.

CONCLUSION.

109. — Ainsi la règle « En fait de meubles possession vaut titre » peut-elle s'appliquer au profit de tout posses-

(1) De Folleville, *loc. cit.*, p. 70.

seur d'un droit réel mobilier. Mais elle ne s'applique pas de plein droit ; il faut que le possesseur révèle son intention de s'en prévaloir. Elle ne constitue cependant pas une prérogative attachée à la personne du possesseur. Et, partant, les créanciers peuvent l'invoquer de son chef même dans le cas d'une renonciation de sa part, à condition, bien entendu, que cette renonciation soit faite en fraude de leurs droits.

CHAPITRE V

Quelques applications pratiques de la fonction acquisitive de la propriété.

GÉNÉRALITÉS.

110. — La fonction acquisitive de la propriété a des répercussions sur toutes les institutions juridiques portant sur des meubles.

111. — Nous n'entendons pas en étudier toutes les répercussions. Détermination des questions à traiter. Plan du chapitre.

110. — Nous connaissons maintenant le premier effet de la possession en matière mobilière : l'effet attributif de la propriété et les autres droits réels mobiliers. Nous savons également comment cet effet se réalise, dans quelles circonstances et sous quelles conditions.

Il va sans dire que ce principe a des répercussions sur toutes nos institutions juridiques portant sur les meubles. Il n'y a guère, en effet, de question sur laquelle la règle « En fait de meubles possession vaut titre » n'ait une influence ; du moment qu'il s'agit de meubles, notre règle intervient comme un *deus ex machina* pour les soustraire à l'empire du droit commun.

Nous n'avons pas l'ambition d'étudier ici toutes ces répercussions. Une pareille étude conduirait à présenter, en résumé, un cours complet de droit civil, auquel la portée limitée de notre thèse ne se prête pas.

111. — Sans suivre dans toutes ses applications la fonction acquisitive de la propriété du chef de la possession, nous allons présenter quelques explications sur les questions qui nous paraissent les plus intéressantes et

sur lesquelles notre règle peut ou semble avoir des répercussions plus ou moins importantes. Ces questions sont au nombre de quatre : les actions possessoires, le transfert de la propriété mobilière, l'acquisition des fruits du chef de la possession de bonne foi et le gage.

D'où ce chapitre sera divisé en quatre sections :

Section I : La règle « En fait de meubles possession vaut titre » et les actions possessoires.

Section II : La règle « En fait de meubles possession vaut titre » et le transfert de la propriété mobilière.

Section III : La règle « En fait de meubles possession vaut titre » et l'acquisition des fruits.

Section IV : La règle « En fait de meubles possession vaut titre » et la notion de gage.

SECTION I^{re}. — LA RÈGLE « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE » ET LES ACTIONS POSSESSOIRES EN MATIÈRE MOBILIÈRE.

- 112. — Exclusion des actions possessoires en matière mobilière.
- 113. — Comment explique-t-on ce principe ? Les auteurs le ramènent d'ordinaire à la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».
- 114. — Réfutation de cette thèse. La règle de l'art. 2279 nous semble incapable d'expliquer l'absence des actions possessoires mobilières.
- 115. — Comment cette absence s'explique-t-elle d'après nous ?
- 116. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne joue à l'égard des actions possessoires mobilières qu'un rôle atténuant les inconvénients qu'implique leur absence.
- 117. — Système de la protection possessoire mobilière en droit allemand.

112. — Il est universellement admis que les actions possessoires ne peuvent porter que sur les immeubles. Elles sont exclues pour tous les meubles, ceux envisagés individuellement tout aussi bien que les universalités de meubles (1).

(1) Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 185, p. 180 ; Ortlieb, *loc. cit.*, n° 87, p. 144 ; — Raynaud, *loc. cit.*, n° 142, p. 246 ; — Poincaré, *loc. cit.*,

A cet égard, du moins pour la première catégorie, les meubles individuels, le doute n'a presque jamais existé (1).

113. — D'où vient cette règle excluant les actions possessoires en matière mobilière et pour quelle raison ?

On répond, d'ordinaire, qu'elle est la conséquence du principe « En fait de meubles possession vaut titre » qui s'oppose à ce que les actions possessoires s'appliquent en matière mobilière, tout au moins en ce qui concerne les meubles isolés (2). En vertu de la règle de l'art. 2279, le possesseur devient propriétaire dès qu'il entre en possession, et la possession se trouve dès lors confondue avec la propriété, le possessoire avec le pétitoire.

Ainsi, prétend-on, les actions possessoires n'auront aucune utilité, étant donné tout d'abord que celui qui a la possession d'un meuble en acquiert par là même la propriété et pourra se prévaloir de l'action en revendication, étant donné ensuite que la perte de la possession entraîne celle du droit et qu'il serait, dès lors, inutile de lui donner une action possessoire alors que la revendication lui est interdite (3).

114. — Il nous semble qu'on exagère beaucoup l'influence de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » à l'égard des actions possessoires. Nous n'entendons pas, cependant, affirmer qu'elle n'y joue aucun rôle. A coup sûr, elle joue ici, comme partout ailleurs lorsqu'il

n° 288 ; Code de procédure civile annoté par Dalloz, 1876, sous l'art. 23 ; — E. Glasson et Albert Tissier : *Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire et de compétence* 1925, t. I, n° 1974, p. 493 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1214, p. 1043 ; — Planiol, Ripert et Maurice Picard, *loc. cit.*, t. III, n° 184.

(1) Voir cependant Renaud, *Revue de législation et de jurisprudence*, 1845, I, p. 376-179, *loc. cit.*

(2) Pour les universalités de meubles on explique l'exclusion des actions possessoires en disant que ces universalités ne peuvent faire l'objet d'une véritable possession, laquelle est une condition essentielle pour l'exercice d'une action possessoire. Cf. Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, III, n° 184 ; — Garçonnet, *Cours de Procédure*, t. I, p. 130).

(3) Ortlieb, *loc. cit.*, n° 87 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 228 ; — Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 185, note ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, t. III, n° 184.

s'agit de meubles, un rôle important, ce que nous voulons dire, c'est qu'elle n'a pas été et ne peut pas être la cause, la raison d'être de l'exclusion des actions possessoires en matière mobilière. Son rôle se borne à atténuer les inconvénients de l'absence d'une protection possessoire mobilière et la différenciation entre les immeubles et les meubles à cet égard.

Tout d'abord il est inexact de dire que la règle de l'art. 2279 aboutit à la confusion entre la possession et la propriété. Ce sont là deux notions tout à fait distinctes. Une pareille confusion signifierait la négation même de la propriété mobilière. Il est vrai qu'en pratique le possesseur de meubles se voit, le plus souvent, attribuer la propriété ; mais cela ne signifie pas que la loi entende confondre la propriété et la possession. Le seul rapport entre ces deux conceptions consiste, comme nous l'avons vu, en ce que la possession accompagnée de certaines conditions aboutit à la propriété. Mais voilà tout. Par conséquent chaque possesseur n'est pas forcément propriétaire, il peut arriver que le détenteur d'un meuble en ait la vraie possession sans en avoir la propriété, on devrait donc le protéger par les actions possessoires si on voulait protéger la possession mobilière en elle-même et en tant que possession comme on le fait en fait d'immeubles.

Aussi, la perte de la possession n'entraîne-t-elle pas nécessairement celle du droit. Il se peut que le propriétaire se voie enlever la possession du meuble sans qu'il soit dépouillé de son droit. Et on devrait lui permettre de recouvrer sa possession sans qu'il soit obligé d'intenter l'action en revendication.

Voilà donc deux catégories de possesseurs à l'égard desquels la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne rend pas inutile la protection possessoire et auxquels on devrait accorder cette protection s'il n'y avait en jeu que cette maxime : un possesseur qui n'est pas devenu propriétaire faute d'avoir réuni toutes les conditions nécessaires pour l'application de l'art. 2279, un propriétaire qui a perdu sa possession sans que cette perte entraîne celle de son droit.

De ces deux possesseurs le premier seul souffre vraiment du défaut d'une protection possessoire. Le second, le propriétaire dépossédé, est toujours armé de l'action en revendication qui est grandement facilitée de ce fait qu'il n'a, pour prouver son droit, qu'à invoquer son ancienne possession. Pour ce dernier, une action possessoire ne pourrait être d'une grande utilité. Pour s'en prévaloir il lui faudrait prouver sa possession. Or, en prouvant sa possession, il prouve jusqu'à preuve contraire sa propriété. Et, dès lors, il peut intenter, sans grands inconvénients, l'action en revendication.

Il n'en va pas de même pour le possesseur qui n'a pas pu devenir propriétaire. S'il est dépossédé par un tiers, il se trouve tout à fait désarmé, tout au moins quand la dépossession se fait sans violence. Or, il se trouve parfois digne d'intérêt. Nous citons, pour bien saisir le problème, deux exemples dans lesquels le possesseur d'un meuble se révèle particulièrement intéressant et à l'égard duquel la règle de l'art. 2279 ne rend pas inutile une action possessoire.

C'est tout d'abord l'hypothèse non seulement de l'acquéreur de mauvaise foi, mais encore, selon notre thèse tout au moins, de l'acquéreur de bonne foi de la chose d'autrui s'il ne s'appuie pas sur un juste titre. Supposons que ce possesseur soit dépossédé par un tiers. Dans ce cas, il se trouve tout à fait désarmé. Il ne peut intenter l'action en revendication, car il n'est pas propriétaire. Il ne peut davantage prétendre à une action possessoire, celle-ci n'étant pas admise en fait de meubles. Or, il est possesseur et réunit toutes les qualités nécessaires pour avoir une possession capable de lui faire attribuer la propriété par la prescription. Il a donc tout intérêt à recouvrer sa possession. Nous comprenons très bien qu'il soit désarmé à l'égard du véritable propriétaire, mais nous ne comprenons pas qu'il soit obligé de rester les bras croisés devant un tiers qui va le priver de l'avantage d'une prescription éventuelle. Il est vrai que la jurisprudence semble vouloir lui donner le moyen de recouvrer sa possession en cas d'une dépossession violente. Mais ne vau-

dra-t-il pas mieux généraliser et lui donner ce moyen toutes les fois que son adversaire ne se trouve pas plus digne d'intérêt que lui ; la loi ne devrait-elle pas venir ici protéger la possession, en tant que possession, comme elle le fait en matière immobilière ?

Il en est de même de l'acquéreur de bonne foi de la chose volée ou perdue. L'art. 2279, al. 2, déclare que cet acquéreur ne devient pas propriétaire bien qu'il possède de bonne foi et avec juste titre. Par conséquent, s'il est dépossédé par un tiers, il se trouvera totalement désarmé. Il ne pourra intenter l'action en revendication, car le possesseur actuel pourra répliquer en alléguant le vol intérieur commis avant qu'il soit mis en possession et lui opposer par conséquent qu'il n'était pas devenu propriétaire et que, par suite, sa revendication n'est pas fondée.

Nous voyons comment l'absence d'une action possessoire pèse lourdement sur le possesseur qui a acquis valablement de bonne foi la chose volée, s'il est dépossédé, à son tour, par un tiers. Or, il a intérêt légitime à garder la possession, puisque, une fois écoulés les trois ans à partir du vol, il deviendra irrévocablement propriétaire.

Il est vrai que pour venir en aide à ce possesseur, M. Saleilles soutient une thèse ingénieuse qui consiste à dire que l'art. 2279, al. 2, crée, au profit du possesseur, une propriété relative. L'acquéreur d'un meuble perdu ou volé serait déclaré propriétaire à l'égard de tout le monde, sauf le propriétaire dépossédé, victime de perte ou de vol.

Ainsi il existerait, en matière mobilière, une propriété relative opposable à tout le monde, sauf à la victime de perte ou de vol, une propriété relative opposable aux uns et non aux autres, comme en matière de propriété immobilière, suivant le système de la relativité de la propriété admis, pour la transcription, par la loi du 22 mars 1855.

En effet, le texte de l'art. 2279 semble se prêter à cette interprétation. Ce texte commence par établir le principe que la possession fait attribuer la propriété au possesseur. Dès qu'il y a possession réunissant les conditions que nous avons indiquées, il y aura attribution de

la propriété. Voilà le principe. Au cas de vol ou de perte, le texte ne dit pas que l'acquéreur ne devient pas propriétaire. Il dit simplement que le propriétaire dépossédé garde sa revendication pendant trois ans. C'est donc uniquement à l'égard de ce propriétaire, victime de vol ou de perte, que le possesseur ne devient pas immédiatement propriétaire. A l'égard de tous les autres il a les droits d'un propriétaire (1). On peut ajouter que l'art. 2279, al. 2, constitue une exception à la règle générale qui déclare le possesseur propriétaire. Il ne donne la faculté d'agir contre lui, en se prévalant de la perte ou du vol, qu'à la victime de ces incidents. Or les exceptions doivent s'interpréter *stricto sensu*. On ne doit donc pas permettre aux autres personnes d'exciper du vol ou de la perte à l'encontre du possesseur. Celui-ci doit être déclaré propriétaire à leur égard.

D'ailleurs, les motifs qui ont fait édicter cette exception sont en pleine conformité avec cette interprétation. Le législateur, en sacrifiant l'acquéreur de bonne foi de la chose perdue ou volée, n'a voulu que protéger l'ancien propriétaire. Dès lors, c'est à lui seul d'exciper de cette protection.

Cette interprétation de l'art. 2279, al. 2, permet à l'acquéreur de bonne foi de recouvrer sa possession s'il vient à être dépossédé par un tiers. Considéré comme propriétaire à l'égard de ce tiers, il pourra revendiquer contre lui et échapper ainsi aux inconvénients de l'absence d'une action possessoire mobilière. Seulement, cette interprétation, quoiqu'elle émane d'une des autorités les plus compétentes en la matière, et quoiqu'elle ait notre plein agrément, ne dépasse pas une idée toute personnelle. M. Saleilles le dit lui-même (2).

Pour couper court à toute difficulté, il aurait fallu que la loi le dise formellement. Or, l'art. 2279 ne le dit pas, ce qui rend son fonctionnement obscur et incertain. Il reste en effet susceptible d'autres interprétations. Et il est

(1) Saleilles, *loc. cit.*, 341-342.

(2) *Idem.*

à craindre qu'on ne laisse l'acquéreur de la chose volée sans aucune protection contre un tiers qui arrive à le déposséder.

De ce qui précède, il ressort qu'il y a certains possesseurs de meubles à l'égard desquels la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne rend pas inutile une action possessoire. Bien au contraire, l'absence d'une telle action leur porte un grand préjudice, alors que toutes les considérations qui ont amené le législateur à admettre les actions possessoires en matière d'immeubles jouent à leur avantage. Il est absolument faux de prétendre que la règle de l'art. 2279 aboutit à la confusion entre la possession et la propriété. Ce sont là deux choses tout à fait dissemblables (1).

En tout cas, si l'on objecte que la possession se confond en matière mobilière avec la propriété, il suffira de répondre que les actions possessoires sont destinées à prévenir un simple trouble de possession tout aussi bien qu'une véritable dépossession. Il se peut que le propriétaire soit troublé dans sa possession sans qu'il la perde et il aura tout intérêt à pouvoir prévenir ce trouble au moyen d'une action comparable à la plainte. Il est vrai que pendant longtemps on ne concevait pas en matière mobilière un simple trouble possessoire n'allant pas jusqu'à la dépossession. Et c'est peut-être l'idée qui a poussé les anciens auteurs à dire qu'en matière de meubles la plainte n'a pas lieu. Mais un pareil trouble est parfaitement concevable, par exemple si on prétendait avoir le droit de se servir de votre cheval ou si on venait s'en servir de temps à autre. Dans ce cas une action possessoire pourrait permettre au possesseur d'arrêter le trouble.

Ainsi la règle de l'art. 2279 ne peut justifier à elle seule l'exclusion des actions possessoires mobilières. Elle ne peut être invoquée comme la cause, la raison d'être de cette exclusion.

D'ailleurs les précédents historiques viennent témoigner de la justesse de cette proposition. En effet, les actions possessoires mobilières n'ont jamais existé dans

(1) Renaud, *loc. cit.*

l'ancien droit français. Même à l'époque où les principes romains concernant le système de la propriété mobilière l'emportèrent sur les traditions nationales, les actions possessoires mobilières ne purent s'introduire. Une action possessoire semblable à l'interdit *uti utrubi* de Rome ne put s'acclimater en France (1).

Ainsi les actions possessoires mobilières ne furent pas admises en France alors que la revendication mobilière était permise. Elles étaient exclues avant même que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » fût introduite.

Dès lors, comment peut-on soutenir que cette règle est la cause, la raison d'être de l'absence d'une protection possessoire puisque cette absence existait déjà avant qu'elle vît le jour ?

115. — Mais si la règle de l'art. 2279 ne peut être la cause réelle de l'exclusion des actions possessoires en matière mobilière, quelle peut en être la véritable cause ? Pour nous cette exclusion s'explique par la force de la tradition. Dans l'ancien droit on n'a jamais connu une protection possessoire ayant les meubles pour objet. Cette solution s'explique par le fait que dans le très ancien droit français la possession se confondait avec la propriété. Les meubles n'avaient pas de suite sauf dans le cas de perte ou de vol. Dans ce cas, le propriétaire n'avait qu'une action criminelle. Pendant l'instance, la chose était sous les mains de la justice. C'est pourquoi on ne voyait pas la nécessité d'une action possessoire. Telle est à notre sens l'origine d'absence d'une protection possessoire mobilière en France. Au moment du triomphe des principes romains au ^{xiv}^e siècle, l'absence d'une action possessoire était trop en harmonie avec le régime féodal qui n'attribuait aux meubles qu'une faible importance, pour que ce principe soit sapé par les règles du Digeste (2). Le principe *vilis mobilium possessio* s'y opposait (3).

(1) *Supra*, 1^{re} apptie, n° 78.

(2) *Ibid.*

(3) Imbert, *Praïque judiciaire*, liv. I. ch. xvii, n° 12 ; — Loisel,

Les rédacteurs du code, bien qu'ils nous révèlent un revirement d'idées en ce qui concerne la valeur des meubles (1), n'ont pas trouvé nécessaire d'aller à l'encontre de la tradition. Bien qu'ils aient constaté que la valeur des meubles s'était considérablement accrue, ils ont pensé que la plupart d'entre eux pris isolément n'ont que peu d'importance et qu'il serait donc excessif de permettre des débats successifs, l'un au possessoire, l'autre au pétitoire.

En tout cas, quels que soient les motifs qui ont amené le législateur français à conserver l'ancienne tradition qui exclut, en ce qui concerne les meubles, les actions possessoires, cette règle ne cesse de présenter des inconvénients surtout lorsqu'il s'agit de meubles ayant une grande valeur comme les navires, les automobiles, les avions..., etc.

110. — Il faut reconnaître seulement que si la règle de l'art. 2279 n'est pas la cause de l'exclusion des actions possessoires mobilières, elle atténue considérablement les inconvénients qui peuvent résulter d'un tel système. Mais il ne faut pas se tromper sur le rôle que joue ici notre règle. Elle n'a point un rôle créateur. Elle ne fait qu'atténuer les inconvénients d'un système que d'autres considérations ont dû imposer. Et ce rôle atténuant, elle le joue de deux manières.

Tout d'abord, elle fait attribuer la propriété au possesseur qui traite de bonne foi avec un non-propriétaire. Grâce cette règle, le possesseur qui mérite vraiment la protection de la loi se voit le plus souvent en pratique attribuer la propriété. Et dès lors, il n'est pas totalement désarmé à l'égard de celui qui arrive à le déposséder. Avant que la règle de l'art. 2279 fût introduite dans la pratique française, l'absence d'une action possessoire pouvait avoir de grands inconvénients. En effet, le possesseur qui avait le

Inst. Couf., liv. V, titre IV ; — Pothier, *De la possession*, n° 93 ; — Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 185, note 2.

(1) Voir l'exposé des motifs de la loi relative à la distinction des biens du conseiller d'Etat Treillard ; — Fennet, *loc. cit.*, liv. II, t. I, « De la distinction des biens. »

malheur de traiter avec un non-proprétaire était totalement désarmé non seulement à l'égard du *verus dominus*, mais aussi à l'égard d'un tiers qui le dépossédait. Maintenant les choses n'en vont pas de même. Le possesseur digne d'intérêt est déclaré propriétaire et pourra recouvrer la possession en intentant l'action en revendication.

D'autre part, et voilà le deuxième aspect du rôle de la règle de l'art. 2279, l'action en revendication est considérablement facilitée par l'aide que cette règle accorde au possesseur du meuble en matière de preuve. Une des considérations essentielles qui ont fait édicter la protection possessoire en matière d'immeubles, c'est que la preuve de la propriété immobilière est fort difficile. Ainsi la loi protège le propriétaire en lui assurant le recouvrement de sa possession et en obligeant par conséquent son adversaire à établir la preuve de son droit. Cette considération n'entre pas en jeu en matière mobilière. Nous avons dit sommairement et sous réserve d'un développement ultérieur que de la fonction acquisitive de la propriété du chef de la possession on peut tirer une fonction probatoire grâce à laquelle le possesseur d'un meuble en est présumé propriétaire jusqu'à preuve contraire, jusqu'à ce que son adversaire prouve qu'il ne l'est pas en fait. Dès lors, le véritable propriétaire d'un meuble ne souffre pas de l'absence d'action possessoire. Il n'a, en cas de dépossession, qu'à agir au pétitoire, et, pour y réussir, il n'a pas à prouver son droit, il n'a qu'à invoquer sa possession.

Tel est le rôle que peut jouer en cette matière la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Cette règle n'est pas la cause réelle de l'absence d'une protection possessoire. Elle ne fait qu'atténuer les inconvénients qui en résultent.

Quelle que soit l'importance de son rôle à cet égard, il est certain qu'elle ne remédie pas à tous les inconvénients et qu'il y a des possesseurs envers lesquels elle ne rend pas inutile une action possessoire.

117. — Contrairement au droit français qui n'a pas jugé

nécessaire de protéger la possession mobilière pour elle-même et en tant que possession, nous voyons le droit allemand lui prodiguer cette protection. Le législateur d'outre-Rhin ne s'est pas contenté de consacrer dans l'art. 932 le principe qui aboutit en pratique et à quelques nuances près aux mêmes résultats que l'art. 2279 du C. civ. fr. Il a voulu fortifier autant que possible la situation juridique du possesseur et le mettre en mesure de recouvrer la possession qu'il a perdue sans l'obliger pour cela à recourir à l'action en revendication.

Dans ce but il lui accorde tout d'abord, et à l'exemple du droit romain, les mêmes moyens de défense possessoire que ceux admis en matière d'immeubles, c'est-à-dire les actions possessoires. Mais ce n'est pas tout. Le législateur allemand s'est aperçu que ces actions possessoires ne sont pas toujours suffisantes et ne peuvent entourer le possesseur de toute la protection qu'il veut lui assurer. C'est le cas où la possession n'est entachée d'aucun vice et où, malgré cela, l'équité exige que le possesseur actuel ne devienne pas propriétaire et qu'il doive restituer la chose au précédent possesseur. Ce serait l'hypothèse où l'acquéreur de bonne foi d'une chose antérieurement volée, est volé à son tour, lorsqu'il retrouvera la chose entre les mains d'un acquéreur de bonne foi. Il est évident que le premier acquéreur ne peut intenter contre le second l'action en revendication. S'agissant d'une chose volée, il n'a pu devenir propriétaire. Il ne peut davantage se servir de l'action possessoire, car la possession de son adversaire n'est nullement viciée. Or, l'équité exige que la possession lui soit restituée, car il est dans une situation préférable à son adversaire. C'est pour venir en aide au précédent possesseur, dans cet exemple et dans les autres semblables, que le législateur allemand établit, à côté des actions possessoires, l'action en revendication de la possession. En vertu de cette action, le possesseur peut revendiquer uniquement du chef de sa possession.

Cette action en revendication de la possession est consacrée par l'art. 1007 du Code civ. all. qui est ainsi conçu : « Celui qui a eu en sa possession une chose mobilière peut

en demander la restitution au possesseur actuel, lorsque ce dernier n'était pas de bonne foi lors de son entrée en possession.

« Si la chose lui a été volée, s'il l'a perdue, ou s'il en a été autrement dépossédé, il peut la redemander même à celui qui en a acquis la possession de bonne foi, à moins que ce dernier n'en soit propriétaire ou n'en ait été lui-même dépossédé avant que le ci-devant possesseur ne fût entré en possession. La présente disposition ne s'applique pas à l'argent ni aux titres au porteur.

« L'action ne peut être exercée lorsque le ci-devant possesseur n'était pas de bonne foi lors de son entrée en possession, ou lorsqu'il a abandonné la possession. Au surplus, il y a lieu d'appliquer les dispositions des articles 981 et 1003. »

Nous n'avons pas l'intention d'exposer ici dans tous ses détails la théorie si minutieuse et par conséquent si compliquée de la revendication de la possession en droit allemand, la portée limitée d'une thèse déjà trop chargée ne nous le permet pas. Nous nous contentons d'en indiquer les grandes lignes en renvoyant, pour de plus amples détails, au remarquable ouvrage de M. Saleilles où cette théorie a été si savamment exposée (1).

Ce qui nous frappe en premier dans cette théorie, c'est qu'elle est basée sur le même principe que l'action publicienne du droit romain quoiqu'elle en diffère grandement. L'idée maîtresse dans la publicienne romaine consistait en ce qu'on permettait au possesseur de recouvrer sa possession toutes les fois qu'il avait une possession préférable à celle de son adversaire. Cette idée est celle qui domine encore en droit allemand. La seule différence qui existe entre le droit allemand et le droit romain, c'est que la publicienne avait un domaine d'application fort limité. Elle avait pour but, comme on le sait, de faciliter le recouvrement de la chose au profit du possesseur qui était en cours d'usucapion. On exigeait donc de lui qu'il fût possesseur *animo domini* et qu'il eût juste titre et bonne foi.

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 275 et s.

Au surplus, il fallait que la chose revendiquée ne fût pas chose furtive. Par contre, l'action de droit allemand a un domaine d'application considérablement plus étendu. Ici on protège la possession pour elle-même et en tant que possession. Donc il n'est pas nécessaire que le possesseur possède pour son propre compte. Le possesseur pour autrui ou le possesseur immédiat, comme on l'appelle en droit allemand, peut s'en prévaloir. Aussi, le possesseur de la chose volée peut revendiquer. Le seul point que le droit allemand prenne en considération, c'est la valeur respective de la situation de chaque plaideur. Il compare les possessions des adversaires, il pèse la valeur de chacune et donne gain de cause à celui au profit duquel penche la balance.

« L'idée directrice consiste donc en ce que le législateur allemand établit une sorte de classement, de préférence entre les possessions qui nous permet de trancher la question entre une ancienne possession et une nouvelle. En d'autres termes, il a fallu hiérarchiser, pour ainsi dire, la valeur juridique de différentes possessions et donner le pas à la possession préférable. Il a fallu établir une comparaison entre les deux situations possessoires, celle du demandeur et celle du défendeur, et, par conséquent, établir, non seulement un droit de la possession, mais un droit préférable de possession, ou pour mieux dire, un droit à la possession (1). »

Et cette hiérarchisation de possession, le législateur allemand n'a pas voulu la laisser à l'arbitraire des juges ; c'est lui-même qui l'établit. Il l'établit d'ailleurs d'une façon fort minutieuse et par conséquent très compliquée dont voici un sommaire :

L'art. 1007 distingue entre deux hypothèses : celle d'une perte involontaire, celle où l'ancien possesseur a été privé de sa possession sans qu'il y consente, ou sans qu'il y participe soit directement, soit indirectement, en conférant la possession à un possesseur immédiat qui l'abandonne à son tour à un tiers ; c'est le cas de la

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 281.

chose volée, perdue ou enlevée d'une autre manière au propriétaire (art. 935) ; la seconde hypothèse est celle où il n'y a pas une perte involontaire ; c'est le cas où le possesseur contribue à la perte de la possession sans qu'il aille cependant jusqu'à y renoncer définitivement ; c'est pratiquement le cas d'abus de confiance.

Dans la première hypothèse, celle de la perte involontaire, le possesseur peut recouvrer sa possession contre tout possesseur actuel, celui de mauvaise foi tout aussi bien que celui de bonne foi. L'ancien possesseur n'a ici qu'à établir le fait d'un vol par exemple. Dès qu'il prouve ce fait, il est jugé préférable au possesseur actuel même de bonne foi, à moins que ce dernier ne soit devenu lui-même propriétaire du meuble ou n'en ait été lui-même dépossédé avant que le précédent possesseur ne fût entré en possession.

Par conséquent, en cas de perte involontaire, l'ancien possesseur est préféré au possesseur actuel et doit l'emporter sur lui-même si ce dernier est de bonne foi, sauf dans des hypothèses où celui-ci est particulièrement digne d'intérêt. C'est tout d'abord le cas où l'ancien possesseur trouve en face de lui le véritable propriétaire du meuble qui en est rentré en possession de bonne foi. C'est ensuite le cas où son adversaire qui est rentré en possession de bonne foi peut opposer une perte involontaire antérieure à son entrée en possession, perte dont il était personnellement la victime.

Dans la seconde hypothèse, celle où l'ancien possesseur ne saurait invoquer une perte involontaire au sens des articles 935 et 1007, perte dont il aurait été la victime, il est regardé d'un œil beaucoup moins favorable. Il est dépossédé sans sa volonté, il est vrai, mais il a contribué pour ainsi dire à sa propre dépossession. Il y a là encore une application du vieil adage allemand : « Que la main garde la main, que l'on cherche sa foi où on l'a laissée. » Il ne peut recouvrer sa possession que contre un possesseur de mauvaise foi. En effet, quoiqu'il soit en faute, il est jugé préférable à ce dernier. Il n'a fait que rendre possible la fraude alors que son adversaire en est complice.

Même en cas de perte involontaire, dont l'ancien posses-

seur était la victime, ou même en cas de mauvaise foi du possesseur actuel, l'ancien possesseur n'est pas certain de triompher dans l'action en revendication de possession. Il y a des considérations qui le rendent peu digne d'intérêt aux yeux de la loi et impliquent par conséquent qu'il soit privé de sa protection. C'est le cas où il « n'était pas de bonne foi lors de son entrée en possession ou lorsqu'il a abandonné la possession » (art. 1007, al. 3).

Le possesseur même de mauvaise foi ou le possesseur d'une chose volée peuvent exciper contre le revendiquant de ce que ce dernier n'était qu'un possesseur de mauvaise foi ou de ce qu'il avait volontairement abandonné la possession.

Quant à cette dernière exception, il faut remarquer que la conception d'abandon doit se restreindre au sens juridique du mot, et comprendre uniquement les deux applications normales qu'elle implique : l'abandon proprement dit sous forme unilatérale, c'est-à-dire la *derelictio* et le transfert intégral et irrévocable de la possession, sans réserve de la possession médiate, comme en cas de vente ou de donation. On ne peut pas admettre qu'il y ait abandon de possession lorsque le possesseur tout en livrant la jouissance et la possession directe de la chose en garde la possession médiate. Ainsi, l'acquéreur de mauvaise foi d'un dépositaire, d'un mandataire ou d'un tout autre possesseur pour autrui ne peut pas répliquer, contre le possesseur médiat qui revendique contre lui, en arguant de l'abandon (1). Planck soutient une idée contraire qui prend la conception d'abandon dans son sens le plus large et permet au possesseur actuel d'opposer l'exception de l'abandon non seulement si celui-ci émane de l'ancien possesseur revendiquant lui-même, mais aussi s'il émane de celui à qui ce dernier a conféré la possession immédiate (2).

Il nous reste, pour en finir avec l'action en revendication de la possession en droit allemand, à indiquer ses caractères.

(1) Saleilles, *loc. cit.*, n. 306 et suiv.

(2) Planck, *Bürgerliches Gesetzbuch nebst Einführungsgesetz*, 1898, 2^e éd., t. III, sur l'art. 1007.

C'est tout d'abord une action attachée au seul fait de la possession indépendamment du droit de la propriété. C'est une action réelle, et comme telle elle sera donnée contre quiconque aura la chose en mains. Elle sera intentée aussi du seul chef de la possession perdue et non pas en raison d'un fait imputable au tiers, comme par exemple un trouble possessoire.

Enfin, il s'agit là d'une action fondée sur un droit, le droit à la possession ; et par conséquent d'une véritable action pétitoire. Ainsi, bien que le demandeur agisse sur le fondement de la possession et non pas du chef de la propriété, le défendeur pourra lui opposer, à titre des moyens de défense, et sous certaines conditions, toutes les exceptions tirées du fond du droit et avant tout celles résultant de son propre droit à la possession ou même de son droit à la propriété (1).

SECTION II. — LA RÈGLE « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE » ET LE TRANSFERT DE LA PROPRIÉTÉ MOBILIÈRE.

- 118. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » déroge-t-elle au principe du transfert de la propriété mobilière par le simple accord de volonté ?
 - 119. — Comment ce problème s'est-il posé ?
 - 120. — Réfutation de la doctrine qui exige la tradition pour opérer le transfert de la propriété mobilière, même *inter partes*.
 - 121. — Réfutation de la doctrine qui exige la tradition pour opérer le transfert de la propriété mobilière à l'égard des tiers.
 - 122. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » déroge-t-elle, à l'égard des meubles, au principe de la nullité de la vente de la chose d'autrui ?
-

118. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » a-t-elle des répercussions sur le transfert de la propriété mobilière ? Déroge-t-elle au principe que la propriété se transmet par le seul effet du contrat ? Exige-t-elle la tradition pour opérer ce transfert tout au moins à l'égard des tiers ?

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 280.

Voilà le problème qui a été soulevé : Nous n'avons pas besoin d'attirer l'attention sur sa gravité. Il est certes de la première importance de savoir si la propriété mobilière se transmet par le seul effet de la convention, ou s'il faut pour ce transfert, une formalité : la tradition.

Cette question a perdu maintenant toute son importance pratique pour la simple raison qu'il n'y a, à l'heure actuelle, à notre connaissance tout au moins, aucun auteur qui soutienne que la règle de l'art. 2279 a une influence quelconque sur le principe du transfert de la propriété mobilière par le seul effet du contrat. Ce principe est, en effet, très bien établi, malgré l'imperfection de plusieurs dispositions du Code civil, par les nombreuses et savantes discussions dont il a été l'objet (1).

Cependant, la gravité extrême de ce problème et l'autorité éminente de ceux qui l'ont soulevé ne nous permettent pas de le laisser passer inaperçu. Aussi nous semble-t-il nécessaire de rappeler comment ce problème a été soulevé, comment et sur quels arguments les auteurs qui attribuent à la règle de l'art. 2279 une influence dérogatoire au principe du transfert de la propriété par le seul effet de la convention, appuient leur thèse. Puis nous verrons la valeur de cette thèse et rechercherons si elle peut résister aux répliques qui lui ont été faites.

119. — Ce problème a été soulevé à propos de l'art. 1141. Ce texte suppose, comme on le sait, deux acquéreurs successifs du même meuble, tenant leur titre de la même personne, et il préfère celui des deux qui a été mis en possession réelle.

Appuyé sur ce texte, on a soutenu que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » dont l'art. 1141 n'est qu'une application, déroge, en ce qui concerne les meubles, au principe de la transmission de la propriété par le seul effet des conventions, principe consacré par l'art. 1138.

(1) Voir notamment Rivière, « L'article 2279 change-t-il le principe d'après lequel la propriété des meubles se transmet par le seul effet du consentement ? », *Revue de législation et de jurisprudence*, 1851, t. III, p. 370.

La convention ne serait pas suffisante pour que ce transfert s'opère. Il faudrait, en outre, la tradition. Ainsi les rédacteurs du code seraient revenus, quant aux meubles, au système du droit romain et de l'ancien droit français. Le droit romain n'attribuait pas à la convention la force de transférer la propriété. La convention était simplement productive d'obligations personnelles. Pour opérer la mutation de la propriété il fallait la *mancipatio*, l'*in jure cessio* ou la *traditio*. De ces trois formalités, les deux premières disparurent assez rapidement, car elles étaient fort compliquées et comportaient un véritable formalisme. La *traditio*, par contre, subsista et finit par devenir le seul procédé de transfert de la propriété. De là était venue la règle célèbre : *Traditionibus et usucapionibus dominia rerum non nudis pactis transferentur*. Mais cette formalité extrêmement simple qui ne consistait qu'en la remise matérielle de la chose ne tarda pas cependant de révéler ses inconvénients qui s'aggravèrent au fur et à mesure que le commerce se développa. Ainsi, dès le droit romain, certains prodromes d'une évolution se manifestèrent dont le plus important est la clause de constitut possessoire. On pouvait, dans le contrat de vente, insérer une clause aux termes de laquelle le vendeur déclarait posséder désormais pour le compte de l'acheteur. Par cette clause on se contentait d'une tradition fictive. Une tradition réelle n'était plus indispensable.

L'ancien droit français n'a fait qu'accentuer cette évolution. Il devait être porté à supprimer le formalisme de la tradition, d'abord en raison des nécessités du commerce qui se manifestaient alors et surtout parce que l'évolution générale des esprits était hostile au formalisme. L'idée dominante était celle de l'autonomie de la volonté. Cependant, comme les juristes sont très conservateurs par essence, ils n'ont jamais, dans l'ancien droit, osé renverser le principe romain. Ils se sont contentés de perfectionner la clause de constitut possessoire qu'ils ont transformée en une clause dite de dessaisine-saisine. Elle consistait simplement à déclarer dans le contrat que le vendeur se dessaisit de la chose pour en investir l'ache-

teur. Cette clause est devenue vite une clause de style et se trouvait presque dans tous les contrats. Et on peut affirmer que dans le dernier état de l'ancien droit français la propriété se déplaçait pratiquement dès la conclusion du contrat.

Nous voyons donc que les auteurs qui exigent, sous l'empire du Code civil, la tradition pour la mutation de la propriété mobilière, vont dans leur exigence plus loin encore que les auteurs de l'ancien droit. Tandis que ceux-ci se contentaient d'une tradition purement fictive, les premiers exigent une tradition réelle.

120. — Parmi les auteurs qui soutiennent cette doctrine il y en a quelques-uns qui vont jusqu'à prétendre que la tradition est nécessaire, même pour le transfert de la propriété *inter partes*. Voilà comment ils expliquent leur thèse : « Le possesseur d'une chose mobilière étant, en vertu d'une présomption *juris et de jure*, considéré comme son propriétaire, il en résulte que le vendeur n'en perdra pas la propriété tant qu'il en aura la possession juridique, ou, en d'autres termes, que le droit réel sur les meubles n'est transféré que par la tradition » (1).

Est-il besoin de répondre que le vendeur n'est pas en mesure de se prévaloir de la règle de l'art. 2279. En réalité, dès la vente il reconnaît le droit de l'acheteur pour le compte de qui il possède désormais ; il est donc détenteur précaire.

121. — La thèse selon laquelle la règle « En fait de meubles possession vaut titre » déroge à l'art. 1138 C. civ., en ce sens qu'elle exige la tradition pour que la propriété soit transmise à l'égard des tiers, est plus spécieuse. Elle n'en est pas cependant moins fausse.

On essaie de fonder cette doctrine sur l'art. 1583 C. civ. qui paraît, à première vue, en être la consécration. En effet,

(1) Renaud, « L'art. 2279 interprété par ses origines germaniques », article traduit par M. Chauffour, *Revue de législation et de jurisprudence*, 1845, t. XXIII.

le texte dispose que la vente « est parfaite *entre les parties* et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on a convenu de la chose et du prix, quoique *la chose n'ait pas encore été livrée* ni le prix payé ». La conclusion qu'on déduit du texte c'est que *inter partes*, à l'égard du vendeur, la vente est parfaite sans livraison et que cette précaution de la loi de restreindre la portée du principe qu'elle vient d'énoncer permet de décider *a contrario* qu'à l'égard des tiers la vente n'est pas parfaite. Pour qu'elle soit parfaite à leur égard, il faut une formalité quelconque, en sus du contrat ; pour les meubles ce sera la tradition.

L'argument est en forme, et on serait tenté de s'y arrêter, si on ne savait pas que l'art. 1583 est un article de renvoi et d'expectative. En effet, les rédacteurs du code étaient eux-mêmes indécis au sujet de la transcription des ventes immobilières. Ils se demandaient s'il y avait lieu de reproduire la disposition de la loi du 11 brumaire an VII. Ils ajournèrent leur décision pour le moment où ils reviendraient sur ce sujet au titre des hypothèques. Voilà la raison pour laquelle les rédacteurs du code ont inséré dans le texte tant d'expressions tendant à restreindre le principe au transfert de la propriété par le seul effet du contrat. Mais au titre des hypothèques, ils n'ont inséré aucun texte imposant une formalité quelconque. « C'était implicitement abroger la loi de Brumaire, et une jurisprudence constante et invariable considéra la vente comme opérant, à l'égard de tous, la mutation de la propriété immobilière. La loi du 27 mars 1855 est venue décider autrement, mais il n'en est pas moins vrai qu'avant cette loi l'art. 1583 n'avait pas en fait d'immeubles la signification qu'on voudrait lui donner. Or cet article est général dans ses termes et si on ne pouvait en déduire la nécessité pour les immeubles, soit d'une transcription, soit d'une tradition, il est également impossible d'y voir pour les meubles une exigence de cette nature (1). »

L'argument tiré de l'art. 1583 écarté, il en reste un

(1) Poincaré, *loc. cit.*, p. 231-232.

autre qu'on déduit de l'art. 1141. On affirme que ce dernier texte est inconciliable avec l'art. 1138. Il y déroge nécessairement (1). Si dans l'hypothèse prévue par l'art. 1141 le second acheteur l'emporte sur le premier, c'est en vertu de la tradition qui lui a été faite par le vendeur. Jusqu'à ce que la tradition soit effectuée, le vendeur demeure propriétaire à l'égard des tiers. La vente consentie au profit du premier acheteur ne lui a pas transmis la propriété *erga omnes*. Cette propriété est transmise au second acheteur, car c'est à lui qu'on a livré la chose.

Il n'est pas difficile de réfuter cet argument. Les partisans de la doctrine que nous repoussons oublient que l'art. 1141 n'est qu'une application pure et simple de l'art. 2279. Ainsi si le second acheteur devient propriétaire, ce n'est pas en vertu de la tradition, mais en vertu de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». C'est du chef de la possession de bonne foi et avec juste titre qu'il se voit attribuer la propriété, mais il n'y a là aucune dérogation aux règles générales de transmission de la propriété. L'art. 1138 conserve son plein empire. Nous sommes ici dans un tout autre ordre d'idées. Il s'agit d'un acquéreur qui, pour certaines raisons, est déclaré propriétaire du seul chef de la possession. Cela ne signifie absolument pas que le premier acquéreur ne devient pas propriétaire et que la propriété reste fixée sur la tête du vendeur tant qu'il n'a pas livré la chose. En effet, dès la conclusion de la première vente le vendeur cesse d'être propriétaire au profit de l'acheteur qui le devient à l'égard de tout le monde, *erga omnes*. Si cet acquéreur est sacrifié, c'est parce qu'il a en face de lui un défendeur qui est en mesure de lui opposer la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Le second acquéreur n'acquiert pas la propriété en vertu du contrat mais en vertu de la possession.

D'ailleurs, la thèse adverse succombe devant une objection à laquelle elle ne peut donner une réponse satisfaisante. Si dans l'art. 1141, le second acquéreur était pré-

(1) Renaud, *loc. cit.*

féré pour ce seul motif que la tradition s'est jointe au contrat, on n'exigerait pas de lui qu'il justifiât de sa bonne foi ; la transmission de la propriété du chef du contrat est, en effet, absolument indépendante de cet élément. Or, la bonne foi est indispensable pour que le second acquéreur mis en possession l'emporte sur le premier.

En vain, voudrait-on prétendre que l'art. 1141, en tant qu'il refuse la préférence au second acquéreur de mauvaise foi, n'est qu'une conséquence de la règle de l'article 1167. On a affirmé, certes, que le second acquéreur devient propriétaire si la chose lui est livrée, même s'il est de mauvaise foi. Seulement, par l'enjeu d'une action personnelle, l'action paulienne de l'art. 1167, le premier acquéreur fait annuler dans ce cas le transfert de propriété effectué déjà par la tradition au profit de son adversaire. Acceptons un instant cette explication et voyons ce qu'elle va nous donner.

D'abord le premier acquéreur ne pourrait, malgré la mauvaise foi de son adversaire, faire annuler le transfert de propriété effectué au profit de ce dernier, et se faire ensuite donner la préférence que si le vendeur était insolvable. Si l'aliénateur était solvable, l'action paulienne ne pourrait réussir. Or, l'art. 1141 est général et donne la préférence au premier acquéreur dès que le second est de mauvaise foi sans se soucier de la solvabilité ou de l'insolvabilité de l'aliénateur. En outre, pour que l'action révocatrice de l'art. 1167 puisse réussir, il faut qu'il y ait eu non seulement l'*eventus damni*, mais aussi le *consilium fraudis*. Or, l'art. 1141 est applicable, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de savoir si l'aliénateur a été de bonne ou de mauvaise foi, si oui ou non il a agi en connaissance des faits. Supposons, pour prendre un exemple, l'hypothèse suivante : Primus vend un meuble à Secundus et meurt ensuite avant d'en avoir effectué la livraison. Ses héritiers, ignorant cette vente, aliènent le meuble à Tertius et lui en font la tradition. Tertius est, par hypothèse, de mauvaise foi. L'art. 1141 donne ici la préférence au premier acquéreur, il oblige le second acquéreur à restituer le meuble alors que l'action paulienne se trouve

tout à fait hors de cause étant donné la bonne foi des héritiers. Ainsi l'action paulienne est incapable d'expliquer l'exigence de la bonne foi dans l'art. 1141. La vérité c'est que cette condition est exigée, car sans elle le second acquéreur mis en possession ne peut se prévaloir de la règle de l'art. 2279 et ne peut par conséquent se voir donner la préférence sur le premier.

De tout ce qui précède, il se révèle que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » n'a aucune influence sur le transfert de la propriété mobilière. Celle-ci reste réglée par les principes du droit commun qui conservent à cet égard leur plein empire (1).

122. — Nous saisissons l'occasion de parler de la prétendue influence de la règle de l'art. 2279 sur le transfert de la propriété mobilière pour parler d'une autre question qui, quoique différente, peut être discutée avec elle. C'est la question à savoir si la règle de l'art. 2279 peut avoir une influence quelconque sur la vente de la chose d'autrui.

On a prétendu, en effet, que cette règle déroge, quant aux meubles, à l'art. 1599 qui dispose que la vente de la chose d'autrui est nulle.

Il n'y a là qu'une idée tout à fait vulgaire. L'art. 2279 n'a rien à voir avec la nullité de la vente de la chose d'autrui ; ce sont deux ordres d'idées différents. Si l'acheteur d'un meuble *a non domino* devient propriétaire, ce n'est pas parce que la vente est parfaite. Celle-ci demeure nulle et comme telle ne peut avoir aucun effet. Si l'acheteur devient propriétaire, ce n'est pas en vertu du contrat

(1) Voir dans ce sens : Marcadé, *loc. cit.*, t. I, sous l'art. 1141 ; — Larombière, *Traité théorique et pratique des obligations*, t. I, art. 1141, n° 18 ; — Demolombe, *loc. cit.*, t. 24, n° 429 ; — Demante et Colmet de Santerre, *loc. cit.*, t. V, n° 57 ; — Laurent, *loc. cit.*, t. XIV, n° 363 et suiv. ; — Guillouard, *loc. cit.*, t. I, n° 51 ; — De Folleville, *loc. cit.*, n° 81 *ter* et s. ; — Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 147, note 7 ; — Ortlieb, *loc. cit.*, n° 39, p. 104 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 229 et suiv. ; — Raynaud, *loc. cit.*, n° 140 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, t. I, n° 1153 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, t. I, n° 2898 ; — Voir aussi Cass. 24 juin 1845 (S. 1846. I. 550) ; — Dijon, 27 juin 1864 (S. 1864. II. 183) ; — Cass. 27 juillet 1909 (S. 1916. I. 20) ; — Code civil annoté sous l'art. 1583.

mais en vertu de sa possession. C'est ainsi qu'il ne devient propriétaire que s'il est de bonne foi, alors que si la vente était valable, il le serait dans tous les cas.

La question n'est pas dénuée d'intérêt. En effet, si la vente de la chose d'autrui était rendue valable en matière mobilière, l'acquéreur *a non domino* deviendrait propriétaire *ipso facto* et ne pourrait réclamer quoi que ce soit à son auteur, alors que n'étant pas obligé de se prévaloir de l'art. 2279, il peut renoncer à l'avantage qu'il lui offre pour attaquer en garantie le vendeur (1).

SECTION III. — LA RÈGLE « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE » ET L'ACQUISITION DES FRUITS PAR LE POSSESEUR DE BONNE FOI.

- 123. — Le principe de l'acquisition des fruits par le possesseur de bonne foi est-il une application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ?
- 124. — La thèse qui soutient l'affirmative. Ses arguments.
- 125. — Réfutation de ces arguments.
- 126. — Conséquences illégales auxquelles aboutirait cette thèse.
- 127. — Le principe de l'acquisition des fruits n'est pas une application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Il doit son existence à des considérations d'équité.

123. — « Le simple possesseur ne fait les fruits siens que dans le cas où il possède de bonne foi : dans le cas contraire, il est tenu de rendre les produits avec la chose au propriétaire qui la revendique. »

Cette disposition de l'art. 549 fait naître une question qui intéresse au plus haut degré la possession des meubles. Il y a, en effet, une analogie frappante entre le principe que consacre cet article et celui de l'art. 2279. Dans l'un comme dans l'autre, il s'agit d'un possesseur qui possède le meuble de bonne foi et dans l'un comme dans l'autre le possesseur est traité avec la même faveur : il est déclaré

(1) Voir *contra*, De Folleville, *loc. cit.*

propriétaire. D'où la question de savoir s'il n'y a pas un rapport de corrélation et de dépendance entre les deux articles, si l'art. 549 n'est pas une application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

124. — La réponse affirmative a été soutenue par certains auteurs (1). La situation, prétend-on, est identique. Les fruits, une fois détachés de l'immeuble, acquièrent une individualité distincte, ils deviennent meubles. En deuxième lieu, on n'acquiert les fruits que par la perception, c'est-à-dire par la mise en possession. En outre, l'art. 549 exige formellement la bonne foi. Ainsi dit-on que toutes les conditions nécessaires pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » se trouvent réunies ici et qu'il n'y a aucune raison pour que cette règle ne reçoive pas application. La règle est énoncée d'une façon générale ; elle n'est suivie que d'une dérogation en cas de vol ou de perte. Et cette dérogation ne doit pas être étendue à d'autres cas, car les exceptions sont *strictissimae interpretationis* (2).

Les partisans de cette théorie ajoutent un argument tiré de l'histoire du principe de l'acquisition des fruits par le possesseur de bonne foi. L'influence de l'art. 2279 est, disent-ils, d'autant plus certaine qu'il y a, en notre matière, une différence capitale entre les principes du droit romain et les principes adoptés par les rédacteurs du code civil. En droit romain, c'était par la consommation que le possesseur de bonne foi se mettait à l'abri de la revendication du propriétaire. En droit français, c'est par la perception, c'est-à-dire par la mise en possession que les fruits sont acquis. La seule explication que l'on puisse donner de cette modification si importante à l'égard du droit du possesseur de bonne foi, c'est l'introduction dans le

(1) Brevard, *De l'étude du droit romain*, p. 304. — Marcadé, *loc. cit.*, sous l'art. 549, n^o 1 et 2 ; — Auguste Dubois, « De la restitution des fruits et des produits de la chose d'autrui possédée de bonne foi par un tiers », article dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1896, t. XXV, p. 398 et suiv.

(2) Dubois, *loc. cit.*

Code civil d'un principe inconnu du droit romain, c'est la consécration par lui de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

125. — Cette doctrine est aujourd'hui complètement délaissée, et avec juste raison d'ailleurs (1).

En effet, elle ne fait qu'étendre outre mesure le domaine de la règle de l'art. 2279. L'art. 549 en édicte une à part qu'il est impossible de rattacher à la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ».

L'argument historique qu'on cite à la faveur de l'opinion que nous combattons, acquerrait une certaine force, s'il était vrai, comme on le prétend, que le principe de l'art. 549 fût, dans sa formule actuelle, une création du code civil, une innovation de ses rédacteurs. Mais cette assertion est dénuée de tout fondement. Sans rappeler les controverses que les dispositions du droit romain sur l'acquisition des fruits ont soulevées entre les interprètes et qui ont laissé la question encore indécise, il est certain que le principe que le possesseur de bonne foi acquiert les fruits par la perception et non par la consommation n'est pas un principe nouveau, puisque sous l'empire même du droit romain, un parti puissant soutenait déjà que le possesseur de bonne foi acquérait tous les fruits perçus sans aucune distinction entre les fruits consommés et les fruits existants.

En tout cas, le principe consacré aujourd'hui par le Code civil dans l'art. 549 prévalait sous l'empire de l'ancien droit dans toute la France, dans les pays des coutumes tout aussi bien que dans les pays de droit écrit (2).

Dans toute la France ce principe était solidement établi et universellement admis. Il y était établi même à une

(1) H. Féréol Rivière, « Quelle est l'influence de la maxime de l'art. 2279 sur le principe de l'acquisition des fruits par le possesseur de bonne foi ? », *Revue de législation et de jurisprudence*, 1851, t. III ; — Demolombe, *loc. cit.*, IX, n° 622, et t. XIII, n° 47 ; — Laurent, *loc. cit.*, VI, n° 205 ; — Aubry et Rau, *loc. cit.*, t. II, § 20, note 33 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1145.

(2) Voir l'article intéressant de M. Féréol Rivière, *loc. cit.*

époque où le triomphe du droit romain était à son point culminant et où ses principes sur la revendication mobilière recevaient une pleine et entière application. On ne peut donc le rattacher à la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Cette règle, en effet, n'est connue et formulée que longtemps plus tard. Ainsi Loysel (1), qui donne la règle que tout possesseur de bonne foi fait les fruits siens, ne formule pas la maxime « En fait de meubles possession vaut titre », et Pothier adoptait le principe de l'acquisition de tous les fruits par la perception, alors qu'il ne connaissait pas la règle consacrée aujourd'hui par l'art. 2279 ou tout au moins ne la connaissait pas avec le sens que nous lui attribuons.

En outre, l'opinion qui voit dans le principe de l'art. 549 une application de la règle de l'art. 2279 est démentie par les travaux préparatoires. Certes, lors de la rédaction de l'art. 549, le principe « En fait de meubles possession vaut titre » était parfaitement connu des rédacteurs du code puisqu'il a été adopté par la suite sans aucune difficulté, voir sans aucune discussion. Et, pourtant, nous ne trouvons dans les travaux préparatoires à propos de l'art. 549 aucun terme duquel on puisse induire qu'ils avaient l'intention de s'y référer. Au contraire, pour justifier le principe de l'acquisition des fruits on se contentait d'invoquer les mêmes raisons d'équité dont les anciens se prévalaient déjà. C'est ainsi que le tribun Favre, dans son rapport présenté au tribunal, disait seulement : « Le possesseur de bonne foi, croyant que la chose lui appartenait, a joui des fruits comme un accessoire de sa propriété, on ne peut lui imputer aucune faute ; et ce serait le punir comme coupable en le forçant à restituer ce qu'il n'a peut-être pas (2). »

D'ailleurs, la corrélation qu'établit la thèse que nous repoussons entre le principe de l'art. 549 et celui de l'art. 2279 est inexacte au point de vue des principes. Comme nous l'avons montré (3), la règle « En fait de meubles

(1) *Institutions coutumières*, titre 4, règle 4.

(2) Fenet, *loc. cit.*, sous l'art. 549.

(3) Voir *supra*, n° 101.

possession vaut titre » ne saurait s'appliquer qu'aux meubles envisagés individuellement et qui ne sont pas l'accessoire d'un immeuble. Par conséquent elle ne s'applique ni aux fruits ni aux produits de la chose. La solution inverse serait en contradiction avec cette règle fondamentale que l'accessoire suit le principal, *accessorium sequitur principale*, et ne sera pas en harmonie avec les motifs de la règle de l'art. 2279 (1).

M. Demolombe essaie de prouver que l'acquisition des fruits par le possesseur de bonne foi n'est pas une application de la règle de l'art. 2279, en s'attaquant directement aux conditions d'application de cette dernière règle. Il soutient que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » est inapplicable aux fruits et aux produits parce qu'elle consacre une véritable usucapion impossible sans juste titre. Or, dit-il, le juste titre fait défaut à l'égard des fruits et des produits.

Cette thèse nous intéresse particulièrement, ce n'est pas parce que nous admettons l'idée d'une prescription comme le fait le grand auteur, mais c'est parce que nous exigeons le juste titre pour que la propriété soit acquise du chef de la possession. Ainsi nous est-il de la première importance de savoir si le juste titre fait réellement défaut lorsqu'il s'agit des fruits ou des produits.

« Lorsqu'ils'agit, dit Demolombe, d'un immeuble possédé par un tiers de bonne foi en vertu d'un titre translatif de la propriété, le titre ne s'applique pas déterminément aux fruits ni aux produits de l'immeuble, il ne s'applique qu'à l'immeuble même (2). » Ainsi si j'achète un immeuble *a non domino* j'aurai un juste titre quant à cet immeuble, mais je n'en aurai pas un à l'égard des fruits et produits que j'en aurai détachés.

Cette proposition est-elle juste ? Nous ne saurions l'affirmer. En droit romain déjà, Papinien et Ulpien, tout deux s'appuyant sur l'autorité de Julien plus ancien qu'eux

(1) Aubry et Rau, *loc. cit.*, t. II, § 206, note 31 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, t. I, n° 1145.

(2) Demolombe, *Traité de la distinction des biens*, t. II, n° 622.

d'un siècle, estimaient que le possesseur en achetant le fonds achetait le droit d'en extraire les pierres et par suite possédait ces pierres au même titre *pro emptore*. Du reste, qu'est-ce qu'un juste titre? C'est bien l'acte par lequel le possesseur aurait dû devenir propriétaire et le serait devenu si la chose eût appartenu à l'aliénateur. Or, si l'immeuble eût appartenu au vendeur, l'acheteur en fût devenu propriétaire, et c'est pour ce motif qu'il a un juste titre lui permettant de l'usurper. De même, si le fonds eût appartenu au vendeur, l'acheteur eût été, en vertu de l'art. 546, propriétaire de tout ce qu'il produit et de tout ce qui s'y ajoute accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement. Il a donc, quant à ces produits, un juste titre.

On ne pourrait donc expliquer l'inapplication de l'art. 2279 aux fruits et produits en affirmant qu'à leur égard le possesseur n'a pas de juste titre. Toutes les fois que le possesseur a un juste titre à l'égard de l'immeuble, il en aura un à l'égard des fruits et des produits qui s'en seront détachés.

126. — Enfin, la thèse, qui voit dans le principe de l'acquisition des fruits une application pure et simple de la règle de l'art. 2279, aboutit nécessairement à des conséquences que tout le monde repousse, avec une parfaite raison d'ailleurs.

Tout d'abord on devrait en déduire que le possesseur acquiert non seulement les fruits proprement dits mais aussi les produits. Du reste, c'est la solution donnée par les partisans de la thèse adverse eux-mêmes (1).

En réalité, ces auteurs sont conséquents dans leur doctrine ; car si le possesseur conserve les fruits à cause du principe de l'art. 2279, il n'y aura aucune raison pour ne pas placer les produits sous le même régime.

Cependant, cette extension de l'art. 549 est universellement repoussée. Tout le monde, dans la doctrine tout aussi bien que dans la jurisprudence, n'attribue au pos-

(1) Marcadé, *loc. cit.* ; — Dubois, *loc. cit.*

sesseur de bonne foi que les fruits ; on l'oblige à restituer les produits avec l'immeuble revendiqué.

A notre avis, cette dernière solution s'impose. En effet, l'art. 549 qui est la disposition capitale, la pierre d'assise du système de l'acquisition des fruits, n'attribue au possesseur que les fruits. « Le simple possesseur de bonne foi, dit-il, fait les fruits siens. » Contre cet argument on a objecté que l'emploi du mot « fruits » dans la première partie de l'art. 549 n'est qu'une inexactitude de rédaction. La preuve en est, prétend-on, dans l'emploi par le législateur du mot « produits » dans la seconde partie du même article. L'objection n'est pas sans réponse, et loin de nous associer à ce reproche nous croyons que la rédaction de l'art. 549 a été voulue telle qu'elle est. Certes, dans la première partie l'article détermine le droit du possesseur et il lui donne les fruits, dans la seconde partie il veut préciser quelle est l'étendue de l'obligation du possesseur de mauvaise foi, et lui impose la restitution non seulement des fruits mais aussi des produits. D'ailleurs, on peut bien considérer l'expression « produits » comme une variété de style (1).

En deuxième lieu, la thèse que nous combattons permettrait au possesseur de s'approprier les fruits perçus par anticipation. Or, il est universellement enseigné que ces fruits doivent être restitués au propriétaire de l'immeuble.

CONCLUSION.

127. — De tout ce qui précède il ressort qu'il est absolument inexact de prétendre que le principe de l'acquisition des fruits par le possesseur de bonne foi est une application pure et simple de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Cette assertion, nous l'avons vu, est démentie par l'histoire, elle est repoussée par les principes du droit, elle est enfin écartée par les conséquences illégales auxquelles elle aboutit. Le principe de

(1) Rivière, *loc. cit.*

l'art. 449 n'a rien à voir avec celui de l'art. 2279, il doit son existence à toutes autres considérations, à des considérations se rapportant à l'équité. En somme, le possesseur de bonne foi se croyant propriétaire a dépensé les fruits qu'on vient lui réclamer aujourd'hui, ou plutôt, il a proportionné ses dépenses en en prenant considération. Il serait donc injuste de l'obliger à les restituer. Une telle obligation pourrait causer sa ruine,

SECTION IV. — LA RÈGLE « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE » ET LA NOTION DE GAGE.

- 128. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » est-elle applicable au créancier gagiste ?
- 129. — Importance pratique de cette question.
- 130. — L'affirmative est aujourd'hui universellement admise par la doctrine et la jurisprudence.
- 131. — Exposé et réfutation de la thèse contraire qui a été soutenue par certains auteurs.
- 132. — Il faut, pour que le créancier gagiste puisse invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre », la réunion de toutes les conditions d'application de cette règle ; il faut surtout que le gage ait été régulièrement constitué.
- 133. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » est applicable à tous ceux qui peuvent invoquer un privilège mobilier basé sur la notion d'une constitution tacite de gage :
- 134. — Elle est applicable au bailleur.
- 135. — Elle est applicable à l'aubergiste.
- 136. — Elle est applicable au voiturier.
- 137. — Le créancier gagiste qui reçoit en gage un objet perdu ou volé peut-il se prévaloir de la disposition de l'art. 2280, afin de se faire rembourser la somme qu'il a avancée ?
- 138. — La question ne présente qu'un faible intérêt pratique.
- 139. — La réponse affirmative n'est pas douteuse à l'égard des établissements des monts-de-piété.
- 140. — La question est très discutée à l'égard des autres créanciers gagistes. Réfutation des arguments de la doctrine qui soutient la négative. L'affirmative nous semble s'imposer.

128. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » est-elle applicable seulement à celui qui possède un

meuble à titre de propriétaire, ou peut-elle au contraire être invoquée même par celui qui, détenteur d'un meuble reçu d'un *non domino* prétendrait avoir simplement sur ce meuble un autre droit réel, un démembrement de la propriété, un usufruit ou un gage ?

Nous avons déjà répondu à cette question en cherchant ceux qui peuvent se prévaloir de la règle de l'art. 2279. Nous avons vu que cet article s'applique à l'usufruitier tout aussi bien qu'au gagiste (1). Nous avons réservé l'étude détaillée de cette question pour le moment où nous étudierions l'application de la règle de l'art. 2279 au créancier gagiste. Et nous y voilà.

Nous consacrons l'étude de cette section au créancier gagiste, vu la très grande importance que l'application de l'art. 2279 à son profit présente dans la pratique. Nous faisons remarquer seulement que tout ce que nous disons ici à propos de la possibilité d'invoquer cet article s'applique aussi à l'usufruitier et à tout autre titulaire d'un droit réel sur le meuble.

La possession à titre de gage d'un objet mobilier produit-elle, en ce qui concerne le privilège qui dérive du nantissement, le même effet que produit la possession à titre de propriétaire en ce qui concerne le droit de propriété ? En d'autres termes, le créancier qui, de bonne foi, a reçu en gage d'un détenteur précaire un objet mobilier peut-il se prévaloir de la règle de l'art. 2279 pour refuser de restituer l'objet jusqu'au paiement de sa créance ?

129. — Il est à peine besoin de souligner l'importance pratique de la question. Le prêt sur gage est devenu aujourd'hui une nécessité de la vie pécuniaire des commerçants comme des non-commerçants. Le développement extraordinaire des établissements de crédit en est la meilleure preuve. Ces établissements fournissent aux particuliers les fonds dont ils ont un besoin urgent en prenant en gage certains meubles que ces derniers leur offrent. Mais c'est surtout sur les titres au porteur que les éta-

(1) Voir *supra*, n° 103.

blissements de crédit font leurs avances. Seulement, il peut arriver, et il arrive très fréquemment dans la pratique, que le débiteur met en gage un meuble, un titre au porteur, par exemple, qui ne lui appartient pas. Incontestablement le contrat de gage est ici sans efficacité à l'égard du *verus dominus* de la chose engagée ; il est pour lui une *res inter alios acta*. Le véritable propriétaire pourrait donc revendiquer la chose s'il n'y avait en jeu que le contrat. Ce contrat n'a pu rien transférer au gagiste. D'où la question capitale de savoir si ce dernier est en mesure de se retrancher derrière la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». La possession peut-elle intervenir ici encore et lui faire attribuer ce privilège que le contrat du gage n'a pu lui transmettre ?

130. — Cette question reçoit aujourd'hui une réponse affirmative dans tout le monde juridique, dans la doctrine tout aussi bien que dans la jurisprudence.

Les tribunaux ont constamment déclaré que le créancier gagiste est en mesure d'invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre », afin de repousser jusqu'au paiement de ce qui lui est dû, la revendication de celui qui se prétend propriétaire (1).

La même solution est adoptée par la majorité écrasante des auteurs (2).

(1) Les arrêts qui ont consacré cette solution sont sans nombre. Parmi les plus récents nous citons : Paris, 25 mai 1873 sous cass., 15 avril 1874, S. 75.I.345 et la note ; — Cass., 12 mars 1888, S. 1888-I.264 ; — 6 juillet 1891, S. 95.I.403 ; — Douai, 20 juin 1892, S.92.II.161 et la note de M. Lyon-Caen ; — civil, 28 juillet 1897, D. 1898.I.134 ; — Req. 25 mars 1901, S. 1901.I.305, D. 1907.I.342 ; — 23 octobre 1905, S. 1906.I.40, D. P. 1906.I.7 ; — Cass. civ., 22 avril 1918, D. 1919.I.33 ; — Cass. civ. 10 avril 1922, *Gaz. Pal.*, 16 juin 1922 ; — civ. 19 juin 1929, D. 1929, p. 448, D. P. 1929.I.45 ; — Paris, 28 fév. 1934, S. 1934.II. 107. *Contra* civ. 11 août 1847, S. 1847.I.641 ; — Paris, 7 mai 1896, S. 1898.I.481, D. P. 1896.II.502.

(2) Aubry et Rau, *loc. cit.*, t. II, § 183 ; — De Folleville, *loc. cit.*, n° 36, — Bufnoir, *loc. cit.*, p. 387 ; — Delvincourt, *Cours de Code civil*, Paris, 1819, t. II, p. 438 ; — Troplong : *Du nantissement*, n° 70 et suiv. ; — Laurent, *loc. cit.*, t. XXVIII, n° 440 ; — Colmet de Santerre, *loc. cit.*, t. VIII, n° 304 bis ; — Guillouard, *Traité de la prescription*, n° 878, *Traité du nantissement*, n° 42-44 ; — Poincaré, *loc. cit.*,

Le principe qui permet au gagiste de se prévaloir de la règle de l'art. 2279 paraît à l'heure actuelle tellement certain et définitivement admis, que la jurisprudence tout aussi bien que plusieurs auteurs ne cherchent plus à le justifier ou à l'expliquer. On se borne à une simple affirmation, se contentant par exemple de dire, comme le fait l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 23 octobre 1905 (1), que « le créancier gagiste qui, de bonne foi, a reçu en gage d'un détenteur précaire un objet mobilier ou une valeur peut se prévaloir de la règle de l'art. 2279 » En fait de meubles la possession vaut titre » pour repousser jusqu'au paiement de la créance la revendication du propriétaire de cet objet ou de cette valeur ».

131. — Il s'en faut, cependant, que l'application de la règle de l'art. 2279 au créancier gagiste ait été toujours une chose évidente et incontestable. En effet, l'opinion contraire a été soutenue par certains auteurs (2) et adoptée par quelques arrêts (3).

A l'appui de cette doctrine on invoque tout d'abord un argument historique. Dans l'ancien droit, affirme-t-on, le créancier qui avait reçu en gage la chose d'autrui pouvait être évincé par le véritable propriétaire, et on cite, à l'appui de cette affirmation, quelques arrêts de l'ancienne jurisprudence (4) et un passage de Pothier (5).

p. 210 ; — Baudry-Lacantinerie et Tessier, *loc. cit.*, n° 868 et suiv. ; — Baudry-Lacantinerie et de Loynes : *Traité théorique et pratique de droit civil*, « Du nantissement, des privilèges et hypothèques », vol. XXI, t. II, 1895, n° 31 ; — Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, t. III, n° 29 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, t. II, n° 1010 et suiv. ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, n° 383 ; — Planiol et Ripert avec le concours d'Emile Becqué, t. XII, n° 78.

(1) D. P. 1906.I.7.

(2) Van Bemmelen, *loc. cit.*, p. 425 ; — Tissier, note sous Cass. 11 mai 1898, S. 1898.I.481.

(3) Civ. 28 juillet 1847, S. 1847.I.641 ; — Paris, 7 mai 1896, S. 1898.I.481, D. P. 1896.I.502 ; — Trib. civ. de Valenciennes, 8 juillet 1891, sous Cour de Douai, 20 juin 1892, S. 92.II.161.

(4) Voir les arrêts cités par M. Troplong, *Nantissement*, *loc. cit.*, n° 70-71.

(5) « Il est évident que si le débiteur n'a aucun droit dans les choses qu'il donne en nantissement, il ne peut, en les donnant en nantisse-

Le peu de valeur que présente cet argument n'échappe à personne. Les arrêts cités se rapportent presque tous au xviii^e siècle, et sont ensuite antérieurs à la consécration et au triomphe définitif de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ». En outre ils ne sont pas concordants. Quant à l'opinion de Pothier, elle ne peut être décisive. Nous avons vu que ce grand jurisconsulte n'a pas adopté la règle « En fait de meubles possession vaut titre » que les rédacteurs du code ont empruntée à Bourjon et à la jurisprudence du Châtelet (1).

On a voulu tirer du texte de l'art. 2279 un autre argument à l'appui de la doctrine que nous combattons. On a prétendu que ce texte ne s'applique qu'au possesseur qui invoque un droit de propriété et qu'il est étranger à celui qui ne s'appuie que sur un contrat de gage. Cela résulterait du second alinéa de l'art. 2279 qui admet exceptionnellement, pour les cas de perte et de vol, l'action en revendication. L'art. 2279 n'étant fait que pour protéger l'acquéreur, on ne pourrait en étendre l'application au gagiste, et cela d'autant plus que cet article consacre une exception aux principes généraux et doit par conséquent être interprété limitativement.

Cette objection ne saurait nous arrêter. Le texte est général : « En fait de meubles possession vaut titre ». Il ne dit pas que la possession vaut titre de propriété. Quant au second alinéa qui permet la revendication en cas de perte ou de vol, il ne prouve pas du tout que notre règle doive être restreinte au cas où le possesseur prétend être propriétaire de la chose ; il peut s'expliquer en effet par ce fait que le législateur a pris le cas le plus usuel, le cas où on achète *a non domino*. D'ailleurs, quelle est l'action que le propriétaire de la chose engagée peut intenter contre le créancier gagiste en cas de perte ou de vol si ce

ment, transférer aucun droit de gage dans ces choses au créancier auquel il les donne en nantissement... Le créancier sera donc sujet à être évincé par le propriétaire de ces choses qui n'a pas consenti au nantissement ». Pothier, *Traité de nantissement*, n° 27, t. 5, p. 400.

(1) Tournesac, *loc. cit.*, p. 136 ; — Lyon-Caen, note sous Douai, 20 juin 1892, précédemment citée.

n'est pas l'action en revendication ? Le propriétaire ne peut invoquer ici que son droit de propriété. Donc il ne peut agir qu'en revendication. En outre, contre cet argument on peut invoquer cet axiome de bon sens autant que de droit, d'après lequel celui qui peut le plus peut le moins. La possession qui peut attribuer de son chef la propriété au possesseur ne peut-elle pas lui attribuer le privilège du gagiste qui n'est, au fond, qu'un démembrement de la propriété ? (1)

Les partisans de la doctrine qui refusent au créancier gagiste le droit d'invoquer la règle de l'art. 2279 objectent enfin que le créancier gagiste n'a pas l'*animus domini*, qu'il est détenteur précaire. Or, la précarité empêche la règle « En fait de meubles possession vaut titre » de s'appliquer.

Cette objection a, certes, une apparence spécieuse car elle part de ce principe incontestable que la précarité est un vice absolu qui empêche l'application de l'art. 2279. Elle n'en est cependant pas moins fautive ; il n'est pas difficile d'en donner la preuve.

Il est totalement inexact de dire, d'une façon absolue, que le gagiste est un détenteur précaire. Sans doute, il est détenteur précaire en ce qui touche à la propriété et, de ce chef, il ne pourrait invoquer l'art. 2279 en vue de se l'attribuer et de refuser la restitution du gage, une fois sa créance éteinte. Mais dans notre hypothèse, le créancier gagiste n'a pas de prétention à la propriété. Tout ce qu'il oppose, c'est son droit de gagiste. Or, à cet égard il est investi d'une possession personnelle et exclusive ; il ne détient plus la chose pour le compte du débiteur, mais pour son propre compte.

Cela est d'autant plus vrai que s'il est exact qu'il est tenu de restituer, il pourra refuser cette restitution tant qu'il n'aura pas été désintéressé. C'est donc qu'il a un droit réel propre qu'il pourra faire valoir à l'encontre des tiers, indépendamment du droit de la propriété. En ce qui concerne le gage, le gagiste n'est point un déten-

(1) De Folleville, *loc. cit.*, n° 36.

teur précaire. Il possède comme titulaire d'un droit réel qui est le gage. *Stricto sensu*, le gagiste ne possède pas *animo domini* car il ne se prétend pas propriétaire, mais il possède en tant que titulaire d'un droit réel *animo pignoris* (1), et nous avons vu que cela est suffisant pour l'application de la règle « En fait de meuble possession vaut titre (2) ».

Ainsi voyons-nous que la doctrine qui entend refuser au gagiste le droit de se prévaloir de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne s'appuie sur aucune base solide. Et il n'y a aucune bonne raison de faire, à cet égard, une différence entre celui qui traite à son insu, avec un *non dominus* en vue d'acquérir un droit de propriété et celui qui traite dans les mêmes circonstances en vue d'acquérir un autre droit réel quelconque.

Du reste, les motifs qui ont fait édicter la règle traditionnelle ont la même force pour un créancier gagiste que pour celui qui veut acquérir la propriété. L'absence d'écrit pour constater les transmissions des meubles corporels et des titres au porteur met obstacle à ce que le créancier gagiste, comme l'acquéreur de propriété, puisse s'assurer du droit de celui à qui il fait des avances. Par conséquent, en écartant l'art. 2279, on porterait une grave atteinte au crédit, les prêts sur gage qui ont une si grande utilité se trouveraient entravés et restreints (3).

En outre, il est certain que les créanciers qui jouissent d'un privilège fondé sur une constitution tacite de gage ont le droit d'exercer leur privilège sur tous les biens détenus par leur débiteur même ceux qui sont la propriété d'autrui. Cette solution nous estre commandée, en effet, par plusieurs textes, qui sont plus ou moins formels. Tout d'abord l'art. 2102 première partie nous dit que le privilège du bailleur s'exerce *sur tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme*

(1) Colin et Capitant : *loc. cit.*, t. II, n° 1079.

(2) V. *supra*, n° 34 et 103.

(3) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 868 ; — Lyon-Caen, note précitée ; — Albert Tissier, note sous Cass., 11 mai 1898, S. 98.I. 481 ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, n° 363.

et tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme. Le texte est général ; il ne distingue pas entre les meubles qui appartiennent au locataire ou au fermier et les meubles qui ne leur appartiennent pas. Il suffit que le meuble garnisse la maison louée ou serve à l'exploitation de la ferme pour qu'il soit grevé du privilège du bailleur.

Ensuite le même article, dans sa quatrième partie alinéa 3, nous dit à propos du privilège du vendeur des meubles que celui-ci « ne s'exerce qu'après celui du propriétaire de la maison ou de la ferme, à moins qu'il ne soit prouvé que le propriétaire avait connaissance que les meubles et autres objets garnissant sa maison ou sa ferme n'appartenaient pas au locataire ». Il n'est pas difficile de voir dans ce texte une application au profit du bailleur de la règle de l'art. 2279. Le bailleur de bonne foi, c'est-à-dire qui a ignoré le privilège du vendeur, est autorisé à exercer son privilège le premier et à ne pas respecter ainsi un droit réel constitué préalablement sur le meuble.

On peut puiser enfin dans l'art. 1813 un argument sans réplique à l'appui de notre thèse. Cet article dispose : « Lorsque le cheptel est donné au fermier d'autrui, il doit être notifié au propriétaire de qui ce fermier tient ; sans quoi il peut le saisir et le faire vendre pour ce que son fermier lui doit ».

L'hypothèse est simple : une personne tient un immeuble en location ; cette personne n'ayant pas de fonds suffisants pour monter la ferme, s'adresse à un tiers qui, au lieu de lui prêter de l'argent, lui fournit les têtes de bétail dont il a besoin. Le contrat de cheptel ne transporte pas la propriété au fermier ; néanmoins si ce contrat n'est pas notifié au propriétaire de l'immeuble loué, celui-ci pourra faire saisir et vendre le bétail et exercer sur le prix son privilège. Comment saurait-on expliquer cette solution sinon comme une application pure et simple de la règle de l'art. 2279 ?

Ainsi les textes de la loi permettent-ils à celui qui tient son privilège d'une constitution tacite du gage d'invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Or si c'est ainsi, ne devra-t-on pas, et à plus forte raison en-

core, accorder cette faveur au créancier gagiste qui se fonde sur une constitution expresse du gage ?

Enfin, si, en dépit de tous les arguments que nous venons de citer, le moindre doute existe encore au sujet du droit du gagiste de se prévaloir de la règle de l'art. 2279, il suffit, pour l'éliminer, de consulter les travaux préparatoires. Berlier, dans son exposé des motifs au corps législatif, s'exprime ainsi : « Le créancier légalement saisi d'un gage ne saurait craindre l'intervention de personne, si ce n'est celle des tiers qui prouveraient que le meuble donné en gage leur a été dérobé (1). »

132. — Est-il besoin de dire que, si on permet au gagiste de se prévaloir de la règle de l'art. 2279 et si on lui accorde ainsi la même faveur qu'à l'acquéreur *a non domino*, ce gagiste ne devra pas avoir une situation meilleure que ce dernier ? Est-il besoin de dire que le gagiste ne saurait invoquer l'art. 2279 que là où l'acquéreur pourrait le faire, qu'il est soumis aux mêmes conditions que lui. Le gagiste ne pourrait se prévaloir de la règle « En fait de meubles la possession vaut titre » que s'il était de bonne foi lors de sa mise en possession de la chose engagée et s'il s'agissait d'un meuble non perdu ou volé. Cela est clair et n'a point besoin de commentaire.

Mais tous les auteurs et les arrêts exigent ici une autre condition. Le gagiste ne pourra invoquer sa possession de bonne foi que s'il possède en vertu d'un nantissement régulier et légalement valable. Il faut que le contrat de gage ait obéi aux formalités prescrites par les art. 2074 et 2075 (2).

(1) Fenet, t. XV, *Exposé des motifs*, p. 210.

(2) Civ. 28 mars 1888 précité ; — civ. 5 juin 1872, S. 1872.I.157, D. P. 1872.I.161 ; — Req. 2 mars 1892 S. 1895.I.116, D. P. 1893.I.198 ; — civ. 19 juin 1929, D. H 1929,448. D. P. 1929.I.45 ; — Paris, 28 fév. 1934, S. 1934.II.107 ; — voir aussi Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 870. — Tournesac, *loc. cit.*, p. 130-131 ; — Lyon-Caen et Renaut, *loc. cit.*, n° 240 ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, n° 383 ; — Planiol, Ripert et Becqué, t. XII, n° 78 ; — Baudry-Lacantinerie et de Loyne : *loc. cit.*, n° 181 et l'exposé de motif de Berlier dans Fenet, *loc. cit.*

Nous sommes parfaitement d'accord sur ce point. Le gagiste ne pourra se prévaloir de la règle de l'art. 2279 que s'il possède en vertu d'un contrat de nantissement régulièrement constitué. Si le contrat du gage est entaché d'une nullité quelconque, si, par exemple, il n'en a pas été dressé un acte authentique ou sous seing privé dûment enregistré, le gagiste ne pourra se retrancher derrière la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

Remarquons seulement qu'il y a ici une certaine anomalie dans la doctrine tout aussi bien que dans la jurisprudence. Nous avons vu que, contrairement à notre point de vue, tous les auteurs et les tribunaux permettent à l'acquéreur de bonne foi de se prévaloir de la règle de l'art. 2279 en dehors de toute idée de juste titre. Alors comment viennent-ils ici, à l'égard du créancier gagiste, exiger que celui-ci possède en vertu d'un nantissement valable-ment et régulièrement constitué ? Cette idée n'arrive-t-elle pas à exiger le juste titre pour que le gagiste puisse invoquer la règle de l'art. 2279 ?

Cette anomalie n'a pas échappé à la jurisprudence. Ainsi, quelques arrêts ont-ils cherché à justifier l'exigence d'un nantissement régulier par une autre idée que celle du juste titre. Mais ils ne sont arrivés qu'à des solutions inadmissibles et légalement inexactes. La Cour de Cassation a déclaré à cet égard que le nantissement irrégulier ne peut conférer qu'une détention précaire insuffisante pour équivaloir à un titre et attribuer le bénéfice de l'art. 2279. Il est à peine nécessaire de souligner l'inexactitude de cette idée. La précarité de la possession ne peut dépendre de l'inobservation de formes exigées pour la constitution du gage. Il n'y a là qu'une question d'intention. Il y a précarité s'il n'y a pas *animus domini*. Or, dans notre hypothèse, le créancier gagiste, malgré la nullité de gage, n'en a pas moins l'intention de posséder le meuble à titre de gagiste.

On a dit aussi, toujours en cherchant à justifier l'exigence d'un nantissement régulier, que le créancier doit, pour invoquer l'art. 2279, prouver qu'il possède à titre de gagiste, or, pour cette preuve, la loi est plus rigoureuse qu'elle ne l'est quand il s'agit d'un acquéreur possédant

à titre de propriétaire ; il faut ici observer certaines formes, en l'absence desquelles on ne peut se dire nanti d'un gage (1). Cette opinion n'est pas moins fausse que la première. Le gagiste, pas plus que l'acquéreur, n'a pas à prouver qu'il possède *animo domini*, il est présumé posséder pour son propre compte à titre de titulaire du droit qu'il allègue et c'est à son adversaire d'établir le contraire (art. 2230).

La vérité c'est qu'en formulant que le gage doit être régulièrement constitué pour qu'il soit possible d'invoquer la règle de l'art. 2279, on exige le juste titre. Tout ce qu'on permet ici à la possession de couvrir, c'est le défaut de propriété chez le constituant de gage. Le gagiste qui traite, à son insu, avec un non-propriétaire est mis dans la même situation que s'il avait eu affaire avec le *verus dominus* mais pas dans une situation meilleure.

Cette solution est pleinement légale et parfaitement logique. Le gagiste ne doit être excusé que pour n'avoir pu s'assurer du droit de son débiteur ; en ce qui concerne ce droit il devait inévitablement tomber dans l'erreur. Et, partant, la loi lui vient en aide, en permettant à la possession de remédier à l'état de choses qui résulterait de cette erreur. Mais il ne faut pas aller plus loin et déclarer que le gagiste qui a traité avec un *non dominus* est mis dans une situation meilleure que celle qui lui aurait été faite s'il avait traité avec le véritable ayant droit.

Ainsi nous remarquons, avec une grande satisfaction, que la jurisprudence tout aussi bien que la doctrine reviennent, à l'égard du gagiste, c'est-à-dire à propos d'une application particulière de la règle de l'art. 2279 à notre théorie qui exige le juste titre pour l'application de cette règle en général. Il est vrai qu'on ne le dit pas ; on va même jusqu'à chercher à le dissimuler par de vaines explications, mais la solution qu'on a adoptée et qui est inspirée nettement de la justice et de l'équité ne peut s'expliquer que par l'idée du juste titre.

(1) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, p. 870 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 131.

Mais ce qui est fort étonnant et très illogique, c'est qu'on exige le juste titre pour l'application de l'art. 2279 à l'égard du créancier gagiste et qu'on ne l'exige pas à l'égard de l'acquéreur de la propriété. Il n'y a, pourtant, aucune bonne raison de faire cette différence. Il s'agit de la même règle qui doit s'appliquer dans les mêmes conditions.

Il est légalement et logiquement inadmissible de ne pas exiger, pour l'application de notre règle à l'acquéreur de bonne foi, que la vente soit valablement conclue, alors qu'on exige pour son application au gagiste, que le gage soit régulièrement constitué. Exiger un titre valable et régulier dans un domaine et ne pas l'exiger dans un autre, voilà ce que nous ne saurions comprendre.

De tout ce qui précède nous concluons que le créancier gagiste peut, comme l'acquéreur et dans les mêmes conditions que celui-ci, invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre », et cela, bien entendu, dans les limites de son droit de gage et dans le seul but de se faire attribuer du chef de la possession le droit de retenir la chose jusqu'au remboursement de sa créance et, à défaut, de la faire vendre et de se payer par préférence sur le prix (1).

(1) MM. Baudry-Lacantinerie et de Loynes : *Du nantissement, des privilèges et hypothèques*, loc. cit., n° 33) poussent la ressemblance entre le créancier gagiste et l'acquéreur de propriété jusqu'à dire que dans l'hypothèse où le débiteur remet en gage à un second créancier la chose déjà engagée au même titre en faveur d'un premier, on doit faire application de l'art. 1141. Par conséquent, le second créancier sera préféré au premier, s'il a, de bonne foi, reçu la possession réelle de la chose. Cette idée des grands juristes nous semble contestable. Il n'y a ici aucune place pour l'application de l'art. 1141. Ce sont les principes généraux qui donnent la préférence au second créancier gagiste. Le gage, à la différence de la vente, ne se forme pas par le simple accord de volonté. Depuis le droit romain il est un contrat réel qui exige, pour sa formation même, la dépossession du débiteur au profit du créancier. Par conséquent, de ce fait qu'il n'a pas été nanti, le premier gagiste n'a rien acquis sur le meuble qui reste la propriété entière du débiteur. Ainsi le second gagiste a eu affaire avec le véritable et le seul maître de la chose ; par sa mise en possession, il a acquis un droit qui n'a été transféré à personne avant lui. C'est donc du chef du contrat qu'il se voit attribuer le privilège et non pas du chef de la possession.

133. — Il est à souligner que cette solution n'est pas propre au gagiste, c'est-à-dire celui qui se fonde sur une constitution expresse de gage ; elle doit être applicable à tous ceux dont le privilège se base sur une notion de constitution tacite de gage. Du moment que le privilège dérive d'un gage, le créancier peut se prévaloir de l'art. 2279 toutes les fois qu'il réunit les conditions nécessaires pour son application.

134. — C'est la solution admise au profit du bailleur de l'immeuble. Son privilège s'exerce, nous dit l'art. 2102, sur tout ce qui garnit la maison ou la ferme louées et tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme. Ainsi tous les meubles qui garnissent l'immeuble ou servent à son exploitation sont atteints par le privilège, même ceux qui n'appartiennent pas au locataire, cela ne saurait être contesté. D'ailleurs, l'art. 1813, nous l'avons vu, ne laisse aucun doute à cet égard.

Il est vrai qu'on a objecté que le bailleur n'a pas la possession réelle des meubles garnissant la maison, or cette possession c'est une condition indispensable pour l'application de la règle de l'art. 2279. L'objection semble sérieuse. On peut répondre, cependant, que le bailleur a la possession réelle de la chose qui est exercée en son nom par le locataire, ou, peut-être, pourrait-on mieux répondre en disant que la loi se contente ici de cette possession imparfaite et lui donne exceptionnellement la force d'une possession efficace. A l'appui de cette idée on peut dire que la loi se contente de cette possession pour accorder au bailleur un privilège fondé sur la notion du gage, alors que le gage exige, lui aussi, et pour sa formation même, une possession réelle (art. 2076). Nous avouons que cet argument peut ne pas être décisif, car on pourra toujours répliquer que l'idée de baser le privilège du bailleur sur la constitution tacite de gage n'est, après tout, qu'une conception purement doctrinale qui n'est consacrée par aucun texte. Quoi qu'il en soit, le bailleur a un certain pouvoir sur les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme puisqu'il peut s'opposer à ce qu'ils sortent de sa maison et même les

revendiquer s'ils sont déplacés sans son consentement (art. 2102). De toute façon et quelle que soit la valeur qu'on puisse donner à l'objection tirée du défaut d'une possession réelle au profit du bailleur, celui-ci est autorisé par les textes mêmes à exercer son privilège sur les meubles qui n'appartiennent pas à son débiteur, et cette idée ne saurait s'expliquer que par la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

Il n'y a rien de particulier à dire au sujet de l'application de la règle de l'art. 2279 au bailleur. Nous remarquons seulement qu'en pratique il est plus facile de mettre le bailleur dans l'impossibilité de se prévaloir de la règle qu'on ne pourrait le faire à l'égard de l'acquéreur de la propriété ou du créancier gagiste, par exemple. Le bailleur est connu de ceux qui traiteront avec son locataire. Ceux-ci savent par conséquent à quoi ils s'exposent. Un déposant, un commodateur, un vendeur, pour son privilège, ne peuvent pas savoir à qui le meuble pourrait être vendu ou donné en gage, mais ils peuvent, par contre, facilement connaître le bailleur dont le privilège pourra nuire à leurs droits, s'il invoque la règle de l'art. 2279. Ainsi ils peuvent le mettre dans l'impossibilité de se prévaloir de cette règle; ils n'ont, pour cela, qu'à lui faire connaître, par une notification ou par un tout autre procédé, que la chose n'est pas la propriété de son locataire ou qu'elle est affectée de tel ou tel droit (art. 1813 et 2102, 4^e partie, alinéa 3).

Il faut, bien entendu, que la notification soit faite au moment de l'entrée de la chose dans l'immeuble loué et pas plus tard.

Signalons en terminant avec le bailleur qu'il y a des circonstances qui ne lui permettent pas d'ignorer que les meubles qui se trouvent chez son locataire ne sont pas la propriété de ce dernier. Dans de pareilles circonstances il ne peut se dire de bonne foi et ne peut, par conséquent, invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». C'est par exemple un propriétaire qui loue à un entrepositaire (1). C'est encore l'hypothèse d'une

(1) Cass. 25 mars 1826, Sirey C. N. VIII.

location faite à un maître de pension, le privilège ne pourra s'étendre aux objets que les élèves sont dans l'usage d'apporter (1). C'est enfin le cas d'une location faite à un exploitant d'un garage d'automobiles (2).

135. — Il faut appliquer à l'aubergiste ce que nous venons de dire à propos du bailleur de la possibilité d'invoquer la règle de l'art. 2279 pour exercer son privilège sur la chose d'autrui (3). En effet, le privilège de l'aubergiste repose, comme celui du bailleur, sur l'idée d'un gage tacite et il doit, dès lors, être soumis aux mêmes règles. La question a, pourtant, été discutée, et un arrêt de la Cour de Colmar (4) a repoussé l'application de l'art. 2279 à l'aubergiste pour ce motif que l'art. 2102, 5^e alinéa ne parle que « des effets du voyageur qui ont été transportés » dans l'auberge. Cette idée n'a pas trouvé faveur, et ne peut être sérieusement soutenue.

136. — Il convient enfin de dire que la règle de l'article 2279 s'applique aussi au privilège du voiturier. Ce privilège doit être exercé sur tous les meubles voiturés.

137. — Nous verrons que la règle de l'art. 2279 ne peut être invoquée par le créancier gagiste, comme par l'acheteur, que dans les cas où il ne s'agit pas des choses perdues ou volées ; s'il y a eu perte ou vol, la revendication est admise contre lui, comme contre l'acheteur ; l'exception établie par le législateur atteint toutes les personnes auxquelles s'applique la règle. Nous verrons aussi que la loi, dans l'art. 2280, apporte une restriction importante au droit du propriétaire, victime d'un vol ou d'une perte, de revendiquer le meuble contre le possesseur de bonne foi : lorsque le possesseur a acheté la chose « dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire ne

(1) Cass. 31 déc. 1853, Sirey 1854.I.852.

(2) Colin et Capitant, *loc. cit.*, t. II, n^o 1077.

(3) *Idem.* n^o 1912.

(4) Colmar, 26 avril 1816, Sirey C. N., à sa date.

peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté ».

La question que nous nous posons maintenant est celle de savoir si cette disposition est spéciale à l'acheteur ou si, par contre, elle s'applique à tout autre possesseur qui se trouve dans les conditions qu'elle précise. Plus particulièrement, il s'agit de savoir si le créancier gagiste peut invoquer l'art. 2280 ; s'il peut exiger du propriétaire qui revendique contre lui la chose perdue ou volée, le remboursement de la somme prêtée ou avancée sous la garantie du nantissement, lorsqu'il se trouve dans les conditions prévues par la loi.

138. — La question présente au point de vue pratique un intérêt bien moins grand qu'il ne le paraîtrait au premier abord. En effet, il arrive très rarement qu'un gage soit constitué dans une des hypothèses que l'art. 2280 énumère. La foire et le marché sont des endroits où on ne fait normalement que vendre et acheter. Habituellement, on n'y constitue pas des gages. On peut dire la même chose du « marchand des choses pareilles ». Celui-ci ne consent qu'exceptionnellement à engager les choses qui font l'objet de son commerce. Mais si l'hypothèse est rare, elle n'est pas impossible et il s'agit de savoir quelle est la solution à adopter si elle se présente.

139. — Il y a un cas pour lequel le doute est exclu. C'est celui où le gage est constitué au profit des monts-de-piété, maisons de prêt sur gages autorisées. En effet, l'art. 2084 porte que ces maisons de prêt sont régies par des lois et des règlements particuliers. Or, d'après les règlements qui sont en vigueur à ce propos, le propriétaire d'une chose perdue ou volée ne peut la revendiquer entre les mains du mont-de-piété, qu'après lui avoir remboursé, en principal et en intérêt, la somme pour laquelle la chose a été engagée (1), à moins qu'une faute ait été

(1) Cette solution est très ancienne ; elle a été établie déjà dans l'ancien droit français : voir l'ordonnance du roi Jean, mars 1360, art. 12 ; Ord. de Charles VI, 3 sept. 1406 ; les lettres patentes de Charles VII du 13 septembre 1429, art. 10. Lettres patentes du 9 déc. 1771, art. 9.

commise par l'Administration de l'établissement de crédit au moment où elle a reçu l'objet en gage, soit en ne se conformant pas aux règlements, soit en ne tenant pas compte des circonstances qui devaient éveiller ses soupçons (1).

140. — Si nous laissons de côté les établissements de crédit de monts-de-piété pour nous poser la question à savoir si le créancier gagiste en général peut invoquer la règle de l'art. 2280, nous voyons que la jurisprudence est unanime pour donner à notre question une réponse négative (2).

La plupart des auteurs professent la même doctrine (3).

A l'appui de cette opinion on argue du caractère exceptionnel de l'art. 2280. Cette disposition, étant exceptionnelle, doit être interprétée restrictivement et selon les termes mêmes du texte. Or, celui-ci, affirme-t-on, ne peut laisser de place à un doute ; il donne au possesseur qui a *acheté* la chose dans une foire.... etc., le droit de se faire rembourser le prix que cette chose lui a *coûté*, il n'envisage donc que l'acheteur ; il est étranger au gagiste.

(1) V. Cass. 28 nov. 1882, S. 83.I.402 ; — 21 juillet 1857, S. 57.I.681, D. P. 57.I.394 ; — Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 183 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 256 ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 855 ; — Ortlieb, *loc. cit.*, n° 62 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 910.

(2) Paris, 10 août 1894, D. P. 95.II.180 ; — Paris, 7 mai 1896, D. P. 96.II.502 ; — Civ. 11 mai 1898, S. 98.I.418 et la note de M. Albert Tissier, D. P. 98.I.504 ; — Trib. Com. de Bruxelles, 18 mai 1910 ; D. P. 1911.II.209 et la note de M. P. de Loynes ; il a été jugé aussi par les tribunaux égyptiens que l'art. 416 Code civil mixte égyptien, aux termes duquel : « Celui qui a acheté de bonne foi la marchandise volée ou perdue d'un marchand qui en faisait commerce, ou dans un marché public, a le droit de réclamer au propriétaire revendiquant le prix qu'il a payé », ayant été édicté exclusivement en faveur de l'acheteur, ne pouvait être étendu au créancier gagiste, possesseur des titres volés ; celui-ci doit les restituer au propriétaire revendiquant sans pouvoir lui réclamer le montant de la somme qu'il a prêtée sur ce gage. D. P. 1926.II.116 et la note de M. Wagner.

(3) Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *Du nantissement, des privilèges et hypothèques*, t. I, *loc. cit.*, n° 31 ; — Lyon-Caen et Renault, *Traité de dr. commercial*, t. III, *loc. cit.*, n° 291 ; — Deloynes, dans sa note sous Trib. com. de Bruxelles, 18 mai, 1910 précité.

Il nous semble que cette opinion fait de l'art. 2280 une application trop littérale et peu en harmonie avec l'interprétation large de l'art. 2279 alinéa 1, que les partisans mêmes de cette opinion ont dû accepter. Certes, si on prend à la lettre le texte de l'art. 2280, on pourra être tenté d'en réserver l'application à l'acheteur. Mais une telle interprétation serait nécessairement contraire à l'intention du législateur. Celui-ci envisage certainement, dans l'art. 2280, la même personne que celle dont il parle dans l'article précédent. Les art. 2279 et 2280 envisagent, l'un et l'autre, le cas d'un possesseur poursuivi par le propriétaire revendiquant : on décide d'abord que le possesseur de bonne foi est à l'abri de la revendication, on ajoute ensuite qu'il en est autrement s'il s'agit des choses perdues ou volées ; encore dans ce dernier cas, si certaines circonstances se rencontrent, le possesseur aura-t-il droit à une indemnité ; tel est l'enchaînement des textes. Les expressions changent, mais il s'agit toujours de protéger la même personne, le possesseur de bonne foi.

L'art. 2280 fait avec celui qui le précède un bloc indivisible dont « les différentes parties se tiennent et s'enchaînent ». Dès qu'on permet au gagiste de se prévaloir de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » sur le même pied que l'acheteur, il n'y aura aucune raison logique pour le priver du droit au remboursement. Il y a là un système d'ensemble ; « on ne saurait en appliquer une partie au créancier gagiste et lui refuser ensuite le bénéfice d'une autre disposition que le législateur n'a pas en réalité manifesté l'intention de restreindre à une partie seulement des possesseurs protégés par lui (1). »

Et, après tout, pour quelle raison les partisans de l'opinion que nous combattons veulent-ils écarter à l'égard du gagiste l'application de l'art. 2280 alors qu'ils admettent l'application de l'art. 2279 à son profit ? On peut dire que ce dernier texte parle du possesseur en général et ne réserve pas, aussi explicitement que le fait l'art. 2280, son bénéfice à l'acheteur. Cela est vrai. Mais si l'art. 2279

(1) Tissier, note sous Civ., 11 mai 1898, précitée.

ne réserve pas expressément son application à l'acheteur, les travaux préparatoires et surtout l'art. 1141 qui en est une application peuvent se prêter à une pareille interprétation. La vérité, c'est que le législateur de 1804, suivant en ceci la jurisprudence et les auteurs anciens, a envisagé, dans l'art. 2280 comme dans l'art. 2279, le cas usuel, le cas de la vente, mais il ne faut pas en conclure qu'il a voulu écarter celui du gage.

D'ailleurs, les motifs qui ont fait édicter l'art. 2280 se rencontrent à l'égard du gagiste tout aussi bien qu'à l'égard de l'acheteur. Le législateur a vu que dans certaines circonstances le commerce se trouve tellement intéressé qu'il a dû renoncer à la protection dont il entendait entourer la victime de la perte ou du vol. Or, l'intérêt commercial se rencontre avec toute sa valeur lorsqu'il s'agit d'un gagiste qui a avancé des fonds sous la garantie d'un nantissement dans une de ces circonstances.

Il est vrai que l'art. 2280 a un caractère exceptionnel, mais ce caractère ne doit être pris en considération que lorsqu'on s'occupe de déterminer les circonstances dans lesquelles la chose a été remise au possesseur, il ne touche pas aux personnes au profit desquelles le texte peut s'appliquer.

On a objecté contre l'application de l'art. 2280 au gagiste que le nantissement est, contrairement à la vente, une opération complexe, qui exige plus de réflexion. L'exigence de cette sûreté prouve que le débiteur est dans une situation plus ou moins difficile, que le créancier a des doutes sur sa solvabilité. Il est donc naturel que celui-ci prenne des précautions et vérifie la valeur de la garantie sur la foi de laquelle il consent à traiter (1). Cette affirmation est vraie en elle-même mais elle ne saurait affecter le principe dans son fondement. Elle ne peut avoir d'autre effet que de nous rendre plus exigeant lorsque nous cherchons si le gagiste était, oui ou non, de bonne foi lors de son entrée en possession de la chose.

(1) Deloynes, dans sa note sous Trib. com. de Bruxelles, 18 mai 1919, précitée.

Ainsi nous semble-t-il inévitable de permettre au créancier gagiste de se prévaloir de l'art. 2280 et de refuser de rendre l'objet perdu ou volé qu'il a reçu en gage dans l'une des circonstances que le texte énumère jusqu'à ce que le revendeur lui ait remboursé le montant de la somme que le gage garantit (1).

(1) Voir dans le même sens : Guillouard, *loc. cit.*, n° 881 ; — Trop-
long, *Du nantissement*, n° 74 ; — Colmet de Santerre, *Cours analy-
tique de Code civil*, t. VIII, n° 303 bis ; — Baudry-Lacantinerie et Tis-
sier, *loc. cit.*, n° 909 ; — Albert Tissier, note sous Civ., 11 mai 1898-
au Dalloz, *loc. cit.* ; — Mourmant : « L'article 2280 et les possesseurs
successifs du meuble perdu ou volé », *Thèse Lille*, 1936.

CHAPITRE VI

Dérogations apportées à la fonction acquisitive de la propriété.

141. — Généralités. Division. Plan.

141. — Jusqu'à présent nous n'avons traité que de la règle générale qui gouverne le système de la propriété mobilière ; nous ne nous sommes pas soucié des exceptions que cette règle peut comporter. Nous avons dit, en effet, que la possession fait attribuer sous certaines conditions la propriété au possesseur ; nous avons précisé ces conditions, celles qui se rapportent à la possession, celles qui se rapportent au possesseur, et enfin celles qui se rapportent à l'objet possédé. Il importe maintenant d'indiquer si la possession, lorsque toutes ces conditions se trouvent réunies, fait acquérir la propriété ou les autres droits réels mobiliers dans tous les cas et dans toutes les circonstances. L'acquéreur *a non domino* qui ne peut puiser aucun droit dans son contrat peut-il puiser dans la possession une protection absolue et inexpugnable quels que soient les événements ?

Pour obtenir une réponse il suffit de continuer la lecture du texte de l'art. 2279. Après avoir posé la règle générale, cet article apporte une exception considérable. « Néanmoins, dit-il, celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui entre les mains duquel il la trouve, sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient. »

Donc la possession ne fait attribuer la propriété qu'en dehors des cas de perte et de vol, Dans ces deux cas, la

chose reste la propriété de son maître original qui peut la revendiquer entre les mains de qui il la trouve.

Ce n'est pas tout. Il y a une autre dérogation apportée à la règle « En fait de meubles possession vaut titre » par l'art. 2102, 1^{re} partie, 5^e al. au profit du bailleur à propos des meubles qui garnissent la maison ou la ferme louée, lorsqu'ils ont été déplacés par le locataire sans son consentement. Dans ce cas, le bailleur peut saisir et exercer son privilège même à l'encontre d'un acquéreur de bonne foi. Le principe de l'art. 2279 se trouve momentanément paralysé,

Voilà les cas dans lesquels l'acquéreur de bonne foi *a non domino* ne se trouve pas couvert pendant un certain temps par la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

Cependant dans ces cas mêmes le législateur n'a pu accepter de sacrifier totalement la sécurité du commerce et les besoins du crédit. C'est ainsi que dans certains cas qui lui ont paru particulièrement intéressants, il revient à protéger, sinon totalement, du moins dans une grande mesure, les intérêts du possesseur de bonne foi, en soumettant la revendication au remboursement du prix que la chose lui a coûté.

D'où ce chapitre sera divisé en deux sections : Dans la première nous étudierons les cas dans lesquels se trouve momentanément suspendu ou paralysé l'effet de notre fameuse règle et qui sera de ce chef subdivisée, à son tour, en deux parties : la première sera consacrée à l'étude de la revendication des choses perdues ou volées et la seconde au droit de suite accordé au bailleur ; dans la 2^e section seront étudiés les tempéraments que la loi apporte aux exceptions qu'elle a dû admettre.

SECTION I. — CAS DE SUSPENSION DE L'EFFET DE LA RÈGLE
« EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE ».

I. — *La revendication des choses perdues ou volées.*

- 142. — Délimitation du champ d'application de l'exception apportée à la règle « En fait de meubles possession vaut titre » par l'art. 2279/2. Inapplication de cet article au voleur, à l'inventeur et à leurs complices.
- 143. — Situation du voleur, de l'inventeur ; ils restent soumis à l'action du propriétaire victime de la perte ou du vol pendant 30 ans.
- 144. — Détermination des cas où la revendication est permise contrairement à la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».
- 145. — Considérations générales dégagées de la doctrine et de la jurisprudence.
- 146. — Revendication des choses volées ; il faut qu'il s'agisse d'un vol proprement dit ; exclusion des cas d'abus de confiance et d'escroquerie.
- 147. — Revendication des choses perdues.
- 148. — Revendication des choses perdues ou volées en droit comparé.
- 149. — A l'encontre de quelles personnes faut-il que la perte ou le vol ait eu lieu pour que l'effet de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » soit paralysé ?
- 150. — A qui appartient l'action en revendication des choses perdues ou volées ?
- 151. — Contre qui cette action peut-elle être exercée ?
- 152. — Délai pendant lequel elle est permise ; nature de ce délai.
- 153. — Nature du droit de l'acquéreur d'une chose perdue ou volée à l'égard de la victime de la perte ou du vol et à l'égard des tiers tant que n'est pas écoulé le délai de 3 ans.

142. — Il importe de préciser tout d'abord la portée exacte de l'exception apportée par l'article 2279/2. En effet, d'après ce texte le propriétaire de l'objet perdu ou volé ne peut le revendiquer que dans un délai assez court de trois ans, d'où l'importance de la question de savoir si, en cas de perte ou de vol, le propriétaire doit revendiquer pendant ce délai dans toutes les circonstances et contre toutes les personnes, et qu'une fois ce délai passé il perd sa chose d'une façon absolue. Il s'agit de savoir, en d'autres termes, si le voleur, l'inventeur et leurs complices

seront à l'abri de toute réclamation de la part de l'ayant droit, une fois écoulé le laps de trois ans.

On pourrait être tenté de donner une réponse affirmative. Certes, l'art. 2279 nous dit que la victime du vol ou de la perte peut revendiquer sa chose pendant trois ans contre *celui entre les mains duquel elle la trouve*. Si on objecte que ce système mettrait le propriétaire volé dans une situation plus défavorable que celle qui lui aurait été faite s'il ne s'agissait pas de vol, étant donné que dans ce cas un possesseur de mauvaise foi ou sans titre reste soumis à la revendication pendant trente ans, on recourt à l'idée de l'obligation personnelle. Le voleur, dit-on, peut se réclamer de l'art. 2279/2, devenir propriétaire au bout de trois ans et se mettre ainsi à l'abri de la revendication. Seulement, le vol constitue à sa charge une obligation qui dure pendant 30 ans. Nous avons à maintes reprises réfuté cette argumentation. L'obligation personnelle de restituer une chose ne peut jamais subsister après l'acquisition de la propriété de cette même chose. Je suis voleur ; je dois, sous ce rapport, vous rendre l'objet, mais une fois devenu propriétaire du même objet par quelque cause que ce soit, mon obligation s'éteint. On se demanderait même si on peut persister après l'acquisition de la propriété de parler de vol. En effet, le vol ne peut porter que sur la chose d'autrui. Or la chose appartiendrait désormais au voleur.

La vérité c'est que le 2^e paragraphe de l'art. 2279 ne s'applique qu'à ceux qui pourraient invoquer la règle générale « En fait de meubles possession vaut titre ». C'est à leur égard seulement que le propriétaire avait besoin d'être protégé ; c'est à leur encontre que le législateur sentait la nécessité d'apporter une restriction. D'ailleurs, le texte même de l'art. 2279 exprime nettement cette idée ; après avoir dit « En fait de meubles, la possession vaut titre » il ajoute « Néanmoins... » Ainsi l'al. 2 constitue une exception à la règle énoncée dans le premier. Ce sont donc ceux qui pourraient invoquer la règle qui se trouvent dans le cas de perte ou de vol empêchés exceptionnellement de le faire. Or, le voleur, l'inventeur et leurs complices ne peuvent se prévaloir de la règle, car pour les deux premiers il y a tou-

jours défaut de titre et mauvaise foi et pour leurs complices il y a toujours mauvaise foi. Dès lors, ils ne peuvent se prévaloir de l'exception.

En outre, l'art. 2279/2 nous révèle nettement l'intention du législateur de n'appliquer l'exception qu'il édicte qu'à un sous-acquéreur de bonne foi. Cela ressort de ce que le texte, après avoir donné au propriétaire le droit de reprendre la chose entre les mains de qui il la trouve, ajoute : « sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient ». Donc l'exception ne s'applique qu'à celui qui peut avoir un recours contre son auteur. Or, le voleur, l'inventeur et leurs complices ne peuvent avoir de recours contre personne.

Ainsi l'art. 2279/2 a-t-il un champ d'application nettement déterminé. Il ne s'applique, nous le répétons, qu'à ceux qui pourraient se prévaloir de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ; en d'autres termes, il ne s'applique qu'au possesseur de bonne foi et avec juste titre. Tout possesseur qui ne pourrait se réclamer de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » et qui, par conséquent, devrait restituer la chose pendant 30 ans, ne va pas profiter maintenant du délit dont il est auteur ou complice pour se dire à l'abri de toute poursuite, une fois écoulé le délai de 3 ans (1).

143. — Que deviendront le voleur et l'inventeur puisqu'ils ne peuvent se réclamer ni de la règle de l'art. 2279 ni, en conséquence, de l'exception qui y est apportée ? Resteront-ils soumis à une revendication éternelle ? Evidemment non, puisqu'il y a lieu d'appliquer à leur égard les

(1) Cass. civ. 5 déc. 1876, S. 77.I.201 et la note très intéressante de M. Bourguignat ; — Paris, 21 août 1882, S. 1883.II.117 ; — Cass. 7 fév. 1910 S. 1910 I. 225 ; — Paris, 27 oct. 1933, D. H. 1933, p. 562. Voir aussi Marcadé, *loc. cit.* ; — Demolombe, *Traité des successions*, t. I, p. 82 et s. ; De Folleville, *loc. cit.*, n° 102 ; — Raynaud, *loc. cit.*, n° 118 ; — Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 183, p. 376 ; — Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Successions*, 2^e éd., t. I, n° 98 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 685 ; — Planiol, *loc. cit.*, t. I, n° 1113 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3420 ; — Colin et Capitant, n° 1138 ; — Voir aussi Lyon-Caen dans sa note sous Cass. 7 fév. 1910, S. 1910 I. 225.

règles ordinaires de la prescription acquisitive ; le voleur et l'inventeur pourront prescrire par 30 ans. Il en est de même de tout possesseur de mauvaise foi ou de celui qui n'a pas de titre. En effet, la prescription trentenaire s'applique aux meubles aussi bien qu'aux immeubles. Lorsque Bourjon déclare que la prescription n'est d'aucun usage quant aux meubles, c'est qu'il n'a pensé qu'à la prescription abrégée, qu'à la prescription qui se réalise au profit d'un possesseur de bonne foi et avec juste titre. Dans ce cas, le jurisconsulte affirme qu'il n'y a pas de prescription mobilière, car la possession vaut titre. Ainsi le voleur, l'inventeur et leurs complices ne seront à l'abri de la poursuite du propriétaire qu'au bout de 30 ans ; tant qu'ils ne sont pas en mesure d'invoquer la prescription trentenaire, ils seront tenus de restituer la chose. Telle est la solution qui a aujourd'hui le suffrage de presque tous les auteurs et de presque tous les tribunaux. Seulement, il s'en faut bien qu'il en ait été toujours ainsi. En effet, la question ne manque pas de présenter quelques difficultés.

On s'est demandé tout d'abord à propos de l'inventeur comment il fallait combiner le principe de la revendication pendant 30 ans avec les règlements qui existent en certaines localités au sujet des choses trouvées. Dans la plupart des agglomérations il y a des règlements municipaux concernant les objets trouvés. Celui qui trouve un objet doit le remettre à la mairie ou au commissariat de police. Si au bout d'un certain temps, qui est fixé généralement à un an, le vrai propriétaire ne se présente pas, la chose est rendue à celui qui l'a trouvée. D'où la question de savoir si l'inventeur n'en acquiert pas immédiatement la propriété.

La question ne peut, à notre avis, être sérieusement discutée. En rendant l'objet à l'inventeur, on n'entend pas lui en transférer la propriété ; on ne lui confie que la garde de la chose ; il a le droit de la garder, mais il est tenu de la restituer au propriétaire si ce dernier se manifeste.

On a voulu soutenir que si l'inventeur à qui on rend l'objet ne devient pas de ce fait propriétaire, il doit être,

tout au moins, considéré, à partir de ce moment, comme possesseur de bonne foi et par conséquent capable de bénéficier de l'art. 2279 al. 2 ; il ne doit donc être tenu de restituer que dans un délai de 3 ans à partir de la perte. Au bout de ce délai, il sera propriétaire pur et simple, l'action donnée à la victime étant éteinte.

Cette argumentation semble être, il faut l'avouer, fondée. Il nous semble difficile, en effet, de la réfuter en se plaçant exclusivement sur le terrain de la bonne foi. On a répondu, il est vrai, que l'inventeur ne peut se dire de bonne foi, car il sait que l'objet a été trouvé et qu'il appartient, par conséquent, à un autre. Mais cette réponse ne nous semble pas convaincante. Pour être de bonne foi, il suffit de se croire propriétaire. Or, il peut arriver que l'inventeur qui s'est conformé à toutes les prescriptions des règlements municipaux et qui se voit après un certain délai remettre l'objet, s' imagine propriétaire ; il peut interpréter la remise de la chose comme un transfert de la propriété à son profit. Il est donc d'une parfaite bonne foi ; il l'est d'autant plus que la bonne foi est un élément purement subjectif qui s'analyse en une simple croyance chez le possesseur. N'oublions pas aussi que la bonne foi peut résulter d'une erreur de droit tout aussi bien que d'une erreur de fait. Ainsi nous semble-t-il que l'inventeur à qui on rend l'objet peut être de bonne foi. Et, partant, il nous paraît difficile de l'empêcher de se prévaloir de l'art. 2279 et de devenir propriétaire au bout de 3 ans, dans la thèse qui n'exige, pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre », qu'une possession de bonne foi en dehors de toute idée de juste titre. Dans notre thèse, la question est claire ; l'inventeur, même de bonne foi, même s'il se croit propriétaire, ne pourra se réclamer de l'art. 2279 car il lui manquera le juste titre qui est, selon nous, une condition indispensable pour l'application de cet article.

En tout cas, il y a une hypothèse où on ne peut nier à l'inventeur sa bonne foi, c'est celle où il s'empare d'un objet croyant, ou plutôt pouvant croire, qu'il a été abandonné par son maître. Dans ce cas, l'application logique

de la thèse qui se contente d'une possession de bonne foi permet forcément à l'inventeur d'invoquer l'art. 2279 et de devenir propriétaire au bout de 3 ans (1).

Une autre difficulté s'est présentée à propos du voleur (2). A l'idée que nous avons énoncée que le voleur reste soumis à l'obligation de restituer l'objet volé pendant 30 ans, on a objecté en invoquant les art. 637 et 638 du Code d'instruction criminelle. Aux termes de ces deux articles, l'action civile se prescrit par le même délai que l'action pénale, c'est-à-dire par 10 ans si c'est un crime, par 3 ans si c'est un délit, par an si c'est une contravention de simple police. Or, prétend-on, l'action civile s'éteignant en même temps que l'action pénale, au bout de 10 ans s'il s'agit d'un vol qualifié et de 3 ans s'il s'agit d'un vol simple, le voleur est à l'abri de toute poursuite.

A supposer exacte l'opinion soutenue aujourd'hui par l'unanimité de la doctrine et de la jurisprudence et qui enseigne une solidarité absolue entre l'action publique et l'action civile au point de vue de la prescription, une solidarité allant jusqu'à l'application de la prescription pénale à l'action civile non seulement lorsque cette dernière est portée devant un tribunal répressif, mais aussi lorsqu'elle est portée devant un tribunal civil (3), nous

(1) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 885.

(2) La même difficulté peut aussi se présenter à propos de l'inventeur dans la théorie qui voit un vol dans le fait de s'emparer de l'objet trouvé avec intention de se l'approprier.

(3) Ce n'est pas sans peine que nous acceptons l'idée d'une solidarité absolue entre la prescription de l'action pénale et celle de l'action civile. Nous serions plus disposés à accepter l'idée d'une application de la prescription pénale à l'action civile en tout ce que cette dernière a de rapport avec le droit criminel, mais pas au delà ; c'est-à-dire en ce que l'action civile peut être intentée devant un tribunal répressif, et en ce qu'elle peut mettre en mouvement l'action publique. Mais l'action civile dans son domaine exclusivement civil, c'est-à-dire en tant qu'elle a pour objet de réparer un préjudice civil, et qu'elle est portée devant un tribunal civil, doit être soumise à la prescription trentenaire. Non seulement il est peu rationnel de soumettre à la même durée la prescription pénale qui repose sur l'oubli présumé de l'infraction, et plus particulièrement sur la difficulté d'en faire la preuve au bout d'un certain temps, et la prescription de l'action civile qui se fonde sur l'inaction de la victime, mais surtout on arrive à cette

n'éprouvons aucun doute, cependant, qu'il faille soustraire l'action du propriétaire volé à la prescription pénale. En effet, le caractère exceptionnel de l'application de la prescription pénale à l'action civile et les conséquences très fâcheuses auxquelles elle aboutit, n'ont échappé à personne. Aussi la doctrine et la jurisprudence ont-elles été amenées à restreindre la portée de cette règle et à la ramener à de justes limites. Etant donné qu'il s'agit d'une règle qui déroge au droit commun de la prescription trentenaire à l'égard de l'action civile, elle doit être interprétée restrictivement et ne recevoir d'application que là où ses motifs l'exigent.

Or, l'unité de la prescription se justifie avant tout par cette idée qu'on a voulu éviter la possibilité de faire revivre devant la juridiction civile le souvenir d'un délit sur lequel le temps a jeté l'oubli. Si donc il est possible d'exercer l'action civile sans faire revivre l'infraction, rien n'empêchera de revenir au droit commun et d'appliquer les

conséquence illogique que l'action en réparation du dommage causé par un délit pénal est éteinte plus tôt que celle qui résulte d'un simple délit civil. De sorte que la loi se montre plus favorable à celui qui commet, par exemple, un meurtre, qu'à celui qui ne commet qu'une faute tellement légère que l'on n'y voit aucun caractère criminel. Si bien qu'un des anciens auteurs français (Dunod, *Traité des prescriptions*, p. 121) a pu dire que l'application de la prescription pénale à l'action civile est contraire à tous les principes de droit (Nast, Note précitée). D'ailleurs il est évident qu'un délit pénal civilement punissable est avant tout un délit civil auquel vient s'ajouter un élément criminel en raison de sa gravité et de ce qu'il touche à l'ordre social. Par conséquent si cet élément pénal venait à disparaître pour des considérations qu'on juge imposantes, le délit civil ne devrait-il pas demeurer comme tel, comme fait consistant en une faute qui cause un dommage à autrui et qui nécessite, en conséquence, une réparation de ce dommage, une action purement civile qui devrait être soumise aux principes généraux qui régissent toute autre action de même genre ? Si l'on objecte qu'il serait contraire à l'ordre public de porter devant le juge civil des faits résultant d'un délit alors que le ministère public se trouverait empêché de porter ce délit devant un tribunal répressif, ne pourrait-on pas répliquer qu'il serait aussi, et d'une façon plus grave encore, contraire à l'ordre public de ne pas permettre à la victime d'un délit pénal d'obtenir réparation du préjudice qu'on lui a causé et de conserver ce droit tant qu'il n'y renonce pas soit explicitement, soit tacitement en laissant s'écouler un délai aussi long que celui exigé pour la prescription trentenaire ?

principes du droit civil. En d'autres termes, la prescription pénale ne peut éteindre l'action civile que si celle-ci ne peut être exercée qu'en invoquant l'existence d'un délit pénal, que si elle n'a d'autre fondement que le délit lui-même. Il faut que sa cause soit uniquement l'infraction qui donne naissance à l'action publique. Si elle puise ailleurs sa raison d'être, la prescription pénale ne s'applique pas (1). Or, l'action en revendication d'un objet volé ne puise pas sa source dans le vol. Elle a son fondement dans le droit de propriété qui reste intact, étant donné la mauvaise foi et le défaut de titre chez le voleur. C'est le droit de propriété que le propriétaire volé cherche à faire valoir, ce n'est pas la réparation du préjudice causé par le vol qu'il entend obtenir (art. 2 Code d'instruction criminelle). Il revendique son objet contre une personne qui n'a aucun droit pour le garder, exactement comme elle aurait pu le faire à l'encontre de toute autre personne. C'est en vain que le défendeur opposerait que le fait allégué contre lui est un vol. On peut séparer l'action en revendication de l'accusation de vol. La première se dégage nettement du fait délictueux. Elle se base uniquement sur un droit formel, un droit préexistant qui doit être respecté en toutes circonstances.

Le propriétaire d'un objet trouvé ou volé peut donc le revendiquer pendant 30 ans contre le voleur, l'inventeur ou contre toute autre personne de mauvaise foi (2).

Mais une fois éteinte l'action publique de vol, l'action en revendication reste-t-elle la seule et unique voie ouverte devant le propriétaire volé pour agir contre le voleur ou l'inventeur ?

(1) Cf. Marcel Nast, note sous Civ. 7 fév. 1910, D. P. 1910.I.201.

(2) Cass. 7 fév. 1910, D. P. 1910.I.201, et la note de M. Nast précitée, S. 1910.I.225 ; — Angers, 15 juill. 1851, D. P. 52.II.36 — ; Paris, 21 mars 1855, S. 55.II.391 ; — Aubry et Rau, *op. cit.*, t. IV, p. 735, texte et note 24 ; — Troplong, Prescription n° 1049 ; — Duranton, *Cours de droit civil français*, t. XIII, n° 707 ; — Garraud, *Traité de droit pénal*, t. II, n° 450 ; — Bufnoir, *loc. cit.*, p. 389 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, nos 638 et 885 ; — Labbé dans sa note au S. 1887.I.69 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3420 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1137 ; — *Contra* Bordeaux, 15 avril 1829, D. Rép., v° pres. crim., n° 96 ; — Leroux de Bretagne, *loc. cit.*, n° 1336.

La question peut présenter un grand intérêt pratique. Il se peut que le voleur ou l'inventeur cesse de posséder le meuble soit de bonne foi, c'est-à-dire en voulant simplement en tirer profit, soit de mauvaise foi, c'est-à-dire par fraude et pour échapper à l'action en revendication. La question s'est déjà présentée devant la Cour de cassation. Une voleuse contre laquelle l'action publique venait de s'éteindre a cessé, dans le but d'échapper à la revendication, de posséder les valeurs mobilières volées, en les faisant vendre à l'étranger. On se demandait si l'action en revendication était la seule qui pût survivre à la prescription pénale ou s'il y avait une autre action personnelle à laquelle la prescription pénale ne pouvait s'appliquer. La Cour de cassation (1), suivant en cela l'arrêt attaqué (2), n'a pas voulu affronter le problème. Elle y a échappé en décidant que « l'action en revendication est recevable, non seulement contre celui qui, de mauvaise foi, possède encore les objets litigieux, mais aussi contre celui qui, par fraude, pour échapper à cette action, a cessé de les posséder et qui, en droit, en raison de la fraude elle-même, doit être réputé encore possesseur ».

Il est évident que la Cour a été inspirée exclusivement par des motifs d'équité et de justice. Elle voulait permettre à la victime du vol de poursuivre le voleur, alors que ce dernier ne possédait plus la chose et alors que l'action publique et par conséquent toute action civile dérivant du délit étaient éteintes. Elle ne voulait pas chercher s'il y avait une action personnelle échappant à la prescription pénale ; elle préférerait recourir à une idée plus simple ; elle accordait l'action en revendication non seulement contre le voleur qui possédait encore, mais aussi contre le voleur qui s'était dessaisi par dol de la chose.

On peut, il est vrai, invoquer à l'appui de cette idée, la Tradition. Tout d'abord, le droit romain admettait à l'époque classique que la revendication pouvait être exercée contre les *ficti possessores*, c'est-à-dire en particulier

(1) Civ. 7 fév. 1910 précité.

(2) Cours de Rouen, 29 mai 1906.

contre ceux qui, par dol, avaient cessé de posséder soit en abandonnant la chose, soit en la détruisant : *Qui dolo desiderit possidere pro possidente damnatur, quia pro possessione dolus est* (1). La revendication avait alors un caractère un peu particulier, un caractère pénal, car elle pouvait être exercée contre le *fictus possessor* alors même que le propriétaire poursuivait le vrai possesseur (2). Cette règle est aussi admise par Pothier.

Mais en dépit de l'autorité qu'on peut attacher à la Tradition, nous doutons fort de l'exactitude de cette règle. Il nous semble difficile d'admettre l'action en revendication contre un possesseur qui ne possède plus. Cette action n'est, certes, qu'un corollaire de la propriété ; elle est la sanction du droit de suite ; elle n'a pour objet que la remise de la chose. Dès lors elle peut être intentée contre quiconque a la chose entre ses mains ; mais elle ne peut être exercée que contre celui-là (3).

La revendication écartée, le voleur qui cesse de posséder la chose volée se trouve-t-il à l'abri de toute poursuite une fois éteinte l'action publique ? Nous ne le croyons pas. Tout d'abord, en cas de mauvaise foi du voleur, c'est-à-dire s'il se dessaisit de la chose pour échapper à l'action en revendication du propriétaire, comme c'est le cas dans l'espèce citée plus haut, la question ne présente aucune difficulté. Le voleur est ici en faute ; il a voulu paralyser un droit qui appartient à un autre ; il tombera donc sous le coup de l'article 1382. Il est évident que l'action qu'on peut intenter contre lui n'a aucun rapport avec le vol et ne peut être par conséquent atteinte par la prescription pénale.

Mais il nous semble nécessaire d'aller plus loin et de donner contre le voleur une action personnelle qui pourra échapper à la prescription pénale dans toutes les circons-

(1) Paul, Dig., liv. 17, *De reg. jur.*, 131.

(2) Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, 4^e éd., loc. cit., p. 340, texte et note 1 ; — Cuq, *Institutions juridiques des Romains*, t. II, p. 359-360.

(3) Nast, note précitée *contra*, Lyon-Caen, note sous le même arrêt, S. 1910.I.225).

tances et même si le dessaisissement postérieur du voleur ne présente aucun caractère frauduleux, par exemple, si le voleur veut tout simplement tirer profit de l'objet possédé. Il faut remarquer, en effet, que celui qui se met en possession de la chose d'autrui s'oblige par là même à la restituer. A côté de l'obligation née du vol et qui a pour objet de réparer le préjudice causé par ce délit, le voleur se voit imposer une obligation quasi contractuelle qui a pour objet la restitution de l'objet possédé indûment. Si la première obligation a sa source dans le délit et doit par conséquent subir son sort, la seconde peut nettement s'en dégager. Il s'établit entre le voleur et la victime du vol un rapport obligatoire distinct du délit lui-même et partant il ne peut être soumis qu'à la prescription civile de 30 ans. En effet, le voleur en s'emparant de la chose qui ne lui appartient pas, s'enrichit sans cause au détriment d'autrui, et de ce chef il est soumis à l'action *de in rem verso* pendant 30 ans.

144. — Nous connaissons maintenant le domaine d'application du 2^e paragraphe de l'art. 2279 ; l'exception a la même étendue que la règle ; l'une comme l'autre ne s'appliquent qu'au possesseur de bonne foi et avec titre. En principe ce possesseur se voit attribuer la propriété du chef de sa possession ; exceptionnellement, en cas de perte ou de vol, il reste soumis à la revendication du propriétaire pendant trois ans.

Le domaine subjectif de l'exception de l'art. 2279 /2 étant précisé, c'est-à-dire les personnes auxquelles elle s'applique étant déterminées, il nous importe maintenant d'indiquer son domaine objectif, c'est-à-dire les cas où elle reçoit application, les cas où le législateur fait fléchir la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

145. — A consulter à cet égard la doctrine et la jurisprudence, on s'aperçoit vite que tout le monde est d'accord pour donner à l'art. 2279 /2 une interprétation strictement limitative. Nous ne saurions que nous féliciter de cette heureuse solution. En effet, l'art. 2279/2 constitue,

comme nous l'avons vu, une exception. Or, les exceptions sont de droit étroit. Et surtout cette exception constitue une entrave, aujourd'hui très peu justifiable, au développement du crédit et à la sécurité du commerce, but que se proposaient les rédacteurs du code en consacrant la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ».

Une autre vérité se dégage de la doctrine et de la jurisprudence. Pour déterminer les cas dans lesquels la revendication demeure permise contre un acquéreur de bonne foi, le critérium auquel il convient de s'attacher est celui du consentement qui a précédé le fait de la dépossession du propriétaire. La revendication n'est permise que dans les hypothèses où le possesseur a été dépossédé malgré sa volonté. Par contre, dans le cas de dessaisissement volontaire, dans le cas où le possesseur a contribué, pour ainsi dire, à sa dépossession définitive, la revendication ne peut avoir lieu (1). A la lumière de ces considérations, il ne nous sera pas difficile de préciser les cas de perte ou de vol.

146. — Tout d'abord, pour les choses volées, il faut entendre le mot « vol » dans son sens le plus strict, dans le sens technique voulu par le Code pénal, c'est-à-dire dans le sens d'une « soustraction frauduleuse de la chose d'autrui » (art. 379 du Code pénal). On sait le sens très large qu'avait le mot vol à Rome et comment le *furtum* comprenait toute spoliation de la chose et renfermait ainsi, non seulement notre vol moderne, mais aussi l'abus de confiance et l'escroquerie. Il n'en est pas de même pour l'art. 2279/2 ; le vol doit être entendu dans le sens d'une soustraction frauduleuse de la chose d'autrui. Il doit être distingué des autres délits qui rentraient dans le *furtum* romain et qui présentent avec lui une analogie plus ou moins grande.

La question ne présente pas une difficulté sérieuse pour

(1) Aubry et Rau, § 183, n° 1, note 8 ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, n° 390 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 879 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1138 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3406 et suiv. ; — Josserand, *loc. cit.*, 1636-1638.

l'abus de confiance. En réalité, si nous étendions l'exception apportée par l'al. 2 à l'abus de confiance, le principe qu'« En fait de meubles possession vaut titre » deviendrait purement platonique et le but que poursuit le législateur de protéger le commerce se trouverait déjoué, car ce principe ne s'appliquerait que dans ces cas extrêmement rares et pratiquement négligeables où le détenteur précaire dispose de la chose de bonne foi croyant en être propriétaire. En outre, Bourjon refuse formellement la revendication contre le possesseur qui a traité avec un dépositaire ou un mandataire infidèle. D'ailleurs, l'art. 1141 du Code civil suppose bien le cas d'un abus de confiance. Dans l'hypothèse qu'il prévoit, le vendeur commet indiscutablement un abus de confiance à l'égard du premier acheteur, et cependant la revendication n'est pas accordée à ce dernier. C'est pour toutes ces raisons que le principe de séparer, à propos de l'application de l'art. 2279/2, les cas d'abus de confiance de ceux du vol proprement dit, a reçu une approbation presque unanime dans la jurisprudence (1), tout aussi bien que dans la doctrine (2).

Vainement on a soutenu que la distinction entre le vol et l'abus de confiance ne date que de la rédaction du Code pénal en 1810 et, par conséquent, n'était pas connue des rédacteurs du Code civil qui envisageaient les choses volées sous l'influence des principes romains. Pour répondre

(1) Parmi les arrêts les plus récents nous citons Paris, 10 déc. 1904, D. P. 1906.II.61, S. 1906.II.169, et la note de M. Wahl ; — Trib. civ. de la Seine, 28 juin 1909, *Gaz. trib.*, 1910.II.116 ; — Paris, 24 avril 1913, *Gaz. trib.*, 1913.II.473 ; — Chambéry, 19 nov. 1924, D. H. 1925, p. 13 ; — Trib. civ. du Calvados (section de Lisieux), 22 mai 1928, D. H. 1928, p. 410 ; — Trib. civ. de la Seine, 22 déc. 1927, *Semaine Juridique*, 1928, p. 332 ; — Montpellier, 22 juillet 1928, *ibid.*, 1931, p. 405 ; — Civil, 1928, D. H. 1928, 449, S. 1932.I.15 ; — *contra* Lyon, 15 déc. 1930, S. 32.II.348 ;

(2) Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 183 ; — Troplong, *loc. cit.*, n° 1070 ; — Marcadé, *loc. cit.* ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 342-343 ; — Raynaud, *loc. cit.*, n° 128 ; — Colmet de Santerre, t. VIII, n° 387 bis ; — Laurent, *loc. cit.*, t. XXXII, n° 549 ; — Van Bammelen, *loc. cit.*, p. 411 ; — Bufnoir, *loc. cit.*, p. 319 ; — Guillouard, n° 835 ; — De Folleville, *loc. cit.*, n° 116 ter ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 898 ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.* ; Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1138 ; — Joserand, *loc. cit.*, n° 1638, *contra* Toullier, *loc. cit.*, t. XIV, n° 118 et 119.

à cette objection, il suffit, outre les arguments décisifs que nous avons cités ci-dessus, de rappeler que la distinction entre le vol et l'abus de confiance n'est pas une innovation du Code pénal de 1810. Elle était déjà établie par le Code de 1791 dans son art. 29, titre II (1).

La question est plus controversée et les dissidences sont plus graves quant à l'escroquerie. En effet, on ne peut ici puiser dans Bourjon aucun argument, ni dans un sens ni dans l'autre. On ne peut non plus tirer des textes un argument aussi direct que celui qu'on a tiré de l'article 1141 pour le cas d'abus de confiance. Le Code pénal distingue, il est vrai, d'une façon nette et précise, entre le vol et l'escroquerie et fait de chacun un délit à part ; mais on pourrait être tenté d'objecter que la rédaction du Code pénal est postérieure à celle du Code civil et qu'ainsi on ne saurait fournir aucune preuve irréductible que cette distinction était connue des législateurs du Code Napoléon. Certes, on peut répondre à cette objection en invoquant la loi des 19-22 juillet 1791 qui faisait de l'escroquerie un délit distinct du vol, mais il n'y a là aucune preuve irréfutable ; car il se peut que les rédacteurs de 1804 soient revenus à la conception romaine qui était appliquée en France avant cette loi et qui confond l'escroquerie avec le vol. La difficulté est d'autant plus sérieuse que l'escroquerie présente avec le vol une analogie bien plus grande que celle que cette dernière infraction présente avec l'abus de confiance. Dans le cas d'escroquerie on peut parler, comme dans le vol, d'une spoliation frauduleuse. Aussi le critérium auquel on s'attache pour déterminer les cas où la revendication est exceptionnellement admise peut-il nous amener à y faire entrer ceux de l'escroquerie. On a vu que ce critérium est celui du consentement qui a précédé la dépossession. Or, si la victime de l'escroquerie remet l'objet, elle ne le remet qu'à la suite des manœuvres frauduleuses, qu'à la suite du dol. Et le consentement obtenu par dol est légale-

(1) Poincaré, *loc. cit.*, p. 342-343 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, 898 ; — De Folleville, *loc. cit.*, n° 116.

ment nul et doit être considéré comme non avenue. Cette idée est d'autant plus juste que dans les cas de perte, comme nous le verrons, on ne prend pas cette idée dans son sens strict, c'est-à-dire dans le sens d'un abandon dû à une négligence, mais on l'étend à toutes les hypothèses où le possesseur était contraint à laisser sa chose : tel est le cas d'une force majeure, d'une guerre, par exemple (1). Ici on ne peut prétendre que le possesseur n'a pas consenti à laisser la chose ; mais c'est un consentement vicié par la violence et par conséquent nul. Il en est de même pour la victime de l'escroquerie, elle a consenti à livrer la chose, mais son consentement est nul à cause du dol. C'est en partant de ces considérations que certains arrêts (2) et quelques auteurs (3) ont décidé d'accorder la revendication à la victime de l'escroquerie.

Pendant à l'heure actuelle, toutes les dissidences ont cessé et tout le monde, aussi bien dans la doctrine (4) que dans la jurisprudence (5), est unanime à ne pas permettre la revendication en cas d'escroquerie.

On ne peut invoquer, à l'appui de cette solution, que le caractère exceptionnel de l'art. 2279 al. 2 et dire avec la Cour de cassation « que les exceptions sont de droit étroit et que leur application doit être renfermée dans le sens rigoureux des termes employés par le législateur, que le vol

(1) Trib. civ. de la Seine, 12 déc. 1923, D. H. 1924, p. 155 ; — Trib. com. de Marseille, 25 mai 1937 ; S. 38.II.105.

(2) Paris, 13 janv. 1834, S. 1834.II.91 ; — Dijon, 28 nov. 1856, S. 57.II.223 ; — Bordeaux, 3 janvier 1859, S. 59.II.452, D. P. 59.II.164.

(3) Troplong, *loc. cit.*, n. 1069. Laurent dans son avant-projet de Code civil belge a préconisé d'assimiler les cas d'escroquerie aux cas de vol. Cette idée est même consacrée par certains Codes européens, tels sont le Code civil hollandais, art. 2014, et le Code civil portugais, art. 533.

(4) Aubry et Rau, *loc. cit.* ; — Marcadé, *loc. cit.* ; — Laurent, t. XXXII, n° 595 ; — Van Bemmelen, *loc. cit.* ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 836 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 245 ; — Raynaud, *loc. cit.*, n° 128 ; — Bufnoir, *loc. cit.* ; — De Folleville, *loc. cit.*, n° 117 *ter* ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 899 ; — Beudant, *loc. cit.*, n° 737 ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.* ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1138 ; — Josserand, *loc. cit.*, 1638.

(5) Parmi les arrêts les plus récents nous citons : Paris, 10 déc. 1904 précité ; Trib. civ. de la Seine, 28 juin 1909 précité ; Trib. civil du Calvados précité.

ne peut être confondu avec l'escroquerie, vu qu'en fait d'escroquerie, l'individu escroqué a suivi la foi de celui qui l'a trompé » (1).

Il ressort de ce qui précède que le vol doit être pris dans son sens strict du mot ; il doit être « entendu dans l'acception même que ce mot reçoit en droit pénal » (2).

Remarquons qu'il suffit, pour l'application de l'article 2279/2, qu'il y ait eu vol. Cet article doit recevoir application dès qu'on établit la soustraction frauduleuse de la chose, même si l'auteur en reste inconnu ou si pour des raisons personnelles, soit à cause de son âge, soit à cause de sa parenté avec la victime, le voleur n'est pas puni ; car dans ces cas le fait ne constitue pas moins un vol (3).

Mais il faut que le vol existe en fait. Ainsi « le propriétaire dépossédé ne peut revendiquer les bijoux dont il a été dépouillé contre celui qui les a acquis de bonne foi, si les auteurs du vol présumé de ces bijoux, traduits devant la Cour d'assises, ont été acquittés » (4).

147. — Qu'entend-on par choses perdues ? (5)

A la différence de ce qui se passe pour le vol, on entend donner à la perte un sens large. Non seulement elle existe à l'égard des objets égarés par négligence ou par faute de surveillance de la part du possesseur, cas qui constituent la perte proprement dite, mais aussi à l'égard des objets enlevés par une force majeure telle qu'une inondation qui emporte au loin les objets mobiliers. Bien plus, il a été jugé qu'il y a perte dans les hypothèses où le propriétaire abandonne volontairement les meubles si une force ma-

(1) Cass. 20 mai 1835, S. 35.I.321.

(2) Paris, 19 janvier 1933, S. 1933.II.134.

(3) Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 183 ; — Laurent, *loc. cit.*, t. XXXII, n° 581 ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 837 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 900 ; — Paris, 25 janvier 1868, S. 68.II.42.

(4) Paris, 19 janv. 1933 précité.

(5) Rappelons que Bourjon n'admettait pas la revendication des choses perdues ; il n'admettait la revendication que dans les seuls cas de vol. Il nous semble que les rédacteurs ont puisé cette règle dans le très ancien droit germanique qui permettait au propriétaire de suivre sa chose s'il en était dépossédé par perte ou par vol.

jeune, telle qu'une guerre, l'a contraint à agir ainsi. Cette idée a été établie à plusieurs reprises par la jurisprudence. Parmi les espèces les plus récentes il convient de citer celle qui s'est présentée devant le tribunal civil de la Seine en 1923 (1). Il s'agissait d'une certaine quantité de déchets de soie que le propriétaire avait été obligé d'abandonner à Rostov-sur-le-Don, dans la Russie méridionale, par suite de l'invasion de l'armée rouge lors de la révolution soviétique. Les autorités soviétiques s'étaient emparées de ces marchandises et les avaient remises en règlement d'autres comptes à une tierce personne. Ces mêmes marchandises ayant été débarquées à Marseille, le propriétaire originaire demanda leur revendication, en invoquant tout d'abord la nullité de la réquisition opérée par les autorités soviétiques, et ensuite l'art. 2279/2 qui permet la revendication des choses perdues ou volées même contre un détenteur de bonne foi. Le tribunal lui a donné gain de cause. « Attendu, dit-il, que l'impérieuse nécessité dans laquelle se sont trouvés les demandeurs d'évacuer leur domicile et d'abandonner les déchets de soie, par suite de l'invasion de l'armée rouge, exclut toute hypothèse de dessaisine volontaire au profit de celle-ci et constitue, bien qu'ils n'aient jamais ignoré le lieu où ils étaient entreposés, l'événement de force majeure, ayant eu pour résultat de les priver de la possession de ces marchandises et par suite caractéristique de la perte dont il est question au texte législatif susvisé (art. 2279, al. 2) ».

Cet arrêt a trouvé son écho fidèle dans un autre rendu par le tribunal de commerce de Marseille le 25 mai 1935 (2) à propos d'une certaine quantité de chlorure de potasse que la Société propriétaire avait été obligée de laisser en Catalogne lors de la guerre civile espagnole. Les mines de potasse avaient été illégalement expropriées et les marchandises remises à une tierce personne dans les mains de laquelle elles furent trouvées à Marseille. Ici encore le tribunal a décidé qu'il s'agissait des choses perdues ou volées et ordonné leur revendication.

(1) Trib. civ. de la Seine, 12 déc. 1923, D. H. 1924, p. 155.

(2) Trib. com. Marseille, 25 mai 1937, S. 1938.II.105.

Nous voyons dans ces arrêts une consécration nette et claire du critérium que nous avons dégagé plus haut et qui consiste à distinguer, pour déterminer les cas exceptionnels de revendication, entre le dessaisissement volontaire et le dessaisissement involontaire. On ne peut parler, en effet, dans les espèces citées ci-dessus d'une perte proprement dite, d'une perte caractérisée par un abandon involontaire dû à une négligence ou à un défaut de surveillance. Ici le possesseur a consenti à laisser la chose. Seulement il a été contraint à le faire. D'où son consentement est vicié et par conséquent son dessaisissement peut être considéré comme involontaire.

Tels sont les cas pour lesquels le droit français fait fléchir la règle « En fait de meubles possession vaut titre », pour permettre la revendication des objets mobiliers contre l'acquéreur de bonne foi.

148. — Notre droit égyptien a reproduit le même principe dans l'art. 115. C. civ. mixte et l'art. 86 C. civ. national.

En droit anglais on distingue ici entre le vol et la perte.

Le *Sale of goods act* ne permet la revendication de l'objet acheté en plein marché (*market overt*) que si cet objet provenait d'un vol, l'art. 24 dispose : « Lorsque les meubles ont été volés et que le délinquant est condamné, la propriété des meubles ainsi volés fait retour à la personne qui en était propriétaire, ou à son représentant personnel; nonobstant toute transaction intermédiaire ayant porté sur lesdits meubles, soit par la vente à plein marché, soit autrement. » D'où on a conclu qu'à la différence du droit français la propriété des biens trouvés passe à l'acquéreur par la vente à plein marché et que leur propriétaire se trouvera ainsi empêché de les revendiquer (1).

Le droit allemand s'en tient formellement au critérium du consentement qui a précédé la dépossession du propriétaire et que se proposent, comme nous l'avons fait remarquer, la doctrine et la jurisprudence en France. C'est

(1) El-Moghazy, *loc. cit.*, p. 72.

ainsi qu'il ajoute, aux cas classiques de perte ou de vol, celui où la chose a été enlevée au propriétaire sans son consentement par toute autre manière. « L'acquisition de la propriété, dit l'art. 935 du Code civil allemand, en vertu des art. 932 à 934, ne se réalise pas lorsque la chose a été volée ou perdue, ou que, d'une autre manière, elle a été enlevée au propriétaire⁽¹⁾. » On appelle ce dernier cas le cas de la disparition involontaire. Il renferme toutes les hypothèses où le possesseur est privé de sa chose en dépit de sa volonté sans que cela constitue un vol ou une perte. M. Saleille donne l'exemple d'une personne qui se croyant propriétaire d'un objet déposé chez autrui en prend livraison, s'imaginant en toute bonne foi rentrer dans sa propriété. On cite aussi le cas d'une livraison réalisée par une personne atteinte d'une incapacité absolue, telle qu'un enfant en bas âge ou un inconscient⁽²⁾. Remarquons qu'en droit français, on peut, avec le sens large qu'on attribue aux objets perdus, arriver à permettre la revendication dans la majorité des cas qui rentrent dans le droit allemand sous la dénomination de la disparition involontaire, de sorte qu'en dépit de la différence de rédaction des textes dans les deux législations, on arrive, à quelques nuances près, aux mêmes résultats.

Il importe, cependant, de mettre en relief une différence importante entre le droit allemand et le droit français, à propos des cas du maintien de la revendication au profit du propriétaire, et qui résulte du mécanisme de la théorie possessoire allemande. Le Code civil allemand a fait de la possession une théorie bien plus large que celle qu'adopte le droit français ; de deux éléments classiques de la possession, l'*animus* et le *corpus*, il a définitivement écarté le premier pour se contenter du second. Pour être possesseur, il suffit d'avoir sur la chose un pouvoir de fait, sans avoir besoin de se demander, comme en droit français,

(1) Il en est de même au Code civil suisse, art. 934 : « Le possesseur auquel une chose mobilière a été volée ou qui l'a perdue, ou qui s'en trouve dessaisi de quelque autre manière sans sa volonté, peut la revendiquer pendant cinq ans. »

(2) Saleilles, *loc. cit.*, p. 154 et 155.

si le possesseur a l'intention de se comporter en propriétaire ou tout au moins comme titulaire d'un autre droit réel. « La possession d'une chose, nous dit l'art. 854 du C. civ. allemand, s'acquiert par l'obtention du pouvoir de fait sur cette chose. *Die Thatsachliche Gewalt über die Sache*. Mais si la maîtrise de fait est suffisante, il faut qu'elle soit personnelle ; il faut que le possesseur l'exerce avec une pleine indépendance et sans être obligé de suivre les instructions de personne. Si, par contre, le détenteur se trouve dans une situation dépendante d'autrui, de sorte qu'il soit obligé de se conformer à ses instructions à propos de la chose, il n'est pas considéré comme possesseur, son contact avec la chose est regardé comme le prolongement de la possession d'autrui. C'est la fameuse distinction entre possesseurs et détenteurs subordonnés dont parle l'art. 855 du C. civ. all. ainsi conçu : « Si quelqu'un exerce le pouvoir de fait sur une chose au profit d'autrui, à raison de l'office qu'il remplit dans sa maison, ou dans son industrie, ou à raison de toute autre situation du même genre qui l'oblige à se conformer aux instructions qu'il reçoit de lui relativement à la chose, ce dernier seul est possesseur. » C'est ainsi que les personnes de service et les employés de l'industrie ou du commerce et les autres personnes qui se trouvent dans la même situation, ne sont pas considérés comme des possesseurs en droit allemand ; ils ne sont regardés que comme de simples instruments de possession, ou des serviteurs de possession.

Cette parenthèse fermée (que nous avons dû ouvrir pour donner une idée brève de la théorie possessoire allemande afin de pouvoir comprendre la différence entre le droit allemand et le droit français à propos des cas où la revendication des meubles est permise contre un acquéreur de bonne foi), revenons à notre question : En droit français, on ne distingue pas entre le cas de détournement commis par les détenteurs pour autrui ; dans tous ces cas, il y a abus de confiance qui aboutira à l'échec de la revendication de propriétaire si la chose se trouve entre les mains d'un acquéreur de bonne foi ; on ne fait pas de distinction entre un dépositaire ou un commodataire d'un côté, et un domes-

tique ou un employé de commerce de l'autre. Dans tous ces cas il y a abus de confiance; dans tous ces cas l'action du propriétaire est vouée à l'échec. Le droit allemand a adopté une doctrine contraire. Selon lui, l'abus de confiance qui permet la revendication du propriétaire n'est que celui qui émane d'un possesseur pour autrui, d'un dépositaire, d'un locataire, d'un mandataire, etc... Si l'abus de confiance est commis par un détenteur subordonné, si le domestique, l'ouvrier, l'employé de commerce, vend en se présentant comme propriétaire, la chose qu'il avait en main, il faudra traiter cet abus de confiance comme un fait de dépossession involontaire à l'égard du maître, de telle sorte qu'il y a, en ce qui le concerne, disparition involontaire et maintien de la revendication. « C'est que l'opération, en pareil cas, s'analyse en deux actes, le premier par lequel ce détenteur, par le fait seul qu'il agit en maître, s'érige en possesseur, et enlève ainsi la possession à son maître, et le second par lequel il transfère cette possession à autrui. Le premier acte suffit pour qu'il y ait à l'égard du maître, prise de possession à l'insu et contre la volonté du maître; c'est pour lui une perte de la possession, analogue à ce que serait celle résultant d'un vol » (1).

La différence est, comme on le voit, énorme. Dans toutes les hypothèses fort nombreuses où la chose est détournée par un domestique, un ouvrier, un employé de commerce ou toute autre personne se trouvant dans une situation semblable, la revendication est maintenue en droit allemand, alors qu'elle n'est pas admise en droit français. Seulement il faudra, dans le droit français, distinguer soigneusement l'abus de confiance, qui suppose un dépôt, du vol qui implique une soustraction frauduleuse. Donc, toutes les fois que l'acte de disposition irrégulière d'un domestique, d'un ouvrier, d'un employé, pourra être qualifié de vol, on rentrera dans l'exception apportée au prin-

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 152; — Voir aussi Planck, *Bürgerliches Gesetzbuch nebst Einfuhrungsgesetz*, t. III, sur l'art. 935/2, p. 189.

cipe de l'art. 2279; s'il n'y a qu'abus de confiance, la règle s'appliquera (1).

149. — Après avoir précisé les cas où la revendication reste possible au propriétaire contre l'acquéreur de bonne foi, la question qui se pose est celle-ci : à l'encontre de quelles personnes faut-il que la perte ou le vol ait eu lieu, pour que l'acquisition du chef de la possession de bonne foi soit désormais paralysée ?

A cet égard le droit allemand est formel ; il est dit dans l'art. 935 que l'exception relative aux choses disparues sera applicable, non seulement lorsque ce sera le propriétaire lui-même qui aura été volé, ou qui aura perdu la chose, ou à l'égard duquel la chose aura disparu sans dessaisissement volontaire de sa part, mais encore lorsque l'un de ces trois modes de disparition se sera réalisé à l'encontre de celui qui possède pour lui.

Il s'agit, par exemple, d'un propriétaire qui a mis un objet en dépôt ; le vol est commis chez le dépositaire, ou bien c'est le dépositaire qui perd l'objet, ou qui s'en trouve dessaisi sans remise volontaire de sa part ; le déposant qui revendique du chef de son droit de propriété triomphera dans sa revendication contre un tiers de bonne foi, aussi bien que s'il avait perdu lui-même l'objet ou se l'était laissé voler.

Le droit français n'est pas aussi explicite. A prendre le texte de l'art. 2279/2 à la lettre, on pourrait, peut-être, être tenté de donner une solution contraire. En effet, cet article dispose que « Néanmoins, celui qui a perdu ou auquel il avait été volé une chose peut la revendiquer... » Ce qui pourrait être interprété comme fait exigeant que la perte ou le vol ait eu lieu contre le propriétaire lui-même. Il faut se garder, cependant, de se laisser induire en une pareille erreur. Le propriétaire est considéré comme victime de vol ou de perte, non seulement si l'un ou l'autre est commis directement contre lui, mais aussi s'il est commis à l'égard de son représentant possesseur, le dépositaire, par exemple. Dans ce cas la propriété et la possession demeurent

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 153.

rent acquises au déposant ; il n'a transmis à son cocontractant que la détention matérielle de la chose. Ainsi s'il y a vol ou perte, la possession se trouvera enlevée au propriétaire sans qu'il y consente, de sorte qu'on puisse dire, ici également, que la chose lui a été volée ou qu'il l'a perdue. Donc, la perte et le vol permettent la revendication non seulement s'ils se produisent directement contre le propriétaire lui-même, mais aussi contre celui qui possède pour lui, un dépositaire, un locataire, un mandataire, etc...

Aussi pourrions-nous être tenté de considérer le vol et la perte comme des vices objectifs qui s'attachent à la chose et lui deviennent inhérents, quel que soit celui à l'égard de qui la dépossession involontaire a eu lieu. Cette idée est juste dans une certaine mesure ; mais il faut bien se garder d'en exagérer la portée. Il serait faux de prétendre que le vol ou la perte permettront au propriétaire initial de recouvrer sa chose dans toutes les hypothèses. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que le revendiquant en souffre, il faut que la perte ou le vol lui portent préjudice, il faut qu'il puisse s'en dire victime. Par conséquent, il est nécessaire qu'il garde la propriété de la chose. Il y a donc une première hypothèse qui doit être écartée de toute façon. C'est celle où un tiers parmi les possesseurs intermédiaires serait devenu propriétaire du chef de sa possession de bonne foi. Voilà le cas : un propriétaire donne sa chose en dépôt ; le dépositaire la vend à une tierce personne qui est, par hypothèse, de bonne foi ; cette tierce personne vient à être volée ou bien vient à perdre la chose ; ce vol ou cette perte ne suffirait pas, cela va de soi, à faire restituer l'objet au propriétaire originaire. En effet, celui-ci a cessé d'être propriétaire dès la mise en possession de l'ayant cause du dépositaire. Donc, lors du vol ou de la perte, il n'avait ni la possession ni la propriété, de sorte qu'on ne puisse dire que la chose lui a été volée ou qu'il l'a perdue. En outre, on ne peut agir en revendication qu'à la condition de pouvoir se dire propriétaire ; or, le déposant a bien cessé de l'être (1).

(1) Voir dans le même sens Saleilles, *loc. cit.*, p. 134.

La question devient fort délicate si le vol est commis contre un tiers qui n'est pas devenu propriétaire, et qui n'est cependant pas un détenteur précaire. Saisissons bien la différence entre cette hypothèse et la précédente. Dans la précédente, le propriétaire initial qui revendique a cessé d'être propriétaire avant le vol et celui-ci est commis à l'encontre d'une personne qui est devenue propriétaire. Il n'en est pas de même dans l'hypothèse qui nous occupe maintenant. Le vol est commis alors que la propriété reste acquise au revendeur ; mais il n'est commis ni contre lui ni contre son représentant possessoire ; il est commis contre une personne qui a une possession indépendante, une possession à titre de propriétaire. Pour bien comprendre cette hypothèse assez compliquée, prenons l'exemple d'une personne qui a acheté de mauvaise foi à un dépositaire infidèle. Il est bien entendu que l'acheteur n'est pas devenu propriétaire. Supposons que c'est dans ces conditions que cet acheteur soit volé. Il n'est pas douteux que si l'ancien propriétaire, le déposant, puisqu'il est resté propriétaire, intentait son action en revendication contre le voleur, rien ne s'opposerait à la réussite de son action ; il n'y a là aucune difficulté. Mais ajoutons une nouvelle transmission à celles que nous avons déjà supposées. Le voleur vend à son tour la chose à un tiers de bonne foi, à quelqu'un qui le croit propriétaire et qui est absolument ignorant du vol ainsi réalisé. Jusqu'alors, l'ancien propriétaire, le déposant initial, avait gardé sa propriété, les trois précédentes transmissions ayant laissé son droit intact. La quatrième, celle qui vient de se produire, avec juste titre et bonne foi, va-t-elle lui enlever son droit de propriété ? Rentrera-t-elle dans le domaine de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ou sous le couvert de l'exception apportée par l'art. 2279/2 ? L'ancien propriétaire pourra-t-il revendiquer utilement contre le possesseur actuel qui est le quatrième possesseur successif depuis le dépôt ? Et pourra-t-il, à cette fin, exciper de l'existence du vol commis à l'égard de celui qui a acheté de mauvaise foi au dépositaire, de telle sorte que ce vol mette obstacle dans le délai de 3 ans à toute acquisition

du chef de la possession de bonne foi ? Il s'ensuivrait que, du moment qu'il est resté propriétaire, un vol quelconque, un vol commis contre qui que ce soit, suffirait à lui maintenir intact son droit de propriété et à lui donner gain de cause dans l'exercice de son action en revendication.

Voilà la question qui se pose et dont la difficulté n'échappe à personne. Il semble bien cependant, à lire le texte de l'art. 2279/2, que le propriétaire ne pourrait plus exciper du vol commis dans les circonstances que nous venons de préciser et qu'il devrait s'incliner devant la possession de bonne foi du possesseur actuel.

L'art. 2279/2 nous dit en effet : « Néanmoins, celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose peut la revendiquer... » Ainsi le texte présente le vol comme un vice purement relatif ; il semble exiger que le vol soit commis au détriment du propriétaire, qu'il lui enlève la possession ; c'est dans ce cas seulement que le propriétaire peut se dire victime du vol. Or, dans notre hypothèse, le vol n'a rien enlevé au propriétaire initial ; il ne lui a pas enlevé la possession, la seule chose qu'il puisse enlever, puisque, par hypothèse, le propriétaire l'avait déjà perdue ; il l'avait perdue au moment même de l'aliénation effectuée par le dépositaire. Donc, si, par la suite, un nouvel acquéreur vient à entrer en possession de la chose de bonne foi, l'ancien propriétaire revendiquant ne pourra plus invoquer contre lui un vol ou une perte qui n'auront pas été, à son égard, la cause initiale de la dépossession. Cette perte de possession, quant à lui, sera venue d'un abus de confiance, ce qui suppose une dépossession volontaire de sa part. Le fait qu'il y a vol par la suite ne pourra rien changer (1).

Donc, le propriétaire initial ne peut exciper d'un vol produit à l'égard d'un possesseur intermédiaire qui, sans être devenu propriétaire, possédait avec *animus domini*. L'acquéreur de bonne foi de l'objet volé ne pourrait être inquiété. L'exception du vol ne pourrait être invoquée contre lui que par celui qui a été victime de vol. Or, dans

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 137.

l'hypothèse, la victime de vol était un acquéreur de mauvaise foi, qui, n'étant pas devenu propriétaire, n'est pas qualifié pour agir en revendication.

Telle est la solution qu'édicte une interprétation logique des textes. Elle concorde d'ailleurs avec l'explication qu'on donne du maintien de la revendication en cas de perte ou de vol et son exclusion en cas d'abus de confiance. Dans notre hypothèse, le déposant a donné son meuble à un dépositaire infidèle, si on ne peut lui imputer la faute d'avoir mal placé sa confiance, on peut tout au moins dire qu'en remettant l'objet il a accepté le risque d'être dépossédé par un acte infidèle du dépositaire ; il a contribué dans une certaine mesure à son dessaisissement qu'on ne peut plus qualifier d'involontaire. Sa déposition à lui vient, nous le répétons, de l'abus de confiance ; le vol ultérieur ne lui enlève rien. La seule personne qui puisse en souffrir, c'est le possesseur de mauvaise foi. Or, celui-ci ne peut agir en revendication, n'étant pas devenu propriétaire.

150. — A qui appartient l'action en revendication des choses perdues ou volées ? Elle appartient, cela va sans dire, au propriétaire. Elle lui appartient dans tous les cas, sans distinguer entre les cas où le vol et la perte se produisent directement contre lui, et les cas où ils se produisent contre celui qui détient pour lui, celui qu'on appelle en droit allemand le représentant possesseur.

Mais, pour pouvoir exercer cette revendication contre un tiers acquéreur de bonne foi, il faut que le propriétaire fournisse certaines preuves : Il doit tout d'abord établir qu'il était propriétaire lors de l'incident ; à cette fin il peut invoquer sa possession. Il doit ensuite démontrer le vol ou la perte car ces deux incidents ne se présument pas. Il doit enfin établir l'identité entre la chose revendiquée et la chose perdue ou volée (1).

(1) Aubry et Rau, *loc. cit.*, t. II, § 189 ; — Laurent, *loc. cit.*, t. XXXII, n° 584 ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 839 ; — Raynaud, *loc. cit.*, n° 129 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 887 ; — Beudant, *loc. cit.*, n° 737 ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, n° 391 ;

La jurisprudence va plus loin et accorde la revendication non seulement au propriétaire, mais aussi à celui qui détient pour lui, un dépositaire par exemple, si l'événement de perte ou de vol a eu lieu à son égard (1). De même, il a été jugé que le détenteur précaire de valeurs mobilières au porteur a qualité pour mettre en œuvre la procédure prévue par la loi de juin 1872 (2).

A consulter les arrêts, il apparaît que la jurisprudence a été inspirée par des motifs purement utilitaires plutôt que des principes juridiques. En effet, accorder au dépositaire, par exemple, la revendication de l'objet volé, peut présenter un intérêt pratique considérable. Il peut arriver que le propriétaire soit absent, ce qui rendrait difficile son action contre le détenteur illégitime de sa chose. En outre, ce propriétaire se montre assez souvent inactif parce qu'il se sent couvert par la responsabilité de son dépositaire, ce qui peut nuire à ce dernier, car il a tout intérêt à ce qu'on agisse vite contre le détenteur du meuble. C'est pour ces raisons pratiques que la jurisprudence a remédié à la défectuosité des textes à cet égard.

Le droit allemand a prévu le problème et lui a donné une solution satisfaisante. Il donne au dépositaire et à tout autre représentant possesseur une action en revendication de la possession (3) ; grâce à cette action il peut recouvrer l'objet mis sous sa garde s'il vient à le perdre malgré sa volonté.

Il est à souhaiter que le législateur français adopte une solution semblable pour consacrer une jurisprudence qui, bien que s'accordant parfaitement avec l'équité et l'intérêt pratique, manque cependant d'une base légale

— Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1138 ; — Josserand, *loc. cit.*, n° 1640 et 1638.

(1) Cass., 28 mars 1888, S. 88.I.265, D. P. 88.I.253 ; — Trib. civ. de Hazebrouck, 15 mars 1901, D. P. 1902.II.11 ; — Trib. civ. de la Seine, 23 nov. 1910, sous Paris, 22 déc. 1911, D. P. 1913.II.221, Paris, 29 déc. 1911 précité.

(2) Paris, 1897, D. P. 1899.II.153 avec la note de M. Colin ; — voir cependant, Trib. civ. de la Seine 21 juin 1929, D. P. 1929.II.172 et la note de M. Wagner, S. 1930.II.137, et la note de M. Bezard-Falgas.

(3) Voir *supra*, n° 117.

solide. Il est vrai qu'on peut justifier l'action du dépositaire contre le voleur ou l'inventeur en la fondant sur la théorie de la faute et de la réparation du dommage, mais il est difficile de justifier son action contre un acquéreur de bonne foi qui a traité avec l'un ou l'autre. Une pareille action ne peut être, en droit français, que l'action en revendication qui suppose que le demandeur soit propriétaire; or, précisément, le dépositaire ne l'est pas. On a voulu justifier cette action en disant que le dépositaire qui revendique n'agit que dans l'intérêt du déposant (1), et doit, par conséquent, être considéré comme son mandataire. Mais cette justification n'est pas toujours juste, car il arrive assez souvent que le déposant se sentant couvert par la responsabilité de son cocontractant, se désintéresse totalement de la poursuite du meuble perdu ou volé.

151. — Contre qui la revendication peut-elle être exercée ? Contre quiconque a la chose entre ses mains. Contre le voleur et l'inventeur comme contre tous leurs ayants cause, même de bonne foi. Rappelons seulement que le voleur et l'inventeur et tout autre possesseur de mauvaise foi ne peuvent exciper du vol ou de la perte pour se dire à l'abri de la revendication au bout de 3 ans ; ils restent soumis à la revendication pendant trente ans. Ce sont les acquéreurs de bonne foi et avec juste titre qui peuvent exclusivement exciper du second paragraphe de l'art. 2279 pour écarter la revendication du propriétaire volé, ou victime de la perte, une fois écoulé le délai de 3 ans à partir du vol ou de la perte.

152. — Nous arrivons ainsi au délai pendant lequel la revendication des meubles perdus ou volés peut avoir lieu contre un acquéreur de bonne foi. Ce délai est, comme nous l'avons dit, de trois ans à partir de la perte ou du vol. Il suffit donc pour que le possesseur de bonne foi

(1) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 889. — Voir aussi les arrêts cités plus haut.

soit à l'abri de la revendication qu'un laps de trois ans soit écoulé depuis le jour où la perte ou le vol a eu lieu. Le délai pendant lequel l'acquéreur a possédé l'objet est complètement indifférent. La revendication n'est plus admissible dès que trois ans se sont écoulés depuis la perte ou le vol, même si l'acquéreur ne possède que depuis la veille (1).

Une difficulté est née au sujet de la nature du délai de la revendication des choses perdues ou volées. Le second paragraphe de l'art. 2279 organise-t-il une prescription acquisitive, une prescription libératoire ou une simple déchéance ?

A consulter les travaux préparatoires, on pourrait être tenté de s'orienter vers la prescription acquisitive. En effet, M. Bigot de Préameneu nous dit dans son exposé des motifs : « La durée de cette action (en revendication) a été fixée à trois ans ; c'est le même temps qui avait été réglé à Rome par Justinien, c'est celui qui était généralement exigé en France (2). » Or il s'agissait à Rome comme dans l'ancien droit français, d'une prescription acquisitive. Cependant, cette idée doit être rejetée. Le texte de l'art. 2279/2 lui-même nous en donne la meilleure preuve ; ce texte dispose formellement que le délai court à partir de la perte ou du vol. Or, s'il s'agissait d'une prescription acquisitive il faudrait compter uniquement depuis le moment où la chose se trouve dans la possession du défen-

(1) Il a été jugé (Chambéry, 20 mars 1894, D. P. 95.II.342) que le propriétaire doit prouver non seulement le fait de la perte ou du vol, mais aussi que la date n'en remonte pas à plus de trois ans. MM. Baudry-Lacantinerie et Tissier (n° 890, note 2) critiquent cet arrêt et enseignent que c'est au possesseur actionné en revendication et qui invoque l'art. 2279/2 de prouver que cette date remonte à plus de trois ans. Il nous semble plus juridique d'admettre la solution donnée par la Cour de Chambéry. En principe, l'acquéreur devient propriétaire dès qu'il possède l'objet. C'est par une faveur spéciale et exceptionnelle que la loi autorise le propriétaire à revendiquer contre lui. Donc, il faudra que le revendiquant prouve qu'il est dans les limites de cette faveur ; et pour cela il ne suffit pas d'établir le fait de perte ou de vol, mais il doit, en outre, démontrer que leur date ne remonte pas à plus de trois ans.

(2) Fenet, *loc. cit.*, t. II, sous l'art. 2279.

deur ou de ses auteurs. La prescription acquisitive exige un nombre d'années de possession. Puisque le temps est compté depuis la perte ou le vol, la preuve est faite qu'il ne s'agit pas d'une prescription acquisitive.

Est-ce alors une prescription extinctive ? On pourrait le prétendre avec plus de solidité. Certains auteurs éminents le professent d'ailleurs (1). Toutefois, cette idée n'en est pas moins inexacte ; elle se heurte à une objection irréfutable qui consiste en ce que l'action en revendication ne s'éteint pas par le non-usage.

Reste la déchéance. C'est là qu'est la véritable solution de notre question. Au bout de trois ans, le propriétaire est déchu de la faveur exceptionnelle qui lui est donnée par la loi. En principe, l'acquéreur de bonne foi devient propriétaire du meuble dès qu'il est en possession. Exceptionnellement, la loi donne au propriétaire volé la faveur de pouvoir revendiquer pendant le délai de trois ans.

Comme le disent MM. Colin et Capitant (2), la loi suspend en sa faveur, pendant ce délai, l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Une fois passé ce délai, cette règle reprend sa force et fait attribuer définitivement la propriété au possesseur.

D'ailleurs, cette solution s'accorde très bien avec la nature des choses. La revendication des choses perdues ou volées est incompatible avec les buts que se sont proposés les rédacteurs du Code civil en établissant le principe qu'« En fait de meubles possession vaut titre ». Elle est destructive du crédit et de la sécurité des transactions mobilières. Donc, le délai pendant lequel elle est permise doit être considéré comme préfixe. C'est un délai de forclusion, qui ne comporte aucune cause de suspension et qui, par conséquent, peut courir même à l'encontre des incapables (3).

(1) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 891 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, t. I, n° 3423.

(2) Colin et Capitant, *loc. cit.*, t. I, n° 1138.

(3) Beudant, *loc. cit.*, n° 740 ; — Aubry et Rau, *loc. cit.*, t. II, § 183 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1138 ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, n° 393.

La jurisprudence applique fermement cette idée et considère le délai de l'art. 2279 al. 2 comme un délai de rigueur qui met fin à l'action du propriétaire dans toutes les circonstances, même si on ne peut rien reprocher à ce dernier, même s'il a pris toutes les mesures en son pouvoir, pour découvrir celui entre les mains de qui se trouve le meuble, et que son échec est dû au fait du possesseur actuel lui-même. Ainsi il a été jugé (1) qu'on ne peut revendiquer l'objet volé, si on a laissé s'écouler les trois années depuis le vol, que dans les termes de droit commun, c'est-à-dire contre un acquéreur de mauvaise foi. Un acquéreur de bonne foi est à l'abri de la revendication même si c'était par son fait, par exemple s'il a gardé les titres au porteur pendant plus de trois ans sans les mettre en circulation et sans en réclamer les arrérages, que le revendiquant n'a pu découvrir le sort de sa chose et la revendiquer en temps utile. La Cour est allée plus loin encore et s'est refusée, à juste raison d'ailleurs, à considérer en faute le possesseur qui s'est comporté ainsi et à lui appliquer l'art. 1382. « Où voit-on cela (la faute) ? Où est le texte qui le dit ? Jamais, que nous le sachions, la loi n'a imposé à celui au profit de qui court la prescription d'un droit, la péremption d'une action, l'obligation de provoquer son adversaire. C'est à celui au préjudice de qui court la prescription, de prendre ses précautions et ses mesures (*Vigilantibus jura*). »

153. — Quelle est la nature du droit de l'acquéreur de bonne foi d'un objet perdu ou volé tant que le délai de trois ans à partir de la perte et du vol n'est pas écoulé ?

A l'égard du propriétaire, il n'est qu'un simple possesseur, il n'est pas encore devenu propriétaire. L'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » est provisoirement suspendue en ce qui le concerne. La propriété reste acquise au maître initial de la chose. Cela n'est point douteux. En effet, l'art. 2279/2 dispose : «... celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose,

(1) Cass. civ., 5 déc. 1877.

peut la *revendiquer* pendant trois ans. » Or, la revendication suppose forcément qu'on soit propriétaire.

Mais si l'acquéreur de l'objet perdu ou volé ne devient pas propriétaire à l'égard du maître initial, le devient-il à l'égard des tiers ? La question présente un grand intérêt au point de vue théorique tout aussi bien qu'au point de vue pratique. Pour nous en rendre compte, supposons que l'acquéreur d'un meuble perdu ou volé vienne à être volé à son tour et que la chose passe à une tierce personne de bonne foi : Primus qui a acheté de bonne foi un meuble précédemment volé, vient à être volé à son tour et la chose passe à Secundus qui est, nous le supposons, de bonne foi. Primus peut-il revendiquer contre Secundus ? Pour qu'il puisse le faire, il faut qu'il soit devenu propriétaire à son égard, car le droit français ne connaît que la revendication de propriété qui suppose la qualité de propriétaire.

Nous pensons que l'acquéreur de bonne foi d'un meuble perdu ou volé devient, immédiatement et dès qu'il entre en possession, propriétaire à l'égard de tout le monde, sauf du propriétaire et de ses ayants cause. Nous en voyons la preuve dans le texte de l'art. 2279 lui-même. Cet article édicte tout d'abord le principe général : « En fait de meubles possession vaut titre », c'est-à-dire, comme nous l'avons vu, que la possession fait attribuer de son chef la propriété ; puis il apporte une exception : « Néanmoins, celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose peut la revendiquer pendant trois ans. » La portée de l'exception est nettement précisée ; celle-ci ne touche que le propriétaire de la chose victime de la perte ou du vol. C'est à lui seul que la loi accorde cette faveur exceptionnelle de revendiquer pendant trois ans ; à l'égard de toute autre personne, l'exception est hors de cause ; c'est la règle générale qui s'applique ; c'est le principe « En fait de meubles possession vaut titre » qui conserve son empire. Donc, vis-à-vis des tiers l'acquéreur devient immédiatement propriétaire et peut, de ce chef, revendiquer s'il vient, à son tour, à être dépossédé malgré sa volonté.

Ainsi voyons-nous qu'en fait de meubles, dans le domaine exceptionnel des choses perdues ou volées, et pour une période provisoire de trois ans à partir de la perte ou du vol, l'application de l'art. 2279 nous amène à une sorte de propriété relative analogue à celle de l'immeuble vendu tant que la vente n'est pas transcrite. Mais chacune de ces deux propriétés a une portée qui s'oppose diamétralement à celle de l'autre. Tandis qu'en cas de vente non transcrite d'un immeuble, l'acheteur acquiert la propriété à l'égard de son auteur mais non pas à l'égard des tiers, l'acquéreur d'un meuble perdu ou volé devient propriétaire à l'égard des tiers mais non pas à l'égard du propriétaire initial de la chose. Cette différence vient de ce que, en cas d'immeubles, on veut protéger les tiers qui peuvent ignorer la vente tant qu'elle n'est pas transcrite, alors qu'en matière de meubles perdus ou volés, on veut protéger la victime de l'un ou l'autre de ces deux incidents.

II. — *Le droit de suite accordé au bailleur.*

154. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » comporte une exception lorsqu'il s'agit des meubles garnissant un immeuble loué.

155. — Conditions auxquelles cette exception est soumise.

156. — Comment cette exception s'explique-t-elle ?

157. — Le droit de suite du bailleur en droit égyptien.

154. — Les droits du bailleur sont, en droit français, particulièrement bien protégés. Non seulement la loi lui accorde un privilège sur les meubles qui garnissent la chose louée, privilège qui comporte par sa nature un droit de suite lui permettant de les suivre entre les mains d'un tiers, mais aussi elle arme ce privilège d'un droit de suite d'une telle puissance qu'il l'emporte sur le droit d'un possesseur de bonne foi s'il vient à se heurter à lui. L'art. 2102 1^{re} partie dispose : « Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il ait fait la revendication, à savoir, lorsqu'il s'agit du mobilier qui gar-

nissait une ferme, dans le délai de quarante jours, et dans celui de quinzaine, s'il s'agit des meubles garnissant une maison. »

Le privilège du bailleur se trouve ainsi garanti par une action réelle que le texte appelle improprement une revendication (1). En effet, la revendication est l'apanage de la propriété. Or, le bailleur n'est pas propriétaire des meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme. Nous croyons, que la loi entend parler ici d'une sorte de revendication de possession. Sur le fondement du droit de gage qui lui a été tacitement consenti, le bailleur demande la réintégration des meubles dans sa maison ou dans sa ferme afin qu'il puisse exercer sur eux son privilège. C'est une action *pignoris vindicatio* (2).

La règle « En fait de meubles possession vaut titre » comporte, comme nous le voyons, une dérogation importante au profit du bailleur ; celui-ci peut exercer son privilège lorsque le meuble est déplacé sans son consentement, même à l'encontre d'un possesseur de bonne foi (3). Ce possesseur, malgré sa bonne foi et son juste titre, est obligé de supporter le privilège qui grevait le meuble à son insu.

155. — Il va sans dire que cette règle va manifestement à l'encontre de la sûreté du commerce et de la sécurité des transactions mobilières. C'est pourquoi la loi l'entoure de conditions rigoureuses. Tout d'abord la revendication n'est accordée au bailleur que si le déplacement des meubles est effectué sans son consentement exprès ou tacite. Ensuite elle doit être exercée dans un délai fort restreint, « à savoir lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours et dans celui de quinzaine, s'il s'agit des meubles garnissant une maison. »

(1) Poincaré, *loc. cit.*, p. 235.

(2) Baudry-Lacantinerie et de Loynes, t. XVII, *loc. cit.*, n° 444.

(3) Aubry et Rau, III, S. 269 ; — Laurent, XXIX, n° 438 ; — Baudry-Lacantinerie et de Loynes, *loc. cit.*, 447 ; — Kamel Moursy Bey, *Les sûretés personnelles et réelles*, n° 840.

156. — Il n'en est pas moins vrai que le bailleur est regardé à cet égard d'un œil plus favorable que le propriétaire lui-même. Tandis que celui-ci se trouve définitivement sacrifié dès que le meuble vendu par un détenteur infidèle se trouve entre les mains d'un acquéreur de bonne foi, le bailleur conserve pendant un certain temps son droit. Il s'agit maintenant d'expliquer cette anomalie.

On a tendance à expliquer le droit de revendication accordé au bailleur par l'idée d'un vol de possession ; le locataire en déplaçant le meuble qui est affecté au gage commet à l'égard du bailleur une sorte de vol (1). Ainsi, l'action en revendication accordée au bailleur serait une application pure et simple de l'art. 2279 /2. Voilà l'explication que donnent certains auteurs. Elle est d'autant plus séduisante que Bourjon lui-même, et nous savons quelle est l'autorité attachée à ce grand jurisconsulte en tout ce qui touche à la possession des meubles, nous enseigne la même idée.

Cependant elle ne nous semble pas convaincante. Nous avons beaucoup de peine à croire que les rédacteurs du Code de 1804 aient pensé à la conception romaine du vol de possession en rédigeant l'art. 2102/1 ; il nous semble peu probable que ces rédacteurs aient entendu maintenir l'idée romaine du *furtum* en ce qu'il peut porter sur la possession alors qu'ils se sont décidés à le restreindre considérablement en ce qu'il porte sur la propriété elle-même, pour en écarter les cas d'abus de confiance tout au moins. Quant à Bourjon, il nous semble que, du fait qu'il était obligé d'admettre la règle de la revendication du bailleur, celle-ci étant inscrite dans la coutume, il a cherché à la justifier avec l'idée romaine de vol de possession. Mais il n'a pas très bien réussi, car lui aussi envisage le vol sous un angle étroit.

L'origine du droit de suite accordé au bailleur revient, à notre avis, à ce que les rédacteurs du code ont voulu

(1) Colin et Capitant, *loc. cit.*, t. II, n° 1068 ; — Kamel Moursy, Bey, Les Biens, *loc. cit.*, n° 540.

consacrer une règle établie par la coutume de Paris et enseignée par Pothier (1), leur guide habituel. Ils ne se sont peut-être pas aperçus qu'ils adoptaient une règle incompatible avec un autre principe général qu'ils allaient consacrer.

157. — Il convient d'ajouter que le droit égyptien donne au bailleur la même faculté que le droit français. En effet, l'art. 762 C. proc. nationale et 672 C. proc. mixte est ainsi conçu : « Le propriétaire et le principal locataire peuvent saisir conservatoirement, même les meubles et les fruits qui auraient été retirés des lieux loués, sans leur consentement, pourvu qu'ils fassent opérer la saisie dans les trente jours de l'enlèvement ».

Remarquons seulement que les rédacteurs de nos codes ont profité des reproches adressés à leurs collègues français pour le fait que ces derniers appellent « revendication » le droit du bailleur contre l'acquéreur du meuble. C'est pour s'épargner ces reproches qu'ils disent formellement que le droit du bailleur est un simple droit à la saisie, un droit lui permettant d'exercer son privilège. Il est à noter aussi que la différence existant en droit français entre le délai de revendication des meubles garnissant une maison et celui de revendication des meubles garnissant une ferme, a paru un peu arbitraire aux yeux de notre législateur ; c'est ainsi qu'il la repousse et donne dans tous les cas un délai unique de trente jours à partir de l'enlèvement.

(1) Cet auteur nous dit dans son contrat de louage n° 261 : « Le locateur peut, dans le temps prescrit, suivre par la voie de saisie ou par la voie d'action, les meubles enlevés de son hôtel ou de sa métairie, même contre un acheteur de bonne foi, soit en paiement soit en nantissement ; car ces meubles ayant contracté une espèce d'hypothèque en entrant dans la maison ou métairie, le locataire, ne les possédant qu'à la charge de cette hypothèque, n'a pu les transporter à un autre qu'à cette charge, personne ne pouvant transférer à un autre plus de droits sur une chose qu'il n'en a lui-même. »

SECTION II. — TEMPÉRAMENTS APPORTÉS AUX EXCEPTIONS
QUE SOUFFRE LA RÈGLE « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION
VAUT TITRE ».

158. — Dans certaines circonstances le propriétaire dépossédé à la suite d'une perte ou d'un vol ne peut revendiquer qu'à charge d'indemniser le possesseur.
159. — Origine de cette règle : les rédacteurs du Code Napoléon ne sont pas novateurs.
160. — Le principe de l'indemnisation en droit comparé.
161. — Comment peut-on expliquer le principe de l'indemnisation dans les circonstances prévues par l'art. 2280 ?
162. — Caractère exceptionnel de la disposition de l'art. 2280.
163. — Pour déterminer les cas d'indemnisation, il faut s'en tenir aux intérêts du commerce et non pas à la bonne foi de l'acheteur.
164. — Il ne suffit pas, pour l'application de la disposition de l'art. 2280, que le possesseur ait cru que son vendeur est un marchand de choses pareilles ; il faut que ce vendeur le soit en réalité.
165. — Il n'est pas nécessaire que le vendeur soit autorisé par la loi de se livrer au commerce de choses pareilles ; il suffit qu'il le soit par la coutume ou par l'usage.
166. — Application de ce principe aux changeurs à l'égard de valeurs mobilières vendues dans leurs boutiques.
167. — Et aux banquiers à l'égard des valeurs vendues dans leurs banques.
168. — Conditions d'application de la disposition de l'art. 2280 ; il faut la réunion des conditions exigées pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».
169. — Pour avoir droit à l'indemnité, le possesseur actuel doit-il avoir acquis personnellement dans une des circonstances prévues par l'art. 2280, ou suffit-il que son auteur l'ait déjà fait ?
170. — C'est au possesseur qui invoque la disposition de l'art. 2280 d'établir qu'il a acquis dans les conditions voulues.
171. — En quoi consiste l'indemnité due au possesseur en vertu de l'art. 2280 ?
172. — Ce possesseur ne peut être obligé de rendre le meuble qu'une fois indemnisé ; son droit de rétention sur la chose.
173. — Le propriétaire de l'objet perdu ou volé qui doit, pour se le faire restituer, indemniser le possesseur qui a acquis dans les conditions de l'art. 2280, a-t-il un recours contre un précédent possesseur qui, lui, n'a pas acquis dans les cas prévus par cet article ?
174. — Application de l'art. 2280 au créancier gagiste et au bailleur.
-

158. — Lorsqu'il s'agit des choses perdues ou volées, la loi préfère, à tort ou à raison, le propriétaire victime du vol ou de la perte, à l'acquéreur de bonne foi et, par conséquent, à l'intérêt du commerce et de la sécurité des transactions mobilières ; il y a là un fait. La possession est ici incapable de faire attribuer immédiatement la propriété au possesseur, tout au moins à l'égard du propriétaire ; celui-ci peut revendiquer son meuble pendant trois ans. Tel est le principe : en cas de perte ou de vol, l'effet de la possession reste suspendu pendant trois ans. Donc de droit commun le possesseur du meuble perdu ou volé n'acquiert sur lui aucun droit immédiat ; il doit le rendre à la demande du volé resté le seul et unique maître, et cela sans qu'il ait droit à une indemnité quelconque. Ainsi la règle générale c'est que dans les cas exceptionnels de perte ou de vol, le propriétaire peut revendiquer sa chose contre quiconque l'a entre ses mains sans bourse délier.

Mais le législateur de 1804 n'a pas voulu persister dans cette voie épineuse, pleine d'inconvénients et pour ainsi dire destructive de la sécurité du commerce qu'il entendait avant tout assurer en établissant la règle fondamentale qu'« En fait de meubles possession vaut titre ». Dans certaines hypothèses, les intérêts du commerce parlaient si haut qu'il ne pouvait ne pas les écouter ; dans des cas particulièrement intéressants, il n'a pu ignorer les intérêts de l'acquéreur qu'il était obligé de préférer à ceux de la victime du vol, dans une grande mesure tout au moins. Ainsi le voyons-nous apporter un tempérament à la revendication des choses perdues ou volées et disposer dans l'art. 2280 que : « Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté ».

Donc le possesseur qui a acheté la chose perdue ou volée dans une des circonstances prévues par l'art. 2280 ne saurait être obligé de restituer qu'à la condition d'être indemnisé par le propriétaire.

159. — En apportant ce tempérament à la revendication des meubles perdus ou volés, les rédacteurs du Code Napoléon ne sont nullement novateurs. Cette règle est, comme nous l'avons vu, très ancienne. Elle a été imaginée déjà dans le très ancien droit français. Dès le ^{xiii}^e siècle, Beaumanoir imposait au propriétaire l'obligation d'indemniser le possesseur quand la chose volée avait été achetée de bonne foi en plein marché. A une époque plus rapprochée, au ^{xviii}^e siècle, alors que la revendication mobilière était admise en France sous l'influence des principes romains, le Parlement de Paris a voulu se servir du même procédé pour atténuer la rigueur de cette revendication ; c'est ainsi qu'en 1636 il a soumis la revendication d'un meuble aliéné par un mandataire infidèle au remboursement du prix (1). Mais cet arrêt ne fit pas jurisprudence, comme le prouve un autre arrêt rendu en sens contraire par le même Parlement le 5 mars 1637 (2). Bourjon exige aussi le remboursement du prix lorsque la chose volée a été achetée dans une foire ou dans un marché public. Mais il distingue entre la vente effectuée par les autorités de la Justice et celle conclue avec un marchand ayant qualité pour vendre, d'un côté, et la vente qui a lieu dans une foire ou dans un marché de l'autre ; il refuse totalement la revendication dans les premiers cas pour la soumettre au remboursement dans les autres (3). Nous retrouvons enfin le principe du remboursement du prix exprimé dans la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 : « Celui qui achètera des bestiaux *hors des foires et marchés* sera tenu de les *restituer gratuitement* au propriétaire dans l'état où ils se trouveront dans le cas où ils auraient été volés. » Le Code civil produit le même principe en l'élargissant et en repoussant une distinction très peu logique enseignée par Bourjon entre les différents cas où l'achat de la chose a été réalisé. Désormais, la revendication des meubles perdus ou volés est admise dans tous les cas, mais lorsque le pos-

(1) Bardet, *Recueil d'arrêts*, Paris, 1690, t. II, p. 317. Voir *supra*, première partie, n° 67.

(2) Bardet, *loc. cit.*, p. 378.

(3) Voir *supra*, première partie, n° 92.

sesseur actuel de la chose l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique ou d'un marchand vendant des choses pareilles, la revendication ne peut se réaliser qu'à charge, par le propriétaire, de rembourser au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

160. — Cette règle a été reproduite par notre droit égyptien dans l'art. 87 du Code civil national et l'art. 116 du Code civil mixte. Il en est de même du Code civil portugais (art. 534), du Code civil hollandais (art. 637), du Code civil italien (art. 709) et du Code civil espagnol (art. 464).

Le législateur allemand n'admet pas le droit au remboursement. Dans tous les cas où le propriétaire dépossédé d'un meuble garde la revendication, « il la possède intacte sans restriction ni réserve » (2). Ainsi le droit allemand se montre-t-il ici beaucoup moins préoccupé d'assurer le crédit et la sécurité du commerce que le droit français. Non seulement il étend les hypothèses où la revendication du propriétaire est permise, non seulement il ajoute aux deux cas traditionnels du droit français, voir le vol et la perte, le cas de la disparition involontaire, mais aussi il permet cette revendication sans aucune contre-partie de la part du propriétaire. Dès qu'il y a vol, ou d'une façon générale, dès qu'il y a dépossession involontaire, le propriétaire est complètement protégé ; c'est le possesseur qui doit, en fin de compte, encaisser toute la perte, quelles que soient les circonstances dans lesquelles il a acheté. Le législateur allemand s'est placé à un point de vue purement unilatéral, c'est celui du propriétaire qu'il entend avant tout protéger. Il a complètement négligé le point de vue commercial, celui de la protection du crédit public. Inutile de souligner la gravité des inconvénients et des risques que comporte ce système au point de vue de la sécurité du commerce. Ils sont d'autant plus graves que les rédacteurs du Code allemand n'ont même pas voulu accepter une prescription abrégée au profit de l'acquéreur

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 160, et les autorités qu'il cite.

d'un meuble perdu ou volé à l'instar du droit français qui n'admet la revendication dans ce cas que dans un délai de trois ans. Donc, le possesseur d'un meuble volé reste pendant dix ans (art. 1337 du Code civil allemand) exposé à la revendication malgré sa bonne foi, malgré son titre et quelles que soient les circonstances dans lesquelles il a acheté.

Nous n'hésitons pas à donner la préférence au système français : il est beau, certes, de vouloir venir en aide à celui qui a été dépouillé illégalement de sa chose, il est beau aussi de vouloir réprimer le vol et d'essayer de limiter ses répercussions ; mais il ne faut pas perdre de vue les considérations du crédit et de la sécurité du commerce qui intéressent au premier plan l'ordre public, et cela sans vouloir parler du possesseur à qui on ne peut imputer aucune faute.

161. — Mais comment se justifie la disposition de l'art. 2280 du C. civ. fr. ? Pour quels motifs le législateur vient-il, dans cet article, soumettre la revendication des objets perdus ou volés dont il édicte le principe dans l'article précédent, à l'obligation de remboursement qui la réduit presque à rien, du moins sur le terrain des faits, puisque la plupart du temps le propriétaire préférera faire abandon de son droit plutôt que d'avoir à le racheter au prix déboursé par le possesseur ?

On a l'habitude de répondre à cette question en disant que l'acquéreur qui achète le meuble dans une des circonstances prévues par l'art. 2280 ne pouvait aucunement soupçonner, au moment de son acquisition, le vice dont la chose était atteinte ; on ne peut lui imputer aucune faute ; son erreur était invincible ; sa bonne foi éclatante, etc...

Nous sommes obligé d'avouer que cette justification est loin de nous satisfaire. A notre avis, ce n'est pas la bonne foi du possesseur qui achète à un marchand vendant des choses pareilles, par exemple, qui a déterminé le législateur à lui accorder le droit au remboursement. En effet, le législateur a déjà envisagé dans l'art. 2279 l'hypothèse du

possesseur de bonne foi et malgré cette bonne foi il lui a préféré le propriétaire victime de vol ou de perte à qui il a accordé la revendication sans l'obliger à rien payer. Dès lors, comment peut-on prétendre que c'est à cause de cette même conception de bonne foi que le législateur accorde au possesseur le droit au remboursement ? En outre, il n'est pas absolument indispensable que l'achat soit réalisé dans les conditions de l'art. 2280, pour que l'acheteur soit de bonne foi. On peut acheter un meuble autrement que dans ces conditions, avec une bonne foi aussi éclatante. Voilà, par exemple, un marchand, un bijoutier, chez lequel se présente une personne qui est connue non seulement comme ayant une grande fortune, mais aussi comme ayant une honnêteté parfaite ; elle lui remet une bague en règlement du prix d'une autre plus à la mode ; il apparaît par la suite que cette bague a été perdue et trouvée par une tierce personne à laquelle le client l'a achetée avec une parfaite bonne foi. Qui peut ici contester la bonne foi éclatante du bijoutier ? Quelle faute, si légères soit-elle, peut-on lui imputer ?

Il nous semble, pour notre part, que ce n'est pas la bonne foi qui est prise en considération dans l'art. 2280, mais l'intérêt du commerce. Dans certains cas, l'achat d'un meuble a paru particulièrement intéressant aux yeux du législateur au point de vue de la protection du commerce. Il s'est aperçu que la revendication pure et simple de l'article 2279/2 porterait dans certaines hypothèses un préjudice particulièrement grand au crédit public. C'est pour cette raison qu'il se trouvait obligé de sacrifier la victime du vol ou de la perte dans une grande mesure, tout au moins et en s'en tenant à une appréciation purement économique et pécuniaire ; il a dû prendre cette disposition malgré l'intention qu'il venait de manifester de protéger la victime de perte ou de vol au détriment d'un possesseur de bonne foi.

Cela nous paraît démontré par les travaux préparatoires. M. Bigot de Préameneu nous dit, en effet, dans son discours présenté au corps législatif : « Si le droit de l'ancien propriétaire est reconnu, la chose perdue ou volée doit lui

être rendue ; le possesseur a son recours contre celui duquel il la tient ; mais si ce possesseur pouvait l'avoir achetée *sur la foi publique*, soit dans une foire ou dans un marché, soit dans une vente publique, soit d'un marchand vendant des choses pareilles, *l'intérêt du commerce* exige que celui qui possède à ce titre ne puisse être évincé sans indemnité. Aussi l'ancien propriétaire ne peut dans ce cas se faire rendre la chose volée ou perdue qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté. »

Ce n'est donc qu'à contre-cœur que le législateur oblige le propriétaire d'indemniser le possesseur actuel ; ce n'est pas sans regret qu'il se trouve contraint de renoncer à son désir de protéger la victime de vol ou de perte, devant l'intérêt plus impérieux encore de protéger le commerce. Cela peut ressortir de ce fait que, même dans les hypothèses de l'art. 2280 où l'intérêt du commerce se trouve particulièrement en jeu, le législateur n'a pas voulu sacrifier totalement le propriétaire ; il lui accorde la revendication à la condition qu'il indemnise le possesseur actuel. C'est ainsi qu'il peut reprendre son objet s'il présente pour lui une certaine valeur de souvenir ou d'affection ou si le prix qu'il doit rembourser est inférieur à la valeur réelle de la chose. En revanche, les intérêts du commerce n'ont pas eu pleine satisfaction. L'acquéreur de l'art. 2280 peut être, en effet, contraint de renoncer à un bon marché que le hasard lui a permis de réaliser.

162. — Ce n'est pas en vain que nous nous sommes efforcé de rechercher, dans une dissertation si longue, les motifs qui ont édicté la règle de l'art. 2280. Nous avons voulu par là mettre en relief deux faits qui ont pour but de nous aider à déterminer les cas où le texte peut recevoir application.

Tout d'abord, le caractère exceptionnel de la règle du remboursement et, par voie de conséquence, son interprétation restrictive. En effet, on peut être tenté de donner à la règle de l'art. 2280 une interprétation large ; on peut

dire que cette disposition comporte un tempérament à l'exception apportée à la règle « En fait de meubles possession vaut titre » et constitue en conséquence un retour, quoique partiel, à ce principe général. Il est juste de dire que l'art. 2280 constitue un retour partiel à la règle générale de l'art. 2279. Mais on ne doit cependant pas en tirer un argument au profit d'une interprétation vaste. A côté du désir du législateur d'assurer la protection du commerce, il y en a un autre qui lui a paru plus intéressant encore, c'est la protection de la victime du vol et de la perte. En principe, il préfère l'intérêt de la victime de vol ou de perte à celui du commerce ; ce n'est qu'exceptionnellement et dans des hypothèses où le commerce se trouve particulièrement en jeu qu'il renonce à sa tendance à préférer le propriétaire volé.

Nous sommes donc obligés d'attribuer au principe de l'art. 2280 un caractère exceptionnel (1). Et cela n'est pas sans regret, car nous nous sommes efforcé au cours de cette étude de soutenir les principes qui aboutissent à la protection des intérêts du commerce, et de les faire prédominer sur les autres considérations. Mais cela n'est possible que là où l'intention du législateur se trouve respectée, là où l'esprit de la loi le permet. Lorsque nous nous heurtons à cette intention et à cet esprit, nous ne saurions que céder devant eux.

163. — Le second fait que nous voulons mettre en relief c'est que, pour déterminer les cas de remboursement, il faut s'en tenir aux intérêts du commerce et non pas à la bonne foi de l'acquéreur. Donc, il faut qu'il s'agisse réellement de l'une des circonstances que le législateur a indiquées. Il ne suffit pas que le possesseur ait cru ou qu'il ait pu croire qu'il se trouvait dans l'une d'elles.

164. — Cette question se pose plus particulièrement à propos du marchand vendant des choses pareilles. On peut se demander s'il faut que le vendeur soit réellement

(1) Trib. civ. de la Seine, 16 juin 1931, S. 1932.II.128 ; — Poitiers, 25 janvier 1938, D. H., 38, p. 190.

un marchand vendant des choses semblables, ou s'il suffit que le possesseur l'ait cru tel. La question est très controversée.

Jusqu'à une époque toute récente la jurisprudence admettait le remboursement, non seulement lorsque le possesseur avait acheté à un vrai marchand, mais aussi lorsqu'il avait eu tout motif sérieux de croire à la qualité de son vendeur. Déjà le Parlement de Paris ayant à résoudre ce problème, a conclu par un arrêt du 6 avril 1781 : « Celui qui a acheté de bonne foi des huiles d'un voiturier infidèle qui les a détournées au préjudice de son commettant, et qui, pour les vendre, a pris un faux nom, doit être protégé, car *il a eu juste raison de croire* que son vendeur était un marchand de profession (1) ». Troplong (2) et Merlin (3) approuvent cette jurisprudence et n'exigent du possesseur qu'une juste raison de croire que son vendeur était marchand de choses semblables (4).

Nous ne pouvons nous ranger à cette opinion. Le caractère exceptionnel de l'art. 2280 d'un côté et le motif qui l'a fait édicter de l'autre, nous font préférer la solution contraire et dire avec MM. de Folleville (5), Ortlieb (6), Baudry-Lacantinerie et Tissier (7) qu'« il ne suffirait pas que l'acheteur, trompé par les apparences, ait de bonne foi considéré son vendeur comme un « marchand de choses pareilles », s'il ne jouissait pas de cette qualité en réalité ».

D'ailleurs, la Cour de Poitiers vient, dans un arrêt ré-

(1) Voir aussi l'arrêt de la Cour d'Amiens, 14 mai 1895, D. 1896.II. 468, qui décide dans le même sens que, pour se réclamer de l'art. 2280, il aurait suffi à l'acheteur de prendre plus amples renseignements pour avoir « *meilleure raison de croire...* » — dans le même sens, Trib. d'Hazebrouck, 15 mars 1901, D. P. 1901.II.11.

(2) *Traité de la vente*, t. I, n° 242.

(3) Répertoire, vol. section IV, § 1, p. 824-848.

(4) Voir également dans le même sens M^{lle} Denyse Mourmant : « L'article 2280 et les possesseurs successifs du meuble perdu ou volé », Thèse Lille, 1936, p. 32.

(5) De Folleville, *loc. cit.*, n° 145.

(6) Ortlieb, *loc. cit.*, n° 64.

(7) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 903 bis.

cent (1), d'abandonner l'opinion jusque-là suivie par la jurisprudence et décider qu'« il ne suffit pas que l'acheteur de la chose volée ait cru ou même pu croire traiter avec un marchand de choses pareilles, il faut que celui-ci le soit en réalité » (2).

165. — Mais si la qualité de marchand putatif ne suffit pas pour l'application de l'art. 2280, il ne faut pas aller plus loin et exiger que le marchand soit autorisé, par la loi ou les règlements, à se livrer au commerce de choses semblables ; il suffit que le vendeur soit considéré par l'opinion publique comme marchand dans le sens du texte ; il suffit qu'il vende habituellement et publiquement des choses semblables (3). Il n'est pas indispensable que cette vente soit permise par une disposition légale, il suffit qu'elle le soit par la coutume ou même par l'usage. De là nous voyons que la question du « marchand de choses pareilles » est une simple question de fait qui diffère selon les cas et qui dépend des endroits (4).

C'est ainsi que le Tribunal civil de Tulle (5) a considéré comme « marchand de choses pareilles » le garagiste qui vend une voiture. « Attendu, dit-il, que B. a achetée la voiture revendiquée au sieur V., garagiste à Uzerche, qui fait métier de vendre des voitures neuves ou d'occasion, ainsi qu'en témoignent les documents versés aux débats..., qu'il est du reste certain *que tous les garagistes de la région font commerce de voitures d'occasion.* »

166. — La question présente un grand intérêt à propos du changeur qui vend aux particuliers des valeurs mobilières au porteur. Plusieurs auteurs (6) et arrêts (7) ont

(1) Poitiers, 25 janv. 1938, D. H. 1938, p. 190.

(2) Comp. Trib. civ. de la Seine, 16 juin 1931, S. 1932.II.128.

(3) Trib. d'Hazebrouck, 15 mars 1901, D. 1902.II.12.

(4) Trib. civ. de Tulle, 24 nov. 1926, D. P. 1927.II.75.

(5) *Idem.*

(6) Laurent, *loc. cit.*, n° 590 ; — Ortlieb, *loc. cit.*, 67 ; — Vincent, *Revue pratique*, t. XXIX, p. 475 et s. ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 262 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 905.

(7) Voir notamment Paris, 26 juill. 1895, S. 97.II.305, et la note de M. Wahl.

soutenu que le changeur ne doit pas être considéré comme « marchand de choses pareilles », étant donné que la loi ne fait pas entrer dans ses fonctions la vente et l'achat des titres qui sont le monopole des agents de change (art. 76 com.), que sa véritable fonction consiste à faire des opérations de change soit sur des monnaies, soit sur d'autres valeurs (1), que s'il pratique le commerce des valeurs mobilières, il n'y a là qu'un usage, qu'une simple tolérance, mais que ce n'est pas la loi.

Cette opinion ne saurait être la nôtre. Quoique la loi ne le permette pas formellement, l'achat et la vente des titres au porteur sont devenus d'un usage constant dans les boutiques des changeurs, à ce point que ces derniers sont considérés par tout le monde comme de vrais marchands de titres. « En effet, on doit considérer comme marchands dans le sens de l'art. 2280 tous ceux qui font un commerce patent et public ayant pour objet une spécialité d'affaires et autorisée soit par la loi, soit du moins par l'usage ; or, sans doute, la fonction primordiale des changeurs ne consiste pas à vendre ou acheter des titres, mais la coutume, maîtresse souveraine, surtout dans les choses de commerce, en a décidé autrement. A Paris, par exemple, l'encombrement actuel des transactions crée pour les changeurs une nécessité pratique de se livrer au commerce des valeurs mobilières, les agents de change ne pouvant plus suffire » (2).

Cette solution s'accorde avec l'intérêt du commerce qui a motivé la disposition de l'art. 2280. Le commerce se trouve particulièrement intéressé non seulement lorsque l'achat s'opère chez une personne que la loi dit marchand, mais aussi lorsque l'usage et la coutume le veulent ainsi.

Aujourd'hui, la majorité des auteurs est fixée en ce sens : les valeurs achetées chez un changeur par un particulier tombent sous le coup de l'art. 2280 (3). M. Grivart, dans

(1) Décret des 21-27 mai 1791, ch. 9, art. 1, 2, 5, 6 ; loi du 19 brum. an VI, t. 6, art. 74-76, 79.

(2) De Folleville, *loc. cit.*, n° 140 bis et suiv.

(3) Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 183 ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, n° 394 ; — Buchère, *Valeurs mobilières*, n° 1104 et suiv. ; —

son rapport sur la loi du 15 juin 1872 (1), considère le fait comme désormais accompli : « Celui qui a acheté des titres détournés chez le premier changeur venu, affirme-t-il, a le droit de soutenir qu'il les tient d'un « marchand de choses pareilles ».

Mais si le changeur doit être considéré comme marchand dans le sens de l'art. 2280, de sorte que celui qui lui achète de bonne foi un titre perdu ou volé puisse exiger le remboursement au propriétaire qui le revendique, sa boutique ne doit pas avoir la qualité d'une foire ou d'un marché, et, partant, il ne peut lui-même se prévaloir de la disposition de l'art. 2280 pour se faire rembourser le prix des titres qu'il a achetés. Aussi les particuliers qui achètent des valeurs par l'intermédiaire d'un changeur ne peuvent-ils s'en prévaloir davantage (2). En effet, la foire ou le marché impliquent nécessairement « l'idée d'assemblée publique, ayant lieu à jour fixe et à des heures déterminées, sous le contrôle de l'autorité. Chacun peut s'y présenter, le curieux et le flâneur aussi bien que l'homme d'affaire (3) ». Or, la boutique du changeur est une maison privée dont il est le vrai et seul maître et où il ne laisse entrer que les personnes qu'il lui plaît de recevoir.

167. — *Quid* pour les banquiers qui vendent des valeurs mobilières ? Doit-on les considérer comme « marchands de choses pareilles » à l'avantage de ceux qui traitent avec eux ? La négative est généralement enseignée par la doctrine (4). L'affirmative nous semble cependant préférable. Bien que leur fonction essentielle ne soit pas

Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. I, *loc. cit.*, n° 1533 ; De Folleville, *loc. cit.*, n° 140 bis ; — Guillouard, *loc. cit.*, t. II, n° 851 et s. ; — Mourmant, *loc. cit.*, p. 33 et s.

(1) D. P. 1872, IV, 113, n° 10.

(2) Paris, 19 fév. 1875, S. 1877.II.170 ; — 5 mai 1876, S. 1877.II.171 ; — 8 avril 1878, *Le Droit*, 13 mai 1878 ; — Paris, 15 janv. 1885, D. P. 1885.II.216.

(3) De Folleville, *loc. cit.*, n° 140 bis.

(4) Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 183, note 14 ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 851 et s. ; — De Folleville, *loc. cit.*, n° 143-145.

de vendre les valeurs mobilières, les banquiers se livrent en fait à ce commerce et il n'y a aucune raison d'empêcher les individus qui leur achètent des titres de se prévaloir de l'art. 2280, tout au moins lorsqu'il s'agit de titres au porteur, non cotés à la Bourse, qui se vendent normalement par leur intermédiaire (1).

168. — Après avoir déterminé les cas où le remboursement peut avoir lieu, il importe d'indiquer les conditions auxquelles il est soumis :

Il est évident qu'il ne suffit pas d'avoir acheté la chose perdue ou volée dans une des hypothèses indiquées dans l'art. 2280 pour avoir droit au remboursement du prix ; il faut que le possesseur actuel soit entré en possession de bonne foi et en vertu d'un juste titre, ou d'une façon générale, il faut avoir rempli toutes les conditions exigées, pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

On pourrait être tenté de soutenir une idée contraire et affirmer que tout possesseur quel qu'il soit a droit à être indemnisé, dès qu'il achète dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique ou d'un marchand vendant des choses pareilles. En effet, l'art. 2280 est général ; il n'exige aucune condition autre que celle d'avoir acheté dans une des circonstances prévues. « Si le possesseur actuel de la chose perdue ou volée, dit-il, l'a achetée dans une foire, ou..., le propriétaire originaire ne peut se la faire restituer qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté ».

Il faut se garder, cependant, de se laisser séduire par une argumentation si trompeuse. Bien qu'il ne le dise pas, l'art. 2280 exige nécessairement les mêmes conditions que celles demandées pour l'application de l'art. 2279. Le législateur commence dans l'art. 2279 al. 1, par poser la règle générale : le possesseur de bonne foi et avec juste titre devient propriétaire du chef de sa possession ; ensuite

(1) Trib. civ. de la Seine, 24 juin 1874, *Le Droit*, 11 juill. 1874 ; — Mourmant, *loc. cit.*, p. 38-39.

il apporte, dans le second alinéa, une exception à ce principe : en cas de perte ou de vol, le même possesseur doit restituer l'objet au propriétaire qui le demande dans un délai de trois ans ; il édicte enfin dans l'art. 2280 un tempérament à cette exception : lorsque ce même possesseur a acheté dans l'une des hypothèses prévues, il ne peut être obligé de restituer qu'à la charge par le propriétaire de lui rembourser le prix que la chose lui a coûté. Voilà comment la propriété mobilière est organisée dans le Code civil français par les art. 2279 et 2280. On voit comment ces deux textes ne font qu'un ensemble dont les « différentes parties se tiennent et s'enchaînent » et qu'il ne peut s'agir dans ces deux articles que d'un seul possesseur, celui qui peut invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre », c'est-à-dire un possesseur de bonne foi et avec titre.

La doctrine (1) et la jurisprudence (2) sont de cet avis. Elles n'accordent le remboursement qu'au possesseur de bonne foi.

Aussi le remboursement ne peut avoir lieu si l'objet revendiqué est un meuble dépendant du domaine public. Nous avons vu que les meubles de ce genre échappent à l'application de la règle de l'art. 2279 et doivent par conséquent échapper à celle de l'art. 2280. Donc, la revendication des meubles dépendant du domaine public peut avoir lieu sans aucune indemnité, sans aucune limite de temps et quelles que soient les circonstances dans lesquelles ils ont été acquis (3).

(1) Laurent, *loc. cit.*, t. XXXII, n° 592 ; — Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 169 ; — Guillouard, *loc. cit.*, t. II, n° 849 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 904 ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, n° 396 ; *contra* Saleilles : la loi du 30 mars 1887, *Revue bourg. de l'enseignement supérieur*, t. I, p. 696-706 et 734-738 ; — Mourmant, *loc. cit.*, p. 22 et suiv.

(2) Trib. civ. de la Seine du 12 déc. 1923, précité.

(3) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 911 ; — Planiol, Ripert et Picard, *loc. cit.*, n° 396 ; — *contra* Saleilles, *Rev. bourg.*, *loc. cit.*

Il ne faut pas confondre les objets dépendant du domaine public avec ceux qui ont été l'objet d'un classement comme représentant

169. — Pour avoir droit au remboursement du prix de la chose, faut-il que le possesseur actuel l'ait achetée lui-même dans une des circonstances prévues, ou suffit-il que son auteur, ou d'une façon générale un possesseur précédent, se soit trouvé dans l'une d'elles ? L'hypothèse qui se présente ici est la suivante : le possesseur actuel a acheté dans des circonstances autres que celles prévues par l'art. 2280, mais son auteur a acquis au cours de l'une de ces circonstances. Et il s'agit de savoir si ce possesseur a droit au remboursement.

La jurisprudence a eu rarement à se prononcer sur cette question. Nous n'avons trouvé que trois décisions qui en aient jugé ; toutes sont récentes ; aucune n'émane de la Cour suprême ; toutes les trois ont permis au propriétaire de revendiquer selon l'art. 2279/2, c'est-à-dire sans indemniser le possesseur (1).

un intérêt historique ou artistique et pour la réglementation desquels une loi du 31 décembre 1913 est intervenue. Ces objets font même, après cette loi, partie du domaine privé et de ce fait ne reçoivent aucune protection spéciale. On devrait leur appliquer purement et simplement les dispositions des art. 2279 et 2280. Mais cette loi déclare imprescriptibles tous les objets mobiliers classés ; les objets classés appartenant à l'Etat sont inaliénables ; les objets classés appartenant à d'autres personnes publiques sont aliénables sous certaines conditions. Donc, si les objets classés sont aliénés en violation de ces principes, cette aliénation sera nulle et la revendication sera permise à toute époque. L'art. 2279 ne peut recevoir ici aucune application. La propriété ne peut être acquise du chef de la possession que là où un contrat parfait et efficace peut la transférer. Et comme l'art. 2280 est un complément de l'art. 2279, on devrait obliger le possesseur qui a acquis un objet classé sans respecter la loi, à le restituer sans bourse délier. Mais l'art. 20 al. 2 de la loi dispose : « L'acquéreur ou sous-acquéreur de bonne foi, entre les mains duquel l'objet est revendiqué, a droit au remboursement de son prix d'acquisition... Les dispositions du présent article sont applicables aux objets perdus ou volés. » Le droit au remboursement appartient ici à tout acquéreur de bonne foi, même s'il n'a pas été mis en possession ou même s'il s'agit d'une chose perdue ou volée, sans distinction entre les circonstances dans lesquelles l'acquisition a eu lieu. Il est visible qu'on s'éloigne ici de l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » et ses suites pour se rapprocher de l'expropriation.

(1) Trib. civ. de la Seine, 17 fév. 1911, *Gazette des Tribunaux*, 26 avril 1911 ; — Paris, 13 nov. 1930, *Gazette des Tribunaux*, 6 déc. 1930 ; — Paris, 2 mars 1933, *Gaz. du Palais*, 1933.I.952.

Cette jurisprudence s'appuie sur ce que l'art. 2280 est une disposition d'exception qui doit être interprétée restrictivement selon les termes mêmes du texte ; or ce texte dispose : « Si le *possesseur actuel* de la chose perdue ou volée l'a achetée dans une foire... » ; les juges estiment que seul l'achat du possesseur actuel doit être pris en considération, et que le législateur n'a pas entendu faire dépendre le remboursement des conditions dans lesquelles les possesseurs antérieurs ont acheté.

Nous ne saurions nous ranger à cet avis. Le caractère exceptionnel de l'art. 2280 n'a rien à voir ici. Ce caractère ne doit être pris en considération que pour déterminer les cas dans lesquels l'achat doit avoir eu lieu. Cet achat doit avoir été réalisé dans une des circonstances prévues limitativement par la loi. Or, nous sommes dans les limites de ces circonstances. D'ailleurs, l'ancien possesseur qui a acheté d'un « marchand vendant des choses pareilles » par exemple, a déjà obtenu un droit acquis ; il ne pouvait être obligé de restituer le meuble qu'à charge d'être indemnisé. En vendant ce meuble au possesseur actuel, il lui a transmis tous les droits et actions qui s'y rapportent, et parmi eux le droit au remboursement. Donc le possesseur actuel qui n'a pas lui-même le droit d'exiger une indemnité, a ce droit du chef de son auteur. Il y a là une application pure et simple des principes de la vente.

En outre, l'opinion de la jurisprudence va à l'encontre de l'esprit du texte et de l'intention du législateur. Celui-ci a entendu assurer les besoins du commerce dans des hypothèses où ces besoins sont particulièrement dignes d'intérêt. Il veut que celui qui acquiert dans un des cas qu'il énumère, soit à l'abri et ne puisse être dépossédé sans indemnité. Or, la thèse que nous combattons irait à l'encontre de cette volonté. En effet, le possesseur actuel obligé de rendre l'objet sans indemnité aura le droit de se retourner contre son auteur par l'action en garantie (art. 1626), et ce dernier sera, en fin de compte, la seule victime de la revendication.

Cette opinion se heurte aussi à la logique et au bon sens. L'ancien possesseur qui a acheté dans les termes

de l'art. 2280, avait un droit acquis au remboursement en cas de revendication. Si on refuse l'indemnité à son ayant cause, ce sera lui qui devra encaisser la perte, comme si en vendant l'objet il s'enlevait un avantage déjà acquis, comme si en contractant il empirait sa situation.

En tout cas, la question ne saurait être douteuse après la loi du 15 juin 1872 sur les titres au porteur. Nous verrons que cette loi dispose qu'après la publication de l'opposition, toute transmission de titre est considérée comme non avenue à l'égard du propriétaire. Les droits de celui-ci sont les mêmes que si le titre n'avait pas changé de main depuis la publication. Par conséquent, si après ce moment, un tiers achète le titre dans une des hypothèses prévues par l'art. 2280, il n'aura pas droit à l'indemnité. « Mais, nous dit M. Grivart dans son rapport sur cette loi, il sera bien entendu fondé à exercer tous les droits de son cédant. » Donc si son auteur avait acheté dans un cas prévu par l'art. 2280, il aurait le droit d'exiger une indemnité. Voilà la solution adoptée à l'égard des titres au porteur. Elle est admise sans discussion par la jurisprudence (1). Nous ne voyons aucune raison de distinguer à cet égard entre les titres au porteur et les autres meubles. Dans les deux cas le possesseur actuel doit pouvoir exiger le droit au remboursement du chef de son auteur, s'il ne l'a pas lui-même. Il est à souhaiter que la Cour suprême soit bientôt appelée à juger la situation de notre possesseur lorsqu'il s'agit de meubles autres que des titres au porteur, et qu'elle mette un terme à une jurisprudence erronée des tribunaux inférieurs en reconnaissant au possesseur l'indemnité à laquelle il a droit (2).

Donc, il n'est pas indispensable que le possesseur actuel ait acquis dans les conditions de l'art. 2280 ; il suffit que son auteur ou un autre possesseur précédent l'ait fait. « Du moment qu'une seule vente s'est placée dans les conditions de l'art. 2280 sur le parcours du meuble perdu

(1) Paris, 27 déc. 1881, D. P. 82.II.92 et la note ; — Cass. 2 mars 1909, D. P. 1910.I.465 et la note de M. Guénée.

(2) Mourmant, *loc. cit.*, 103.

ou volé, la revendication de ce meuble doit se faire nécessairement désormais, à charge, par le propriétaire, d'indemniser le propriétaire (1) ».

Cette solution doit être admise objectivement et indépendamment même des qualités de la possession du possesseur actuel. Pour ce dernier, le droit à l'indemnité n'est pas la conséquence de sa possession, mais celle de la vente ; ce n'est pas de son chef qu'il l'exerce, mais du chef de son auteur. Donc, qu'il soit ou non de bonne foi, qu'il connaisse ou qu'il ignore l'existence de la perte ou du vol, la revendication se fera contre lui dans les conditions de l'art. 2280.

Il va de soi que le possesseur actuel ne pourra jamais exiger une somme supérieure au prix de l'acquisition de son auteur, puisque c'est du chef de celui-ci seulement qu'il a droit à l'indemnité. Si donc le prix payé par le défendeur était plus élevé que celui payé par son auteur, le revendiquant ne devrait que cette dernière somme. « A l'inverse, si le prix d'achat du possesseur actuel était le moins élevé, il est clair que ce serait cette somme seulement qui devrait être remboursée, car il ne peut invoquer les droits de son auteur que pour être couvert de ses propres déboursés. »

170. — Il est à peine nécessaire de préciser que c'est au possesseur actuel qu'il incombe d'établir qu'il a acquis dans une des circonstances de l'art. 2280 qu'il a acheté dans une foire... etc..., s'il veut avoir le droit au remboursement.

171. — En quoi consiste l'indemnité due au possesseur de l'art. 2280 ? Le propriétaire revendiquant doit rembourser non seulement le prix de la chose, mais aussi les frais et loyaux coûts que le possesseur a dû dépenser pour avoir la chose. Quant aux impenses faites

(1) Ortlieb, *loc. cit.*, n° 63 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 259 ; — Marcadé, *De la prescription*, t. XX, *loc. cit.*, sous l'art. 2280 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 908 ; — Mourmant, *loc. cit.*, p. 97 et suiv.

entre temps par le possesseur, il n'y a là rien de particulier ; c'est la théorie générale des impenses qui s'applique : les dépenses nécessaires doivent être payées intégralement ; les dépenses utiles jusqu'à la concurrence de la plus-value ; à l'inverse, les dépenses voluptuaires ne sont pas dues. Les intérêts de toutes ces sommes ne sont pas dus, le possesseur ayant eu la jouissance de la chose dans l'intervalle qui s'est écoulé entre son acquisition et le jour de la revendication (1).

172. — Il est généralement professé que le possesseur n'est tenu de rendre l'objet au propriétaire qui le revendique qu'après le remboursement qui lui est dû. Ainsi on lui donne sur le meuble un droit de rétention (2).

173. — De ce qui précède, nous voyons que le propriétaire victime d'un vol ou d'une perte ne peut revendiquer contre le possesseur de bonne foi qui a acheté la chose dans une des circonstances prévues par l'art. 2280, qu'à charge de lui payer le prix que la chose lui a coûté. Il importe maintenant d'indiquer si le propriétaire doit définitivement encaisser cette perte ou s'il peut se retourner contre une autre personne pour se faire rembourser ce qu'il a dû payer.

Evidemment, il a un recours contre le voleur ou l'inventeur qui l'ont dépouillé injustement de la chose. Ce sont eux qui doivent finalement pâtir de la revendication ; mais, le plus souvent, ce voleur ou cet inventeur, on ne sait pas où ils sont ; le propriétaire les ignore ; et si on les découvre, on les trouve, dans la majorité des cas, insolvables. Ainsi ce recours est presque toujours infructueux. Donc, dans ces hypothèses simples où la chose volée est vendue par le voleur lui-même dans un marché à un possesseur de bonne foi contre qui on revendique, c'est le propriétaire qui doit encaisser la perte : il est obligé de

(1) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 906 ; — Poincaré, *loc. cit.*, p. 258 ; Ortlieb, *loc. cit.*, n° 63 ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 586 ; — voir aussi Besançon, 12 mai 1873, D. P. 73.II.147.

(2) Poincaré, p. 259 ; — Ortlieb, *loc. cit.*

payer au défendeur une somme qu'il ne peut se faire rembourser faute de savoir contre qui se retourner ou à cause de l'insolvabilité du voleur, s'il arrive à le découvrir.

Mais les choses n'en vont pas toujours ainsi. Il arrive fréquemment que le voleur vende la chose à un possesseur dans des circonstances autres que celles de l'art. 2280 et que cet acheteur le revende à une tierce personne dans les conditions de cet article. Le propriétaire qui a remboursé cette tierce personne a-t-il un recours contre l'ancien possesseur qui n'avait pas droit au remboursement et qui a vendu dans des circonstances de nature à rendre ce remboursement nécessaire au profit d'un tiers ?

Il y a un cas hors de doute. C'est celui où le précédent possesseur est de mauvaise foi ; c'est celui où ce dernier savait que la chose était volée ou perdue. Dans ce cas, il a commis une faute engageant sa responsabilité. Il n'y a là aucune difficulté et la jurisprudence a appliqué cette idée sans qu'elle ait éprouvé la nécessité d'en donner une justification (1).

La question devient délicate et très controversée au cas où le précédent possesseur était de bonne foi. En effet, les articles 2279 et 2280 sont muets au sujet du recours du propriétaire. Le premier ne donne le recours qu'au possesseur du meuble volé lorsqu'il est évincé par le propriétaire sans indemnité ; ce recours lui est accordé contre son auteur. Le second se contente d'obliger le revendiquant d'indemniser le possesseur qui a acheté dans une des circonstances qu'il énumère. C'est en raison de ce mutisme des textes que les auteurs d'aujourd'hui sont presque unanimes à déclarer irrecevable le recours du propriétaire contre un ancien possesseur qui a acheté dans des circons-

(1) Civ. 11 février 1931, D. P. 1931.I.129 : « La seule action susceptible d'appartenir, en pareil cas, au propriétaire contre le possesseur intermédiaire, ne peut se fonder, par application de l'art. 1382 C. Civ., que sur l'existence d'une faute commise par le défendeur ; et cette action ne peut être accueillie que si la faute est préalablement constatée par le juge. » — Voir aussi Paris, 9 déc. 1839, S. 1840.II.113 ; — Aix, 17 mai 1859, S. 1859.II.621 ; — Civ. 24 juin 1874, S. 1875.I.168 ; — Lyon, 7 nov. 1885, D. P. 1888.II.41.

tances autres que celles de l'art. 2280, mais qui a revendu dans une d'elles (1).

La jurisprudence est également unanime pour refuser au propriétaire le droit de se retourner contre un possesseur précédent, en dehors d'une faute commise par celui-ci. « Le propriétaire qui, nous dit la Cour de Cassation, dans son arrêt du 11 février 1931, pour se faire rendre une chose volée ou perdue, a dû rembourser au possesseur actuel le prix qu'elle lui a coûté, ne saurait puiser dans les articles 2279, 2280 et 1251 C. Civ. le principe d'une action en indemnité contre celui qui a cessé d'avoir la possession de la chose... spécialement contre le marchand à qui le possesseur évincé a acheté l'objet que le commerçant tenait du voleur. De même, le propriétaire n'est pas recevable à intenter contre un possesseur intermédiaire, tel que le marchand qui a acheté, puis revendu avec bénéfice la chose volée, une action fondée sur l'enrichissement sans cause, dès lors que le marchand a agi régulièrement, dans l'exercice normal de sa profession : la vente constitue alors pour lui un juste titre d'enrichissement qui le met à l'abri de l'action en répétition du bénéfice de la part du propriétaire (2). »

Ainsi la thèse soutenue aujourd'hui presque unanimement refuse au propriétaire obligé d'indemniser le possesseur actuel, tout droit au recours contre un possesseur antérieur. Dès que la chose a été vendue dans l'une des circonstances de l'art. 2280, le propriétaire doit irrémédiablement encaisser la perte ; le seul fait que le dernier possesseur du meuble l'a acheté dans une foire..., etc., a fixé définitivement le sort des acquéreurs successifs et les a délivrés pour l'avenir de toute inquiétude, tant de la part du possesseur actuel que de celle du propriétaire.

(1) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 907 ; — Em. Cohendy, notes sous Lyon, 7 nov. 1885, *loc. cit.* ; — Gegout, note sous Civ. 11 fév. 1931, *loc. cit.*, Sirey 1931.I.273 ; — Beudant, *loc. cit.*, n° 742 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3426 ; — Jossierand, *loc. cit.*, n° 1640 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1138 ; — Mourmant, *loc. cit.*, p. 83 et suiv.

(2) Voir dans le même sens les arrêts cités dans la page précédente note 1.

En dépit de cette quasi-unanimité et bien que cette opinion soit soutenue par les autorités les plus qualifiées, nous ne saurions l'admettre. Il nous semble nécessaire d'accorder au propriétaire un recours contre le possesseur qui a acheté hors des cas de l'art. 2280 et qui a revendu dans l'un de ces cas. La solution inverse est contraire aux principes juridiques, au bon sens et aux motifs qui ont fait édicter les art. 2279 et 2280.

Avant d'exposer les arguments sur lesquels nous nous appuyons pour nous prononcer ainsi, il est juste d'écarter de notre chemin certains arguments invoqués par quelques partisans de la thèse que nous soutenons, et qui ont été à juste raison réfutés par la doctrine et par la jurisprudence.

Il est tout d'abord certain, comme l'a très bien dit la Cour de Cassation dans son arrêt de 1931, que le propriétaire ne saurait puiser dans les art. 2279 et 2280 le principe d'une action en indemnité contre un ancien possesseur.

On a voulu invoquer l'art. 1251 sur la subrogation légale. Si, a-t-on dit, le revendiquant n'a pas le droit de son chef de se retourner contre le possesseur précédent, il aurait ce droit du chef du possesseur actuel qu'il désintéresse et dans le droit duquel il est subrogé par le fait même de la loi. Le possesseur actuel a un recours en garantie contre son auteur ; en le désintéressant le propriétaire y subroge. « L'art. 2279/2 accorde au détenteur forcé à la restitution au propriétaire un recours contre celui duquel il tient la chose. Si la loi accorde, dans ce cas, recours au détenteur contre le premier possesseur, le même recours appartient nécessairement au propriétaire qui, pour rentrer dans sa chose, est obligé de rembourser le prix ; *le propriétaire, en remboursant, est subrogé dans les droits du tiers détenteur* (1). »

(1) Les conclusions de l'avocat général dans l'espèce soumise à la Cour de Paris en 1839, *loc. cit.* Voir aussi Aix, 17 mai 1859, *loc. cit.*, et un arrêt de la Cour de Caen du 8 mars 1870 (S. 71. II. 33). Ce dernier arrêt va jusqu'à dire qu'une action directe du propriétaire contre le vendeur évite un circuit d'actions, sans aggraver la position de ce dernier.

Le mal-fondé de cette idée saute aux yeux et ne saurait échapper à personne. La subrogation qui aurait pu intervenir ici est celle qui peut avoir lieu « au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt de l'acquitter » (art. 1251, 3^e al.). Or, le propriétaire qui doit rembourser le possesseur n'est pas tenu avec l'ancien possesseur ni pour lui ; c'est une dette qui lui est propre. Il est vrai que le possesseur actuel aurait eu le droit de se retourner contre son auteur si l'obligation qui incombe au propriétaire de l'indemniser n'avait pas existé. On peut dire aussi que la disposition de l'art. 2280, comme celle de l'art. 2279, n'a aucun caractère obligatoire à l'égard du possesseur actuel. La loi donne à celui-ci, dans l'intérêt du commerce, la faculté de se faire rembourser par le propriétaire le prix qu'il a déjà payé. Mais elle ne l'oblige pas. Il peut donc renoncer à se prévaloir de l'art. 2280 et se retourner en garantie contre son auteur (1). Cela est juste et nous sommes obligés de reconnaître qu'il y a une grande liaison entre les deux obligations. C'est peut-être cette liaison qui a trompé les auteurs et les tribunaux qui se sont prononcés pour la subrogation. Cependant, celle-ci ne peut avoir lieu. Pour qu'elle le puisse, il faut que le débiteur soit obligé avec d'autres ou pour d'autres. Or, ce n'est pas le cas du propriétaire. Si le possesseur lui rend l'objet sans exiger de lui le remboursement, il est évident qu'il n'aura pas besoin de subrogation. S'il rembourse le prix, il ne pourra pas davantage s'en prévaloir, car il paie une dette à laquelle il a été seul tenu, étant donné qu'en remboursant le possesseur il a empêché de naître toute action de celui-ci contre son auteur. Ainsi, le propriétaire et l'ancien possesseur ne sont pas obligés l'un avec l'autre ou l'un pour l'autre, mais leurs dettes sont exclusives l'une de l'autre.

Et après tout, dans quel droit le propriétaire entend-il être subrogé ? Pour qu'on puisse invoquer une subrogation, il faut avoir une créance qui appartient réellement

(1) *Contra* Gegout dans sa note au Sirey sous Cass. 11 fév. 1931, précitée.

au créancier qu'on désintéresse et dans laquelle on veut être subrogé. C'est là la condition *sine qua non*. Or, en indemnisant le possesseur actuel, le propriétaire a éliminé par là même tout droit de recours qui pourrait appartenir à ce dernier contre son auteur. Le propriétaire en remboursant le possesseur a empêché de naître le droit à la garantie qui pourrait appartenir à celui-ci. En fait, ce possesseur a la chose entre ses mains ; il ne saurait être évincé qu'après être remboursé. S'il est indemnisé, il ne pourra rien réclamer à son auteur, car son action manquera de cause.

Ainsi, les dispositions des articles 2279, 2280, et 1251 ne permettent pas d'accorder au propriétaire d'une chose perdue ou volée, s'il est obligé, pour la revendiquer, de rembourser au possesseur actuel le prix que la chose lui a coûté, un recours contre le précédent possesseur qui, lui, n'avait pas droit au remboursement. Et la Cour de Cassation ne s'est pas trompée en déclarant dans son arrêt du 11 février 1931 que : « le propriétaire qui, pour se faire rendre une chose volée ou perdue, a dû rembourser au possesseur actuel le prix qu'elle lui a coûté, ne saurait puiser dans les articles 2279, 2280 et 1251 C. Civ. le principe d'une action en indemnité contre celui qui a cessé d'avoir la possession de la chose ».

C'est sur le terrain de l'enrichissement sans cause que la victime d'une perte ou d'un vol peut justifier de son droit au recours contre l'ancien possesseur.

Par mesure de commodité, nous prenons, à titre d'exemple, l'espèce qui fut soumise à la Cour de cassation le 11 février 1936. Voilà les faits : Un coffret d'argenterie a été soustrait frauduleusement à la demoiselle d'Astugue de Sinceny, par d'Abzac qu'elle connaissait et recevait chez elle avec sa famille ; d'Abzac a vendu le coffret au brocanteur Grumbach qui était d'une parfaite bonne foi et auquel on ne pouvait imputer aucune négligence ni imprudence. Grumbach, qui avait acheté ce coffret 9.500 francs, l'a revendu, quelques mois plus tard, à Helft pour la somme de 17.000 francs. La propriétaire volée retrouve son coffret entre les mains d'Helft et ne peut le reprendre qu'en lui

remboursant le prix qu'il lui a coûté, étant donné qu'il a acheté à un « marchand de choses pareilles ». Elle se retourne alors contre le brocanteur qui a acheté directement au voleur hors des cas de l'art. 2280.

Nous estimons qu'elle devait avoir gain de cause sur le terrain de l'enrichissement injuste. Nous partageons en ceci l'opinion que M. Savatier a soutenue dans sa remarquable note sous l'arrêt (1).

Si ce point de vue n'a pas été accepté par la Cour, c'est peut-être parce que la question de l'enrichissement sans cause lui a été posée d'une façon incomplète par le pourvoi. Celui-ci n'a pas, en effet, qualifié d'enrichissement injuste, l'intégralité du prix touché par le brocanteur, mais seulement le bénéfice réalisé par lui, grâce à l'excédent de ce prix sur son prix d'achat, manière de raisonner qui faussait tout le problème. La Cour a été, quant à ce bénéfice, impressionnée par le fait qu'il a été gagné par le brocanteur dans l'exercice normal et loyal de son commerce. Nous allons revenir sur ce point. Nous nous posons maintenant la question de savoir s'il y a enrichissement injuste au profit du brocanteur, quant à l'intégralité du prix touché par lui.

La question ne nous semble pas douteuse. « En effet, quelle était la situation du brocanteur, ayant acheté, même de bonne foi, l'objet volé, avant qu'il ne l'eût encore revendu ? Il résulte de l'art. 2279/2 qu'en achetant cet objet, il n'en était nullement devenu propriétaire, et n'avait même acquis sur lui aucun droit, la chose volée pouvant être revendiquée entre ses mains, par la victime du vol, sans la moindre indemnité. En aliénant cet objet, le brocanteur vendait donc un bien sur lequel il n'avait aucun droit. Cette vente pouvait-elle dès lors lui donner un droit quelconque au prix de l'objet vendu ? Était-il fondé à prétendre que la vente d'un objet ne lui appartenant pas constituait pour lui une juste cause d'acquisition du prix, une juste cause d'enrichissement ? Il semble qu'il suffise de poser la ques-

(1) D. P. 1931. I. 129.

tion pour y répondre, et que cette réponse soit nécessairement négative (1). »

Sans doute, le brocanteur n'a pas eu la chose pour rien ; il a bien payé le prix à l'auteur du vol. Mais il n'en résulte pas, pour lui, croyons-nous, une juste cause d'enrichissement. Malgré ce prix il n'a acquis aucun droit sur la chose qui restait la propriété entière de la victime du vol qui pouvait la revendiquer entre ses mains sans aucune indemnité. Certes, le prix a été payé pour rien ; le brocanteur s'est appauvri injustement. Mais il y a là un point, qui ne nous regarde pas ; qu'il se retourne, s'il le veut, contre celui par le fait de qui il s'est appauvri sans cause.

Qu'on ne nous invoque pas non plus le contrat conclu entre le brocanteur et le possesseur actuel. Ce contrat n'est, en fait, que la vente de la chose d'autrui. Or, peut-on dire que la vente de la chose d'autrui constitue, au profit du vendeur et à l'égard du vrai propriétaire, une juste cause d'enrichissement ? Je vends votre objet à un tiers ; puis-je dire que j'ai une juste cause me permettant d'en garder le prix ? Pour que le contrat puisse constituer une juste cause d'enrichissement, il faut qu'il soit valide et efficace ; or, l'est-il ainsi à l'égard de la victime de vol ? Evidemment non ; à l'égard de cette dernière le contrat est nul et ne peut avoir un effet quelconque. Si l'on voyait dans le contrat passé par le « marchand de choses pareilles » vendeur d'une chose ne lui appartenant pas, une juste cause lui permettant d'en garder le prix, il n'y aurait, dès lors, aucune raison de ne pas généraliser et de ne pas dire que celui qui aurait vendu la chose d'autrui serait à l'abri de toute poursuite de la part du vrai propriétaire, tout au moins lorsqu'il serait de bonne foi.

Comme le dit très bien M. le P^r Rouast dans son remarquable article sur l'enrichissement sans cause (2) : « La juste cause apparaît comme l'élément qui est la contre-partie soit de l'appauvrissement, soit de l'enrichissement et dont la présence a pour effet de les neutraliser. » Or, le bro-

(1) Note de M. Savatier précitée.

(2) *Rev. trimestrielle de droit civil*, 1922, p. 63.

canteur en revendant la chose au possesseur actuel, s'est enrichi du prix sans appauvrir en rien son patrimoine, la chose vendue n'en faisant pas partie, et par suite sans fournir à ses dépens de contre-partie (1).

Donc, grâce à l'action *de in rem verso*, le précédent possesseur, le marchand de choses pareilles, le brocanteur dans notre espèce, doit être obligé de restituer à la victime de vol le prix qu'il a touché du possesseur actuel.

Peut-il au moins garder le bénéfice qu'il a réalisé, grâce à l'excédent du prix de la revente sur le prix d'achat ? en invoquant qu'il a gagné ce bénéfice en se livrant à un acte normal et loyal de sa profession ? Nous ne le pensons pas, contrairement à ce qu'a jugé la Cour suprême. Même pour le bénéfice, il ne peut prétendre à une juste cause d'enrichissement ; le commerce ne peut se faire avec les choses des autres et sans leur consentement. On peut dire plutôt qu'il s'est appauvri sans cause, en perdant infructueusement du temps, des efforts et des frais, mais cet appauvrissement n'a pas profité à la victime du vol et ne peut par conséquent justifier aucun recours contre elle. Qu'il se retourne, s'il le veut, contre son auteur, seul responsable.

Voilà à nos yeux la solution qui ressort d'une interprétation juste des principes du droit. Elle est fort heureuse, car elle est en parfaite harmonie avec la logique et le bon sens ; elle est la seule qui aboutisse à la réalisation et au respect du but du législateur.

Le précédent possesseur ayant acheté en dehors des circonstances de l'art. 2280 se trouvait exposé à la revendication de la chose sans pouvoir réclamer le prix qu'il en a payé. Il serait contraire à la logique et au bon sens de dire que ce possesseur peut, par son propre fait, en revendant la chose dans un marché, par exemple, se mettre à l'abri de cette revendication. Comme l'ont très bien dit MM. Aubry et Rau, le précédent possesseur ne peut, en revendant la chose dans un des cas prévus par l'art. 2280,

(1) V. la note de M. Savatier, précitée.

ni améliorer sa position, ni empirer celle du possesseur dépouillé autorisé à revendiquer (1).

D'ailleurs, les motifs qui ont fait édicter les art. 2279 et 2280 nous imposent cette solution. « En présence d'un vol ou d'une perte, suivis de la vente de la chose à un tiers de bonne foi, l'insolvabilité du voleur fait nécessairement une victime. Il s'agit seulement de choisir laquelle entre la personne volée et l'acquéreur de bonne foi du bien volé. C'est précisément ce choix que fait l'art. 2279/2, en préférant la personne volée et en lui donnant, pendant trois ans, le droit de revendiquer l'objet du vol, sans avoir à payer aucune indemnité à l'acquéreur de bonne foi. » Il est donc certain que le législateur donne la préférence à la victime de perte ou de vol. C'est l'acquéreur de bonne foi et non le volé qui doit supporter l'insolvabilité du voleur. C'est l'acquéreur que la loi prive de la chose en le réduisant à un recours illusoire contre le voleur.

« Ces principes étant posés, il semble impossible de permettre à l'acquéreur de l'objet volé de renverser complètement à son gré l'incidence que lui impose la loi, en revendant l'objet volé à un tiers, dans les conditions de l'art. 2280. Que deviendrait le choix du législateur s'il suffisait à l'acheteur, quoique non-propriétaire et n'ayant aucun droit sur l'objet, de le revendre pour en conserver le prix et rejeter ainsi sur la personne volée tout le préjudice ? Le sens de l'article 2279/2 serait complètement anéanti. »

C'est-seulement l'acquéreur qui a acheté « dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand de choses pareilles » qui l'emporte sur la victime du vol. C'est exclusivement au profit de cet acquéreur que la loi se trouve obligée de renoncer à la protection dont elle voulait entourer le propriétaire volé. C'est à cet acquéreur, et non pas à son vendeur, que les intérêts du commerce ont nécessité qu'on accorde la sécurité et la protection. « Le but du législateur serait entièrement méconnu si l'on déplaçait le privilège attribué à un

(1) Aubry et Rau, *op. cit.*, § 183, note 15.

tel acquéreur pour en faire profiter un vendeur qui, n'ayant pas acheté dans les mêmes conditions, ne mérite pas la même faveur » (1).

Ainsi le propriétaire, victime d'un vol ou d'une perte et qui, pour revendiquer l'objet, se trouve obligé de rembourser au possesseur actuel le prix qu'il lui a coûté, peut se retourner contre un ancien possesseur qui a acheté hors des cas de l'art. 2280. Ce recours lui accorde un remède efficace pour échapper à la situation très dure qui lui est imposée par cet article.

Mais il est évident que ce remède n'est pas possible dans tous les cas ; il faut, bien entendu, que cet ancien possesseur existe en fait, qu'il soit connu, et qu'il soit enfin solvable. Or, il arrive fréquemment que le possesseur actuel achète directement la chose au voleur ou à l'inventeur ; il arrive aussi que le possesseur intermédiaire reste inconnu ou soit insolvable.

174. — Pour en finir avec l'indemnisation due au possesseur qui achète dans « une foire, ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand de choses pareilles », et par suite avec la revendication des choses perdues ou volées, il nous faut traiter de deux points : Le premier c'est celui de savoir si le créancier gagiste peut invoquer l'art. 2280 lorsqu'il se trouve dans l'une de ses hypothèses, pour se faire payer la dette pour la garantie de laquelle il a reçu en gage la chose perdue ou volée. Nous avons déjà, en parlant de l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » au créancier gagiste (2), parlé de cette question, et il nous semble inutile d'y revenir. Le second est celui de l'indemnité due par le bailleur qui revendique, en vertu de l'art. 2102.

Cette dernière question est réglementée par l'art. 2280, al. 2. « Le bailleur qui revendique, en vertu de l'art. 2102, les meubles déplacés sans son consentement et qui ont été achetés dans les mêmes conditions, doit également

(1) Savatier, *note précitée*.

(2) *Supra*, n° 137 et suiv.

rembourser à l'acheteur le prix qu'ils lui ont coûté ». Cette disposition nous semble superflue. Elle consacre une solution qui n'est qu'une application pure et simple du principe de l'art. 2280 al. 1. En effet, si le possesseur actuel peut exiger le remboursement de la victime de la perte ou du vol qui a sur la chose le droit parfait et absolu de propriété, on doit lui accorder ce droit, par analogie et à plus forte raison encore, si la revendication est exercée par le bailleur qui n'a sur les meubles garnissant sa maison qu'un droit tacite de gage. Si logique que soit cette solution, la jurisprudence refusait, pourtant, de l'admettre en invoquant le silence de l'art. 2102, si bien qu'elle traitait plus favorablement le bailleur que le propriétaire (1). Elle avait décidé notamment que le bailleur qui revendiquait des bestiaux vendus en foire par le fermier n'était pas tenu de rembourser le prix à l'acheteur de bonne foi (2).

C'est pour mettre fin à cette jurisprudence erronée et illogique que le législateur a dû intervenir par la loi du 11 juillet 1892, et ajouter à l'article 2280 un deuxième chapitre établissant la solution contraire. Cette solution est d'ailleurs en parfaite harmonie avec les idées de Bourjon et de Pothier sur la matière (3).

CONCLUSION SUR LA REVENDICATION DES MEUBLES PERDUS OU VOLÉS.

175. — Le principe de la revendication des meubles perdus ou volés est-il en harmonie avec l'économie de notre droit moderne ?

175. — De l'étude de ce chapitre, nous voyons que la règle fondamentale : « En fait de meubles possession vaut titre » subit une exception fort importante. Lorsqu'il s'agit des choses perdues ou volées, l'effet de cette règle se trouve provisoirement suspendu. Le possesseur n'acquiert, mal-

(1) Colin et Capitant, *loc. cit.*, t. II, n° 1088.

(2) Civ. 10 juill. 1889, D. P. 90.I.392, S. 1889.I.424. — Voir aussi Cass. 30 oct. 1888, S. 89.I.321 et la note de M. Meynial.

(3) Meynial, note précitée.

gré sa bonne foi et son titre, aucun droit immédiat sur la chose qui reste la propriété entière de son maître originaire. Dans une période de trois ans à partir de la perte ou du vol, le propriétaire peut revendiquer l'objet entre les mains de quiconque le possède sans que ce dernier n'ait, en principe, droit à une indemnité quelconque.

Voilà la solution que nous donne la loi. Nous ne voulons pas en laisser l'étude sans essayer d'en faire une appréciation doctrinale nous permettant d'en peser la juste valeur et de savoir si elle est en harmonie avec le courant de notre vie juridique et économique.

Comment se justifie le principe de la revendication des choses perdues ou volées ? Le législateur a tout d'abord consacré le principe qu'« En fait de meubles possession vaut titre » dans le but d'assurer la sécurité du commerce et la protection du crédit. Mais il lui apporte immédiatement une exception qui le fait fléchir dans un très grand nombre de cas. Il devait avoir des raisons sérieuses pour agir ainsi. Quelles sont ces raisons ?

Pour justifier le principe de la revendication des meubles perdus ou volés, on donne normalement l'explication suivante : Le propriétaire victime de perte ou de vol a été dépouillé de sa chose malgré lui et sans qu'il y consente. On ne peut lui imputer aucune faute ni imprudence, alors que la victime de l'abus de confiance a commis l'imprudence d'avoir placé sa confiance dans une personne indigne ; il était donc naturel qu'on permît au propriétaire de revendiquer dans le premier cas et qu'on lui enlevât ce droit dans le second. Il y aurait là une reproduction de l'ancien proverbe allemand : « Que la main garde la main et qu'on aille chercher sa confiance là où on l'a mise. (*Hand muss Hand waren : wo man seinen Glauben gelassen hat, da muss man ihn wieder suchen*). »

Cette explication nous semble très insuffisante ; car il arrive souvent que le vol soit le résultat d'une négligence ou d'un défaut de vigilance. D'autre part, il en est presque toujours ainsi de la perte ; et si on s'en tenait rigoureusement à une appréciation des fautes, il faudrait, toujours dans le cas de perte et assez souvent dans le cas de vol,

donner la préférence à l'acquéreur de bonne foi trompé et incapable de soupçonner la perte ou le vol, à l'encontre du propriétaire lui-même qui n'a pas su veiller sur les choses qu'il avait sous sa garde, et qui devrait subir les conséquences de leur disparition (1).

En outre, il peut arriver que le tiers détenteur dispose de la chose que le propriétaire lui a confiée sans qu'on puisse imputer à ce dernier une imprudence quelconque, par exemple, parce qu'il s'agissait d'un dépositaire qui passait, aux yeux de tout le monde, pour être l'homme le plus honnête et que, d'autre part, il a pu être acculé, même en vue de la conservation de la chose, à la remettre aux mains d'autrui, ne serait-ce que pour un travail de réparation indispensable. Toute remise de ce genre, par conséquent, même la moins imprudente en soi, l'expose au risque d'une perte définitive (2).

Il est donc impossible d'expliquer le principe de la revendication des choses perdues ou volées par l'idée de faute et la notion d'imprudence. Devant la défaillance de cette première explication, M. Saleilles en a proposé une autre basée sur l'idée de l'acceptation des risques. « En constituant, nous dit le grand maître, au profit d'un autre la possession, laquelle est la garantie publique de la propriété, le propriétaire a accepté, comme un risque à subir, toutes les conséquences qui pourraient résulter, à l'égard des tiers de bonne foi, de cette extériorité de droit, et par suite de ce mode de publicité qui est son fait et son œuvre. » Par contre, la victime de perte ou de vol n'a pas consenti à sa dépossession, et on ne peut, par conséquent, parler d'une acceptation des risques de sa part ; et, partant, il doit pouvoir reprendre sa chose.

Cette explication est ingénieuse. Elle se heurte cependant à ce fait que le propriétaire est protégé contre la dépossession involontaire de son représentant possesseur. Quoique le code français ne le dise pas, comme le fait expressément le droit allemand, la doctrine et la jurisprudence

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 142-143.

(2) *Idem.*

permettent au propriétaire de revendiquer contre le possesseur de bonne foi si la chose vient à être volée à son représentant possesseur ou perdue par lui. On a vu que lorsqu'un dépositaire commet un abus de confiance, on sacrifie le propriétaire au profit de l'acquéreur de bonne foi, à cause du risque que le propriétaire a dû accepter en se dessaisissant au profit du dépositaire. Au contraire, si la chose est volée entre les mains de ce dernier et acquise ensuite par un acquéreur de bonne foi, on favorise le propriétaire. Et pourtant, dans le second cas aussi bien que dans le premier, le propriétaire a accepté le même risque, à savoir celui d'une dépossession définitive. S'il devait s'attendre à être la victime d'un abus de confiance, ne devait-il pas et à plus forte raison encore s'attendre à ce que le détenteur précaire n'ait pas la même vigilance, à ce qu'il perde la chose ou se la laisse voler par sa négligence? L'idée du risque nous amènerait à donner la préférence à l'acquéreur de bonne foi d'une chose perdue ou volée à l'encontre du propriétaire, lorsque le vol ou la perte ont eu lieu à l'égard du détenteur précaire. L'acquéreur n'est coupable en rien, tandis que le propriétaire a, dans ce cas comme dans celui de l'abus de confiance, accepté de courir le risque d'être définitivement dépouillé. Or, on a vu que le propriétaire est autorisé à revendiquer si la chose a été volée à celui qui la détenait précairement, ou perdue par ce dernier.

Et après tout, à quoi bon invoquer l'idée de l'acceptation des risques et celle de l'imprudence? On répondra que ces deux idées nous serviront lorsque nous mettrons en balance les deux intérêts opposés de l'acquéreur de bonne foi et du propriétaire dépossédé involontairement afin de déterminer lequel doit être préféré. Mais à quoi bon tout cela? Le propriétaire, à supposer qu'il n'ait commis aucune faute, ni accepté aucun risque, a toujours devant lui un possesseur de bonne foi à qui on ne peut imputer aucune négligence ou imprudence. Nous nous sommes montré très rigoureux pour la condition de la bonne foi. Le possesseur doit, non seulement avoir ignoré le défaut de droit chez son auteur, non seulement son igno-

rance ne doit être due à aucune imprudence de sa part, mais il faut aussi qu'il n'y ait eu lors de son entrée en possession aucune circonstance de nature à éveiller ses soupçons. Ne doit-on pas dire que ce possesseur est dans une situation au moins égale à celle où se trouve le propriétaire victime de perte ou de vol ? D'ailleurs à quoi bon mettre en balance les intérêts opposés de l'acquéreur et du propriétaire ? La règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne protège le possesseur qu'incidemment. Elle a un but bien supérieur, un but d'ordre public et d'intérêt général, c'est la sûreté du commerce et la protection du crédit. Voilà le but essentiel de notre règle ; les travaux préparatoires et Bourjon ne nous laissent aucun doute à cet égard. N'est-il pas compréhensible que, devant ce haut intérêt, tout intérêt personnel doive céder ?

On peut objecter que devant l'intérêt supérieur de protéger le commerce, il en est un autre d'une aussi grande importance, c'est celui du respect intégral dû au droit de propriété. Comme on doit protéger le commerce, on doit aussi protéger le propriétaire et empêcher qu'il soit dépouillé de sa chose sans qu'il y consente. C'est très bien. Mais pourquoi donc sacrifie-t-on le propriétaire victime de l'abus de confiance ? On ne saurait dire qu'il a consenti à être dépouillé. Si une telle prévision s'était présentée à son esprit, il n'aurait jamais confié sa chose. Le fait de déclarer propriétaire le possesseur de bonne foi qui a acheté *a non domino* prouve que le législateur a donné la prédominance à l'intérêt du commerce sur le droit de propriété. Mais pourquoi n'a-t-il pas suivi la logique des choses et établi cette prédominance dans tous les cas ? Dès qu'il a accepté, lorsqu'il s'agit d'un abus de confiance ou d'une escroquerie, de sacrifier le droit de propriété devant l'intérêt du commerce qu'il a jugé plus digne de protection, pour quelle raison n'a-t-il pas admis cette solution en cas de perte ou de vol ? Voilà ce que nous voudrions savoir.

On a dit que c'est à cause de l'horreur et de l'indignation que soulève le vol que le législateur a voulu dans ce cas assurer le respect du droit de propriété même au détriment de l'intérêt du commerce et du crédit. Il s'agirait

ici de la répression d'un fait frauduleux qui a particulièrement impressionné et indigné l'opinion. Soit, mais si telle est la cause de la revendication contre un possesseur de bonne foi, n'est-on pas fondé à se demander pour quelle raison le législateur n'a pas regardé l'abus de confiance et l'escroquerie avec la même défaveur ? S'il s'agissait de réprimer le vol, n'était-il pas logique d'en faire de même de l'abus de confiance et de l'escroquerie ? Ces derniers délits ne sont-ils pas eux aussi des faits délictueux qui consistent, au même titre que le vol, dans le fait d'avoir spolié frauduleusement la chose d'autrui ? En outre, si c'était à cause de l'indignation que soulève le vol que le législateur a permis la revendication de l'art. 2279/2, le fait de l'assimilation de la perte au vol, et plus encore aujourd'hui avec l'interprétation large qu'on donne à la première notion, serait incompréhensible. On peut, certes, qualifier de voleur l'inventeur qui s'empare de la chose trouvée. Mais supposons qu'il ait agi honnêtement, en se conformant aux règlements en vigueur, qu'il ait apporté sa trouvaille au commissariat de police qui, au bout du temps légal, la lui ait rendue. Se croyant devenu propriétaire, il dispose de la chose au profit d'un acquéreur de bonne foi. Comment l'idée d'horreur et d'indignation pourrait-elle intervenir ici pour justifier la revendication contre cet acquéreur de bonne foi ?

Reste encore une dernière raison qu'on a invoquée pour expliquer le principe de la revendication des choses perdues ou volées. Ce serait qu'on aurait voulu faire obstacle à la circulation des choses perdues ou volées, afin d'enlever aux voleurs les facilités qu'ils peuvent avoir de faire disparaître le produit du vol ou de la perte (1). On comprend, en effet, que si les acquéreurs ont à craindre de se voir enlever les objets achetés par eux, dès qu'ils proviennent d'un vol, ils auront intérêt à y regarder de près et à refuser l'acquisition, si peu qu'elle soit suspecte.

Cette explication est inadmissible ; elle est même curieuse. En voulant entraver l'action du voleur, en voulant

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 147-148.

mettre obstacle à l'aliénation du bien volé, on sacrifierait le possesseur qui est complètement innocent. S'il y a une personne qui doit être punie, c'est bien le voleur et non pas le possesseur. Or, le voleur ne pâtit en rien de la revendication, car il s'est déjà débarrassé de la chose après en avoir touché le prix. C'est le possesseur qui doit encaisser toute la perte. D'ailleurs, si le législateur a vu dans la revendication une mesure efficace pour mettre obstacle à la circulation des biens volés, pourquoi ne l'a-t-il pas admise en cas d'abus de confiance ? N'est-il pas dans l'intérêt public d'entraver aussi l'action du détenteur infidèle ? Une telle mesure s'imposerait même davantage lorsqu'il s'agit d'abus de confiance que lorsqu'il s'agit de vol ; car le fait du possesseur est nécessaire pour la réalisation de l'abus de confiance alors que le vol est déjà consommé avant son intervention. Enfin, dire que la revendication des choses volées rend plus attentif l'acquéreur qui, sachant à quoi il s'expose, a tout intérêt de regarder les choses de plus près, n'éclaircit pas le problème. Nous avons vu, en effet, que même dans le cas d'abus de confiance, l'acquéreur n'est protégé que lorsqu'il est de bonne foi, et pour être de bonne foi il ne suffit pas d'avoir ignoré le droit de son auteur, mais il faut que l'acquisition ne présente aucun caractère suspect. S'il y a de la part de l'acquéreur la moindre imprudence, ou si les circonstances dans lesquelles il a traité étaient de nature à éveiller ses soupçons, on ne pourrait parler d'une acquisition du chef de la possession.

Ainsi, l'exception relative au cas de vol ou de perte, étant une règle traditionnelle qui remonte très haut dans l'histoire, semble, tout d'abord, s'imposer comme une chose d'évidence, mais lorsqu'on y regarde de plus près, elle apparaît comme équivoque, en ce sens que sa base rationnelle reste confuse et très difficile à découvrir.

La seule explication quelque peu logique serait celle présentée par les deux auteurs suisses, Virgile Rossel et Mentha (1), qui consisterait à dire que le législateur a voulu

(1) Manuel de Droit civil suisse, p. 292 et suiv.

tout d'abord consacrer en matière mobilière comme en matière immobilière la règle romaine *Nemo plus juris transferre potest quam ipse habet* ; mais, pour des considérations se rapportant aux besoins du commerce, il a dû refuser la revendication des choses confiées. Dès lors, l'interdiction de la revendication des choses confiées constituerait une exception, une exception considérable, sans doute, applicable à la plupart des cas, mais une exception tout de même.

Cette explication ne serait que peu logique, car les considérations du commerce devraient aboutir, non seulement à apporter une exception à la règle romaine, mais à la saper de tout son fondement.

Elle est en tout cas certainement contraire à l'intention du législateur. En notre matière, les choses sont renversées. C'est le refus de la revendication mobilière qui est la règle générale, et c'est la revendication qui constitue l'exception. Le législateur pose tout d'abord la règle générale qu'« En fait de meubles possession vaut titre ». Il a vu que la possession constitue en matière mobilière le seul signe de la propriété, le seul instrument de publicité, et, partant, il a permis à celui qui veut acquérir de s'y fier. Ce n'est pas un tempérament qu'on apporte à la règle romaine ; c'est un autre principe régissant la matière d'un autre point de vue. Et ce nouveau principe n'a point à subir d'accrocs en l'honneur de la règle romaine, avec laquelle il n'entre pas en conflit parce qu'il la supprime tout à fait.

Pour notre part, nous considérons les dispositions spéciales concernant la revendication des choses perdues ou volées contre l'acquéreur de bonne foi, comme ne s'expliquant que par l'histoire et comme destinées à disparaître avec le temps, pour faire place à cette simple règle, sans exception, que celui qui acquiert un meuble *a non domino* ne doit subir la revendication du propriétaire que s'il est de mauvaise foi.

En effet, il n'y a aucune raison de distinguer entre les cas d'abus de confiance et ceux de la perte ou du vol. Dans les uns comme dans les autres, l'acquéreur a été induit invinciblement dans l'erreur, et dans les uns comme dans les autres les intérêts du commerce et la sécurité des tran-

sactions mobilières exigent qu'on lui vienne en aide. A n'en pas douter, la disposition de l'art. 2280 diminue considérablement les inconvénients de la revendication des choses perdues ou volées et l'étendue de l'atteinte qu'elle porte aux intérêts du commerce et du crédit. Mais il n'y a là qu'un simple remède qui atténue le mal, mais qui ne le supprime pas. Tout d'abord, cet article n'est pas applicable à tous les possesseurs de bonne foi ; il s'applique, sans doute, dans les hypothèses où le commerce se trouve le plus intéressé ; mais le commerce peut être intéressé aussi hors de ces hypothèses. Ensuite, même dans les cas où le commerce se trouve particulièrement intéressé, il est loin d'avoir pleine satisfaction ; en effet, même dans ces cas, l'acquéreur doit rendre l'objet au propriétaire et renoncer ainsi à un bon marché auquel le hasard s'est prêté, et sur lequel il a, peut-être, basé tant d'espoir.

Au moment de l'évolution où nous sommes parvenu nous nous trouvons devant un système bâtarde, fait des règles empruntées à deux considérations différentes, les unes à la considération d'assurer la sécurité du commerce et du crédit, les autres à la considération de protéger le propriétaire tant qu'il n'a pas abdiqué son droit. Il n'est pas surprenant que ce système bâtarde suscite des critiques, et quelques auteurs, voyant ce qui subsiste encore du principe romain : *nemo plus juris*, réclament pour lui le plein empire qu'il mérite à leurs yeux.

Il faudra bien, quelque jour, prendre partie, et, rationnellement, nous aboutirions à un système basé sur des principes homogènes, et dès lors plus satisfaisants que celui dont nous devons nous contenter encore. Mais devant l'importance de plus en plus grandissante que prend aujourd'hui le commerce, nous croyons que la victoire demeurera au système fondé exclusivement sur la considération de la sécurité des transactions mobilières et la sûreté du crédit, considération incompatible avec toute revendication contre les acquéreurs de bonne foi.

APPENDICE

Les dispositions spéciales aux titres au porteur.

- 176. — L'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » a révélé certains inconvénients à propos des titres au porteur.
 - 177. — Mesures jurisprudentielles et législatives pour remédier à ces inconvénients ; loi de 1872 et les textes législatifs ultérieurs.
 - 178. — Détermination de la question à traiter.
 - 179. — L'acquéreur d'un titre au porteur ne peut invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre » après l'arrivée du bulletin d'oppositions dans l'endroit où eut lieu l'acquisition.
 - 180. — Les dispositions de la loi de 1872 dérogent-elles au principe même de l'art. 2279 ?
 - 181. — Champ d'application de la loi. Les principes qu'elle édicte ne sont applicables qu'aux négociations postérieures à la publication de l'opposition.
 - 182. — La loi ne s'applique qu'aux valeurs mobilières.
 - 183. — Elle n'est applicable qu'aux négociations qui s'accomplissent en France.
 - 184. — Nécessité d'un accord international pour assurer une protection efficace aux porteurs de titres ; un tel accord est-il possible ?
 - 185. — Les titres au porteur et la règle « En fait de meubles possession vaut titre » en droit comparé.
-

176. — Les titres au porteur, avons-nous vu, étant assimilés aux meubles corporels, sont soumis à l'application de l'art. 2279. Par suite ils sont également soumis à l'application de l'art. 2280. Donc celui qui achète, de bonne foi, un titre au porteur *a non domino* pourra opposer au véritable propriétaire la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Le propriétaire ne saurait rien lui réclamer, sauf dans le cas où il aurait été dépossédé par suite d'une perte ou d'un vol ; dans cette hypothèse il pourrait revendiquer son titre pendant un délai de trois ans à

partir du vol ou de la perte. Seulement, dans ce dernier cas, l'acquéreur serait en mesure de se prévaloir de la disposition de l'art. 2280 et exiger du revendiquant le prix que le titre lui a coûté, s'il se trouvait dans une des circonstances prévues par cet article.

Tels sont les principes généraux qui réglementent les meubles corporels en général et auxquels le droit commun soumet les titres au porteur, vu leur nature spéciale. Seulement, ce système a révélé des inconvénients particulièrement fâcheux à propos de ces titres, spécialement en cas de perte ou de vol. On a vu que les valeurs mobilières s'achètent, le plus souvent, à la bourse, ou chez un changeur ou un banquier ; c'est-à-dire dans un marché public ou chez un marchand de choses pareilles. Ainsi l'acquéreur peut presque toujours se réclamer de l'art. 2280 et, par conséquent, le propriétaire dépossédé qui trouve les titres entre ses mains ne peut les reprendre qu'à condition de lui rembourser le prix.

Le résultat s'est montré d'autant plus désastreux que les vols et les pertes de titres sont très fréquents.

177. — C'est ainsi que depuis longtemps et avant l'introduction d'une loi spéciale dans la matière, la jurisprudence, tout en appliquant les art. 2279 et 2280, s'est ingéniée à remédier à la dure situation du propriétaire victime du vol ou de la perte. Elle admettait que le propriétaire du titre — nous employons cette expression comme et légalement consacrée, quoique juridiquement inexacte — pouvait signifier des oppositions entre les mains des agents de change pour s'opposer à la négociation des valeurs volées ou perdues. Ces oppositions avaient pour effet d'engager la responsabilité des agents de change qui les avaient personnellement reçues (1).

On ne se contentait pas de cette protection jurisprudentielle dont le résultat ne pouvait être très satisfaisant

(1) Voir sur la jurisprudence antérieure à 1872, Laurent, *loc. cit.*, t. XXXII, n° 597 et suiv. ; — Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*, t. IV, n° 626 ; — Aubry et Rau, *loc. cit.*, 5^e éd., II, § 183 bis ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 917.

pour les intérêts du propriétaire. Et dès le début de la seconde moitié du XIX^e siècle, on demandait une intervention législative. Mais ce n'est que le 15 juin 1872 qu'une loi a été adoptée en la matière à la suite des vols qui ont eu lieu pendant les périodes troublées qui ont suivi la révolution de 1870. L'expérience révéla au bout de quelques années certains défauts de cette loi qu'on a voulu corriger par la loi du 8 février 1902. Enfin un décret-loi du 14 juin 1938 a apporté quelques modifications.

178. — Nous n'avons pas l'intention de traiter de toutes les dispositions de la loi de 1872 modifiées par les autres mesures législatives subséquentes. En effet, ces dispositions se rapportent à deux ordres d'idées : Tout d'abord au droit du propriétaire de titre envisagé dans les rapports de ce dernier avec l'établissement débiteur. En second lieu, au même droit envisagé dans les rapports de la même personne avec les tiers acquéreurs. Il est évident que la première question ne rentre nullement dans l'étude que nous nous sommes proposée, celle-ci se bornant au rôle que joue la possession dans l'acquisition ou la preuve du droit. Or, la possession ne joue ici aucun rôle.

Par contre, les dispositions se rapportant à la seconde question touchent au fond de notre sujet. Et il semble qu'elles aient apporté une dérogation importante, quant aux titres au porteur, au système de l'acquisition, de la propriété des meubles du chef de la possession que nous avons étudié jusqu'ici. En effet, l'art. 1^{er} de la loi du 15 juin 1872 est ainsi conçu : « Le propriétaire des titres au porteur qui en est dépossédé par quelque événement que ce soit peut se faire restituer contre cette perte sous les conditions déterminées dans la présente loi. » La dérogation semble d'autant plus énorme que la loi de 1872 est applicable, comme nous le dit l'art. 1^{er} que nous venons de citer, non seulement au cas de perte ou de vol, mais aussi aux cas où le propriétaire est dépossédé « par quelques événements que ce soit », c'est-à-dire qu'elle est applicable aussi lorsqu'il s'agit d'abus de confiance ou d'es-

croquerie. Nous verrons, un peu plus tard, quelle est la portée exacte de la loi de 1872 et si elle déroge vraiment au principe même de l'acquisition de la propriété du chef de la possession. Etudions maintenant les dispositions de cette loi se rapportant à notre sujet.

179. — D'après l'art. 11 de la loi de 1872, le propriétaire du titre dépossédé peut notifier, par exploit d'huissier, au syndicat des agents de change de Paris, une opposition qui renferme certaines énonciations prescrites par l'art. 2 de la même loi ; l'exploit doit contenir réquisition de faire publier les numéros des titres. Cette publication sera faite un jour franc au plus tard, par les soins et sous la responsabilité du syndicat des agents de change de Paris dans le *Bulletin officiel des oppositions* (1). L'art. 12 dispose que : « Toute négociation ou transmission postérieure au jour où le bulletin est parvenu ou aurait pu parvenir par la voie de la poste, dans le lieu où elle a été faite, serait sans effet vis-à-vis de l'opposant. »

Donc, le propriétaire d'un titre au porteur est protégé contre toute acquisition par un tiers, dès que l'opposition est parvenue ou aurait pu parvenir à l'endroit où cette acquisition a eu lieu. Il peut revendiquer son titre entre les mains de quiconque le détient. Le tiers détenteur ne saurait invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre », et par voie de conséquence il ne pourrait se prévaloir de l'art. 2280. Dans toutes les circonstances, il est obligé de restituer le titre au propriétaire qui le revendique sans pouvoir rien lui réclamer.

180. — Il apparaît, au premier abord, que cette loi constitue, à l'égard des titres au porteur, une dérogation formelle à la fonction acquisitive de la propriété du chef de la possession. En effet, le possesseur du titre se trouve obligé, en dépit de son titre d'acquisition et bien qu'il ait

(1) Un décret du 26 mai 1940 (*Officiel*, 30 mai) simplifie cette procédure au profit des propriétaires dépossédés par suite de faits de guerre. Il suffit d'avertir le syndicat des agents de change de Paris par lettre recommandée.

complètement ignoré qu'il avait affaire à un non-propriétaire, de rendre le titre au vrai propriétaire. Aussi, lorsqu'il s'agit des titres perdus ou volés, doit-il les restituer non pas seulement dans un délai de trois ans, mais pendant 30 ans, et sans pouvoir se réclamer de l'art. 2280 afin de se faire rembourser le prix qu'il a payé.

Ce n'est cependant pas exact. Le principe de l'acquisition du chef de la possession reste en lui-même sans modification. L'acquéreur de bonne foi d'un titre au porteur demeure, comme par le passé, et comme pour les meubles corporels, protégé par les dispositions de l'art. 2279 et 2280.

Seulement, si la loi de 1872 n'a apporté aucune modification au fondement même de la règle « En fait de meubles possession vaut titre », elle rend, dans certaines circonstances, impossible la réunion des conditions d'application de cette règle. Dès que le bulletin contenant l'opposition parvient à un endroit où aurait pu y parvenir, nul possesseur ne peut se dire de bonne foi à l'égard des négociations ultérieures. A partir de ce moment toute personne est irréfutablement considérée comme connaissant cette opposition. Il y a là une présomption irréfragable de mauvaise foi. Même si, en fait, il ignorait l'opposition, même s'il ignorait qu'il traitait avec une personne non qualifiée, l'acquéreur du titre ne saurait fournir la preuve de sa bonne foi (1). Et puisque l'acquéreur est déclaré de mauvaise foi, il ne peut se réclamer de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » pour refuser la restitution du titre lorsqu'il s'agit d'un détournement, ni se prévaloir de la disposition de l'art. 2280 afin de se faire rembourser le prix s'il s'agit d'une perte ou d'un vol.

(1) Wahl, *Traité des titres au porteur*, n° 1529 ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 908 et 987 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 940 et 943 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, t. I, n° 3429 ; — Josserand, *loc. cit.*, n° 1643. — Suivant les expressions très exactes de M. Labbé dans sa note au S. 80.I.49, « l'opposition empêche celui qui postérieurement achète, croit acquérir et entre en possession, de se dire de bonne foi. Elle élève une présomption de connaissance de la réclamation du propriétaire contre tous ceux qui reçoivent les titres postérieurement à la publication ».

Remarquons que la solution qui nous est donnée par la loi peut s'expliquer facilement. Elle est une consécration légale de la conception de bonne foi que nous avons préconisée en étudiant les conditions d'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Nous avons dit, en effet, que l'acquéreur doit être considéré comme de mauvaise foi, non seulement lorsqu'il connaissait en fait le défaut du droit chez son auteur, mais aussi lorsque son ignorance à cet égard est due à une faute grossière. Or, le fait d'avoir ignoré l'opposition après sa publication au bulletin, constitue aux yeux de la loi une faute grossière. La loi a mis à la disposition de tout acquéreur le moyen de se renseigner ; il suffit de consulter le *Bulletin d'oppositions* qui est communiqué à toutes les bourses, à tous les banquiers, à tous les agents de change, et à tous les changeurs. Il est compréhensible que la loi déclare de mauvaise foi celui qui procède à la négociation d'un titre au porteur sans consulter soigneusement le *Bulletin d'oppositions*, pour s'assurer que le numéro du titre n'y est pas porté. La décision de la loi est d'autant plus justifiable que l'achat de titres se fait normalement par l'intermédiaire, ou d'un agent de change ou d'un changeur ou d'un banquier, c'est-à-dire d'un professionnel qui ne peut avoir aucune excuse de ne pas avoir consulté le *Bulletin d'oppositions*. Et c'est cet intermédiaire qui doit pâtir en fin de compte de la revendication, étant donné que le tiers acquéreur est couvert par sa responsabilité.

Insistons bien sur ce fait que la loi du 15 juin 1872 ne déroge pas au principe même de l'acquisition du droit du chef de la possession ; ce principe demeure le même. Seulement, par l'insertion de l'opposition au *Bulletin d'oppositions*, la loi donne à celui qui veut acheter un titre le moyen de s'enquérir sur l'étendue du droit de son auteur. S'il passe outre, elle le déclare, et à juste raison d'ailleurs, de mauvaise foi.

Des cas semblables peuvent se rencontrer dans la pratique : c'est le cas d'un déposant, d'un commodant qui, pour empêcher le bailleur de son cocontractant d'invoquer l'art. 2279 afin d'exercer son privilège de bailleur sur la

chose déposée ou louée, fait part à ce dernier de son contrat ; c'est également le cas où l'on a mis sur les meubles confiés en dépôt ou en location, des signes indiquant que ces meubles ne sont entre les mains du détenteur qu'à titre de garde. Dans toutes ces hypothèses, on ne pourrait parler d'une dérogation au principe même de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ; mais en mettant l'acquéreur éventuel dans l'impossibilité de se dire de bonne foi, on empêche ce principe de s'appliquer.

181. — Il est clair que la loi de 1872 ne s'applique qu'aux négociations postérieures à la publication de l'opposition. C'est à l'égard de ces négociations qu'on peut qualifier de mauvaise foi l'acquéreur. Donc, les négociations antérieures à cette publication ne sont pas touchées par la loi. En ce qui les concerne, l'acquéreur peut parfaitement se prévaloir de la règle « En fait de meubles possession vaut titre », et en conséquence du principe de l'art. 2280.

Il est également clair que les négociations postérieures à l'opposition sont valables dès lors qu'il y a eu une première négociation antérieure au profit d'un tiers de bonne foi. « Le tiers porteur, a dit le rapporteur de la loi, sera, bien entendu, fondé à exercer tous les droits de son cédant et si ce dernier, tiers acquéreur lui-même, avait acheté le titre avant la publication de l'opposition, son cessionnaire, bien que n'ayant traité qu'à une époque où l'opposition pouvait être connue, n'en sera pas moins recevable à combattre l'action du revendeur au même titre que son vendeur l'avait été lui-même (1). »

182. — Bien que la loi de 1872 soit intitulée « Loi relative aux titres au porteur », elle est loin de s'appliquer à tous ces titres. Elle ne vise en réalité que les valeurs mo-

(1) Wahl, *loc. cit.*, n° 1518 ; — Buchère, *loc. cit.*, n° 2021 ; — Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*, t. IV, n° 638 ; — Aubry et Rau, *loc. cit.*, § 183 bis ; — Labbé, note dans Sirey, 80.I.49 ; — Guillouard, *loc. cit.*, n° 906, 930 et 1009 ; — Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 941. — Voir aussi Cass. 14 juill. 1874, S. 75.I.23, D. P. 75.I.223 ; — Paris, 27 déc. 1881, D. P., 82.II.99.

bilères (actions, obligations, parts de fondateurs, etc.).

Les titres au porteur qui ne sont pas des valeurs mobilières, qui n'ont pas le caractère de valeurs de placement, de titres de bourse, à savoir les billets de banque, les effets de commerce, les chèques, les lettres de change au porteur, etc., ne sont pas soumis à cette loi.

Par une exception formelle, la loi n'est pas applicable aux rentes sur l'Etat et autres titres au porteur émis par ce dernier, à l'exception des obligations de chemin de fer de l'Etat. « Cette exclusion est fort critiquée. L'Etat s'est réservé ici une irresponsabilité et une liberté d'action, pour des motifs purement égoïstes, pour ne pas compliquer sa comptabilité ni gêner ses agents. Dans la pratique, cette rigueur de la loi est tempérée par l'Administration, qui consent à tenir compte, à titre purement officieux, des oppositions qui lui sont adressées (1). »

183. — Pour en finir avec la détermination de la portée de la loi du 15 juin 1872, il convient de dire qu'elle n'est applicable qu'aux négociations qui s'accomplissent en France. Elle est inapplicable aux négociations faites à l'étranger. Et voilà le point faible du système, car il suffit que le titre au porteur passe les frontières pour que la loi ne puisse accorder aucune protection au propriétaire, les agents de change et les autres personnes étrangères qui font métier de vendre des titres n'étant pas soumis à la loi française et n'étant pas obligés, par conséquent, de consulter le *Bulletin d'oppositions* publié par la Chambre syndicale des agents de change de Paris.

184. — Un accord international serait souhaitable à cet

(1) Baudry-Lacantinerie et Tissier, *loc. cit.*, n° 912 ; — Josserand, *loc. cit.*, n° 1644 ; — Planiol et Ripert, *loc. cit.*, n° 3431.

A l'occasion de la guerre de 1914, la loi du 17 fév. 1917 a permis l'opposition pour les titres de rente sur l'Etat perdus ou volés pendant l'invasion. Une mesure semblable a été prise par la loi du 3 sept. 1940 pour les titres au porteur de rente sur l'Etat perdus ou volés à la suite des faits de la guerre de 1939. Les dispositions de cette loi « cesseront à compter de la date de la fin des hostilités, telle qu'elle aura été fixée par décret ».

égard pour renforcer la protection que le législateur français de 1872 s'est ingénié à assurer aux porteurs de titres.

Seulement, il paraît très difficile d'arriver à un accord semblable. En effet, la loi de 1872 n'a pas trouvé une grande faveur à l'étranger. On lui a reproché de jeter le discrédit dans le commerce des titres et de sacrifier les tiers acquéreurs. Ces reproches nous semblent exagérés. Le tiers acquéreur a toujours le moyen de se protéger contre tout préjudice éventuel en consultant le *Bulletin d'oppositions*. D'ailleurs il est couvert par la responsabilité de l'agent de change, banquier ou changeur par l'intermédiaire duquel il acquiert le titre. C'est cet intermédiaire qui doit finalement encaisser la perte. Et cela peut se justifier par ce fait qu'il s'agit ici d'un professionnel qui manquerait à un devoir professionnel s'il procédait à une négociation sans avoir consulté le bulletin. De toute façon, l'expérience de cette loi s'est trouvée satisfaisante et la pratique française s'est bien accommodée du régime qu'elle édicte.

185. — La plupart des lois étrangères sur les titres au porteur suivent un système différent de celui du droit français.

Le droit anglais, plus soucieux des intérêts des tiers acquéreurs de titres, exclut toute revendication de la part du propriétaire. Dès que le tiers acquéreur a acquis le titre au porteur, de bonne foi, dans le cours ordinaire des affaires et contre paiement, la tradition lui confère sur ce titre au porteur une propriété parfaite, même s'il a été perdu ou volé.

Le droit allemand qui, nous l'avons vu, accorde en cas de perte ou de vol, ou d'une façon générale en cas de dépossession involontaire, une protection excessive au propriétaire en lui permettant dans toutes circonstances de revendiquer son meuble sans bourse délier, apporte à cette règle une dérogation lorsqu'il s'agit de titres au porteur. Ces titres ne peuvent jamais être revendiqués contre un acquéreur de bonne foi (art. 935 al. 2 du Code civil allemand). Même en cas de dépossession involontaire,

l'acquéreur de bonne foi ne peut être inquiété par le propriétaire (1).

(1) Le principe de l'exclusion de la revendication contre le possesseur de bonne foi d'un titre au porteur est aussi admis en Italie et en Hongrie. Le système de la loi française a été imité cependant par la loi roumaine de 18 janv. 1883, par le Code de commerce espagnol (art. 547 et s.), par la loi luxembourgeoise du 16 mai 1891 et enfin par la loi belge du 24 juillet 1921.

TITRE II

LA FONCTION PROBATOIRE DE LA POSSESSION MOBILIÈRE

Dispositions préliminaires

186. — La possession mobilière remplit-elle, outre l'effet acquisitif de droit, un rôle probatoire ? Accorde-t-elle au possesseur une protection spéciale sur le terrain de la preuve ?
187. — Utilité d'une protection possessoire sur le terrain de la preuve. Impuissance de la protection qu'offrent les principes généraux.
188. — La situation privilégiée du possesseur qui invoque l'acquisition de la propriété du chef de sa possession. La présomption de propriété qu'on peut faire découler à son profit de la règle « En fait de meubles, possession vaut titre » combinée avec les principes généraux en matière de preuve.
189. — En attribuant à la possession la force de faire présumer la propriété au profit de celui qui invoque la règle de l'art. 2279 du Code civil, nous n'entendons pas renoncer à ce que nous avons dit à savoir que cette règle n'a qu'une seule signification, celle de faire attribuer la propriété.
190. — Essai d'explication de la divergence de vue entre la doctrine qui ne voit dans la règle de l'article 2279 du C. civ. qu'une acquisition légale de la propriété et la jurisprudence qui n'y voit qu'une présomption de propriété.
191. — Dans les rapports entre le possesseur et un tiers, la possession remplit deux fonctions différentes : une fonction acquisitive de la propriété et une fonction simplement probatoire.
192. — Confusion toujours commise entre ces deux fonctions.
193. — Intérêt pratique minime de la distinction entre ces deux fonctions. Il n'en est pas moins nécessaire cependant de la préciser.
194. — Limitation du domaine de la présomption de propriété qu'on fait découler de l'application conjuguée de la règle de l'art. 2279 C. civ. et des principes généraux de la preuve, aux rapports du possesseur avec un tiers. Exclusion des rapports entre possesseurs successifs.
195. — Il ne faut pas en conclure que le possesseur est privé de toute protection spéciale dans ses rapports avec son auteur. L'unanimité s'établit pour admettre à son profit une présomption de titre.

196. — La possession joue deux rôles probatoires ou plutôt le même rôle dans deux domaines différents.

197. — Nécessité de distinguer la présomption de propriété qui joue au profit de celui qui tient le meuble d'un tiers et la présomption de titre qui joue au profit de celui qui tient le meuble du revendeur.

198. — Plan.

186. — Dans le titre précédent nous avons étudié le rôle acquisitif de la possession mobilière. Dans une hypothèse précise, la possession fait acquérir à son titulaire la propriété ou les autres droits réels. Nous connaissons déjà cette hypothèse : c'est celle où l'on a acquis ou plutôt celle où l'on a cru acquérir d'une personne qui n'était pas propriétaire de la chose et qui n'avait pas le droit de l'aliéner. Dans ce cas le contrat, quoiqu'il soit intrinsèquement valable, est absolument inefficace étant donné qu'il émane d'une personne non propriétaire ; il ne peut conférer aucun droit, car on ne peut transférer ce qu'on n'a pas soi-même : *Nemo plus juris ad alium transferre potest quam ipse habet*. C'est pour remédier à cet état de choses qui porterait une grave atteinte à la sûreté du commerce et à la sécurité du crédit qu'on a élaboré notre célèbre maxime : « En fait de meubles possession vaut titre ». On vient ici en aide au possesseur qui était dans l'impossibilité de s'enquérir du droit de son auteur et qui a dû se fier à l'apparence invinciblement trompeuse ; on le déclare propriétaire du seul chef de sa possession.

Telle est la première fonction de la possession mobilière. Nous l'avons étudiée dans tous ses détails et si nous l'indiquons ici, ce n'est qu'à titre de rappel. Ce qui nous intéresse maintenant c'est de chercher si cette fonction est la seule que peut remplir la possession mobilière ou tout au moins si elle est la seule que cette possession peut remplir en dehors des principes généraux du droit en matière de possession, car il ne rentre pas dans l'étude que nous nous sommes proposée de traiter tous les effets de la possession mobilière. Seuls rentrent dans le cadre de notre thèse les effets qui sont propres aux meubles à l'exclusion de ceux que la possession peut produire aussi bien en matière immobilière que mobilière.

187. — Si nous mettons de côté le rôle attributif, pour nous placer exclusivement sur le terrain de la preuve, nous pouvons nous demander si la possession mobilière peut, encore ici, venir en aide à son titulaire, et lui rendre un nouveau service. Voilà la question qui se pose devant nous et que nous devons résoudre.

Il semble, en premier lieu, que le possesseur n'a pas besoin d'un tel service et que les principes généraux du droit commun suffisent pour le protéger sans qu'il y ait lieu de recourir à un principe exceptionnel quelconque.

N'est-ce pas, en effet, une règle de droit commun que la possession fait présumer la propriété ? Et cette règle est admise sur le terrain de la procédure, comme en toute autre matière ; elle est admise en matière mobilière, comme en matière immobilière. Il est donc suffisant, a-t-on prétendu, de s'en tenir à ces principes généraux, pour que le possesseur d'un meuble soit entouré d'une protection efficace.

Il y a là une très lourde méprise. C'est, tout au moins, une confusion beaucoup trop souvent commise.

Lorsqu'on dit que la possession fait présumer la propriété, on veut dire par là qu'elle sert à la distribution des rôles sur le terrain de la procédure ; on veut dire purement et simplement que ce n'est pas au possesseur de prendre les devants. Il n'a, quant à lui, qu'à se laisser attaquer ; il faut qu'on agisse contre lui. Et, dès lors, puisqu'il a forcément le rôle du défendeur, il n'a aucune preuve à faire. Il appartiendra au demandeur en revendication de prouver son droit.

C'est là tout l'effet de la présomption attachée à la possession en matière de meubles, aussi bien qu'en matière d'immeubles. Elle consiste à mettre à l'encontre du demandeur la charge de la première preuve ; elle ne fait pas autre chose. En conséquence, dès que le demandeur a prouvé son droit, elle tombe ; elle ne peut plus être d'aucun secours au possesseur. Une fois établi que la propriété a appartenu, à un moment donné, au demandeur la preuve qui incombe à celui-ci se trouvera faite et ce sera alors au possesseur d'intervenir à son tour pour fournir la preuve contraire. Ce sera à lui d'établir, en ce qui concerne le droit de propriété ainsi démontré en faveur du demandeur, que le demandeur s'en est dessaisi,

ou qu'il l'a perdu, bref que ce droit ne lui appartient plus ; en d'autres termes, il doit prouver que si le demandeur a été propriétaire, il ne l'est plus, que s'il a eu la propriété à un moment donné, il n'a pas la propriété actuelle. Il peut faire cette preuve, en quelque sorte *in rem*, c'est-à-dire, sous le rapport purement négatif, sans établir que lui-même est devenu propriétaire et, dans ce cas, sa preuve, même purement négative, suffira à faire échouer la demande en revendication, sans pour cela que la propriété soit reconnue au possesseur actuel. Si le défendeur fait, en outre, la preuve positive de sa propriété, il sera jugé, du moins entre les parties, que c'est lui le propriétaire. De toute façon, c'est à lui d'établir que la propriété, une fois démontrée au profit du demandeur, a cessé de lui appartenir, et dans la plupart des cas, en pratique, il ne pourra positivement faire cette preuve qu'en établissant que c'est lui qui a acquis la chose et qu'elle lui appartient.

Tel est le résultat auquel nous amènerait une application pure et simple des principes généraux du droit en matière de possession. Dès que le demandeur à l'action en revendication aurait établi qu'à un moment donné le droit lui appartenait, ce serait au possesseur de prouver que ce droit a cessé de lui appartenir et, dans la pratique, du moins dans la majorité des cas, cette preuve ne pourrait se faire qu'en établissant que ce droit a été transféré à lui possesseur.

Et cette preuve, comment pourrait-elle se faire ? Evidemment selon les règles du droit commun, c'est-à-dire, par écrit en principe. Or, il n'est pas d'usage, en matière mobilière, de rédiger un écrit pour constater les transactions. D'où la situation très embarrassante du possesseur qui se verrait dans la majorité des cas, faute de pouvoir prouver son droit, échouer devant une revendication très souvent frauduleuse, ou du moins, sans droit.

188: — Le possesseur peut, certes, échapper à la revendication en démontrant qu'il a acquis la propriété par n'importe quel mode légal d'acquisition, et la règle « En fait de meubles, possession vaut titre » en tant que règle attributive de droit, peut, à cet égard, lui être d'un grand secours. Ce qui lui

importe; c'est de prouver que le droit lui a été transféré. Or, cela peut se faire du seul chef de sa possession, c'est-à-dire du seul chef de l'art. 2279. Et du fait de cet article sa position se trouvera grandement fortifiée. Désormais, il n'aura aucune preuve à faire. De sa seule possession découleront plusieurs présomptions; il sera présumé posséder régulièrement, à titre de propriétaire, de bonne foi, et en vertu d'un juste titre. Nous avons vu, en effet, que toutes les conditions requises pour l'application de la fonction acquisitive de l'art. 2279 à l'exception de celle se rapportant à l'existence de la possession se présument. Il sera donc présumé posséder dans les termes de l'art. 2279; en d'autres termes, il sera présumé devenir propriétaire du chef de sa possession.

Il convient de mettre en relief la différence qui sépare, au point de vue de la preuve, l'acquisition de la propriété du chef de la possession et l'acquisition de la propriété du chef des autres modes de transfert.

Si le défendeur à la revendication répond à la démonstration du droit de son adversaire en alléguant que ce droit lui a été transféré par une vente, une donation, un échange, etc., il lui incombera de prouver le titre qu'il invoque. Il n'en est pas de même en ce qui concerne l'acquisition de la propriété du chef de la possession. Le défendeur qui excipe de sa possession n'a rien à prouver. De sa possession découlent plusieurs présomptions qui font présumer, à son profit, la réunion de toutes les conditions requises pour l'application de la règle de l'art. 2279.

Ainsi le défendeur peut trouver dans l'art. 2279 une protection bien plus efficace que celle qui lui fournit la présomption de propriété attachée à toute possession. Nous savons la portée de cette présomption. La protection qui en émane cesse de favoriser le possesseur dès que le demandeur établit son droit initial. Une fois ce droit démontré, ce sera au possesseur qu'incombera la charge de prouver son titre. Grâce à l'art. 2279, le possesseur peut s'abriter plus efficacement derrière sa possession. Même après la démonstration du droit de son adversaire, il n'a aucune preuve à administrer; il n'a qu'à se garder sur ses positions défensives en laissant le soin de l'attaque à son adversaire qui se trouve de nouveau chargé du fardeau de la

preuve. Désormais, le demandeur ne saurait se contenter de prouver qu'il était, à un moment donné, le maître de la chose ; il doit démontrer, en outre, que la possession de son adversaire ne réunit pas toutes les conditions nécessaires pour l'application de la règle de l'art. 2279, qu'une de ces conditions au moins est absente. S'il arrive à faire cette preuve, s'il réussit à établir que la possession de son adversaire est entachée de précarité ou d'équivoque ou qu'elle n'est pas accompagnée de bonne foi ou de juste titre, il écartera par là la présomption qui protégeait ce dernier, et qui le faisait présumer être devenu propriétaire, du chef de sa possession, en vertu de la règle de l'art. 2279.

Nous arrivons ainsi à une question fort importante. Nous tirons de la fonction acquisitive de la possession mobilière conjugée avec les principes de preuves un rôle probatoire ; une présomption de propriété. Nous avons vu que, sous certaines conditions, la possession fait acquérir la propriété et les autres droits réels mobiliers à son titulaire. Ces conditions nous les connaissons : une possession réelle et exempte de vices, à titre de propriétaire, la bonne foi et enfin le juste titre. Or, de toutes ces conditions la seule dont l'existence doit être établie, c'est la possession. Les autres se présument à son avantage. Dès lors, le possesseur n'a à prouver que le fait de sa possession. Dès qu'il fournit cette preuve, qui est, du reste, extrêmement facile, car la possession est un fait matériel qui se prouve, pour ainsi dire, de lui-même, les autres conditions vont être présumées réunies. Jusqu'à preuve contraire, le possesseur sera présumé posséder régulièrement, c'est-à-dire sans vices, à titre de propriétaire (art. 2230) de bonne foi et en vertu d'un juste titre. En d'autres termes, toutes les conditions requises pour l'application de l'art. 2279 seront présumées présentes et le possesseur sera présumé s'être prévalu de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre », autrement dit, il sera présumé être devenu propriétaire du chef de sa possession.

De cette façon le possesseur peut tirer un nouvel avantage de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » combinée avec les principes admis en matière de preuve. Remarquons bien seulement comment cet avantage se produit. Il ne découle pas de la seule fonction acquisitive de la règle de

l'art. 2279. Si on n'envisageait que cette dernière, on ne pourrait pas parler d'une présomption de propriété. Tout l'effet de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » est d'attribuer la propriété sous certaines conditions. Il y a là un mode particulier de transfert, une acquisition *lege* exactement comme il y a une vente, une donation, un échange, etc... Voilà tout l'effet de l'art. 2279. Une application pure et simple de cet article aboutirait forcément à imposer la charge de la preuve à celui qui s'en prévaut. Le possesseur répond à son adversaire qui a prouvé son droit initial, en alléguant que ce droit lui a été transféré en vertu de l'art. 2279, il oppose son titre de propriété, le mode d'acquisition au moyen duquel le droit lui a été acquis. Il lui aurait fallu prouver ce titre, ce mode d'acquisition, exactement comme s'il avait excipé d'une vente ou d'une donation. Par conséquent, le possesseur aurait dû prouver qu'il était dans les conditions requises pour la naissance du titre qu'il allègue, pour la validité du mode d'acquisition dont il excipe, c'est-à-dire pour que le droit allégué puisse lui être acquis du chef de sa possession. Ici viennent les principes généraux en matière de preuve le décharger de ce fardeau. Il n'a plus à prouver ces conditions. Désormais, ces conditions se présument réunies à son avantage ; désormais, il est présumé dans les limites de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre », autrement dit, il est présumé avoir acquis le droit du chef de sa possession, en d'autres termes il est présumé propriétaire.

C'est donc avec le concours de deux principes juridiques différents que nous arrivons à cette présomption de propriété : le premier c'est l'attribution de la propriété du chef de la possession si certaines conditions se trouvent réunies, le second c'est celui en vertu duquel toutes ces conditions se trouvent présumées présentes.

189. — Grâce à ce que nous venons de dire nous pouvons éviter toute équivoque et toute confusion qui auraient pu naître dans l'esprit. Nous avons dit, en effet, que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » signifie que sous certaines conditions la possession fait attribuer le droit au possesseur et qu'elle ne peut avoir d'autre signification. Or,

nous disons maintenant que de cette règle conjuguée avec les principes admis en matière de preuve, on peut tirer une présomption de propriété. On aurait pu nous accuser de contradiction. Maintenant tout est clair et une pareille accusation ne pourrait se justifier. Nous persistons dans notre opinion qui consiste à dire que la seule signification de la règle de l'art. 2279, c'est que la possession fait acquérir le droit, c'est une acquisition *lege*. Nous ne l'interprétons pas en ce sens que la possession fait présumer, à elle seule, la propriété.

Si nous proposons cette présomption, c'est parce que à cette règle attributive de la propriété viennent s'ajouter des principes de preuve qui font présumer présentes les conditions requises pour son application. Grâce à ces principes le possesseur peut se contenter d'invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Désormais, il est présumé avoir acquis le droit du chef de cette règle, il est présumé propriétaire. Voilà tout ce que nous voulons dire.

190. — Aussi, grâce à ce que nous venons d'expliquer, pourrait-on, peut-être, concilier l'opinion de la doctrine avec celle de la jurisprudence qui semblent, au premier abord, inconciliables. Les auteurs voient dans l'art. 2279 un mode d'acquisition de droit, une acquisition légale, tandis que les tribunaux y voient une présomption simple de la propriété. Nous avons déjà montré qu'au point de vue pratique les deux opinions aboutissent au même résultat. Il n'a jamais été dans l'intention des juges d'admettre une preuve quelconque à l'encontre du possesseur qui possède régulièrement et de bonne foi. Ce possesseur est déclaré propriétaire par tout le monde aussi bien dans la doctrine que dans la jurisprudence. La seule différence qui sépare l'opinion de l'une et de l'autre, c'est que les auteurs se placent exclusivement sur le terrain théorique alors que les tribunaux se placent exclusivement sur le terrain pratique. Les auteurs professent que celui qui achète *a non domino* ne peut être présumé propriétaire; une présomption semblable jouerait contre l'évidence. La seule chose qui puisse être aussi logique que légale, c'est de dire qu'il a acquis la propriété du chef de sa possession.

C'est, à notre avis, absolument juste. Seulement il est à

remarquer que les auteurs se basent sur des faits établis ou présumés tels. Ils partent de cette idée que le défendeur possède régulièrement *animo domini* et de bonne foi ; ils supposent réunies toutes les conditions requises pour l'application de l'art. 2279. Dans ces circonstances, la seule solution logique c'est d'admettre la conception d'acquisition légale.

Il ne peut en être de même pour le juge, du moins dans la première étape de la procédure. Devant lui il y a deux adversaires qui se disputent la propriété. Le demandeur a déjà prouvé qu'à un moment donné le droit lui appartenait. A cette preuve le possesseur oppose la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Le juge ne peut pas dire tout de suite que ce possesseur est devenu propriétaire du chef de sa possession. Pour qu'on acquière la propriété du chef de la possession, il ne suffit pas d'opposer la règle de l'art. 2279. Il faut qu'on soit vraiment dans les conditions requises pour son application. Or le juge n'en sait rien encore ; il ne sait pas si toutes ces conditions se trouvent réunies au profit du possesseur. Tout ce qu'il connaît c'est le fait de la possession. Il est vrai que de ce fait matériel de la possession plusieurs présomptions vont découler, et grâce à ces présomptions le possesseur va être présumé posséder dans les limites de l'art. 2279, mais il n'y a là qu'une présomption simple. Dès lors le juge ne peut dire que le possesseur a acquis le droit du chef de sa possession, qu'il est donc propriétaire. Tout ce qu'il peut affirmer c'est qu'il est présumé être dans les conditions requises pour l'application de l'art. 2279, qu'il est présumé avoir acquis le droit du chef de sa possession, autrement dit qu'il est présumé propriétaire.

C'est ce qu'entend peut-être dire, en fin de compte, la jurisprudence. On peut invoquer à l'appui d'une telle supposition le fait que la preuve contraire qu'elle admet contre la présomption de propriété consiste dans la démonstration de l'absence d'une des conditions requises pour l'application de l'art. 2279. Cette preuve contraire consiste à démontrer que la possession du défendeur est entachée d'un vice quelconque qui la rend inefficace, tel que la précarité, l'équivoque ou la mauvaise foi. La jurisprudence n'a jamais entendu dire autre chose ; surtout elle n'a jamais pensé à admettre la possibilité de prou-

ver que le possesseur, bien que réunissant toutes les conditions nécessaires pour l'application de l'art. 2279, n'est pas propriétaire.

Une jurisprudence dans le sens que nous supposons serait, dans ses grandes lignes, conforme aux principes juridiques. Nous disons que cette jurisprudence, à supposer qu'elle entende la présomption de propriété dans le sens que nous avons indiqué, ne serait juste que dans ses grandes lignes, car il y aurait, ici encore, deux faits qui l'empêcheraient de l'être complètement.

Le premier c'est que les tribunaux semblent faire dériver cette présomption exclusivement de la règle de l'art. 2279. Or cette règle est à elle seule impuissante à l'édicter. La règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne peut signifier qu'une seule chose, c'est qu'en matière mobilière la possession sous certaines conditions fait acquérir la propriété au possesseur. Si on ne prenait en considération que notre fameuse règle, on devrait obliger celui qui l'invoque à prouver la réunion de toutes les conditions qu'elle exige. Si on n'avait en vue que cette règle, le possesseur serait dans la même situation qu'un acheteur qui ne peut se contenter d'invoquer son achat, mais qui est obligé de prouver les conditions d'existence de son contrat et plus particulièrement l'accord de volonté. Si on peut parler d'une présomption de propriété au profit du possesseur, c'est grâce aux principes de preuve qui font supposer la présence de toutes les conditions requises pour l'entrée en jeu de la règle de l'art. 2279.

Le second reproche qu'on pourrait adresser à la jurisprudence, c'est qu'on ne peut parler d'une présomption de propriété au profit du possesseur qu'au début de la procédure. Au revendiquant qui a prouvé son droit initial le possesseur oppose la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». C'est en ce moment seulement qu'une présomption de propriété peut se concevoir. Désormais et jusqu'à preuve contraire, le possesseur est présumé posséder dans les conditions voulues, en d'autres termes, il est présumé propriétaire. Les choses vont changer à la fin du procès. Ou bien le demandeur réussit à prouver l'absence d'une des conditions requises pour l'application de la règle de l'art. 2279 et dans ce cas la

présomption de propriété tombera et il n'y aura plus lieu de parler d'une acquisition de la propriété du chef de la possession, ou bien il n'y réussit pas, et dans ce cas le juge doit considérer comme existantes toutes ces conditions, et dès lors il doit déclarer le possesseur propriétaire du chef de sa possession au moins *inter partes*. Ici il n'y a plus de place pour la présomption, c'est la fonction acquisitive qui rentre en action.

De ce dernier cas, on peut rapprocher, à titre d'exemple, certaines hypothèses de responsabilité du fait d'autrui. Ce sont les cas de responsabilité du père ou de la mère, en raison du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux et ceux des instituteurs et artisans en raison du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance (art. 1384). Dans tous ces cas le père, la mère, les instituteurs et les artisans sont présumés avoir commis une faute consistant dans le manque de surveillance, et de ce chef ils sont présumés responsables. Mais ils peuvent combattre cette présomption par la preuve contraire, en démontrant qu'ils « n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité ». S'ils ne réussissent pas à faire cette preuve, ils devront être tenus comme responsables. Le juge ne peut, à la fin du procès, les condamner à des dommages-intérêts parce qu'ils sont présumés responsables, mais parce qu'ils sont déclarés responsables, du moins entre les parties.

191. — Ainsi voyons-nous que dans les rapports entre le possesseur et un tiers, la possession mobilière remplit deux fonctions différentes. Tout d'abord elle constitue une présomption de propriété au profit du possesseur qui se contente d'invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre » sans apporter encore la preuve qu'il se trouve dans ses conditions d'application. Ensuite elle fait acquérir la propriété de son seul chef si le possesseur prouve la réunion à son profit de toutes ces conditions, ou plus exactement, si son adversaire ne fournit pas la preuve de l'absence d'une d'elles.

192. — Il est à déplorer que la distinction entre ces deux fonctions n'ait jamais été nettement précisée. Pour tous ceux

qui ont eu l'occasion de traiter du rôle de la possession mobilière il y a une de ces fonctions qui absorbe complètement l'autre, au point qu'ils ne voient qu'elle.

La doctrine ne voit que la fonction acquisitive.

Elle ne s'est jamais aperçue de la fonction probatoire. Il est vrai que tous les auteurs sont unanimes pour accorder à la possession mobilière un rôle probatoire dans les rapports entre possesseurs successifs. Mais ce n'est pas de cela que nous parlons maintenant. Ce point est réservé pour le moment. La présomption de propriété dont nous parlons est établie au profit du possesseur en dehors même de toute preuve de la succession des possessions. La jurisprudence, elle, ne voit que la fonction probatoire.

193. — Il est vrai que l'intérêt pratique de cette distinction est minime. Que le juge déboute le revendiquant parce que son adversaire est déclaré propriétaire du chef de sa possession ou parce qu'il n'a pas établi la preuve contraire à la présomption de propriété que la possession fait jouer au profit du possesseur, le résultat est le même.

Il n'en est pas moins nécessaire, cependant, de préciser cette distinction. Chacune de ces deux fonctions a un objet déterminé et entre en action à une étape différente de la procédure. Tandis que la fonction probatoire se rencontre au début du procès et qu'elle a pour seul effet de renverser la charge de preuve en la mettant à l'encontre du revendiquant, la fonction acquisitive vient jouer son rôle à la fin du procès et fait acquérir le droit au possesseur. Ainsi la première n'est qu'un prélude à la seconde ; elle ne fait que faciliter sa mise en action au profit du possesseur.

194. — Voilà un nouveau rôle que joue la possession en matière mobilière. Le possesseur est présumé propriétaire jusqu'à preuve contraire.

Mais nous avons vu que cette présomption de propriété nous est fournie par une application conjuguée de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » et des principes généraux en matière de preuve. Donc elle ne peut entrer en jeu que là où cette règle peut recevoir application. Tout l'effet de notre présomption, c'est que le possesseur est devenu pro-

priétaire en vertu de la règle de l'art. 2279. Dès lors on ne peut parler d'une telle présomption là où cette règle est mise hors de cause. Or, nous avons vu que la règle de l'art. 2279, en ce sens qu'elle attribue le droit, ne s'applique que dans les rapports du possesseur avec un tiers, qu'elle ne s'applique pas au possesseur dans ses rapports avec son auteur. Dès que le demandeur établit que c'est de lui que le possesseur tient le meuble, le défendeur ne peut prétendre qu'il soit devenu propriétaire du chef de sa possession, et par mesure de conséquence ne peut prétendre présumé l'être. Dans le cas de succession des possessions, le possesseur ne peut devenir propriétaire qu'en vertu d'un titre ordinaire, une vente, une donation..., etc. Il n'y a donc pas place pour une présomption dont l'effet se limite à supposer présentes toutes les conditions d'application de la règle de l'art. 2279, puisque cette règle elle-même ne peut recevoir ici aucune application.

195. — Doit-on en conclure que le possesseur dans ses rapports avec son auteur se trouve complètement privé de toute protection spéciale, qu'on doit lui appliquer purement et simplement les principes du droit commun qui disposent que c'est à celui qui invoque un titre qu'incombe la charge de la preuve?

Une telle preuve serait en matière mobilière excessivement difficile, sinon impossible. Elle doit se faire, en effet, par écrit en principe. Or en fait de meubles, il n'est pas d'usage de rédiger un écrit. Et partant, l'application pure et simple des principes du droit commun mettrait le possesseur qui a acheté le meuble ou qui l'a reçu en donation dans une situation fort ennuyeuse. Il devrait succomber dans la majorité des cas devant la revendication d'un vendeur ou d'un donateur peu scrupuleux à qui il suffirait, pour retrouver son meuble, de nier l'existence du contrat.

C'est pour éviter ces résultats manifestement contraires à l'ordre public, que nous avons vu presque tous les auteurs et les arrêts admettre, au profit du possesseur, une présomption de titre. Même dans ses rapports avec son auteur, le possesseur n'a rien à prouver ; il est présumé posséder en vertu du titre qu'il invoque. Il est présumé avoir régulièrement acquis la propriété en vertu du titre qu'il allègue.

196. — Ainsi la possession mobilière joue-t-elle deux rôles probatoires. Ou serait-il, peut-être, plus exact de dire qu'elle joue le même rôle dans deux domaines distincts. Tout d'abord le possesseur qui tient le meuble d'un tiers est présumé être devenu propriétaire du chef de sa possession en vertu de la règle de l'art. 2279. Ensuite le possesseur qui tient directement le meuble du demandeur ou de son auteur est présumé être devenu propriétaire en vertu du titre qu'il allègue : une vente, un don, etc...

197. — Le possesseur est, de cette façon, présumé propriétaire dans tous les cas : celui où il tient le meuble d'un tiers aussi bien que celui où il tient le meuble du demandeur lui-même.

Il convient cependant de distinguer ces deux présomptions. En premier lieu, parce que la présomption établie au profit du possesseur qui tient le meuble d'un tiers fait présumer que ce possesseur est devenu propriétaire du chef de sa possession. Elle fait présumer à son profit l'acquisition de la propriété en vertu de la règle de l'art. 2279, seul mode d'acquisition concevable ici, étant donné que le possesseur a traité *a non domino*. Tandis que la présomption qui joue au profit du possesseur qui tient le meuble du revendiquant lui-même, peut faire présumer tout mode d'acquisition de propriété sauf celui que constitue la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Dans cette thypothèse, en effet, l'acquisition du chef de la possession ne peut avoir lieu.

D'autre part, nous avons vu que la présomption qui protège le possesseur qui tient le meuble d'un tiers, dérive de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre » combinée avec les principes généraux en matière de preuve ; elle a donc sa racine dans les textes mêmes. Alors que la présomption qui protège le possesseur qui tient le meuble du revendiquant n'a pas, selon nous du moins, son origine dans un texte de la loi. C'est plutôt une règle traditionnelle et jurisprudentielle.

198. — Ainsi préférons-nous étudier ces deux présomptions séparément, chacune dans un chapitre différent.

Le premier chapitre sera consacré à la présomption de propriété au profit de celui qui tient le meuble d'un tiers. Le second à la présomption de titre au profit de celui qui tient le meuble du revendiquant lui-même.

CHAPITRE PREMIER

La présomption de propriété au profit du possesseur qui tient le meuble d'un tiers.

199. — Détermination de l'hypothèse où la présomption de propriété peut entrer en jeu.
200. — Effets de cette présomption.
201. — Ses conditions d'application.
202. — Sa nature ; c'est une présomption simple.
203. — Il appartient au demandeur de la combattre par la preuve contraire ; en quoi consiste cette preuve contraire ?
204. — Effet de la preuve contraire : la mise à l'écart de la présomption de propriété ; le droit commun reprend son empire.
205. — Exceptions que doit subir la présomption de propriété.
206. — Pour réussir dans l'action en revendication, il ne suffit pas au revendiquant d'apporter la preuve contraire à la présomption de propriété, qui joue au profit de son adversaire ; il faut, en outre, que ce dernier ne soit pas devenu propriétaire par une cause de transfert autre que la possession.
207. — Il faut aussi que le revendiquant n'ait pas perdu la propriété au profit d'un possesseur intermédiaire.
208. — Le possesseur peut opposer la présomption de propriété du chef de son auteur.
209. — Conclusion.
-

199. — Précisons d'abord l'hypothèse dans laquelle nous entendons nous placer pour étudier la présomption de propriété qui protège le possesseur qui tient le meuble d'un tiers.

Nous avons dit que cette présomption dérive de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » combinée avec l'application des principes généraux en matière de preuve. Donc il faut supposer que le possesseur actuel ne tienne pas le meuble du revendiquant lui-même ou de son auteur, mais d'un possesseur intermédiaire à qui la chose n'a été transmise

qu'à titre de simple jouissance. C'est dans ce cas seulement, en effet, que la règle de l'art. 2279 en tant que règle attributive du droit peut recevoir application.

C'est donc un possesseur qui a traité avec un dépositaire, un gagiste, un locataire..., etc., qui se trouve maintenant actionné en revendication par celui qui se prétend propriétaire. Les choses se passeraient de la même façon si, à la place d'un seul possesseur intermédiaire, plusieurs s'étaient placés entre le prétendu propriétaire et le possesseur actuel, sans que l'un d'eux fût devenu propriétaire. Au lieu de traiter avec un dépositaire qui avait reçu la chose du propriétaire, le possesseur actuel a acquis l'objet d'un possesseur subséquent qui, lui-même, avait pris la chose en dépôt du premier dépositaire ou même la lui avait achetée de mauvaise foi. Dans ce dernier cas le possesseur se trouve dans la même situation que dans le premier. Dans l'un comme dans l'autre il a traité *a non domino*. Ainsi prenons-nous, pour mieux nous rendre compte de l'hypothèse, le cas le plus fréquent et le plus simple, celui d'un seul intermédiaire. C'est du dépositaire du véritable propriétaire que le possesseur actuel tient le meuble.

Il faut supposer aussi que le revendiquant a prouvé au préalable son droit. Mais pour faire cette preuve il n'est pas obligé de prouver sa propriété actuelle, de prouver que la chose lui appartenait au moment de la demande en justice. Une telle preuve lui serait pratiquement impossible. Il lui suffit d'établir qu'il était à un moment donné le propriétaire de la chose litigieuse. Dès qu'il fait cette preuve, dès qu'il prouve qu'à un moment donné il a acquis la propriété, la loi ne pourra l'obliger à prouver que ce droit de propriété, il l'a conservé jusqu'à l'introduction de sa demande en revendication. Comment, en effet, lui imposer une preuve négative de caractère indéfini, qui consisterait à établir que personne en dehors de lui n'a pu acquérir le droit de propriété qui lui avait une fois appartenu ? Il faut donc bien présumer, et cela en dehors de toute condition de maintien de la possession, que cette propriété une fois acquise, « continue à se maintenir jusqu'à preuve contraire » (1). Il suffit donc au revendiquant d'éta-

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 167.

blir qu'à un moment donné la propriété lui appartenait. Jusqu'à ce moment-là le possesseur n'a pas besoin d'invoquer une protection spéciale. Il est efficacement protégé par le droit commun, par cette double raison qu'il est défendeur et qu'*in pari causa melior est causa possidentis*.

Donc l'hypothèse dans laquelle nous nous plaçons est celle où le demandeur en revendication a déjà prouvé son droit initial et où le défendeur répond que ce droit a cessé de lui appartenir pour passer à lui défendeur en vertu de l'art. 2279. Le défendeur allègue ce fait que la propriété quoiqu'elle ait appartenu à son adversaire lui a été acquise par la suite en vertu de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

200. — Ce possesseur qui allègue l'acquisition de la propriété du chef de sa possession n'a rien à prouver. Il est constant qu'il est en possession de la chose. De sa possession découlent plusieurs présomptions qui font présumer à son avantage la réunion de toutes les conditions requises pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Dès lors il est présumé avoir acquis la propriété du chef de sa possession, en d'autres termes, il est présumé propriétaire.

201. — Comme nous le voyons, la seule condition requise pour l'application de cette présomption de propriété est le fait de la possession. Le possesseur n'a qu'à établir qu'il a la possession de la chose. Mieux, il n'a qu'à établir que le fait matériel de sa détention. La possession se compose, en effet, de deux éléments, l'un matériel : le *corpus*, l'autre intellectuel : l'*animus*. Or ce dernier se présume. Par conséquent, dès que le défendeur établit le fait de sa détention, il est présumé posséder dans les termes de la règle de l'art. 2279 ; il est présumé propriétaire du fait de sa possession.

202. — Il est évident que cette présomption de propriété ne saurait être qu'une présomption simple, capable d'être détruite par la preuve contraire. En dernière analyse elle n'est que l'ensemble, la synthèse de plusieurs présomptions moins importantes que nous fournissent les principes de preuve et dont chacune a pour objet de faire présumer l'existence au profit du possesseur d'une des conditions exigées pour l'entrée

en action de la fonction acquisitive du droit du chef de la possession. Telles sont la présomption de l'autonomie et de la régularité de la possession, celle de la bonne foi et enfin celle du juste titre. Par conséquent, la présomption générale qui naît de la réunion de toutes ces présomptions ne peut être, elle aussi, qu'une présomption *juris tantum*.

203. — Il appartient donc au demandeur de la combattre par la preuve contraire. Il va de soi que cette preuve contraire ne peut consister dans la preuve fournie par lui que le possesseur tient la chose d'un non-propriétaire, par exemple, de quelqu'un qui l'aurait reçue à titre de dépôt. Cette preuve, à supposer qu'elle soit facile à faire, et dans bien des hypothèses elle le sera, se trouverait absolument insuffisante. Elle peut, en effet, être le plus souvent assez aisément fournie. C'est que le défendeur, bien qu'il n'ait rien à établir de son chef, étant couvert par la présomption qui le protège, sera incapable, sur le terrain des faits, de se retrancher dans le silence que paraît impliquer, au premier abord, toute présomption légale. Presque toujours pareil silence serait suspect et laisserait planer le soupçon du vol ou, s'il y a eu abus de confiance, de complicité de ce dernier délit. Il faudra donc que le possesseur, à moins de circonstances qui puissent l'excuser d'avoir oublié ou même d'avoir ignoré le mode d'acquisition de l'objet, révèle de qui il tient ce dernier, on saura ainsi où, comment, de qui il l'aura acheté. On saura que son vendeur n'était pas propriétaire, que c'était peut-être un simple dépositaire. Peu importe, tant qu'on s'en tient là, on peut dire qu'il n'y a encore rien de fait, puisque d'après l'art. 2279 le seul fait d'acquérir un meuble de bonne foi suffit à en faire acquérir la propriété, même si on le tient d'un non-propriétaire. Et ce sont précisément ces conditions d'application de la règle attributive du droit du chef de la possession que la présomption dont nous parlons supposera remplies.

Pour écarter cette présomption, ce sont ces conditions elles-mêmes dont le demandeur doit établir le défaut. Il lui faudra prouver soit la précarité ou l'équivoque de la possession du défendeur, soit sa mauvaise foi, soit le défaut chez lui d'un juste titre.

Nous répétons que le seul effet de notre présomption consiste à faire présumer, au profit du défendeur, la réunion de toutes les conditions requises pour que le droit lui soit attribué en vertu de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Dès lors, il faut, pour la combattre, que le demandeur démontre l'absence de l'une de ces conditions.

204. — Dès que le demandeur prouve que son adversaire ne possède qu'à titre précaire ou qu'il est de mauvaise foi, ou enfin, du moins d'après notre thèse, que sa possession ne se base pas sur un titre ou ne se base que sur un titre nul, il écarte par là même toute possibilité d'application, à son profit, de la règle de l'art. 2279. Il établit l'impossibilité pour le possesseur d'avoir acquis la propriété du chef de sa possession. Ainsi la présomption de propriété qui le protégeait jusqu'à maintenant se trouve complètement détruite et le possesseur ne peut plus se retrancher derrière sa possession. C'est le droit commun qui reprend son empire.

205. — Il va sans dire que la présomption de propriété qui protège le possesseur qui invoque la règle de l'art. 2279 doit recevoir les mêmes exceptions que subit cette même règle, puisqu'elle n'a pour objet que de faire supposer présentes les conditions exigées pour son application. Par conséquent, aucune présomption n'est possible contre celui qui établit qu'il a perdu la chose ou qu'elle lui a été volée depuis moins de trois ans. Jusqu'à l'écoulement de ce délai toute présomption de propriété se trouvera suspendue exactement comme la règle du fond elle-même.

Ainsi le revendiquant peut écarter toute présomption de propriété en faveur de son adversaire, en établissant qu'à un moment qui ne remonte pas à plus de trois ans, il a été victime d'une perte ou d'un vol.

206. — Pour réussir dans son action en revendication contre un possesseur qui tient le meuble d'un tiers, il ne suffit donc pas au revendiquant de prouver son droit initial, de prouver qu'il était à un moment donné propriétaire ; il lui faut, en outre, établir que le possesseur n'a pu devenir propriétaire

du chef de sa possession parce qu'il n'est qu'un possesseur pour autrui, qu'il est de mauvaise foi, ou qu'il possède sans titre, ou enfin parce qu'il s'agit d'une chose perdue ou volée. S'il apporte cette preuve il réussira à détruire la présomption qui protégeait jusqu'alors le possesseur. Celui-ci ne peut plus se retrancher derrière sa possession.

Il ne serait cependant pas exact de dire que le revendiquant en fournissant cette dernière preuve doit toujours et en tous les cas obtenir gain de cause. Il n'est pas certain qu'il réussira dans sa revendication. Tout l'effet de cette preuve, c'est de détruire la présomption qui protégeait le possesseur et qui dérivait du chef de sa possession. Une fois cette présomption détruite, le possesseur perd la protection spéciale dont il était entouré. Désormais, il est soumis purement et simplement aux principes généraux du droit commun. Or dans l'hypothèse qui nous occupe le demandeur a prouvé déjà qu'il était à un moment donné propriétaire, il est donc présumé rester propriétaire jusqu'à ce que le possesseur établisse la preuve contraire. Pour qu'il soit débouté il faudra que le possesseur prouve en dehors de toute idée de possession qu'il est devenu propriétaire ou, tout au moins, que la propriété déjà démontrée au profit du demandeur a cessé d'appartenir à ce dernier.

Ce sera le cas s'il prouve que bien qu'il soit de mauvaise foi ou bien qu'il n'ait pas de titre, il est devenu propriétaire par la prescription trentenaire. Mais il faut, bien entendu, qu'il fournisse la preuve des conditions requises pour ce mode d'acquisition, c'est-à-dire une possession *animo domini* prolongée pendant trente ans.

207. — Il n'est pas nécessaire, pour repousser la revendication, que le possesseur soit devenu propriétaire. Il lui suffit d'établir que le revendiquant n'est plus propriétaire. Et cette preuve, il peut la fournir en démontrant qu'entre lui et le revendiquant s'est placé un possesseur intermédiaire à un degré quelconque, qui est devenu propriétaire du chef de sa possession. Dans ce cas le possesseur réussira à garder la chose, car il prouvera que bien qu'il soit un simple dépositaire ou en général un simple détenteur précaire, il tient le meuble du nouveau propriétaire et que le revendiquant ne l'est plus. Or,

pour triompher dans la revendication, il ne suffit pas de prouver que le possesseur actuel n'est pas propriétaire, il faut, avant tout, et au préalable, que l'on soit propriétaire. Sans doute, on n'exige pas du revendiquant la preuve de sa propriété actuelle ; il lui suffit pour la preuve préalable qui lui incombe, d'avoir établi qu'il était, à un moment donné, propriétaire. Mais si, au cours de la procédure, on établit contre lui qu'il ne l'est plus, cette preuve, destructive de la sienne, suffit à rendre son action irrecevable, sans qu'il y ait à distinguer si cette propriété, dont il se trouve désormais déchu, appartient au défendeur lui-même ou à un autre que lui (1).

« La revendication de propriété n'est pas une action, comme était l'ancienne publicienne de Rome, qui se fonde sur la préférence à établir entre deux droits opposés, ou deux possessions en conflit. S'il en était ainsi, on pourrait, en effet, être amené à dire que celui qui en prouve avoir été propriétaire, même s'il arrivait qu'il eût perdu son droit de propriété, sera toujours préféré à celui qui n'a jamais été propriétaire. Mais tel n'est pas le caractère de la revendication de propriété, qui ne se fonde pas sur un droit préférable seulement, mais sur l'existence du droit de propriété lui-même ; et encore moins, pourrait-on dire, que l'acquisition de la propriété du chef de la possession de bonne foi ne doit conférer qu'une propriété purement relative, invocable seulement par l'acquéreur lui-même et ses ayants cause à titre de propriété et non par d'autres. Ce sont là des conceptions empruntées à l'ancienne *praescriptio* du droit romain et qui n'ont plus cours en droit moderne (2). »

Donc, dans l'hypothèse où le possesseur actuel tient la chose d'un précédent possesseur devenu lui-même propriétaire en vertu de la règle « En fait de meubles possession vaut titre », le revendiquant aurait beau vouloir établir que ce possesseur n'est qu'un détenteur précaire qui ne possède pas pour lui-même mais pour le compte d'un autre, ou que ce possesseur ne possède pas en vertu d'un juste titre, sa revendication

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 175.

(2) *Idem.*

échouerait. Somme toute, le demandeur a prouvé ici que le possesseur n'est pas propriétaire, mais cela ne le regarde pas, puisqu'il est établi qu'il ne l'est plus lui-même et que la propriété appartient à un autre. Il n'a pas le droit de se substituer aux droits de ce dernier, désormais seul et légitime maître de la chose.

« Mais, pour être logique, il faudrait en dire autant du possesseur de mauvaise foi. En effet, ce possesseur malgré sa mauvaise foi ne peut être obligé d'abandonner le meuble au revendiquant du moment qu'il est prouvé que ce dernier n'est plus propriétaire. Seulement il faut remarquer qu'on ne voit pas très bien en quoi exactement pourrait, en pareil cas, consister la mauvaise foi. Car, de ce que le possesseur aurait su que son vendeur avait acheté lui-même d'un non-propriétaire et que la chose provenait d'un dépositaire par exemple, cela ne suffirait pas à le constituer de mauvaise foi, puisqu'en somme il a acheté du véritable propriétaire. Le revendiquant qui était autrefois propriétaire a cessé de l'être. Celui qui a acheté de son dépositaire l'est devenu. Et c'est ce nouveau propriétaire qui vend au possesseur actuel, lequel est instruit de la provenance de la chose. Peu importe. Ce possesseur actuel sait, en effet, que la chose est sortie du patrimoine de l'ancien propriétaire par suite d'un abus de confiance, mais comme au cours de ses transferts successifs, la chose est parvenue aux mains d'un acquéreur de bonne foi qui en est devenu propriétaire, le possesseur qui l'achète de ce dernier, ayant conscience d'acheter du propriétaire, ne peut jamais être de mauvaise foi.

« Pour qu'il en fût autrement, il faudrait donc qu'il eût soupçonné son auteur d'avoir connu la provenance de la chose et d'avoir été lui-même de mauvaise foi, de telle sorte qu'il ne l'eût pas considéré comme légitime propriétaire. Il est sans doute de mauvaise foi. Mais cette mauvaise foi vient d'une erreur de sa part. Il est établi au cours du procès que celui de qui il avait acheté l'objet en était parfaitement devenu propriétaire, ayant été de bonne foi lorsque lui-même l'avait acquis (1). » Dans ce cas le possesseur, malgré sa mauvaise foi,

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 176-177.

devient propriétaire car le droit de propriété lui est transféré par le contrat lui-même, et dès lors il n'a pas besoin de se prévaloir de l'art. 2279 et par suite sa mauvaise foi ne peut jouer ici aucun rôle.

Ainsi cette hypothèse ne peut nous intéresser. La seule hypothèse qui puisse nous intéresser, c'est celle où le possesseur n'est pas devenu propriétaire à cause de sa mauvaise foi et où, en dépit de cette mauvaise foi, il peut résister victorieusement à la revendication de l'ancien propriétaire qui vient de perdre son droit au profit d'un possesseur intermédiaire. Cette hypothèse peut se rencontrer dans l'exemple suivant : A met un objet en dépôt chez B qui le vend à C, acheteur de bonne foi. C donne de nouveau l'objet en dépôt à D qui le vend à E qui est un tiers de mauvaise foi. A revendique contre E et prouve que ce dernier a acheté sciemment d'une personne qui n'était pas propriétaire. Incontestablement E est de mauvaise foi vis-à-vis de C, possesseur intermédiaire qui est devenu propriétaire du chef de sa possession de bonne foi. Mais C n'est pas partie au procès qui se déroule exclusivement entre A, propriétaire originaire, et E, possesseur actuel. Dira-t-on que la mauvaise foi de ce dernier n'était pas dirigée contre le revendiquant actuel, mais contre un possesseur ultérieur devenu propriétaire à sa place ? Peu importe, cette relativité toute personnelle n'est pas une condition intrinsèque d'existence en matière de mauvaise foi. Celle-ci existe dès qu'on a su qu'on ne pouvait pas devenir propriétaire, quel que soit celui que l'on ait pris pour légitime propriétaire. Il n'en résultera pas moins que ce possesseur, même de mauvaise foi, pourra répondre au revendiquant, en objectant que sa demande n'est pas fondée, du moment qu'elle ne s'appuie plus sur une propriété actuelle.

208. — Le possesseur actuel peut donc repousser l'action en revendication, ou bien en prétendant être devenu lui-même propriétaire, et dans ce cas il bénéficiera d'une présomption de propriété, ou bien en alléguant que la propriété déjà démontrée au profit du revendiquant a cessé de lui appartenir en se fixant sur la tête d'une tierce personne.

Nous supposons maintenant que, pour une raison ou pour une autre, le défendeur ne puisse opposer de son chef la pré-

somption de propriété, ou, ce qui revient au même, que cette présomption de propriété une fois invoquée ait été détruite par la preuve contraire. Il ne lui reste, pour repousser la revendication, à supposer qu'il n'ait pas acquis la propriété par la prescription, qu'à établir que le droit de propriété a été acquis par un possesseur intermédiaire et a cessé par là même d'appartenir au revendiquant. Or, le possesseur intermédiaire pourrait, s'il intervenait au procès, invoquer la présomption de propriété. Il serait présumé avoir acquis la propriété du chef de sa possession. Dès lors, le possesseur actuel peut invoquer cette présomption du chef de son auteur. Il peut dire au revendiquant : « S'il est établi que je n'ai pu devenir propriétaire, mon auteur qui est un possesseur intermédiaire, l'est devenu du chef de sa possession et par conséquent vous ne l'êtes plus. »

Le possesseur peut donc opposer la présomption de propriété, non seulement de son chef, mais aussi du chef de son auteur.

Là encore, bien entendu, il y a lieu de faire les mêmes réserves et de prévoir les mêmes exceptions. C'est ainsi que le demandeur peut prouver que le possesseur intermédiaire dont on invoque la possession n'était pas dans les conditions exigées pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » et, partant, qu'il n'est pas devenu propriétaire. S'il arrive à fournir cette preuve, il écartera la présomption de propriété dont on prétend faire bénéficier le possesseur intermédiaire.

Mais, ces réserves faites, si le demandeur n'a aucune exception à alléguer contre la possession du précédent possesseur, ou si, une fois cette exception alléguée, il n'en fournit pas la preuve, il devra subir la présomption qui en ressort et, bien qu'il ait établi avoir été propriétaire, accepter qu'il ne le soit plus, au moins aux yeux de la loi. Sa preuve ainsi détruite, son action sera écartée, bien que le défendeur ne soit pas devenu lui-même propriétaire.

CONCLUSION.

269. — Telle est la présomption de propriété, que l'on peut tirer de la règle de l'art. 2279 combinée avec les principes géné-

raux de preuve, au profit du possesseur qui tient le meuble d'un tiers. Ce possesseur est présumé avoir acquis la propriété en vertu de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Mais ce n'est qu'une présomption simple que le demandeur peut détruire en prouvant que son adversaire n'est qu'un détenteur précaire, ou qu'au moment où il avait reçu possession il n'avait été qu'un acquéreur de mauvaise foi recevant tradition d'un non-propriétaire et le sachant, ou enfin qu'il n'avait pas de titre translatif de propriété. Si le demandeur arrive à fournir cette preuve, le possesseur se verra enlever la protection spéciale qui lui accordait sa possession ; il sera soumis purement et simplement aux principes du droit commun, à moins qu'il n'invoque la présomption de propriété du chef d'un précédent possesseur.

CHAPITRE II

La présomption de titre au profit du possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble.

GÉNÉRALITÉS.

210. — On ne peut tirer de la règle de l'art. 2279 aucune protection spéciale au profit du possesseur dans ses rapports avec son auteur.
211. — Inconvénients d'une application pure et simple des principes généraux en matière de preuve.
212. — Nécessité de faire découler de la possession une protection spéciale en faveur du possesseur.
213. — Cette protection ne peut exister que sur le terrain de la preuve.
214. — On s'accorde à faire dériver de la possession une présomption de titre en faveur du possesseur ; celui-ci est présumé avoir acquis la propriété en vertu du titre qu'il allègue.
215. — La différence, quant à la situation du possesseur, entre les meubles et les immeubles.
216. — Impuissance des principes généraux à justifier la présomption de titre ; celle-ci constitue une règle exorbitante, une faveur spéciale attachée à la possession mobilière.
217. — Le siège législatif de la présomption de titre ; elle doit être attachée à la tradition et à la jurisprudence plutôt qu'à la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».
218. — Plan du chapitre.
-

210. — Dans le précédent chapitre, nous avons supposé que le possesseur tenait le meuble d'une personne autre que le revendeur. Dans ce cas, il peut opposer à la revendication de celui qui a déjà, et au préalable, établi son droit, la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

Il est possible, en effet, qu'il ait acquis le droit de propriété du chef de sa possession. Et une fois cette règle invoquée, la

charge de la preuve se trouvera renversée. Le possesseur n'aura désormais rien à prouver ; il sera présumé posséder dans les conditions de la règle de l'art. 2279, en d'autres termes, il sera présumé avoir acquis la propriété du chef de sa possession. Tel est le mécanisme avec lequel nous sommes arrivé à établir la fonction probatoire de la possession au profit de celui qui tient le meuble d'un tiers, c'est-à-dire d'une personne autre que le revendiquant.

Dans le présent chapitre les choses ne peuvent se passer de même. Nous supposons ici un rapport de succession immédiate entre la possession du demandeur et celle du défendeur. Il est établi, par la preuve fournie par le revendiquant, ou par l'aveu même du possesseur, aveu spontané ou provoqué, que c'est du revendiquant lui-même ou de son auteur que le possesseur tient la chose. Or, nous avons vu que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne peut en tant que règle attributive de droit, s'appliquer au profit du possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble. Dans ce cas la possession est incapable d'attribuer la propriété de son seul chef et par conséquent il n'est pas possible au possesseur de prétendre profiter d'une présomption dans le genre de celle que nous avons étudiée dans le dernier chapitre. Une telle présomption suppose l'éventualité d'une acquisition de la propriété du chef de la possession. Or, une pareille acquisition est ici impossible.

Ainsi ne pouvons-nous tirer de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » entendue dans le sens d'une règle attributive du droit, aucune protection spéciale au profit du possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble (1). Ce possesseur ne pouvait acquérir le droit de propriété du chef de sa possession. Pour l'acquérir, il lui fallait un titre autre que celle-ci, une vente, une dotation....., etc. Or, les principes du droit commun en matière de preuve imposent à celui qui allègue un titre, la charge de le prouver.

(1) Marcadé, *Commentaire théorique et pratique de la prescription* sous l'art. 2280, p. 251 ; — Note Planiol sous Aix, 3 févr. 1902, précitée ; — Cligny, « De la preuve des dons manuels », *Thèse Paris* 1907 ; — Planiol, Ripert et Trasbot, t. V, « Les Donations ».

211. — Pour repousser l'action en revendication, le possesseur doit démontrer que la propriété, une fois établie au profit du revendiquant, lui a été transférée par la suite. Pour cela, il lui faut un titre de transfert, autre que celui que constitue la règle de l'art. 2279, celle-ci étant sans application, là où il y a un rapport de succession immédiate des possessions. La propriété ne pouvait lui être transférée qu'en vertu d'une vente, d'une donation, d'un échange, etc... S'il invoque un de ces titres, il devra en établir l'existence ; s'il prétend que le droit de la propriété lui a été transféré par une vente ou une donation, ce sera à lui d'établir le bien-fondé de ses prétentions.

Et ce titre, comment le possesseur peut-il le prouver ? Le droit commun lui impose de fournir un écrit toutes les fois que la valeur de l'objet litigieux dépasse 500 francs, à moins qu'il n'y ait un commencement de preuve par écrit. Ainsi pour repousser l'action de son auteur, le possesseur doit fournir un écrit dans la majorité des cas.

Or, il n'est pas d'usage de rédiger un écrit pour constater les transactions mobilières. La multiplicité de ces transactions et la rapidité avec laquelle elles s'accomplissent s'y opposent.

Ainsi l'application pure et simple des principes du droit commun mettrait l'acquéreur dans une situation fort ennuyeuse ; il se trouverait à la merci de son auteur dont une simple dénégation suffirait pour le priver du droit qu'il avait acquis. Il suffirait, en effet, à un vendeur ou à un donateur malhonnête, pour reprendre la chose déjà vendue ou donnée, d'affirmer qu'il ne l'a livrée qu'à titre de dépôt ou de location.

212. — Il est évident qu'on ne pouvait laisser le possesseur dans une situation si dangereuse. On ne pouvait permettre qu'il fût victime d'une rigueur aussi excessive des principes généraux qui s'accordent peu, d'ailleurs, avec la pratique des affaires. Normalement, celui qui achète ou qui reçoit en donation un meuble, se sentant protégé par sa possession, n'exige pas un écrit de son auteur en vue d'un litige éventuel. Dès lors, l'obliger à fournir une preuve écrite lui causerait un

grand préjudice. Cela faciliterait, consoliderait même les revendications frauduleuses des aliénateurs peu scrupuleux.

On pourrait être tenté de dire que l'acquéreur pouvait se ménager une preuve préconstituée en vue d'un éventuel différend avec son auteur et que s'il succombe maintenant devant la revendication de ce dernier, faute d'en avoir constitué une, c'est qu'il n'était pas clairvoyant, et que, partant, il n'a à s'en prendre qu'à lui-même. Ce raisonnement, qui serait complètement fondé s'il s'agissait d'un immeuble, n'est pas juste en matière mobilière. Il n'est pas toujours loisible, en effet, de rédiger un écrit pour constater les aliénations des meubles. La fréquence de celles-ci et l'extrême rapidité avec laquelle elles s'accomplissent et doivent s'accomplir de plus en plus ne le permettent pas.

C'est ainsi qu'on a voulu, depuis très longtemps, secourir ce possesseur dans le débat qui l'oppose à son auteur. Depuis l'ancien droit français on s'est posé la question de savoir si la possession peut, ici encore, venir en aide à son titulaire et lui offrir la protection dont il a besoin.

213. — Il est clair que cette protection ne peut exister que sur le terrain de la preuve. Dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble, le possesseur ne peut acquérir la propriété du chef de sa possession. L'acquisition de la propriété du chef de la possession n'a pour objet que de couvrir le défaut de droit chez l'aliénateur. C'est dans ce cas seulement que le possesseur a un intérêt légitime à se voir attribuer la propriété du chef de sa possession, autrement il serait victime d'une erreur qui s'imposait à lui et à laquelle il ne pouvait échapper. Dans l'hypothèse qui nous occupe, il n'y a pas d'erreur dans laquelle le possesseur est invinciblement tombé. Il est certain que l'aliénateur était le vrai propriétaire de la chose, ou, du moins, la question ne fait pas l'objet du débat. Et si le possesseur a été vraiment mis en possession en vertu d'un contrat translatif, ce contrat serait complètement efficace et capable, à lui seul, de lui attribuer la propriété sans nécessité d'aucune aide étrangère. Seulement, le possesseur est en difficulté pour établir l'existence de ce contrat. En vertu du droit commun, la charge de cette preuve lui incomberait. Ce serait à lui de prouver

l'existence du titre qu'il allègue. Et cette preuve devrait, du reste, se faire par écrit, en principe. Peut-il recourir à sa possession et lui demander de le dispenser de ce lourd fardeau.

Si, là où il y a un rapport de succession immédiate des possessions, la possession ne peut faire attribuer, de son chef, la propriété au possesseur, peut-elle au moins, faciliter la preuve de cette propriété à son profit ?

214. — Telle est la question principale qui se pose. Nous savons déjà la réponse que lui donne la presque unanimité de la doctrine et de la jurisprudence. Nous avons vu, en effet, qu'à part quelques idées personnelles, les auteurs et les arrêts s'accordent pour faire dériver de la possession une fonction probatoire au profit du possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble. Ce possesseur est réputé avoir acquis la chose en vertu du titre translatif qu'il allègue. Désormais il n'a, pour répondre à la revendication de son auteur, qu'à opposer sa possession. Celle-ci constitue à son profit une présomption de titre. Il est présumé, jusqu'à preuve contraire, avoir acquis la propriété en vertu d'un titre parfait.

Pour réussir dans son action en revendication contre le possesseur actuel, le demandeur ne saurait donc se contenter d'établir son droit initial, de démontrer qu'il était, à un moment donné, propriétaire ; il doit prouver, en outre, que son adversaire ne l'est pas devenu après coup.

215. — Il faut saisir la différence qui sépare, au point de vue qui nous occupe, les meubles des immeubles. En matière immobilière, dès que le revendiquant a prouvé son droit initial, dès qu'il a démontré qu'il était à un moment donné propriétaire, la charge de la preuve se trouvera déplacée. Ce sera au possesseur de prouver que la propriété, une fois établie au profit du revendiquant, a cessé d'appartenir à ce dernier et dans la majorité des cas il ne pourra faire cette preuve qu'en établissant qu'elle lui a été transférée (1). C'est au possesseur de

(1) Civ. 9 nov. 1893, D. P. 94. I. 399 ; — Cf. Planiol et Ripert : *Traité élémentaire de droit civil*, t. I, 2^e éd., n^o 2286, p. 754-755 ; — Pacilly, « Le Don manuel », *Thèse Caen* 1936, n^o 158, p. 398.

prouver l'existence de son titre, une fois établi celui de son adversaire.

Il n'en va pas de même lorsqu'il s'agit de meubles. Même après la démonstration du titre du revendiquant, le possesseur se trouvera exempté de toute preuve. Il pourra se retrancher encore derrière sa possession. Grâce à celle-ci, il est présumé avoir acquis le meuble en vertu d'un titre parfait. Ce sera au revendiquant de combattre cette présomption en démontrant que son adversaire n'a pas de titre.

216. — Telle est la protection dont la possession mobilière entoure son titulaire dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble. Nous avons vu, en étudiant le rôle de la possession mobilière en général, que cette protection, on ne peut la faire résulter des principes généraux du droit commun. Ceux-ci sont impuissants à accorder au possesseur une protection si efficace et si énergique. Nous avons examiné à cette fin l'idée de la présomption de propriété attachée à toute possession, celle de la bonne foi, celle du délit et enfin celle de la précarité et nous avons démontré leur incapacité (1). La présomption du titre que la possession offre au possesseur dans ses rapports avec son auteur constitue, à notre avis, une règle exorbitante au droit commun ; c'est une faveur singulière accordée à la possession des meubles, vu leur nature spéciale.

217. — Nous nous sommes demandé ensuite quel est le siège législatif de cette présomption de titre. Nous avons vu, à ce propos que tous les auteurs et les arrêts, sans exception, la rattachent à l'art. 2279 faute d'en trouver un autre. D'après cette opinion, la règle « En fait de meubles possession vaut titre » aurait deux sens. Tout d'abord dans les rapports du possesseur avec un tiers, elle signifie que la possession attribue de son chef la propriété. Ensuite dans les rapports du possesseur avec son auteur, elle signifie que la possession constitue au profit du premier une présomption de titre.

En réalité, la concision extrême de cette règle peut prêter à une telle interprétation. D'ailleurs, Bourjon, à qui elle a été empruntée, s'en servait dans les deux sens. Il lui donnait tan-

(1) Voir *supra* n° 15 et suivant.

tôt un rôle attributif de propriété, tantôt un rôle simplement probatoire. Cependant nous n'avons pas caché que cette solution ne pouvait nous satisfaire car elle est manifestement contraire à toute saine méthode d'interprétation, une seule phrase ne pouvant avoir qu'une seule signification. Dire que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » signifie que la possession fait acquérir le droit au possesseur dans ses rapports avec un tiers et que la même règle signifie que, dans les rapports du possesseur avec son auteur, la possession ne fait que constituer une présomption de titre, voilà ce que nous ne saurions nous assimiler facilement. Une seule règle ne doit signifier qu'une seule chose.

D'ailleurs, on peut tirer de l'ancien droit un argument contre l'idée qui rattache la présomption de titre à la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Nous avons déjà expliqué ce point et nous jugeons inutile d'y revenir. C'est ainsi qu'il nous a semblé préférable de rattacher la présomption de titre à la tradition et à la jurisprudence. C'est une règle traditionnelle et jurisprudentielle, plutôt qu'une règle législative.

Rappelons-nous seulement que cette discussion n'a qu'un intérêt minime, du moins au point de vue pratique. Tout le monde reconnaît maintenant que la possession constitue, dans les rapports des possesseurs successifs, une présomption de titre. C'est là le point capital. Peu importe que cette règle dérive de l'art. 2279 ou d'une autre source. L'essentiel est qu'elle est aujourd'hui incontestée, que les tribunaux l'appliquent de la manière la plus formelle et qu'elle fait partie, en conséquence, de l'édifice juridique français.

218. — Une étude scientifique de la présomption de titre exige qu'on détermine tout d'abord les cas où le possesseur peut avoir intérêt à l'invoquer, ensuite les conditions auxquelles elle peut être invoquée et enfin la nature et l'étendue de la protection qu'elle offre au possesseur. Et, comme dans la pratique notre présomption présente une importance capitale et reçoit une application de plus en plus constante dans le domaine des dons manuels, nous jugeons qu'il n'est pas sans intérêt de consacrer une dernière étude à son application en cette matière.

D'où le présent chapitre sera divisé en quatre sections : la première sera consacrée aux hypothèses dans lesquelles le possesseur peut avoir intérêt à invoquer la présomption de titre ; la deuxième aux conditions auxquelles est subordonnée son entrée en action ; la troisième à la nature et à l'étendue de la protection possessoire qui en découle ; la quatrième enfin à son application pratique en matière de dons manuels.

SECTION I. — CAS OU LE POSSESSEUR A INTÉRÊT D'INVOQUER LA PRÉSUMPTION DE TITRE.

219. — Il faut qu'il s'agisse des rapports entre possesseurs successifs.

220. — Il faut que le revendiquant ait démontré sa propriété.

221. — Il faut en outre que la nature du rapport entre le revendiquant et le possesseur soit contestée.

222. — Si ces conditions sont établies, la présomption de titre sera seule capable de protéger le possesseur.

223. — Quelques arrêts recourent cependant, pour cette protection, à d'autres considérations.

219. — Rappelons, tout d'abord, que nous sommes ici dans le domaine des relations entre possesseurs successifs. Nous supposons donc que le demandeur ait fait la preuve que le possesseur tient la chose de lui, ou, ce qui revient au même, que ce point ait été l'objet d'un aveu de la part de ce dernier. Celui-ci avouera, d'ailleurs, d'autant plus facilement tenir la chose du demandeur qu'en le niant il laisserait planer sur lui les soupçons d'un vol ou d'un détournement, ce qui entacherait la possession d'équivoque (1) et nous verrons tout à l'heure quel parti on pourrait tirer contre lui de cette attitude.

220. — Mais il ne suffit pas que le possesseur soit actionné par celui qui lui a livré directement le meuble, pour qu'il éprouve le besoin de la présomption de titre.

(1) Saunier, « De l'application de l'art. 2279 dans les rapports entre auteur et ayant cause », *Thèse Paris*, 1907.

Il faut, en outre, que son adversaire prouve son droit initial. Certes, nous verrons, par la suite, que pour cette preuve le revendiquant peut opposer sa possession qui est déjà établie, puisque c'est de lui que le défendeur tient la chose. Cette possession constitue à son profit une présomption de propriété. Mais il n'y a là qu'une présomption simple que le défendeur peut détruire en démontrant que son auteur n'était pas propriétaire, en dépit de l'apparence. S'il fournit cette preuve, il réussira à faire repousser la revendication sans avoir besoin d'autre chose que des principes du droit commun qui exigent, pour le succès de cette action, que le revendiquant soit propriétaire. Il est à remarquer seulement que le revendiquant ne se trouve pas ici nécessairement désarmé ; il se peut qu'il soit créancier de la restitution alors qu'il n'est pas propriétaire, c'est le cas du locataire qui sous-loue le meuble ou d'un dépositaire qui, à son tour, dépose le meuble chez une tierce personne. Dans cette hypothèse le demandeur peut agir avec l'action personnelle. Mais, en ce qui concerne cette dernière action, la charge de la preuve lui incombe, car l'action personnelle suppose une obligation ; or, celle-ci ne se présume pas, c'est à celui qui s'en prévaut d'en établir l'existence. Ainsi il nous apparaît que, de toute façon, le possesseur n'a besoin de recourir à la protection spéciale que lui offre la possession que là où la propriété initiale de son auteur est établie, ou, tout au moins, là où elle n'est pas contestée. Jusqu'alors il est protégé par l'application pure et simple du droit commun.

221. — Il faut remarquer, en outre, que nous nous trouvons ici sur le terrain de la preuve. La possession fait présumer, au profit du possesseur, l'existence d'un titre translatif. Il faut donc que la nature même du rapport entre le revendiquant et la personne qui tient la chose de lui, fasse l'objet d'une contestation. Le revendiquant prétend n'avoir livré la chose qu'à titre de jouissance, alors que le possesseur affirme l'avoir reçue à titre de propriétaire. C'est là seulement qu'il peut y avoir lieu de faire rentrer en action la présomption de titre. C'est là uniquement que la possession peut être appelée à jouer son rôle probatoire pour mettre fin provisoirement au débat qui oppose les deux adversaires.

Mais si la nature du titre en vertu duquel la chose est passée aux mains du possesseur n'est pas contestée, si les parties sont d'accord pour reconnaître qu'il y a eu entre elles un véritable titre translatif, mais que l'ancien possesseur en plaide la nullité, la présomption de titre ne pourra s'appliquer. Cela va de soi, car la possession ne fait ici que présumer au profit de son titulaire l'existence d'un titre translatif. Or, celle-ci n'est pas contestée.

L'hypothèse où l'on a intérêt à recourir à la présomption de titre est donc bien précisée. C'est celle où le revendeur a prouvé qu'il était à un moment donné propriétaire de la chose et que c'est de lui que le défendeur tient le meuble, sans que les parties soient d'accord sur la nature du rapport qui les unit.

222. — Si ces faits sont établis, les principes du droit commun se trouveront absolument incapables de secourir le possesseur qui devrait prouver son titre en bonne et due forme. Il n'y a que la notion de la présomption de titre qu'on fait dériver de la possession qui puisse lui offrir une protection capable de lui éviter le danger d'être dépouillé sans droit.

La doctrine et la jurisprudence, dans leur ensemble, ont bien compris cette idée. Dans l'hypothèse ci-dessus précisée, elles ne recourent qu'à la présomption de titre qu'elles rattachent, comme nous l'avons vu, à l'art. 2279. Elles jugent que cette présomption est seule capable de venir en aide au possesseur.

223. — Nous avons trouvé, cependant, quelques arrêts qui semblent vouloir protéger le possesseur en recourant à d'autres considérations. C'est ainsi que la Cour de Nancy (1), dans un arrêt rendu à propos d'une action intentée par un héritier contre un possesseur qui prétendait avoir reçu la chose en vertu d'un don manuel que lui avait consenti le défunt, déclare, « considérant qu'il résulte des documents de la cause que P... possède des valeurs mobilières ayant appartenu à la dame G., valeurs qu'il soutient lui avoir été remises par celle-ci, à titre de don manuel, un ou deux jours avant sa mort, que cette pos-

(1) Nancy, 8 février 1873, D. P. 73.II.25.

session constante créée à son profit non pas sans doute une présomption *juris et de jure*, mais une présomption *juris tantum* qui doit lui suffire tant qu'elle n'a pas été détruite par une preuve contraire, laquelle est évidemment à la charge de l'héritier, par cette triple raison qu'il figure en qualité de demandeur au procès, qu'en fait de meubles la possession vaut titre, et que *in pari causa melior est causa possidentis*.

De ces trois raisons il n'y a que la règle « En fait de meubles possession vaut titre » dans le sens d'une présomption de titre, qui soit vraiment concluante. En effet, l'avantage attaché à la qualité de défendeur s'évanouit dès que le demandeur prouve son titre. Quant à la maxime *in pari causa melior est causa possidentis*, elle suppose que les deux adversaires sont dans des situations semblables. C'est dans ce cas seulement qu'elle donne la préférence au possesseur. Or, dans notre hypothèse les parties ne sont pas dans des pareilles situations, puisque le demandeur a déjà établi son droit initial de propriété (1).

SECTION II. — CONDITIONS D'APPLICATION DE LA PRÉSUMPTION DE TITRE.

224. — Comment la question se pose entre les possesseurs successifs.
225. — De droit commun la charge de la preuve incomberait au possesseur ; conséquence fâcheuse qui en résulterait.
226. — C'est pour éviter cette conséquence qu'on fait découler de la possession une présomption du titre au profit du possesseur actuel.
227. — Les dangers qui résulteraient pour l'ancien possesseur d'une application rigoureuse de cette présomption.
228. — La jurisprudence, pour sortir de l'impasse, recourt à une mesure de conciliation entre les intérêts de l'ancien possesseur et ceux du possesseur actuel ; celui-ci n'est protégé par la présomption de titre que là où sa possession rend vraisemblable l'existence de titre qu'il allègue.

(1) Voir aussi l'arrêt de la Cour de Paris, du 19 décembre 1871 rapporté par M. Bressolles dans son traité, *Théorie et pratique des dons manuels*, n° 251. Cet arrêt entend protéger le prétendu donataire tant que par sa qualité de défendeur que par sa qualité de possesseur.

229. — C'est partant de ce principe qu'on arrive à soumettre la présomption de titre à certaines conditions.
230. — Enumération de ces conditions.
231. — Exclusion de la bonne foi comme condition de la présomption de titre.
232. — Comment explique-t-on l'exigence des conditions auxquelles la présomption de titre est subordonnée ; il faut se placer en dehors de l'art. 2279 ; c'est aux motifs de la présomption de titre qu'il faut s'attacher.
233. — Conditions auxquelles est subordonnée la présomption de titre :
 1° Il faut qu'il s'agisse d'un meuble qui se transmet de la main à la main sans aucune formalité.
234. — 2° il faut que le défendeur ait la possession du meuble.
235. — Il n'est pas nécessaire que la possession soit réelle dans le sens de la réalité exigée à propos de la fonction acquisitive.
236. — Appréciation souveraine du juge de fait.
237. — C'est à celui qui invoque la présomption de titre d'établir qu'il a la possession de la chose.
238. — 3° Il ne faut pas que la possession ait une origine précaire.
239. — Justification de cette condition.
240. — Confusion commise par certains arrêts entre la précarité et l'obligation personnelle de restituer.
241. — A qui incombe la charge de prouver la précarité.
242. — Comment se fait cette preuve.
243. — Difficulté de la preuve de la précarité.
244. — Certains auteurs recourent à l'idée du délit pour permettre au demandeur de prouver la précarité de son adversaire par tous les moyens ; réfutation de cette idée.
245. — Tendance de la jurisprudence de confondre la précarité et l'équivoque.
246. — 4° Il ne faut pas que la possession ait une origine délictuelle
247. — Justification de cette condition.
248. — A qui incombe la charge de prouver l'origine délictuelle de la possession.
249. — Comment cette preuve peut-elle se faire ?
250. — Il n'est pas nécessaire, pour écarter la présomption de titre, que le fait de détournement soit positivement établi ; il suffit que les faits allégués soient de nature à y faire penser.
251. — S'il advient que le fait de détournement fasse l'objet d'une poursuite pénale, dans quelle mesure le juge civil sera-t-il lié par le jugement du tribunal répressif ?
252. — 5° Il faut que la possession soit exempte des vices et surtout du vice d'équivoque.
253. — Justification de cette condition.

254. — En matière mobilière, les vices de la possession ne peuvent être envisagés dans le même sens ni être soumis aux mêmes règles qu'en matière immobilière.

255. — Détermination des vices de la possession :

a) La violence.

256. — b) La clandestinité ; en quoi consiste ce vice ?

257. — Confusion de la clandestinité et de l'équivoque.

258. — c) L'équivoque ; importance de cette notion.

259. — Justification de l'exigence d'une possession non équivoque.

260. — A quels principes faut-il rattacher la notion d'équivoque.

261. — Nécessité d'exiger une possession non équivoque.

262. — Qu'entend-on par cette notion ? Il y a équivoque toutes les fois que les circonstances de la cause rendent invraisemblable l'existence du titre allégué par le défendeur.

263. — On peut ramener ces circonstances à trois ordres de faits différents :

1) Les relations particulières entre les parties.

264. — 2) Les actes et l'attitude de l'ancien possesseur.

265. — 3) Attitude du possesseur actuel.

266. — La question de possession équivoque se pose le plus souvent après la mort de l'ancien possesseur ; rien ne l'empêche cependant de se poser du vivant de ce dernier.

267. — Il appartient au juge du fait d'apprécier souverainement si la possession est ou non entachée d'équivoque.

268. — Utilité de la notion d'équivoque.

269. — Supériorité du système français sur le système allemand qui ne connaît pas la ressource d'équivoque.

270. — Le système français n'a pas été cependant à l'abri des critiques ; on lui a reproché d'être empirique et d'aboutir à l'arbitraire des juges ; exagération de ces reproches.

271. — On peut à juste raison reprocher au système français la propension trop grande que les tribunaux manifestent à infirmer la possession du défendeur.

272. — Preuve des vices de la possession. A qui incombe la charge de les prouver ? Réfutation de la thèse qui impose au possesseur la charge de la preuve, c'est à son adversaire d'établir les vices qu'il allègue.

273. — Conclusion.

224. — Nous savons maintenant comment la question se pose entre les possesseurs successifs. L'ancien possesseur a prouvé son droit initial et le fait de la succession ou, du moins, de la juxtaposition des possessions, ou ce qui revient au même, ces deux faits n'ont pas été contestés par le défendeur. Il est

établi que c'est du revendeur lui-même ou de son auteur que le possesseur tient la chose. Mais là s'arrête le domaine des faits établis entre les parties. On ne sait pas comment, pour quelle raison et à quel titre la chose est passée de l'une à l'autre. Le revendeur prétend que cela n'était qu'à titre de jouissance, à titre de dépôt, de location, de mandat, etc..., alors que le défendeur affirme que la chose lui a été livrée à titre de propriétaire, parce qu'elle lui a été vendue ou donnée. Devant ces prétentions contradictoires, le juge se trouve forcément dans l'embarras. De droit commun, il devrait donner raison à l'ancien possesseur qui a établi, au préalable, son droit. Une fois démontrée la propriété de ce dernier, ce serait au possesseur d'établir qu'elle a cessé de lui appartenir. Et dans notre hypothèse, le possesseur prétend non seulement que la propriété a cessé d'appartenir à son adversaire, mais aussi que cette cessation s'est effectuée à son profit, c'est-à-dire que la propriété lui a été transmise. Or, c'est à celui qui invoque un fait d'en établir l'exactitude.

C'est le problème qui se pose constamment après décès, lorsque l'héritier trouve entre les mains d'un tiers des choses ou des valeurs mobilières qui appartenaient à son auteur actuellement décédé. La preuve de la succession directe entre les deux possessions est presque toujours facile à faire. Elle est même rarement contestée par le possesseur actuel. Sinon il laisserait planer sur lui des soupçons de vol ou de détournement. Le plus souvent il avoue que la chose lui a été livrée par le défunt, mais ajoute que cette livraison a eu lieu dans le but de le gratifier. A l'appui de son dire il ne fournit aucune preuve positive. D'où on peut penser que cette livraison n'a eu lieu qu'à titre précaire ou même qu'il n'y avait aucune remise volontaire et que le possesseur prétendu donataire s'est emparé frauduleusement de la chose. Tous ces faits sont possibles. Alors que doit-on faire ? Légalement doit-on présumer que le détenteur actuel a reçu les meubles en propriété à titre de don manuel, qu'il les a reçus à titre précaire, en dépôt, par exemple, ou qu'il les a simplement détournés ?

225. — Si l'on s'en tient rigoureusement aux principes généraux on devra mettre la charge de la preuve à l'encontre

du possesseur. En effet, celui-ci invoque un don manuel. Or, c'est à celui qui invoque un titre de l'établir.

Telle est la solution que nous offre le droit commun. Nous en connaissons déjà les fâcheuses conséquences. En effet, en matière mobilière, on n'a pas l'habitude de dresser un écrit en vue d'un éventuel conflit. Or, ce mode de preuve est nécessaire, en principe. La preuve testimoniale elle-même, dans les cas où elle peut être accueillie, n'est pas toujours possible. Il arrive très souvent, en effet, que les transactions portant sur des meubles s'accomplissent en l'absence des témoins. C'est surtout le cas des dons manuels. C'est un mourant qui, voulant récompenser une personne pour les soins et l'affection qu'elle lui a prodigués dans sa dernière maladie, lui donne des valeurs mobilières ou des bijoux hors la présence de toute autre personne. Ainsi il est le plus souvent difficile, sinon impossible au possesseur de prouver le titre qu'il allègue. Et partant il devrait succomber devant la revendication frauduleuse ou, du moins, injustifiée de son auteur.

226. — C'est pour éviter cette fâcheuse conséquence qu'on a pensé à lui venir en aide. Depuis l'ancien droit français on suppose à son profit l'existence d'un titre translatif. Maintenant la question n'est point douteuse. Tout le monde, aussi bien dans la doctrine que dans la jurisprudence, s'accorde pour faire découler de la possession du défendeur une présomption de titre à son profit. Contrairement aux principes du droit commun, il n'a pas à justifier le titre qu'il allègue autrement que par sa possession. Il a la possession, cela lui suffit, provisoirement tout au moins ; il n'a rien à établir ; la charge de la preuve se trouve déplacée. Désormais il appartiendra au revendiquant d'établir, outre la présence de son titre, l'absence de celui de son adversaire.

Tel est le rôle de la possession mobilière dans les rapports entre possesseurs successifs.

227. — Mais le plus souvent la preuve de l'absence de titre chez le possesseur est, elle aussi, bien difficile à fournir par le revendiquant, surtout si le litige s'élève entre les héritiers de l'ancien possesseur et le possesseur actuel, ce qui se produit très

fréquemment en cas de don manuel. Ces héritiers peuvent très bien ignorer des faits qui auraient pu permettre à leur auteur de démontrer la fausseté des allégations du prétendu donataire. Ce dernier ne manquera pas, en effet, « d'invoquer les intentions libérales du défunt, de se prévaloir de la donation qu'il prétend lui avoir été faite et l'autre n'est plus là pour le démentir » (1)

Ainsi la présomption de titre pourrait être une arme très dangereuse dans la main d'un possesseur malhonnête. Il lui suffirait pour garder les choses dont il s'est emparé frauduleusement d'invoquer un don manuel qui, en fait, n'a jamais existé. Sa possession l'exempterait de toute preuve, et comme il est très difficile aux héritiers d'établir la preuve contraire, il réussirait à conserver les choses contrairement à toute justice.

On voit que dans les rapports entre possesseurs successifs, il y a toujours un risque à courir et un danger à craindre. « En établissant une présomption au profit de celui qui a reçu l'objet, on risque de faciliter, de sa part, les fraudes et les mensonges, consistant à se faire passer pour propriétaire. Et si on la lui refuse, on risquera, à l'inverse, de consolider et de faire triompher les dénégations frauduleuses de son auteur, lorsque celui-ci, après avoir donné ou vendu, viendrait à prétendre qu'il n'a fait qu'un prêt ou un dépôt » (2).

228. — La jurisprudence, pour sortir de cette difficulté, a recouru à une mesure de conciliation. Elle part tout d'abord de ce principe qu'entre le possesseur actuel et son auteur, c'est le premier qu'il faut croire. Car celui-ci a la possession de la chose, ce qui rend plus vraisemblable qu'il en est devenu propriétaire. Mais il n'y a là qu'une simple vraisemblance qui peut très bien ne pas s'accorder avec la vérité. C'est ainsi que la jurisprudence exige que la possession ne soit entourée d'aucune circonstance de nature à diminuer le degré de cette vraisemblance. Si une pareille circonstance existe, elle aura pour effet de neutraliser, pour ainsi dire, la vraisemblance de sincérité

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 243.

(2) *Idem.*, p. 247.

qui crée la possession en faveur du défendeur. Et dès lors on ne pourra plus parler d'une présomption à son profit.

De cette façon la jurisprudence n'entend pas se contenter de n'importe quelle possession. Elle n'admet la présomption de titre au profit du possesseur que dans un seul cas, celui où à sa possession se joint une apparence très sérieuse que son allégation est vraie, ou d'une manière plus correcte, celui où sa possession n'est pas entourée d'une des circonstances qui rendent peu vraisemblable le titre qu'il allègue. A consulter les arrêts, on se rend vite compte que c'est à la notion de vraisemblance et de probabilité du titre que se rattache, en dernière analyse, la jurisprudence. Elle attribue à la possession la force de faire présumer le titre parce qu'elle rend vraisemblable son existence. Certains arrêts sont allés même jusqu'à se fonder directement sur cette notion de vraisemblance pour dispenser le possesseur de prouver son titre.

Par exemple, un arrêt de Lyon du 28 décembre 1838 (1) exige que les dons manuels soient établis « soit par des preuves certaines, soit (et c'est ici que la dispense a lieu) par des présomptions qui rendent vraisemblables les faits qui les constituent en ne laissant aucun doute sur leur existence. » Un autre arrêt d'Amiens du 6 février 1894 (2) admet que la preuve du don manuel résulte des « circonstances de la cause ».

229. — C'est en partant de ce principe qu'on est arrivé à soumettre la présomption de titre à certaines conditions. Cette présomption ne découle pas de toute possession. Il faut une possession d'un genre déterminé ; une possession qui satisfait à certaines conditions dont la réunion est nécessaire pour que la force de vraisemblance et de probabilité de titre qu'elle implique ne soit pas diminuée.

230. — Ces conditions, on s'accorde pour les exiger. Il faut une possession réelle dont l'origine ne soit pas délictueuse ni précaire et qu'elle soit exempte de vice, surtout d'équivoque.

231. — La question est délicate de savoir si la bonne foi est

(1) S. 839.II.257.

(2) Rec. des arrêts d'Amiens, 94.43.

requis. Le doute vient de ce qu'en matière possessoire, la bonne foi est entendue dans un sens étroit. Elle a trait uniquement à l'erreur commise sur le droit de l'aliénateur. Or, lorsqu'il s'agit des rapports entre possesseurs successifs, une pareille erreur est manifestement indifférente. Il est compréhensible qu'on exige la bonne foi du possesseur qui a traité *a non domino* puisque son contrat est absolument inefficace, et si la propriété lui est acquise ce n'est que du chef de sa possession. Si la loi lui vient en aide, c'est qu'elle considère qu'il a été victime d'une apparence invinciblement trompeuse. Par conséquent, il faut qu'il se soit trompé en fait, en d'autres termes, il faut qu'il soit de bonne foi. Il n'en va pas de même lorsque le conflit surgit entre deux possesseurs successifs. La propriété, dans cette hypothèse, ne peut être attribuée par la possession. Seul un contrat peut produire cet effet. Et si un contrat valable existe, il sera certainement efficace, du moins entre les parties, ce que nous supposons, et cela quelles qu'aient été les circonstances dans lesquelles il a été conclu. Peu importerait le véritable droit de l'aliénateur ni ce qu'a pensé le possesseur à cet égard, puisque c'est des rapports entre les parties qu'on s'occupe exclusivement. Ici ce qui est en question ce n'est pas le droit de l'aliénateur, mais l'existence même d'une aliénation. D'ailleurs, dans la pratique, le précédent possesseur est dans la majorité des cas propriétaire, et nous avons même, au début de ce chapitre, supposé ce fait établi, de sorte qu'aucune erreur n'a pu être commise sur son droit.

Ainsi la bonne foi doit être exclue des éléments de la présomption de titre et réservée aux seules hypothèses où la possession est un mode d'acquisition légale (1).

Il suffit donc, pour pouvoir invoquer la présomption de titre, d'avoir une possession réelle exempte de vices dont l'origine n'est pas précaire ni délictuelle.

232. — Mais comment explique-t-on l'exigence de ces conditions ?

(1) Planiol, note sous Aix, 3 février 1902, *loc. cit.*, D. P. 1904, p. 289 ; — Beudant, *loc. cit.*, n° 750.

Les auteurs et les tribunaux recourent normalement à l'art. 2279 (1). Nous savons que c'est à cet article qu'ils rattachent la présomption de titre. C'était donc tout naturel qu'ils exigent ici les mêmes conditions qu'on s'accorde à requérir lorsqu'il s'agit de l'application ordinaire de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». C'est-à-dire lorsqu'elle s'applique au profit d'un possesseur qui a traité avec un non-propriétaire.

Cette opinion ne peut nous satisfaire. Elle part d'un principe que nous avons déjà rejeté. Il nous a paru inadmissible que la même règle de l'art. 2279 pût avoir, selon les hypothèses, deux sens différents, tantôt un sens d'acquisition de droit, tantôt un sens de présomption de titre.

D'ailleurs si, pour déterminer les conditions nécessaires pour le fonctionnement de la présomption de titre, on recourt à la règle de l'art. 2279, ne devra-t-on pas exiger les mêmes conditions requises, pour l'application normale de cette règle, c'est-à-dire pour l'acquisition de la propriété du chef de la possession ? Or nous venons de voir que la bonne foi exigée dans ce dernier domaine ne peut avoir aucun sens lorsqu'il s'agit des rapports entre possesseurs successifs. Nous verrons aussi, en étudiant la théorie de l'équivoque, que la jurisprudence a fait de cette question une condition qui est devenue propre aux rapports entre possesseurs successifs et qui dépasse certainement le sens que les rédacteurs du code ont voulu lui réserver en en parlant dans l'art. 2229.

Pour déterminer les conditions requises pour le fonctionnement de la présomption de titre, il faut, à notre avis, se placer complètement en dehors de l'art. 2279. Cet article ne doit signifier qu'une seule chose. C'est qu'il fait attribuer le droit de propriété au possesseur qui a acheté de bonne foi *a non domino*. Envisagé sous ce jour l'art. 2279 a un but bien précis et

(1) Voir plus particulièrement Beudant, *loc. cit.*, n° 750 ; — Colin, *Etude de la jurisprudence et de la législation sur les dons manuels*, p. 86 ; Bressolles, *Théorie et pratique des dons manuels*, n° 256 ; — Pacilly, *loc. cit.*, n° 161 ; — Civ. 24 juillet 1912, D. P. 1914.I.26 ; — Alger, 12 avril 1906, D. P. 1906.II.246 ; Paris, 8 février 1920, D. P. 1921.II.90 ; — voir aussi la note de M. Henry Solus sur Trib. Civ. Thonon-les-Bains, 12 mai 1933 (*Sém. Jur.* 1933, p. 1021), *Revue trimestrielle*, 1934, p. 115.

nettement déterminé. C'est couvrir le possesseur contre les conséquences désastreuses de l'erreur dans laquelle il est tombé et à laquelle il ne pouvait échapper. Aussi a-t-il fallu soumettre cette règle à des conditions tendant à ne faire bénéficier de sa protection que le possesseur qui est tombé dans l'erreur que l'apparence lui a invinciblement imposée, et à mettre ce possesseur dans la même situation que s'il avait traité avec le vrai propriétaire. A cette règle législative s'ajoute une autre règle qui a acquis le caractère d'une règle de droit par la force de la tradition. Ici encore, cette règle traditionnelle a un but bien précis qui est complètement distinct de celui que poursuit la première. C'est d'épargner au possesseur dans le débat qui l'oppose à celui de qui il tient le meuble, la difficulté de preuve que le droit commun lui imposerait, difficulté qui résulte de ce qu'en matière mobilière on n'a pas l'habitude de rédiger un écrit. Aussi était-il nécessaire de la soumettre à des conditions tendant à n'en faire bénéficier que celui dont la possession présente un caractère de sincérité et non celui dont la possession est entachée des doutes et dont le caractère mensonger est visible. Voilà comme on est arrivé à exiger les conditions nécessaires pour le fonctionnement de la présomption de titre, conditions qui sont différentes de celles exigées pour la fonction acquisitive de la propriété du chef de la possession.

233. — Quoi qu'il en soit, la presque unanimité s'est établie pour exiger les mêmes conditions que nous avons indiquées tout à l'heure et n'exiger qu'elles. Il ne nous reste maintenant qu'à les préciser dans leurs détails :

I. — Il faut qu'il s'agisse d'un meuble qui se transmet de la main à la main sans aucune formalité.

Cette condition va d'elle-même. Elle est justifiée par les motifs mêmes qui ont fait édicter la présomption de titre. Si la possession fait présumer le titre, c'est qu'en matière mobilière on n'a pas l'habitude de rédiger un écrit. C'est pour cela qu'on a jugé le possesseur digne de la protection. Il faut, par conséquent, qu'il s'agisse d'un meuble qui se transmet manuellement et sans qu'aucune formalité soit exigée.

Nous connaissons déjà ces meubles car nous les avons déterminés en précisant à quels meubles s'applique la fonction

acquisitive de la propriété du chef de la possession. Il n'en va pas autrement ici. Les meubles qui sont exclus du domaine du rôle acquisitif de la possession doivent être également et pour les mêmes raisons exclus du domaine de son rôle probatoire.

Ainsi le possesseur d'une créance autre que celle constatée par un titre au porteur, le possesseur d'un de ces meubles corporels pour la transmission desquels une tradition manuelle ne suffit pas, tels que les bateaux et les aéronefs, ne peuvent invoquer la présomption de titre.

Pour constituer une règle, qui comporte évidemment les dérogations que nous avons montrées précédemment, on peut dire que la fonction probatoire de la possession, de même que sa fonction acquisitive, n'entre en jeu que lorsqu'il s'agit d'un meuble corporel ou d'un titre au porteur.

234. — II. — Il faut que le défendeur ait la possession du meuble.

Il va de soi qu'on exige que le défendeur ait la possession de la chose, puisque c'est cette possession elle-même qui constitue à son profit la présomption de titre, c'est elle qui rend vraisemblable l'existence du titre qu'il allègue.

235. — Cette possession doit-elle être réelle ? Nous ne le pensons pas, tout au moins nous ne croyons pas qu'il faille exiger que la possession soit réelle dans le sens de la réalité exigée à propos de la fonction acquisitive.

Qu'on exige que la possession de celui qui traite avec un non-propriétaire soit réelle, afin qu'il acquière la propriété du chef de sa possession, cela s'explique très bien. La possession a ici un effet singulièrement énergique. Elle fait attribuer la propriété au possesseur à l'égard de tout le monde et même à l'égard du véritable propriétaire qui est un tiers par rapport à l'acte qui devait transférer la propriété. Aussi est-il logique d'exiger que la possession se révèle aux tiers d'une façon certaine et indubitable.

Il ne peut en aller de même là où la possession n'a que l'effet restreint de faire présumer le titre dans les rapports entre possesseurs successifs. Ici la possession n'a aucun effet à l'égard

des tiers. Si le possesseur réussit à se faire maintenir dans sa possession et à se faire déclarer propriétaire, ce ne sera pas en vertu de sa possession, mais en vertu du titre dont cette dernière fait présumer l'existence, présomption contre laquelle le demandeur n'a pu établir la preuve contraire. Donc on n'a pas besoin d'une possession qui se révèle aux tiers, si elle est de nature à rendre indubitable son existence entre les parties.

Ainsi la remise des clefs des endroits qui renferment les meubles, celle des titres de propriété, les connaissements et les lettres de voitures qui constituent une possession insuffisante pour l'acquisition de la propriété, peuvent suffire pour faire présumer le titre au profit de celui qui les détient, dans ses rapports avec son auteur.

Remarquons seulement que cette proposition n'a, au point de vue pratique, qu'un faible intérêt. On sait, en effet, que le don manuel, matière qui constitue la plus grande partie du domaine d'application de la présomption de titre, ne se forme que par une tradition véritable de la chose elle-même. Une tradition symbolique ne saurait suffire. Par conséquent, celui qui invoque, à l'appui d'un don manuel par lui allégué, le fait, par exemple, qu'il détient les clefs de l'armoire renfermant les meubles qu'il prétend lui avoir été donnés sera débouté. Car à supposer même que la détention des clefs constitue à son profit une présomption de titre, celle-ci ne tardera pas d'être détruite par la preuve de l'inexistence du don. D'ailleurs, dans la majorité des cas, une telle possession peut être entachée d'équivoque.

Quoi qu'il en soit, on peut énoncer ce principe que la possession suffisante pour édicter la présomption de titre est celle dont la présence est certaine entre les parties et qui rend vraisemblable le titre allégué par le possesseur, alors qu'elle ne présente pas à l'égard des tiers tous les caractères de la réalité telle qu'elle est exigée là où la possession attribue la propriété.

236. — Il est à peine nécessaire de dire que les juges de fait ont à cet égard une appréciation souveraine. C'est à eux de

juger si les faits connus rendent ou non certaine l'existence de la possession entre les parties.

237. — Il est évident que c'est à celui qui invoque la présomption de titre d'établir le fait de sa possession. Mais cette assertion n'a qu'une valeur presque entièrement théorique. Dans la pratique la question de la preuve de la possession ne se pose pas. La possession se prouve, en effet, par elle-même. Elle saute aux yeux et se trouve établie dans l'instant même où elle existe (1).

238. — III. — Il ne faut pas que la possession ait une origine précaire.

Exactement comme pour l'acquisition du droit de propriété du chef de la possession, l'*animus domini* est ici nécessaire. La possession ne fait présumer le titre qu'au profit de celui qui possède à titre de propriétaire. Un détenteur précaire ne saurait se prévaloir d'une telle présomption pour s'insurger contre le titre précaire en vertu duquel il détient.

239. — L'exigence d'une telle condition va d'elle-même. Le possesseur prétend avoir acquis la propriété en vertu d'un titre translatif, une vente ou une donation. Il devrait, du droit commun, le prouver. C'est pour lui épargner cette preuve fort difficile et très souvent même impossible, que la jurisprudence lui permet de recourir à la possession à laquelle elle donne la force de présumer, à son profit, l'existence du titre qu'il allègue. Aussi, faudra-t-il que sa possession présente, au moins en apparence, tous les signes de propriété, qu'elle soit à titre de maître.

En outre, nous avons vu que la présomption de titre se base sur la notion de vraisemblance. Le possesseur a la chose entre ses mains. On ne sait pas comment il l'a eue ; lui, il prétend

(1) Nous supposons le cas le plus fréquent, celui où le possesseur possède *corpore suo* ; mais il se peut qu'il possède *corpore alieno* ; dans ce cas il devra établir que telle personne, qui tient le meuble entre ses mains, le possède pour son compte à lui.

l'avoir eue en vertu d'un titre translatif alors que son adversaire prétend l'avoir donnée à titre précaire. Qui doit-on croire ? On ne saurait le dire. A ne prendre en considération que les allégations des parties, on ne peut donner la préférence ni à l'une ni à l'autre. Ces deux allégations contradictoires, étant de la même valeur probante, s'annulent. Il reste un fait qui rend plus vraisemblable l'allégation du défendeur. C'est la possession. Il ne peut en aller de même si l'origine de la possession est connue comme précaire. Il est établi que le défendeur a commencé de posséder à titre de dépositaire, de locataire ou d'emprunteur. Nous avons ici une explication de l'existence de la chose entre ses mains. La force de probabilité qui émane de la possession se trouve ainsi neutralisée. Mieux encore, cette précarité renverse la situation. Elle fait pencher la balance de la vraisemblance du côté du demandeur. Car s'il n'est pas impossible qu'un déposant, par exemple, donne ou vende au dépositaire l'objet mis en dépôt, ce fait est plutôt rare ou, du moins, ce n'est pas le cas le plus fréquent. Le plus souvent, en pratique, celui qui donne un objet à titre précaire conserve sa propriété jusqu'à la restitution.

Au surplus, l'art. 2231 est éloquent pour l'exigence d'une possession à titre de propriétaire dans notre matière. Cet article est ainsi conçu : « Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder au même titre, s'il n'y a preuve du contraire. » Ainsi celui qui a commencé à posséder à titre de dépositaire, est présumé posséder au même titre jusqu'à ce qu'il prouve l'intervention de son titre initial. S'il allègue que la chose qui lui avait été remise au commencement en dépôt lui a été vendue ou donnée par la suite, ce sera à lui d'en fournir la preuve.

On peut ajouter enfin que dans la conception subjective qu'adopte le droit français, l'*animus domini* constitue un élément essentiel de la possession, de sorte que celle-ci ne peut se concevoir sans lui. Par conséquent, lorsqu'on dit que la possession fait présumer le titre, on suppose, par là même, une possession à titre de propriétaire.

C'est pour ces raisons que le doute n'a jamais existé à propos de l'exigence de l'*animus domini* lorsqu'il s'agit de faire découler de la possession une présomption de titre au profit

de son titulaire. La doctrine (1) et la jurisprudence (2) sont unanimes pour ne pas accorder cette présomption à celui qui n'a qu'une détention précaire.

240. — Remarquons seulement que certains arrêts (3) confondent ici la notion de la précarité avec celle d'obligation personnelle de restitution. Au lieu de dire comme nous que la précarité exclut la présomption de titre, ils formulent que cette présomption cesse d'exister au profit du possesseur « si le revendiquant prouve contre ce dernier que le titre de sa possession l'oblige à restituer » (4).

Une telle assertion n'est pas complètement juste. Il faut distinguer la précarité de l'obligation de restituer. Ce sont deux notions différentes quoiqu'elles se rencontrent le plus souvent dans la pratique. On peut en effet être détenteur précaire sans être obligé de restituer. C'est le cas d'un dépositaire, par exemple, dont l'obligation de restituer est prescrite ; il n'est plus débiteur de la restitution. Cependant, il n'en demeure pas moins détenteur précaire. Le contraire est juste également : on peut être débiteur de restituer la chose alors que sa possession n'est pas précaire. C'est le cas du voleur

(1) Bouillard, « De la preuve de la propriété mobilière », *Thèse Paris*, 1900, p. 97 ; — Colin, *loc. cit.*, p. 85 ; — Bressolles, *loc. cit.*, n° 258 ; — Hamel, « Du don manuel », *Thèse Caen*, 1910, p. 134-136 ; — Beudant, *loc. cit.*, n° 750 ; — Planiol, Ripert et Picard, tome I, *loc. cit.*, n° 437.

(2) Req. 21 oct. 1902, D. P. 1902.I.538, S. 1904.I.31 ; — Toulouse, 15 mars 1881, D. P. 82.II.141, S. 83.II.213 ; — Pau, 28 mars 1885, D. P. 86.II.209 ; — Pau, 1^{er} avril 1890, D. P. 91.II.232 ; — Trib. civ. Figeac, 6 nov. 1891, *Gaz. Pal.* 92.I.59 ; — Caen, 4 nov. 1902, *Pand. Franc.*, 1904.II.310 ; — Paris, 1^{er} août 1903, D. P. 1904.II.345 ; — Lyon, 9 fév. 1904, *Analyse Gaz. Pal.*, T. Q., 1902-1907, t. I, voir Don manuel, n° 34, p. 513 ; — Agen, 24 mars 1904, D. P. 1905.V. 43 ; — Alger, 12 avril 1906, D. P. 1906.II.246 ; — Trib. civ. Seine, 22 mars 1907, *Gaz. Trib.*, 1907, t. II, 2^e partie, 287 ; — Rouen, 17 avril 1907, *Rec. Rouen*, 1907.II.22 ; — Adde *Rev. trimestrielle*, 1935, p. 417, note sur Montpellier ; 26 nov. 1934, D. H. 1935, p. 207 ; — Civ. 4 déc. 1918, S. et *Pand.* 1921.I.28 ; — Cass. civ. 17 oct. 1933, S. 1933.I.121, note de M. H. Vialleton.

(3) Besançon, 3 avril 1901, D. P. 1902.II.191 ; — Lyon, 5 avril 1909, *Gaz. Pal.* 1909, t. II, 2^e partie, 400 ; — Caen, 26 avril 1923, *Rec. Caen*, 1920-23, p. 249.

(4) Besançon, 3 avril 1921, *loc. cit.*

ou de l'inventeur ou, en général, du possesseur de mauvaise foi. Aussi est-il plus correct, du moins au point de vue théorique, de formuler que c'est la précarité et non pas l'obligation personnelle de restituer qui nous met en dehors du domaine de la présomption de titre.

Ainsi le défendeur ne peut se prévaloir de la présomption de titre, s'il est établi que sa possession a une origine précaire, parce qu'il a commencé à posséder en vertu d'un dépôt (1), d'un commodat (2), d'un mandat (3), d'un louage ou d'un nantissement (4). Dans ce cas il doit être présumé posséder au même titre, et s'il allègue que sa possession a changé de titre, ce sera à lui d'en fournir la preuve (art. 2231).

241. — A qui incombe la charge de prouver la précarité ? Nous avons vu que la précarité ne se présume pas et que, bien au contraire, le possesseur est présumé posséder pour soi et à titre de propriétaire (art. 2230). C'est donc au revendiquant d'établir que la possession de son adversaire est entachée de précarité.

242. — Mais comment le revendiquant peut-il faire cette preuve ? Ce sont les principes du droit commun qui s'appliquent ici. Or la preuve de la précarité se confondant avec celle du contrat qui la produit, le demandeur doit fournir un écrit toutes les fois que la valeur de l'objet litigieux dépasse 500 francs à moins qu'il n'y ait un commencement de preuve par écrit ou qu'il ne s'agisse d'une hypothèse où l'art. 1348 peut être déclaré applicable (5).

(1) Paris, 19 déc. 1871, D. P. 73.II.131.

(2) Trib. civ. Figeac, 6 nov. 1891, précité.

(3) Grenoble, 19 mars 1869, S. 69.II.99 ; Besançon, 3 avril 1901 précité.

(4) Req. 14 févr. 1877, D. P. 77.I.320, S. 78.I.72.

(5) Bressolles, *loc. cit.*, n° 256 ; — Colin, *loc. cit.*, p. 86 ; — Pacilly, *loc. cit.*, n° 162, p. 417 ; — Baudry-Lacantinerie et Colin, *loc. cit.*, 3^e éd., *Donations et Testaments*, t. I, n° 1202 ; — Hamel, *Thèse précitée*, p. 134 ; — Pau, 12 janv. 1874, S. 76.II.2 ; — Civ. 5 août 1890, S. 99.I.343. Il est à remarquer aussi qu'aux termes de l'art. 1950, une preuve par écrit n'est pas indispensable et que la preuve par témoins peut être reçue pour le dépôt nécessaire, même quand il s'agit d'une valeur au-dessus de cinq cents francs.

243. — Le demandeur doit donc, pour établir la précarité du possesseur, fournir une preuve écrite dans la plupart des hypothèses. La difficulté de cette preuve n'échappe à personne, car il n'est pas d'usage de rédiger un écrit en matière mobilière. D'où la situation très embarrassante du demandeur qui se trouve dans une infériorité manifeste à l'égard du possesseur. Tandis que le premier est obligé d'apporter une preuve écrite, le second est exempté de toute preuve. Cependant si on part de ce principe qu'en matière mobilière on ne dresse pas d'écrit, ce principe devra être vrai pour les transactions qui ont pour objet le transfert de la jouissance exactement comme pour celles qui ont pour objet le transfert de la propriété.

Il est vrai qu'il est plus vraisemblable, lorsqu'il y a une transmission de possession, que l'ancien possesseur a entendu se dessaisir de la plénitude de ses droits plutôt que d'une partie seulement. Il est vrai aussi que, selon les usages de la pratique, le fait de rédiger un écrit là où il n'y a qu'un abandon partiel, quoique rare en lui-même, est bien plus fréquent que le fait d'en rédiger un là où il y a un abandon total. En fait de meubles, on ne fournit presque jamais un écrit aux acheteurs, aux donataires et, d'une façon générale, aux acquéreurs de la propriété. On considère que leur possession leur suffit. Il n'en va pas exactement de même lorsqu'on n'accorde au contractant que la jouissance ou la garde de la chose. On sait qu'il est facile à un dépositaire, par exemple, d'aliéner le meuble déposé et de l'enlever ainsi à jamais au déposant. On sait le risque auquel on s'expose. Et c'est pour se prémunir contre ce risque qu'on exige assez souvent une reconnaissance écrite de ses droits.

Mais si ces deux données sont justes, il n'en reste pas moins exact qu'il arrive très fréquemment qu'on ne transmet que la jouissance ou la garde de la chose, et malgré cela on n'exige pas une reconnaissance écrite. « C'est un ami à qui l'on prête un ouvrage précieux ou encore qui veut examiner de près un objet d'art qu'on lui laisse emporter. Qui donc oserait se faire remettre une preuve écrite ? Même dans le commerce, et de la part des marchands, il arrive couramment qu'on envoie des objets à choisir avant que la vente soit conclue et ils ne portent

pas toujours la marque de la maison. Souvent même il n'y en a qu'un ; on le confie à un client, pour qu'il l'examine à loisir ; celui-ci l'emporte chez lui pour un délai convenu. Le marchand qui exigerait un reçu s'exposerait, le plus souvent, à ce que l'acheteur, surtout s'il s'agit d'un bon client, y vît une marque de défiance et s'en blessât » (1)

Ainsi l'exigence d'une preuve écrite pour établir la précarité du possesseur peut paraître trop rigoureuse et incompatible avec l'usage. Cependant l'application des principes généraux en matière de preuve, qui s'impose ici, nous oblige à l'admettre.

244. — Certains auteurs ont, certes, cherché à faciliter la tâche du revendeur et lui épargner d'établir la précarité de son adversaire par la preuve écrite si lourde et si difficile en matière mobilière. On a dit qu'un détenteur précaire, un dépositaire par exemple, qui allègue, contrairement à la réalité, un titre de transfert, un don ou une vente, cherche par là même à s'approprier illégalement la chose déposée, et commet ainsi un délit, un abus de dépôt pour lequel, comme en toute matière criminelle, la preuve par témoin est toujours admissible.

Cette thèse n'est pas soutenable. L'abus de dépôt qu'on allègue ne pourrait, en effet, exister que si l'on supposait établi le dépôt dont on aurait abusé. Or, cette preuve doit relever uniquement des principes généraux de droit civil qui exigent un écrit, en principe, pour la preuve de tous les actes juridiques (2).

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 234-235.

(2) Bréssolles, *loc. cit.*, n° 256, p. 358 ; — Pacilly, *loc. cit.*, n° 162, p. 418.

Il convient de citer ici les termes du jugement du tribunal de Langres, 19 décembre 1878, confirmé par la Cour de Dijon, 14 juillet 1879 (S. 79.II.261), qui approuve nettement notre point de vue : « En fait, considérant que la preuve testimoniale offerte par la veuve G. tend à démontrer que P. n'est qu'un dépositaire, que cette preuve n'est donc pas admissible d'après ce qui vient d'être dit ; — considérant qu'à la vérité la dame G. dans les motifs de ses conclusions, excipe d'un détournement et d'un recel, mais qu'il suffit de lire l'articulation contenue dans le dispositif pour demeurer convaincu que c'est bien la preuve par témoins d'un dépôt volontaire qui est offerte, preuve

245. — Il faut donc, en règle générale, une preuve écrite pour établir la précarité. Il est à remarquer seulement que la jurisprudence, dans le but d'épargner au demandeur cette preuve si lourde et si difficile, manifeste une certaine tendance de confondre le vice de précarité avec celui d'équivoque là où les circonstances de la cause le lui permettent. Le but qu'elle poursuit est clair : c'est de permettre au revendiquant d'écarter la présomption de titre établie au profit de son adversaire sans être obligé de fournir une preuve écrite. Nous verrons, en effet, que le vice d'équivoque, à la différence de celui de précarité, peut se démontrer par tous les moyens de preuve. C'est en partant de ce principe que la jurisprudence tend parfois à qualifier la possession précaire d'équivoque et à admettre ainsi la preuve par témoins ou par simples présomptions (1).

246. — IV. — Il ne faut pas que la possession ait une origine délictuelle.

La présomption de titre ne peut s'appliquer au profit du possesseur qui s'est emparé frauduleusement de la chose. La possession qui a pour origine un délit ne saurait faire présumer le titre au profit de son titulaire (2).

247. — On pourrait dire, à première vue, que ce point allait de soi. En effet, on pourrait être tenté de penser qu'en établissant que le défendeur a détourné l'objet, le revendiquant prouve par là même l'absence d'un titre translatif à son profit. En conséquence, semble-t-il, la présomption de titre ne doit pas entrer en jeu à l'avantage de celui contre qui le fait de détournement vient à être établi.

Tel est le raisonnement qui vient inévitablement à l'esprit. Peut-être, cependant, est-il un peu moins décisif qu'il le sem-

qu'en termes formels prohibe l'art. 1341 C. civ. ; — Considérant que la veuve G... prétendrait en vain que c'est moins le dépôt que la rétention frauduleuse de l'objet déposé qu'elle veut prouver ; — Considérant, en effet, que si une pareille prétention était admise, la prohibition de l'art. 1341 C. civ. ne serait jamais applicable. »

(1) Voir notamment Cass. 21 juin 1911, S. 1912.I.8 ; — Cass. 17 octobre 1933, S. 1935.I.121, et Bufnoir, *loc. cit.*, p. 363.

(2) Bressolles, *loc. cit.*, n° 256 ; — Colin, *loc. cit.*, p. 85-86 ; — Pacilly, *Thèse précitée*, n° 162.

blerait au premier abord. C'est qu'il ne serait pas impossible, quoique cela soit très rare, que la victime d'un vol eût donné ou vendu l'objet volé, à celui même qui le lui avait dérobé. La littérature française elle-même nous en offre un exemple célèbre. Qui ne connaît, en effet, la générosité de « Monseigneur Bienvenu » dans *Les Misérables* de Victor Hugo, gratifiant « Jean Valjean » de l'argenterie qu'il venait de lui dérober ?

Ainsi en prouvant le fait de détournement, le revendiquant n'établit pas forcément l'absence de titre chez le possesseur.

Il en va exactement de même lorsqu'il s'agit de la précarité. Le fait par le demandeur d'établir la précarité de son adversaire ne signifie pas forcément l'absence d'un titre translatif au profit de ce dernier. Il est possible, certes, que le dépositaire ait acquis valablement, après le dépôt, la propriété en vertu d'un don ou d'une vente. Ce qui nous a amené cependant à écarter la présomption de titre dans cette hypothèse, c'est que nous avons une explication de l'existence de l'objet dans les mains du défendeur autrement que par le fait d'en être devenu propriétaire. La possession ne fait présumer le titre que là où on ne sait pas comment et à quel titre elle a commencé. C'est dans ce cas seulement qu'elle peut être significative et qu'elle peut nous amener à supposer qu'elle a commencé à titre de maître.

On peut dire la même chose à propos de la possession délictuelle. Le fait d'établir le détournement ne signifie pas nécessairement l'absence de titre chez le défendeur. Mais il nous donne une explication de la présence de la chose aux mains de ce dernier et neutralise ainsi la force de probabilité qu'implique la possession en sa faveur.

Ainsi la présomption de titre ne saurait protéger celui dont la possession a une origine délictuelle. A son égard les principes généraux du droit commun recouvrent leur pleine application. Dès lors ce sera à lui, s'il prétend avoir acquis la propriété de la chose précédemment détournée, d'en établir la preuve en bonne et due forme.

248. — Il va sans dire que c'est au demandeur qui prétend que la possession de son adversaire a une origine délictuelle

d'en fournir la preuve. En effet, l'honnêteté se présume et l'on ne saurait imputer au possesseur « un mensonge actuel et dans le passé une action illicite sans fournir la preuve des dires qu'on avance » (1).

249. — Il est évident que cette preuve peut se faire par tous les moyens, quelle que soit la valeur de l'objet litigieux. En effet, on n'invoque pas ici un acte juridique, mais un fait, le fait du détournement. Or, pour l'établissement d'un fait on a toute liberté de preuve (2).

249. — Bien que le demandeur ait toute liberté de preuve pour établir le fait d'un détournement, il sera souvent, en pratique, dans l'impossibilité d'y parvenir directement, tellement la preuve de ce fait est difficile. Dès lors, on peut se demander si, pour anéantir l'effet de la sauvegarde tirée de la possession, le demandeur doit fournir la preuve positive du détournement. Un arrêt relativement récent a répondu affirmativement (3).

Cette thèse aurait été juste si le détournement avait été le seul fait qui empêche la possession de produire son effet probatoire. En effet, du moment qu'on exige le détournement, celui-ci doit exister en réalité et la preuve doit en être fournie positivement.

Mais l'origine délictuelle de la possession n'est qu'une des considérations qui mettent le possesseur hors de la protection possessoire. Elle n'est pas la seule. Nous verrons tout à l'heure qu'à côté de cette notion, il y en a surtout une autre bien plus vaste. C'est celle de l'équivoque. Dès lors, il n'est pas écessaire que les faits allégués et prouvés contre le possesseur établissent positivement le fait de détournement. Il suffit qu'ils soient de nature à faire croire au vol. Car dans ce cas si l'on ne peut pas dire que le possesseur est un voleur, on peut dire tout au moins que sa possession est entachée d'équivoque

(1) Labbé, *Revue critique*, 1882, t. 48, p. 338-339.

(2) Bressolles, *loc. cit.*, n° 258 ; — Colin, *loc. cit.*, p. 186 ; — Baudry-Lacantinerie et Colin, *loc. cit.*, 3^e édit., Donations et Testaments, t. I, n° 1202, p. 544 ; — Pacilly, *loc. cit.*, n° 161, p. 418.

(3) Rennes, 14 janvier 1925, sous Civ., 21 octobre 1929, *Sem. Jur. dic.*, 1929, p. 1414.

et de suspicion, et cela suffit pour écarter la présomption de titre.

Ainsi cet arrêt de la Cour de Rennes nous semble-t-il défectueux. Il n'a pas, du reste, manqué d'être cassé par la Cour suprême (1).

251. — S'il advient que le fait de détournement fasse l'objet de poursuites pénales, on peut se demander dans quelle mesure le juge civil est lié par le jugement préalable du juge répressif, à supposer que, ne s'étant point porté partie civile, le demandeur agisse ensuite en revendication devant le tribunal civil.

Il nous suffit ici de rappeler que l'autorité de la chose jugée au pénal ne s'impose au juge civil que dans la mesure où ce dernier ne peut rien formuler d'incompatible avec ce que le juge répressif a dit. Il conserve, par contre, toute sa liberté toutes les fois qu'il ne décide rien d'inconciliable avec ce qui a été jugé au criminel.

A la lumière de ce principe, point d'équivoque possible.

La décision criminelle, qui affirme l'existence d'un titre translatif, un don manuel, par exemple, dans un motif entraînant l'acquiescement, s'impose au juge civil (2).

Il en est de même de celle qui condamne l'accusé pour vol. Mais cette décision ne lie le juge civil que dans les limites de l'existence du délit. Elle ne va pas au delà. Tout ce que le juge civil est obligé de faire, c'est de considérer comme vraiment existante la soustraction frauduleuse de la chose. Mais cela ne signifie pas forcément qu'il soit tenu d'en ordonner la restitution au revendiquant. Il est possible, certes, que le défendeur ait acquis postérieurement la propriété de la chose par lui déjà détournée. Le seul effet de vol précédemment établi au pénal, c'est d'écarter au détriment du voleur la sauvegarde tirée de sa possession. Il ne peut plus se retrancher derrière une présomption de titre. Et, par conséquent, s'il prétend qu'après le vol la chose lui a été acquise par un titre translatif, ce sera à lui d'en établir l'existence.

(1) Civ. 21 oct. 1929, précité.

(2) Bronzini, « De la preuve des dons manuels », *Thèse Aix*, 1911, p. 118 ; — Pacilly, *Thèse* précitée, p. 420 ; — Planiol, Ripert et Trabat, *loc. cit.*, t. V, n° 392, p. 409.

Si l'action pénale aboutit à l'acquittement de l'inculpé faute de preuves suffisantes, sans qu'il soit jugé qu'il a acquis la propriété de la chose en vertu d'un titre valable, le juge civil ne sera lié que par le fait de la non-existence de délit. Il ne pourra plus incriminer la possession du défendeur, lui reprocher d'avoir une origine délictuelle. Mais cela n'implique pas forcément qu'il soit obligé de le déclarer propriétaire. La question de la propriété est, en effet, toute différente de celle du délit. L'acquittement de l'inculpé au bénéfice du doute n'équivaut pas à la reconnaissance de sa propriété. Il n'y a pas, dès lors, une violation de la chose jugée au criminel si le juge civil déclare le défendeur non-propriétaire après l'établissement de l'absence de son titre par le revendiquant. Mieux encore, le juge civil n'est pas obligé de faire bénéficier l'acquitte de la présomption de titre. Nous avons vu que le détournement n'est pas la seule considération qui empêche le possesseur de se prévaloir de la protection possessoire ; il y a aussi l'équivoque. Or, si le juge civil est tenu de ne pas voir, dans les faits reprochés au possesseur, un acte délictuel, il a, par contre, toute liberté d'y voir un fait suffisant pour entacher sa possession d'équivoque.

252. — Il faut enfin que la possession soit exempte des vices et surtout du vice d'équivoque.

Les vices dont il peut s'agir ici sont la violence, la clandestinité et l'équivoque. Nous savons que ces vices ont été énoncés parmi d'autres dans l'art. 2229 comme rendant la possession inapte pour la prescription. Nous rappelons qu'en dépit du texte même de cet article qui débute par « Pour pouvoir prescrire... » ces vices doivent empêcher la possession de produire tout autre effet juridique. En effet, ils ne se rapportent pas à la nature même de la prescription mais à la possession elle-même. Ils vicient cette dernière ; il la rendent incapable de produire les effets que la loi lui consacre.

253. — Quoi qu'il en soit, l'exigence pour la présomption de titre d'une possession paisible, publique et non équivoque s'explique très bien. Rappelons que la base dont part la jurisprudence pour édicter cette présomption, c'est que la posses-

sion rend vraisemblable la prétention du possesseur d'avoir acquis le meuble en vertu d'un titre translatif. Il faudra que la possession soit de nature à produire cet effet, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas être entachée ni de violence, ni de clandestinité, ni d'équivoque, car ces vices lui ôtent toute valeur probante.

254. — Il va de soi qu'en matière mobilière les vices de violence, de clandestinité et d'équivoque ne doivent et ne peuvent être envisagés dans le même sens, ni être soumis aux mêmes règles que lorsqu'il s'agit de la possession immobilière. La nature de meubles ne le permet pas. La majorité des tribunaux et des auteurs l'a bien vu. Ils ont compris tout d'abord que si la violence se conçoit à la rigueur pour les meubles, elle ne répond plus alors à l'idée habituelle qu'on s'en forme, à savoir celle de voies de fait, exercées autour d'un bien fixe, dans le but d'en déloger un autre et de s'y installer. De même la clandestinité de la possession entendue dans le sens d'exercer la maîtrise de fait sur la chose d'une façon cachée et camouflée, convient surtout à un immeuble, une maison ou une parcelle de terrain. Une telle possession ne saurait être regardée comme vicieuse à l'égard de la plupart des meubles, car normalement la possession de ces meubles ne s'annonce pas au dehors. Aussi donne-t-on à la clandestinité à l'égard de ces biens, un sens différent de celui qu'on envisage lorsqu'il s'agit d'immeubles. A une possession clandestine, non pas celui qui possède secrètement le meuble, mais celui qui entoure sa possession de mesures anormales et injustifiées pour la dissimuler. Enfin la notion de possession équivoque, telle qu'elle est entendue à propos d'un immeuble, a paru trop étroite lorsqu'il s'agit d'une possession mobilière. A l'égard de ce vice, la jurisprudence a fait du neuf. Tout en conservant l'idée générale du législateur, elle a forcé l'acception traditionnelle des mots « absence d'équivoque » et elle s'en est servie pour la sanction d'un certain nombre d'agissements et de vices propres aux meubles qui, bien qu'ils ne rentrent pas exactement ni dans le vice d'équivoque proprement dit, ni dans les autres vices énoncés dans l'art. 2229, n'entachent pas moins la possession de suspicion et d'ambiguïté.

255. — Après cette remarque, revenons à l'étude des vices qui empêchent la possession de produire son effet probatoire. Nous avons dit que cette dernière doit tout d'abord avoir une origine paisible.

On pourrait être tenté de penser que ce point allait de soi car si la possession n'avait pas une origine paisible, il y aurait vol. Or, ce délit nous met, comme nous l'avons vu, en dehors du domaine de l'application de la présomption de titre. Ce raisonnement ne serait pas tout à fait juste. Il n'est pas nécessaire, en effet, qu'il y ait vol toutes les fois que la possession d'un meuble est prise avec violence. Si cette prise de possession constitue un vol, rien ne sera douteux ; la possession aura une origine délictuelle et de ce chef sera incapable de faire présumer le titre. Mais il peut arriver que l'appréhension de la chose s'effectue par la force sans cependant qu'un délit soit pénalement constitué. Supposons qu'une personne croie être devenue propriétaire d'un meuble en vertu d'une vente à elle consentie par une autre. Devant le refus de cette dernière de la lui livrer, elle s'en empare violemment. Dans cette hypothèse, il n'y aura pas de délit pénal ; on ne peut parler, par conséquent, d'une origine délictuelle de la possession. Et dès lors le possesseur pourra-t-il invoquer sa possession en vue de se faire décharger de prouver la vente ? Évidemment non.

Cette justice personnelle, bien qu'elle ne constitue pas un vol, n'ôte pas moins à la possession toute valeur probante. Une telle possession n'est point caractéristique de l'existence de titre. Nous savons comment elle a commencé et nous n'avons aucune raison de supposer qu'elle a commencé en vertu d'un véritable titre de propriété (1).

256. — Le deuxième vice qui empêche la possession de produire son effet probatoire, c'est la clandestinité.

Nous répétons que ce vice ne saurait avoir, en ma-

(1) Il faut en dire autant toutes les fois que le possesseur s'empare personnellement de la chose, même dans les cas où il n'use pas de la violence. Car dans ces cas la possession ne peut être significative. Le fait par le possesseur actuel de se mettre en possession de la chose tout seul et sans l'intervention de l'ancien possesseur entache la possession sinon de violence tout au moins d'équivoque.

tière mobilière le même sens qu'en matière immobilière. A la différence des immeubles, on peut posséder correctement un meuble sans que cette possession s'annonce au dehors. Voilà, comme exemple, des titres au porteur que j'ai reçus en donation après l'échéance et la perception du coupon. Jusqu'à l'échéance du coupon suivant je pourrai bien les posséder en secret (1). Ainsi ne pourrait-on exiger pour la possession mobilière une publicité pareille à celle requise pour la prescription des immeubles.

Lorsqu'on exige la non-clandestinité en matière mobilière, on veut dire par là que la possession ne doit pas être dissimulée par des mesures anormales. La clandestinité est ici caractérisée par une série de précautions extraordinaires prises pour céler la possession. Ainsi est clandestine la possession de celui qui s'est abstenu, sans aucun motif sérieux, de toucher les coupons des titres litigieux (2) ou bien la possession de celui qui a conservé pendant plusieurs années les sommes d'argent prétendues données sans les placer (3). Est également vicieuse la possession de celui qui a soigneusement caché l'existence du prétendu don manuel et qui a allégué ne pas connaître les meubles litigieux lors de l'inventaire de la succession du prétendu donateur, et qui n'a avoué sa possession que vaincu par l'évidence au cours des plaidoiries (4).

Mais il ne suffit pas, pour qu'il y ait clandestinité, que la possession soit dissimulée par des mesures anormales. Il faut que cette dissimulation ne soit justifiée par aucune considération et qu'elle ait été réalisée dans le seul but de déguiser un détournement. En effet, on peut avoir des raisons multiples de cacher sa possession ; on peut vouloir se conformer stricte-

(1) Pau, 28 mars 1885, D. P. 86.II.209 ; — Pacilly, *loc. cit.*, p. 431.

(2) Bressolles, *loc. cit.*, p. 363 ; — Baudry-Lacantinerie et Colin, *loc. cit.*, Donations et Testaments, t. I, n° 1201, p. 543 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, n° 1034, p. 841 ; — Amiens, 28 juillet 1879, S. 1880. II.207 ; — Trib. Civ. de Montpellier, 9 déc. 1925, *Analyse Gaz. Pal.*, T. Q. 1925-1930, v. revendication n° 15.

(3) Trib. civ. de Dieppe, 30 juin 1903, *Analyse Gaz. Pal.*, T. Q., 1902-1905, t. I, voir don manuel, n° 22-24, p. 513.

(4) Req. 27 mars 1889, D. P. 90.I.413, S. 89.I. 199 ; — Req. 15 avril 1890, D. P. 91.I.388, S. 91.I.342 ; — Req. 10 mai 1892, D. P. 93.I.439 ; — Cour d'assises des Landes, 7 avril 1900 sous crim. 9 août 1900, S. 1901.I.59.

ment au désir du donateur qui a recommandé de garder le secret sur le don afin de ne pas exciter la jalousie des héritiers ou pour toute autre raison ; ou bien éviter le paiement des droits de mutation. Dans tous ces cas la possession ne peut être déclarée entachée de clandestinité.

257. — Le vice de clandestinité n'existe donc que là où la possession a été cachée par des mesures exceptionnelles que rien ne justifie et qui sont de nature à faire penser au détournement, ou, tout au moins, à jeter la suspicion sur l'attitude du possesseur.

Ainsi ce vice se rapproche considérablement de celui d'équivoque, de sorte que la jurisprudence les confond le plus souvent. En effet, il est très rare de trouver un arrêt qui entache la possession mobilière de clandestinité sans ajouter à ce vice celui d'équivoque.

258. — Nous arrivons ainsi à la dernière qualité exigée dans la possession : l'absence d'équivoque.

De toutes les conditions requises pour l'application de la présomption de titre, celle qui se rapporte à l'absence d'équivoque est la plus intéressante à étudier et à commenter. L'intérêt en vient de ce que la jurisprudence n'envisage pas ici la notion d'équivoque dans le cadre étroit que lui traçaient les auteurs de l'ancien droit et qu'ont entendu consacrer les rédacteurs du Code civil en en parlant dans l'art. 2229. La jurisprudence en a fait, à propos de la possession mobilière, une théorie toute neuve en lui donnant une étendue étrangement intense. L'acception traditionnelle a été considérablement élargie et on y fait entrer des éléments qui ne se rapportent nullement à la possession et qui ne peuvent, par conséquent, constituer à proprement parler un de ses vices, toutes les fois que ces éléments sont de nature à jeter le doute et la suspicion non pas sur l'origine de la possession, mais sur l'existence de droit du possesseur.

259. — Nous savons pour quelle raison la doctrine et la jurisprudence font dériver de la possession une présomption de titre en faveur de son titulaire. C'est qu'elle rend vraisemblable l'allégation de ce dernier. Nous nous trouvons en

présence de deux adversaires qui se disputent la propriété de la chose. Chacun prétend en être propriétaire et explique différemment sa présence entre les mains du possesseur. Le demandeur allègue qu'il ne l'a donnée qu'à titre précaire ou bien que son adversaire s'en est emparé frauduleusement, alors, que le défendeur affirme qu'elle lui a été livrée en propriété à titre de don manuel ou de vente. Personne ne fournit une preuve positive de son dire. Ainsi, à n'envisager que leurs allégations contradictoires, les parties se trouvent à peu près dans des situations égales. On ne peut se décider ni dans un sens, ni dans un autre. Mais il reste un fait qui fait pencher la balance du côté du défendeur : c'est la possession. Arrivant ainsi à établir la présomption de titre, il est tout naturel qu'on exige que la possession soit de nature à corroborer la prétention du possesseur et à rendre vraisemblable l'existence du titre qu'il allègue. Il faut donc qu'elle ne soit entourée d'aucune circonstance de nature à l'empêcher de produire cet effet. C'est cette idée qui nous a amené à exiger que la possession n'ait pas une origine précaire ou délictuelle. C'est elle qui explique l'exigence d'une possession non équivoque. Car il y a des circonstances qui, sans contredire ou atténuer formellement l'*animus* et sans établir positivement le fait de détournement, jettent cependant la suspicion et le doute sur la possession et lui enlèvent toute valeur probante.

258. — Certains auteurs rattachent l'absence d'équivoque à l'*animus domini*. Ils prétendent qu'on ne peut être possesseur à titre de propriétaire si la possession est entachée d'équivoque (1).

Cette thèse n'est pas entièrement juste ; elle ne rend pas compte de toute la portée de l'équivoque, tout au moins lorsqu'il s'agit de meubles.

Certes, dans la majorité des cas, les circonstances qui entachent la possession d'équivoque, le font parce qu'elles rendent douteuse l'existence de l'*animus domini*. Prenons, à titre d'exemple, l'hypothèse de la cohabitation qui existait

(1) Saunier, *loc. cit.*, p. 85 ; — Poncet, note sous civ. 11 janvier 1900, S. 1902.II.33.

entre l'ancien possesseur actuellement décédé et le possesseur actuel qui excipe d'un don manuel à lui consenti par ce dernier. Cette cohabitation fait naître le doute sur l'existence de l'*animus* chez le prétendu donataire. Elle est de nature à nous faire croire que ce dernier n'a commencé à posséder qu'à titre précaire, comme dépositaire ou mandataire. C'est pour cette raison qu'on dit que la possession a une origine obscure.

Mais ce n'est pas exclusivement dans les hypothèses où l'existence de l'*animus* est douteuse qu'on peut parler d'équivoque. Il peut arriver, en effet, que ce vice existe alors que le possesseur possède, dès le début, avec l'intention manifeste de se comporter comme propriétaire, si certaines circonstances peuvent être interprétées comme rendant probable le fait d'un détournement. Voilà, par exemple, un domestique qui se sert d'un objet précieux qui a appartenu à son maître et qui se conduit aux yeux de tout le monde et dès l'appréhension de la chose comme s'il en était le vrai propriétaire. On ne peut dire, dans cette hypothèse, que son *animus domini* est douteux. Cependant, sa possession peut être entachée d'équivoque si les circonstances de fait sont de nature à nous faire croire au vol.

Ainsi, la possession peut être entachée d'équivoque toutes les fois que les circonstances de la cause sont telles qu'elles font penser à une origine précaire ou délictuelle.

261. — Nous disons que la notion d'équivoque s'analyse en des circonstances qui rendent incertaine l'existence de l'*animus domini*, ou qui font penser au détournement. Or, la précarité et le fait de détournement empêchent l'un comme l'autre l'application de la présomption de titre, comme nous l'avons vu plus haut. D'où ne pourrait-on pas conclure que l'exigence d'une possession non équivoque serait superflue et par conséquent inutile ?

Une telle opinion a été soutenue (1). Mais il n'est pas difficile d'en démontrer le mal fondé.

Quand on dit que la précarité ou l'origine délictuelle de la possession empêchent celle-ci de jouer son rôle probatoire, on

(1) Poncet, note sous Civ. 31 janvier 1900, *loc. cit.* Comp. Planiol, Ripert et Boulanger, *loc. cit.*, t. I, éd. 1942, n° 2784.

entend forcément par là que la preuve de l'un ou de l'autre doit être faite. Ainsi, si l'on s'en tenait exclusivement à ces deux vices, le possesseur ne pourrait être privé de la sauvegarde tirée de sa possession que dans deux cas, ou bien celui dans lequel il est établi que ce possesseur n'a pas l'*animus*, parce qu'un titre formel rend sa possession précaire, ou bien le cas où le fait d'un détournement a été démontré contre lui d'une façon sûre et indubitable ; à défaut d'une telle preuve l'*animus* ou l'honnêteté se présumant.

Or, il serait inique qu'une personne pût bénéficier de la présomption de titre malgré des circonstances graves qui, sans établir formellement la précarité et sans démontrer positivement le fait d'un détournement, rendent l'existence de l'un ou de l'autre fort probable.

C'est pour éviter cette conséquence fâcheuse que la jurisprudence exige, outre l'absence de la précarité et du détournement, celle d'équivoque. Grâce à cette dernière condition, le demandeur n'est pas obligé de fournir une preuve positive pour établir la précarité ou l'origine délictuelle de la possession de son adversaire, et nous savons comment une telle preuve serait difficile. Il lui suffit d'établir l'existence des faits qui sont de nature à rendre probable l'un ou l'autre vice.

Ainsi voit-on l'intérêt de la condition en vertu de laquelle on exige une possession exempte d'équivoque. Il y a lieu de remarquer au point de vue pratique, que c'est le moyen le plus fréquemment employé dans les procès qui dressent les possesseurs des meubles contre ceux de qui ils tiennent leur possession ; car, le plus souvent, c'est la seule ressource à laquelle peut recourir l'ancien possesseur. « D'ordinaire, quand un individu, gardant indûment un objet qu'il a soustrait ou qu'on lui a confié, essaie de colorer sa possession en alléguant un don, ce n'est pas sans avoir constaté que toutes traces du vol commis ou du contrat violé font défaut ou du moins sans les avoir effacées. Il ne reste donc au demandeur, qui est le plus souvent un héritier désireux de reprendre des valeurs de la succession, qu'à examiner quelles circonstances ont entouré l'origine de la possession du défendeur, ou les temps qui l'ont précédée. En bien des cas, soit hasard, soit manœuvres habilement concertées ; ces circonstances ne lui révéleront rien ;

mais en d'autres, au contraire, elles décèleront quelque chose de peu franc et d'ambigu dans la possession du meuble litigieux. Le défendeur a-t-il soustrait ce meuble ? abuse-t-il d'un dépôt ou d'un mandat ? On n'a pas d'éléments suffisants pour le dire d'une façon bien positive, mais toujours est-il que sa possession ne se montre pas loyale et pure comme celle d'un vrai propriétaire. — Dans ces cas, il est conforme au droit et à l'équité que le demandeur puisse faire valoir, à l'appui de ses prétentions, et pour enlever au défendeur la protection de l'art. 2279, les faits de nature à infirmer la possession de celui-ci (1). »

Il n'est donc pas sans utilité, il est même indispensable d'exiger, outre l'absence de précarité ou de détournement, que la possession soit exempte de toute équivoque.

262. — Selon l'acception traditionnelle, la possession est équivoque lorsque la présence de la chose entre les mains du possesseur est susceptible de plusieurs explications, dont l'une est exclusive d'un titre translatif de propriété. Ainsi en cas de cohabitation entre le possesseur actuel et celui de qui il tient le meuble, la présence de l'objet entre les mains du premier peut s'expliquer ou bien par le fait que cet objet lui a été livré en propriété en vertu d'un don ou d'une vente, ou bien par le fait qu'il ne lui a été transmis qu'à titre précaire, en dépôt, par exemple, ou bien enfin par le fait qu'il s'en est frauduleusement emparé. La possession peut donc être interprétée autrement que par un transfert du droit de la propriété. C'est pour cette raison qu'on la déclare équivoque.

Mais ce cadre trop étroit n'a pu convenir à la jurisprudence. Celle-ci a trouvé que la notion d'équivoque envisagée dans son sens traditionnel ne pouvait satisfaire au but qu'elle poursuivait de ne protéger le possesseur que là où sa possession présente un caractère de sincérité et de vraisemblance. C'est ainsi qu'elle l'a considérablement étendue de façon à y faire entrer des éléments qui, sans se rapporter vraiment à la possession, rendent peu vraisemblable l'acquisition de la propriété.

(1) Bressolles, *loc. cit.*, n° 259, p. 360-361.

Nous savons la raison pour laquelle on édicte une présomption de titre au profit du possesseur, c'est que sa possession rend ses allégations plus vraisemblables que celles de son adversaire. Or, il est des circonstances dont la présence ôte toute valeur à ce raisonnement sans qu'on puisse les faire entrer proprement dans un des vices possessoires traditionnellement enseignés. Soucieux d'empêcher la présomption de jouer en de pareilles circonstances, la jurisprudence s'est efforcée d'élargir le cadre de l'un de ces vices de façon à pouvoir en entacher la possession si l'une de ces circonstances se présente. Le seul vice qui se prêtait à cette extension était l'équivoque.

D'après la théorie de la jurisprudence, la possession est équivoque, non seulement lorsqu'elle est susceptible de plusieurs interprétations dont l'une est exclusive d'une acquisition de la propriété, mais lorsque les circonstances de la cause sont défavorables aux allégations du possesseur, autrement dit, lorsque ces circonstances rendent peu vraisemblable l'existence d'un titre translatif à son profit (1).

Peu importe que ces circonstances affectent ou non directement la possession. Il suffit qu'elles soient de nature à rendre peu probable l'existence du titre allégué par le défendeur.

Les décisions qui consacrent cette idée abondent. La possession est déclarée équivoque tantôt pour ce fait que le prétendu donateur avait une égale affection pour chacun de ses héritiers présomptifs, et qu'il n'a pu avantager l'un d'eux ou les priver au profit d'un tiers (2), tantôt pour ce fait que le prétendu donateur avait déjà fait au défendeur de nombreuses libéralités et qu'il ne paraissait pas jusqu'à sa mort disposé à lui en faire d'autres (3). Ou bien le vice d'équivoque peut résulter de ce que le prétendu donateur n'a pas fait mention du don manuel allégué sur ses registres pourtant tenus à jour (4), ou encore de ce qu'il avait laissé figurer le meuble litigieux

(1) Pacilly, Thèse précitée, p. 451.

(2) Bressolles, *loc. cit.*, p. 362 ; — Pacilly, *loc. cit.*, n° 44 ; — Douai, 17 nov. 1910, D. P. 1913.II.4.

(3) Paris, 14 juin 1892, *Gaz. Pal.* 1892.II.317 ; — Pau, 21 mars 1893, D. P. 94.II.438.

(4) Paris, 3 juillet 1875, S. 76.II.140.

sur les états de situation de sa fortune (1). Le demandeur peut aussi tirer argument de ce que, par sa nature même, le meuble litigieux ne peut servir au prétendu donataire (2). La mauvaise réputation du possesseur peut être également d'un grand poids (3). On a vu même entacher la possession d'équivoque, le fait par le défendeur de faire appel d'une décision l'autorisant à démontrer la correction de sa possession (4), ce qui paraît exagéré, et il a été jugé aussi, ce qui est une véritable erreur, que le fait d'offrir la preuve du don manuel au lieu de se contenter de s'abriter derrière sa possession, vicie la possession (5). Mais la circonstance la plus souvent invoquée par le revendiquant, c'est l'absence de proportion entre la fortune du donateur prétendu et l'importance du don manuel allégué. « On ne peut raisonnablement supposer, déclare le demandeur, que mon auteur ait voulu se dépouiller d'une partie aussi importante de son patrimoine (6). Il faut d'autant moins le supposer que la durée des services récompensés, aux dires du défendeur, par le prétendu don manuel a été très courte (7). »

Dans toutes ces hypothèses, les tribunaux n'hésitent pas à déclarer la possession équivoque du seul fait que les circonstances de la cause jettent quelque incertitude sur l'existence du titre allégué bien qu'elles n'affectent pas la possession elle-même.

La jurisprudence ne s'arrête pas là. Elle va encore plus loin et déclare correcte la possession alors qu'elle a commencé dans

(1) Nancy, 6 juillet 1874, *Rép. Fuzier-Herman*, v^o Don manuel, t. XVIII, n^o 430, p. 434 ; — Poitiers, 16 oct. 1934, S. 1935.II.71.

(2) Trib. civ. Cambrai, 19 janvier 1905, *Gaz. Pal.*, 1905.I.490 ; — Trib. civ. Narbonne, 24 déc. 1925, D. H. 1926, p. 95.

(3) Nancy, 20 nov. 1869, D. P. 70.II.142, S. 70.II.111.

(4) Paris, 22 juillet 1932, D. H., 1933, Som., p. 15.

(5) Trib. Civ. de Limoges, 15 mars 1907, *Gaz. Pal.*, 1907.II.22.

(6) D. *Rép. prat. suppl.*, v^o Donations entre vifs, t. I, n^o 385 ; — *Rev. trim.*, 1906, p. 683, note sur Orléans, 31 mars 1906 ; — *Droit*, 11-12 juin 1906 ; — Josserand, *Cours de droit civil positif français*, t. III, éd. 1930, n^o 1335, p. 709 ; — Nancy, 22 juillet 1894, *Gaz. Pal.*, 94.II.568 ; — Trib. civ. Lyon, 27 février 1897, analyse *Gaz. Pal.*, T. Q., 1897-1902, t. I, v^o Don Manuel, n^o 25-26, p. 527 ; — Dijon, 18 octobre 1920 ; Analyse *Gaz. Pal.*, T. Q., 1920-1925, t. 1^{er}, v^o Don manuel, n^o 19-20, p. 455 ; — voir aussi Pacilly, *loc. cit.*, n^o 173, p. 443.

(7) Besançon, 24 juin 1865, et Civ., 24 avril 1866, D. P. 66, I, 347, S. 66.I.189.

des circonstances qui constituent, d'après la conception traditionnelle, le vice d'équivoque, si les autres circonstances de la cause rendent vraisemblable l'existence du titre allégué. Si l'on s'en tient à la conception traditionnelle, on devra déclarer équivoque la possession qui commence au profit d'une personne alors qu'elle cohabitait, par exemple, avec l'ancien possesseur, ou gérât ses affaires comme mandataire ou tuteur. Ces circonstances devront la vicier *de plano*, car elles la rendent susceptible de plusieurs interprétations dont l'une est exclusive d'une idée de transfert de la propriété. Mais les tribunaux, s'attachant toujours à l'idée de vraisemblance qu'implique la possession à l'avantage de son titulaire, ne la déclarent pas toujours équivoque dans ces hypothèses. Ils la jugent légitime si les circonstances de la cause corroborent l'allégation du possesseur et rendent vraisemblable le titre dont il excipe.

C'est ainsi que le défendeur peut faire état de sa réputation d'honnêteté (1), de la faible importance du don manuel par rapport à la fortune du donateur (2). Invoque-t-on contre lui le fait de la cohabitation, « c'est, répond-il, cette circonstance qui, loin de vicier ma possession, la justifie et la légitime, car elle explique le don manuel : j'avais, en effet, donné l'hospitalité à la disposante, à laquelle j'étais uni par des liens de parenté et d'affection » (3). La défenderesse contre laquelle on invoque la communauté d'habitation est-elle l'une des religieuses d'un hospice, elle fait ressortir que la malade prétendue donatrice vivait seule, sans relation avec sa famille, qu'elle était entrée à l'hospice avec l'intention d'y finir ses jours, que les titres litigieux étaient d'émission récente, ce qui prouve que la malade avait l'habitude de traiter avec les banques, et que, si elle avait voulu faire un dépôt, elle y aurait loué un coffre. La remise faite à la Sœur dans ces conditions est donc une libéralité et non pas un dépôt. Du reste, c'est l'hospice qui a été gratifié, en sorte que la défenderesse lutte sans inté-

(2) Paris, 8 décembre 1851, D. P. 52.II.271 ; — Nîmes, 26 février 1902, *Gaz. Trib.*, 1902, t. II, 2^e partie, p. 397.

(3) Amiens, 6 février 1894, *Analyse Gaz. Pal.*, T. Q., 1892-1897, V^o Don manuel, n^o 35 et 46 à 48, p. 485.

(4) Dijon, 11 août 1893, D. P. 94.II.13 ; S.95.II.95 1^{re} espèce.

rét personnel, sûre du bon droit de l'établissement (1). Le défendeur est-il un domestique habitant avec son maître et dirigeant ses affaires, il tire argument du fait que le don prétendu est proportionné à la fortune du donateur et qu'il est la juste récompense des soins donnés. Il fait état de son honorabilité et surtout du fait que l'héritier du prétendu donateur, loin de porter plainte, lui a longtemps réclamé timidement, à lui, possesseur, les titres litigieux avant d'agir en revendication (2). Le défendeur, s'il s'agit d'un débat relatif à une somme d'argent, peut encore exciper de ce que, pour le versement litigieux, contrairement à son habitude, le prétendu donateur n'a exigé de lui aucun reçu (3).

Ainsi la possession peut être déclarée exempte d'équivoque malgré la communauté d'habitation ou un autre fait de même nature si les circonstances de la cause tendent à établir la vraisemblance du titre allégué. De sorte que si la communauté peut rendre inutile la possession, d'autres circonstances de fait peuvent, dans ce cas, restituer à la possession son caractère utile et non équivoque (4).

Nous saisissons maintenant le vrai sens qu'attribue actuellement la jurisprudence à la notion d'équivoque. Il y a équivoque toutes les fois que les circonstances de la cause sont susceptibles de jeter le doute et l'incertitude sur l'existence du titre de propriété allégué par le possesseur. Ainsi le demandeur n'est pas obligé de s'attaquer à la possession elle-même de son adversaire, en vue de l'infirmier; il lui suffit d'établir des faits, même étrangers à cette possession, s'ils sont de nature à rendre invraisemblable l'existence du titre allégué. De cette façon, on peut affirmer, sans risquer de se tromper, que les tribunaux, pour faire bénéficier le possesseur de la présomption de titre, n'exigent pas l'absence d'équivoque, prise dans son acception traditionnelle, mais se contentent du fait que les circonstances de la cause ne sont pas telles qu'elles rendent invraisemblable l'existence de ce titre.

(1) Trib. civ. Brive, 6 juillet 1932, *Sem. Jur.* 1933, p. 407.

(2) Trib. civ. Beauvais, 4 avril 1895, *Gaz. Trib.* 27 juin 1895.

(3) Paris, 8 décembre 1851, *D. P.* 52.II.271.

(4) Guingamp, 3 avril 1935, *Sem. Jur.* 1935, p. 1137.

261. — Ces circonstances sont des plus nombreuses et des plus diverses, de sorte qu'on ne peut même pas avoir l'idée de les énumérer. Mais, sans avoir cette prétention, on peut, cependant, les ramener à trois ordres de faits différents.

1) Le premier a trait aux relations particulières qui liaient, lors de la conclusion du contrat allégué, le possesseur actuel avec celui de qui il détient l'objet.

Parmi ces circonstances, il faut retenir en premier lieu la communauté d'habitation. C'est là le fait le plus susceptible d'infirmer la possession. La raison en vient de la grande facilité qu'ont les personnes vivant sous le même toit de s'emparer frauduleusement des objets qui appartiennent aux autres personnes avec qui elles vivent. La communauté de vie ou d'habitation est tellement de nature à vicier la possession du défendeur qu'on enseigne souvent qu'elle est à la fois le danger et la sauvegarde de l'héritier (1). Autant, en effet, elle rend facile la mainmise sur les valeurs héréditaires, autant elle rend commode à l'héritier d'infirmer la possession du prétendu donataire et de le débusquer ainsi de la position qu'il cherché à prendre derrière elle.

Le plus souvent, à la communauté d'habitation se joignent d'autres éléments de décision tirés de la qualité même des parties en cause et de leurs attitudes respectives pendant leur habitation commune.

La possession d'un des époux à l'égard des meubles appartenant à l'autre est déclarée très souvent vicieuse (2). Ainsi, il a été jugé que la veuve n'a pas une possession correcte des meubles situés au domicile commun (3), surtout si les scellés n'ont pas été apposés à la mort du mari (4). La possession de la femme est particulièrement équivoque quand les meubles prétendus donnés sont des bijoux de famille du mari. Sans

(1) Colin, *loc. cit.*, p. 89 ; — Bressolles, *loc. cit.*, n° 260, p. 362.

(2) Colin, *loc. cit.*, p. 89 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 122 ; — Pacilly, *loc. cit.*, n° 165, p. 127 ; — Paris, 18 mai 1881, S. 1882.I.214 ; — Civ., 14 juin 1899, S. 1900.I.225 et la note de M. Pillet.

(3) Toulouse, 10 mai 1881, sous Req. 13 mars 1882, D. P. 82.I.433, S. 82.I.213 ; — Rouen, 30 nov. 1898, *Gaz. Pal.* 1899.I.121.

(4) Amiens, 15 mars 1900, sous Civ. 6 février 1905, D. P. 1905.I.481.

doute le mari peut les lui avoir donnés, mais il peut aussi ne lui en avoir laissé que l'usage (1).

Les rapports des proches parents qui habitent ensemble peuvent aussi être de nature à entacher la possession d'équivoque. Ainsi, il a été jugé qu'une nièce ne peut s'abriter derrière sa possession pour se décharger de prouver le don manuel qu'elle prétend lui avoir été consenti par son oncle actuellement décédé (2). De même, la Cour de Cassation a refusé à une mère la faculté de se prévaloir de la présomption de titre à l'égard du mobilier qui appartenait à son fils aujourd'hui mort, et qui a été remis par ce dernier dans le château de la mère après qu'il avait vendu l'immeuble que ce mobilier garnissait (3).

Il en va de même des relations de maîtres à domestique. La jurisprudence voit dans le fait de la cohabitation de serviteur à gage avec le défunt et dans la facilité très grande qu'y trouvent ces personnes de s'emparer de ses objets, un motif souvent suffisant pour déclarer leur possession illégitime. Il en est ainsi notamment quand les domestiques avaient la libre disposition des clefs (4), le maniement des fonds (5), des valeurs de leurs maîtres, s'ils ont dirigé la maison, le maître étant malade (6), infirme ou atteint de débilité mentale (7). Pourtant il peut arriver que les relations de maîtres à domestiques jointes à la communauté d'habitation ne suffisent pas à faire écarter l'application de la présomption de titre. C'est, par exemple, dans l'hypothèse où des locaux ont été spécialement affectés

(1) Toulouse, 14 oct. 1926, *Gaz. Pal.* 1926.II.711 et note. de M. Savatier, *Revue trimestrielle*, 1927, p. 239-240 ; — Caen, 8 fév. 1935, D. H. 1935, p. 242.

(2) Cass. 16 janv., S. 1902.I.85.

(3) Civ. 17 oct. 1933, S. 1935.I.121 et la note de M. Vialleton.

(4) Besançon, 24 juin 1865 et sur pourvoi civ. 24 avril 1866, D. P. 66.I.347 ; — Trib. civ. de la Seine, 27 nov. 1894, *Analyse Gaz. Pal.*, T. Q., 1892-1897 ; t. I, v^o Don Manuel, n^o 52, p. 485.

(5) Trib. civ. Seine, 22 mars 1907, *Gaz. Trib.* 22 mars 1907, t. II, 2^e partie, p. 287 ; — Cour d'Assises des Landes, 7 avril 1900, sous crim. 9 août 1900, S. 1901.I.59.

(6) Amiens, 21 mars 1901, *analyse Gaz. Pal.*, T. Q., 1897-1902. t. I^{er}, v^o Don manuel, n^o 52, p. 485.

(7) Trib. Civ. de la Seine, 27 nov. 1894, *analyses Gaz. Pal.*, T. Q., 1892-1897, t. I, v^o Don manuel, n^o 52, p. 485.

à leur usage et dont les clefs leur ont été remises. Toutefois, la présence dans ces locaux d'objets ayant appartenu à leur maître ne leur en donne une possession légale qu'autant que les circonstances de fait justifient l'origine de cette possession.

La présomption de titre résultant de la possession ne doit donc, lorsqu'elle est invoquée par des domestiques habitant le domicile de leur maître, être accueillie qu'avec la plus grande circonspection et en tenant compte de la plus ou moins grande facilité qu'ils ont eue de disposer des choses placées dans la maison.

Il est à noter également, parmi les circonstances qui sont de nature à influencer sur le caractère de la possession, les rapports illégitimes qui existaient entre le possesseur actuel et son auteur. De tels rapports rendent le plus souvent la possession équivoque. Il est à remarquer à ce propos que les juges se montrent très sévères quand il s'agit d'un don manuel invoqué par une concubine. Il est évident qu'ils se laissent quelque peu influencer par la nature illicite des rapports qui l'unissaient à son amant (1).

La possession par un aubergiste des meubles ayant appartenu à un de ses clients, décédé chez lui, est jugée le plus souvent vicieuse. En effet, elle peut s'expliquer aussi bien par un dépôt ou un détournement que par un transfert de propriété en vertu d'un don par exemple (2).

Rentre enfin dans le premier ordre de circonstances qui entachent la possession d'équivoque, le fait par le possesseur actuel d'avoir géré, lors de la conclusion du prétendu contrat, les affaires du prétendu aliénateur.

Ainsi, la possession par un mandataire (3) ou par un tuteur (4),

(1) Pau, 12 janv. 1874, D. P. 75.II.113 ; — Paris, 27 août 1881, S. 1881.II.256 ; — Req. 15 avril 1890, S. 1891.I.342 ; — Req. 17 juin 1927, S. 1927.I.384 ; — Bressolles, *loc. cit.*, p. 362 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 122 ; — Colin, *loc. cit.*, p. 89 ; — Bouillard, « Preuve de la propriété mobilière », *Thèse Paris*, 1900, p. 97.

(2) Toulouse, 30 juin 1890, D. P. 91.II.398 ; — Pau, 21 mars 1893, D. P. 94.II.438 ; — Lyon, 23 juillet 1897, D. P. 97.II.343.

(3) Req., 27 mars 1889, D. P. 90.I.413, S. 89.I.199 ; — Cass. 21 juin 1911, S. 1912.I.8.

(4) Bordeaux, 8 août 1853, S. 53.II.641 ; — Cass., 13 mars 1882, S. 82.I.214.

des meubles ayant appartenu au mandant ou au mineur est déclarée le plus souvent incapable d'impliquer au profit de son titulaire une présomption de titre.

264. — 2) La deuxième catégorie de faits, pouvant infirmer la possession du défendeur et rendre son titre peu vraisemblable, est empruntée aux actes et à l'attitude de l'ancien possesseur. En effet, certains agissements émanant de ce dernier peuvent venir démentir les prétentions du possesseur actuel ou, tout au moins, jeter le doute et la suspicion sur leur exactitude.

Nous avons déjà rencontré plusieurs circonstances de ce genre. Nous répétons que, s'agissant d'un don manuel, l'équivoque peut résulter de ce fait que le prétendu donateur avait une tendresse égale pour tous ses héritiers et qu'il n'avait pu avoir dessein soit d'avantager l'un d'eux, soit de les priver au profit d'un tiers. Ou bien de ce que le défunt avait déjà fait au défendeur de nombreuses libéralités et qu'il ne paraissait pas probable qu'il eût voulu les accroître ou leur en joindre d'autres (2). Le revendiquant peut arguer également de ce que le prétendu donateur n'avait laissé aucune mention du don, sur ses registres, pourtant tenus à jour, ni remis aucune note ou déclaration intime à son notaire pour prévenir les résistances éventuelles de ses héritiers (3). D'autres fois, le défunt n'avait pas effacé sur son carnet et sur les états de situation de sa fortune, des valeurs prétendues données (4). Les registres domestiques du défunt constataient aussi qu'il n'avait cessé, jusqu'à sa mort, d'encaisser les coupons et arrérages provenant des valeurs litigieuses (5). Il a été jugé enfin que le fait, par le prétendu donateur, de s'être occupé à son lit de mort des valeurs mobilières prétendues données d'une manière qui indiquait son étonnement de ne pas les sentir là

(1) Grenoble, 16 mars 1869 ; — Paris, 25 mars 1876, précités.

(2) Paris, 3 juillet 1875, précité.

(3) *Ibid* ; — Cass. 24 avril 1866, S. 66.I.189.

(4) Nancy, 6 juillet 1874, *Gaz. Trib.*, 5 août 1874 ; — Bordeaux, 19 mars 1868, D. 68.II.223.

(5) Bordeaux, 19 mars 1868, D. P. 68.II.233 ; — Paris, 25 mars 1876 ; D. P. 77.II.9 ; — Alger, 12 avril 1906, D. P. 1906.II.246.

où il les tenait d'habitude, rend la possession de ces valeurs suspecte (1).

265. — 3) Enfin, le troisième ordre de circonstances qui sont susceptibles d'entacher la possession d'équivoque se rattache à l'attitude prise par le possesseur après la conclusion du contrat allégué.

En réalité, certains agissements émanant du possesseur actuel peuvent être de nature à contredire ses prétentions ou, tout au moins, à les rendre suspectes.

Ainsi, peut être déclarée équivoque la possession de celui qui, après le décès du soi-disant donateur, s'est emparé furtivement des objets prétendus donnés (2). Il en est de même si le possesseur a gardé le silence sur sa détention des valeurs prétendues données et n'a parlé d'un don manuel qu'après plainte en détournement déposée par les héritiers (3). Mais le fait rentrant dans cette catégorie, qui est le plus souvent invoqué comme infirmant la possession, c'est celui qui consiste dans l'abstention du soi-disant donataire de toucher les coupons échus des titres prétendus donnés malgré son besoin d'argent ou de les faire toucher par un tiers (4). Il en est de même enfin, dans l'hypothèse du possesseur soi-disant donataire qui, après s'être assuré qu'une opposition avait été faite par les héritiers, loin de provoquer par les voies judiciaires la mainlevée de cette opposition, ce qu'il n'eût pas manqué de faire si la possession eût été légitime, a eu recours, espérant par là éviter toute contestation directe avec les héritiers, à un moyen détourné, consistant à faire demander la mainlevée par un tiers auquel il a cédé ou paru céder les titres litigieux (5).

(1) Aix, 3 février 1902 précité.

(2) Paris, 3 juillet 1875, S. 76.II.140 ; — Paris, 9 août 1875, D. P. 77.II.56 ; — Paris, 27 août 1881, S. 81.II.258.

(3) Amiens, 28 juillet 1879, S. 80.II.207.

(4) Bordeaux, 19 mars 1868, D. 68.II.223 ; — Paris, 3 juillet 1875, S. 76.II.140 ; — Toulouse, 18 mai 1881, S. 82.II.214 ; — Paris, 25 mars 1876, D. 77.II.9 ; — Aix, 3 fév. 1902, D. P. 1904.II.289 et la note de M. Planiol, S. 1903.II.41 et la note de M. Ferron.

(5) Paris, 25 mars 1876, précité.

Nous remarquons que dans toutes ces dernières hypothèses la possession paraît être entachée de clandestinité plutôt que d'équi-

266. — En pratique, dans la plupart des hypothèses où il s'agit d'une possession équivoque, le conflit surgit après le décès de l'ancien possesseur entre les héritiers de celui-ci et le possesseur actuel qui excipe du titre translatif de propriété et surtout d'un don manuel. Il est à peine nécessaire de faire remarquer que le problème peut se poser, encore qu'il n'y ait pas eu décès de l'ancien possesseur et que le possesseur actuel se trouve en face de celui qui lui a livré la chose (1). Dans ce cas la solution juridique ne peut être différente. Il est à remarquer seulement que sur le terrain des faits l'ancien possesseur se trouverait dans une situation nettement plus avantageuse que celle qu'auraient eue ses héritiers. En effet, il pourrait alléguer des circonstances de cause que les héritiers auraient le plus souvent ignorées (2).

267. — Il importe de faire remarquer qu'aucune des circonstances que nous venons de citer comme étant de nature à entacher la possession d'équivoque, ne peut obliger le juge à déclarer la possession vicieuse. Ces circonstances ne constituent pas des éléments de droit entachant nécessairement et *de plano* la possession d'équivoque, mais de simples éléments de fait dont l'appréciation souveraine appartient au juge. Elles n'entrent en considération que comme éléments de décision aidant le juge à se former une opinion pour résoudre la question de savoir si la possession rend vraiment probable le titre allégué par le défendeur (3).

Ainsi s'expliquent les différentes solutions que nous donne la jurisprudence et qui semblent être contradictoires au pre-

voque. Mais la jurisprudence donne à cette dernière conception une portée si vaste qu'elle la fait absorber les cas de clandestinité ou tout au moins déclare dans les hypothèses de ce genre, présents l'un et l'autre vice.

(1) Civ. 14 juin 1899 et la note de M. Pillet, *loc. cit.* ; — Req. 12 janvier 1909, D. P. 1909.I.387 et le rapport du conseiller Denis.

(2) Saleilles, *loc. cit.*, p. 244 ; — Saunier, *loc. cit.*, p. 92.

(3) Colin, *loc. cit.*, p. 89 ; — Tournesac, *loc. cit.*, p. 122 ; — Saunier, *loc. cit.*, p. 89 ; — Pacilly, *loc. cit.*, p. 428 ; — Ferron, note sous Aix, 3 février 1902, précitée ; — Req. 18 déc. 1894, D. P. 95.I.364, S. 95.I.196 ; — Orléans, 25 juin 1909, S. 1910.II.115, D. P. 1909.II.243 ; — Cass. 30 mars 1898, S. 98.I.489 ; — Cass. 24 juillet 1912, S. 1914.I.235 ; — Req. 17 juin 1927, S. 1927.I.384.

mier abord. Si nous prenons, en effet, à titre d'exemple, la communauté d'habitation, nous trouverons tantôt des arrêts qui y voient un élément viciant la possession, tantôt d'autres qui ne lui reconnaissent pas cet effet. Cette divergence ne tient nullement à un désaccord sur les principes, mais à l'appréciation des faits de la cause qui appartient souverainement au juge (1).

268. — On ne saurait nier le très grand intérêt que présente la théorie d'équivoque telle qu'elle est conçue par la jurisprudence. Il y a là un heureux correctif aux dangers que pourrait entraîner et aux fraudes que pourrait favoriser une application rigoureuse de la présomption de titre. Nous savons qu'à part l'équivoque, le demandeur doit, pour débusquer le possesseur de la position si avantageuse que lui offre sa possession, prouver ou bien la précarité ou bien le fait d'un détournement. Or, la preuve de l'un et de l'autre est très difficile à administrer, surtout de la part des héritiers de l'ancien possesseur, le cas qui se présente le plus souvent. Ainsi à s'en tenir rigoureusement aux principes généraux, on risquerait presque toujours de dépouiller les héritiers en faveur des détenteurs irréguliers ou même frauduleux (2) qui allèguent des dons manuels qui ne sont, en réalité, que des détournements si faciles à commettre par ceux qui entourent les mourants. Le danger est d'autant plus grand qu'avec la mobilisation extrême des fortunes on peut spolier des valeurs considérables.

La théorie d'équivoque nous permet de parer à ces dangers. Grâce à elle, on peut réserver la protection possessoire à ceux qui ont une possession à laquelle s'ajoute une apparence très sérieuse que leurs allégations sont vraies. On peut aussi, à la vue d'une situation louche et suspecte, empêcher des spoliateurs de s'abriter derrière un principe destiné à protéger la bonne foi. Et cela sans faire tort au possesseur puisqu'on lui laisse la possibilité de prouver son titre, s'il en a vraiment

(1) Colin, *loc. cit.*, p. 89.

(2) Bressolles, *loc. cit.*, n° 261 ; — Saleilles, *loc. cit.*, p. 343 ; — Colin, *loc. cit.*, p. 88.

un ; on lui retire seulement « le profit d'une situation qui aurait trop bien tourné pour lui » (1).

269. — Pour se rendre compte de la véritable utilité de l'expédient d'équivoque auquel a eu recours la jurisprudence française, il convient de comparer le système français au système allemand qui ignore une pareille ressource.

D'après l'art. 1006 du Code civil allemand, « Celui qui possède une chose mobilière en est présumé propriétaire » (2). Cette présomption a une portée générale et s'applique au profit du possesseur dans toutes les circonstances et quelle que soit la personne avec qui il rentre en conflit. Il peut s'en prévaloir à l'égard de celui qui lui a livré la possession aussi bien qu'à l'égard d'un tiers (3).

Ainsi, en droit allemand, s'agissant des rapports entre possesseurs successifs, les choses ne se passent guère, en théorie, tout au moins, différemment qu'en droit français. Le possesseur actuel est présumé avoir acquis le meuble en vertu d'un titre parfait. Pour empêcher cette présomption de jouer au profit de son adversaire, le demandeur doit faire la preuve positive ou bien de la précarité ou bien du vol. S'il n'y parvient pas, il se trouvera privé désormais de toute ressource.

« Aussi peut-il sembler, puisqu'il n'est pas permis au juge allemand d'entrer dans les considérations de fait auxquelles ouvre accès, en droit français, l'expédient de la possession équivoque, que ce système allemand sera souvent bien dangereux pour les propriétaires qui, en toute confiance, laissent un objet mobilier aux mains d'un tiers (4). » Le juge a en face de lui une présomption légale qu'il doit subir alors même qu'il aurait, d'après les circonstances de la cause, la conviction absolue que le détenteur n'est qu'un malhonnête homme qui veut profiter des difficultés de preuve de son adversaire pour

(1) Vienot, « L'art 2279 du Code civil et son application aux dons manuels », *Thèse Paris*, 1912, p. 61.

(2) Il en est de même dans l'art. 930, C. civ. suisse.

(3) Saleilles, *loc. cit.*, p. 248 et s.

(4) *Idem*, p. 254.

garder, à titre irrévocable, une chose à laquelle il n'a pas droit (1).

Avec la souplesse et l'élasticité du système français, on ne peut arriver à un tel résultat. La théorie d'équivoque, avec la grande liberté qu'elle laisse au juge, permet à celui-ci de tenir la balance égale entre les deux parties en cause (2), et ne protège le possesseur que lorsque les circonstances de fait ne sont pas de nature à le démentir ou, du moins, à rendre douteuse l'exactitude de ses prétentions.

« En somme, la jurisprudence française tend, avec sa conception sur la possession équivoque, à faire du débat qui se dresse entre le possesseur actuel et celui de qui il tient l'objet, une question de fait, à résoudre le litige par une sévère appréciation des circonstances. Le débat s'élève au-dessus de la discussion relative aux caractères de la possession et en arrive à rouler sur la vraisemblance plus ou moins grande de l'allégation du défendeur. Est dispensé de la charge de la preuve tout possesseur qui allègue un titre que les faits de la cause rendent vraisemblable. Par contre ne trouve point protection dans sa possession, tout individu qui indique un titre puisque ces mêmes faits rendent improbable l'existence de ce titre » (3).

Cette description du débat est plus souple et plus près des faits que celle qui résulte du système allemand trop étroit et

(1) Il y a en droit allemand un remède partiel à cet état de choses. C'est lorsqu'il s'agit d'une des personnes qui peuvent être qualifiées de détenteurs subordonnés (art. 855 C. civ. all.). Ce sont les personnes qui se trouvent à propos du meuble possédé dans une dépendance complète vis-à-vis d'une autre, telles que les domestiques, les employés de l'industrie ou du commerce, qui cohabitent avec leurs maîtres. A l'égard de telles personnes on arrive en droit allemand au même résultat qu'en droit français. Ce dernier dirait que leur possession est équivoque. Le droit allemand déclare qu'il n'y a même pas possession. Aussi peut-on dire, dès qu'il s'agit des personnes qui cohabitent chez une autre et qui ne sont pour lui que des instruments de possession, que l'art. 855 C. civ. all. offre une ressource aussi efficace que serait l'expédient tiré de la possession équivoque de la jurisprudence française. Mais il est à remarquer que le remède offert par l'art. 855 du Code civ. all. n'a qu'une portée fort restreinte. Il n'est possible que dans des cas très peu nombreux. Alors que la ressource offerte, en droit français, par la conception de la possession équivoque, est d'une application aussi générale que possible (Saleilles, *loc. cit.*, p. 256).

(2) Planiol, Ripert et Picard, t. III, n° 377.

(3) Pacilly, *loc. cit.*, p. 476.

trop rigide. En assouplissant ainsi le caractère du débat, les tribunaux français facilitent la recherche de la vérité, et, par suite, protègent plus efficacement la propriété mobilière. Notamment, ils permettent aux héritiers de déjouer plus aisément les fraudes de ceux qui entourent les mourants.

276. — Cela ne veut pas dire que le système français n'ait pas fait l'objet de certaines critiques. On lui a reproché d'être essentiellement empirique et d'aboutir à l'arbitraire des juges (1).

Si ces reproches sont justes, il nous semble qu'on ne doit pas, cependant, se montrer trop sévère contre le système français. Dans un conflit qui dresse le possesseur actuel et celui de qui il tient le meuble, nous nous trouvons dans une situation si délicate que serait téméraire la loi qui voudrait, au moyen d'une présomption liant le juge, donner la préférence, au point de vue de la preuve, à l'une des parties plutôt qu'à l'autre. Nous avons vu les dangers d'un pareil système à propos du droit allemand. Dans de pareilles situations la seule chose qui s'impose c'est de laisser le champ libre au juge qui décidera d'après les circonstances de chaque cause. Et du moment qu'on accepte de laisser au juge un pouvoir souverain d'appréciation, on doit supporter les inconvénients qu'une telle mesure implique inévitablement.

271. — On peut, néanmoins, reprocher à la jurisprudence, et à juste titre, pensons-nous, la propension trop grande qu'elle manifeste de nos jours à infirmer la possession du défendeur. Les dangers d'une telle orientation n'échappent à personne. Un véritable donataire serait obligé de prouver son titre s'il voulait rester en possession. Or nous savons comment cette preuve est épineuse en matière mobilière. Ainsi, il est à souhaiter que les tribunaux se gardent d'un excès contraire. Autrement «on risquerait, en voulant frapper les coupables, d'atteindre les innocents et de mettre un véritable donataire dans l'impossibilité de défendre, contre des héritiers parfois avides, une

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 257.

libéralité qui n'est que la récompense de son affection, de ses services et de son dévouement » (1).

272. — Il ne nous reste, pour en finir avec les vices de la possession, qu'à dire un mot sur la question de la preuve. A qui incombe la charge de les prouver et par quels moyens cette preuve sera-t-elle possible ?

On a prétendu que tout le fardeau de la preuve retombe sur le possesseur. Ce serait à celui-ci d'établir que sa possession est exempte de vices et surtout d'équivoque. On invoque à l'appui de cette thèse ce principe que toute personne qui réclame un avantage doit prouver qu'elle est dans les conditions voulues pour l'obtenir. Si, par exemple, elle se dit créancière, elle devra exhiber un titre de créance régulier. De même le possesseur d'un meuble qui se prétend dispensé, par sa possession, de prouver le titre d'acquisition qu'il allègue, doit prouver en premier lieu que sa possession est régulière (2).

Cette thèse ne nous semble pas fondée. Nous ne comprenons pas, en effet, comment l'on veut obliger le possesseur à prouver, de prime abord, que sa possession est exempte de vices.

Une telle preuve serait pratiquement impossible. Nous savons, certes, que les circonstances de nature à vicier la possession sont innombrables. Dès lors comment penser que le possesseur doive prévoir toutes ces circonstances et établir d'avance leur défaut ? D'ailleurs il nous paraît qu'on invoque ici à tort le principe que pour obtenir un bénéfice, on doit tout d'abord prouver la réunion des conditions auxquelles il est subordonné. Un tel principe ne saurait se comprendre que là où le bénéfice constitue en lui-même une dérogation à l'état de fait qu'on suppose spontanément. Par exemple, si l'on considère deux personnes quelconques, sans rien savoir sur elles de particulier, il est vraisemblable qu'elles sont dans une indépendance respective absolue et il faut admettre que si l'une

(1) Ferron, note sous Aix, 3 février 1902, *loc. cit.* ; — Bressoles, *loc. cit.*, n° 316 ; — Saleilles, *loc. cit.*, p. 259.

(2) Martin, dans son cours sur la preuve de 1909-1910, cité par Vienot, *thèse précitée*, p. 65. Voir aussi note anonyme au Dalloz sous Paris, 25 mars 1876, D. 77.II.9.

se dit créancière de l'autre, elle aura à prouver son droit, que rien ne manifeste au dehors. Mais là s'arrête le devoir du créancier. Il n'a à établir que les éléments nécessaires pour l'existence de son titre. S'il y parvient, la charge de la preuve se trouvera déplacée, et ce sera au débiteur, s'il prétend que le titre de créance est entaché de nullité, qu'incombera la charge de la preuve. Il en est de même dans le cas du possesseur. Il n'a à prouver que l'existence de sa possession. Dès qu'il fournit cette preuve, sa possession aura l'apparence de régularité et ce sera à son adversaire, s'il prétend quelque chose contre cette apparence, de le démontrer.

La loi elle-même fait application de ce principe, quand elle présume l'*animus*. Il y a tout lieu de croire, en effet, que celui qui exerce une maîtrise de fait sur une chose, le fait à titre de propriétaire. L'apparence est à ses côtés. « Or, la même apparence existe quant à la régularité de la possession. Ici également provision lui est due, et c'est donc justice en appliquant par analogie la règle formulée pour l'*animus* d'exiger de l'adversaire du possesseur la preuve de l'équivoque (1). »

Ainsi c'est au revendiquant d'établir que la possession du défendeur est entachée d'un vice qui la rend incapable de faire présumer le titre que ce dernier allègue. Pour cela, tous les moyens de preuve lui sont permis. Il ne cherche, en effet, qu'à établir des faits qui rendent invraisemblable le titre que son adversaire allègue. Or, pour des simples faits, la preuve n'est nullement limitée.

CONCLUSION.

273. — Pour que le possesseur actuel soit déchargé de prouver son titre, ce que l'application des principes généraux du droit commun l'obligerait à faire, il faut tout d'abord qu'il s'agisse d'un de ces meubles corporels pour les transactions desquels on n'a pas l'habitude de rédiger un écrit. Il faut ensuite que le défendeur ait la possession certaine de ce meuble, que

(1) Vienot, *loc. cit.*, p. 69; — C. Civ., 17 janv. 1898, D. P. 98.I.479; — Alger, 12 avril 1906, D. P. 1906.II.264.

cette possession n'ait pas une origine précaire ni délictueuse, qu'elle soit enfin exempte de vice et surtout d'équivoque.

Ces conditions tendent toutes à un seul but : c'est de ne faire bénéficier de la protection possessoire que celui dont la possession est vraiment significative et caractéristique de l'existence du droit de propriété, en d'autres termes, celui dont la possession rend vraisemblable l'existence du titre qu'il allègue. Elles ont pour objet d'empêcher la présomption de titre de jouer au profit de celui à la possession duquel les circonstances de la cause ôtent toute valeur probante.

Avec la série de ces conditions, à supposer que les tribunaux en fassent une application discrète, sage et mesurée, la présomption de titre se trouve entourée de toutes les précautions nécessaires, qui l'empêchent de consacrer des injustices et des irrégularités et qui ne la font jouer qu'au profit de ceux qui la méritent. A vrai dire, il arrivera encore que « le même service qu'elle rend au propriétaire qui possède, la possession le rend au non-propriétaire qui possède, et même contre le propriétaire qui ne possède point » (1). Mais il n'en sera que rarement ainsi. Le plus souvent notre présomption se trouvera juste. On peut donc assurer qu'elle est légitime.

SECTION III. — NATURE ET ÉTENDUE DE LA PROTECTION POSSESSOIRE DANS LES RAPPORTS ENTRE POSSESSEURS SUCCESSIFS.

- 274. — Quelle est la nature de la protection que la possession accorde au possesseur dans ses rapports avec son auteur ?
- 275. — Réfutation de la théorie de M. Planiol qui rattache cette protection à la présomption de propriété attachée à toute possession.
- 276. — Il s'agit en notre matière d'un principe exceptionnel, d'une faveur spéciale accordée à la possession mobilière.
- 277. — Quelle est la nature de cette faveur spéciale ? Réfutation de la théorie qui enseigne que la possession vaut titre.
- 278. — La possession ne fait que présumer le titre.

(1) Ihering, *Fondement des interdicts possessoires*, traduction Meulenaere, p. 50.

279. — La nature de la présomption de titre ; réfutation de la théorie qui y voit une présomption absolue.
280. — C'est une présomption, simple susceptible d'être détruite par la preuve contraire.
281. — En quoi consiste cette preuve contraire.
282. — Une fois la présomption de titre déclarée applicable, le demandeur n'a pour la détruire qu'à prouver l'absence du titre allégué par son adversaire.
283. — Difficulté de cette preuve.
284. — En pratique, le demandeur n'attend pas que la présomption de titre soit déclarée applicable pour la détruire par la preuve contraire; il s'efforce d'établir qu'elle est inapplicable dans l'espèce par la preuve de l'absence d'une de ses conditions.
285. — Effet de la mise à l'écart de la présomption de titre : le droit commun reprend son empire.
286. — Situation du possesseur qui est en mesure de se prévaloir de la présomption de titre. Si cette présomption n'est pas détruite, il sera déclaré propriétaire sur le fondement du titre qu'il allègue et non pas sur le fondement de sa possession.
287. — Il s'ensuit qu'il n'acquiert la propriété que dans les limites de l'acte juridique qu'il allègue.
288. — Conclusion.
-

274. — Nous supposons maintenant réunies toutes les conditions que nous avons étudiées dans la précédente section. Et, pour résumer, nous disons que le défendeur est supposé avoir la possession régulière et efficace de la chose. Nous avons dit qu'il peut, en pareil cas, recourir à sa possession et lui demander aide et protection. Il importe maintenant d'analyser cette protection possessoire afin d'indiquer sa nature et son étendue.

En quoi consiste la protection que la possession peut offrir à son titulaire dans les rapports de celui-ci avec son auteur et jusqu'à quelle limite le possesseur peut en profiter, tel est notre but dans la présente section.

275. — Il faut, tout d'abord et une fois de plus, rejeter la théorie qui a été soutenue par M. Planiol (1) et qui rattache cette protection à la présomption générale de propriété décou-

(1) Planiol, sous Aix, 3 février 1902, *loc. cit.* ; — Planiol, Ripert et Riccard, t. III, *loc. cit.*, n° 375 ; — Planiol, Ripert et Trasbot, t. V, *loc. cit.*, n° 392.

lant de toute possession, de celle qui porte sur les meubles tout aussi bien que de celle qui porte sur les immeubles. Nous avons montré, à maintes reprises, l'inefficacité de cette présomption et son impuissance à procurer au possesseur la protection que nous avons dégagée à son profit et que tout le monde est unanime à lui reconnaître. La présomption qui découle de toute possession n'a, certes, qu'un effet fort restreint ; elle se borne à accorder au possesseur le rôle de défendeur dans l'action en revendication et s'évanouit dès que le demandeur a prouvé son droit initial (1).

La présomption attachée à toute possession est donc incapable d'expliquer le secours que le défendeur peut puiser dans sa possession et en vertu duquel il se trouve déchargé du fardeau de la preuve qui incombe au demandeur alors même qu'il a établi son droit initial.

276. — Nous sommes ici en dehors des principes généraux du droit commun. C'est une faveur spéciale qu'on fait dériver de la possession mobilière vu la nature spéciale des meubles. Telle est l'idée qu'enseignent aujourd'hui presque tous les auteurs.

277. — Mais quelle est la nature de cette faveur spéciale ? En quoi consiste-t-elle ? C'est ici qu'on voit poindre les divergences.

Certains auteurs prétendent que la protection que la possession offre au possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient l'objet consiste en ce qu'elle établit à son profit un titre de propriété. Ici encore et de même que lorsqu'il s'agit de celui qui a traité avec un non-propriétaire, la possession vaudrait titre (2).

(1) Planiol, Ripert et Boulanger, *loc. cit.*, n° 3436.

(2) Toullier, *Droit civil*, t. V, n° 177 ; — Troplong, *Donation*, t. III, n° 1041 ; — Demolombe, *Donation*, t. III, p. 50 ; — Demante et Colmet de Santerre, *Donation*, t. IV, art. 893, n° 3 bis ; — Bressolles, *loc. cit.*, n° 253 ; — Colin, *loc. cit.*, p. 92 ; — Colin et Capitant, *loc. cit.*, t. I, n° 1135.

Partant de ce principe on est même allé jusqu'à fonder la validité du don manuel sur la possession ou tout au moins jusqu'à voir dans cette dernière une nouvelle raison de l'admettre et en tirer, en faveur du donataire, un brevet de validité supplémentaire.

Cette thèse a eu quelques répercussions dans la jurisprudence récente (1).

On comprend comment elle s'est formée ; elle a été le résultat d'une confusion entre les différents rôles de la possession mobilière. La conception, d'ailleurs si juste et si autorisée suivant laquelle l'acquéreur *a non domino* est propriétaire par le seul effet de sa possession, a paru tellement certaine et a dominé les esprits des interprètes avec tant de force qu'ils n'ont su discerner l'autre solution qu'on devrait admettre lorsqu'il s'agit d'une situation toute différente, celle du possesseur qui a traité avec le *verus dominus*.

Ces auteurs ont commencé par examiner l'hypothèse principale pour laquelle les magistrats du Châtelet de Paris ont inventé la règle « En fait de meubles possession vaut titre » c'est-à-dire celle de l'acquéreur *a non domino*. Ayant en vue cette seule hypothèse, une unique solution leur paraissait, et à juste titre d'ailleurs, aussi logique que légale, c'est que la propriété soit acquise au possesseur du seul chef de sa possession. Mais ils se sont aperçus après coup* que le possesseur a besoin d'être protégé non seulement dans le cas où il a traité *a non domino* et lorsqu'il est inquiété par le vrai propriétaire, mais aussi lorsqu'il a traité avec le véritable ayant droit avec qui il est maintenant en litige. Voulant le protéger dans ce dernier cas, ils n'ont pensé qu'à la fameuse règle de l'art. 2279, qu'ils ont cru pouvoir transporter dans ce nouveau domaine telle qu'elle est et avec toutes ses conséquences. En partant de ce principe que c'est la même règle qui s'applique dans les rapports entre possesseurs successifs, ils lui assignèrent tout naturellement le même effet : la possession vaut titre. La même règle ne doit-elle pas avoir le même sens toutes les fois qu'elle peut recevoir application et cela sans égard aux différents cas où cette application peut avoir lieu ?

Nous avons, en traitant du rôle de la possession mobilière en général, répondu à ce raisonnement. Nous avons vu que la règle « En fait de meubles possession vaut titre », ne peut s'ap-

(3) Req. Civ., 30 mars 1898, D. P. 99.I.22 ; — Cass., 12 août 1891, S. 92.I.245, D. P., 92.I.623 ; Trib. Civ. de la Seine, 23 juillet 1930, D. H. 31, Som. 33 ; — Req. 28 oct. 1935, D. H. p. 554.

pliquer, du moins, en tant que règle attributive du droit, dans les rapports entre possesseurs successifs. Elle a un autre domaine nettement distinct qu'elle ne saurait dépasser. C'est celui des rapports entre le possesseur qui a traité *a non domino* et le véritable propriétaire. Nous avons déjà montré les raisons qui justifient cette solution et jugeons inutile d'y revenir.

D'ailleurs, on ne peut concevoir que la possession constitue un titre de propriété au profit d'une personne autre que l'acquéreur *a non domino*. Une telle fonction est inconcevable lorsqu'il s'agit des rapports entre possesseurs successifs. Celui qui achète à un non-propriétaire n'acquiert rien du chef de son contrat, celui-ci étant dépourvu de toute efficacité vu qu'il émane d'une personne non qualifiée. Pour le protéger on ne peut s'y prendre que d'une seule façon. C'est de lui attribuer d'autorité la propriété qui lui fait défaut.

Il n'en va pas de même dans le cas des possesseurs successifs. Ici il est certain que le possesseur actuel tient la chose du véritable propriétaire, ou, du moins, la question ne fait pas l'objet du débat. Par conséquent, si, comme on l'affirme, la chose est passée entre les mains du possesseur en vertu d'un contrat translatif, ce contrat sera capable, à lui seul et sans avoir besoin d'une aide venant du dehors, de transférer la propriété. Le possesseur n'a donc pas besoin que sa possession lui constitue un titre de propriété. C'est son contrat lui-même qui produit cet effet. Le secours dont il a besoin est d'une toute autre nature. C'est que, s'étant conformé à l'usage de ne pas rédiger un écrit pour constater les transactions mobilières, il se trouve en difficulté pour prouver son titre. Il semble que, dans ces conditions, l'aide la plus appropriée, voire la seule aide qu'on puisse imaginer, ne peut se trouver que sur le terrain de la preuve.

Il convient de faire remarquer enfin que l'application de la doctrine qui enseigne que la possession vaut titre dans les rapports entre possesseurs successifs aboutirait à des conséquences contraires aux principes juridiques les plus élémentaires. Supposons, pour nous en convaincre, l'hypothèse suivante : une personne croit recevoir une chose à titre de don manuel alors que le *tradens* entend faire un dépôt. Indiscutablement l'*accipiens* a la possession régulière de la chose. Et, partant, il

deviendrait propriétaire, d'après la thèse que nous combattons. Ainsi, malgré l'inexistence du don, le possesseur se verrait attribuer la chose. La même solution s'imposerait en cas de nullité ou de résolution.

Il est vrai que nos adversaires n'ont jamais accepté une conséquence si absurde. Ils ont cherché à l'éviter par un moyen manifestement erroné. Ils enseignent que si la règle « En fait de meubles possession vaut titre » constitue un titre de propriété au profit du possesseur dans ses rapports avec son auteur et lui permet ainsi de repousser l'action en revendication de ce dernier, elle n'influe en rien sur les liens personnels qui unissaient les parties et laisse, par conséquent, intacte l'action personnelle. En d'autres termes, si le possesseur devient propriétaire du chef de sa possession et échappe ainsi à l'action en revendication, il n'en demeure pas moins tenu de restituer en vertu d'une obligation personnelle.

Nous avons déjà montré le mal-fondé de ce raisonnement. Certes, il est évident que la seule obligation concevable dans notre cas est celle qui résulterait du fait de l'enrichissement sans cause. Il s'agit, en effet, d'un contrat inexistant ou nul, c'est-à-dire d'un contrat duquel aucune obligation ne peut naître. Or, si on déclare le possesseur propriétaire du chef de sa possession, n'aurait-il pas une juste raison pour s'enrichir ? Ainsi l'application logique de la théorie enseignant que la possession constitue un titre au profit du possesseur dans ses rapports avec celui qui lui a livré la possession, aboutirait forcément à le mettre à l'abri de toute action de la part du demandeur, quelle que soit la nature de cette action, c'est-à-dire que ce soit l'action en revendication ou l'action personnelle en restitution, pourvu, bien entendu, qu'il ait la possession régulière de la chose. Vainement le demandeur prouverait l'inexistence ou la nullité du contrat du défendeur, celui-ci n'en conserverait pas moins l'objet.

Il va de soi qu'une thèse qui aboutit à de tels résultats ne saurait être acceptée. Elle serait en contradiction avec les principes élémentaires du droit.

Remarquons que les quelques arrêts qui ont adopté cette thèse excessive l'ont fait alors qu'il n'y avait pas, au point de vue pratique, d'inconvénient. Cet inconvénient eût existé,

comme nous l'avons vu plus haut, au cas où l'ancien possesseur se fût prévalu d'une cause de nullité tenant au titre allégué. En effet, on eût tiré du principe que la possession constituait elle-même le titre cette conséquence que les vices entachent l'acte juridique, le don ou la vente, par exemple, étaient indifférents. Mais dans les espèces où des décisions de cette sorte sont intervenues, rien de tel n'était à craindre. Il s'agissait simplement de savoir qui, du possesseur ou de son adversaire, devait faire la preuve. Et les juges en ont chargé ce dernier s'appuyant sur des raisons excessives et erronées, mais dont l'emploi était pratiquement inoffensif.

278. — L'idée que la possession constitue un titre dans les rapports entre possesseurs successifs devant ainsi être rejetée, il nous importe maintenant d'indiquer la vraie nature de la protection que la possession offre dans ce domaine à son titulaire.

De nos jours, la majorité de la doctrine et de la jurisprudence explique cette protection par l'idée d'une présomption de titre. Dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble, le possesseur est présumé avoir acquis la propriété en vertu du titre qu'il allègue. Il est exempté de toute preuve. C'est à son adversaire d'établir l'absence de titre translatif à son profit.

Il nous semble que c'est la seule explication qui puisse être aussi juridique que logique. En effet, l'unique secours dont notre possesseur peut avoir besoin ne peut être que sur le terrain de la preuve. Nous savons qu'ici le titre de possesseur ne peut émaner que d'un contrat translatif. Or, en matière mobilière, on n'a pas l'habitude de dresser un écrit pour constater les actes juridiques. Le bénéficiaire d'un de ces actes n'est donc pas dans les conditions requises par la loi en vue de la preuve dès que la valeur de l'objet transmis dépasse 500 fr. Ajoutons d'ailleurs, que, même au-dessous de cette somme, la preuve sera le plus souvent impossible pour lui, principalement en matière de dons manuels, où les parties procèdent presque toujours hors de la présence des témoins.

On voit aisément que dans ces conditions la seule protection qu'il convient d'accorder au possesseur doit consister dans l'exemption de prouver le titre. La possession fait pré-

sumer à son profit que la remise de la chose a eu lieu en vertu du titre translatif qu'il allègue. Il n'a donc pas à établir le don ou la vente. Ce titre est présumé existant à son avantage. C'est à son adversaire, s'il le veut, d'établir son défaut.

279. — Mais quelle est la nature de cette présomption ?

Certains auteurs affirment qu'elle est absolue. Le possesseur est présumé d'une façon irréfragable avoir acquis l'objet en vertu du titre qu'il allègue (1). Le demandeur n'est pas admis à prouver l'absence de titre contre le défendeur qui a la possession régulière de la chose. Mais il a, bien entendu, tout loisir pour démontrer l'absence d'une des conditions exigées pour l'application de la présomption de titre. Ces auteurs partent de ce principe que la présomption n'a pas lieu de s'appliquer dans tous les cas, qu'elle ne protège pas toute sorte de possession, qu'elle ne protège que celui qui peut se prévenir d'une possession *animo domini*, qui ne détient pas en vertu d'un délit et dont la possession enfin n'est ni équivoque ni clandestine. Et c'est, en partant de ce principe, qu'ils permettent au demandeur de prouver tous les faits tendant à établir l'absence de l'une de ces conditions. Mais ce n'est pas là une preuve contraire à la présomption de titre. C'est la preuve que nous ne sommes pas dans le domaine de son application (2).

Une fois les conditions exigées se trouvant réunies, aucune preuve contraire ne sera possible. Le possesseur sera irréfutablement présumé avoir acquis le meuble en vertu du titre translatif qu'il allègue.

Telle est la doctrine qui rattache la protection possessoire à l'idée d'une présomption absolue de titre. On voit sans difficulté qu'elle est excessive. Le possesseur affirme avoir acquis l'objet en vertu d'un titre translatif, un don, par exemple. Il invoque seulement ce fait que, s'étant conformé à l'usage de ne pas rédiger un écrit en matière mobilière, il se trouve dans l'impossibilité de le prouver. Si on l'exempte de cette preuve,

(1) Bressolles, *loc. cit.*, n° 255 ; — Hamel, « Du Don manuel », *Thèse Caen*, 1910, *loc. cit.*, p. 130 ; — Claude, « Des Dons manuels », *Thèse Nancy*, 1884 ; — Beudant, *loc. cit.*, n° 752 ; — Comp. Pacilly, *loc. cit.*, p. 409.

(2) Bréssolles, *loc. cit.*, n° 255 ; — Pacilly, *loc. cit.*, n° 409.

si on le croit sur parole, ne devra-t-on pas réserver à son adversaire la possibilité d'en établir la fausseté ?

En outre, cette doctrine aboutirait en pratique à des résultats absurdes. Prenons l'hypothèse où on se méprend sur la nature du contrat : le *tradens* croit faire un dépôt alors que l'*accipiens* croit recevoir un don. A n'en pas douter, ce dernier a la possession régulière de la chose. Il se trouverait par conséquent en mesure de se prévaloir de la présomption irréfragable de titre. Or, on ne comprendrait pas comment, dans cette hypothèse, on persisterait à présumer à son profit l'existence du don. Une pareille présomption ne jouerait-elle pas contre l'évidence ? Continuerait-on à considérer le possesseur comme donataire alors qu'on vient d'établir le défaut du don ?

On répond comme-d'habitude que la présomption n'aboutirait dans ce cas qu'à repousser l'action en revendication et qu'elle laisserait intacte l'action personnelle qui serait possible au profit du demandeur qui établirait l'inexistence ou la nullité du contrat du défendeur. Nous connaissons l'erreur d'une telle idée. En effet, on peut se demander en vertu de quelle obligation on pourrait obliger le possesseur à restituer puisqu'on le déclare irréfutablement propriétaire.

La thèse de la présomption irréfutable de titre est donc insoutenable. On comprend cependant comment elle s'est constituée. On a prétendu que la présomption de titre nous conduit à écarter l'action en revendication du demandeur, à dénier son action en justice. Et, partant, elle doit, aux termes de l'article 1352 C. civ. être déclarée irréfragable.

Nous répondons que cette thèse part d'un principe faux. Elle est le fruit d'une confusion très souvent commise entre le rôle que la possession joue au profit du possesseur qui a traité *a non domino* et celui qu'elle joue au profit du possesseur qui a traité avec le véritable propriétaire. En effet, toute action en justice est écartée contre l'acquéreur *a non domino* qui réunit les conditions voulues. Par conséquent, si on considérait qu'il n'y ait eu à son profit qu'une présomption de propriété, cette présomption ne pourrait être que *juris et de jure*. Il n'est pas forcé qu'il en soit de même à l'égard du possesseur qui a traité avec le *verus dominus*. On peut bien établir à son profit une présomption de titre sans que, sur le fondement de cette

présomption, toute action en justice soit écartée contre lui. Il est possible qu'on présume à son avantage l'existence de titre en laissant à son adversaire toute latitude de s'y attaquer pour établir qu'il est entaché d'une nullité quelconque. Par conséquent, on peut bien imaginer une présomption de titre en réservant au demandeur le droit de revendiquer s'il arrive à démontrer que le titre de son adversaire, à supposer qu'il existe, n'a pu transférer la propriété à cause de tel ou tel vice.

Nous voulons prouver par là qu'il n'est pas inévitable que la présomption de titre qu'on établit au profit du possesseur soit une de celles sur le fondement desquelles la loi dénie l'action en justice.

D'ailleurs, même pour ce genre de présomptions la preuve contraire est possible si elle a été réservée par la source qui les a édictées (art. 1352). Or, comme nous l'avons vu, la présomption de titre tient sa source de la tradition. La jurisprudence est donc ici d'une importance capitale, car elle nous révèle l'usage et l'*opinio necessitatis* qui sont les deux éléments constitutifs de la coutume. Et à consulter la jurisprudence, nous nous apercevons que presque tous les arrêts qui établissent une présomption de titre au profit du possesseur, réservent au demandeur le droit d'apporter la preuve contraire.

280. — La seule solution juridique est celle qui attribue à la possession la force d'une présomption simple de titre. Le possesseur est présumé avoir acquis l'objet en vertu du titre qu'il allègue. Mais son adversaire aura tout droit d'établir la preuve contraire en démontrant que ce titre n'existe réellement pas.

C'est, du reste, l'opinion de la majorité écrasante des auteurs (1) et de la presque unanimité de la jurisprudence (2).

(1) Tournesac, *loc. cit.*, p. 53 et s. ; — Pacilly, *loc. cit.*, n° 176 ; — Baudry-Lacantinerie et Colin, *Traité théorique et pratique de droit civil, Des donations entre vifs et des Testaments*, t. V ; — Planiol, Ripert et Boulanger, t. I, *loc. cit.*, n° 2440.

(2) Paris, 19 déc., 1871, S. 71.II.274, D., 73.II.131 ; — Pau, 12 janv., 1874, S. 76.II.2, D. 75.II. 113 ; — Nancy, 8 février 1873, S. 73.II.205, D. 73.II.27 ; — Toulouse, 15 mars 1881, S. 83.II.213 ; — D. 82.II.141 ; — Cass., 20 juin 1881, S. 83.I.447, D. 82.I.111 ; — Cass., 15 nov. 1881, S. 82.I.259, D. 82.I.67 ; — Toulouse, 17 avril 1882, S. 82.II.200, Cass. ; — 12 août 1891, S. 92.I.245 ; — D. 92.I.623 ; — Cass., 22 déc. 1891, S.

Dans les rapports des possesseurs successifs, la possession joue donc un rôle restreint au point de vue théorique tout au moins (1).

C'est un rôle simplement probatoire. Il se traduit par un simple déplacement de la charge de la preuve. Le possesseur est exempté de fournir la preuve de son titre, preuve qui lui incomberait si on ne faisait pas intervenir la possession. Il est présumé posséder en vertu du titre qu'il allègue jusqu'à preuve contraire.

281. — Mais en quoi consiste cette preuve contraire ? Quelles preuves le revendiquant devra-t-il fournir pour faire échec à la présomption dont bénéficie son adversaire ?

Nous remarquons à cet égard une énorme confusion dans la jurisprudence. La preuve contraire consisterait pour elle, dans bien des cas, à prouver que le possesseur est tenu de restituer le meuble en vertu d'un contrat ou d'un délit (2) ou que sa possession est entachée d'équivoque ou de clandestinité.

On voit que la jurisprudence confond ici la présomption de titre qui est une présomption simple avec une autre présomption également simple mais qui est d'un ordre bien inférieur quoiqu'elle soit d'une portée bien plus générale. C'est la présomption de la régularité de la possession. Nous savons que le détenteur d'un meuble est présumé en avoir la possession légitime et régulière et que cette présomption s'applique en matière mobilière aussi bien qu'en matière immobilière. En établissant la précarité, l'équivoque ou l'origine délictuelle de la possession, on apporte la preuve contraire à cette dernière

92.I.246, D. 92.I.510 ; — Cass., 21 oct. 1902, S. 1904.I.31 ; — Cass., 16 avril 1904, S. 1904.I.328, D. P. 1904.I.207 ; — Cass., 30 janvier 1908, S. 1908.I.444 ; — Req., 12 mars 1918, D. P. 1921.I.148 ; — S. 1920.I.111 ; — Req., 20 juin 1922, *Analyse Gaz. Trib.*, 1922.I.186 ; — Lyon, 12 mai 1932 ; D. H. 34, som. 23, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 1933, p. 121.

(1) Nous disons « au point de vue théorique », car l'importance pratique de ce rôle est énorme. Il aboutit le plus souvent à faire maintenir le défendeur en possession, étant donné que la preuve contraire à la présomption dont il bénéficie est très difficile.

(2) Nous estimons qu'il aurait été plus correct de dire que la preuve contraire consisterait à prouver que la possession de défendeur est précaire ou qu'elle a une origine délictuelle.

présomption, mais non pas la preuve contraire à la présomption de titre. Celle-ci ne joue précisément qu'au profit de celui qui a une possession régulière. En démontrant que la possession du défendeur n'est pas légitime, qu'une des conditions déjà étudiées lui manque, on prouve par là que la présomption de titre est inapplicable en l'espèce, mais on ne la détruit pas par la preuve contraire.

Remarquons seulement que le résultat pratique est sensiblement le même. Que l'on dise que le fait de la précarité ou de l'équivoque constitue la preuve contraire à la présomption de titre ou qu'il l'empêche de s'appliquer, la situation du possesseur ne change en rien. Dans les deux cas il est privé de la protection possessoire.

Il est nécessaire cependant, pour éviter toute confusion, de distinguer entre la preuve de l'irrégularité de la possession qui nous met hors du domaine d'application de la présomption et la preuve contraire à cette présomption qui détruit son effet. Dans le premier cas on empêche la présomption de naître ; dans le second on la détruit après sa naissance.

D'ailleurs, il convient de noter que si la plupart des arrêts ont omis de faire cette distinction, quelques arrêts récents marquent une tendance de plus en plus nette à ne pas tomber dans la même erreur. C'est ainsi que la Cour de Cassation a décidé dans une de ses décisions (1) que « l'arrêt qui constate que le détenteur d'un titre de rente au porteur n'en avait pas la possession publique et non équivoque et que, par suite, *il ne pouvait en être présumé légitime propriétaire*, décide justement qu'il lui incombait de prouver la réalité du don manuel qu'il invoquait (2)... »

Lorsqu'on dit que la possession fait présumer l'existence de titre jusqu'à preuve contraire, cette preuve contraire ne pourrait être autre chose que celle qui consiste à établir le défaut même de ce titre.

(1) Cass., 18 mars 1907, S. 1910.I.558.

(2) Voir aussi dans le même sens, Paris, 8 février 1920, D. P. 1921. II.90 ; — Besançon, 3 avril 1901, D. P. 1902.II.191 ; — Trib. civ. Thonon-les-bains, 12 mai 1933, *Sem. Jur.* 1933, p. 1021, *Rev. trim.* 1934, p. 115 et la note de M. Solus.

282. — Donc pour détruire l'effet de la sauvegarde que son adversaire tire de sa possession, le demandeur n'a qu'à prouver que ses allégations sont sans fondement et que réellement il n'a aucun titre translatif. Ce sera le cas, par exemple, où l'on s'est mépris sur la nature du contrat ; le demandeur ou son auteur ont cru faire un dépôt alors que le possesseur a cru recevoir un don.

283. — Il est à peine nécessaire de souligner la difficulté de cette preuve. Elle consisterait, en effet, à établir un fait négatif : l'absence de titre que le possesseur allègue. Le demandeur devrait démontrer que lui ou son auteur n'ont pas voulu donner ou vendre. Or, nous savons comment cette preuve est difficile. D'ailleurs, elle suppose des faits qui se produisent très rarement en pratique. C'est ainsi que nous voyons le possesseur s'attaquer peu souvent au titre même de son adversaire pour démontrer que, bien que la possession rende son existence vraisemblable, il n'existe réellement pas. En fait, dès lors que le demandeur ne réussit pas à incriminer la possession du défendeur, dès lors qu'il ne réussit pas à établir le défaut de l'une des conditions exigées pour que son adversaire soit digne de la protection possessoire, il risquera plus de neuf fois sur dix de se voir débouter.

284. — Dans la pratique, le demandeur n'attend pas le moment critique où son adversaire sera déclaré digne de la présomption de titre pour établir la preuve contraire à cette présomption. Il s'efforce normalement d'établir que le défendeur n'est pas en mesure de s'en prévaloir, que sa possession est impuissante à l'abriter étant donné qu'elle ne réunit pas les conditions requises, qu'elle a une origine délictueuse ou précaire ou qu'elle est enfin entachée d'équivoque. Ici, il a beaucoup de chance de réussir, d'autant plus que la jurisprudence donne à la notion d'équivoque un sens excessivement vaste, englobant toutes les circonstances qui sont de nature à jeter le doute et la suspicion sur les allégations du possesseur, alors même qu'elles n'ont aucun rapport direct et immédiat avec la possession elle-même. S'il réussit à faire cette preuve, s'il établit l'in vraisemblance du titre allégué par le possesseur

ou, d'une façon plus correcte, s'il arrive à neutraliser la vraisemblance que la possession implique en sa faveur, il empêchera la possession de jouer son rôle probatoire ; il démontrera que l'on est en dehors du domaine de la faveur spéciale qui découle de la possession. Par conséquent, le possesseur se trouvera réduit aux principes généraux du droit commun d'après lesquels c'est à celui qui invoque un titre de le prouver par les procédés adéquats (1).

285. — Dans ce cas, le possesseur ne jouit d'aucune protection spéciale. S'il allègue un titre translatif quelconque, ce sera à lui d'en établir l'existence. S'il réussit, rien n'est plus facile, il sera déclaré propriétaire en vertu du titre qu'il prouve. Sinon il se trouvera détenir un objet dont le droit de propriété est supposé demeurer acquis au demandeur.

Du moment qu'il reste propriétaire de la chose, le demandeur peut poursuivre le possesseur avec l'action en revendication. Cela va de soi. Il pourra également intenter l'action personnelle en restitution s'il établit, outre sa qualité de propriétaire, que le possesseur est obligé de lui restituer l'objet en vertu d'un contrat ou d'un délit. Nous connaissons déjà l'intérêt pratique de cette dualité d'action (2).

286. — Si le demandeur n'arrive pas à établir le défaut d'une des conditions requises pour l'application de la présomption de titre, s'il ne réussit pas à neutraliser la force de vraisemblance qu'implique la possession à l'égard des allégations du défendeur, celui-ci se trouvera en droit de s'abriter derrière sa possession. Il n'aura rien à prouver ; il sera jusqu'à preuve contraire présumé posséder en vertu du titre qu'il allègue. Et si, pour comble de malheurs, le demandeur ne fournit pas cette preuve contraire, ce qui se produit le plus souvent en pratique, le défendeur sera déclaré propriétaire et sera, par conséquent, en droit de garder définitivement l'objet. Mais si, dans ce cas,

(1) Alger, 12 avril 1906, D. P. 1906.II.246 ; — Cass., 18 mars 1907, S. 1910.I.558 précité ; — Paris, 8 févr. 1920, D. P. 1920.II.90 précité ; — Besançon, 3 avril 1901, D. P. 1902.II.191 ; — Civ. 21 oct. 1919 précité.

(2) Voir *supra*, n° 67.

le possesseur se voit attribuer la propriété de la chose, ce n'est nullement sur le fondement de sa possession. C'est un point capital, remarquons-le bien. La possession est incapable dans ce domaine de faire acquérir la propriété. Son rôle ne dépasse pas la question de preuve. Le fondement de la propriété du possesseur, c'est l'acte juridique qu'il invoque, c'est le titre qu'il prétend avoir été consenti en son avantage et dont la possession ne peut que faire présumer l'existence.

Soulignons bien la différence qui sépare le cas de celui qui acquiert *a non domino* et le cas de celui qui traite avec le *verus dominus*. Dans le premier cas, c'est la possession elle-même qui fait attribuer la propriété ; elle constitue ici une règle de fond. Dans le second cas, ce qui fait attribuer la propriété au possesseur, c'est l'acte qu'il invoque, c'est le titre translatif dont il excipe et dont la possession suppose l'existence, présomption qui se transforme en vérité judiciaire du moment qu'on n'en a pas établi la preuve contraire. La possession ne constitue dans cette hypothèse qu'une règle de preuve.

287. — Il s'ensuit que la propriété ne saurait être transmise au possesseur que dans les limites et les conditions de l'acte juridique allégué, le don ou la vente. Cet acte est bien présumé au profit du possesseur, mais l'effet de la présomption n'est pas de le rendre plus inattaquable que s'il était prouvé selon le droit commun. On doit donc permettre aux intéressés les mêmes moyens de s'en prendre à lui. Ainsi le demandeur pourra se prévaloir contre le possesseur d'une incapacité de disposer existant à sa charge, ou de ce qu'il a été victime d'une erreur, d'un dol ou d'une violence ou encore de toute autre cause de nullité. Aussi le possesseur restera-t-il soumis à toutes les éventualités qui menacent en général le bénéficiaire de l'acte qu'il allègue. S'il excipe, par exemple, d'un don manuel, il sera exposé aux demandes en réduction, en rapport ou en révocation à cause d'ingratitude (1), d'inexécution des charges ou de survenance d'enfants.

(1) Vienot, *loc. cit.*, p. 24.

CONCLUSION.

288. — Dans les rapports entre possesseurs successifs, la possession joue un rôle restreint. Elle fait présumer au profit de son titulaire la présence du titre qu'il allègue. C'est une présomption simple qui peut être détruite par la preuve contraire, laquelle consisterait à établir l'inexistence du titre allégué.

Dans le cas où le demandeur ne réussit pas à démontrer que nous sommes en dehors du domaine d'application de la présomption de titre, en établissant l'absence de l'une des conditions auxquelles cette présomption est subordonnée, ou, une fois cette présomption déclarée applicable, n'arrive pas à la détruire par la preuve contraire, le meuble sera déclaré la propriété du possesseur en vertu et dans les conditions de l'acte juridique qu'il invoque et non pas en vertu de sa possession.

SECTION IV. — APPLICATION PRATIQUE DE LA PRÉSUMPTION DE TITRE EN MATIÈRE DE DONS MANUELS.

- 289. — La présomption de titre peut s'appliquer quelle que soit la nature du droit qu'on prétend avoir acquis.
- 290. — Aussi la nature de l'acte juridique en vertu duquel on prétend avoir acquis le droit n'importe-t-elle pas.
- 291. — La présomption de titre trouve en matière de dons manuels son domaine d'application le plus fécond.
- 292. — Utilité de cette présomption pour les donataires.
- 293. — Justification de la protection possessoire accordée aux donataires.
- 294. — Inconvénients qui résulteraient, pour les héritiers, d'une application rigoureuse de la présomption de titre.
- 295. — La théorie d'équivoque peut remédier à ces inconvénients.

289. — Après avoir précisé les conditions, la nature et l'étendue de la protection que la possession accorde au possesseur lorsqu'il est inquiété par celui qui lui a remis la chose, il nous reste seulement à dire que le possesseur peut se prévaloir de

cette protection toutes les fois qu'il en réunit les conditions, sans se préoccuper de la nature du droit qu'il allègue ou de l'acte juridique dont il excipe.

Nous avons jusqu'à maintenant supposé que le possesseur allègue un droit de propriété sur la chose. En ce cas il n'a pas à prouver ce droit ; il est présumé l'avoir acquis en vertu de l'acte juridique qu'il allègue.

Il va de soi que cette solution ne saurait être propre à la propriété. Elle doit s'appliquer à tous les autres droits réels mobiliers qui ne sont, en fait, que des démembrements de la propriété. Les mêmes motifs qui ont fait édicter la présomption de titre à l'égard de la propriété existent ici avec toute leur importance.

D'ailleurs du moment qu'on exempte de la charge de la preuve le possesseur qui prétend avoir acquis la propriété, la solution doit être la même et à plus forte raison encore s'il n'allègue qu'un usufruit ou un gage. Car celui qui peut le plus peut le moins.

Donc le possesseur qui allègue un usufruit ou un gage peut pour la preuve de ce droit à l'égard de son auteur, invoquer sa possession. Il est présumé l'avoir acquis en vertu de l'acte juridique qu'il invoque. C'est à son adversaire d'établir la preuve contraire.

Ainsi la nature du droit qu'on prétend avoir acquis n'importe-t-elle pas. Que le possesseur allègue être devenu propriétaire de la chose ou usufruitier ou gagiste, sa situation quant à la preuve est la même. Dans tous les cas il est déchargé de prouver son droit.

290. — Aussi la nature de l'acte juridique en vertu duquel on prétend avoir acquis le droit n'entre-t-elle pas en considération. Peut se prévaloir de la présomption de titre, celui qui excipe d'une vente, d'un don manuel ou même, quoique les usages rendent cette éventualité très rare, d'un échange ou d'une dation en paiement.

291. — Cependant les exemples les plus nombreux que nous offre la pratique se rapportent aux dons manuels. On le comprend d'ailleurs fort bien. En premier lieu, les dons ma-

nuels sont, de tous les actes relatifs aux meubles, ceux qui, par leur nature et par les circonstances dans lesquelles ils se concluent, excluent le plus la rédaction d'un écrit, et rendent les autres moyens de preuve difficiles. D'autre part, les circonstances habituelles de leur formation entraînent des contestations fréquentes. A l'ordinaire, en effet, ils sont consentis par des personnes à l'approche de la mort, qui veulent avantager tel ou tel de leurs proches, ou, plus souvent encore, récompenser les services rendus par un domestique ou toute autre personne attachée à eux. Or, malgré les précautions prises pour qu'aucune trace ne révèle la libéralité, les héritiers, après la mort du donateur, reconnaissent souvent les objets donnés dans les mains du donataire et contestent le don.

En réalité, la situation des parties est très délicate. Les héritiers ne savent pas au juste comment et à quel titre les meubles sont passés des mains de leur auteur à celles du possesseur, alors qu'on ne doit prendre les allégations de ce dernier qu'avec la plus grande circonspection étant donné la possibilité plus ou moins grande dont il disposait pour s'emparer frauduleusement de ces objets.

C'est ainsi que la présomption de titre trouve ici son domaine le plus fécond. Il est rare, en effet, qu'on n'y recoure pas après une succession d'une certaine importance pour trancher des litiges qui sont devenus vulgaires par leur fréquence (1).

Nous savons comment les tribunaux tranchent ces litiges. Ils n'ont jamais hésité à permettre au prétendu donataire de s'abriter derrière sa possession, celle-ci « créée à son profit non pas sans doute une présomption *juris et de jure*, mais une présomption *juris tantum* qui doit lui suffire tant qu'elle n'a pas été détruite par une preuve contraire qui est évidemment à la charge de l'héritier ».

292. — Il faut saisir la portée du service que la possession rend au donataire. Elle l'exempte de la lourde charge de prouver son titre qui lui aurait incombé si on ne faisait intervenir que les principes généraux en matière de preuve. Sa situation

(1) Note de M. Ferron précitée.

aurait été pareille à celle du donataire d'un immeuble qui doit prouver la donation en bonne et due forme (1).

Ce service est d'autant plus grand que la preuve du don manuel est pratiquement très difficile pour ne pas dire impossible. On sait que cette preuve doit se faire conformément aux règles applicables pour la preuve des autres actes juridiques, c'est-à-dire au moyen d'un écrit toutes les fois que la valeur de l'objet litigieux dépasse cinq cents francs (2). Or, on ne dresse presque jamais d'écrit pour constater le don manuel. Même au-dessous de cinq cents francs la preuve par témoins est fort délicate du fait que les partis procèdent le plus souvent sans la présence des témoins.

293. — En fait, la protection qu'on accorde au donataire se justifie très bien ; elle s'impose même si on veut le protéger contre les dénégations frauduleuses des héritiers ou, tout au moins, contre leurs revendications injustes. Elles s'impose d'autant plus qu'en protégeant le donataire on accorde aux transactions mobilières et, par suite, à l'ordre social la sécurité indispensable.

294. — Mais si cette protection s'impose au profit des vrais donataires qui sont menacés de revendications déloyales, elle pourrait devenir dangereuse aux mains des spoliateurs qui se sont emparés frauduleusement des objets des successions. C'est ainsi, comme l'a très bien fait remarquer la jurisprudence, qu'« il importe à la sécurité des familles comme à l'exécution loyale de la volonté des mourants, que la justice se montre sévère dans l'appréciation des donations secrètes alléguées par les personnes qui les entourent, de semblables prétentions pouvant chaque jour se produire » (3) et « qu'il importe d'autant plus de rester fidèle à ces principes qu'en présence de la

(1) Cligny, thèse précitée, p. 49 ; — Bronzini, thèse précitée, p. 165-167 et 174 ; — Pacilly, thèse précitée, n° 183 ; — Colin, *loc. cit.*, p. 83 ; — Baudry-Lacantinerie et Colin, *loc. cit.*, t. II, n° 1193 ; voir cependant Bressolles, *loc. cit.*, n° 262.

(2) Civ. 9 nov. 1893, D. P. 94.I.399.

(3) Besançon, 24 juin 1865.

mobilisation incessante des fortunes, ils intéressent au plus haut degré la sécurité des familles et qu'une fausse application de l'art. 2279 deviendrait aux mains de spoliateurs une arme aussi commode que dangereuse » (1).

295. — Nous avons vu le remède auquel la jurisprudence a recouru pour parer à ces dangers. Elle a forcé l'acception traditionnelle d'équivoque pour y faire entrer toutes les circonstances qui sont de nature à rendre l'existence du don peu probable.

Grâce à ce remède, elle est arrivée à des résultats satisfaisants. Elle fait maintenir en possession la personne qui se prétend donatrice toutes les fois que son allégation se présente avec une apparence de sincérité, tandis que la revendication dirigée contre elle triomphe toutes les fois que les circonstances rendent suspecte l'origine de sa possession et font penser à un détournement (2).

CONCLUSION SUR LA FONCTION PROBATOIRE DE LA POSSESSION MOBILIÈRE.

296. — De tout ce qui précède, il nous apparaît qu'en matière mobilière la possession joue sur le terrain de la preuve, de même que sur le terrain de l'acquisition du droit, un rôle bien plus actif qu'en matière immobilière. Lorsqu'il s'agit d'un immeuble, la possession accorde bien à son titulaire une certaine protection ; elle fait bien présumer la propriété à son profit. Mais cette présomption n'a qu'un effet fort restreint. Elle n'aboutit qu'à exempter le possesseur de fournir la première preuve. Cette première preuve incombe au demandeur. C'est à celui-ci de prouver son droit initial. Jusque-là le possesseur n'a rien à prouver. Mais dès que la première preuve est fournie par le demandeur, dès que ce dernier établit qu'il était à un moment donné propriétaire de l'objet litigieux, la

(1) Nancy, 20 nov. 1869, S. 1870.II.111 ; — Cf. Tournesac, *loc. cit.*, p. 116.

(2) Planiol, note sous Aix, 3 février 1902, précitée.

présomption de propriété s'évanouit, et ce sera au possesseur de prouver son titre, sous peine de succomber.

S'agissant d'un meuble, les choses vont différemment. Il ne suffit pas au demandeur d'établir son droit initial. Même après l'établissement de ce droit, le fardeau de la preuve demeure à sa charge. Le possesseur reste dispensé de toute preuve ; il n'a qu'à garder sa position défensive.

En effet, de deux choses l'une : ou bien le possesseur d'un meuble tient la possession du revendeur lui-même, et dans ce cas il est présumé avoir un titre parfait, un don ou une vente ; ou bien il le tient d'un tiers, et dans ce cas il est présumé avoir acquis la propriété du chef de sa possession en vertu de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

Ainsi, de toute façon, le possesseur d'un meuble est présumé en avoir acquis la propriété. Et c'est à son adversaire d'établir la preuve contraire.

Pour réussir dans l'action en revendication, le demandeur ne doit donc pas se contenter de prouver son droit initial. Il doit prouver, par surcroît, ou bien le fait de la succession ou de la juxtaposition des possessions, et, dans ce cas, il doit démontrer en outre que le possesseur n'est pas en mesure de se prévaloir de la présomption de titre, ou bien que le possesseur a traité avec un tiers non qualifié sans être dans les conditions de la règle de l'art. 2279.

En se plaçant exclusivement sur le terrain des principes, on pourrait affirmer que le possesseur d'un meuble à qui on réclame l'objet n'aurait qu'à invoquer sa possession sans être obligé de rien ajouter. Il ne serait pas tenu d'indiquer la source ni l'origine de sa possession. Il lui suffirait de dire « Je possède ».

Théoriquement cette proposition est complètement juste, puisque le possesseur est déchargé de toute preuve. Il s'en faut cependant qu'il en soit ainsi dans la pratique. La jurisprudence ne permet pas au possesseur, et à juste raison d'ailleurs, de narguer son adversaire en disant : *possideo quia possideo*. Elle l'oblige à révéler l'origine de sa possession et les circonstances dans lesquelles celle-ci a commencé, sans quoi il s'exposerait à voir triompher son adversaire. En effet, son refus de préciser l'origine et les circonstances de sa possession

pourrait faire penser au vol et rendre ainsi sa possession suspecte et équivoque.

Il va sans dire que ce que nous venons de dire n'est exact que dans la plupart des cas. Il peut arriver, certes, que le possesseur justifie de son ignorance de la provenance de la chose. C'est, par exemple, l'héritier qui trouve un meuble dans la succession de son auteur sans rien savoir d'autre. En pareil cas, le possesseur ne peut être obligé de donner aucun renseignement quelconque sur l'origine de la possession.

Mais il n'y a là qu'un détail sans grande importance. L'essentiel, c'est que le possesseur peut s'abriter derrière sa possession dans tous les cas, dans le cas où il tient l'objet du revendeur aussi bien que dans celui où il le tient d'un tiers. Dans l'un comme dans l'autre sa possession fait présumer la propriété à son profit.

Jusqu'à maintenant nous n'avons envisagé que la situation du possesseur actuel, défendeur à l'action en revendication. Nous avons étudié l'appui et le secours qu'allait lui offrir la possession pour repousser l'action intentée contre lui, et écarter l'effet de la preuve supposée faite à son égard, du droit de propriété du demandeur.

Mais il est un second point de vue qu'il faut également envisager, et qui est le point de vue inverse, c'est celui de ce demandeur lui-même qui aura, le cas échéant, à faire la preuve de son droit de propriété. Il s'agit de savoir s'il peut recourir à sa possession, afin de faciliter la première preuve qui lui incombe, c'est-à-dire la preuve de sa propriété initiale.

La réponse ne saurait être douteuse. En effet, comme la possession actuelle du défendeur fait présumer la propriété actuelle au profit de ce dernier, l'ancienne possession du demandeur fait présumer que celui-ci avait la propriété passée. Le demandeur prouve qu'il était, à un moment donné, possesseur de l'objet. Or, lors de sa possession il était présumé propriétaire, car de deux choses l'une : ou bien il avait reçu le meuble du véritable propriétaire, dans ce cas il était présumé avoir acquis la propriété en vertu d'un acte juridique valable; ou bien il avait acquis *a non domino* et dans ce cas il était supposé avoir acquis la propriété du chef de sa possession.

Ainsi la possession fait présumer qu'à un moment donné le demandeur était propriétaire. Et l'on a déjà vu que c'est en cela uniquement que consiste la première preuve qui lui incombe. Sa première preuve sera donc supposée faite. Il est vrai que pour que cette preuve soit supposée faite, il faudra que les conditions requises pour le fonctionnement de la protection possessoire soient elles-mêmes réalisées à son profit ou plutôt que les exceptions opposables à cette protection n'aient pas été soulevées et établies par son adversaire. C'est ainsi que ce dernier pourrait soutenir qu'au moment où le demandeur avait reçu lui-même possession, il n'était qu'un acquéreur *a non domino* recevant de mauvaise foi la chose d'autrui, ou bien qu'ayant reçu la chose du vrai propriétaire, il n'avait qu'une possession précaire ou équivoque. Dans tous ces cas, la présomption tirée de la possession serait repoussée et, par conséquent, la preuve de la propriété du revendiquant ne serait pas faite. Il lui faudrait l'établir directement en dehors de toute présomption, soit en prouvant qu'il avait acquis directement et régulièrement de quelqu'un qui était vraiment propriétaire, soit en prouvant qu'il a prescrit (1).

Le demandeur peut donc invoquer son ancienne possession pour établir son droit initial. Il faut remarquer seulement que si le défendeur est lui-même un possesseur qui puisse se prévaloir, à son tour, de la protection possessoire, la preuve du demandeur telle qu'elle est tirée de son ancienne possession se heurtera à la possession présente du défendeur qui sera présumé avoir la propriété actuelle. Dans ce cas la possession actuelle l'emportera toujours sur l'ancienne. Elle aura le dernier mot. C'est elle qui fondera la preuve d'une propriété actuelle, tandis que l'ancienne possession ne fera preuve que d'une propriété passée. Il n'en reste pas moins vrai que toutes les fois que le défendeur ne serait pas en mesure de se prévaloir de la protection possessoire, ni de son chef ni du chef d'un ancien possesseur qui a eu la possession postérieurement au demandeur, ce serait ce dernier qui triompherait. Il triompherait sans avoir à justifier son droit de propriété autrement que par sa possession, sans être obligé d'exhiber ses titres.

(1) Saleilles, *loc. cit.*, p. 191 et s.

Mais si le demandeur peut se prévaloir d'une ancienne possession, il importe de préciser qu'il n'est pas le seul. Le défendeur peut exciper non seulement de sa possession actuelle, mais aussi d'une possession ancienne d'un possesseur intermédiaire. Ce serait le cas si, pour une raison quelconque, il ne pouvait invoquer sa propre possession, ou bien parce qu'il devait se reconnaître possesseur pour autrui, ou bien, d'une façon générale, parce qu'il était établi qu'il n'avait pas de titre ou qu'il n'avait qu'un titre nul ou putatif. Dans ces conditions, il opposerait à l'ancien propriétaire qui revendique, la possession d'un possesseur intermédiaire, afin d'établir que ce dernier ayant été, par le fait même, présumé propriétaire, le revendiquant ne l'est plus et que, par suite, la preuve de son droit n'est pas faite.

Tel est le système de la preuve, par la possession, de la propriété mobilière auquel nous arrivons en droit français. Il peut se résumer en ceci que le possesseur actuel d'un meuble est présumé en avoir la propriété actuelle et que le possesseur précédent de ce meuble est présumé en avoir eu la propriété tant qu'a duré sa possession.

Il convient de noter que ce système français est sensiblement semblable à celui qu'a consacré le droit allemand et le droit suisse. En effet, l'art. 1006 du C. civ. all. dispose: « Celui qui possède une chose mobilière en est présumé propriétaire... Celui qui a possédé antérieurement est présumé avoir été propriétaire de la chose tant qu'a duré sa possession ». La même solution a été reproduite dans l'art. 930 du C. civ. suisse.

Il y a cependant entre le droit français d'un côté et les droits allemand et suisse de l'autre, cette grande différence que dans les deux derniers nous avons un texte formel et précis qui ne tolère pas de doute ou d'hésitation, alors qu'en droit français il n'existe pas de texte analogue, et si on est parvenu à y établir la même solution que dans les législations allemande et suisse, c'est en partie par l'interprétation et la combinaison de plusieurs principes juridiques et en partie par l'œuvre de la jurisprudence qui s'est efforcée d'éviter des conséquences fort fâcheuses auxquelles aurait abouti une application pure et simple du droit commun. Il s'ensuit que le système français est inférieur aux deux autres en ce qu'il est quel-

que peu empirique et qu'il pourrait aboutir à l'arbitraire des juges. Mais il a cette grande supériorité d'aboutir à une présomption de fait plutôt qu'à une présomption de droit, une présomption de fait laissant une grande latitude au juge, lui permettant de serrer la vérité de plus près et de n'accorder la protection au possesseur que dans le cas où elle est bien justifiée.

CONCLUSION

Les meubles sont doués d'une nature spéciale ; ils n'ont pas d'assiette fixe, ils se transmettent rapidement de la main à la main sans que cette transmission laisse de trace d'aucune sorte ; leur passage des mains d'une personne dans celles d'une autre s'effectue sans aucune formalité ; même le simple fait de rédiger un écrit n'est pas entré dans les usages et doit y entrer de moins en moins.

De cet état de choses il résulte :

1^o Que celui qui veut acquérir un meuble se trouve dépourvu de tout moyen de s'assurer du droit de la personne avec laquelle il traite ;

2^o Que l'acquéreur d'un meuble n'a rien entre les mains pour prouver l'acquisition qu'il en fait.

Si on applique ici les principes du droit commun, le possesseur qui n'aura pas traité avec le véritable propriétaire restera exposé, tant qu'il n'aura pas prescrit, à sa revendication ; et à supposer qu'il ait traité avec lui il succombera devant une simple dénégation de sa part, faute de pouvoir établir sa propre acquisition.

Tel est le système que nous édicte le droit commun. Il s'appliquait à Rome et dans l'ancien droit français pendant les quelques siècles de la renaissance du droit romain. Il est évident qu'il ne pouvait trouver faveur dans nos législations modernes. En effet, il ne présentait pas de graves inconvénients dans les anciens temps à cause de la société fort restreinte dans laquelle on vivait et du commerce très peu développé auquel on s'adonnait. Il n'en est plus de même aujourd'hui dans une société où le commerce prend des proportions gigantesques et constitue une nécessité de notre vie de chaque jour et un des principaux éléments de la prospérité des peuples. Chaque institution juridique est appelée à remplir une fonction sociale déterminée qui consiste à assurer et à sauvegarder les intérêts de la société. Du moment qu'elle cesse de proté-

ger ces intérêts, et plus encore du moment qu'elle va à leur rencontre, elle ne peut plus vivre ; elle est condamnée à disparaître et à s'effacer.

Ainsi était-il inévitable qu'on s'ingénîât à faire soustraire les meubles au droit commun et à leur éviter les inconvénients très fâcheux qui résulteraient de son application.

Pour arriver à cette fin, on a pris la possession comme base de départ, comme pivot d'organisation.

Comme ces inconvénients varient, ainsi que nous l'avons montré, le rôle de la possession mobilière doit varier également.

Dans certaines circonstances, la possession remplit une fonction acquisitive de droit. C'est l'hypothèse d'un acquéreur *a non domino*.

Si on analyse l'aliénation faite par un *non dominus* on aperçoit que sa stérilité est radicale. Le droit de propriété chez le *tradens*, seul capable de lui donner la vie, a manqué au moment même où elle a pris naissance. En conséquence, l'acquéreur devrait restituer à la réclamation du véritable propriétaire, ce qui entraverait le commerce, et par là porterait atteinte à l'ordre public. La loi entend ici venir au secours de l'acquéreur, et lui offrir sa protection. Mais pour le secourir, on ne peut s'y prendre que d'une seule façon : lui accorder le droit qu'il voulait acquérir et que le contrat ne pouvait transférer. Il n'a rien ; si on veut lui venir en aide, il faudra lui donner tout. C'est ainsi que l'art. 2279 attribue à la possession le rôle très énergique de faire acquérir le droit de son seul chef et sur son seul fondement, « En fait de meubles possession vaut titre ».

Cette protection légale ne doit pas être exagérée ; elle ne doit pas aller au delà des motifs qui l'ont fait imposer et du but social qu'elle est appelée à réaliser. La loi juge digne de sa protection l'acquéreur *a non domino*, car elle estime qu'il n'avait aucun moyen de s'enquérir du droit de son auteur et qu'il était victime d'une apparence qui l'a induit invinciblement dans l'erreur.

C'est ainsi qu'il faut limiter cette protection aux meubles pour lesquels cette erreur est inévitable, c'est-à-dire les meubles qui se transmettent de la main à la main, sans aucune formalité capable de renseigner sur le droit de l'aliénateur.

Aussi, faut-il que le possesseur ait été vraiment induit dans une erreur à laquelle il ne pouvait échapper. De ce fait on exige sa bonne foi ; il faut qu'il ait ignoré le défaut de droit chez son auteur, sans que cette ignorance soit due à une négligence grossière.

La possession ne doit enfin couvrir l'acquéreur que contre les suites de l'erreur dans laquelle il est tombé. Il a cru à tort à l'existence du droit de son auteur. Ne lui donne-t-on pas toute la protection qu'il est en droit de réclamer, en réputant vraie la chose fausse qu'il a crue ? On doit le mettre dans la même situation que s'il avait traité avec le véritable propriétaire et ne pas lui faire la part plus belle. C'est ainsi qu'il ne doit profiter de la protection de la loi que s'il a un titre valable en lui-même, à qui il n'a manqué pour transférer le droit que d'émaner d'une personne qualifiée. C'est en partant de cette idée que nous étions amené à exiger le juste titre, contrairement à l'opinion soutenue universellement par la jurisprudence et la doctrine.

Dans les circonstances et les limites que nous venons de préciser, le possesseur est digne de la faveur de la loi. Mais il est à remarquer que cette faveur ne lui est accordée qu'en sacrifiant le droit du véritable propriétaire, lequel va se voir enlever son droit sans qu'il y consente, alors que c'est de l'essence même du droit de la propriété qu'il reste perpétuellement attaché à son titulaire et qu'il ne lui échappe qu'après une libre abdication de sa part. Cette idée a déterminé la loi et la pratique à s'ingénier pour écarter l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » dans des cas où elles ont jugé le propriétaire du meuble particulièrement digne d'intérêt. Ces cas sont de deux sortes :

Tout d'abord il est des cas dans lesquels le législateur écarte l'application de la règle de l'art. 2279, alors que ce fait entrave le développement du commerce. C'est l'hypothèse des choses perdues ou volées ; le propriétaire d'un meuble perdu ou volé est autorisé à le revendiquer au détriment d'un acquéreur de bonne foi. Cette solution législative nous semble fort critiquable. L'intérêt du propriétaire d'un objet perdu ou volé, quelle qu'en soit l'importance, ne doit pas avoir ici le dernier mot. Il ne s'agit pas exclusivement des intérêts personnels à

comparer pour chercher lequel est plus digne d'être protégé, il s'agit ici d'un intérêt bien plus éminent. C'est l'intérêt du commerce, c'est l'intérêt de l'ordre public, c'est l'intérêt de la société tout entière. Or, cet intérêt exige que l'acquéreur de bonne foi soit mis dans une situation inexpugnable, quelles que soient les circonstances. Il est vrai que la disposition de l'art. 2280 apporte un remède à la dure situation du possesseur du meuble perdu ou volé ; mais ce remède ne fait qu'atténuer le mal sans le supprimer. En dépit de ce remède palliatif, la revendication des choses perdues ou volées n'en demeure pas moins un principe qui est peu en harmonie avec l'économie du droit moderne, un principe qui n'est qu'un simple vestige de l'ancien droit, un principe qui a perdu toute sa raison d'être et qui est appelé à disparaître.

La seconde catégorie comprend des cas dans lesquels on s'est ingénié à protéger le propriétaire du meuble contre l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre », sans que cette protection arrive à sacrifier l'intérêt du commerce. C'est surtout la solution qui nous est offerte par les dispositions de la loi de 1872 relative aux titres au porteur. Après la publication de l'opposition, toute application de la règle de l'art. 2279 est écartée au profit du propriétaire. Mais cette solution ne porte pas atteinte à l'intérêt du commerce puisque l'acquéreur a toujours la possibilité de se renseigner sur le droit de la personne avec laquelle il traite en consultant le bulletin d'oppositions. S'il passe outre, il sera de mauvaise foi car son ignorance sera due à une négligence grossière et il n'aura à s'en prendre qu'à lui-même.

De la solution admise par la loi de 1872 à l'égard des titres au porteur, on peut rapprocher la disposition de l'art. 2102, 4^o, qui permet à une personne d'empêcher le bailleur de celui qui lui achète un meuble de se prévaloir, à l'encontre de son privilège de vendeur, de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Pour cela il lui suffit de faire part au bailleur de son droit sur la chose. On doit en dire autant de la disposition de l'art. 1813.

A côté de ces mesures législatives, la pratique elle-même s'est efforcée d'établir un système écartant l'application de la règle de l'art. 2279 dans certains cas où il est surtout facile de

trafiquer de la propriété d'autrui sans que cette mesure porte préjudice à l'intérêt du commerce. « A la publicité dérivant de la détention, qui fait passer le détenteur pour propriétaire au regard de tiers, on a dû opposer une autre publicité destinée à les informer de la véritable qualité du détenteur. C'est ainsi que les futailles données en location portent généralement la mention « Fût en location », gravée sur la barrique à l'aide d'une marque à feu. Une indication analogue est portée au moyen d'une encre indélébile sur les sacs qui sont remis en louage et, bien souvent, les meubles donnés à bail portent le nom de leur propriétaire (1). » Grâce à ces signes extérieurs, l'attention de celui qui veut acheter se trouvera mise en éveil et il sera obligé de vérifier le droit de son vendeur.

Dans tous les cas de la seconde catégorie, on arrive à protéger le droit du propriétaire sans que cette protection aille à l'encontre de l'intérêt du commerce. On peut donc affirmer qu'elle est légitime. Il est à remarquer seulement qu'elle n'est possible que pour certains meubles peu nombreux, et même pour ces derniers elle suppose des formalités qui ne sont pas faciles à accomplir en temps opportun.

La seconde fonction de la possession mobilière, c'est la fonction probatoire. Dans certaines circonstances, la possession ne joue que le rôle d'une simple règle de preuve. C'est l'hypothèse où le possesseur actuel est actionné par celui de qui il tient le meuble. L'application des principes du droit commun obligerait le possesseur actuel à prouver son titre. Or, de ce fait qu'il n'est pas d'usage de rédiger un écrit en matière mobilière, le possesseur se trouve pratiquement dans l'impossibilité de fournir cette preuve. D'où une simple dénégation de la part du revendeur suffirait à lui enlever son droit. Ici encore la possession lui apporte son aide.

Mais cette aide ne peut être de la même nature que celle que nous avons vu la possession offrir à l'acquéreur *a non domino*. Dans cette hypothèse le possesseur avait traité avec un non-propriétaire et manqué ainsi d'acquérir la propriété ;

(1) Vidal, « De la publicité des droits portant sur des meubles », *Thèse Montpellier*, 1900.

une seule protection était alors concevable, lui attribuer la propriété qui lui faisait défaut.

Dans le cas qui nous occupe, au contraire, le droit de l'aliénateur ne fait pas l'objet du débat. Il s'agit seulement de savoir comment et à quel titre l'objet est passé des mains du demandeur dans celles du défendeur. La possession fait trancher le doute au profit du possesseur. Celui-ci est présumé posséder en vertu du titre qu'il allègue. On exprime cette idée en disant que la possession établit au profit de son titulaire, dans les rapports de celui-ci avec son auteur, une présomption de titre.

Ici, comme dans l'hypothèse de l'acquéreur *a non domino*, la protection possessoire n'est accordée qu'au détriment de l'ancien possesseur revendiquant. En effet, cette présomption, bien que simple et capable d'être détruite par la preuve contraire, aboutit pratiquement dans la majeure partie des cas à rendre la situation du possesseur définitivement inattaquable, la preuve contraire étant, par sa nature même, très difficile à administrer.

C'est ainsi qu'on n'accorde la présomption de titre que là où elle est bien méritée, là où à la possession du défendeur se joint une apparence sérieuse de vérité, là où les circonstances de la cause n'ôtent pas à la possession la force de vraisemblance qu'elle implique. D'où les multiples conditions auxquelles on a vu soumettre l'application de la présomption de titre et surtout l'absence d'équivoque avec la notion très large qu'en fait la jurisprudence.

Une acquisition de propriété au profit du possesseur qui a acquis *a non domino*, une présomption de titre au profit du possesseur qui tient la chose du véritable propriétaire, tels sont les rôles que joue la possession en matière mobilière et que l'étude, dont la présente conclusion marque la fin, a eu pour but de préciser et de développer.

Les principes que nous avons dégagés, aidé en cela par les savantes études de nos prédécesseurs d'une part, et le but qui nous semblait être celui que le législateur et la jurisprudence poursuivaient de l'autre, aboutissent à un résultat que nous estimons satisfaisant dans son ensemble. En général, on peut affirmer que la protection possessoire est accordée toutes les fois qu'elle est méritée, là seulement où elle est méritée et dans la mesure où elle est méritée.

Seulement, il est à remarquer que les règles que nous avons vues régir la possession mobilière sont dans leur majeure partie l'œuvre de la jurisprudence et de la doctrine qui ont dû intervenir pour combler les lacunes qu'a laissées subsister un texte trop concis et par conséquent trop vague.

Or, quels que soient les mérites des principes auxquels on arrive par la simple interprétation, et bien que ces principes puissent parvenir à des solutions favorables aux divers intérêts en cause, il leur manque la base légale sûre qui ordonne leur obéissance à tous et qui écarte toute équivoque et toute hésitation à leur égard. Ainsi voyons-nous comment il est souhaitable que le système de la possession mobilière soit un jour l'objet d'une réglementation légale précise. Il est à désirer que le législateur intervienne enfin pour mettre un terme à tant d'équivoques et de discussions qu'a suscitées un texte rédigé sous forme de brocards coutumiers, forme qui a cessé, fort heureusement, d'être employée par ceux qui font la loi.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages.

- AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, 5^e édition.
BARTHOU, « De l'adage *Vilis mobilium possessio* et de son influence sur le code civil », *Thèse Paris*, 1886.
BAUDRY-LACANTINERIE et DE LOYNES, *Du nantissement, des privilèges et hypothèques*.
BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, *Des donations entre vifs et des testaments*, t. V.
BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, *De la prescription*.
BEUDANT, *Cours de droit civil français*, t. IV, *Les biens*.
BEZOU, « Des difficultés de preuve relatives aux dons manuels », *Thèse Paris*, 1920.
BONNECASSE, *Traité de droit maritime*.
BOUILLARD, « De la preuve de la propriété mobilière », *Thèse Paris*, 1900.
BOURJON, *Le droit commun de la France*.
BRESSOLES, *Théorie et pratique des dons manuels*, Paris, 1885.
BRONZINI, « De la preuve des dons manuels », *Thèse Aix*, 1911.
BUCHÈRE, *Les valeurs mobilières*.
BUFNOIR, *Propriété et contrat*, Paris, 1900.
CLAUDE, « Des dons manuels », *Thèse Nancy*, 1884.
CLIGNY, « De la preuve des dons manuels », *Thèse Paris*, 1907.
COLIN (M.), *Etude de la jurisprudence et de la législation sur les dons manuels*.
COLIN et CAPITANT, avec la collaboration de JULIOT DE LA MORANDIÈRE, *Cours élémentaire de droit civil français*, t. I, II et III, 10^e éd. Paris, 1942.
CORNIL, *Traité de la possession en droit romain*.
COTTEREAU, *Le droit général de la France et le droit particulier de la Touraine*, Tours, 1781.
CUQ, *Institutions juridiques des Romains*.
DANJON, *Traité de droit maritime*.
DELAGE, « Contribution à l'étude de possession des meubles en droit anglais comparé », *Thèse Paris*, 1934.
DE FOLLEVILLE, *Traité de la possession des meubles et des titres au porteur*, 2^e éd., Paris, 1875.
DELVINCOURT, *Cours de droit civil*.

- DEMANTE et COLMET DE SANTERRÉ, *Cours analytique du Code civil*, 1884.
- DEMOLOMBE, *Cours du Code Napoléon*.
- DENISART, *Collection de jurisprudence*.
- DUQUESNE, « Distinction de la possession et la détention en droit romain », *Thèse Paris*, 1898.
- DURANTON, *Cours de droit civil français*.
- FENET, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, Paris, 1827-1828.
- GARÇONNET, *Cours de procédure*.
- GARRAUD, *Traité de droit pénal*.
- GENY, *Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif*, Paris, 1899.
- GIRARD, *Manuel élémentaire de droit romain*.
- GLASSON, TISSER et MOREL, *Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire et de procédure civile*, éd. 1938.
- GOUBIER, « La mutation en douane de navires et l'immatriculation des bâtiments des rivières », *Thèse Bordeaux*, 1919.
- GUILLOUARD, *Traité de la prescription*, t. I et II.
- *Traité de nantissement*.
- GUYOT, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, Paris, 1784.
- HAMEL, « Du don manuel », *Thèse Caen*, 1910.
- *Cours de doctorat enseigné à la Faculté de droit de Paris*, 1938-1939.
- HUBSBURY, *The laws of England*, 1907, t. XXII.
- HUC, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, Paris, 1902.
- HUVELIN, *Cours élémentaire de droit romain*, Paris, 1927.
- IHERING, *Fondement de la protection possessoire*.
- *Rôle de la volonté dans la possession*.
- JOBÉ-DUVAL, *Etude historique sur la revendication des meubles en droit français*, Paris, 1881.
- JOSSERAND, *Cours de droit civil positif*, t. I, II et III.
- *Les transports*.
- KAMEL MOURSEY BEY, *Les biens*.
- *Les sûretés personnelles et réelles*.
- LAGUERRE, « Etude de la jurisprudence contemporaine sur les dons manuels », *Thèse Montpellier*, 1936.
- LAURENT, *Principes de droit civil*, Bruxelles, 1878.
- LEDIEU, « De la règle : En fait de meubles la possession vaut titre », *Thèse Paris*, 1897.
- LEROUX DE BRETAGNE, *Nouveau Traité de la prescription en matière civile*, Paris, 1869.
- LÉVY-ULMANN et THOMAS BARCLAY, Traduction de *Sale of goods act*, « Annuaire de législation étrangère », 1894, p. 10.
- LOISELEUR-DELONGCHAMP, Traduction de la loi Manou.
- LOYSEL, *Institutions coutumières*.
- LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*.
- MACKAY, « La revendication des meubles en droit anglais par comparaison avec le système français », *Thèse Paris*.
- MARCADÉ, *Explication théorique et pratique du Code civil*.
- MOGHAZY, « De la revendication des meubles en droit comparé », *Thèse Paris*, 1927.

- MOURLON, *Répétitions écrites sur le Code civil*, Paris, 1892.
- MOURMANT, « L'article 2280 et les possesseurs successifs du meuble perdu ou volé », *Thèse Lille*, 1936.
- ORTLIEB, « Des effets de la possession des meubles », *Thèse Nancy* 1871.
- PACILLY, « Le don manuel », *Thèse Caen*, 1936.
- PEYRÉ, *Lois des Francs contenant la loi salique et la loi ripuaire*.
- PLANCK, *Bürgerliches Gesetzbuch nebst Einführungsgesetz*, 1898, t. III.
- PLANIOL, *Traité de droit civil*.
- PLANIOL et RIPERT, *Traité élémentaire de droit civil*, Paris, 1942, t. I, II et III.
- PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique de droit civil français*, 14 vol., t. III, *Les biens*, avec la collaboration de PICARD, t. V, *Les donations*, avec la collaboration de TRASBOT, et t. XII avec la collaboration de BECQUÉ.
- POINCARÉ, « De la possession des meubles en droit romain et de la revendication des meubles en droit français », *Thèse Paris*, 1883.
- POTHIER, *Traité des donations entre mari et femme*.
— *Traité de la prescription*.
- RAYNAUD, « De la règle : En fait de meubles la possession vaut titre », *Thèse Paris*, 1873.
- RIPERT, *Droit maritime*.
— *La règle morale dans les obligations civiles*.
- ROCHE AGUSSOL, « Etude sur la revendication des droits mobiliers », *Thèse Montpellier*, 1901.
- ROSSEL et MENTHA, *Manuel de droit civil suisse*.
- SALEILLES, « Aliénations des valeurs mobilières », *Thèse Paris*, 1883.
Mélanges de droit comparé, t. II. *De la possession des meubles, études de droit allemand et de droit français*, Paris, 1907.
- SAUNIER, « De l'application de l'art. 2279 dans les rapports entre auteur et ayant cause », *Thèse Paris*, 1907.
- SAVATIER, *Nouveau dictionnaire pratique de droit*.
- SAVIGNY, *Traité de la possession en droit romain*.
- SCHWAB, « Théorie possessoire objective », *Thèse Paris*, 1907.
- SERJEANT STEPHEN'S, *New commentaries of the laws of England*.
- TALEMBRIDGE, *Sale of goods*.
- THALLER, *Traité élémentaire de droit commercial*.
- THÉVENIN, *Textes relatifs aux institutions privées et publiques aux époques mérovingienne et carolingienne*.
- TOULIER, *Le droit civil français suivant l'ordre du code*.
- TOURNESAC, « Application pratique de la maxime : En fait de meubles possession vaut titre. Etude de la jurisprudence », *Thèse Paris*, 1913.
- TROPLONG, *Commentaire sur les prescriptions*.
- VALIN, *Commentaire de la coutume de la Rochelle*.
- VAN BEMMELN, *Le système de la propriété mobilière*, Paris, 1887.
- VAN WETTER, *Pandectes concernant l'histoire du droit romain et la législation de Justinien*, Paris, 1909.
- VIDAL, « De la publicité des droits portant sur des meubles », *Thèse Montpellier*, 1900.

VIELAND, *Les droits réels dans le Code civil suisse*.

VIRGILE, « De la propriété mobilière en droit barbare, franc, féodal, coutumier, intermédiaire et en droit français actuel », *Thèse Paris*, 1869.

WAHL, *Précis de droit maritime*.

— *Traité des titres au porteur*.

II. — Articles et notes de Jurisprudence.

APPERT, note sous Paris, 8 juillet 1890, S. 1894.II.17.

BOURGUIGNAT, note sous Civ., 5 décembre 1876, S. 1877.I.201.

CAPITANT, note sous Civ., 3 avril 1918, D. P. 1919.I.33.

CHARMONT, « Variété de la possession des meubles d'après le livre de M. Saleilles », *Revue trimestrielle de droit civil*, 1907, p. 41.

COHENDY, note sous Lyon, 7 nov. 1885, D. P. 1888.II.41.

DE LOYNES, note sous tribunal de commerce de Bruxelles, 18 mai 1910, D. P. 1911.II.209.

— note au D. P. 1913.II.257.

DUBOIS, « De la restitution des fruits et des produits de la chose d'autrui possédée de bonne foi par un tiers », *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1896, t. XXV, p. 398.

FÉRÉOL RIVIÈRE, « L'art. 2279 change-t-il le principe d'après lequel la propriété des meubles se transmet par le seul effet du consentement ? » *Revue de législation et de jurisprudence*, 1851, t. III, p. 310.

— « Quelle est l'influence de la maxime de l'art. 2279 sur le principe de l'acquisition des fruits par le possesseur de bonne foi ? », *Revue de législation et de jurisprudence*, 1851, t. III.

FERRON, Note sous Aix, 3 fév. 1902, S. 1903.II.41.

GODART, « De la revendication des billets de banque perdus ou volés », *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1870, t. XXXVI.

GÉGOUT, note sous Civ., 11 février 1931, S. 1931.I.273.

GUÉNÉ, note sous Cass., 17 juin 1896, D. P. 1897.I.257.

KAMEL MOURSEY BEY, « La règle : En fait de meubles possession vaut titre », *Revue El-Kanoune Wal Iktissad*, 1933, p. 893.

LABBÉ, note sous Civ., 18 janvier 1870, S. 1780.I.145.

— *Revue critique*, 1882, t. XLVIII, p. 338-339.

LEVILLAIN, note sous Bordeaux, 12 janvier 1894, D. P. II.257.

LEVY-ULMANN et THOMAS BARCLAY, traduction de *Sale of goods act*, « Annuaire de législation étrangère », 1894, p. 10.

LYON-CAEN, note sous Douai, 1892, S. 1892.II.161.

— note sous Civ., 7 février 1910, S.I.225.

MEYNIAL, note sous cass., 30 octobre 1888, S. 89.I.321.

NAQUET, note sous Civ., 1^{er} mai 1906, S. 1906.I.9.

NAST, note sous Civ., 7 février 1910, D. P. 1910.I.201.

PILLET, note sous Civ., 14 juin, 1899, S. 1900.I.225.

PLANIOL, note sous Nancy, 30 décembre 1891, D. P. 1892.II.441.

— note sous Aix, 3 février 1902, D. P., 1904.II.289.

PONCET, note sous Civ., 11 janvier 1900, S. 1902.II.33.

RENAUD, « L'art 2279 du Code Napoléon interprété par ses origines germaniques (en allemand), traduction et analyse par CHAUFFOUR », *Revue de législation*, 1845, t. I, 371.

- RENAUD, « L'influence exercée par le principe posé par l'art. 2279 sur les moyens d'acquérir la propriété des choses mobilières », *Revue de législation*, 1845, t. II, p. 81.
- ROCHE AGUSSOL, « De l'organisation d'une publicité mobilière », *Revue critique*, 1912, p. 152.
- ROUAST, « L'enrichissement sans cause », *Revue trimestrielle de droit civil*, 1922, p. 63.
- SALEILLES, note sous trib. civ. de Lyon, 25 janvier 1897, D. P. 1899. II.230.
- La nouvelle théorie possessoire allemande, *Revue critique*, 1903, p. 592, et 1904, p. 33.
- SAVATIER, note sous Civ., 7 décembre 1925, D. P. 1926.I.185.
- note sous Civ., 11 février 1931, D. P. 1931.I.129.
- SOLUS, note sous Trib. civ. Thonon-les-Bains, 12 mai 1933, *Semaine juridique*, 1933, p. 1021.
- TISSIER, note sous Cass., 11 mai 1898, S. 1898.I.418.
- VIALLETON, note sous Civ., 17 octobre 1933, S. 1933.I.121.
- WAHL, note sous Paris, 26 juillet 1895, S. 1897.II.305.
- note sous Paris, 27 juin, 11 juillet et 22 novembre 1904, S. 1905 II.121.

III. — Périodiques.

- Dalloz hebdomadaire (D. H.).
- Dalloz, *Recueil périodique* (D. P. ou D.).
- Gazette du palais* (Gaz. pal.).
- Journal du palais* (Journ. pal.).
- Revue critique de législation et de jurisprudence* (Rev. crit.).
- Revue trimestrielle de droit civil* (Rev. trim.).
- Semaine juridique* (Sem. jur.).
- Sirey, *Recueil général des lois et arrêts* (S.).

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

I. — La distinction dans les législations modernes entre la propriété et la possession, cette distinction ne fut pas connue dans les législations de l'antiquité.....	1
II. — Il faut se garder cependant d'exagérer la distance qui sépare à l'heure actuelle les deux notions ; la possession n'en joue pas moins un rôle important influant sur la propriété...	2
III. — Ce rôle est particulièrement actif en matière mobilière ; considérations qui lui permettent cette activité.....	3
IV. — Objet et limites de notre étude.....	5
V. — Motifs qui nous ont déterminé à choisir notre sujet.....	7
VI. — Difficulté de notre tâche.....	9
VII. — Méthode de notre travail.....	10
VIII. — Plan de notre ouvrage.....	11

PREMIÈRE PARTIE

DU RÔLE DE LA POSSESSION MOBILIÈRE DANS L'ANCIEN DROIT

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. — Utilité d'une étude historique pour chaque institution juridique	15
2. — Nécessité de cette étude en matière de possession mobilière	15
3. — Nous traiterons du rôle de la possession mobilière dans le droit romain et dans l'ancien droit français.....	16
4. — Plan.....	17

TITRE PREMIER

Du rôle de la possession mobilière en droit romain.

5. — Le droit romain n'attribue pas à la possession un effet attributif de propriété.....	20
6. — La revendication mobilière est permise dans tous les cas.....	21
7. — Seule l'usucapion peut y mettre fin.....	21
8. — Définition de l'usucapion.....	22

9. — Fonction de l'usucapion.....	22
10. — A quels biens elle s'applique.....	24
11. — Evolution de l'usucapion.....	24
12. — Conditions de l'usucapion. Leur énumération.....	26
13. — 1 ^o Une prise de possession.....	27
14. — 2 ^o La bonne foi et le juste titre.....	27
15. — Le juste titre.....	27
16. — Le titre putatif.....	28
17. — La bonne foi.....	28
18. — A quel moment la bonne foi est-elle requise ?.....	29
19. — La preuve du juste titre et de la bonne foi.....	30
20. — 3 ^o Il faut que la chose possédée soit susceptible d'usucapion. C'est en principe le cas de tous les biens corporels.....	31
21. — Exceptions édictées par les principes généraux.....	31
22. — Exceptions édictées par des textes spéciaux.....	31
23. — Exceptions résultant de la qualité de la personne contre qui on usucape.....	31
24. — Exceptions résultant d'un vice qui entache la chose. La prohibition d'usucaper les choses volées ou enlevées par violence.....	31
25. — 4 ^o Il faut une possession prolongée pendant un certain temps.....	33
26. — Conclusion.....	33

TITRE II

Du rôle de la possession mobilière dans l'ancien droit français.

GÉNÉRALITÉS.

27. — Introduction en Gaule de la loi romaine. Sa survie à la chute de l'empire romain dans les régions méridionales.....	35
28. — Réglementation de la possession mobilière par les règles du droit romain dans ces régions.....	36
29. — La chute de l'empire romain entraîne l'élimination de la loi romaine dans les régions septentrionales.....	37
30. — Exclusion de notre ouvrage de l'étude du rôle de la possession mobilière dans les pays de droit écrit. Nous traiterons de ce rôle dans les pays de coutumes seulement.....	37
31. — Détermination de la question à traiter.....	38
32. — Division de l'étude de l'ancien droit français en quatre périodes. Plan.....	38

CHAPITRE PREMIER

Époque mérovingienne et carolingienne du ve jusqu'à la fin du xe siècle.

33. — Introduction dans les pays de coutumes des traditions germaniques.....	41
--	----

34. — A quelle époque la propriété individuelle des meubles fut-elle connue des Germains ?.....	42
35. — La matérialisation de la propriété mobilière par des marques et des signes.....	43
36. — La revendication des meubles fut-elle permise chez les Germains ?.....	44
37. — Nécessité de distinguer les cas de dépossession volontaire de ceux de dépossession involontaire.....	45
38. — La subdivision du chapitre en deux sections.....	45

SECTION I. — CAS DE LA DÉPOSSESSION VOLONTAIRE.

39. — Généralités	46
40. — Le propriétaire n'a contre le détenteur précaire à qui il a confié le meuble qu'une action personnelle. La revendication ne lui est pas permise.....	47
41. — <i>Quid</i> si le détenteur précaire a aliéné le meuble à un tiers ? Le propriétaire pourrait-il le revendiquer entre les mains de ce dernier ?	47
42. — La thèse qui soutient l'affirmative.....	48
43. — La doctrine exacte est celle d'après laquelle le propriétaire n'a pas d'action contre le tiers acquéreur.....	49
44. — Arguments de cette doctrine.....	50
45. — Quelle est la cause de l'absence de la revendication ?...	50
46. — Théorie de M. Jobbé-Duval qui rattache cette absence aux règles de la procédure.....	51
47. — Cette théorie nous semble insuffisante.....	52
48. — Comment l'absence de la revendication s'explique-t-elle d'après nous ?	53
49. — Notre thèse n'est pas incompatible avec celle de M. Jobbé-Duval. Elles se complètent l'une l'autre.....	55
50. — Réfutation d'autres explications de l'absence de la revendication.....	55

SECTION II. — CAS DE LA DÉPOSSESSION INVOLONTAIRE.

51. — La revendication des meubles est permise en cas de vol ou de perte	56
52. — Qu'entend-on par vol chez les Germains ?.....	57
53. — Assimilation au point de vue qui nous occupe des cas de perte à ceux de vol.....	58
54. — Nature de l'action appartenant à la victime de vol ou de perte : c'est une action réelle.....	58
55. — Est-elle une action civile ou criminelle ?.....	58

CHAPITRE II

Le Moyen Age : XI^e, XII^e et XIII^e siècle.

GÉNÉRALITÉS.

56. — Les coutumes germaniques restent en honneur.....	60
--	----

57. — Cependant cette période est caractérisée par deux facteurs	60
58. — Le principe de l'interdiction de la revendication mobilière est positivement formulé. L'apparition de la maxime : <i>Mobilia non habent sequelam</i>	60
59. — L'influence de plus en plus grandissante du droit romain.	60
60. — Division de ce chapitre en deux sections. Plan	61

SECTION I. — CAS DE DÉPOSSESSION VOLONTAIRE : MEUBLES
N'ONT PAS DE SUITE.

61. — La revendication des meubles demeure interdite... ..	61
62. — Ce principe est positivement formulé dans les vieux coutumiers	62
63. — La cause du maintien au Moyen Age de ce principe.....	63
64. — Dérogations apportées à ce principe à la fin de cette époque sous l'influence du droit romain.....	64

SECTION II. — CAS OU LE POSSESSEUR DU MEUBLE A ÉTÉ
DÉPOSSÉDÉ MALGRÉ SA VOLONTÉ.

65. — La revendication est possible contre tout détenteur....	66
66. — Quelles sont les actions qui appartiennent à la victime de perte ou de vol ?	67
67. — A qui appartient l'action contre le détenteur du meuble perdu ou volé ?	68
68. — Le délai pendant lequel l'action doit être intentée.....	69
69. — Conclusion	69

CHAPITRE III

Troisième période : XIV^e, XV^e et XVI^e siècle.
Triomphe du droit romain.

70. — Triomphe, sous l'influence du droit romain, du principe de la revendication mobilière.....	70
71. — Une action en revendication proprement dite est permise au propriétaire dans tous les cas.....	71
72. — Le changement entre l'ancien et le nouvel état des choses n'est pas brusque	71
73. — Le principe de la revendication, quoiqu'il constitue le droit commun, n'est pas admis par toutes les coutumes.....	72
74. — Caractères de l'action en revendication : c'est une action civile et réelle	72
75. — Le propriétaire conserve, à côté de l'action civile en revendication, la faculté de recourir à l'ancienne action criminelle de vol.....	73
76. — Avec la revendication s'introduit en France l'institution romaine de l' <i>usucapio</i>	74
77. — Le triomphe des principes romains n'est pas total : la revendication mobilière n'est pas admise au profit du créan-	

cier hypothécaire contre le tiers acquéreur du meuble hypothéqué. « Meubles n'ont pas de suite par hypothèque. »....	75
78. — Les actions possessoires mobilières ne sont pas introduites en France.....	77
79. — Conclusion.....	77

CHAPITRE IV

La réaction coutumière pendant les XVII^e et XVIII^e siècles.

80. — Le principe de la revendication mobilière est à l'apogée de son triomphe au début du XVII ^e siècle.....	79
81. — Mais son triomphe n'est que de courte durée. Les facteurs qui ont déterminé son échec.....	80
82. — Les inconvénients que présente le principe de la revendication mobilière au XVII ^e siècle.....	81
83. — Remèdes proposés au cours de ce siècle pour parer à ces inconvénients.....	82
84. — Au XVIII ^e siècle le mouvement d'idées réformateur s'accroît.....	84
85. — Les systèmes proposés pendant le XVIII ^e siècle sont divers.....	85
86 — Système de Pothier.....	85

Système de Bourjon et de la jurisprudence du Châtelet.

87. — Insuffisance du système de Pothier pour assurer la protection du commerce.....	92
88. — Bourjon accorde à la possession mobilière un rôle attributif de la propriété. La maxime : « En fait de meubles possession vaut titre. ».....	92
89. — Comment on est arrivé à établir cette maxime.....	95
90. — Les conditions auxquelles Bourjon subordonne son application.....	96
91. — La portée de la maxime. Bourjon lui attribue deux sens : un sens acquisitif de la propriété et un sens simplement probatoire.....	97
92. — Les exceptions que l'auteur lui apporte.....	99
93. — Conclusion.....	102

Appendice. — L'origine de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».

94. — Le rejet de la revendication mobilière n'est pas propre au XVIII ^e siècle ; il remonte aux lois barbares.....	104
95. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne trouve cependant pas son origine dans ces lois.....	105
96. — L'adage « Meubles n'ont pas de suite » et la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne sont pas synonymes.....	106
97. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne remonte pas au delà du XVIII ^e siècle.....	107
98. — C'est chez Bourjon qu'elle a été puisée.....	107
99. — Le système de cet auteur n'est cependant pas passé tel quel dans le Code civil français.....	110

DEUXIÈME PARTIE

DU RÔLE DE LA POSSESSION MOBILIÈRE
DANS LE DROIT MODERNE

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Du rôle de la possession mobilière en général.

1. — Sens de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre »	114
2. — Système de Toullier.....	118
3. — Système de la prescription instantanée.....	118
4. — Système de la présomption de propriété.....	122
5. — Système de l'acquisition légale.....	124
6. — Portée de la maxime « En fait de meubles possession vaut titre ».....	126
7. — Les auteurs la déclarent inapplicable dans les rapports entre le possesseur et son auteur.....	126
8. — Etude de la jurisprudence à cet égard.....	127
9. — Les auteurs qui écartent l'application de la maxime dans les rapports entre le possesseur et son auteur ont été déterminés par des motifs d'utilité pratique.....	128
10. — Comment ces auteurs justifient juridiquement la non-application de la maxime dans ce domaine.....	131
11. — Comment ce principe s'explique d'après nous.....	132
12. — Les précédents historiques sont en conformité avec le principe qui exclut l'application de la règle de l'art. 2279 dans les rapports entre possesseurs successifs.....	136
13. — A qui incombe la preuve de la succession des possessions ? En quoi consiste-t-elle ?.....	139
14. — Domaine précis de l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».....	140
15. — La possession accorde-t-elle une protection spéciale au possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble ?.....	141
16. — La doctrine qui soutient la négative.....	142
17. — Systèmes proposés pour secourir le possesseur dans ses rapports avec son auteur sans dépasser les limites du droit commun	144
18. — Réfutation du Système de Planiol qui entend protéger ce possesseur avec l'idée de la présomption générale de propriété attachée à toute possession.....	144
19. — Réfutation du système qui cherche à protéger le possesseur par l'idée de délit.....	145
20. — Réfutation du système qui cherche à le protéger par l'idée de bonne foi.....	147
21. — Réfutation du système qui cherche à le protéger par l'idée de précarité.....	148
22. — Incapacité des principes du droit commun d'accorder	

une protection efficace au possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble.....	149
23. — Dans ce domaine, la possession accorde à son titulaire une faveur spéciale : elle établit à son profit une présomption de titre.....	149
24. — Cette doctrine est en pleine conformité avec les précédents historiques.....	150
25. — Quel est le siège législatif de cette présomption de titre ?	151
26. — Du rôle de la possession mobilière en droit français....	153
27. — Confusion commise dans la doctrine et la jurisprudence.	157
28. — La possession remplit en matière de meubles les mêmes rôles que remplit la prescription en matière d'immeubles...	161
29. — Du rôle de la possession mobilière en droit égyptien....	161
30. — Du rôle de la possession mobilière dans les législations allemande et suisse.....	166
31. — Plan de la deuxième partie.....	167

TITRE PREMIER

La fonction acquisitive de la possession mobilière.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

32. — Domaine de la fonction acquisitive de propriété.....	169
33. — L'étude de cette fonction en droit comparé.....	170
34. — La solution en droit anglais.....	171
35. — Plan du premier titre.....	176

CHAPITRE PREMIER

Motifs rationnels de la fonction acquisitive de la propriété.

36. — Importance de l'étude.....	177
37. — <i>Res mobilis res vilis</i>	180
38. — L'intérêt du commerce et la sécurité des transactions mobilières.....	182
39. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » peut être rattachée à la théorie de l'apparence.....	185
40. — Motif d'équité.....	185
41. — Le but que poursuit la règle « En fait de meubles possession vaut titre » intéresse l'ordre public.....	188
42. — Conclusion.....	188

CHAPITRE II

Conditions d'application de la fonction acquisitive de la propriété.

GÉNÉRALITÉS.

43. — Imprécision des textes.....	189
-----------------------------------	-----

44. — L'art. 2279 est-il applicable dans notre matière ?.....	189
45. — Énumération des conditions requises.....	192
46. — Plan.....	193

SECTION I. — LA POSSESSION.

47. — Énumération des qualités requises de la possession..	194
--	-----

I. — *Une possession réelle.*

48. — Démonstration de la nécessité de cette qualité.....	194
49. — L'étude de la réalité de la possession en droit comparé..	195
50. — Détermination des cas où cette qualité se trouve rem- plie.....	196
51. — Il faut se placer en dehors de l'art. 1606 du C. civ.....	196
52. — La tradition réelle.....	197
53. — La remise des clefs.....	197
54. — La remise des titres.....	197
55. — La remise des factures, des connaissements ou des lettres de voiture suffit-elle pour constituer une possession réelle ?.....	198
56. — <i>Quid</i> pour les warrants agricoles ?.....	200
57. — L'apposition des marques.....	201
58. — La tradition opérée <i>brevi manu</i>	202
59. — Appréciation souveraine des juges.....	202

II. — *Une possession à titre de propriétaire.*

60. — Exigence d'une possession <i>animo domini</i>	203
61. — Justification de cette qualité.....	203
62. — L'étude de la jurisprudence.....	204
63. — Étude de la doctrine.....	205
64. — Les possesseurs à titre des droits réels autres que la propriété.....	206
65. — Confusion parfois commise entre la précarité et l'obli- gation personnelle de restituer.....	206
66. — Réfutation de la thèse qui fait de l'absence d'une obli- gation personnelle de restitution à la charge du possesseur une condition propre pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».....	207
67. — Quelles sont les actions qui appartiennent au proprié- taire dépossédé à l'encontre d'un détenteur précaire ?.....	210
68. — Caractères de la précarité.....	218
69. — Comment elle se prouve.....	219

III. — *Une possession exempte de vices.*

70. — Énumération des vices de la possession.....	220
71. — Une possession paisible.....	220
72. — Une possession publique et non équivoque.....	222
73. — Conclusion.....	223

SECTION II. — LA BONNE FOI.

74. — Exigence de la bonne foi en droit français.....	224
75. — Exigence de la bonne foi en droit comparé.....	230
76. — En quoi consiste la bonne foi ?.....	230
77. — La question de bonne ou de mauvaise foi du possesseur ne se pose que si l'aliénateur n'était pas propriétaire.....	247
77 bis. — L'hypothèse de l'art. 1141 et la notion de bonne foi.....	247
78. — La mauvaise foi est-elle un défaut relatif ou absolu ?.....	250
79. — A quel moment la bonne foi doit-elle exister ?.....	252
80. — La preuve de la bonne foi.....	253

SECTION III. — LE JUSTE TITRE.

81. — La doctrine et la jurisprudence sont aujourd'hui unanimes pour exclure l'exigence du juste titre.....	254
82. — L'opinion contraire a été cependant soutenue par certains auteurs. Le mal fondé des arguments qu'ils invoquent.....	255
83. — Arguments de la théorie actuellement dominante qui n'exige pas le juste titre.....	258
84. — Réfutation de ces arguments.....	259
85. — L'exigence du juste titre en droit français.....	288
86. — Comparaison à propos du juste titre du système de la possession mobilière avec celui de la possession immobilière.....	288
87. — L'exigence du juste titre en droit comparé.....	289
88. — Conclusion sur les conditions d'application de la fonction acquisitive de droit.....	293

CHAPITRE III

Objets auxquels s'applique la fonction acquisitive
de la propriété.

89. — Généralités.....	296
90. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne s'applique qu'aux meubles.....	297
91. — En principe elle ne s'applique qu'aux meubles corporels.....	297
92. — Exclusion de meubles incorporels.....	299
93. — Exception des titres au porteur.....	302
94. — Application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » aux billets de banque.....	304
95. — Cette règle ne s'applique pas aux fonds de commerce.....	311
96. — Détermination des meubles corporels qui sont soustraits exceptionnellement du domaine de la règle.....	312
97. — Meubles faisant partie du domaine public.....	312
98. — Universalités juridiques de meubles.....	313
99. — Navires et aéronefs.....	314
100. — <i>Quid juris</i> pour les manuscrits.....	315
101. — Meubles acquis accessoirement à un immeuble.....	316
102. — Conclusion.....	318

CHAPITRE IV

Qui peut invoquer la fonction acquisitive de la propriété ?

103. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » peut être invoquée par tout possesseur d'un droit réel mobilier. L'usufruitier et le gagiste peuvent s'en prévaloir.....	319
104. — Elle ne s'applique pas au profit du créancier saisissant.	320
105. — Elle ne s'applique pas de plein droit au profit du possesseur ; il faut que celui-ci révèle son intention de s'en prévaloir.....	322
106. — L'aliénateur de la chose d'autrui ne peut opposer la règle « En fait de meubles possession vaut titre » en vue de repousser l'action en garantie intentée par l'acquéreur.....	323
107. — Les créanciers du possesseur peuvent opposer la règle du chef de leur débiteur.....	323
108. — Ils peuvent se servir de l'action paulienne pour attaquer sa renonciation frauduleuse de s'en prévaloir.....	324
109. — Conclusion	324

CHAPITRE V

Quelques applications pratiques de la fonction acquisitive de la propriété.

GÉNÉRALITÉS.

110. — La fonction acquisitive de la propriété a des répercussions sur toutes les institutions juridiques portant sur des meubles.....	326
111. — Nous n'entendons pas en étudier toutes les répercussions. Détermination des questions à traiter. Plan du chapitre	326

SECTION I^{re}. — LA RÈGLE « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE » ET LES ACTIONS POSSESSOIRES EN MATIÈRE MOBILIÈRE.

112. — Exclusion des actions possessoires en matière mobilière.	327
113. — Comment explique-t-on ce principe ? Les auteurs le ramènent d'ordinaire à la règle « En fait de meubles possession vaut titre »	328
114. — Réfutation de cette thèse. La règle de l'art. 2279 nous semble incapable d'expliquer l'absence des actions possessoires mobilières	328
115. — Comment cette absence s'explique-t-elle d'après nous ?	334
116. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » ne joue à l'égard des actions possessoires mobilières qu'un rôle atténuant les inconvénients qu'implique leur absence.....	335
117. — Système de la protection possessoire mobilière en droit allemand.....	336

SECTION II. — LA RÈGLE « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE » ET LE TRANSFERT DE LA PROPRIÉTÉ MOBILIÈRE.

118. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » dé- roge-t-elle au principe du transfert de la propriété mobilière par le simple accord de volonté ?.....	342
119. — Comment ce problème s'est-il posé ?.....	343
120. — Réfutation de la doctrine qui exige la tradition pour opérer le transfert de la propriété mobilière, même <i>inter partes</i>	345
121. — Réfutation de la doctrine qui exige la tradition pour opérer le transfert de la propriété mobilière à l'égard des tiers.....	345
122. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » dé- roge-t-elle, à l'égard des meubles, au principe de la nullité de la vente de la chose d'autrui ?.....	349

SECTION III. — LA RÈGLE « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE » ET L'ACQUISITION DES FRUITS PAR LE POSSESSEUR DE BONNE FOI.

123. — Le principe de l'acquisition des fruits par le possesseur de bonne foi est-il une application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » ?	350
124. — La thèse qui soutient l'affirmative. Ses arguments....	351
125. — Réfutation de ces arguments.....	352
126. — Conséquences illégales auxquelles aboutirait cette thèse	355
127. — Le principe de l'acquisition des fruits n'est pas une application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre ». Il doit son existence à des considérations d'équité... ..	356

SECTION IV. — LA RÈGLE « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE » ET LA NOTION DE GAGE.

128. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » est-elle applicable au créancier gagiste ?	357
129. — Importance pratique de cette question.....	358
130. — L'affirmative est aujourd'hui universellement admise par la doctrine et la jurisprudence.....	359
131. — Exposé et réfutation de la thèse contraire qui a été sou- tenue par certains auteurs.....	360
132. — Il faut, pour que le créancier gagiste puisse invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre », la réunion de toutes les conditions d'application de cette règle ; il faut surtout que le gage ait été régulièrement constitué.....	365
133. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » est applicable à tous ceux qui peuvent invoquer un privilège mo- bilier basé sur la notion d'une constitution tacite de gage :... ..	369
134. — Elle est applicable au bailleur.....	369
135. — Elle est applicable à l'aubergiste.....	371
136. — Elle est applicable au voiturier.....	371
137. — Le créancier gagiste qui reçoit en gage un objet perdu	

ou volé peut-il se prévaloir de la disposition de l'art. 2280, afin de se faire rembourser la somme qu'il a avancée ?	371
138. — La question ne présente qu'un faible intérêt pratique.	372
139. — La réponse affirmative n'est pas douteuse à l'égard des établissements des monts-de-piété.....	372
140. — La question est très discutée à l'égard des autres créanciers gagistes. Réfutation des arguments de la doctrine qui soutient la négative. L'affirmative nous semble s'imposer..	373

CHAPITRE VI

**Dérogations apportées à la fonction acquisitive
de la propriété.**

141. — Généralités. Division. Plan.....	377
---	-----

SECTION I. — CAS DE SUSPENSION DE L'EFFET DE LA RÈGLE
« EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE ».

I. — *La revendication des choses perdues ou volées.*

142. — Délimitation du champ d'application de l'exception apportée à la règle « En fait de meubles possession vaut titre » par l'art. 2279/2. Inapplication de cet article au voleur, à l'inventeur et à leurs complices.....	379
143. — Situation du voleur, de l'inventeur ; ils restent soumis à l'action du propriétaire victime de la perte ou du vol pendant 30 ans	381
144. — Détermination des cas où la revendication est permise contrairement à la règle « En fait de meubles possession vaut titre »	389
145. — Considérations générales dégagées de la doctrine et de la jurisprudence	389
146. — Revendication des choses volées ; il faut qu'il s'agisse d'un vol proprement dit ; exclusion des cas d'abus de confiance et d'escroquerie	390
147. — Revendication des choses perdues	394
148. — Revendication des choses perdues ou volées en droit comparé.....	396
149. — A l'encontre de quelles personnes faut-il que la perte ou le vol ait eu lieu pour que l'effet de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » soit paralysé ?	400
150. — A qui appartient l'action en revendication des choses perdues ou volées ?	404
151. — Contre qui cette action peut-elle être exercée ?	406
152. — Délai pendant lequel elle est permise ; nature de ce délai	406
153. — Nature du droit de l'acquéreur d'une chose perdue ou volée à l'égard de la victime de la perte ou du vol et à l'égard des tiers tant que n'est pas écoulé le délai de 3 ans.....	409

II. — *Le droit de suite accordé au bailleur.*

154. — La règle « En fait de meubles possession vaut titre » comporte une exception lorsqu'il s'agit des meubles garnissant un immeuble loué.....	411
155. — Conditions auxquelles cette exception est soumise....	412
156. — Comment cette exception s'explique-t-elle ?.....	413
157. — Le droit de suite du bailleur en droit égyptien.....	414

SECTION II. — TEMPÉRAMEMENTS APPORTÉS AUX EXCEPTIONS QUE SOUFFRE LA RÈGLE « EN FAIT DE MEUBLES POSSESSION VAUT TITRE ».

158. — Dans certaines circonstances le propriétaire dépossédé à la suite d'une perte ou d'un vol ne peut revendiquer qu'à charge d'indemniser le possesseur.....	416
159. — Origine de cette règle : les rédacteurs du Code Napoléon ne sont pas novateurs.....	417
160. — Le principe de l'indemnisation en droit comparé.....	418
161. — Comment peut-on expliquer le principe de l'indemnisation dans les circonstances prévues par l'art. 2280 ?.....	419
162. — Caractère exceptionnel de la disposition de l'art. 2280.....	421
163. — Pour déterminer les cas d'indemnisation, il faut s'en tenir aux intérêts du commerce et non pas à la bonne foi de l'acheteur	422
164. — Il ne suffit pas, pour l'application de la disposition de l'art. 2280, que le possesseur ait cru que son vendeur est un marchand de choses pareilles ; il faut que ce vendeur le soit en réalité.....	422
165. — Il n'est pas nécessaire que le vendeur soit autorisé par la loi de se livrer au commerce de choses pareilles ; il suffit qu'il le soit par la coutume ou par l'usage.....	424
166. — Application de ce principe aux changeurs à l'égard de valeurs mobilières vendues dans leurs boutiques.....	424
167. — Et aux banquiers à l'égard des valeurs vendues dans leurs banques	426
168. — Conditions d'application de la disposition de l'art. 2280 ; il faut la réunion des conditions exigées pour l'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre »...	427
169. — Pour avoir droit à l'indemnité, le possesseur actuel doit-il avoir acquis personnellement dans une des circonstances prévues par l'art. 2280, ou suffit-il que son auteur l'ait déjà fait ?	429
170. — C'est au possesseur qui invoque la disposition de l'art. 2280 d'établir qu'il a acquis dans les conditions voulues....	432
171. — En quoi consiste l'indemnité due au possesseur en vertu de l'art. 2280 ?.....	432
172. — Ce possesseur ne peut être obligé de rendre le meuble qu'une fois indemnisé ; son droit de rétention sur la chose....	433
173. — Le propriétaire de l'objet perdu ou volé qui doit, pour se le faire restituer, indemniser le possesseur qui a acquis dans les conditions de l'art. 2280, a-t-il un recours contre un	

- précédent possesseur qui, lui, n'a pas acquis dans les cas prévus par cet article ? 433
174. — Application de l'art. 2280 au créancier gagiste et au bailleur 443

CONCLUSION SUR LA REVENDICATION DES MEUBLES PERDUS
OU VOLÉS.

175. — Le principe de la revendication des meubles perdus ou volés est-il en harmonie avec l'économie de notre droit moderne ? 444

Appendice. — Les dispositions spéciales aux titres
au porteur.

176. — L'application de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » a révélé certains inconvénients à propos des titres au porteur 453
177. — Mesures jurisprudentielles et législatives pour remédier à ces inconvénients ; loi de 1872 et les textes législatifs ultérieurs 454
178. — Détermination de la question à traiter 455
179. — L'acquéreur d'un titre au porteur ne peut invoquer la règle « En fait de meubles possession vaut titre » après l'arrivée du bulletin d'oppositions dans l'endroit où eut lieu l'acquisition 456
180. — Les dispositions de la loi de 1872 dérogent-elles au principe même de l'art. 2279 ? 456
181. — Champ d'application de la loi. Les principes qu'elle édicte ne sont applicables qu'aux négociations postérieures à la publication de l'opposition 459
182. — La loi ne s'applique qu'aux valeurs mobilières 459
183. — Elle n'est applicable qu'aux négociations qui s'accomplissent en France 460
184. — Nécessité d'un accord international pour assurer une protection efficace aux porteurs de titres ; un tel accord est-il possible ? 460
185. — Les titres au porteur et la règle « En fait de meubles possession vaut titre » en droit comparé 461

TITRE II

La fonction probatoire de la possession mobilière.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

186. — La possession mobilière remplit-elle, outre l'effet acquisitif de droit, un rôle probatoire ? Accorde-t-elle au possesseur une protection spéciale sur le terrain de la preuve ? 464
187. — Utilité d'une protection possessoire sur le terrain de la

preuve. Impuissance de la protection qu'offrent les principes généraux.....	465
188. — La situation privilégiée du possesseur qui invoque l'acquisition de la propriété du chef de sa possession. La présomption de propriété qu'on peut faire découler à son profit de la règle « En fait de meubles possession vaut titre » combinée avec les principes généraux en matière de preuve.....	466
189. — En attribuant à la possession la force de faire présumer la propriété au profit de celui qui invoque la règle de l'art. 2279 du Code civil, nous n'entendons pas renoncer à ce que nous avons dit à savoir que cette règle n'a qu'une seule signification, celle de faire attribuer la propriété.....	469
190. — Essai d'explication de la divergence de vue entre la doctrine qui ne voit dans la règle de l'article 2279 du C. civ. qu'une acquisition légale de la propriété et la jurisprudence qui n'y voit qu'une présomption de propriété.....	470
191. — Dans les rapports entre le possesseur et un tiers, la possession remplit deux fonctions différentes : une fonction acquisitive de la propriété et une fonction simplement probatoire	473
192. — Confusion toujours commise entre ces deux fonctions..	473
193. — Intérêt pratique minime de la distinction entre ces deux fonctions. Il n'en est pas moins nécessaire cependant de la préciser	474
194. — Limitation du domaine de la présomption de propriété qu'on fait découler de l'application conjuguée de la règle de l'art. 2279 du C. civ. et des principes généraux de preuve, aux rapports du possesseur avec un tiers. Exclusion des rapports entre possesseurs successifs.....	474
195. — Il ne faut pas en conclure que le possesseur est privé de toute protection spéciale dans ses rapports avec son auteur. L'unanimité s'établit pour admettre à son profit une présomption de titre	475
196. — La possession joue deux rôles probatoires ou plutôt le même rôle dans deux domaines différents.....	476
197. — Nécessité de distinguer la présomption de propriété qui joue au profit de celui qui tient le meuble d'un tiers et la présomption de titre qui joue au profit de celui qui tient le meuble du revendant	476
198. — Plan.....	476

CHAPITRE PREMIER

**La présomption de propriété au profit du possesseur
qui tient le meuble d'un tiers.**

199. — Détermination de l'hypothèse où la présomption de propriété peut entrer en jeu.....	478
200. — Effets de cette présomption.....	480
201. — Ses conditions d'application.....	400

202. — Sa nature ; c'est une présomption simple.....	460
203. — Il appartient au demandeur de la combattre par la preuve contraire ; en quoi consiste cette preuve contraire ?..	481
204. — Effet de la preuve contraire : la mise à l'écart de la présomption de propriété ; le droit commun reprend son empire.	482
205. — Exceptions que doit subir la présomption de propriété.	482
206. — Pour réussir dans l'action en revendication, il ne suffit pas au revendiquant d'apporter la preuve contraire à la présomption de propriété, qui joue au profit de son adversaire ; il faut, en outre, que ce dernier ne soit pas devenu propriétaire par une cause de transfert autre que la possession.....	482
207. — Il faut aussi que le revendiquant n'ait pas perdu la propriété au profit d'un possesseur intermédiaire.....	483
208. — Le possesseur peut opposer la présomption de propriété du chef de son auteur.....	486
209. — Conclusion	487

CHAPITRE II

La présomption de titre au profit du possesseur dans ses rapports avec celui de qui il tient le meuble.

GÉNÉRALITÉS.

216. — On ne peut tirer de la règle de l'art. 2279 aucune protection spéciale au profit du possesseur dans ses rapports avec son auteur.....	488
211. — Inconvénients d'une application pure et simple des principes généraux en matière de preuve.....	491
212. — Nécessité de faire découler de la possession une protection spéciale en faveur du possesseur.....	491
213. — Cette protection ne peut exister que sur le terrain de la preuve.....	492
214. — On s'accorde à faire dériver de la possession une présomption de titre en faveur du possesseur ; celui-ci est présumé avoir acquis la propriété en vertu du titre qu'il allègue.	493
215. — La différence, quant à la situation du possesseur, entre les meubles et les immeubles.....	493
216. — Impuissance des principes généraux à justifier la présomption de titre ; celle-ci constitue une règle exorbitante, une faveur spéciale attachée à la possession mobilière.....	494
217. — Le siège législatif de la présomption de titre ; elle doit être attachée à la tradition et à la jurisprudence plutôt qu'à la règle « En fait de meubles possession vaut titre ».....	494
218. — Plan du chapitre	495

SECTION I. — CAS OÙ LE POSSESSEUR A INTÉRÊT D'INVOQUER LA PRÉSUMPTION DE TITRE.

219. — Il faut qu'il s'agisse des rapports entre possesseurs successifs.....	496
220. — Il faut que le revendiquant ait démontré sa propriété..	496

221. — Il faut en outre que la nature du rapport entre le revendeur et le possesseur soit contestée.....	497
222. — Si ces conditions sont établies, la présomption de titre sera seule capable de protéger le possesseur.....	498
223. — Quelques arrêts recourent cependant, pour cette protection, à d'autres considérations.....	498

SECTION II. — CONDITIONS D'APPLICATION DE LA PRÉSUMPTION DE TITRE.

224. — Comment la question se pose entre les possesseurs successifs.....	501
225. — Du droit commun la charge de la preuve incomberait au possesseur ; conséquence fâcheuse qui en résulterait.....	502
226. — C'est pour éviter cette conséquence qu'on fait découler de la possession une présomption du titre au profit du possesseur actuel.....	503
227. — Les dangers qui résulteraient pour l'ancien possesseur d'une application rigoureuse de cette présomption.....	503
228. — La jurisprudence, pour sortir de l'impasse, recourt à une mesure de conciliation entre les intérêts de l'ancien possesseur et ceux du possesseur actuel ; celui-ci n'est protégé par la présomption de titre que là où sa possession rend vraisemblable l'existence du titre qu'il allègue.....	504
229. — C'est, en partant de ce principe, qu'on arrive à soumettre la présomption de titre à certaines conditions.....	505
230. — Énumération de ces conditions.....	505
231. — Exclusion de la bonne foi comme condition de la présomption de titre.....	505
232. — Comment explique-t-on l'exigence des conditions auxquelles la présomption de titre est subordonnée ; il faut se placer en dehors de l'art. 2279 ; c'est aux motifs de la présomption de titre qu'il faut s'attacher.....	506
233. — Conditions auxquelles est subordonnée la présomption de titre : 1° Il faut qu'il s'agisse d'un meuble qui se transmet de la main à la main sans aucune formalité.....	508
234. — 2° Il faut que le défendeur ait la possession du meuble.....	509
235. — Il n'est pas nécessaire que la possession soit réelle dans le sens de la réalité exigée à propos de la fonction acquisitive.....	509
236. — Appréciation souveraine du juge de fait.....	510
237. — C'est à celui qui invoque la présomption de titre d'établir qu'il a la possession de la chose.....	511
238. — 3° Il ne faut pas que la possession ait une origine précaire.....	511
239. — Justification de cette condition.....	511
240. — Confusion commise par certains arrêts entre la précarité et l'obligation personnelle de restituer.....	513
241. — À qui incombe la charge de prouver la précarité.....	514
242. — Comment se fait cette preuve.....	514
243. — Difficulté de la preuve de la précarité.....	515
244. — Certains auteurs recourent à l'idée du délit pour permettre au demandeur de prouver la précarité de son adversaire par tous les moyens ; réfutation de cette idée.....	516

245. — Tendance de la jurisprudence de confondre la précarité et l'équivoque	517
246. — 4 ^o Il ne faut pas que la possession ait une origine délictuelle.....	517
247. — Justification de cette condition	517
248. — A qui incombe la charge de prouver l'origine délictuelle de la possession.....	518
249. — Comment cette preuve peut-elle se faire ?	519
250. — Il n'est pas nécessaire, pour écarter la présomption de titre, que le fait de détournement soit positivement établi ; il suffit que les faits allégués soient de nature à y faire penser.	519
251. — S'il advient que le fait de détournement fasse l'objet d'une poursuite pénale, dans quelle mesure le juge civil sera-t-il lié par le jugement du tribunal répressif ?	520
252. — 5 ^o Il faut que la possession soit exempte des vices et surtout du vice d'équivoque.....	521
253. — Justification de cette condition.....	521
254. — En matière mobilière, les vices de la possession ne peuvent être envisagés dans le même sens ni être soumis aux mêmes règles qu'en matière immobilière.....	522
255. — Détermination des vices de la possession :	523
a) La violence.....	
256. — b) La clandestinité ; en quoi consiste ce vice ?	523
257. — Confusion de la clandestinité et de l'équivoque.....	525
258. — c) L'équivoque ; importance de cette notion.....	525
259. — Justification de l'exigence d'une possession non équivoque	525
260. — A quels principes faut-il rattacher la notion d'équivoque	526
261. — Nécessité d'exiger une possession non équivoque.....	527
262. — Qu'entend-on par une possession équivoque ? Il y a équivoque toutes les fois que les circonstances de la cause rendent invraisemblable l'existence du titre allégué par le défendeur	529
263. — On peut ramener ces circonstances à trois ordres de faits différents:	534
1 ^o Les relations particulières entre les parties.....	534
264. — 2 ^o Les actes et l'attitude de l'ancien possesseur.....	537
265. — 3 ^o Attitude du possesseur actuel.....	538
266. — La question de possession équivoque se pose le plus souvent après la mort de l'ancien possesseur ; rien ne l'empêche, cependant, de se poser du vivant de ce dernier.....	539
267. — Il appartient au juge du fait d'apprécier souverainement si la possession est ou non entachée d'équivoque.....	539
268. — Utilité de la notion d'équivoque.....	540
269. — Supériorité du système français sur le système allemand qui ne connaît pas la ressource d'équivoque.....	541
270. — Le système français n'a pas été cependant à l'abri des critiques ; on lui a reproché d'être empirique et d'aboutir à l'arbitraire des juges ; exagération de ces reproches.....	543
271. — On peut, à juste raison reprocher au système français la propension trop grande que les tribunaux manifestent à infirmer la possession du défendeur.....	543

272. — Preuve des vices de la possession. A qui incombe la charge de les prouver ? Réfutation de la thèse qui impose au possesseur la charge de la preuve, c'est à son adversaire d'établir les vices qu'il allègue.....	544
273. — Conclusion	545

SECTION III. — NATURE ET ÉTENDUE DE LA PROTECTION POSSESSOIRE DANS LES RAPPORTS ENTRE POSSESSEURS SUCCESSIONNELS.

274. — Quelle est la nature de la protection que la possession accorde au possesseur dans ses rapports avec son auteur ?..	547
275. — Réfutation de la théorie de M. Planiol qui rattache cette protection à la présomption de propriété attachée à toute possession	547
276. — Il s'agit, en notre matière, d'un principe exceptionnel, d'une faveur spéciale accordée à la possession mobilière....	548
277. — Quelle est la nature de cette faveur spéciale ? Réfutation de la théorie qui enseigne que la possession vaut titre..	548
278. — La possession ne fait que présumer le titre.....	552
279. — La nature de la présomption de titre ; réfutation de la théorie qui y voit une présomption absolue.....	553
280. — C'est une présomption simple susceptible d'être détruite par la preuve contraire.....	555
281. — En quoi consiste cette preuve contraire.....	556
282. — Une fois la présomption du titre déclarée applicable, le demandeur n'a pour la détruire qu'à prouver l'absence du titre allégué par son adversaire.....	558
283. — Difficulté de cette preuve.....	558
284. — En pratique, le demandeur n'attend pas que la présomption de titre soit déclarée applicable, pour la détruire par la preuve contraire, il s'efforce d'établir qu'elle est inapplicable dans l'espèce par la preuve de l'absence d'une de ses conditions.....	558
285. — Effet de la mise à l'écart de la présomption de titre : le droit commun reprend son empire.....	559
286. — Situation du possesseur qui est en mesure de se prévaloir de la présomption de titre. Si cette présomption n'est pas détruite, il sera déclaré propriétaire sur le fondement du titre qu'il allègue et non pas sur le fondement de sa possession.	559
287. — Il s'ensuit qu'il n'acquiert la propriété que dans les limites de l'acte juridique qu'il allègue.....	560
188. — Conclusion.....	561

SECTION IV. — APPLICATION PRATIQUE DE LA PRÉSOMPTION DE TITRE EN MATIÈRE DE DONS MANUELS.

289. — La présomption de titre peut s'appliquer quelle que soit la nature du droit qu'on prétend avoir acquis.....	561
290. — Aussi la nature de l'acte juridique en vertu duquel on prétend avoir acquis le droit n'importe-t-elle pas.....	562
291. — La présomption de titre trouve en matière de dons	

manuels son domaine d'application le plus fécond.....	562
292. — Utilité de cette présomption pour les donataires.....	563
293. — Justification de la protection possessoire accordée aux donataires	564
294. — Inconvénients qui résulteraient, pour les héritiers, d'une application rigoureuse de la présomption de titre.....	564
295. — La théorie d'équivoque peut remédier à ces inconvénients.....	565
296. — CONCLUSION SUR LA FONCTION PROBATOIRE DE LA POSSESSION MOBILIÈRE	565
CONCLUSION	571
BIBLIOGRAPHIE	579

Vu : *Le Président,*

DE LA MORANDIÈRE.

Vu : *Le Doyen,*

GEORGES RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

GILBERT GIDEL.

